

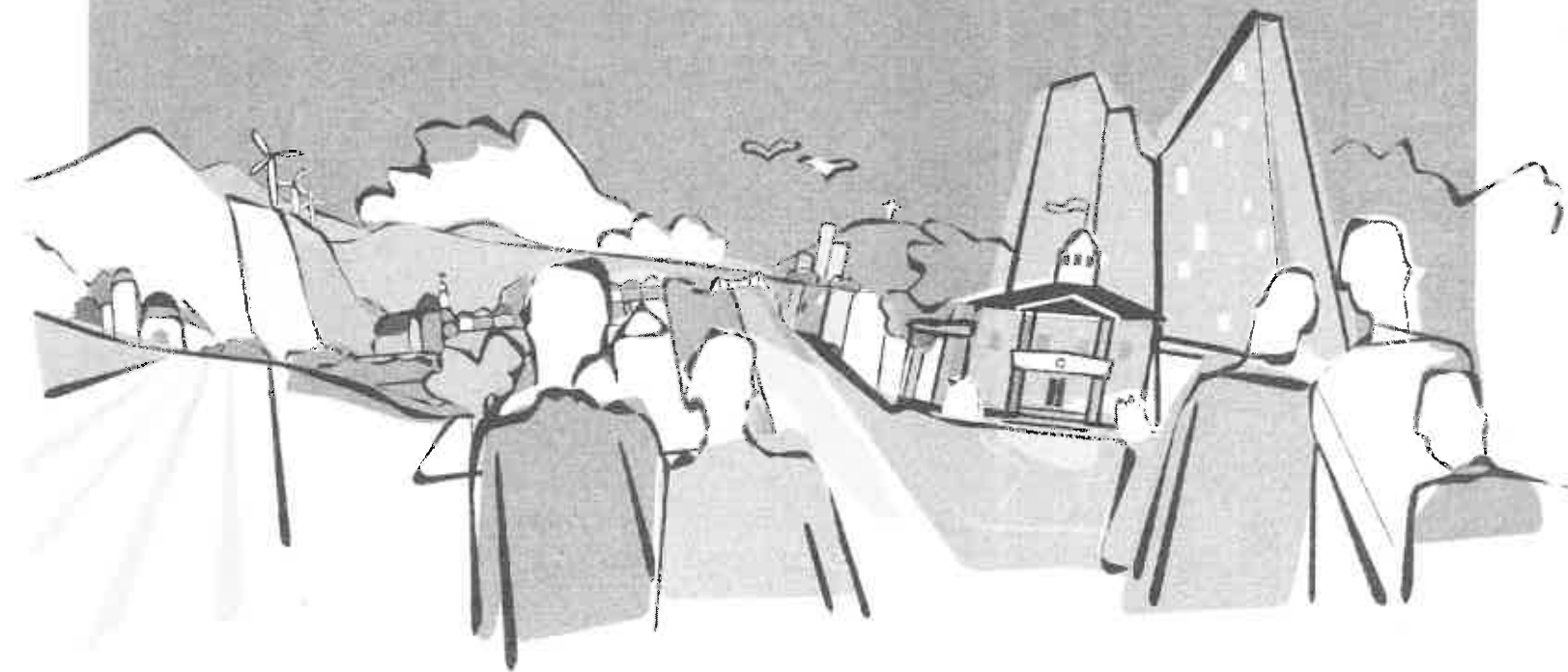
Étude des crédits

**Demandes de renseignements particuliers
de l'opposition officielle**

**DEMANDES 1 À 85
ET 2^e PARTIE**

**2017
2018**

Avril 2017



***Affaires municipales
et Occupation
du territoire***

Québec 

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
1.	Indiquer la somme dépensée en 2016-2017 (ainsi que les prévisions pour 2017-2018) par votre ministère pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2.	Copie des études, scénarios ou analyses réalisés en 2016-2017 concernant la régionalisation, la déconcentration, la délégation et la décentralisation de l'effectif et des programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.
3.	Pour chacun des organismes, agences ou autre instance relevant du ministère, pour l'année 2016-2017, indiquer : <ul style="list-style-type: none"> a. la liste des employés ou membres du conseil d'administration; b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c. la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv; d. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.
4.	Ventilation des paiements de transfert affectés à l'aide financière aux municipalités et aux fonds de péréquation, pour 2016-2017, avec la liste des municipalités bénéficiaires et les critères d'attribution.
5.	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2016-2017. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
6.	Liste de tous les travaux de construction ou de rénovation effectués au ministère en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.
7.	Nombre de personnes parties à la retraite en 2016-2017.
8.	Nombre de personnes engagées en 2016-2017.
9.	Nombre de personnes licenciées en 2016-2017.
10.	Nombre d'ETC en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.
11.	Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2016-2017 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
12.	Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté, des régies intermunicipales ou des organismes supralocaux qui ont reçu une aide financière spéciale de la part du MAMOT en 2016-2017. Indiquer le nom de ces entités et, pour chacune, l'objet de l'aide financière ainsi que le montant reçu.
13.	Liste des municipalités qui ont profité d'une aide financière pour se regrouper (PAFREM), en indiquant le montant de l'aide financière pour chacun des bénéficiaires en 2016-2017.
14.	Liste des municipalités qui ont demandé, en 2016-2017, une étude d'opportunité d'un projet de regroupement dans le cadre de la politique des regroupements municipaux; la liste des études réalisées, ainsi que les coûts et les principales conclusions de ces études.
15.	Liste des études de regroupement produites en 2016-2017, avec la date de réalisation et, s'il y a lieu, le nom de la firme qui a réalisé chacune de ces études et le montant du contrat.
16.	Total des sommes transférées aux municipalités pour chacune des mesures apparaissant dans l' <i>Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019</i> (remboursement de la TVQ, bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics, compensation tenant lieu de taxes pour les terres publiques, partage des revenus des redevances sur les ressources naturelles, subvention de péréquation, subvention à la capitale nationale, fonds de développement des territoires, aide à la voirie locale – volet réfection), en 2016-2017, pour chaque municipalité et par région, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.
17.	Pour l'exercice 2016-2017, sommes accordées aux municipalités régionales de comté au <i>Fonds de développement des territoires</i> , par région, ventilées par provenance des sommes (solde des CRÉ et de leur FDR, solde du programme d'aide au développement économique local, programme d'aide aux MRC, enveloppe des pactes ruraux et des agents de développement rural) et prévisions pour 2017-2018.
18.	Sommes consacrées à la publication des avis publics municipaux dans les journaux par les municipalités en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018. Ventiler les sommes par municipalité.
19.	Liste des études permettant d'évaluer les coûts associés à la publication des avis publics municipaux dans les journaux.
20.	Sommes accordées en vertu du Fonds d'aide au rayonnement des régions (FARR), par région, pour l'exercice 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
21.	État de situation du régime de financement des centres d'urgence 911.
22.	Liste des villes qui contestent en justice une décision du gouvernement. Indiquer le motif de la contestation et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec ces municipalités.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
23.	Pour 2016-2017, fournir la liste des requêtes en cassation ou en annulation d'un règlement du conseil ou d'un procès-verbal, d'un rôle, d'une résolution ou d'une autre ordonnance du conseil ou du comité exécutif d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal, présentées par le procureur général du Québec. Indiquer les motifs des requêtes et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec les municipalités visées par ces requêtes.
24.	Pour 2016-2017, fournir la liste des recours exercés par le procureur général du Québec en vertu des articles 838 à 843 du Code de procédure civile (chapitre C-25) contre un membre du conseil ou un fonctionnaire ou employé d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal qui est inhabile à exercer ses fonctions. Indiquer les motifs des recours et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions.
25.	Pour 2016-2017, fournir la liste des actions en déclaration d'incapacité ou des requêtes en <i>quo warranto</i> intentées par le procureur général contre un élu municipal, un ancien élu municipal ou un candidat à un poste d'élu municipal. Indiquer les motifs des actions et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions électives.
26.	Pour 2016-2017, fournir la liste des requêtes demandant la confirmation judiciaire de la fin du mandat du membre d'un conseil municipal présentées par le procureur général. Indiquer les motifs des requêtes et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces requêtes n'occupent plus leurs fonctions électives.
27.	Pour 2016-2017, fournir la liste des vérifications effectuées par le ministère dans des municipalités. Indiquer les motifs des vérifications (soupçons d'inefficacité, de malversation, etc.), les objets visés par ces vérifications (contrats, avantages reçus par des élus, etc.), les suites de ces vérifications (recommandation à une municipalité, transfert d'un dossier au procureur général, etc.) et les dates prévues pour le dépôt des rapports à venir.
28.	Liste des subventions versées aux différentes associations municipales en 2016-2017.
29.	État de la révision des schémas d'aménagement au Québec, fournir la liste complète des schémas complétés en 2016-2017 et la liste complète des schémas dont la révision connaît un retard, en précisant les raisons du retard. Indiquer la nature et l'objet des objections et demandes gouvernementales formulées pour assurer la conformité aux orientations gouvernementales. Indiquer quels schémas sont en cours d'analyse et n'ont pas fait l'objet d'un avis gouvernemental à ce jour.
30.	Pour 2016-2017, fournir la liste des schémas d'aménagement révisés envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de schémas approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de schémas révisés qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque schéma révisé non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du schéma révisé.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
31.	Pour 2016-2017, fournir la liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.
32.	Pour 2016-2017, fournir la liste des règlements de contrôle intérimaire envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de règlements approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de règlements qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.
33.	Pour 2016-2017, fournir la liste des règlements et des autres actes municipaux, y compris les schémas d'aménagement et les règlements de contrôle intérimaire, soumis au ministère pour approbation. Indiquer le nombre d'actes approuvés, le nombre d'actes non approuvés et le délai entre la réception d'un acte et son approbation ou le refus de son approbation.
34.	Liste complète des programmes, fonds et sommes du gouvernement fédéral dédiés aux municipalités (par exemple : mesures d'urgence, programmes d'infrastructures, bibliothèques, patrimoine, habitation, équipements sportifs, etc.), pour 2016-2017.
35.	Pour le Programme de renouvellement des conduites PRECO : la liste des demandes reçues pour 2016-2017 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées pour 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018.
36.	Pour le Fonds Chantiers Canada-Québec : pour chacun des volets et sous-volets, la liste des demandes reçues pour 2016-2017 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées en 2016-2017 pour chacun des volets et sous-volets.
37.	Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités : pour chacun des volets et sous-volets, la liste des demandes reçues pour 2016-2017 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité selon la région ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées en 2016-2017 pour chacun des volets et sous-volets. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2017-2018.
38.	Pour le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale : pour chacun des volets et sous-volets, indiquer les sommes versées pour 2016-2017 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 décembre 2016.
39.	Pour le programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000 : indiquer les sommes versées pour 2016-2017 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 décembre 2016.
40.	Pour le Fonds municipal vert : la liste des demandes reçues pour 2016-2017 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou à l'organisme municipal ou, le cas échéant, le motif du refus. Spécifier si le montant accordé est une subvention ou un prêt. Fournir le total des sommes versées en 2016-2017.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
41.	Pour le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec : fournir le détail des modalités du programme 2014-2018.
42.	Pour 2016-2017, fournir la liste des responsabilités, fonctions, compétences et pouvoirs ayant été identifiés par les ministères comme pouvant être décentralisés, et fournir le bilan des actions entreprises et à venir à ce sujet.
43.	Nombre de rencontres de la Table Québec-Municipalités en 2016-2017. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2017-2018.
44.	Nombre de rencontres de la Table Québec-Régions en 2016-2017. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2017-2018.
45.	État de situation détaillé concernant la diversification des sources de revenu pour les municipalités. Copie des scénarios, analyses ou comptes rendus produits par le MAMOT en 2016-2017 à ce sujet. Actions à venir pour 2017-2018.
46.	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
47.	Liste des municipalités, par région, qui reçoivent une compensation financière, par catégorie de programme, en indiquant le montant reçu en 2016-2017 pour : a) un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces et des gouvernements étrangers; b) un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de la santé et des services sociaux; c) un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de l'éducation, selon le niveau d'enseignement (distinguer les montants pour les écoles primaires et secondaires, ainsi que pour les collèges et les universités); d) un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement du Québec.
48.	Sommes engagées en 2016-2017 pour promouvoir la démocratie municipale, et prévisions des sommes pour 2017-2018. Préciser les moyens mis en avant pour encourager les candidatures des jeunes et des femmes.
49.	Liste des rencontres tenues par les conférences administratives régionales (CAR) en 2016-2017. Indiquer les dates, lieux et résultats atteints. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2017-2018.
50.	Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités, ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2016-2017.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
51.	Dates, lieux et nombre de rencontres du comité sur les régimes de pension des municipalités en 2016-2017. Indiquer la liste des membres et leur rémunération. Joindre une copie des ordres du jour, des procès-verbaux ainsi que de tout autre document produits par le comité depuis le début de son mandat.
52.	Liste des droits d'opposition dont se sont prévaluées les municipalités reconstituées en 2016-2017. Indiquer l'objet du litige, les municipalités en cause et la décision de la Commission municipale. Fournir une copie de la correspondance adressée au ministre et indiquer l'action entreprise par le ministère.
53.	Fournir la liste de tous les médiateurs, négociateurs ou arbitres nommés par le ministre en 2016-2017. Indiquer l'objet de leur mandat et les sommes qui leur ont été versées ou qui leur seront versées.
54.	Évolution de la dépense d'intérêt sur la dette imputable aux municipalités, pour 2016-2017 et chacune des trois années précédentes.
55.	Liste des municipalités et des montants reçus, par région, dans le cadre des travaux exigés en vertu du Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées.
56.	Liste des projets et montant totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU).
57.	État de situation de la problématique de l'augmentation des taxes à la suite de la hausse importante des évaluations foncières. Copie des analyses, rapports et procès-verbaux de rencontres produits par le MAMOT à ce sujet.
58.	Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2016-2017 : a) l'objet des consultations; b) le moyen utilisé; c) les dates des rencontres; d) les communautés et les personnes consultées; e) les résultats des consultations; f) les montants afférents.
59.	Liste et détails des mandats d'enquête réalisés par la Commission municipale du Québec en 2016-2017. Ventilation selon les mandats confiés par le ministre ou à l'initiative de la CMQ.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
60.	Un état de situation quant au transfert d'actifs entre des municipalités et le gouvernement du Québec concernant le remboursement du déficit actuariel des employés de municipalités.
61.	État de la mise aux normes des infrastructures en eau potable au Québec en 2016-2017. Fournir les prévisions pour 2017-2018.
62.	Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas encore de système de traitement d'eau potable conforme aux normes prévues par le Règlement sur la qualité de l'eau potable. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2016-2017.
63.	Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas de système de traitement de leurs eaux usées. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2016-2017.
64.	État de situation concernant le litige du droit de vote aux élections municipales des Autochtones domiciliés dans les réserves ou établissements indiens situés à l'intérieur des municipalités du Québec.
65.	Liste de toutes les études ayant été réalisées depuis 2008 sur la décentralisation, la régionalisation ou la déconcentration des ressources. Dépôt des rapports et ventilation des coûts reliés aux études. Dépôt des comptes rendus des ministères et organismes relatant leurs efforts en matière de décentralisation et de mesures favorisant l'occupation dynamique du territoire.
66.	Liste de toutes les études ayant été réalisées depuis 2008 pour évaluer la possibilité d'utiliser les nouvelles technologies permettant le travail à distance hors des grands centres. Dépôt des rapports et ventilation des coûts reliés aux études.
67.	Liste de toutes les études ayant été réalisées depuis 2008 traitant des avantages et des inconvénients relatifs à la modulation des programmes d'aide gouvernementaux applicables aux municipalités. Dépôt des rapports et ventilation des coûts reliés aux études.
68.	Outre la Politique nationale de la ruralité 2014-2024, liste des mesures, programmes et politiques que le gouvernement du Québec a mis en place afin d'appuyer les intervenants des milieux ruraux. Ventilation des coûts reliés aux mesures, programmes et politiques.
69.	Outre le Fonds de développement des territoires, liste des mesures, programmes et politiques que le gouvernement du Québec a mis en place afin d'appuyer les municipalités en difficulté. Ventilation des coûts reliés aux mesures, programmes et politiques.
70.	État de situation au 31 mars 2015, incluant les sommes injectées en 2014-2015 et en 2016-2017, sur le suivi de l'engagement de développer un outil permettant d'établir le coût de revient des services d'eau. Fournir l'échéancier pour 2017-2018.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
71.	État de situation au 31 mars 2017 du processus de fermeture des conférences régionales des élus par les comités de transition : montants transférés dans chacune des MRC, ventilation des sommes selon leur provenance (FDR, ententes spécifiques, administration), nombre d'emplois dans chacune des CRÉ au moment de leur fermeture.
72.	Liste des sommes restantes pour chacune des ententes spécifiques en vigueur au moment de la fermeture des conférences régionales des élus (versement FDR prévu en 2016-2017). Préciser le nom de la CRÉ, le nom du bénéficiaire, le titre du projet, son coût total et sa structure de financement.
73.	Concernant le « Programme d'infrastructures en entrepreneuriat collectif » (PIEC), identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2017-2018 pour le PIEC.
74.	Concernant le « Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec » (TECQ), identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2016-2017. Inclure la liste des entreprises, municipalités ou organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2017-2018 pour le TECQ.
75.	Concernant le « Programme de subvention pour les intérêts encourus dans le cadre de la mesure d'étalement par recours à l'emprunt des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées » (PSI), identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2016-2017. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2017-2018 pour le PSI.
76.	Concernant le « Fonds conjoncturel de développement », identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi de cette aide, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2017-2018 pour le même Fonds.
77.	Concernant le « Programme d'aide pour les municipalités à caractère industriel », identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2017-2018 pour le Programme d'aide pour les municipalités à caractère industriel.
78.	Concernant le groupe de travail sur la simplification de la reddition de comptes des municipalités, fournir un état d'avancement, le mandat détaillé, l'échéancier, le plan de travail, l'ordre du jour des rencontres et le budget alloué.
79.	Liste des ententes spécifiques, autrefois gérées par les conférences régionales des élus, qui sont toujours actives en 2016-2017, ventilées par régions, en indiquant les sommes qui y sont dédiées et l'organisme qui est maintenant responsable de leur gestion.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
80.	Concernant les centres locaux de développement, indiquer les sommes qui ont été versées pour ceux-ci aux MRC par le ministère en 2016-2017. Ventiler les montants par région administrative et par CLD.
81.	État de situation de chaque CLD au 31 mars 2017 : situation juridique, immobilisations, dette, fonds, intégré à la MRC ou non. Présenter une évolution du nombre d'emplois depuis trois ans.
82.	Liste des conditions exigées par le MAMOT pour l'octroi des budgets autrefois dévolus aux CLD et maintenant accordés à une MRC.
83.	<p>Pour tous les programmes financés dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir la ventilation suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">a. l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt CO₂);b. le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt CO₂);c. le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;d. la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO₂);e. les investissements totaux des projets (en millions \$);f. les aides financières totales du ministère (en millions \$);g. le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);h. le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
84.	<p>Fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2016-2017 par le ministère et ses organismes, via le Fonds vert, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée; b. la description du projet; c. la date de versement de l'aide financière accordée; d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme); e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial); f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée et/ou autres cobénéfices.
85.	<p>La liste des demandes d'examen préalable en matière de déontologie et d'éthique au niveau municipal traitées depuis 2010. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, règles d'après-mandat, corruption, etc.), le caractère vexatoire ou non, fondé ou non des différentes demandes et les suites qui ont été données par le ministère, la Commission municipale et le Directeur des poursuites criminelles et pénales aux demandes considérées comme fondées.</p>

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle – Deuxième partie
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
1.	Liste de tous les organismes qui ont reçu du financement par le biais du discrétionnaire du ministre depuis le 23 avril 2014, ainsi que le montant qu'ils ont reçu et la circonscription dans laquelle est situé chacun d'eux.
2.	Indiquer les sommes dépensées pour 2016-2017 par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 1

Indiquer la somme dépensée en 2016-2017 (ainsi que les prévisions pour 2017-2018) par votre ministère pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

	2016-2017 Sommes dépensées (Fonctionnement)	2016-2017 Sommes dépensées (Immobilisation)
Acquisition matériel informatique	57 900 \$	25 600 \$
Entretien de licences	95 000 \$	0 \$
Services professionnels internes	25 000 \$	0 \$
Services professionnels externes	632 000 \$	984 400 \$
Services professionnels (CSPQ)	3 987 100 \$	0 \$
TOTAL	4 797 000 \$	1 010 000 \$

En date du 28 février 2017

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 2

Copie des études, scénarios ou analyses réalisés en 2016-2017 concernant la régionalisation, la déconcentration, la délégation et la décentralisation de l'effectif et des programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.

Veillez vous référer à la question particulière n° 42 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 3

Pour chacun des organismes, agences ou autre instance relevant du ministère, pour l'année 2016-2017, indiquer : a) la liste des employés ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

a) Liste des employés de la Commission municipale du Québec au 28 février 2017 :

M ^e Céline Lahaie, secrétaire générale	Mme Lise Lavoie, agente de secrétariat
M ^e Nicolas Dallaire, avocat	Mme Louise Goure, agente de secrétariat
M ^e Julie D'Aragon, avocate	Mme Suzy Côté, agente de secrétariat (occasionnelle)
Mme Lucie Poulin, technicienne en administration	Mme Jacqueline Blanchette, technicien en administration
Mme Manon Hébert, agente de secrétariat	M. Simon Vézina, conseiller au traitement des demandes d'enquête en éthique et déontologie

Liste des membres de la Commission municipale du Québec au 28 février 2017:

M ^e Brigitte Pelletier, présidente	M ^e Denis Michaud, vice-président
M ^e Sandra Bilodeau	M ^e Thierry Usclat, vice-président éthique et déontologie
Mme Nancy Lavoie	Me France Thériault
M. Robert Pagé	
M ^e Sylvie Piérard	
M ^e Martine Savard	
M ^e Léonard Serafini	

b) Les mandats renouvelés sont les suivants :

Le mandat de madame Sylvie Piérard a été renouvelé le 30 novembre 2016 suivant le décret 1006-2016.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 3

Pour chacun des organismes, agences ou autre instance relevant du ministère, pour l'année 2016-2017, indiquer : a) la liste des employés ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

c) Liste des personnes qui ont été nommées :

Aucune nomination durant cette période.

d) Frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation et allocation de séjour :

En date du 28 février 2017, les dépenses en frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas, frais de représentation et allocation de séjour des employés et des membres de la Commission municipale du Québec pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017 ont totalisé 43 159 \$.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 4

Ventilation des paiements de transfert affectés à l'aide financière aux municipalités et aux fonds de péréquation, pour 2016-2017, avec la liste des municipalités bénéficiaires et les critères d'attribution.

	Montant	Ventilation	Règles d'attribution
A) Programme de neutralité lors d'un regroupement municipal (compensations tenant lieu de taxes)	21 832 \$	Annexe A	Annexe E
B) Compensations pour les équipements antipollution	163 157 \$	Annexe B	Annexe F
C) Aide aux municipalités reconstituées	510 209 \$	Annexe C	Annexe G
D) Programme d'aide pour les municipalités à caractère industriel	358 314 \$	Annexe D	Annexe H

PROGRAMME DE NEUTRALITÉ LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL
EXERCICE FINANCIER 2016-2017

A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Alexis	1 739 \$
Municipalité de Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 174 \$
Ville de Témiscouata-sur-le-Lac	9 248 \$
Ville de Daveluyville	9 671 \$
TOTAL	21 832 \$
<p>N.B. À compter de 2016, dans une perspective de simplification, la mesure de bonification des compensations a été regroupée avec les compensations de base prévues par la Loi. Dans ce contexte, le montant de neutralité des compensations a été ajusté afin d'inclure l'élément de neutralité des bonifications.</p>	
Données au 1 ^{er} mars 2017	

COMPENSATIONS FINANCIÈRES POUR LES ÉQUIPEMENTS ANTIPOLLUTION
EXERCICE FINANCIER 2016-2017

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Thurso	163 157,00 \$
TOTAL	163 157,00 \$
Données au 1 ^{er} mars 2017	

AIDE AUX MUNICIPALITÉS RECONSTITUÉES
EXERCICE FINANCIER 2016-2017

C

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Brossard	391 581,00 \$
Ville de Hampstead	78 983,00 \$
Ville de L'Ancienne-Lorette	39 645,00 \$
TOTAL	510 209,00 \$
Données au 1 ^{er} mars 2017	

PROGRAMME D'AIDE POUR LES MUNICIPALITÉS À CARACTÈRE INDUSTRIEL
EXERCICE FINANCIER 2016-2017

D

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Canton de Launay	5 696,00 \$
Municipalité de Champneuf	6 209,00 \$
Municipalité de Litchfield	36 672,00 \$
Ville de Chandler	103 203,00 \$
Ville de Lebel-sur-Quévillon	107 246,00 \$
Ville de New Richmond	99 288,00 \$
	TOTAL
	358 314,00 \$
Données au 1 ^{er} mars 2017	

**PROGRAMME DE NEUTRALITÉ FINANCIÈRE
LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL**

RÈGLES ET NORMES

A. ADMISSIBILITÉ

1. Toute municipalité issue d'un regroupement ou qui a annexé le territoire entier d'une autre municipalité et dont l'entrée en vigueur du regroupement ou de l'annexion est postérieure au 31 décembre 1990.

B. ANNÉE DE RÉFÉRENCE

2. L'année de référence est la première année où le Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes, le Règlement sur le régime de péréquation et le Règlement sur la répartition des recettes payées par les exploitants de certains réseaux de télécommunications, gaz et électricité (TGE) s'appliquent à une municipalité issue d'un regroupement ou à une municipalité annexante, en tenant compte du regroupement ou de l'annexion.

C. CALCUL DE LA SUBVENTION ANNUELLE

3. La subvention annuelle de neutralité est constituée de la somme des montants établis conformément aux articles 4 à 9 pour chacun des éléments suivants :
 - Élément Compensations tenant lieu de taxes
 - Sous élément Hausse des compensations tenant lieu de taxes
 - Élément Régime de péréquation
 - Élément Répartition des recettes de TGE

Si le montant calculé pour un des éléments de la subvention annuelle est négatif, ce montant est présumé être égal à zéro.

Section 1 Élément : Compensations tenant lieu de taxes

4. Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997, la subvention de neutralité attribuable aux compensations tenant lieu de taxes est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe.

- 1° La somme des montants des compensations tenant lieu de taxes payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° le montant des compensations tenant lieu de taxes payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, on tient compte uniquement des compensations calculées en fonction du taux global de taxation, du taux des taxes générales sur la valeur foncière, du taux de la taxe ou de la surtaxe sur les immeubles non résidentiels, du taux de la taxe d'affaires ainsi que tout autre taxe spéciale introduite à la suite du regroupement ou de l'annexion qui est appliquée sur tout le territoire d'une des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion. De plus, on ne tient compte que des immeubles faisant l'objet d'une compensation dans l'année de référence pour lesquels une compensation a été également versée dans l'année précédente.

Les valeurs servant à calculer les montants de compensation selon le paragraphe 1° sont celles au 31 décembre de l'exercice, compte tenu des modifications aux rôles prenant effet à cette date ou à une date antérieure pour lesquelles un avis de modification (ou, le cas échéant, une copie de la décision du Bureau de révision de l'évaluation foncière) a été transmis au Ministre avant la fin de l'année de référence.

Les valeurs servant à calculer les montants de compensation selon le paragraphe 2° sont celles au 1^{er} janvier de l'exercice, compte tenu des modifications au rôle prenant effet à cette date ou à une date antérieure pour lesquelles un avis de modification (ou, le cas échéant, une copie de la décision du Bureau de révision de l'évaluation foncière) a été transmis au Ministre avant la fin de l'exercice.

Lorsque les règles de calcul des compensations sont différentes entre l'année de référence et l'année précédente, les montants visés au paragraphe 1° sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

Exceptionnellement, pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1991 et 1992, les compensations sur les écoles primaires et secondaires sont présumées être de 25% du taux global de taxation en 1990 et 1991, aux fins du calcul de la subvention annuelle.

5. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996, la subvention de neutralité est établie sur la base des compensations tenant lieu de taxes de l'année précédente et est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe.*

1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui seraient versées à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable au 1^{er} janvier de l'exercice précédant l'année de référence par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;

2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à l'unité de regroupement correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables au 1^{er} janvier de l'exercice précédant l'année de référence par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée.

Le taux global de taxation moyen d'une unité de regroupement est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités membres par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

- 5.1 *Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006 lorsque l'agglomération n'est pas financée par quote-part, une portion de la subvention est versée à des fins de compétences d'agglomération, et une portion à des fins de compétences de proximité.*

- A) La subvention de neutralité à des fins d'agglomération est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui serait versée à chacune des municipalités parties au regroupement si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;

2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à la municipalité centrale correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage du taux global de taxation alloué à des fins d'agglomération. Ce pourcentage est établi, à deux décimales près, de la façon suivante :

- les recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins d'agglomération divisées par le total des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins d'agglomération et de proximité telles que présentées aux prévisions budgétaires 2006 de la municipalité centrale.

De plus, aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble calculée précédemment par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus populeuse.

Le taux global de taxation moyen de la municipalité centrale à des fins d'agglomération est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités liées par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

- B) La subvention de neutralité à des fins de proximité est obtenue de la même façon en excluant les municipalités reconstituées du calcul et en utilisant le taux global de taxation alloué à des fins de proximité et les recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins de proximité.

5.2 Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006 lorsque l'agglomération est financée par quote-part, la subvention de neutralité est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui serait versée à chacune des municipalités parties au regroupement excluant celles s'étant reconstituées si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;

2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à la municipalité centrale correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement excluant les municipalités reconstituées par le taux global de taxation moyen de la municipalité centrale pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus populeuse.

Le taux global de taxation moyen de la municipalité centrale est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités membres de l'unité de regroupement excluant les municipalités reconstituées par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

Sous élément : Bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics

- 5.3 Pour les regroupements dont l'année de référence aux fins de l'élément Compensations tenant lieu de taxes est ultérieure à 2001, la subvention de neutralité attribuée à la bonification des compensations tenant lieu de taxes est obtenue en appliquant le taux de la bonification des compensations tenant lieu de taxes de l'année de référence, tel que calculé en vertu des normes du Programme de bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics, sur le montant de neutralité sur ces compensations établi en vertu des articles 5 et 5.1 ou 5.2 de la présente norme. Ces montants sont financés à même les sommes allouées concernant la bonification des compensations tenant lieu de taxes.

Section 2 Élément : Régime de péréquation

6. Pour les unités de regroupements dont l'année de référence est antérieure à 1996, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:
- 1° La somme des montants de péréquation payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
 - 2° Le montant de péréquation payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Lorsque les règles de calcul prescrites au règlement en vigueur dans l'année de référence sont différentes de celles prescrites au règlement en vigueur l'année précédente, les montants du paragraphe 1° sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

Exceptionnellement, pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1991 et 1992, on utilise le régime de péréquation en vigueur en 1992 aux fins du calcul de la subvention annuelle attribuable à la péréquation. À cet égard, les richesses foncières per capita de 1989 et 1990 sont ajustées pour tenir compte de seulement 25 % des valeurs des écoles primaires et secondaires. Les taux de bonification pour les MRC à être utilisés pour ces années sont ceux de 1992 et les médianes des richesses foncières uniformisées par habitant sont les suivantes:

	Médianes de richesse foncière	
	1990	1991
catégorie 1	23 751,97 \$	23 778,93 \$
catégorie 2	25 841,16 \$	26 082,39 \$
catégorie 3	32 103,94 \$	32 113,01 \$

7. Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1996 et 1997, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:
- 1° La somme des montants de péréquation payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
 - 2° Le montant de péréquation qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière uniformisée, la population et les recettes de taxes sont respectivement la somme de la richesse foncière uniformisée, de la population et des recettes de taxes de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

Exceptionnellement pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1997, l'article 7 s'applique en remplaçant, dans les paragraphes 1° et 2°, les mots l'année précédant l'année de référence par les mots la deuxième année précédant l'année de référence.

7.1 *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1997 et antérieure à 2002, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:*

- 1° La somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° Le montant de péréquation payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Pour l'application du Règlement sur le régime de péréquation, le montant de neutralité calculé au premier alinéa est réputé être attribuable au premier volet du régime de péréquation.

7.2 *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 2002, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est égale à la somme des montants payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour 2001.*

Pour l'application du Règlement sur le régime de péréquation, le montant de neutralité calculé au premier alinéa est réputé être attribuable au premier volet du régime de péréquation.

7.3 *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2002 et antérieure à 2009, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:*

- 1° la somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° le montant de péréquation qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul des montants visés aux paragraphes 1° et 2°, on prend en considération la quote-part de base calculée selon le Règlement sur le régime de péréquation, sans tenir compte des mesures de transition ni d'ajustement.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière et la valeur moyenne des logements sont redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée alors que le nombre de logements et la population sont la somme de celles de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2002, au montant de subvention de neutralité calculé ci-haut, s'ajoutera pour 2003 et 2004 un montant attribuable aux dispositions transitoires du Règlement sur le régime de péréquation qui représente respectivement 50 % et 25 % de la différence entre la somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités pour l'année 2001 en vertu de l'ancien régime de péréquation et le montant de subvention de neutralité calculé ci-haut. Le résultat de cette différence peut être soit positif, soit négatif.

Pour les municipalités parties au regroupement dont la péréquation a été réduite en vertu de l'un ou l'autre des articles 14 et 14.1 de la loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives (2000, c. 27), le montant de péréquation payable aux fins du calcul du montant visé au premier paragraphe est réputé être celui qu'elles auraient reçu s'il n'avait pas été réduit.

Pour l'application du Règlement sur le régime de péréquation, le montant de neutralité calculé au premier alinéa est réputé être attribuable au premier volet du régime de péréquation.

7.3.1 Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006, la subvention de neutralité calculée à l'égard de l'unité de regroupement est attribuée en totalité à des fins de proximité.

7.4 Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2008, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est la somme des subventions versées en vertu des premier et second volets du régime de péréquation.

A) La subvention de neutralité attribuable au premier volet du régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° la somme des montants de péréquation attribuable au premier volet payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;

2° le montant de péréquation attribuable au premier volet qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul des montants visés aux paragraphes 1° et 2°, on prend en considération la quote-part de base du premier volet calculée selon le Règlement sur le régime de péréquation, sans tenir compte des mesures de transition ni d'ajustement.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière et la valeur moyenne des logements sont redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée alors que le nombre de logements et la population sont la somme de celles de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

B) La subvention de neutralité attribuable au second volet du régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° la somme des montants de péréquation attribuable au second volet payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;

2° le montant de péréquation attribuable au second volet qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul des montants visés aux paragraphes 1° et 2°, on prend en considération la quote-part de base du second volet calculée selon le Règlement sur le régime de péréquation, sans tenir compte des mesures de transition ni d'ajustement.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la valeur moyenne des logements est redressée en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée alors que le nombre de logements est la somme de ceux de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 2012, le montant de neutralité attribuable au second volet calculé au premier alinéa est multiplié par le facteur représentant le résultat de la division de la somme à répartir à l'égard du second volet pour l'année de référence par la somme à répartir à l'égard du second volet montant pour l'année précédant l'année de référence. Aux fins du calcul de ce facteur, on prend en considération la somme à répartir du second volet établie en vertu du Règlement sur le régime de péréquation sans tenir compte de la soustraction du total des montants de neutralité.

Section 3 Élément : Répartition des recettes de TGE

8. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997, la subvention de neutralité attribuable à l'application du Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux est obtenue en multipliant le montant du premier paragraphe par le taux obtenu au second paragraphe:*

- 1° Le montant net à répartir pour l'année de référence;
- 2° La somme des taux applicables aux municipalités parties au regroupement ou à l'annexion de l'année précédant l'année de référence moins celui applicable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Aux fins de ce calcul, le montant visé au premier paragraphe est celui qui serait obtenu conformément à l'article 5 du règlement, si la seconde opération prévue à cet article consistait à soustraire les sommes prises dans l'année précédente pour l'application du programme destiné à rendre neutre les conséquences du regroupement ou de l'annexion.

Lorsque les règles de calcul du taux applicable à la municipalité sont différentes entre le règlement en vigueur dans l'année de référence et celui en vigueur l'année précédente, les taux applicables pour l'année précédant l'année de référence sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

9. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996, la subvention de neutralité attribuable à l'application du Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux est obtenue en multipliant le montant du premier paragraphe par le taux obtenu au second paragraphe:*

- 1° Le montant net à répartir pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° La somme des taux applicables aux municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence moins le taux qui se serait appliqué à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence, s'il y avait eu regroupement.

Aux fins de l'application de l'article 7 du Règlement sur la répartition des recettes de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux, le taux global de taxation uniformisé et pondéré qui se serait appliqué à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante est le produit que l'on obtient en multipliant la somme des populations des municipalités membres par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement.

Le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement est le quotient que l'on obtient en divisant la somme des recettes admissibles au calcul du taux global de taxation des municipalités membres par le total des valeurs imposables uniformisées des immeubles situés sur le territoire de l'unité de regroupement.

- 9.1 *Pour les unités de regroupement dont l'entrée en vigueur se situe au cours de l'année 2000 et qui adoptent pour l'année 2001 le 1^{er} budget à l'égard de l'ensemble du territoire de la nouvelle municipalité, le calcul de la subvention de neutralité applicable à l'élément Répartition des recettes TGE s'effectue suivant le mode de calcul stipulé à l'article 9 en remplaçant « année précédant l'année de référence » par « année 2000 ».*
- 9.2 *Pour les unités de regroupement dont l'entrée en vigueur se situe à compter de l'année 2001, aucune subvention de neutralité n'est applicable à l'égard de l'élément Répartition des recettes TGE.*
- 9.3 *Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006, la subvention de neutralité calculée à l'égard de l'unité de regroupement est attribuée en totalité à des fins de proximité.*

D. MODALITÉS DE VERSEMENTS DE LA SUBVENTION

10. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997, la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3 est versée pendant 8 exercices financiers à compter de l'année de référence. Toutefois, dans le cas d'un regroupement ou d'une annexion entré en vigueur en 1991 ou en 1992, la subvention annuelle de neutralité est versée pendant 8 exercices à compter de l'année 1993.*

Pour les 9^e, 10^e et 11^e exercices, la subvention de neutralité versée à la municipalité est égale respectivement à 75 %, 50 % et 25 % de la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3. Par la suite, il n'y a plus de subvention de neutralité.

La partie de la subvention annuelle de neutralité attribuable aux éléments Régime de péréquation et Compensations tenant lieu de taxes fait l'objet d'un versement global effectué au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.

La partie de la subvention annuelle de neutralité attribuable à l'élément Répartition des recettes de TGE est versée au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné ou dans les 60 jours de la date de référence définie au Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux.

11. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996, la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3 est versée pendant 5 exercices financiers à compter de l'année de référence.*

Pour les 6^e, 7^e et 8^e exercices, la subvention de neutralité versée à la municipalité est égale respectivement à 75 %, 50 % et 25 % de la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3. Par la suite, il n'y a plus de subvention de neutralité.

La subvention de neutralité est versée au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.

E. AUTRES MODALITÉS

12. La subvention de neutralité payable à une municipalité partie à un regroupement ou à une annexion est transférée à la suite du regroupement ou de l'annexion, à la nouvelle municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante.

**PROGRAMME DE COMPENSATION DES PERTES DE REVENUS EN
RAISON DE L'EXCLUSION DU RÔLE D'ÉVALUATION DES
ÉQUIPEMENTS ANTIPOLLUTION**

RÈGLES ET NORMES

I. ADMISSIBILITÉ

Les municipalités admissibles sont celles qui ont reçu en 2014 une compensation financière pour les pertes de revenus résultant de la diminution de l'assiette d'imposition foncière et locative des biens immobiliers visés par l'article 65, paragraphe 1.1, alinéa 1 de la Loi sur la fiscalité municipale, à compter de l'exercice 2001. Ce sont des biens immobiliers principalement utilisés ou destinés à des fins de lutte contre la pollution pouvant découler de la production industrielle ou à des fins de contrôle de cette pollution qui sont exclus du rôle d'évaluation à compter du 1^{er} janvier 2001.

II. CALCUL DES MONTANTS DE COMPENSATION

La compensation financière pour les équipements antipollution équivaut au montant versé en 2014 en vertu du programme auquel est retranchée une somme correspondant à une proportion des revenus totaux consolidés de la municipalité tels qu'ils apparaissent à son rapport financier 2013. Cette réduction de la compensation représentera en 2015, 2,25 % des revenus totaux apparaissant au rapport financier 2013 de la municipalité. La baisse passera à 4,5 % en 2016, puis à 6,75 % en 2017, et aucune compensation ne sera plus versée en 2018.

Si le rapport financier 2013 de la municipalité n'a pas encore été transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 31 mars 2015, les revenus totaux consolidés apparaissant à son rapport financier 2012 seront utilisés en remplacement de ceux de 2013 pour le calcul de la réduction de la compensation financière pour les équipements antipollution à verser pour chacune des années (2015 à 2017).

III. MODALITÉS DE VERSEMENT

Pour chaque exercice financier, le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire verse le montant de la compensation auquel a droit une municipalité locale, avant le 30 avril de l'année civile concernée.

La compensation payable à une municipalité partie à un regroupement ou dont le territoire entier est annexé, est transférée à la suite du regroupement ou de l'annexion, à la nouvelle municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante. Dans le cas d'une annexion partielle impliquant un immeuble visé par le programme, la compensation payable pour cet immeuble est versée à la municipalité annexante.

RÈGLES ET NORMES

Programme de subvention pour les intérêts encourus dans le cadre de la mesure d'étalement par recours à l'emprunt des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées

1.0 BUT DU PROGRAMME

Ce programme vise à financer tout ou partie, selon le cas, du coût des intérêts encourus par les municipalités reconstituées dans le cadre d'un emprunt contracté afin d'étaier une partie des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées.

2.0 ADMISSIBILITÉ AU PROGRAMME

Pour être admissible au programme, une municipalité doit :

- être une municipalité reconstituée en vertu de l'article 123 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. F-20.001);
- avoir un fardeau fiscal global (agglomération et proximité) établi à l'égard d'une catégorie d'immeubles situés sur son territoire qui excédait, pour l'exercice financier 2006, 105 % du fardeau fiscal établi à l'égard de la même catégorie pour l'exercice 2005;
- avoir été autorisée par la ministre à contracter des emprunts sur une période maximale non renouvelable de 20 ans pour le report d'une partie des hausses de taxes affectant, en 2006, 2007, 2008, 2009 ou 2010, les diverses catégories d'immeubles de leur territoire ou certaines d'entre elles.

Il est à noter que le recours à l'emprunt demeure facultatif. Une municipalité reconstituée demeure libre de s'en prévaloir ou pas pour chacune des années de la période 2006-2010. Elle peut décider de l'appliquer à l'ensemble des immeubles ou à certaines catégories seulement, et elle peut choisir d'emprunter un montant moindre que le maximum permis pour l'année concernée.

Le montant maximal de l'emprunt qu'une municipalité peut contracter pour 2006 correspond à la partie de la hausse du fardeau fiscal établi à l'égard des catégories d'immeubles visées qui excède 5 % entre 2005 et 2006. Pour les années suivantes, l'emprunt maximal est limité à 80 % de cette même somme en 2007, à 60 % de cette même somme en 2008, à 40 % de cette même somme en 2009 et à 20 % de cette même somme en 2010. La hausse du fardeau et le montant maximal de l'emprunt qui en découle sont calculés selon les règles décrites dans les articles 2 et 3 du décret 1210-2005 du 7 décembre 2005.

Pour être admissible au programme, la municipalité doit avoir affecté le produit des emprunts selon les modalités suivantes :

- pour l'exercice 2006, la municipalité doit avoir versé le produit de l'emprunt à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et des compensations imposées par celle-ci aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée;

➤ pour l'exercice 2007, la municipalité doit avoir opté pour l'une des modalités suivantes :

- soit de verser la totalité du produit de l'emprunt à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et des compensations imposées par celle-ci aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée;
- soit d'appliquer la totalité du produit de l'emprunt à la réduction des taxes et compensations que cette municipalité reconstituée impose aux immeubles situés sur son territoire;
- soit de répartir le produit de l'emprunt entre une partie versée à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et compensations que celle-ci impose aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée, et une partie appliquée à la réduction des taxes et compensations que cette municipalité impose elle-même.

➤ pour les exercices 2008, 2009 et 2010, les règles suivantes s'appliquent :

- dans les cas où la municipalité fait partie d'une agglomération pour laquelle les dispositions législatives applicables prévoient, pour l'année concernée, que les compétences d'agglomérations sont financées par des quote-parts payées par les municipalités liées, cette municipalité doit avoir affecté le produit de l'emprunt à la réduction du montant des taxes et des compensations qu'elle impose aux immeubles de son territoire pour chacune des années visées ;
- dans les autres cas, les mêmes règles qu'en 2007 s'appliquent.

Les montants appliqués en 2006 et 2007 à la réduction des taxes et des compensations imposées par la municipalité centrale doivent l'avoir été conformément aux modalités prévues par le décret 1210-2005, tel qu'amendé par les décrets 549-2006 et 863-2006.

De plus, le montant affecté en 2007 par la municipalité reconstituée à la réduction des taxes et compensations qu'elle imposait ne peut avoir excédé la part du montant maximal de l'emprunt établi conformément aux articles 2 et 3 du décret 1210-2005 qui correspond à la proportion que représentait, en 2006, le fardeau fiscal de proximité par rapport au fardeau fiscal global (agglomération et proximité), étant entendu que le montant effectivement emprunté pourrait se limiter à la part affectée à la réduction du fardeau de proximité. Le calcul de ces proportions s'effectue à partir des revenus utilisés pour les calculs décrits dans l'article 2 du décret 1210-2005.

3.0 AIDE FINANCIÈRE

La subvention gouvernementale accordée à l'égard des intérêts découlant des emprunts contractés, conformément aux règles décrites dans la section précédente, afin d'étaler une partie des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées s'établit comme suit :

- lorsque le pourcentage de la hausse réelle, entre 2005 et 2006, du fardeau fiscal global des immeubles de la catégorie résiduelle et de la catégorie des immeubles de 6 logements et plus est supérieur au pourcentage de la

hausse du fardeau d'une résidence unifamiliale moyenne prévu, pour la première année de la reconstitution, dans l'étude¹ de la firme mandatée pour évaluer l'effet fiscal des reconstitutions, et que ce dernier pourcentage était supérieur à 5 %, la subvention porte sur les intérêts et les frais de financement admissibles découlant de l'emprunt ou de la portion de l'emprunt correspondant à la différence entre les deux montants suivants :

- montant de la hausse réelle du fardeau observée entre 2005 et 2006;
- montant de la hausse de fardeau qui résulterait de l'application, au fardeau observé en 2005, du pourcentage de hausse prévu par la firme¹.

Le montant ainsi établi est considéré selon les pourcentages suivants, soit 100 % pour 2006, 80 % pour 2007, 60 % pour 2008, 40 % pour 2009 et 20 % pour 2010. Il ne peut excéder le montant de l'emprunt total réellement contracté par la municipalité pour l'année concernée.

- lorsque le pourcentage de la hausse réelle, entre 2005 et 2006, du fardeau fiscal global des immeubles de la catégorie résiduelle et de la catégorie des immeubles de six logements et plus est supérieur au pourcentage de la hausse du fardeau d'une résidence unifamiliale moyenne prévu, pour la première année de la reconstitution, dans l'étude¹ de la firme mandatée pour évaluer l'effet fiscal des reconstitutions, mais que ce pourcentage était égal ou inférieur à 5 %, la subvention porte sur les intérêts et les frais de financement admissibles découlant de l'emprunt correspondant à la différence entre les deux montants suivants :

- montant de la hausse réelle du fardeau observée entre 2005 et 2006;
- montant de la hausse de fardeau qui résulterait de l'application, au fardeau observé en 2005, d'un pourcentage de hausse de 5 %.

Le montant ainsi établi est considéré selon les pourcentages suivants, soit 100 % pour 2006, 80 % pour 2007, 60 % pour 2008, 40 % pour 2009 et 20 % pour 2010. Il ne peut excéder le montant de l'emprunt total réellement contracté par la municipalité pour l'année concernée.

- la subvention ne s'applique qu'aux emprunts contractés pour reporter le fardeau des immeubles résidentiels;
- la subvention ne peut excéder les intérêts et les frais de financement admissibles réellement encourus par la municipalité.

Aucune subvention n'est accordée lorsque le pourcentage de la hausse réelle du fardeau est inférieur à celui prévu par la firme. Il en est de même dans tous les cas où la hausse réelle du fardeau est inférieure à 5 %, puisque ces cas ne sont pas admissibles à la mesure permettant le recours à l'emprunt.

Aux fins du présent programme, le montant pouvant faire l'objet d'une subvention comprend les intérêts sur l'emprunt temporaire contracté et les frais de financement liés aux titres émis et ce, jusqu'à un maximum de 10 % du montant calculé pour le report des hausses de fardeau. Seuls les frais réels encourus peuvent faire l'objet d'une subvention.

Pour être admissibles au présent programme de subvention, les emprunts contractés doivent avoir reçu toutes les approbations requises.

¹ Pour chacune des municipalités reconstituées, le pourcentage d'augmentation du fardeau fiscal des immeubles résidentiels prévu par les études des firmes mandatées pour analyser l'effet des reconstitutions se retrouve en annexe.

4.0 VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

- Pour chaque emprunt contracté, le Ministère remboursera aux municipalités annuellement, à la date anniversaire de l'emprunt, la partie du coût des intérêts et des frais de financement admissibles en vertu de ce programme, et ce, sur présentation des pièces justificatives et de la cédule de remboursement de l'emprunt:
- Toute somme reçue par la municipalité ou par une tierce partie pour rembourser le coût de ces intérêts et de ces frais de financement viendra réduire d'un montant équivalent la subvention du Ministère à cet égard.

ANNEXE

**Pourcentage d'augmentation du fardeau fiscal des immeubles résidentiels
prévu par les études des firmes mandatées pour analyser l'effet des
reconstitutions (An 1 de la reconstitution)**

Agglomération / Municipalités	Pourcentage
Cookshire-Eden	
Newport	28,7 %
Les-Îles-de-la-Madeleine	
Grosse-Île	-4,4 %
La Tuque	
La Bostonnais	6,3 %
Lac Édouard	-10,0 %
Longueuil	
Boucherville	11,4 %
Brossard	-8,4 %
Saint-Bruno-de-Montarville	29,4 %
Saint-Lambert	11,0 %
Mont-Laurier	
Saint-Anne-du-Lac-des-Îles	-12,0 %
Montréal	
Barre-D'Urfé	25,8 %
Beaconsfield	13,4 %
Côte-Saint-Luc	14,8 %
Dollard-Des Ormeaux	14,8 %
Dorval	9,6 %
Hampstead	-1,2 %
Kirkland	16,5 %
L'Île-Dorval	13,7 %
Montréal-Est	18,0 %
Montréal-Ouest	5,3 %
Mont Royal	18,1 %
Pointe-Claire	6,8 %
Sainte-Anne-de-Bellevue	8,7 %
Senneville	25,4 %
Westmount	14,5 %
Mont-Tremblant	
Lac-Tremblant-Nord	-17,6 %
Québec	
L'Ancienne-Lorette	6,8 %
Saint-Augustin-de-Desmaures	27,1 %
Rivière-Rouge	
La Macaza	-15,3 %
Sainte-Agathe-des-Monts	
Irvy-sur-le-Lac	44,1 %
Sainte-Marguerite-Estérel	
Estérel	19,3 %

RÈGLES ET NORMES

Programme de soutien financier transitoire visant les municipalités à caractère industriel affectées par une baisse importante des recettes de taxes provenant des immeubles industriels situés sur leur territoire

1. OBJECTIFS DU PROGRAMME

Fournir une aide financière transitoire aux municipalités qui doivent composer avec les effets d'une baisse durable et prononcée de la valeur foncière des installations industrielles de leur territoire, afin qu'elles puissent :

- équilibrer leur budget, sans avoir à augmenter de façon brusque le fardeau des autres contribuables;
- maintenir les services municipaux jugés essentiels;
- disposer d'une certaine marge de manœuvre et de temps pour réussir à stabiliser et à équilibrer leur budget de fonctionnement.

2. ADMISSIBILITÉ AU PROGRAMME

Le programme d'aide sera limité dans le temps. Il ne s'appliquera qu'aux municipalités où la diminution des revenus découlant de la baisse de la valeur foncière d'immeubles industriels se sera produite à compter de 2009, 2010, 2011 ou 2012.

Pour être admissible au programme, une municipalité doit

- être une municipalité affectée de façon importante par une baisse prononcée et durable de la valeur foncière d'immeubles industriels situés sur son territoire;

Pour être considérée, une baisse de la valeur foncière d'immeubles industriels doit se traduire par une diminution du total des revenus de taxes de la municipalité (incluant les taxes imposées sur la valeur foncière et celles imposées sur une autre base, soit la tarification fiscale) représentant au moins 10 % de ceux de l'année précédente, tels que constatés au rapport financier. Aucune aide ne sera accordée lorsque ce pourcentage est inférieur à 10 %.

Le pourcentage de diminution est établi en comparant les revenus de taxes totaux de la municipalité, pour l'année précédant la première année pour laquelle elle demande d'être admise au programme, avec la réduction des taxes et tarifs payés pour les immeubles industriels concernés qui aurait résulté de la prise en considération, dès cette année précédente, de la valeur plus basse attribuée à ces immeubles à compter de l'année pour laquelle elle demande d'être admise. Cette valeur est celle constatée dans le rôle d'évaluation foncière transmis annuellement au Ministère ou, le cas échéant, celle qui résulte d'une démarche de révision administrative ou de contestation de la valeur inscrite au rôle triennal en vigueur.

Cependant pour une municipalité admissible en 2009, qui aurait eu à composer avec une baisse durable et progressive d'un immeuble industriel sur deux rôles d'évaluation foncière consécutifs, soit une première baisse en 2006 et une seconde en 2009, la diminution du total des revenus de taxes de la municipalité sera calculée en comparant les revenus de taxes totaux de la municipalité en 2005, c'est-à-dire pour l'année précédant la première baisse de valeur durable de l'immeuble industriel, avec la réduction des taxes payées pour l'immeuble industriel concerné qui aurait résulté de la prise en considération, dès 2005, de la valeur plus basse attribuée à ces immeubles à compter de l'année 2009.

- réaliser, en collaboration avec la direction régionale du MAMROT concernée, un plan de resserrement budgétaire triennal comportant des mesures visant, à court et à moyen termes, à réduire les dépenses et à augmenter ses revenus autonomes, et s'engager à mettre ce plan en application. Advenant qu'une municipalité cesse d'appliquer les mesures ainsi convenues, aucune nouvelle aide ne lui sera consentie dans le cadre du programme;
- avoir été autorisée par le ministre à contracter les emprunts découlant du programme

Une municipalité n'est pas admissible

- lorsque la diminution des recettes de taxes découle d'une correction rétroactive de la valeur des immeubles concernés établie dans un rôle précédent;
- lorsque la diminution des recettes de taxes découle du refus d'une entreprise de payer les taxes qu'elle doit à la municipalité;
- lorsqu'elle reçoit de l'aide d'un autre programme ou d'un autre fonds et que cette aide vise à lui permettre de maintenir ses services municipaux et son équilibre budgétaire;
- lorsqu'elle fait l'objet d'une perte de revenus de taxes en raison du démantèlement ou d'une autre forme de cession des immeubles industriels concernés et qu'elle a été ou pourrait être compensée directement ou indirectement par les revenus découlant de la cession de ces immeubles.

De plus, une municipalité cessera d'être admissible à l'aide, pour les années suivant sa première année d'admissibilité au programme, s'il devait survenir une réévaluation à la hausse des installations industrielles concernées, qui ferait en sorte de réduire à moins de 10 % la diminution des revenus de taxes de la municipalité (incluant les taxes foncières et les taxes imposées sur une autre base)

3. MODALITÉS ET CALCUL DE L'AIDE FINANCIÈRE

L'aide gouvernementale portera sur le remboursement d'une partie du capital (incluant les frais d'escompte) et des intérêts reliés aux emprunts contractés par la municipalité pour compenser la diminution des recettes de taxes associée à la baisse de la valeur foncière d'immeubles industriels. L'aide gouvernementale s'appliquera au remboursement des emprunts admissibles contractés par une municipalité au cours d'une période maximale de trois années consécutives

ANNÉES OÙ LA BAISSÉ DE LA VALEUR FONCIÈRE DES IMMEUBLES INDUSTRIELS S'EST PRODUITE	ANNÉES DES EMPRUNTS ADMISSIBLES À L'AIDE					
2009	2009	2010	2011			
2010		2010	2011	2012		
2011			2011	2012	2013	
2012				2012	2013	2014

Il est à noter que le recours à l'emprunt pour chacune des trois années d'admissibilité demeure facultatif, une municipalité pouvant décider de se prévaloir du programme d'aide pour une, deux ou trois années consécutives. Elle pourra aussi choisir d'emprunter un montant moindre que le maximum permis pour l'année concernée.

L'aide accordée sera balisée comme suit :

- le montant de l'emprunt admissible de la 1^{re} année ne pourra être supérieur à la diminution des revenus de taxes (incluant les taxes foncières et les taxes sur une

autre base, soit la tarification fiscale) ayant servi à établir l'admissibilité de la municipalité au programme, soit la diminution entraînée spécifiquement par la baisse de la valeur foncière des immeubles industriels concernés, telle que constatée dans le rôle transmis annuellement au Ministère. S'ajoutent les frais d'escompte reliés à la réalisation de l'emprunt.

Cependant, pour une municipalité admissible en 2009, qui aurait eu à composer avec une baisse durable et progressive d'un immeuble industriel sur deux rôles d'évaluation foncière consécutifs, soit une première baisse en 2006 et une seconde en 2009, la baisse de la valeur foncière des immeubles concernés sera calculée comme si cette baisse avait été effectuée en une seule fois.

Advenant que la perte de revenus de taxes établie pour la première année où une municipalité est admissible au programme, lorsque cette année coïncide avec la première année d'application d'un nouveau rôle, soit augmentée ultérieurement en raison du résultat d'une démarche de révision administrative ou de contestation de la valeur inscrite dans ce rôle pour les immeubles concernés, le montant des emprunts admissibles sera réajusté en conséquence. Dans le cas où le montant de ce réajustement serait connu trop tardivement pour être considéré dans l'emprunt contracté au cours de la première année d'admissibilité ou, le cas échéant, de la deuxième année d'admissibilité, une correction serait faite en même temps que l'emprunt de la deuxième ou de la troisième année de la période maximale de trois ans au cours de laquelle les emprunts peuvent être réalisés. Tout emprunt ainsi reporté sera assujéti aux règles applicables à l'année à laquelle il se rapporte, relativement au calcul du montant de l'emprunt et de la part assumée par le gouvernement.

Les mêmes règles s'appliqueront, avec les adaptations nécessaires, dans les cas où la perte de revenus de taxes constatée, pour la première année au cours de laquelle un nouveau rôle d'évaluation triennal s'applique dans une municipalité, serait inférieure au seuil de 10 % lui permettant d'être admissible au programme, mais où ce seuil serait atteint en raison du résultat d'une démarche de révision administrative ou de contestation de la valeur des immeubles concernés. La municipalité serait alors réputée admissible dès la première année d'application du nouveau rôle triennal.

Dans le cas où la diminution des revenus de taxes résulterait de la diminution de la valeur d'immeubles industriels survenue après l'entrée en vigueur d'un nouveau rôle triennal, en raison de l'incendie, de la destruction, de la démolition ou de la disparition de tout ou partie de ces immeubles, la demande d'aide sera traitée distinctement quant à la détermination de l'admissibilité, du montant des emprunts et du montant de l'aide, de toute demande qui aurait été présentée antérieurement.

Le montant de l'emprunt admissible à l'aide tiendra compte d'un pourcentage dégressif, soit :

- 1^{re} année : la totalité de l'emprunt admissible;
- 2^e année : 75 % du montant de l'emprunt admissible de la 1^{re} année,
- 3^e année : 50 % du montant de l'emprunt admissible de la 1^{re} année

pour les municipalités admissibles dès 2009, l'aide versée pour le paiement des intérêts et le remboursement du capital consistera en

- 100 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 1^{re} année;
- 50 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 2^e année;

- 25 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 3^e année;
- pour les municipalités dont l'admissibilité débutera en 2010, 2011 ou 2012, l'aide versée pour le paiement des intérêts et le remboursement du capital consistera en :
 - 75 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 1^{re} année;
 - 50 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 2^e année;
 - 25 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 3^e année;
- l'aide sera versée jusqu'à l'échéance des emprunts contractés par les municipalités ayant satisfait aux conditions d'admissibilité du programme;
- les emprunts admissibles devront être d'un terme de 10 ans et avoir reçu toutes les approbations requises.

4. VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

- Pour chaque emprunt contracté, le Ministère remboursera aux municipalités annuellement à la date anniversaire de l'emprunt, la partie du coût des intérêts et des remboursements de capital admissibles en vertu du programme, et ce, sur présentation des pièces justificatives et de la cédule de remboursement de l'emprunt.
- Toute somme reçue par la municipalité ou par une tierce partie pour rembourser le coût de ces intérêts et de ces remboursements de capital viendra réduire d'un montant équivalent la subvention du Ministère à cet égard.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 5	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2016-2017. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
--------------	--

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire			
Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹ au 28 février 2017	Participants
Académie de Trans-Formation	Formation en gestion (vous engageriez-vous comme patron?)	2 263,60 \$	3
	Analyse logique et raisonnement déductif	1 058,56 \$	1
	Analyse et résolution de problèmes	717,41 \$	1
Académie du Savoir	Access avancé	175,00 \$	1
Administration régionale de la Baie-James	La capacité d'agir avec impact	25,00 \$	1
AFI Expertise inc.	Professional Scrum Master (PSM) bonifié	1 335,00 \$	1
	Adobe Acrobat	510,00 \$	1
	Excel intermédiaire: fonctions et listes de données	2 126,21 \$	12
	Introduction aux approches de développement Lean et Agile	467,50 \$	1
	Introduction au développement Web avec Microsoft Visual Studio Asp.net Webform	2 241,25 \$	1
	La gestion du temps et des priorités	435,00 \$	1
Agile Québec	Congrès annuel portant sur la méthodologie Agile	249,60 \$	2
Agroboréal	Forum Agroboréal	86,98 \$	2
Alliance des cadres de l'État	Formation sur la gestion (panier de gestion et planification stratégique)	875,18 \$	4
	Le panier de gestion et jugement situationnel	100,00 \$	1
Arctic Circle et Société du Plan Nord	Forum Arctic Circle - Le développement durable des régions nordiques	953,01 \$	3
Association de géomatique municipale du Québec (AGMQ)	Colloque annuel portant sur la géomatique	1 222,66 \$	7
	Colloque sous le thème des changements climatiques	77,92 \$	2
Association de la sécurité de l'information (ASIQ)	La sécurité de l'information	350,01 \$	2
Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Congrès annuel portant sur des thèmes d'actualité en matière d'aménagement du territoire	6 454,18 \$	14
Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	Gestion financière municipale	388,74 \$	1
	Congrès annuel portant sur les thèmes suivants: législation, environnement, ressources humaines, gestion de l'information, gestion contractuelle et élections.	11 193,64 \$	12
	Colloque de zone portant sur la région du Centre-du-Québec	0,00 \$	2
	Colloque de zone portant sur la région de l'Estrie	211,28 \$	2
	Colloque de zone portant sur la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean	100,42 \$	1
	Le directeur général et secrétaire-trésorier dans son environnement légal, politique et public	410,00 \$	1
	La comptabilité municipale : de l'administration des revenus et des charges à la préparation des états financiers	410,00 \$	1

¹ Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 5

Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2016-2017. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹ au 28 février 2017	Participants
Association des évaluateurs municipaux du Québec (AEMQ)	Congrès portant sur les thèmes suivants: financement municipal, les recours en démolition, l'économie	5 198,17 \$	5
Association des gestionnaires financiers municipaux du Québec (AGFMQ)	Colloque annuel	336,15 \$	2
Association des gestionnaires régionaux de cours d'eau du Québec (AGRCQ)	Colloque annuel portant sur l'écoulement naturel, l'aménagement et l'entretien des cours d'eau	675,85 \$	2
Association des responsables de la gestion des plaintes du gouvernement du Québec (ARGP)	Colloque annuel sous le thème: la plainte comme atout majeur dans la résolution des différends	150,00 \$	2
Association forestière du Saguenay-Lac-Saint-Jean (AFSL)	Congrès annuel portant sur les enjeux forestiers	147,86 \$	2
Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGQ)	Colloque des ingénieurs de l'État portant sur la santé et la performance au travail	1 068,00 \$	6
Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI)	Journée professionnelle en accès à l'information et en protection des renseignements personnels (AIPRP)	0,00 \$	1
Bassin versant Saint-Maurice (BVSM)	Conférence du Bassin Versant Saint-Maurice	35,00 \$	1
Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal	Symposium - Un inspecteur général, une valeur ajoutée	650,00 \$	1
Centre d'innovations en programmes éducatifs (CIPE)	Diagnostic et réhabilitation des réseaux d'aqueducs	1 495,00 \$	1
Centre de leadership et de développement des compétences (CLDC)	Promotion à la suite de la réévaluation d'un emploi (PRE)	0,00 \$	2
	Le service à la clientèle dans le secteur public	260,00 \$	1
	La transformation organisationnelle et la gestion du changement	750,00 \$	1
	Cadre légal normatif: processus de qualification et personnes qualifiées	0,00 \$	1
	Administration des examens écrits	0,00 \$	1
	Programme d'accueil gouvernemental (PAG)	0,00 \$	1
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Portail des demandes de services Zelos	0,00 \$	1
	Les bons de commande standard	0,00 \$	1
Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU)	Congrès INFRA sous le thème de l'innovation et l'intégration des compétences au service des collectivités	0,00 \$	14
Chambre de commerce et d'industrie Rimouski-Neigette	Conférence de Jean-Martin Aussant sous le thème de la transformation du modèle de développement économique au Québec	43,49 \$	1
Chambre de commerce et d'industrie de Laval	Forum immobilier sous le thème du contexte économique et des priorités de la ville en matière de développement	115,50 \$	1
Chambre de commerce et d'industrie de Saguenay-Le Fjord	Journée entrepreneuriale régionale	100,00 \$	2
Club des utilisateurs SAS de Québec	Conférence portant sur les nouvelles notions et les mises à jour du développement dans le logiciel SAS et de l'analyse de données	0,00 \$	1

¹ Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 5	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2016-2017. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
---------------------	--

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire			
Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹ au 28 février 2017	Participants
Collège des administrateurs de sociétés	La Grande conférence en gouvernance	85,00 \$	1
Commission Scolaire des Sommets	Journée de co-construction d'un nouveau modèle estrien de concertation intégrée	88,40 \$	3
Communauté métropolitaine de Québec	Développement en montagne : vers un vision intégrée	0,00 \$	3
Conseil sport et loisir de l'Estrie	Colloque sur les saines habitudes de vie	96,06 \$	2
Consortech	FME Desktop base	1 316,70 \$	1
	FME Desktop avancé	1 229,41 \$	1
Consultants CPLD	Coaching sur le développement des compétences du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	225,00 \$	1
Contrôleur des finances	Comptes publics du gouvernement du Québec	0,00 \$	2
	Immobilisations du gouvernement: Initiation	0,00 \$	2
	Initiation aux normes comptables du secteur public	0,00 \$	1
	Passif au titre des sites contaminés	0,00 \$	1
	Comptabilité de base: fin de période	0,00 \$	1
	Comptabilité par activité (calcul du coût de revient - approche méthodologique)	0,00 \$	1
	Contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) : notions générales	0,00 \$	1
	Démarche d'établissement d'indicateurs de performance	0,00 \$	1
	Comptes à fin déterminée - Atelier SAGIR	0,00 \$	1
	Lois et intervenants en matière de gestion financière	0,00 \$	1
Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ)	Les ententes relatives aux travaux municipaux	665,27 \$	1
	Congrès annuel sous le thème de « Faire évoluer collectivement l'information financière municipale »	0,00 \$	2
	Séminaire portant sur un atelier concernant les finances municipales	0,00 \$	2
Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement du Québec (COMBEO)	Conférence portant sur l'environnement et le milieu municipal	35,00 \$	1
Décimal	Formation liée à l'implantation de l'outil de suivi DECIMAL	0,00 \$	1
Éco-corridors Laurentiens	Rendez-vous conservation Laurentides portant sur la démarche de concertation régionale	60,00 \$	1
École de technologie supérieure (ETS)	Maîtrise sur la gestion de la pression dans les réseaux de distribution d'eau potable (1 session)	358,68 \$	1
	Mémoire portant sur les études expérimentales en laboratoire et in situ de la relation entre la pression et le débit de fuite	620,22 \$	1

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 5	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2016-2017. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
--------------	--

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹ au 28 février 2017	Participants
École national d'administration publique (ENAP)	Les conflits interpersonnels au travail : prévenir et intervenir efficacement	857,00 \$	1
	Principes et enjeux de l'administration publique (ENP-7505)	1 283,91 \$	3
	La mesure de l'efficacité	0,00 \$	2
	Gestion financière du secteur public (ENP-7810)	303,67 \$	1
	La préparation à des épreuves d'évaluation	1 960,00 \$	7
	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL)	9 699,40 \$	10
	Formation sur la gestion (panier de gestion traditionnel)	406,60 \$	1
	Formation sur la gestion (planification stratégique)	406,60 \$	1
	Séminaire d'intégration des apprentissages en administration publique	564,46 \$	1
	Cercle des jeunes leaders de l'administration publique	342,14 \$	1
École Polytechnique de Montréal	Programme d'apprentissage pour le personnel professionnel - adjointes et adjoints exécutifs	2 436,94 \$	1
	Le droit municipal (ENP-7429)	308,24 \$	1
	Changements technologiques et gestion des ressources humaines (ENP-7867)	403,86 \$	1
	Abonnement annuel - Secrétariat aux emplois supérieurs aux titulaires d'un emploi supérieur en matière de développement et d'accompagnement	6 300,00 \$	8
Entrevues Conseils	Hydrogéologie des contaminants (GML-8114)	308,16 \$	1
	Études de cas en développement durable pour ingénieur (DDI-8002)	308,16 \$	1
	Préparation à des épreuves d'évaluation	400,44 \$	1
	Coaching en développement des compétences : comment se préparer à un examen écrit	1 051,75 \$	3
ESRI Canada	Le Géotraitement avec ModelBuilder	525,00 \$	1
	Le langage de programmation de script Python	525,00 \$	1
Fédération québécoise des municipalités (FQM)	Politique de gestion contractuelle : rappels et état de situation	85,00 \$	1
	Les droits acquis et les règlements à caractère discrétionnaire en matière d'aménagement et d'urbanisme	1 412,16 \$	1
	Développement minier et protection des milieux	0,00 \$	1
Fondation David Suzuki	Congrès annuel sous le thème des régions, phares de notre avenir	12 937,16 \$	11
	Sommet sur les infrastructures naturelles du Grand Montréal	306,99 \$	1

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 5	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2016-2017. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
--------------	--

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹ au 28 février 2017	Participants
Formations Qualitemps inc.	Maîtriser Word pour gagner du temps	270,00 \$	1
	Gestion du temps, des activités et des priorités	1 104,30 \$	3
Forum des jeunes de la Fonction publique québécoise	Colloque 2016 sous le thème « Gère ta carrière! »	150,00 \$	2
Global Knowledge	Administration des environnements infonuagiques avec la plateforme de services Web Amazon (System Operations on AWS)	1 885,50 \$	1
GP-Québec	La gestion de portefeuille: une vision intégrée de vos projets	0,00 \$	2
	Le facteur humain en gestion des risques	0,00 \$	3
Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme (GRAEP)	Les sondages Web et leur utilisation en évaluation par deux ministères	0,00 \$	1
Groupe d'expertise en gestion des documents	Journée thématique sous le thème de la gouvernance	0,00 \$	2
Groupe MP Plus	Le développement du sens politique	389,99 \$	1
Hamel Formation	Suite Microsoft Office - Outlook, Word, Powerpoint	310,00 \$	2
HEC Montréal	Colloque sur l'avenir des sièges sociaux des entreprises du Québec	0,00 \$	1
Information Systems Audit and Control Association (ISACA)	COBITS, un outil pour l'audit et la conformité	0,00 \$	1
	La cybersécurité	0,00 \$	2
	L'Infonuagique	150,00 \$	1
	Les défis de la gouvernance des données	112,50 \$	1
Institut canadien des évaluateurs (ICE)	Formation sur l'obtention du titre d'évaluateur (ICE 101)	0,00 \$	1
Institut d'administration publique de Québec (IAPQ)	Les nouveaux défis de la gouvernance municipale	41,80 \$	1
Institut d'administration publique du Canada (IAPC)	Congrès OUQ-ICU sous le thème de l'accent sur l'urbanisme	2 800,00 \$	7
Institut d'informatique L.O. inc.	Word - mise à niveau	533,00 \$	2
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)	Table des aménagistes	1 397,94 \$	2
	Rencontre des conseillers en développement régional	2 045,61 \$	3
	Table des conseillers en affaires municipales	0,00 \$	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	Formation sur l'outil d'aide à la rédaction législative (progiciel OARL)	105,54 \$	1
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN)	Assurer une cohabitation harmonieuse de l'activité minière avec les autres utilisations du territoire	7 986,79 \$	36
Ministère du Conseil exécutif (MCE)	Session d'intégration des nouveaux gestionnaires d'emploi supérieur	290,18 \$	1
Montréal International	Forum portant sur les enjeux de l'attractivité du Grand Montréal	315,00 \$	1
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ)	Les nouveautés dans le Manuel de comptabilité du secteur public	0,00 \$	4
	Enjeux économiques et marchés financiers	0,00 \$	2
	Mieux comprendre et analyser les contrats d'affaires	0,00 \$	2

¹ Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 5

Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2016-2017. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹ au 28 février 2017	Participants
	Revue des concepts fondamentaux en gestion de projets	0,00 \$	2
	Le manuel d'assurance qualité (MAQ)	675,00 \$	6
	Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs : de l'évaluation actuarielle à la comptabilisation	143,45 \$	1
	Normes comptables du secteur public - Revue des concepts fondamentaux	0,00 \$	3
	L'amélioration de la rédaction	0,00 \$	4
	L'évaluation du rendement du personnel	0,00 \$	1
	Colloque portant sur l'actualité et les enjeux dans le secteur public et parapublic	0,00 \$	10
	Les missions d'audit - Les rapports d'audit d'états financiers et les rapports spéciaux	0,00 \$	3
	Missions d'audit - Révision de dossier	0,00 \$	1
	La communication en gestion de projet	0,00 \$	1
	Les essentiels de la gestion de projets	0,00 \$	2
	Colloque sous le thème des parlementaires	0,00 \$	6
	Optimisation de vos processus d'affaires	50,10 \$	2
	Introduction à l'audit de projet	0,00 \$	2
	Estimation et maîtrise des coûts de projet de construction	0,00 \$	3
	Les missions d'examen - étude approfondie de la nouvelle norme	0,00 \$	1
	Les administrations municipales - Démystifier le fonctionnement, la comptabilisation et l'audit de l'excédent accumulé et des investissements	0,00 \$	5
	Rapports sur des missions autres que sur des états financiers et des informations financières historiques	0,00 \$	9
	Revoir les règles du français	0,00 \$	1
	Outils d'analyse financière dans le cadre d'un mandat de certification	536,95 \$	1
	Fiscalité des particuliers - nouveautés, enjeux et conseils pratiques	11,95 \$	1
	Abonnements annuels de formation pour les CPA (13)*: ensemble de cours dispensés et reconnus par l'Ordre des CPA dans le cadre du programme de développement professionnel obligatoire pour le maintien de l'adhésion de l'Ordre	21 987,00 \$	0
Ordre des urbanistes du Québec (OUQ)	Formation portant sur la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU)	347,90 \$	1
	La gestion des sols et le rôle des urbanistes	452,80 \$	1
	Loi sur la qualité et l'environnement (LQE) et lois connexes	974,89 \$	1

¹ Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 5

Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2016-2017. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹ au 28 février 2017	Participants
	Formation « Form-Based Codes » - Une nouvelle approche de planification en urbanisme	217,44 \$	1
Organisation régionale de la sécurité civile de l'Outaouais (ORSCO)	Formation sur la sécurité civile	108,80 \$	5
PG Solutions	Gestion électronique des documents (SyGed) - mode administrateur	0,00 \$	4
Pôle d'économie sociale de l'Abitibi-Témiscamingue	Forum régional Commun-AT	25,00 \$	1
	Conférence portant sur l'économie sociale et les municipalités	61,50 \$	2
Project Management Institute	Symposium en gestion de projets	500,00 \$	1
Réseau Action TI	Conférence portant sur le thème de la gestion de projet à la fine pointe : un levier stratégique à la performance des organisations	360,00 \$	3
	Les technologies de l'information (événement JIQ)	560,00 \$	2
Réseau Environnement	Symposium sur la gestion de l'eau	0,00 \$	1
Retraite Québec	Séance d'information sur le régime des rentes du Québec et les régimes de retraite du secteur public	800,00 \$	41
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)	La gestion des écarts de comportement, un excellent moyen pour favoriser un climat de travail sain	343,00 \$	1
Société d'aide au développement des collectivités du Centre-de-la-Mauricie (SADCCM)	Colloque régional annuel en financement et en accompagnement d'entreprises	42,93 \$	1
Salon Expo Habitat	Salon Expo Habitat	34,00 \$	2
Secrétariat du conseil du trésor (SCT)	Forum des secrétaires de comités de sélection	0,00 \$	1
	Les personnalités difficiles et les entrevues téléphoniques en cours d'invalidité	0,00 \$	2
	Étude de cas en santé physique	0,00 \$	1
Société d'habitation du Québec (SHQ)	Les derniers développements en matière de politiques et de pratiques de logement abordable, accessible et durable	117,42 \$	1
Solutions d'affaires SLV inc.	Excel - rapport de gestion	150,00 \$	1
	Excel - tableaux croisés dynamiques	156,19 \$	1
Table de concertation régionale du Lac Saint-Pierre (TCRLSP)	Forum annuel sous le thème de la qualité de l'eau du lac Saint-Pierre	69,24 \$	2
Table régionale d'économie sociale Chaudière-Appalaches (TRÉSCA)	Rencontre annuelle	25,00 \$	1
	Tournée des régions	30,00 \$	1
Technologia	La compréhension de la gestion de projet Agile	425,00 \$	1
	La gestion de projet Agile	839,08 \$	1
	La gestion de portefeuille de projets	795,00 \$	1

¹ Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 5

Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2016-2017. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹ au 28 février 2017	Participants
TELUQ	Finance pour gestionnaires non financiers	716,71 \$	1
	Méthodologie et modélisation financière avec Microsoft Excel	926,83 \$	1
	Rédiger avec structure et clarté	625,00 \$	1
	Pensée critique et argumentation (PHI-2015)	383,08 \$	1
	Rédaction administrative (FRA-3006)	357,74 \$	1
	Initiation à la gestion (ADM-1002)	485,25 \$	1
	Le comportement organisationnel (ADM-1013)	350,66 \$	1
Union des municipalités du Québec (UMQ)	Les systèmes d'information de gestion (ADM-2006)	409,74 \$	1
	Sécurité des piscines résidentielles	115,00 \$	1
	Nouvelles règles en matière de financement	0,00 \$	1
Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)	S'unir pour agir	15,00 \$	1
Université du Québec en Outaouais (UQO)	Marketing (MBA-6503)	395,14 \$	1
	Mathématiques financières préparatoires à la gestion de projet (MGP-700B)	0,00 \$	1
Université Laval (UL)	Conception des systèmes d'information organisationnels (SIO-2103)	346,04 \$	1
	Droit des administrations publiques (DRT-1712)	602,40 \$	2
	Le sens politique	465,00 \$	1
	Table sur la modernisation de la Loi sur la qualité de l'environnement	0,00 \$	1
	La négociation	593,00 \$	1
	La gestion de projets (GSO-6082)	305,25 \$	1
	Conférence sous le thème de recruter, intégrer et retenir des candidats	39,14 \$	1
	Journée d'étude sur les réclamations sur contrats	2 993,00 \$	5
	Coaching de gestion pour améliorer la performance individuelle et collective	1 506,75 \$	2
	Législation de l'agroalimentaire (DRT-1903)	305,25 \$	1
Unité permanente anti-corruption (UPAC)	Colloque portant sur l'état de la situation de la lutte contre la corruption	924,27 \$	4
Versalys	Powerpoint 2013 - niveau intermédiaire	220,00 \$	1
	Adobe Acrobat - niveau débutant	200,00 \$	1
	Excel 2013 - niveau intermédiaire	220,00 \$	1
	Excel 2010/2013 - niveau débutant	220,00 \$	1
	Excel 2010/2013 - niveau intermédiaire	220,00 \$	1
Vivre en ville	Colloque: rendez-vous des collectivités viables - refaire la ville sur la ville	566,48 \$	3

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 5	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2016-2017. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
--------------	--

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹ au 28 février 2017	Participants
	Colloque portant sur le thème de la densification verte	75,00 \$	1
Windows Central Digital Offers	Initiation à différents outils et langages de programmation	80,13 \$	1
Wolters Kluwer	Le droit du travail en milieu municipal	50,00 \$	2
	La préparation et la rédaction d'appels d'offres municipaux	50,00 \$	2
	L'actualité juridique municipale	66,66 \$	2

¹ Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 6

Liste de tous les travaux de construction ou de rénovation effectués au Ministère en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

Aucuns travaux de construction ou de rénovation n'ont été effectués en 2016-2017. La SQI est responsable des travaux effectués au Ministère le cas échéant.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 7

Nombre de personnes parties à la retraite en 2016-2017.

Pour l'année 2016-2017, il y a eu 31 départs à la retraite pour le MAMOT.

Information au 28 février 2017

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 8

Nombre de personnes engagées en 2016-2017.

Au 28 février 2017, 124 personnes ont été engagées au MAMOT.

Source : Actes de nomination

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 9

Nombre de personnes licenciées en 2016-2017.

Aucun employé régulier n'a fait l'objet d'un licenciement au 28 février 2017.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 10

Nombre d'ETC en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

La cible d'heures rémunérées pour 2016-2017 est de 923 080 heures (équivalent à 505 ETC) pour le MAMOT.

La cible 2017-2018 n'est pas encore communiquée.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question n° 11

Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2016-2017 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

Aucune mesure et aucune somme engagée.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 12

Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté, des régies intermunicipales ou des organismes supralocaux qui ont reçu une aide financière spéciale de la part du MAMOT en 2016-2017. Indiquer le nom de ces entités et, pour chacune, l'objet de l'aide financière ainsi que le montant reçu.

Nom du bénéficiaire	Objet	Montant
Municipalité de la paroisse de Saint-Marcellin	Aide financière à la Municipalité pour la démolition d'un bâtiment situé sur son territoire.	89 795,00 \$
Municipalité de L'Île-d'Anticosti	Compensation à l'égard des éléments structuraux de quais ou d'installations portuaires en remplacement des compensations tenant lieu de taxes.	123 926,00 \$
Ville de Matane	Compensation à l'égard des éléments structuraux de quais ou d'installations portuaires en remplacement des compensations tenant lieu de taxes.	178 471,00 \$
Ville de Trois-Rivières	Aide financière à la Ville pour les résidences endommagées par la pyrrhotite.	11 721 800,00 \$
Municipalité régionale de comté de Maskinongé	Aide financière à la M.R.C. pour les résidences endommagées par la pyrrhotite.	2 402 460,00 \$
Ville de Shawinigan	Aide financière à la Ville pour les résidences endommagées par la pyrrhotite.	1 603 401,00 \$
Ville de Bécancour	Aide financière à la Ville pour les résidences endommagées par la pyrrhotite.	303 000,00 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 12

Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté, des régies intermunicipales ou des organismes supralocaux qui ont reçu une aide financière spéciale de la part du MAMOT en 2016-2017. Indiquer le nom de ces entités et, pour chacune, l'objet de l'aide financière ainsi que le montant reçu.

Nom du bénéficiaire	Objet	Montant
Municipalité régionale de comté des Chenaux	Aide financière à la M.R.C. pour les résidences endommagées par la pyrrhotite.	666 939,00 \$
Municipalité régionale de comté de Nicolet-Yamaska	Aide financière à la M.R.C. pour les résidences endommagées par la pyrrhotite.	151 200,00 \$
Municipalité régionale de comté de Mékinac	Aide financière à la M.R.C. pour les résidences endommagées par la pyrrhotite.	151 200,00 \$
Total au 31 mars 2017		17 392 192,00 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 13

Liste des municipalités qui ont profité d'une aide financière pour se regrouper (PAFREM), en indiquant le montant de l'aide financière pour chacun des bénéficiaires en 2016-2017.

Programme d'aide financière au regroupement municipal (PAFREM)

Tous les versements effectués en 2016-2017 ont été effectués en vertu du volet 2 : Assistance financière à la suite d'un regroupement municipal ou d'une annexion totale de territoire. Pour le volet 2, les modalités du programme prévoient le versement de l'aide financière en cinq versements.

Volet 1 – Assistance financière à la réalisation d'études de regroupement

Aucun versement.

Volet 2 – Assistance financière à la suite d'un regroupement municipal ou d'une annexion totale de territoire

Municipalités	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	Total 5 ans
Saint-Alexis	32 950 \$	17 850 \$	12 750 \$	6 375 \$	3 825 \$			73 750 \$
Daveluyville			49 474 \$	30 702 \$	21 930 \$	10 965 \$	6 579 \$	119 650 \$
TOTAL			62 224 \$	37 077 \$	25 755 \$	10 965 \$	6 579 \$	193 400 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 14

Liste des municipalités qui ont demandé, en 2016-2017, une étude d'opportunité d'un projet de regroupement dans le cadre de la politique des regroupements municipaux; la liste des études réalisées, ainsi que les coûts et les principales conclusions de ces études.

Municipalités	Date des demandes pour que le Ministère effectue une étude d'opportunité visant le regroupement	Coûts	Les suites aux études demandées et commentaires
Ville de L'Épiphanie et Municipalité de Paroisse de L'Épiphanie – Lanaudière	Demande de réalisation d'une étude de faisabilité pour le regroupement de la Ville de L'Épiphanie et de la Municipalité de Paroisse de L'Épiphanie.	Aucun ⁽¹⁾	Dossier en traitement à la Direction générale des opérations régionales (Sous-ministériat aux territoires) en étroite collaboration avec la Direction régionale de Lanaudière et les municipalités concernées. L'étude devrait être complétée en juin 2017.
Municipalité de Village d'Angliers et Municipalité de Laverlochère – Abitibi-Témiscamingue	Demande de réalisation d'une étude de faisabilité pour le regroupement de la Municipalité de Village d'Angliers et de la Municipalité de Laverlochère.	Aucun ⁽¹⁾	Dossier en traitement à la Direction générale des opérations régionales (Sous-ministériat aux territoires) en étroite collaboration avec la Direction régionale d'Abitibi-Témiscamingue et les municipalités concernées. L'étude devrait être complétée en avril 2017.
Municipalité de Paroisse de Sainte-Marie-Madeleine et Municipalité de Village de Sainte-Madeleine – Montérégie	Demande de réalisation d'une étude de faisabilité pour le regroupement de la Municipalité de Paroisse de Sainte-Marie-Madeleine et de la Municipalité de Sainte-Madeleine.	Aucun ⁽¹⁾	Dossier en traitement à la Direction générale des opérations régionales (Sous-ministériat aux territoires) en étroite collaboration avec la Direction régionale de la Montérégie et les municipalités concernées. L'étude devrait être complétée en juin 2017.

(1) Ces études ont été réalisées avec l'assistance technique du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 15	Liste des études de regroupement produites en 2016-2017, avec la date de réalisation et, s'il y a lieu, le nom de la firme qui a réalisé chacune de ces études et le montant du contrat.
---------------	--

Études de regroupement	Date de réalisation	Coûts	Nom de la firme
Étude sur l'opportunité d'un regroupement des municipalités d'Aumond, de Délage, de Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau et de Maniwaki	Mai 2016	Aucun ⁽¹⁾	Aucune ⁽¹⁾
Étude sur l'opportunité d'un regroupement des municipalités de Napierville et de Saint-Cyprien-de-Napierville	Décembre 2016	Aucun ⁽¹⁾	Aucune ⁽¹⁾

(1) Ces études ont été réalisées avec l'assistance technique du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question n° 16

Total des sommes transférées aux municipalités pour chacune des mesures apparaissant dans l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019 (remboursement de la TVQ, bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics, compensation tenant lieu de taxes pour les terres publiques, partage des revenus des redevances sur les ressources naturelles, subvention de péréquation, subvention à la capitale nationale, fonds de développement des territoires, aide à la voirie locale – volet réfection), en 2016-2017, pour chaque municipalité et par région, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

Pour l'exercice 2016-2017, sommes transférées aux municipalités en vertu de l'*Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019* (annexe 1)

106 M\$

Pour l'exercice 2016-2017, sommes accordées aux municipalités régionales de comté en vertu de l'*Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019* pour le Fonds de développement des territoires (veuillez vous référer à la demande n° 17 des renseignements particuliers de l'opposition officielle)

100 M\$

Notons par ailleurs que, en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019, la mesure de bonification des compensations tenant lieu de taxes, qui représentait 94 000 000 \$ en 2015, est regroupée avec les compensations de base à partir de 2016. Ces dernières figurent à la demande de renseignement particulier de l'opposition officielle numéro 47.

Les montants indiqués ci-dessus concernent uniquement les programmes financés par le budget de dépenses du Ministère.

D'autres sommes sont également transférées aux municipalités, par d'autres ministères et organismes du gouvernement, en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019 :

- la subvention à la capitale nationale au montant de 7,8 M\$ est versé par le Secrétariat à la Capitale-Nationale
- le remboursement de la TVQ est géré par Revenu Québec et le détail des remboursements effectués n'est pas disponible.
- l'aide à la voirie locale - volet réfection est géré par le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports et le détail des sommes transférées n'est pas disponible.

Sommes transférées en 2016-2017 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques
Abercorn	VL	16	0	0	0
Abitibi	MRC	08	65 106	609 900	11 373
Abitibi	TR	08	0	0	0
Abitibi-Ouest	MRC	08	48 678	524 400	2 099
Abitibi-Ouest	TR	08	0	0	0
Acton	MRC	16	0	18 315	0
Acton Vale	V	16	268 526	0	0
Adstock	M	12	0	0	17 472
Aguanish	M	09	73 921	0	97 225
Albanel	M	02	187 669	0	19 640
Albertville	M	01	78 070	0	3 888
Alleyne-et-Cawood	M	07	0	0	47 530
Alma	V	02	0	0	1 525
Amherst	CT	15	0	0	54 569
Amos	V	08	184 868	0	32 583
Amqui	V	01	260 970	0	11 260
Ange-Gardien	M	16	0	0	0
Angliers	VL	08	71 710	0	24 239
Antoine-Labelle	MRC	15	15 180	589 161	195 816
Antoine-Labelle	TR	15	0	0	0
Argenteuil	MRC	15	0	132 364	0
Armagh	M	12	74 421	0	33 536
Arthabaska	MRC	17	0	105 607	0
Arundel	CT	15	0	0	4 711
Asbestos	V	05	1 225 410	0	0
Ascot Corner	M	05	0	0	0
Aston-Jonction	M	17	0	0	0
Auclair	M	01	73 969	0	15 032
Audet	M	05	17 163	0	68
Aumond	CT	07	11 099	0	26 973
Austin	M	05	0	0	1 542
Authier	M	08	94 016	0	8 563
Authier-Nord	M	08	86 871	0	21 892
Avignon	MRC	11	0	148 350	7 824
Avignon	TR	11	0	0	0
Ayer's Cliff	VL	05	0	0	0
Baie-Comeau	V	09	0	0	41 089
Baie-des-Sables	M	01	21 318	0	0
Baie-du-Febvre	M	17	0	0	0
Baie-D'Urfé	V	06	0	0	0
Baie-Johan-Beetz	M	09	5 838	0	24 078
Baie-Sainte-Catherine	M	03	33 646	0	9 042
Baie-Saint-Paul	V	03	0	0	34
Baie-Trinité	VL	09	242 026	0	70 945
Barkmere	V	15	0	0	2 836
Barnston-Ouest	M	05	0	0	0
Barraute	M	08	198 493	0	43 531
Batiscan	M	04	0	0	0
Beaconsfield	V	06	0	0	0
Béarn	M	08	176 428	0	48 723
Beauce-Sartigan	MRC	12	0	164 718	0
Beauceville	V	12	299 839	0	0
Beauharnois	V	16	0	0	0
Beauharnois-Salaberry	MRC	16	0	75 552	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2016-2017 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques
Beaulac-Garthby	M	12	0	0	1 888
Beaumont	M	12	0	0	0
Beaupré	V	03	0	0	0
Bécancour	MRC	17	0	29 831	0
Bécancour	V	17	0	0	1 006
Bedford	V	16	11 523	0	0
Bedford	CT	16	0	0	0
Bégin	M	02	63 847	0	42 725
Belcourt	M	08	92 793	0	36 680
Bellechasse	MRC	12	0	115 333	0
Belleterre	V	08	126 986	0	60 220
Beloeil	V	16	0	0	0
Berry	M	08	12 152	0	31 934
Berthier-sur-Mer	M	12	0	0	0
Berthierville	V	14	0	0	0
Béthanie	M	16	0	0	0
Biencourt	M	01	167 682	0	26 506
Blainville	V	15	0	0	0
Blanc-Sablon	M	09	111 503	0	37 205
Blue Sea	M	07	0	0	3 005
Boileau	M	07	0	0	13 698
Boisbriand	V	15	0	0	0
Boischatel	M	03	0	0	0
Bois-des-Filion	V	15	0	0	0
Bois-Franc	M	07	20 191	0	3 500
Bolton-Est	M	05	0	0	0
Bolton-Ouest	M	16	0	0	0
Bonaventure	MRC	11	0	210 271	13 566
Bonaventure	TR	11	0	0	0
Bonaventure	V	11	50 687	0	105
Bonne-Espérance	M	09	256 214	0	93 902
Bonsecours	M	05	0	0	34
Boucherville	V	16	0	0	22 858
Bouchette	M	07	0	0	6 812
Bowman	M	07	0	0	12 625
Brébeuf	P	15	0	0	1 587
Brigham	M	16	0	0	0
Bristol	M	07	0	0	22
Brome	VL	16	0	0	0
Brome-Missisquoi	MRC	16	0	67 742	0
Bromont	V	16	0	0	0
Brossard	V	16	0	0	1 216
Brownsburg-Chatham	V	15	0	0	0
Bryson	M	07	78 309	0	0
Bury	M	05	0	0	0
Cacouna	M	01	0	0	290
Calixa-Lavallée	M	16	0	0	0
Campbell's Bay	M	07	145 849	0	0
Candiac	V	16	0	0	0
Caniapiscau	MRC	09	0	76 075	199 181
Caniapiscau	TR	09	0	0	0
Cantley	M	07	0	0	0
Cap-Chat	V	11	432 251	0	6 180
Caplan	M	11	111 636	0	62

¹ Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal

Sommes transférées en 2016-2017 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques
Cap-Saint-Ignace	M	12	12 535	0	39 123
Cap-Santé	V	03	0	0	0
Carignan	V	16	0	0	0
Carleton-sur-Mer	V	11	22 795	0	15 301
Cascapédia--Saint-Jules	M	11	50 995	0	5 295
Causapscal	V	01	635 440	0	429
Cayamant	M	07	0	0	72 215
Chambly	V	16	0	0	0
Chambord	M	02	0	0	6 582
Champlain	M	04	0	0	0
Champneuf	M	08	50 003	0	20 002
Chandler	V	11	763 976	0	43 986
Chapais	V	10	366 979	368 208	23 116
Charette	M	04	73 359	0	0
Charlemagne	V	14	0	0	0
Charlevoix	MRC	03	0	178 125	30 189
Charlevoix	TR	03	0	0	0
Charlevoix-Est	MRC	03	15 619	81 321	11 773
Charlevoix-Est	TR	03	0	0	0
Chartierville	M	05	0	0	6 456
Châteauguay	V	16	0	0	0
Château-Richer	V	03	0	0	0
Chazel	M	08	55 091	0	5 693
Chelsea	M	07	0	0	0
Chénéville	M	07	0	0	834
Chertsey	M	14	0	0	85 399
Chesterville	M	17	0	0	0
Chibougamau	V	10	63 900	963 669	132 232
Chichester	CT	07	1 614	0	37 774
Chute-aux-Outardes	VL	09	441 088	0	1 257
Chute-Saint-Philippe	M	15	0	0	90 846
Clarendon	M	07	0	0	79
Clermont	V	03	106 715	0	5 274
Clermont	CT	08	48 079	0	5 078
Clerval	M	08	8 090	0	1 726
Cleveland	CT	05	0	0	0
Cloridorme	CT	11	176 018	0	17 468
Coaticook	MRC	05	0	50 974	0
Coaticook	V	05	18 732	0	0
Colombier	M	09	288 677	0	45 294
Compton	M	05	0	0	0
Contrecoeur	V	16	0	0	0
Cookshire-Eaton	AG	05	0	0	0
Cookshire-Eaton	V	05	0	0	0
Coteau-du-Lac	V	16	0	0	0
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	M	09	316 373	0	151 561
Côte-Saint-Luc	V	06	0	0	0
Courcelles	M	05	186 728	0	0
Cowansville	V	16	0	0	0
Crabtree	M	14	0	0	0
Danville	V	05	240 447	0	0
D'Autray	MRC	14	0	28 981	0
Daveluyville	V	17	150 306	0	0
Dégelis	V	01	326 131	0	208 349

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2016-2017 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques
Déléage	M	07	134 828	0	31 871
Delson	V	16	0	0	0
Denholm	M	07	0	0	36 347
Desbiens	V	02	149 451	0	360
Deschaillons-sur-Saint-Laurent	M	17	4 371	0	0
Deschambault-Grondines	M	03	0	0	0
Deux-Montagnes	MRC	15	0	187 166	0
Deux-Montagnes	V	15	0	0	0
Disraeli	V	12	181 527	0	0
Disraeli	P	12	0	0	625
Dixville	M	05	0	0	0
Dolbeau-Mistassini	V	02	592 475	0	52 299
Dollard-Des Ormeaux	V	06	0	0	0
Donnacoona	V	03	0	0	0
Dorval	V	06	0	0	0
Dosquet	M	12	0	0	0
Drummond	MRC	17	0	151 021	0
Drummondville	V	17	6 704	0	67
Dudswell	M	05	0	0	0
Duhamel	M	07	0	0	107 892
Duhamel-Ouest	M	08	0	0	0
Dundee	CT	16	0	0	0
Dunham	V	16	0	0	0
Duparquet	V	08	23 132	0	16 452
Dupuy	M	08	136 597	0	799
Durham-Sud	M	17	8 825	0	0
East Angus	V	05	261 512	0	0
East Broughton	M	12	479 556	0	0
East Farnham	M	16	0	0	0
East Hereford	M	05	7 724	0	0
Eastman	M	05	0	0	621
Egan-Sud	M	07	12 910	0	50
Elgin	M	16	0	0	0
Entrelacs	M	14	0	0	12 396
Escuminac	M	11	98 496	0	3 743
Esprit-Saint	M	01	110 736	0	31 980
Estérel	V	15	0	0	0
Farnham	V	16	0	0	0
Fassett	M	07	0	0	0
Ferland-et-Boilleau	M	02	7 337	0	54 914
Ferme-Neuve	M	15	16 152	0	297 270
Fermont	V	09	0	0	54 646
Forestville	V	09	848 904	0	21 555
Fort-Coulonge	VL	07	332 418	0	0
Fortierville	M	17	69 030	0	0
Fossambault-sur-le-Lac	V	03	0	0	190
Frampton	M	12	0	0	0
Franklin	M	16	0	0	0
Franquelin	M	09	112 432	0	62 699
Frelighsburg	M	16	0	0	0
Frontenac	M	05	0	0	40 610
Fugèreville	M	08	48 626	0	5 862
Gallichan	M	08	32 023	0	29
Gaspé	V	11	167 476	0	60 962

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2016-2017 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques
Gatineau	V	07	0	0	1 621
Girardville	M	02	252 051	0	20 051
Godbout	VL	09	158 667	0	21 024
Godmanchester	CT	16	0	0	0
Golfe-du-Saint-Laurent	TR	09	0	0	0
Gore	CT	15	0	0	133
Gouvernement de la Nation Crie		10	0	0	142 000
G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	M	10	158 421	351 231	890 150
Gracefield	V	07	0	0	28 398
Granby	V	16	0	0	0
Grande-Rivière	V	11	597 566	0	0
Grandes-Piles	VL	04	0	0	26 232
Grande-Vallée	M	11	72 300	0	17 431
Grand-Métis	M	01	0	0	0
Grand-Remous	M	07	13 864	0	62 242
Grand-Saint-Esprit	M	17	0	0	0
Grenville	VL	15	46 443	0	0
Grenville-sur-la-Rouge	M	15	0	0	12 383
Gros-Mécatina	M	09	174 659	0	87 396
Grosse-Île	M	11	77 905	0	0
Grosses-Roches	M	01	84 740	0	3 771
Guérin	CT	08	59 568	0	9 752
Ham-Nord	CT	17	3 854	0	0
Hampden	CT	05	0	0	49 458
Hampstead	V	06	0	0	0
Ham-Sud	M	05	0	0	8 608
Harrington	CT	15	0	0	30 857
Hatley	M	05	0	0	0
Hatley	CT	05	0	0	0
Havelock	CT	16	0	0	0
Havre-Saint-Pierre	M	09	0	0	224 917
Hébertville	M	02	29 851	0	42 778
Hébertville-Station	VL	02	103 846	0	2 093
Hemmingford	VL	16	0	0	0
Hemmingford	CT	16	0	0	0
Henryville	M	16	0	0	0
Hérouxville	P	04	20 925	0	265
Hinchinbrooke	M	16	19 457	0	0
Honfleur	M	12	0	0	0
Hope	CT	11	70 918	0	1 124
Hope Town	M	11	31 886	0	57
Howick	M	16	0	0	0
Huberdeau	M	15	0	0	0
Hudson	V	16	0	0	0
Huntingdon	V	16	176 877	0	0
Inverness	M	17	0	0	0
Irlande	M	12	0	0	0
Ivry-sur-le-Lac	M	15	0	0	0
Joliette	MRC	14	0	46 331	0
Joliette	V	14	0	0	0
Kamouraska	MRC	01	9 119	115 423	11 791
Kamouraska	TR	01	0	0	0
Kamouraska	M	01	0	0	0
Kazabazua	M	07	0	0	9 988

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal

Sommes transférées en 2016-2017 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques
Kiamika	M	15	0	0	96 562
Kingsbury	VL	05	9 826	0	0
Kingsey Falls	V	17	0	0	0
Kinnear's Mills	M	12	0	0	0
Kipawa	M	08	0	0	2 687
Kirkland	V	06	0	0	0
Labelle	M	15	0	0	82 444
La Bostonnais	M	04	29 392	0	19 708
Labrecque	M	02	52 183	0	27 802
Lac-au-Saumon	M	01	257 517	0	0
Lac-aux-Sables	P	04	0	0	57 672
Lac-Beauport	M	03	0	0	0
Lac-Bouchette	M	02	122 568	0	170 506
Lac-Brome	V	16	0	0	0
Lac-Delage	V	03	0	0	0
Lac-des-Aigles	M	01	146 517	0	216
Lac-des-Écorces	M	15	62 006	0	23 321
Lac-des-Plages	M	07	0	0	30 502
Lac-des-Seize-Îles	M	15	0	0	83
Lac-Drolet	M	05	0	0	0
Lac-du-Cerf	M	15	0	0	24 515
Lac-Édouard	M	04	0	0	41 755
Lac-Etchemin	M	12	41 935	0	5 083
Lac-Frontière	M	12	14 802	0	7 993
Lachute	V	15	0	0	0
Lac-Mégantic	V	05	77 593	0	0
Lacolle	M	16	0	0	0
La Conception	M	15	0	0	39 425
La Corne	M	08	0	0	18 356
La Côte-de-Beaupré	MRC	03	0	232 279	44 937
La Côte-de-Beaupré	TR	03	0	0	0
La Côte-de-Gaspé	MRC	11	0	209 140	11 285
La Côte-de-Gaspé	TR	11	0	0	0
Lac-Poulin	VL	12	0	0	0
Lac-Saguay	VL	15	0	0	35 270
Lac-Sainte-Marie	M	07	0	0	22 266
Lac-Saint-Jean-Est	MRC	02	0	1 326 158	13 400
Lac-Saint-Jean-Est	TR	02	0	0	0
Lac-Saint-Joseph	V	03	0	0	2 981
Lac-Saint-Paul	M	15	0	0	54 230
Lac-Sergent	V	03	0	0	0
Lac-Simon	M	07	0	0	11 327
Lac-Supérieur	M	15	0	0	102 621
Lac-Tremblant-Nord	M	15	0	0	610
La Doré	P	02	262 358	0	75 633
La Durantaye	P	12	0	0	0
Laforce	M	08	129 795	0	21 777
La Guadeloupe	VL	12	124 286	0	0
La Haute-Côte-Nord	MRC	09	0	274 450	35 545
La Haute-Côte-Nord	TR	09	0	0	0
La Haute-Gaspésie	MRC	11	30 768	138 775	15 545
La Haute-Gaspésie	TR	11	0	0	0
La Haute-Yamaska	MRC	16	0	586 589	0
La Jacques-Cartier	MRC	03	0	189 670	21 272

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2016-2017 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques
La Jacques-Cartier	TR	03	0	0	0
La Macaza	M	15	0	0	35 117
La Malbaie	V	03	30 044	0	61 996
Lamarche	M	02	8 181	0	24 447
La Martre	M	11	98 768	0	23 057
La Matanie	MRC	01	5 967	117 299	25 949
La Matapédia	MRC	01	9 837	148 817	42 373
La Matapédia	TR	01	0	0	0
Lambton	M	05	0	0	2 517
La Minerve	M	15	0	0	83 886
La Mitis	MRC	01	9 500	101 959	13 428
La Mitis	TR	01	0	0	0
La Morandière	M	08	89 547	0	19 221
La Motte	M	08	0	0	5 484
L'Ancienne-Lorette	V	03	0	0	0
Landrienne	CT	08	99 287	0	22 415
L'Ange-Gardien	M	03	0	0	0
L'Ange-Gardien	M	07	0	0	3 418
Lanoraie	M	14	0	0	0
La Nouvelle-Beauce	MRC	12	0	115 803	0
L'Anse-Saint-Jean	M	02	0	0	146 953
Lantier	M	15	0	0	4 295
La Patrie	M	05	0	0	74 510
La Pêche	M	07	0	0	34 956
La Pocatière	V	01	0	0	150
La Prairie	V	16	0	0	0
La Présentation	M	16	0	0	0
La Rédemption	P	01	133 282	0	14 349
La Reine	M	08	124 027	0	844
La Rivière-du-Nord	MRC	15	0	232 980	0
Larouche	M	02	0	0	9 198
La Sarre	V	08	393 956	0	1 124
L'Ascension	M	15	0	0	127 581
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	P	02	42 906	0	22 439
L'Ascension-de-Patapédia	M	11	88 042	0	4 635
L'Assomption	MRC	14	0	85 631	0
L'Assomption	V	14	0	0	0
La Trinité-des-Monts	P	01	81 201	0	51 282
Latulipe-et-Gaboury	CU	08	96 767	0	20 859
La Tuque	AG	04	0	193 711	243 663
La Tuque	V	04	1 102 829	0	409 715
Launay	CT	08	39 102	0	19 595
Laurier-Station	VL	12	0	0	0
Laurierville	M	17	7 596	0	0
Laval	V	13	0	0	0
La Vallée-de-la-Gatineau	MRC	07	0	278 685	127 815
La Vallée-de-la-Gatineau	TR	07	0	0	0
La Vallée-de-l'Or	MRC	08	88 274	1 060 650	19 239
La Vallée-du-Richelieu	MRC	16	0	144 184	0
Lavaltrie	V	14	0	0	0
L'Avenir	M	17	0	0	0
Laverlochère	M	08	141 914	0	1 921
La Visitation-de-l'Île-Dupas	M	14	0	0	0
La Visitation-de-Yamaska	M	17	0	0	0

¹ Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2016-2017 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques
Lawrenceville	VL	05	3 535	0	0
Lebel-sur-Quévillon	V	10	456 734	434 780	4 252
Leclercville	M	12	0	0	45 813
Le Domaine-du-Roy	MRC	02	0	735 135	133 279
Le Domaine-du-Roy	TR	02	0	0	0
Lefebvre	M	17	0	0	0
Le Fjord-du-Saguenay	MRC	02	10 947	539 940	300 601
Le Fjord-du-Saguenay	TR	02	0	0	0
Le Golfe-du-Saint-Laurent	MRC	09	0	98 925	162 352
Le Granit	MRC	05	0	159 019	0
Le Haut-Richelieu	MRC	16	0	138 180	0
Le Haut-Saint-François	MRC	05	0	59 811	0
Le Haut-Saint-Laurent	MRC	16	0	25 303	0
Lejeune	M	01	101 994	0	72 794
Lemieux	M	17	111	0	0
L'Épiphanie	V	14	0	0	0
L'Épiphanie	P	14	0	0	0
L'Érable	MRC	17	0	34 864	0
Le Rocher-Percé	MRC	11	0	207 115	7 039
Le Rocher-Percé	TR	11	0	0	0
Léry	V	16	0	0	0
Les Appalaches	MRC	12	0	134 268	0
Les Basques	MRC	01	0	48 752	1 916
Les Basques	TR	01	0	0	0
Les Bergeronnes	M	09	83 546	0	21 981
Les Cèdres	M	16	0	0	0
Les Chenaux	MRC	04	0	253 531	0
Les Collines-de-l'Outaouais	MRC	07	0	541 947	0
Les Coteaux	M	16	0	0	0
Les Éboulements	M	03	0	0	0
Les Escoumins	M	09	149 923	0	32 212
Les Etchemins	MRC	12	0	53 194	0
Les Hauteurs	M	01	185 513	0	3 993
Les Îles-de-la-Madeleine	AG	11	0	147 360	0
Les Îles-de-la-Madeleine	M	11	316 963	0	0
Les Jardins-de-Napierville	MRC	16	0	32 054	0
Les Laurentides	MRC	15	0	682 200	0
Les Maskoutains	MRC	16	0	101 830	0
Les Méchins	M	01	151 567	0	122 947
Les Moulins	MRC	14	0	108 557	0
Les Pays-d'en-Haut	MRC	15	0	77 972	0
Les Sources	MRC	05	0	39 113	0
Le Val-Saint-François	MRC	05	0	81 554	0
Lévis	V	12	0	0	0
L'Île-Cadieux	V	16	0	0	0
L'Île-d'Anticosti	M	09	28 983	0	94 544
L'Île-d'Orléans	MRC	03	0	30 788	0
L'Île-Dorval	V	06	0	0	0
L'Île-du-Grand-Calumet	M	07	0	0	2 364
L'Île-Perrot	V	16	0	0	0
Lingwick	CT	05	0	0	10 558
L'Isle-aux-Allumettes	M	07	0	0	1 642
L'Isle-aux-Coudres	M	03	0	0	0
L'Islet	MRC	12	0	77 685	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2016-2017 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques
L'Islet	M	12	144 278	0	0
L'Isle-Verte	M	01	31 040	0	0
Litchfield	M	07	0	0	1 688
Lochaber	CT	07	0	0	2 147
Lochaber-Partie-Ouest	CT	07	0	0	0
Longue-Pointe-de-Mingan	M	09	38 513	0	72 706
Longue-Rive	M	09	290 839	0	36 920
Longueuil	AG	16	0	0	0
Longueuil	V	16	0	0	4 386
Lorraine	V	15	0	0	0
Lorrainville	M	08	118 603	0	149
Lotbinière	MRC	12	0	98 028	0
Lotbinière	M	12	0	0	0
Louiseville	V	04	184 947	0	0
Low	CT	07	0	0	18 828
Lyster	M	17	15 098	0	0
Macamic	V	08	296 339	0	1 987
Maddington Falls	M	17	31 685	0	0
Magog	V	05	0	0	1 767
Malartic	V	08	10 264	0	31 826
Mandeville	M	14	0	0	128 932
Manicouagan	MRC	09	0	739 200	103 825
Manicouagan	TR	09	0	0	0
Maniwaki	V	07	818 176	0	3 266
Manseau	M	17	83 146	0	1 307
Mansfield-et-Pontefract	M	07	7 241	0	89 766
Marguerite-D'Youville	MRC	16	0	91 201	0
Maria	M	11	0	0	1 866
Maria-Chapdelaine	MRC	02	20 662	626 660	283 076
Maria-Chapdelaine	TR	02	0	0	0
Maricourt	M	05	0	0	0
Marieville	V	16	0	0	0
Marsoui	VL	11	121 974	0	40 888
Marston	CT	05	0	0	15 511
Martinville	M	05	0	0	0
Mascouche	V	14	0	0	0
Maskinongé	MRC	04	0	519 778	0
Maskinongé	M	04	29 938	0	0
Massueville	VL	16	36 725	0	0
Matagami	V	10	402 319	361 331	19 068
Matane	TR	01	0	0	0
Matane	V	01	220 504	0	283
Matapédia	M	11	84 719	0	49
Matawinie	MRC	14	0	628 592	169 704
Matawinie	TR	14	0	0	0
Mayo	M	07	0	0	1 815
McMasterville	M	16	0	0	0
Mékinac	MRC	04	2 290	190 094	60 383
Mékinac	TR	04	0	0	0
Melbourne	CT	05	0	0	690
Memphrémagog	MRC	05	0	134 600	0
Mercier	V	16	0	0	0
Messines	M	07	0	0	6 597
Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	V	02	70 130	0	24 922

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2016-2017 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les
municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques
Métis-sur-Mer	V	01	0	0	0
Milan	M	05	0	0	33 120
Mille-Isles	M	15	0	0	0
Minganie	MRC	09	0	135 350	159 770
Minganie	TR	09	0	0	0
Mirabel	V	15	0	88 926	0
Moffet	M	08	28 804	0	20 691
Montcalm	MRC	14	0	35 629	0
Montcalm	M	15	0	0	23 213
Mont-Carmel	M	01	86 978	0	120 382
Montcerf-Lytton	M	07	96 383	0	53 785
Montebello	M	07	0	0	0
Mont-Joli	V	01	346 815	0	0
Mont-Laurier	AG	15	0	0	0
Mont-Laurier	V	15	23 348	0	189 661
Montmagny	MRC	12	0	71 550	0
Montmagny	V	12	167 438	0	0
Montpellier	M	07	0	0	64 919
Montréal	AG	06	0	0	0
Montréal	V	06	0	0	0
Montréal-Est	V	06	0	0	0
Montréal-Ouest	V	06	0	0	0
Mont-Royal	V	06	0	0	0
Mont-Saint-Grégoire	M	16	0	0	0
Mont-Saint-Hilaire	V	16	0	0	0
Mont-Saint-Michel	M	15	0	0	31 164
Mont-Saint-Pierre	VL	11	63 450	0	8 524
Mont-Tremblant	AG	15	0	0	9 782
Mont-Tremblant	V	15	0	0	18 750
Morin-Heights	M	15	0	0	2 201
Mulgrave-et-Derry	M	07	0	0	28 896
Murdochville	V	11	524 104	0	35 336
Namur	M	07	4 601	0	2 383
Nantes	M	05	66 532	0	0
Napierville	M	16	0	0	0
Natashquan	M	09	71 437	0	34 201
Nédélec	CT	08	113 410	0	21 252
Neuville	V	03	0	0	0
New Carlisle	M	11	71 814	0	233
Newport	M	05	0	0	0
New Richmond	V	11	193 094	0	4 088
Nicolet	V	17	0	0	0
Nicolet-Yamaska	MRC	17	0	33 429	0
Nomingue	M	15	0	0	68 744
Normandin	V	02	189 986	0	29 499
Normétal	M	08	427 257	0	8 194
North Hatley	VL	05	0	0	0
N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	P	12	0	0	51
N.-D.-de-Bonsecours	M	07	0	0	0
Notre-Dame-de-Ham	M	17	24 559	0	0
Notre-Dame-de-la-Merci	M	14	0	0	118 089
Notre-Dame-de-la-Paix	M	07	0	0	0
Notre-Dame-de-la-Salette	M	07	0	0	5 534
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	V	16	0	0	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2016-2017 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques
Notre-Dame-de-Lorette	M	02	59 478	0	64 004
Notre-Dame-de-Lourdes	P	17	0	0	2 185
Notre-Dame-de-Lourdes	M	14	0	0	0
Notre-Dame-de-Montauban	M	04	24 063	0	23 673
Notre-Dame-de-Pontmain	M	15	0	0	90 561
Notre-Dame-des-Bois	M	05	6 165	0	54 493
Notre-Dame-des-Monts	M	03	84 325	0	389
Notre-Dame-des-Neiges	M	01	0	0	21
Notre-Dame-des-Pins	P	12	0	0	0
Notre-Dame-des-Prairies	V	14	0	0	0
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	P	01	0	0	0
Notre-Dame-de-Stanbridge	M	16	0	0	0
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	VL	17	96 380	0	0
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	P	17	0	0	0
Notre-Dame-du-Laus	M	15	0	0	185 355
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	P	04	146 799	0	0
Notre-Dame-du-Nord	M	08	155 173	0	425
Notre-Dame-du-Portage	M	01	0	0	0
Notre-Dame-du-Rosaire	M	12	3 351	0	60 740
N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	P	12	0	0	129
Nouvelle	M	11	75 815	0	11 746
Noyan	M	16	0	0	0
Ogden	M	05	0	0	0
Oka	M	15	0	0	8 324
Orford	CT	05	0	0	65 240
Ormstown	M	16	0	0	0
Otterburn Park	V	16	0	0	0
Otter Lake	M	07	0	0	57 317
Packington	P	01	21 700	0	14 098
Padoue	M	01	73 362	0	0
Palmarolle	M	08	0	0	0
Papineau	MRC	07	0	317 590	0
Papineauville	M	07	0	0	0
Parisville	P	17	0	0	0
Paspébiac	V	11	188 020	0	3 028
Percé	V	11	258 199	0	25 750
Péribonka	M	02	0	0	8 913
Petite-Rivière-Saint-François	M	03	0	0	17 024
Petite-Vallée	M	11	28 440	0	4 207
Petit-Saguenay	M	02	195 389	0	73 129
Piedmont	M	15	0	0	0
Pierre-De Saurel	MRC	16	0	60 296	0
Pierreville	M	17	8 141	0	1 580
Pike River	M	16	0	0	0
Pincourt	V	16	0	0	0
Piopolis	M	05	0	0	10 192
Plaisance	M	07	0	0	6 709
Plessisville	V	17	476 411	0	0
Plessisville	P	17	0	0	5 642
Pohénégamook	V	01	157 766	0	78 504
Pointe-à-la-Croix	M	11	236 497	0	39 139
Pointe-aux-Outardes	VL	09	87 557	0	6 249
Pointe-Calumet	M	15	0	0	488
Pointe-Claire	V	06	0	0	0

¹ Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal

Sommes transférées en 2016-2017 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ⁱ	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques
Pointe-des-Cascades	VL	16	0	0	0
Pointe-Fortune	VL	16	0	0	0
Pointe-Label	VL	09	177 877	0	8 413
Pontiac	MRC	07	0	226 564	127 806
Pontiac	TR	07	0	0	0
Pontiac	M	07	0	0	533
Pont-Rouge	V	03	0	0	0
Portage-du-Fort	VL	07	29 290	0	0
Port-Cartier	V	09	0	0	144 747
Port-Daniel--Gascons	M	11	571 262	0	18 198
Portneuf	MRC	03	0	241 493	15 769
Portneuf	TR	03	0	0	0
Portneuf	V	03	0	0	0
Portneuf-sur-Mer	M	09	189 121	0	32 647
Potton	CT	05	0	0	0
Poularies	M	08	112 137	0	5 787
Preissac	M	08	0	0	23 508
Prévost	V	15	0	0	0
Price	VL	01	354 687	0	0
Princeville	V	17	163 836	0	0
Québec	AG	03	0	0	0
Québec	V	03	0	0	0
Racine	M	05	0	0	23 883
Ragueneau	P	09	395 627	0	28 443
Rapide-Danseur	M	08	3 626	0	9 004
Rapides-des-Joachims	M	07	7 399	0	64 004
Rawdon	M	14	0	0	12 419
Rémigny	M	08	46 199	0	76 797
Repentigny	V	14	0	0	0
Richelieu	V	16	0	0	0
Richmond	V	05	295 137	0	0
Rigaud	V	16	0	0	24
Rimouski	V	01	0	0	20 169
Rimouski-Neigette	MRC	01	0	309 849	15 199
Rimouski-Neigette	TR	01	0	0	0
Ripon	M	07	0	0	8 168
Ristigouche-Partie-Sud-Est	CT	11	10 346	0	1 849
Rivière-à-Claude	M	11	59 475	0	16 669
Rivière-à-Pierre	M	03	0	0	76 669
Rivière-au-Tonnerre	M	09	37 216	0	42 084
Rivière-Beaudette	M	16	0	0	0
Rivière-Bleue	M	01	380 580	0	32 424
Rivière-du-Loup	MRC	01	0	188 025	0
Rivière-du-Loup	V	01	0	0	112
Rivière-Éternité	M	02	90 400	0	136 298
Rivière-Héva	M	08	0	0	12 510
Rivière-Ouelle	M	01	0	0	0
Rivière-Rouge	AG	15	0	0	0
Rivière-Rouge	V	15	0	0	102 737
Rivière-Saint-Jean	M	09	58 518	0	72 140
Robert-Cliche	MRC	12	0	61 465	0
Roberval	V	02	410 280	0	23 277
Rochebaucourt	M	08	70 331	0	15 166
Roquemaure	M	08	34 130	0	2 849

i Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2016-2017 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques
Rosemère	V	15	0	0	0
Rougemont	M	16	0	0	0
Roussillon	MRC	16	0	200 391	0
Rouville	MRC	16	0	43 432	0
Rouyn-Noranda	V	08	0	1 370 580	479 602
Roxton	CT	16	0	0	0
Roxton Falls	VL	16	76 211	0	0
Roxton Pond	M	16	0	0	7 428
Sacré-Coeur	M	09	146 329	0	29 514
Sacré-Coeur-de-Jésus	P	12	0	0	0
Saguenay	V	02	0	0	80 335
Saint-Adalbert	M	12	83 099	0	32 214
Saint-Adelme	P	01	69 796	0	1 005
Saint-Adelphe	P	04	0	0	0
Saint-Adolphe-d'Howard	M	15	0	0	17 753
Saint-Adrien	M	05	0	0	0
Saint-Adrien-d'Irlande	M	12	0	0	0
Saint-Agapit	M	12	0	0	0
Saint-Aimé	M	16	0	0	0
Saint-Aimé-des-Lacs	M	03	0	0	70 887
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	M	15	0	0	40 191
Saint-Alban	M	03	0	0	14 021
Saint-Albert	M	17	0	0	0
Saint-Alexandre	M	16	0	0	0
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	M	01	65 574	0	390
Saint-Alexandre-des-Lacs	P	01	66 032	0	13 902
Saint-Alexis	M	14	0	0	0
Saint-Alexis-de-Matapédia	M	11	175 698	0	161
Saint-Alexis-des-Monts	P	04	0	0	302 634
Saint-Alfred	M	12	0	0	0
Saint-Alphonse	M	11	123 760	0	2 214
Saint-Alphonse-de-Granby	M	16	0	0	0
Saint-Alphonse-Rodriguez	M	14	0	0	2 653
Saint-Amable	M	16	0	0	0
Saint-Ambroise	M	02	0	0	3 921
Saint-Ambroise-de-Kildare	M	14	0	0	0
Saint-Anaclet-de-Lessard	P	01	0	0	35
Saint-André	M	01	1 796	0	4 430
Saint-André-Avellin	M	07	43 671	0	0
Saint-André-d'Argenteuil	M	15	0	0	0
Saint-André-de-Restigouche	M	11	63 275	0	8 317
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	VL	02	78 273	0	24 844
Saint-Anicet	M	16	0	0	0
Saint-Anselme	M	12	0	0	0
Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	P	12	0	0	0
Saint-Antoine-de-Tilly	M	12	0	0	0
Saint-Antoine-sur-Richelieu	M	16	0	0	0
Saint-Antonin	M	01	0	0	30 371
Saint-Apollinaire	M	12	0	0	0
Saint-Armand	M	16	0	0	0
Saint-Arsène	P	01	64 345	0	0
Saint-Athanase	M	01	66 712	0	73 408
Saint-Aubert	M	12	0	0	0
Saint-Augustin	P	02	82 222	0	14 153

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal

Sommes transférées en 2016-2017 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques
Saint-Augustin	M	09	181 783	0	119 082
Saint-Augustin-de-Desmaures	V	03	0	0	0
Saint-Augustin-de-Woburn	P	05	14 539	0	130 540
Saint-Barnabé	P	04	39 790	0	163
Saint-Barnabé-Sud	M	16	0	0	0
Saint-Barthélemy	P	14	0	0	0
Saint-Basile	V	03	0	0	0
Saint-Basile-le-Grand	V	16	0	0	0
Saint-Benjamin	M	12	13 325	0	43
Saint-Benoît-Labre	M	12	0	0	0
Saint-Bernard	M	12	0	0	0
Saint-Bernard-de-Lacolle	P	16	0	0	0
Saint-Bernard-de-Michaudville	M	16	0	0	0
Saint-Blaise-sur-Richelieu	M	16	0	0	0
Saint-Bonaventure	M	17	0	0	0
Saint-Boniface	M	04	0	0	0
Saint-Bruno	M	02	0	0	0
Saint-Bruno-de-Guigues	M	08	15 338	0	263
Saint-Bruno-de-Kamouraska	M	01	47 390	0	66
Saint-Bruno-de-Montarville	V	16	0	0	15 956
Saint-Calixte	M	14	0	0	1 543
Saint-Camille	CT	05	0	0	0
Saint-Camille-de-Leillis	P	12	193 559	0	107 184
Saint-Casimir	M	03	56 481	0	0
Saint-Célestin	VL	17	26 566	0	0
Saint-Célestin	M	17	0	0	0
Saint-Césaire	V	16	0	0	0
Saint-Charles-Borromée	M	14	0	0	0
Saint-Charles-de-Bellechasse	M	12	0	0	0
Saint-Charles-de-Bourget	M	02	0	0	984
Saint-Charles-Garnier	P	01	98 368	0	5 189
Saint-Charles-sur-Richelieu	M	16	0	0	0
Saint-Christophe-d'Arthabaska	P	17	0	0	0
Saint-Chrysostome	M	16	0	0	0
Saint-Claude	M	05	0	0	0
Saint-Clément	P	01	107 219	0	0
Saint-Cléophas	P	01	105 112	0	8 153
Saint-Cléophas-de-Brandon	M	14	0	0	0
Saint-Clet	M	16	0	0	0
Saint-Colomban	V	15	0	0	0
Saint-Côme	M	14	0	0	44 249
Saint-Côme--Linière	M	12	185 127	0	9 451
Saint-Constant	V	16	0	0	0
Saint-Cuthbert	M	14	0	0	0
Saint-Cyprien	M	01	176 826	0	22 028
Saint-Cyprien	P	12	128 540	0	0
Saint-Cyprien-de-Napierville	M	16	0	0	0
Saint-Cyrille-de-Lessard	P	12	8 914	0	64 195
Saint-Cyrille-de-Wendover	M	17	0	0	0
Saint-Damase	P	01	97 162	0	5 703
Saint-Damase	M	16	0	0	0
Saint-Damase-de-L'Islet	M	12	58 954	0	70 038
Saint-Damien	P	14	0	0	67 486
Saint-Damien-de-Buckland	P	12	11 865	0	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2016-2017 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques
Saint-David	M	16	0	0	0
Saint-David-de-Falardeau	M	02	0	0	65 491
Saint-Denis-de-Brompton	M	05	0	0	9 187
Saint-Denis-De La Bouteillerie	M	01	0	0	0
Saint-Denis-sur-Richelieu	M	16	0	0	0
Saint-Didace	P	14	0	0	0
Saint-Dominique	M	16	0	0	0
Saint-Dominique-du-Rosaire	M	08	41 724	0	34 052
Saint-Donat	P	01	51 586	0	419
Saint-Donat	M	14	0	0	146 524
Sainte-Adèle	V	15	0	0	7 561
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	M	12	0	0	0
Sainte-Agathe-des-Monts	AG	15	0	0	24
Sainte-Agathe-des-Monts	V	15	0	0	42
Sainte-Angèle-de-Méridi	M	01	145 177	0	0
Sainte-Angèle-de-Monnoir	M	16	0	0	0
Sainte-Angèle-de-Prémont	M	04	53 504	0	0
Sainte-Anne-de-Beaupré	V	03	0	0	0
Sainte-Anne-de-Bellevue	V	06	0	0	0
Sainte-Anne-de-la-Pérade	M	04	0	0	256
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	P	01	2 723	0	0
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	M	05	0	0	0
Sainte-Anne-de-Sabrevois	P	16	0	0	0
Sainte-Anne-des-Lacs	P	15	0	0	0
Sainte-Anne-des-Monts	V	11	553 718	0	20 969
Sainte-Anne-de-Sorel	M	16	0	0	0
Sainte-Anne-des-Plaines	V	15	0	0	0
Sainte-Anne-du-Lac	M	15	0	0	100 202
Sainte-Apolline-de-Patton	P	12	64 278	0	44 249
Sainte-Auréli	M	12	1 941	0	40
Sainte-Barbe	M	16	0	0	0
Sainte-Béatrix	M	14	0	0	0
Sainte-Brigide-d'Iberville	M	16	0	0	0
Sainte-Brigitte-de-Laval	V	03	0	0	0
Sainte-Brigitte-des-Saults	P	17	0	0	0
Sainte-Catherine	V	16	0	0	0
Sainte-Catherine-de-Hatley	M	05	0	0	46
Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	V	03	0	0	11 992
Sainte-Cécile-de-Lévrard	P	17	1 403	0	0
Sainte-Cécile-de-Milton	M	16	0	0	0
Sainte-Cécile-de-Whitton	M	05	0	0	0
Sainte-Christine	P	16	0	0	0
Sainte-Christine-d'Auvergne	M	03	0	0	599
Sainte-Claire	M	12	0	0	0
Sainte-Clotilde	M	16	0	0	0
Sainte-Clotilde-de-Beauce	M	12	0	0	0
Sainte-Clotilde-de-Horton	M	17	6 784	0	0
Sainte-Croix	M	12	0	0	0
Saint-Edmond-de-Grantham	P	17	0	0	0
Saint-Edmond-les-Plaines	M	02	109 681	0	14 579
Saint-Édouard	M	16	0	0	0
Saint-Édouard-de-Fabre	P	08	46 529	0	8 892
Saint-Édouard-de-Lotbinière	P	12	0	0	10 295
Saint-Édouard-de-Maskinongé	M	04	54 955	0	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2016-2017 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les
municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques
Sainte-Edwidge-de-Clifton	CT	05	0	0	0
Sainte-Élisabeth	M	14	0	0	0
Sainte-Élisabeth-de-Warwick	M	17	0	0	0
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	M	14	0	0	58 618
Sainte-Eulalie	M	17	0	0	820
Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	M	12	51 576	0	28 268
Sainte-Famille	P	03	0	0	0
Sainte-Félicité	M	01	97 974	0	1 300
Sainte-Félicité	M	12	81 249	0	2 431
Sainte-Flavie	P	01	4 322	0	0
Sainte-Florence	M	01	195 807	0	10 372
Sainte-Françoise	P	01	39 706	0	3 022
Sainte-Françoise	M	17	0	0	4 068
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	P	04	0	0	0
Sainte-Geneviève-de-Berthier	M	14	0	0	0
Sainte-Germaine-Boulé	M	08	106 938	0	1 695
Sainte-Gertrude-Manneville	M	08	58 461	0	9 484
Sainte-Hedwidge	M	02	109 690	0	120 996
Sainte-Hélène-de-Bagot	M	16	0	0	0
Sainte-Hélène-de-Chester	M	17	0	0	0
Sainte-Hélène-de-Kamouraska	M	01	58 012	0	0
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	P	08	36 865	0	0
Sainte-Hénédine	P	12	0	0	0
Sainte-Irène	P	01	11 747	0	11 561
Sainte-Jeanne-d'Arc	P	01	45 300	0	52
Sainte-Jeanne-d'Arc	VL	02	81 371	0	26 234
Sainte-Julie	V	16	0	0	317
Sainte-Julienne	M	14	0	0	2 356
Sainte-Justine	M	12	120 618	0	3 051
Sainte-Justine-de-Newton	M	16	0	0	0
Saint-Élie-de-Caxton	M	04	0	0	202
Saint-Éloi	P	01	6 671	0	0
Sainte-Louise	P	12	44 271	0	0
Saint-Elphège	P	17	0	0	0
Sainte-Luce	M	01	0	0	970
Sainte-Lucie-de-Beauregard	M	12	58 906	0	26 688
Sainte-Lucie-des-Laurentides	M	15	0	0	26 827
Saint-Elzéar	M	11	97 372	0	15 557
Saint-Elzéar	M	12	0	0	0
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	M	01	59 594	0	20 707
Sainte-Madeleine	VL	16	0	0	0
Sainte-Madeleine-Riv.-Madeleine	M	11	116 088	0	28 944
Sainte-Marcelline-de-Kildare	M	14	0	0	117
Sainte-Marguerite	P	12	0	0	0
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	V	15	0	0	5 697
Sainte-Marguerite--Estérel	AG	15	0	0	0
Sainte-Marguerite-Marie	M	01	67 687	0	17 508
Sainte-Marie	V	12	0	0	0
Sainte-Marie-de-Blandford	M	17	1 807	0	6 072
Sainte-Marie-Madeleine	P	16	0	0	0
Sainte-Marie-Salomé	P	14	0	0	0
Sainte-Marthe	M	16	0	0	0
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	V	15	0	0	0
Sainte-Martine	M	16	0	0	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal

Sommes transférées en 2016-2017 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les
municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques
Sainte-Mélanie	M	14	0	0	0
Saint-Émile-de-Suffolk	M	07	0	0	1 207
Sainte-Monique	M	17	0	0	0
Sainte-Monique	M	02	0	0	32 689
Sainte-Paule	M	01	0	0	24 930
Sainte-Perpétue	M	12	390 732	0	111 005
Sainte-Perpétue	P	17	0	0	0
Sainte-Pétronille	VL	03	0	0	0
Saint-Éphrem-de-Beauce	M	12	81 437	0	0
Saint-Épiphane	M	01	62 533	0	57
Sainte-Praxède	P	12	0	0	21 649
Sainte-Rita	M	01	103 714	0	7 721
Sainte-Rose-de-Watford	M	12	40 488	0	13 293
Sainte-Rose-du-Nord	P	02	0	0	14 231
Sainte-Sabine	P	12	72 149	0	763
Sainte-Sabine	M	16	0	0	0
Sainte-Séraphine	P	17	0	0	0
Sainte-Sophie	M	15	0	0	0
Sainte-Sophie-de-Lévrard	P	17	0	0	0
Sainte-Sophie-d'Halifax	M	17	0	0	0
Saint-Esprit	M	14	0	0	0
Sainte-Thècle	M	04	24 577	0	37 093
Sainte-Thérèse	V	15	0	0	0
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	M	11	166 046	0	0
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	M	07	0	0	4 194
Saint-Étienne-de-Beauharnois	M	16	0	0	0
Saint-Étienne-de-Bolton	M	05	0	0	0
Saint-Étienne-des-Grès	P	04	0	0	67
Saint-Eugène	M	17	0	0	0
Saint-Eugène-d'Argentenay	M	02	86 792	0	57
Saint-Eugène-de-Guigues	M	08	9 844	0	3 206
Saint-Eugène-de-Ladrière	P	01	33 774	0	51 477
Sainte-Ursule	P	04	19 300	0	0
Saint-Eusèbe	P	01	35 269	0	1 553
Saint-Eustache	V	15	0	0	0
Saint-Évariste-de-Forsyth	M	12	0	0	0
Sainte-Victoire-de-Sorel	M	16	0	0	0
Saint-Fabien	P	01	17 839	0	6 120
Saint-Fabien-de-Panet	P	12	211 281	0	44 071
Saint-Faustin--Lac-Carré	M	15	0	0	23 377
Saint-Félicien	V	02	51 530	0	28 058
Saint-Félix-de-Dalquier	M	08	22 714	0	3 294
Saint-Félix-de-Kingsey	M	17	0	0	0
Saint-Félix-de-Valois	M	14	0	0	0
Saint-Félix-d'Otis	M	02	0	0	46 625
Saint-Ferdinand	M	17	0	0	0
Saint-Ferréol-les-Neiges	M	03	0	0	0
Saint-Flavien	M	12	0	0	0
Saint-Fortunat	M	12	1 043	0	0
Saint-François-d'Assise	M	11	208 250	0	10 172
Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	M	12	0	0	3 696
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	M	03	0	0	0
Saint-François-de-Sales	M	02	160 857	0	43 179
Saint-François-du-Lac	M	17	15 497	0	973

1. Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2016-2017 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques
Saint-François-Xavier-Brompton	M	05	0	0	2 665
Saint-François-Xavier-de-Viger	M	01	59 650	0	18 058
Saint-Frédéric	P	12	6 737	0	0
Saint-Fulgence	M	02	0	0	68 287
Saint-Gabriel	V	14	512 866	0	0
Saint-Gabriel-de-Brandon	M	14	0	0	0
Saint-Gabriel-de-Rimouski	M	01	79 719	0	5 150
Saint-Gabriel-de-Valcartier	M	03	0	0	13 909
Saint-Gabriel-Lalemant	M	01	138 108	0	2 472
Saint-Gédéon	M	02	0	0	32
Saint-Gédéon-de-Beauce	M	12	137 191	0	0
Saint-Georges	V	12	435 090	0	0
Saint-Georges-de-Clarenceville	M	16	0	0	0
Saint-Georges-de-Windsor	M	05	0	0	0
Saint-Gérard-Majella	P	16	0	0	0
Saint-Germain	P	01	0	0	0
Saint-Germain-de-Grantham	M	17	0	0	0
Saint-Gervais	M	12	0	0	0
Saint-Gilbert	P	03	6 451	0	0
Saint-Gilles	M	12	0	0	0
Saint-Godefroi	CT	11	66 968	0	1 948
Saint-Guillaume	M	17	0	0	0
Saint-Guy	M	01	40 810	0	27 125
Saint-Henri	M	12	0	0	0
Saint-Henri-de-Taillon	M	02	0	0	994
Saint-Herménégilde	M	05	0	0	0
Saint-Hilaire-de-Dorset	P	12	13 840	0	0
Saint-Hilarion	P	03	8 495	0	83
Saint-Hippolyte	M	15	0	0	5 161
Saint-Honoré	V	02	0	0	7 621
Saint-Honoré-de-Shenley	M	12	729	0	0
Saint-Honoré-de-Témiscouata	M	01	195 555	0	42 334
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	M	01	0	0	19 377
Saint-Hugues	M	16	0	0	0
Saint-Hyacinthe	V	16	0	0	0
Saint-Ignace-de-Loyola	M	14	0	0	0
Saint-Ignace-de-Stanbridge	M	16	0	0	0
Saint-Irénée	P	03	0	0	0
Saint-Isidore	M	12	0	0	0
Saint-Isidore	P	16	0	0	0
Saint-Isidore-de-Clifton	M	05	0	0	0
Saint-Jacques	M	14	0	0	0
Saint-Jacques-de-Leeds	M	12	0	0	0
Saint-Jacques/Wolfestown	P	12	0	0	330
Saint-Jacques-le-Mineur	M	16	0	0	0
Saint-Janvier-de-Joly	M	12	0	0	26 089
Saint-Jean-Baptiste	M	16	0	0	0
Saint-Jean-de-Brébeuf	M	12	0	0	0
Saint-Jean-de-Cherbourg	P	01	58 657	0	29 985
Saint-Jean-de-Dieu	M	01	279 957	0	1 976
Saint-Jean-de-la-Lande	M	01	28 310	0	4 752
Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	M	03	0	0	0
Saint-Jean-de-Matha	M	14	0	0	0
Saint-Jean-Port-Joli	M	12	0	0	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal

Sommes transférées en 2016-2017 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques
Saint-Jean-sur-Richelieu	V	16	0	0	119
Saint-Jérôme	V	15	0	0	0
Saint-Joachim	P	03	0	0	0
Saint-Joachim-de-Shefford	M	16	0	0	5 841
Saint-Joseph-de-Beauce	V	12	156 232	0	0
Saint-Joseph-de-Coleraine	M	12	0	0	29 393
Saint-Joseph-de-Kamouraska	P	01	20 222	0	4 216
Saint-Joseph-de-Lepage	P	01	0	0	0
Saint-Joseph-des-Érables	M	12	0	0	0
Saint-Joseph-de-Sorel	V	16	251 517	0	0
Saint-Joseph-du-Lac	M	15	0	0	315
Saint-Jude	M	16	0	0	0
Saint-Jules	P	12	3 956	0	0
Saint-Julien	M	12	0	0	0
Saint-Just-de-Bretenières	M	12	184 413	0	62 282
Saint-Juste-du-Lac	M	01	86 376	0	31 362
Saint-Justin	M	04	0	0	0
Saint-Lambert	V	16	0	0	2 688
Saint-Lambert	P	08	79 616	0	8 558
Saint-Lambert-de-Lauzon	M	12	0	0	0
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	M	03	0	0	0
Saint-Lazare	V	16	0	0	0
Saint-Lazare-de-Bellechasse	M	12	0	0	0
Saint-Léandre	P	01	41 495	0	13 156
Saint-Léonard-d'Aston	M	17	0	0	0
Saint-Léonard-de-Portneuf	M	03	0	0	19 328
Saint-Léon-de-Standon	P	12	0	0	1 451
Saint-Léon-le-Grand	P	01	192 900	0	0
Saint-Léon-le-Grand	P	04	0	0	0
Saint-Liboire	M	16	0	0	0
Saint-Liguori	P	14	0	0	0
Saint-Lin--Laurentides	V	14	0	0	0
Saint-Louis	M	16	0	0	0
Saint-Louis-de-Blandford	M	17	0	0	533
Saint-Louis-de-Gonzague	M	12	97 514	0	334
Saint-Louis-de-Gonzague	P	16	0	0	0
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	P	01	239 048	0	14 432
Saint-Luc-de-Bellechasse	M	12	23 154	0	38 529
Saint-Luc-de-Vincennes	M	04	8 380	0	0
Saint-Lucien	M	17	0	0	0
Saint-Ludger	M	05	97 528	0	2 953
Saint-Ludger-de-Milot	M	02	28 938	0	26 184
Saint-Magloire	M	12	32 913	0	39 230
Saint-Majorique-de-Grantham	P	17	0	0	0
Saint-Malachie	P	12	0	0	0
Saint-Malo	M	05	0	0	0
Saint-Marc-de-Figuery	P	08	0	0	507
Saint-Marc-des-Carrières	V	03	139 353	0	0
Saint-Marc-du-Lac-Long	P	01	71 530	0	15 024
Saint-Marcel	M	12	57 987	0	43 514
Saint-Marcel-de-Richelieu	M	16	0	0	0
Saint-Marcellin	P	01	0	0	13 187
Saint-Marc-sur-Richelieu	M	16	0	0	0
Saint-Martin	P	12	111 596	0	0

¹ Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal

Sommes transférées en 2016-2017 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques
Saint-Mathias-sur-Richelieu	M	16	0	0	0
Saint-Mathieu	M	16	0	0	0
Saint-Mathieu-de-Beloeil	M	16	0	0	0
Saint-Mathieu-de-Rioux	P	01	0	0	17 177
Saint-Mathieu-d'Harricana	M	08	0	0	4 486
Saint-Mathieu-du-Parc	M	04	0	0	48 556
Saint-Maurice	P	04	0	0	0
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	M	11	238 981	0	22 752
Saint-Médard	M	01	101 799	0	16 957
Saint-Michel	M	16	0	0	0
Saint-Michel-de-Bellechasse	M	12	0	0	0
Saint-Michel-des-Saints	M	14	0	0	231 460
Saint-Michel-du-Squatec	M	01	305 991	0	107 011
Saint-Modeste	M	01	0	0	11 594
Saint-Moïse	P	01	137 536	0	1 670
Saint-Narcisse	P	04	19 124	0	3 256
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P	12	0	0	0
Saint-Narcisse-de-Rimouski	P	01	13 971	0	38 173
Saint-Nazaire	M	02	0	0	7 394
Saint-Nazaire-d'Acton	P	16	0	0	0
Saint-Nazaire-de-Dorchester	P	12	866	0	0
Saint-Nérée-de-Bellechasse	M	12	0	0	0
Saint-Noël	VL	01	160 666	0	113
Saint-Norbert	P	14	0	0	0
Saint-Norbert-d'Arthabaska	M	17	8 492	0	0
Saint-Octave-de-Métis	P	01	43 061	0	0
Saint-Odilon-de-Cranbourne	P	12	16 940	0	117
Saint-Omer	M	12	36 907	0	18 865
Saint-Onésime-d'Ixworth	M	01	43 059	0	8 926
Saint-Ours	V	16	0	0	0
Saint-Pacôme	M	01	106 760	0	0
Saint-Pamphile	V	12	633 724	0	49
Saint-Pascal	V	01	193 430	0	0
Saint-Patrice-de-Beaurivage	M	12	0	0	0
Saint-Patrice-de-Sherrington	M	16	0	0	0
Saint-Paul	M	14	0	0	0
Saint-Paul-d'Abbotsford	M	16	0	0	0
Saint-Paul-de-la-Croix	P	01	66 552	0	27
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	M	16	0	0	0
Saint-Paul-de-Montminy	M	12	29 555	0	8 055
Saint-Paulin	M	04	56 775	0	17 716
Saint-Philémon	P	12	0	0	39 982
Saint-Philibert	M	12	0	0	0
Saint-Philippe	M	16	0	0	0
Saint-Philippe-de-Néri	P	01	99 287	0	0
Saint-Pie	V	16	0	0	0
Saint-Pie-de-Guire	P	17	0	0	0
Saint-Pierre	VL	14	0	0	0
Saint-Pierre-Baptiste	P	17	0	0	0
Saint-Pierre-de-Broughton	M	12	0	0	0
Saint-Pierre-de-Lamy	M	01	13 770	0	28 280
Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	P	12	0	0	10 810
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	M	03	0	0	0
Saint-Pierre-les-Becquets	M	17	0	0	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2016-2017 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques
Saint-Placide	M	15	0	0	0
Saint-Polycarpe	M	16	0	0	0
Saint-Prime	M	02	135 209	0	17 971
Saint-Prosper	M	12	295 288	0	0
Saint-Prosper-de-Champlain	M	04	35 400	0	0
Saint-Raphaël	M	12	44 732	0	0
Saint-Raymond	V	03	0	0	60 768
Saint-Rémi	V	16	0	0	0
Saint-Rémi-de-Tingwick	M	17	0	0	0
Saint-René	P	12	14 134	0	0
Saint-René-de-Matane	M	01	224 330	0	62 377
Saint-Robert	M	16	0	0	0
Saint-Robert-Bellarmin	M	05	64 700	0	98 939
Saint-Roch-de-l'Achigan	M	14	0	0	0
Saint-Roch-de-Mékinac	P	04	0	0	26 409
Saint-Roch-de-Richelieu	M	16	0	0	0
Saint-Roch-des-Aulnaies	P	12	0	0	0
Saint-Roch-Ouest	M	14	0	0	0
Saint-Romain	M	05	0	0	37 495
Saint-Rosaire	P	17	0	0	792
Saint-Samuel	M	17	14 976	0	0
Saints-Anges	P	12	0	0	0
Saint-Sauveur	V	15	0	0	0
Saint-Sébastien	M	05	18 404	0	0
Saint-Sébastien	M	16	0	0	0
Saint-Sévère	P	04	0	0	0
Saint-Séverin	P	12	0	0	0
Saint-Séverin	P	04	33 777	0	1 419
Saint-Siméon	P	11	73 633	0	134
Saint-Siméon	M	03	15 867	0	39 347
Saint-Simon	P	01	0	0	456
Saint-Simon	M	16	0	0	0
Saint-Simon-les-Mines	M	12	2 245	0	0
Saint-Sixte	M	07	0	0	753
Saints-Martyrs-Canadiens	P	17	0	0	8 963
Saint-Stanislas	M	04	0	0	0
Saint-Stanislas	M	02	19 787	0	25 903
Saint-Stanislas-de-Kostka	M	16	0	0	0
Saint-Sulpice	P	14	0	0	0
Saint-Sylvère	M	17	15 811	0	0
Saint-Sylvestre	M	12	0	0	0
Saint-Télesphore	M	16	0	0	0
Saint-Tharcisius	P	01	123 915	0	1 423
Saint-Théodore-d'Acton	M	16	0	0	0
Saint-Théophile	M	12	135 613	0	68 733
Saint-Thomas	M	14	0	0	0
Saint-Thomas-Didyme	M	02	89 667	0	78 374
Saint-Thuribe	P	03	3 320	0	0
Saint-Tite	V	04	22 858	0	614
Saint-Tite-des-Caps	M	03	0	0	0
Saint-Ubalde	M	03	0	0	122 948
Saint-Ulric	M	01	59 444	0	0
Saint-Urbain	P	03	0	0	34
Saint-Urbain-Premier	M	16	0	0	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2016-2017 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques
Saint-Valentin	M	16	0	0	0
Saint-Valère	M	17	0	0	674
Saint-Valérien	P	01	33 364	0	16 731
Saint-Valérien-de-Milton	M	16	0	0	0
Saint-Vallier	M	12	0	0	0
Saint-Venant-de-Paquette	M	05	0	0	0
Saint-Vianney	M	01	113 855	0	24 853
Saint-Victor	M	12	6 589	0	0
Saint-Wenceslas	M	17	0	0	0
Saint-Zacharie	M	12	313 484	0	19 280
Saint-Zénon	M	14	0	0	160 778
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	P	01	86 862	0	1 342
Saint-Zéphirin-de-Courval	P	17	0	0	0
Saint-Zotique	M	16	0	0	0
Salaberry-de-Valleyfield	V	16	0	0	0
Sayabec	M	01	235 412	0	33 905
Schefferville	V	09	285 932	0	16 025
Scotstown	V	05	129 534	0	0
Scott	M	12	0	0	0
Senneterre	V	08	768 992	0	349 526
Senneterre	P	08	84 047	0	33 477
Senneville	VL	06	0	0	0
Sept-Îles	V	09	0	0	173 198
Sept-Rivières	MRC	09	0	817 250	88 309
Sept-Rivières	TR	09	0	0	0
Shannon	M	03	0	0	454
Shawinigan	V	04	2 626 759	773 181	5 428
Shawville	M	07	39 252	0	0
Sheenboro	M	07	0	0	39 012
Shefford	CT	16	0	0	0
Sherbrooke	V	05	0	0	276
Shigawake	M	11	92 164	0	2 268
Sorel-Tracy	V	16	538 957	0	0
Stanbridge East	M	16	0	0	0
Stanbridge Station	M	16	0	0	0
Stanstead	V	05	114 831	0	0
Stanstead	CT	05	0	0	0
Stanstead-Est	M	05	0	0	0
Stoke	M	05	0	0	736
Stoneham-et-Tewkesbury	CU	03	0	0	66 474
Stornoway	M	05	0	0	59 944
Stratford	CT	05	0	0	32 683
Stukely-Sud	VL	05	0	0	0
Sutton	V	16	0	0	0
Tadoussac	VL	09	0	0	2 563
Taschereau	M	08	266 060	0	19 830
Témiscaming	V	08	7 323	0	48 929
Témiscamingue	MRC	08	0	385 975	39 518
Témiscamingue	TR	08	0	0	0
Témiscouata	MRC	01	0	109 911	0
Témiscouata-sur-le-Lac	V	01	61 258	0	33 464
Terrasse-Vaudreuil	M	16	0	0	0
Terrebonne	V	14	0	0	0
Thérèse-De Blainville	MRC	15	0	295 168	0

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2016-2017 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques
Thetford Mines	V	12	1 346 913	0	1 386
Thorne	M	07	0	0	1 686
Thurso	V	07	0	0	356
Tingwick	M	17	0	0	0
Tourville	M	12	235 785	0	109 227
Trécesson	CT	08	0	0	9 375
Très-Saint-Rédempteur	M	16	0	0	0
Très-Saint-Sacrement	P	16	0	0	0
Tring-Jonction	VL	12	108 505	0	0
Trois-Pistoles	V	01	468 895	0	0
Trois-Rives	M	04	0	0	86 289
Trois-Rivières	V	04	2 606 179	0	1 937
Ulverton	M	05	0	0	0
Upton	M	16	0	0	0
Val-Alain	M	12	0	0	17 387
Val-Brillant	M	01	42 454	0	0
Valcourt	V	05	22 683	0	0
Valcourt	CT	05	0	0	0
Val-David	VL	15	0	0	0
Val-des-Bois	M	07	0	0	38 199
Val-des-Lacs	M	15	0	0	43 209
Val-des-Monts	M	07	0	0	18 488
Val-d'Or	V	08	0	0	388 960
Val-Joli	M	05	0	0	0
Vallée-de-l'Or	TR	08	0	0	0
Vallée-Jonction	M	12	62 490	0	0
Val-Morin	M	15	0	0	184
Val-Racine	M	05	0	0	35 964
Val-Saint-Gilles	M	08	50 707	0	9 563
Varennes	V	16	0	0	0
Vaudreuil-Dorion	V	16	0	0	0
Vaudreuil-Soulanges	MRC	16	0	173 740	0
Vaudreuil-sur-le-Lac	VL	16	0	0	0
Venise-en-Québec	M	16	0	0	0
Verchères	M	16	0	0	0
Victoriaville	V	17	819 166	0	0
Ville-Marie	V	08	69 938	0	0
Villerooy	M	17	0	0	28 201
Waltham	M	07	0	0	63 005
Warden	VL	16	0	0	0
Warwick	V	17	39 492	0	0
Waterloo	V	16	215 935	0	0
Waterville	V	05	0	0	0
Weedon	M	05	0	0	0
Wentworth	CT	15	0	0	6 424
Wentworth-Nord	M	15	0	0	19 083
Westbury	CT	05	0	0	0
Westmount	V	06	0	0	0
Wickham	M	17	8 482	0	0
Windsor	V	05	97 675	0	0
Wotton	M	05	45 564	0	0
Yamachiche	M	04	9 993	0	0
Yamaska	M	16	0	0	0
Total			60 000 081	25 000 004	20 767 123
					105 767 208

¹ Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2016-2017 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Retombées exploitation ress. naturelles	Terres publiques
------------------------	------	------	--------------------------	---	------------------

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question n° 17

Pour l'exercice 2016-2017, sommes accordées aux municipalités régionales de comté au *Fonds de développement des territoires*, par région, ventilées par provenance des sommes (solde des CRÉ et de leur FDR, solde du programme d'aide au développement économique local, programme d'aide aux MRC, enveloppe des pactes ruraux et des agents de développement rural) et prévisions pour 2017-2018.

Comme prévu dans le Pacte fiscal transitoire 2015, l'enveloppe du Fonds de développement des territoires (FDT) est composée de l'enveloppe 2014-2015 du Programme d'aide aux MRC et du Pacte rural, incluant les agents ruraux, ainsi que de l'enveloppe 2014-2015, après réduction, du Fonds de développement régional et de l'aide aux CLD. L'enveloppe du FDT est répartie entre les MRC selon les mêmes paramètres qui prévalaient pour la répartition des quatre programmes qu'il remplace.

Le tableau à l'annexe 1 présente les données détaillées.

Question RP 17_Annexe 1

Répartition du Fonds de développement des territoires 2016-2017

MRC	Aide MRC 2014-2015	Pacte rural et agents ruraux 2014-2015	Aide au développement économique local	Fonds de développement régional	FDT 2016-2017
Abitibi	106 550 \$	449 703 \$	201 538 \$	260 834 \$	1 018 625 \$
Abitibi-Ouest	106 550 \$	576 400 \$	266 787 \$	308 829 \$	1 258 566 \$
Acton	115 000 \$	311 261 \$	133 759 \$	103 570 \$	663 590 \$
Antoine-Labelle	126 900 \$	750 257 \$	292 575 \$	117 944 \$	1 287 676 \$
Argenteuil	88 550 \$	476 485 \$	216 775 \$	116 810 \$	898 620 \$
Arthabaska	88 550 \$	407 218 \$	190 130 \$	215 678 \$	901 576 \$
Avignon	126 900 \$	462 075 \$	263 115 \$	231 638 \$	1 083 728 \$
Baie-James	25 000 \$	333 595 \$	272 211 \$	1 699 548 \$	2 330 354 \$
Beauce-Sartigan	88 550 \$	363 786 \$	165 777 \$	95 234 \$	713 347 \$
Beauharnois-Salaberry	88 550 \$	213 479 \$	245 660 \$	182 693 \$	730 382 \$
Bécancour	88 550 \$	379 746 \$	136 936 \$	163 786 \$	769 018 \$
Bellechasse	88 550 \$	481 935 \$	151 280 \$	86 543 \$	808 308 \$
Bonaventure	126 900 \$	597 307 \$	277 986 \$	242 121 \$	1 244 314 \$
Brome-Missisquoi	88 550 \$	559 123 \$	171 787 \$	113 082 \$	932 542 \$
Caniapiscau	76 450 \$	204 135 \$	153 931 \$	136 402 \$	570 918 \$
Charlevoix	115 000 \$	328 091 \$	270 297 \$	145 611 \$	858 999 \$
Charlevoix-Est	115 000 \$	358 174 \$	254 370 \$	146 754 \$	874 298 \$
Coaticook	88 550 \$	276 559 \$	133 270 \$	115 648 \$	614 027 \$
D'Autray	88 550 \$	571 438 \$	170 205 \$	152 135 \$	982 328 \$
Deux-Montagnes	52 185 \$	217 470 \$	222 453 \$	121 950 \$	614 058 \$
Drummond	88 550 \$	364 920 \$	230 783 \$	247 033 \$	931 286 \$
Gatineau		- \$	455 251 \$	278 699 \$	733 950 \$
Golfe-du-Saint-Laurent	140 000 \$	321 703 \$	276 195 \$	187 921 \$	925 819 \$
Joliette	88 550 \$	267 581 \$	180 814 \$	163 734 \$	700 679 \$
Kamouraska	108 900 \$	477 565 \$	267 643 \$	122 384 \$	976 492 \$
La Côte-de-Beaupré	88 550 \$	222 490 \$	139 228 \$	120 924 \$	571 192 \$
La Côte-de-Gaspé	126 900 \$	521 512 \$	268 721 \$	244 200 \$	1 161 333 \$
La Haute-Côte-Nord	126 900 \$	426 464 \$	247 916 \$	195 379 \$	996 659 \$
La Haute-Gaspésie	140 000 \$	503 459 \$	283 058 \$	273 321 \$	1 199 838 \$
La Haute-Yamaska	88 550 \$	320 205 \$	217 446 \$	124 817 \$	751 018 \$
La Jacques-Cartier	52 185 \$	261 277 \$	133 510 \$	115 935 \$	562 907 \$
La Matapédia	126 900 \$	658 626 \$	285 152 \$	142 366 \$	1 213 044 \$
La Mitis	126 900 \$	537 736 \$	260 402 \$	134 996 \$	1 060 034 \$
La Nouvelle-Beauce	88 550 \$	342 571 \$	145 018 \$	101 169 \$	677 308 \$
La Rivière-du-Nord	88 550 \$	335 662 \$	228 191 \$	145 679 \$	798 082 \$
La Tuque (CLD Haut St-M)	116 590 \$	339 853 \$	202 870 \$	174 168 \$	833 481 \$
La Vallée-de-la-Gatineau	126 900 \$	615 934 \$	262 173 \$	155 082 \$	1 160 089 \$
La Vallée-du-Richelieu	52 185 \$	233 862 \$	207 606 \$	117 463 \$	611 116 \$
Lac-Saint-Jean-Est	88 550 \$	471 894 \$	293 686 \$	201 899 \$	1 056 029 \$
L'Assomption	52 185 \$	213 183 \$	192 482 \$	162 073 \$	619 923 \$
Laval		- \$	872 580 \$	891 871 \$	1 764 451 \$
Le Domaine-du-Roy	106 550 \$	465 898 \$	226 083 \$	180 998 \$	979 529 \$
Le Fjord-du-Saguenay	126 900 \$	451 056 \$	233 339 \$	199 482 \$	1 010 777 \$
Le Granit	88 550 \$	384 823 \$	144 347 \$	137 101 \$	754 821 \$
Le Haut-Richelieu	88 550 \$	331 924 \$	227 219 \$	122 499 \$	770 192 \$
Le Haut-Saint-François	88 550 \$	471 222 \$	233 108 \$	146 677 \$	939 557 \$
Le Haut-Saint-Laurent	88 550 \$	393 517 \$	146 341 \$	172 860 \$	801 268 \$
Le Rocher-Percé	140 000 \$	653 665 \$	301 506 \$	296 060 \$	1 391 231 \$
Le Val-Saint-François	88 550 \$	404 982 \$	140 461 \$	115 223 \$	749 216 \$
L'Érable	88 550 \$	413 547 \$	210 397 \$	197 560 \$	910 054 \$
Les Appalaches	88 550 \$	424 205 \$	266 969 \$	102 502 \$	882 226 \$
Les Basques	125 000 \$	380 955 \$	277 964 \$	129 584 \$	913 503 \$
Les Chénoux	115 000 \$	334 532 \$	204 488 \$	141 431 \$	795 451 \$
Les Collines-de-l'Outaouai	70 185 \$	372 484 \$	130 054 \$	137 761 \$	710 484 \$
Les Etchemins	115 000 \$	433 889 \$	256 789 \$	94 294 \$	899 972 \$
Les Îles-de-la-Madeleine	126 900 \$	358 597 \$	258 337 \$	205 682 \$	949 516 \$
Les Jardins-de-Napierville	88 550 \$	332 491 \$	133 496 \$	163 150 \$	717 687 \$
Les Laurentides	106 550 \$	554 984 \$	161 523 \$	120 971 \$	944 028 \$
Les Maskoutains	88 550 \$	362 630 \$	208 003 \$	124 340 \$	783 523 \$
Les Moulins	52 185 \$	- \$	226 089 \$	177 613 \$	455 887 \$
Les Pays-d'en-Haut	52 185 \$	353 320 \$	132 514 \$	98 380 \$	636 399 \$
Les Sources	115 000 \$	382 884 \$	252 950 \$	140 540 \$	891 374 \$

Question RP 17_Annexe 1

Répartition du Fonds de développement des territoires 2016-2017

MRC	Aide MRC 2014-2015	Pacte rural et agents ruraux 2014-2015	Aide au développement économique local	Fonds de développement régional	FDT 2016-2017
Lévis		- \$	359 007 \$	139 392 \$	498 399 \$
L'Île-d'Orléans	85 000 \$	213 847 \$	91 144 \$	112 951 \$	502 942 \$
L'Islet	115 000 \$	431 004 \$	257 514 \$	95 041 \$	898 559 \$
Longueuil		- \$	753 434 \$	928 953 \$	1 682 387 \$
Lotbinière	88 550 \$	405 664 \$	157 242 \$	83 332 \$	734 788 \$
Manicouagan	88 550 \$	337 699 \$	189 974 \$	234 791 \$	851 014 \$
Marguerite-d'Youville	52 185 \$	167 218 \$	157 462 \$	99 943 \$	476 808 \$
Maria-Chapdelaine	126 900 \$	548 546 \$	238 404 \$	217 472 \$	1 131 322 \$
Maskinongé	88 550 \$	718 819 \$	277 725 \$	173 677 \$	1 258 771 \$
Matanie	126 900 \$	457 606 \$	269 347 \$	138 781 \$	992 634 \$
Matawinie	88 550 \$	825 405 \$	273 534 \$	156 207 \$	1 343 696 \$
Mékinac	115 000 \$	418 323 \$	244 367 \$	183 939 \$	961 629 \$
Memphrémagog	88 550 \$	364 228 \$	157 311 \$	131 053 \$	741 142 \$
Minganie	125 550 \$	287 859 \$	221 122 \$	180 848 \$	815 379 \$
Mirabel	0 \$	313 141 \$	129 193 \$	92 590 \$	534 924 \$
Montcalm	88 550 \$	564 483 \$	215 856 \$	156 295 \$	1 025 184 \$
Montmagny	108 900 \$	439 078 \$	228 958 \$	91 365 \$	868 301 \$
Montréal		- \$	6 464 808 \$	2 085 681 \$	8 550 489 \$
Nicolet-Yamaska	88 550 \$	417 852 \$	217 988 \$	195 534 \$	919 924 \$
Papineau	106 550 \$	536 263 \$	244 786 \$	156 261 \$	1 043 860 \$
Pierre-de-Saurel	88 550 \$	319 508 \$	262 797 \$	117 627 \$	788 482 \$
Pontiac	126 900 \$	488 626 \$	220 074 \$	151 241 \$	986 841 \$
Portneuf	88 550 \$	580 122 \$	231 964 \$	150 409 \$	1 051 045 \$
Québec		- \$	1 324 418 \$	347 237 \$	1 671 655 \$
Rimouski-Neigette	88 550 \$	319 618 \$	237 094 \$	161 351 \$	806 613 \$
Rivière-du-Loup	88 550 \$	324 655 \$	220 963 \$	132 524 \$	766 692 \$
Robert-Cliche	88 550 \$	310 813 \$	204 341 \$	76 940 \$	680 644 \$
Roussillon	52 185 \$	211 563 \$	260 186 \$	217 326 \$	741 260 \$
Rouville	88 550 \$	324 858 \$	132 616 \$	91 279 \$	637 303 \$
Rouyn-Noranda	106 550 \$	233 026 \$	230 385 \$	282 868 \$	852 829 \$
Saguenay		- \$	708 651 \$	289 753 \$	998 404 \$
Sept-Rivières	106 550 \$	277 335 \$	194 932 \$	245 413 \$	824 230 \$
Shawinigan	115 000 \$	223 258 \$	307 892 \$	224 253 \$	870 403 \$
Sherbrooke		- \$	464 015 \$	227 030 \$	691 045 \$
Témiscamingue	115 000 \$	413 401 \$	201 185 \$	278 333 \$	1 007 919 \$
Témiscouata	115 000 \$	653 326 \$	284 204 \$	136 919 \$	1 189 449 \$
Thérèse-De Blainville	52 185 \$	- \$	254 362 \$	137 970 \$	444 517 \$
Trois-Rivières		- \$	553 021 \$	266 818 \$	819 839 \$
Vallée-de-l'Or	106 550 \$	409 682 \$	225 503 \$	306 935 \$	1 048 670 \$
Vaudreuil-Soulanges	52 185 \$	410 157 \$	194 724 \$	194 085 \$	851 151 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question n° 18

Sommes consacrées à la publication des avis publics municipaux dans les journaux par les municipalités en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018. Ventiler les sommes par municipalité.

Le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire ne collige pas de données sur les sommes consacrées à la publication des avis publics par les municipalités.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question n° 19

Liste des études permettant d'évaluer les coûts associés à la publication des avis publics municipaux dans les journaux.

Le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire ne détient aucune étude permettant d'évaluer les coûts associés à la publication des avis publics par les municipalités.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question n° 20

Sommes accordées en vertu du Fonds d'aide au rayonnement des régions (FARR), par région, pour l'exercice 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Aucune somme n'a été allouée en 2016-2017; le Fonds n'était pas en place.

Un montant de 30 M\$ est prévu pour 2017-2018. La répartition régionale sera annoncée lorsque le cadre normatif du programme sera approuvé.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 21

État de situation du régime de financement des centres d'urgence 9-1-1.

L'Entente 2007-2013 sur un partenariat fiscal et financier avec les municipalités a prévu une mesure visant à faire en sorte que tous les clients d'un service téléphonique soient désormais tenus de contribuer au financement des centres d'urgence 9-1-1, y compris ceux qui sont desservis par des fournisseurs de téléphonie sans fil, qui ne contribuaient pas jusqu'alors. Il a été décidé que cette mesure prendrait la forme d'une taxe municipale.

Les dispositions législatives requises pour la mise en œuvre de la mesure ont été adoptées par l'Assemblée nationale au printemps 2008 (projet de loi n° 84) et au printemps 2009 (projet de loi n° 45). Le règlement gouvernemental encadrant la taxe municipale pour le 9-1-1 est entré en vigueur le 26 juin 2009. Au cours de l'été et de l'automne 2009, les municipalités ont adopté leur règlement imposant la taxe. Le ministre a désigné, le 2 novembre 2009, l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 9-1-1 du Québec (l'Agence) comme l'organisme chargé de recevoir et de gérer le produit de la taxe municipale imposée aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1. Enfin, le conseil d'administration de l'Agence a adopté, le 13 novembre 2009, la formule de répartition du produit de cette taxe entre les municipalités.

La taxe municipale a commencé à s'appliquer le 1^{er} décembre 2009. Cette taxe, qui est de 0,40 \$ par mois par numéro de téléphone, remplace le tarif municipal mensuel de 0,47 \$, qui était appliqué depuis 1995. Les clients (utilisateurs des services de téléphonie filaire et sans fil) qui doivent maintenant payer cette taxe sont deux fois plus nombreux que ceux qui payaient le tarif municipal (i.e. les utilisateurs des services de téléphonie filaire), le nombre passant de 4,4 millions à plus de 8 millions. Les montants versés aux municipalités par l'Agence en 2010 (29,7 M\$ pour 11 mois), en 2011 (36,6 M\$), en 2012 (37,1 M\$), en 2013 (37,0 M\$), en 2014 (40,7 M\$) et en 2015 (37,6 M\$) constituent une majoration importante des sommes mises à la disposition des centres d'urgence 9-1-1 par rapport au régime antérieur (21,1 M\$ en 2009), permettant ainsi d'améliorer le service. Soulignons que le montant de la taxe 9-1-1 de 40,7 M\$ versé aux municipalités en 2014 incorpore des corrections reliées aux années précédentes par Revenu Québec, qui ne sont pas réparties entre les années.

En octobre 2013, le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire a entrepris une démarche de révision de la taxe municipale pour le 9-1-1, dont le montant était fixé à 0,40 \$ par mois depuis 2009. Conformément à l'obligation de consultation prévue par l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1), le Ministère a consulté, du 10 novembre au 8 décembre 2014, l'Union des municipalités du Québec, la Fédération québécoise des municipalités et la Ville de Montréal, les représentants des fournisseurs de services téléphoniques et les exploitants des centres d'urgence 9-1-1 sur l'option d'ajuster le montant mensuel de la taxe pour le 9-1-1, sans modifier aucune autre modalité de perception ou de gestion de la taxe. La Ville de Québec a aussi été consultée bien qu'il ne s'agissait pas d'une obligation légale. L'engagement d'actualiser le montant de la taxe a été inscrit dans l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019.

Le Règlement modifiant le Règlement encadrant la taxe municipale pour le 9-1-1 et autorisant le nouveau tarif mensuel de 0,46 \$ a été édicté le 24 février 2016. Les municipalités devaient, par la suite, procéder à la modification de leur propre règlement d'imposition de la taxe pour le 9-1-1 pour permettre l'augmentation à 0,46 \$ du montant de la taxe à compter du 1^{er} août 2016. Le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire a procédé à l'adoption du règlement pour les municipalités qui n'avaient pas modifié leur règlement municipal avant la date limite du 20 mai 2016 et un avis a été publié à cet effet dans la Gazette officielle du Québec du 30 juillet 2016. La hausse du montant de la taxe en vigueur depuis le 1^{er} août 2016 devrait produire des revenus additionnels de l'ordre de 6,4 M\$ sur une base annuelle. Pour 2016, le rehaussement de la taxe a produit des revenus additionnels de 2,8 M\$ à compter de l'entrée en vigueur du nouveau tarif mensuel le 1^{er} août 2016, pour un total de 40,4 M\$ en 2016.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 22

Liste des villes qui contestent en justice une décision du gouvernement. Indiquer le motif de la contestation et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec ces municipalités.

Municipalité de Saint-Augustin contre Procureur général du Québec

Réclamation sur contrat.

Le 16 décembre 2016, les parties ont conclu un règlement hors cour au moyen d'une « transaction et quittance », laquelle a mis fin au recours (la Municipalité a reçu, en règlement final, une somme de 205 000 \$).

Municipalité de Sainte-Anne-de-Beaupré contre Procureure générale du Québec

Requête introductive d'instance en injonction.

En juin 2016, un nouveau programme d'infrastructures mettant à contribution les gouvernements fédéral et du Québec a été mis sur pied et la Ville a présenté une demande de subvention dans le cadre de ce programme. Parallèlement, la Ville s'est désistée de son recours et son désistement a été déposé devant la Cour supérieure le 28 septembre 2016.

Ville de Chambly c. PGO. 500-17-088821-155

Requête en nullité de la décision de la ministre de la Sécurité publique de refuser que la Ville de Chambly crée son propre corps de police, et d'une décision du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire de maintenir la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent et de prolonger l'entente intermunicipale, jusqu'au 31 décembre 2020, à laquelle est partie la Ville de Chambly. La Ville de Richelieu est également intervenue à la requête.

La Cour d'appel a maintenu la décision de première instance et a rejeté la demande d'ordonnance de sauvegarde des deux villes.

Promotion Saguenay inc. c. la Procureure générale du Québec et l'Honorable Pierre Moreau

Requête en jugement déclaratoire visant à faire interpréter les articles 7.1, 9, 84, 93 et 94 de la Loi sur les compétences municipales (Chapitre C-47.1). Requête présentée, à la suite de la publication du « Rapport du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire concernant la vérification de Promotion Saguenay inc. », en septembre 2013.

Le 17 février dernier, Promotion Saguenay a formulé à la PGQ une demande de rencontre afin d'évaluer les intérêts et positions des parties au litige. Cette rencontre n'a toujours pas été fixée.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 22

Liste des villes qui contestent en justice une décision du gouvernement. Indiquer le motif de la contestation et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec ces municipalités.

Roche Ltée Groupe-conseil c. la Municipalité de Saint-Paul-de-Montminy et al.

La Municipalité de Saint-Paul-de-Montminy est le donneur d'ouvrage pour la conception et la réalisation de travaux visant à permettre la réfection, le remplacement ou la construction de son système de collecte et de traitement des eaux usées. Ces travaux font l'objet d'une subvention par le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM). Le 8 décembre 2015, la firme Roche Ltée Groupe-conseil (Roche) a déposé devant la Cour supérieure une requête introductive d'instance dans laquelle elle demande à ce que la Municipalité soit condamnée à lui rembourser la somme de 213 399, 57 \$ pour la surveillance des travaux mentionnés précédemment. La Municipalité a déposé un acte d'intervention forcée contre le MAMOT, demandant à la Cour de déclarer opposable MAMOT le jugement à intervenir sur la requête introductive d'instance.

Le 4 juillet 2016, la Cour supérieure a accueilli la requête en opposition déposée par la PGQ qui demandait le rejet de l'acte d'intervention forcée déposé contre elle par la Municipalité.

La Municipalité en appelle de cette décision devant la Cour d'appel du Québec. L'audition en appel est fixée au 7 juin 2017.

Municipalité de Saint-Bruno, Municipalité de Larouche et Municipalité d'Hébertville-Station c. La Procureure générale du Québec

Requête introductive d'instance en dommages et intérêts.

Ce dossier découle d'un projet de construction d'infrastructures pour l'alimentation en eau potable pour lequel une aide financière a été versée par le Ministère.

Les parties procèdent actuellement à l'élaboration du protocole de l'instance.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 23

Pour 2016-2017, fournir la liste des requêtes en cassation ou en annulation d'un règlement du conseil ou d'un procès-verbal, d'un rôle, d'une résolution ou d'une autre ordonnance du conseil ou du comité exécutif d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal, présentées par le procureur général du Québec. Indiquer les motifs des requêtes et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec les municipalités visées par ces requêtes.

La Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) contre la Municipalité de Saint-Henri-de-Taillon et la Procureure générale du Québec

Recours en annulation de règlements de la Municipalité de Saint-Henri-de-Taillon. Tarification abusive de la Sépaq pour les immeubles dont elle est propriétaire dans le « Parc national de la Pointe-Taillon ».

La PGQ demande aussi la nullité des règlements visés.

Une transaction est intervenue entre les parties au mois d'août 2016 conformément à l'article 2631 du Code civil du Québec. Conséquemment, le dossier a été fermé.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 24

Pour 2016-2017, fournir la liste des recours exercés par le procureur général du Québec en vertu des articles 838 à 843 du Code de procédure civile (chapitre C-25) contre un membre du conseil ou un fonctionnaire ou employé d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal qui est inhabile à exercer ses fonctions. Indiquer les motifs des recours et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions.

Aucun.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 25

Pour 2016-2017, fournir la liste des actions en déclaration d'inhabilité ou des requêtes en *quo warranto* intentées par le procureur général contre un élu municipal, un ancien élu municipal ou un candidat à un poste d'élu municipal. Indiquer les motifs des actions et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions électives.

Procureur général du Québec (PGQ) contre M^{me} Huguette Saucier et Municipalité de Preissac

Requête en déclaration d'inhabilité intentée par le PGQ contre M^{me} Huguette Saucier, mairesse de la Municipalité de Preissac. La requête a été déposée le 5 décembre 2012.

Une décision a été rendue à l'automne 2016. L'appel du PGQ a été rejeté. Le dossier est fermé.

La Procureure générale du Québec c. Jean-Claude Gingras et Ville de l'Assomption

Le 25 juin 2015, une requête introductive d'instance en déclaration d'inhabilité a été signifiée à M. Gingras. Cette requête s'appuie sur l'article 306 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et vise à faire déclarer M. Gingras inhabile à occuper sa charge d'élu municipal au motif qu'il a sciemment profité de son poste pour commettre un abus de confiance ou une inconduite visée par l'article 306 LERM.

Ce dossier a été fixé du 5 au 9 juin 2017, où M. Gingras témoignera pour sa défense.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 26

Pour 2016-2017, fournir la liste des requêtes demandant la confirmation judiciaire de la fin du mandat du membre d'un conseil municipal présentées par le procureur général. Indiquer les motifs des requêtes et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces requêtes n'occupent plus leurs fonctions électives.

Le Ministère n'a eu aucun dossier à cet effet.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 27

Pour 2016-2017, fournir la liste des vérifications effectuées par le ministère dans des municipalités. Indiquer les motifs des vérifications (soupçons d'inefficacité, de malversation, etc.), les objets visés par ces vérifications (contrats, avantages reçus par des élus, etc.), les suites de ces vérifications (recommandation à une municipalité, transfert d'un dossier au procureur général, etc.) et les dates prévues pour le dépôt des rapports à venir.

Travaux effectués par le Service de la vérification du Ministère en matière de gestion contractuelle (projet de loi n° 76 de 2010, chapitre I)

Depuis 2010, le Ministère effectue des vérifications (audits) portant principalement sur la gestion contractuelle faite par les organismes municipaux. Les travaux réalisés visent à s'assurer du respect des dispositions législatives pertinentes et des principes de saine gestion. L'équipe de vérification en gestion contractuelle est sous la responsabilité du Ministère et fait également partie de l'Unité permanente anticorruption (UPAC), ce qui permet l'échange de renseignements.

Les organismes municipaux faisant l'objet d'un audit sont sélectionnés à partir d'une analyse de risque qui tient compte des plaintes soumises au Ministère, de l'information recueillie en matière de gestion des programmes d'aide portant sur les infrastructures et des autres directions du Ministère, des partenaires de l'UPAC, ainsi que des informations diffusées par les médias ou toute autre source.

Les rapports produits incluent les commentaires des organismes municipaux audités et sont publiés sur le site Web du Ministère à l'adresse <http://www.mamot.couv.qc.ca/plaintes-et-gestion-contractuelle/rapports-de-verification/>. Les recommandations formulées aux organismes municipaux, et les directives émises, s'il y a lieu, font l'objet d'un suivi et visent à guider les responsables municipaux dans l'amélioration de la gestion municipale.

Au cours de 2016-2017, le Ministère a publié trois rapports d'audit :

- 1) Société de transport de l'Outaouais (STO) : Le mandat portait sur le processus d'attribution du contrat d'acquisition et de mise en service d'un système d'aide à l'exploitation et d'information aux voyageurs.
- 2) Municipalité de Saint-Prospère-de-Champlain : Le mandat concernait le processus relatif à l'attribution des contrats et tout autre aspect lié à l'administration municipale.
- 3) Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval : Le mandat concernait le processus relatif à l'attribution des contrats et tout autre aspect lié à l'administration municipale.

Les audits réalisés ont permis de constater, dans certains cas, le non-respect de dispositions législatives, notamment en ce qui concerne le mode d'attribution des contrats, la délégation du pouvoir de dépenser et le choix d'un système de pondération et d'évaluation des offres inadéquat. Des situations pour lesquelles de meilleures pratiques de gestion auraient pu être appliquées ont également été relevées, notamment en ce qui concerne la gestion de projet et les dépenses effectuées par cartes de crédit. Un total de vingt-six recommandations a été formulé aux trois organismes audités.

Au 20 mars 2017, trois mandats d'audit sont en cours de réalisation. Le suivi des recommandations concernant six municipalités ainsi que le suivi d'une directive sont en cours de réalisation.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 27

Pour 2016-2017, fournir la liste des vérifications effectuées par le ministère dans des municipalités. Indiquer les motifs des vérifications (soupçons d'inefficacité, de malversation, etc.), les objets visés par ces vérifications (contrats, avantages reçus par des élus, etc.), les suites de ces vérifications (recommandation à une municipalité, transfert d'un dossier au procureur général, etc.) et les dates prévues pour le dépôt des rapports à venir.

Un mandat d'accompagnement a également été effectué à la Ville de Lac-Mégantic.

L'équipe de vérification effectue également, à la demande de l'UPAC, des vérifications ponctuelles. Celles-ci concernent généralement l'analyse du processus d'attribution des contrats ou d'un aspect spécifique de la gestion d'une municipalité ayant fait l'objet d'un signalement à l'UPAC. Dans ces cas, un rapport interne est produit et destiné au Commissaire associé aux vérifications administratives de l'UPAC. Au cours de la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, dix-sept vérifications ponctuelles ont été complétées. Au 28 février 2017, quatorze vérifications ponctuelles sont en cours de réalisation.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 28

Liste des subventions versées aux différentes associations municipales en 2016-2017.

Veillez vous référer à la question particulière n° 38 du deuxième groupe d'opposition.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 29

État de la révision des schémas d'aménagement au Québec, fournir la liste complète des schémas complétés en 2016-2017 et la liste complète des schémas dont la révision connaît un retard, en précisant les raisons du retard. Indiquer la nature et l'objet des objections et demandes gouvernementales formulées pour assurer la conformité aux orientations gouvernementales. Indiquer quels schémas sont en cours d'analyse et n'ont pas fait l'objet d'un avis gouvernemental à ce jour.

Pour l'ensemble des 101 MRC, en date du 28 février 2017, la situation est la suivante (voir le tableau détaillé fourni à l'**annexe 1**) :

- 79 MRC disposent d'un schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) en vigueur. De celles-ci, 3 MRC disposent d'un SADR de 3^e génération en vigueur;
- 11 MRC ont adopté leur SADR, mais celui-ci n'est pas en vigueur;
- 9 MRC ont adopté leur projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR) sans avoir franchi d'autres étapes;
- 2 autres MRC, soit la MRC de La Côte-de-Beaupré et l'Agglomération de Montréal, n'ont pas encore entrepris la révision de leur schéma d'aménagement et de développement (SAD). Pour la MRC de La Côte-de-Beaupré, il s'agit d'une situation particulière puisque le SAD de cette MRC fut le dernier à être entré en vigueur, le 30 septembre 2002, à la suite du règlement d'un litige qui a porté sur la délimitation de la ligne des hautes eaux naturelles et qui a requis l'adoption d'une législation spéciale. La MRC de La Côte-de-Beaupré a, par ailleurs, adopté une modification qui remplace intégralement le contenu de son SAD dans le cadre de la concordance au plan d'aménagement et de développement (PMAD) de la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ). L'Agglomération de Montréal n'a pas entrepris la révision de son SAD, mais a respecté l'obligation qui lui était faite d'adopter un plan d'urbanisme unifié pour son territoire, ce dernier ayant été adopté le 23 novembre 2004.

Par ailleurs, les PMAD de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) et de la CMQ sont entrés en vigueur le 12 mars 2012 et le 15 juin 2012 respectivement.

La révision des SAD a été entreprise par la plupart des MRC en 1994. Le processus de révision prévoit l'adoption du PSADR (1^{er} projet) dans un délai de 2 ans de la date du début de la révision. La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) ne fixe aucun délai pour les étapes suivantes, soit l'adoption du second PSADR (2^e projet), la période des assemblées publiques de consultation et l'adoption finale du SADR.

En vertu de la LAU, la responsabilité du processus de révision des SAD appartient aux MRC. Le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire doit pour sa part statuer sur la conformité des SAD aux orientations gouvernementales en aménagement du territoire.

DEMANDE de renseignements particuliers n° 29 – ANNEXE 1

ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA RÉVISION DES SCHÉMAS D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT

Au 28 février 2017

Note : La trame grisée indique qu'il s'agit d'un territoire compris en totalité ou en partie dans le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) ou de la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ) selon le cas. Le terme MRC désigne ici les 87 MRC et les 14 villes ou agglomérations exerçant certaines compétences de MRC.

- 79 MRC disposent d'un schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) en vigueur. S'ajoutent également à ce total les 2 plans métropolitains d'aménagement et de développement (PMAD) de la CMM et de la CMQ qui sont entrés en vigueur le 12 mars 2012 et le 15 juin 2012 respectivement. Par ailleurs, la MRC de L'Assomption, la Ville de Gatineau et l'Agglomération de Longueuil disposent d'un SADR de 3^e génération en vigueur.

MRC et communauté métropolitaine	Date d'entrée en vigueur SADR/PMAD
Mirabel ¹	1996-04-30
Les Collines-de-l'Outaouais ²	1998-02-04
Papineau ³	1998-02-26
Le Haut-Saint-François	1998-06-16
Memphrémagog ⁴	1998-12-22
Antoine-Labelle	1999-03-24
Les Sources	1999-04-14
Shawinigan ⁵	1999-07-30
Agglomération de La Tuque	2000-03-24
Coaticook	2000-06-22
Beauharnois-Salaberry	2000-06-28
Les Laurentides	2000-06-29
Bellechasse	2000-08-08
Le Haut-Saint-Laurent	2000-11-01
Acton	2000-12-15
Pontiac	2001-02-23
La Matapédia	2001-05-09
Lac-Saint-Jean-Est	2001-06-27
La Matanie	2001-07-13
L'Île-d'Orléans	2001-08-22
Le Val-Saint-François	2002-08-09
Les Appalaches	2002-10-10
Les Moulins	2002-12-18
Maskinongé	2002-12-20
Le Granit ⁶	2003-04-25
Les Maskoutains	2003-09-18
La Côte-de-Gaspé	2004-03-31
Le Haut-Richelieu	2004-06-23
La Jacques-Cartier	2004-07-15
Vaudreuil-Soulanges ⁷	2004-10-22
Rouville	2005-02-04
Thérèse-De Blainville	2005-03-10
Beauce-Sartigan	2005-04-01
La Vallée-de-l'Or	2005-05-20
La Nouvelle-Beauce	2005-05-20
Lotbinière	2005-06-22
Les Pays-d'en-Haut	2005-10-27
Marguerite-D'Youville	2006-02-14

¹ La Ville de Mirabel a adopté un projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR) de 3^e génération le 7 mars 2005.

² La MRC des Collines-de-l'Outaouais a adopté un PSADR de 3^e génération le 18 avril 2013.

³ La MRC de Papineau a adopté un SADR de 3^e génération le 18 février 2015.

⁴ La MRC de Memphrémagog a adopté un PSADR de 3^e génération le 15 avril 2009.

⁵ La Ville de Shawinigan a adopté un PSADR de 3^e génération le 8 juillet 2014.

⁶ La MRC du Granit a adopté un PSADR de 3^e génération le 21 mai 2014.

⁷ La MRC de Vaudreuil-Soulanges a adopté un PSADR de 3^e génération le 27 janvier 2017.

MRC et communauté métropolitaine	Date d'entrée en vigueur SADR/PMAD
Les Etchemins	2006-03-22
Roussillon	2006-03-22
Arthabaska	2006-04-04
La Vallée-du-Richelieu	2007-02-02
Les Chenaux	2007-06-21
Maria-Chapdelaine	2007-06-27
La Mitis	2007-07-05
Bécancour	2007-12-18
Mékinac	2008-02-27
La Rivière-du-Nord	2008-03-18
Lévis	2008-09-16
Brome-Missisquoi	2008-09-23
Bonaventure	2008-10-10
Portneuf	2009-03-09
Montcalm	2009-05-08
Argenteuil	2009-06-01
Le Rocher-Percé	2010-01-14
Rimouski-Neigette	2010-03-25
Agglomération des Îles-de-la-Madeleine	2010-06-25
Robert-Cliche	2011-02-09
Témiscouata	2010-10-14
Abitibi	2010-10-18
L'Islet	2010-10-19
Rouyn-Noranda	2010-07-27
Nicolet-Yamaska	2011-05-19
Saguenay	2011-10-18
Charlevoix-Est	2012-01-10
Le Fjord-du-Saguenay	2012-03-02
Manicouagan	2012-04-03
Témiscamingue	2012-10-10
Communauté métropolitaine de Montréal (PMAD)	2012-03-12
Communauté métropolitaine de Québec (PMAD)	2012-06-15
L'Assomption ⁸	2012-12-19
L'Érable	2013-11-06
Les Jardins-de-Napierville	2014-12-16
Sherbrooke	2014-11-25
La Haute-Yamaska	2014-12-19
Charlevoix	2015-05-06
Le Domaine-du-Roy	2015-10-01
Gatineau ⁹	2015-12-04
Caniapiscau	2016-06-30
Kamouraska	2016-11-24
Agglomération de Longueuil ¹⁰	2016-12-19

⁸ La MRC de L'Assomption a adopté son SADR de 3^e génération qui est entré en vigueur le 19 décembre 2012.

⁹ La Ville de Gatineau a adopté son SADR de 3^e génération qui est entré en vigueur le 4 décembre 2015.

¹⁰ L'Agglomération de Longueuil a adopté un SADR de 3^e génération qui est entré en vigueur le 19 décembre 2016.

- 11 MRC ont adopté leur SADR mais celui-ci n'est pas en vigueur, soit en raison des objections et demandes gouvernementales formulées pour assurer la conformité aux orientations gouvernementales, soit parce qu'il est en cours d'analyse et que l'avis gouvernemental n'a pas été signifié à ce jour.

MRC	Date d'adoption du dernier SADR de remplacement
Avignon	2010-11-24
Joliette	2012-10-16
Matawinie	2014-07-09
Abitibi-Ouest	2016-10-26
	Date d'adoption du SADR
Deux-Montagnes	2006-03-22
D'Autray	2009-10-21
Rivière-du-Loup	2013-10-03
La Haute-Gaspésie	2014-10-14
Le Golfe-du-Saint-Laurent ¹¹	2015-07-21
	Date d'adoption du SADR
Drummond	2015-09-16
Trois-Rivières	2016-12-05

- 9 MRC ont adopté leur projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR) sans avoir franchi d'autres étapes.

MRC	Date d'adoption du PSADR
Pierre-De Saurel	2000-08-09
Les Basques	2001-10-18
Sept-Rivières	2002-02-19
Montmagny	2002-07-09
Minganie	2009-05-19
La Haute-Côte-Nord	2011-08-16
La Vallée-de-la-Gatineau ¹²	2015-08-18
Laval	2016-04-05
Agglomération de Québec	2016-05-04

- 2 MRC n'ont pas entrepris la révision de leur schéma d'aménagement et de développement (SAD).

MRC	Date d'entrée en vigueur du SAD de 1 ^{re} génération
La Côte-de-Beaupré ¹³	2002-09-30
Agglomération de Montréal	1987-12-31

¹¹ La MRC du Golfe-du-Saint-Laurent a été créée le 7 juillet 2010. Elle a adopté un règlement édictant son SAD qui, en vertu du décret de création de la MRC, correspond à un SADR.

¹² La MRC de La Vallée-de-la-Gatineau avait adopté un PSADR le 29 octobre 1999 pour lequel elle a reçu un avis de non-conformité. Elle a décidé d'abandonner ce projet et de recommencer le processus avec l'adoption d'un nouveau PSADR le 18 août 2015.

¹³ La MRC de La Côte-de-Beaupré a adopté une modification à son SAD qui fait la concordance au PMAD de la CMQ. Entré en vigueur le 17 janvier 2014, ce règlement remplace intégralement le contenu de son SAD de 1^{re} génération.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 30	Pour 2016-2017, fournir la liste des schémas d'aménagement révisés envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le Ministère. Indiquer le nombre de schémas approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de schémas révisés qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque schéma révisé non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du schéma révisé.
---------------	--

Projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR)									
	Nombre	MRC*	N° de règlement	Date de réception	Date de l'avis	Motifs du refus	Date de réception du SAD de remplacement	Avis sur remplacement	Date de l'avis
Signifiés	4								
Non conformes	1	Laval	S.A.D.R.-1	16-04-19	16-08-16	Avis disponibles sur demande		S. O.	
	1	Agglomération de Québec	PC2016-034	16-05-04	16-08-18				
En analyse	1	Roussillon	nd	16-11-03	Échéance légale : 17-03-01				
	1	Vaudreuil-Soulanges	232	17-02-15	Échéance légale : 17-06-15				
Schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR)									
	Nombre	MRC *	N° de règlement	Date de signification	Date de l'avis	Motifs du refus	Date de réception du SAD de remplacement	Avis sur remplacement	Date de l'avis
Signifiés	3								
Non conforme	1	Agglomération de Longueuil	CA-2014-210	16-05-05	16-09-02	Avis disponibles sur demande	S. O.		
En analyse	1	Abitibi-Ouest	03-2016	16-11-15	Échéance légale : 17-03-15				
	1	Trois-Rivières	2016, chapitre 170	16-12-12	Échéance légale : 17-04-11				
Remplacement de schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR)									
	Nombre	MRC *	N° de règlement	Date de signification	Date de l'avis	Motifs du refus	Date de réception du SAD de remplacement	Avis sur remplacement	Date de l'avis
Signifiés	3								
Conformes	1	Caniapiscau	103	16-04-13	16-06-30			S. O.	
	1	Kamouraska	196	16-10-24	16-11-24				
	1	Agglomération de Longueuil	CA-2016-255	16-10-28	16-12-19				

État de situation au 28 février 2017

* Le terme MRC désigne ici les 87 MRC et les 14 villes ou agglomérations exerçant certaines compétences de MRC.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 31	Pour 2016-2017, fournir la liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le Ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.
---------------	--

Projet de règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement pour lequel un avis du ministre est demandé							
	Nombre	MRC* et communauté métropolitaine	N° projet de règlement	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	
Signifiés	87						
Conformes = 48	2	Abitibi	155 156	16-12-19	17-02-09		
	2	Beauharnois-Salaberry	275 278	16-05-30 16-06-30	16-07-20 16-08-18		
	2	Bécancour	nd nd	16-06-29 16-10-07	16-08-18 16-11-22		
	2	Bonaventure	2016-08 2016-07	16-11-28	17-01-17 17-01-20		
	1	Coaticook	6-23.38	16-06-20	16-08-16		
	1	La Matanie	198-12-2016	16-07-18	16-09-13		
	1	La Matapédia	2016-10	16-06-17	16-08-11		
	1	La Nouvelle-Beauce	357-05-2016	16-05-27	16-07-08		
	1	La Rivière-du-Nord	302-16	16-12-16	17-02-03		
	2	La Vallée-de-la-Gatineau	2016-288 2016-299	16-04-14 16-11-10	16-06-02 16-12-15		
	2	La Vallée-du-Richelieu	32-16-25 32-16-26	16-09-02 16-09-12	16-10-27 16-11-09		
	3	Le Fjord-du-Saguenay	16-356 16-358 16-359	16-11-03 16-12-21	16-12-21 17-02-15 17-02-16		
	1	Le Granit	2016-09	16-05-11	16-06-29		
	1	Le Haut-Saint-François	438-16	16-11-29	17-01-17		
	1	Le Val-Saint-François	2016-05	16-10-04	16-11-22		
	3	Les Appalaches	163 166 167	16-06-16 16-06-20 16-07-21	16-08-11 16-08-16 16-09-06		
	2	Les Chenaux	2016-97 nd	16-11-09 16-12-01	16-12-15 17-01-17		
	1	Les Laurentides	317-2016	16-04-04	16-05-30		
	1	Les Moulins	97-33R-6	16-04-19	16-06-14		
	1	L'Île-d'Orléans	2016-02	16-10-14	16-12-08		
	4	Lotbinière	267-2016 268-2016 270-2016 271-2016	16-04-21	16-06-16		
	1	Maria-Chapdelaine	16-392	16-06-20	16-08-16		
	1	Maskinongé	nd	16-04-29	16-06-16		
						S. O.	

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 31	Pour 2016-2017, fournir la liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le Ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.
---------------	--

Projet de règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement pour lequel un avis du ministre est demandé								
	Nombre	MRC* et communauté métropolitaine	N° projet de règlement	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus		
Conformes (suite)	1	Agglomération de Montréal	P-RCG 14-029-1	16-06-27	16-08-18	S.O.		
	1	Nicolet-Yamaska	2016-08	16-06-21	16-08-16			
	1	Robert-Cliche	191-16	16-10-28	16-12-08			
			182	16-06-14	16-08-08			
	3	Roussillon	184	16-09-26	16-11-22			
			185	16-10-18	16-12-06			
	1	Saguenay	VS-RU-2016-XX	16-06-17	16-08-16			
	1	Sept-Rivières	2016-P01	16-04-29	16-06-16			
	2	Trois-Rivières	105/2016	16-12-12	17-01-27			
1	Vaudreuil-Soulanges	103/2016						
		167-20	16-09-06	16-10-27				
Non conformes = 28	1	Arthabaska	nd	16-07-15	16-09-13	Non conformes aux orientations gouvernementales		
	1	Beauharnois-Salaberry	279	16-08-31	16-10-26			
	1	Bécancour	nd	16-05-24	16-07-15			
	1	Bellechasse	2016-05-02	16-07-25	16-09-21			
	1	Bonaventure	2016-03	16-04-15	16-06-14			
	1	Brome-Missisquoi	08-0616	16-08-29	16-10-21			
	1	Drummond	MRC-800	16-05-19	16-07-14			
	1	La Côte-de-Gaspé	16-197	16-12-21	17-02-15			
	1	La Nouvelle-Beauce	362-08-2016	16-09-02	16-10-26			
	1	La Rivière-du-Nord	288-16	16-04-01	16-05-30			
	1	La Vallée-de-la-Gatineau	2016-300	16-11-01	16-12-21			
	1	La Vallée-du-Richelieu	32-16-24	16-05-16	16-07-14			
	1	Le Fjord-du-Saguenay	16-355	16-11-03	16-12-21			
	1	Le Rocher-Percé	296-2016	16-06-10	16-08-05			
	1	Les Appalaches	170	16-10-24	16-12-19			
	1	Les Collines-de-l'Outaouais	238-16	16-07-15	16-09-08			
	2	Les Moulins	97-33R-8	16-06-27	16-08-18			
			97-33R-9					
	1	Lotbinière	269-2016	16-04-21	16-06-16			
	1	Marquerite-D'Youville	162-28	16-04-19	16-06-17			
	2	Maskinongé	nd	16-10-04	16-11-30			
			nd	16-10-28	16-12-19			
	1	Memphrémagog	21-16	16-12-19	17-02-15			
	1	Agglomération de Montréal	P-RCG 14-029-2	16-10-07	16-11-30			
	1	Nicolet-Yamaska	2016-07	16-06-21	16-08-16			
	1	Rivière-du-Loup	216-16	16-08-31	16-10-19			
	1	Roussillon	180	16-04-25	16-06-23			
	1	Vaudreuil-Soulanges	167-19	16-04-26	16-06-22			

Étude des crédits 2017-2018

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 31

Pour 2016-2017, fournir la liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le Ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.

Projet de règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement pour lequel un avis du ministre est demandé

	Nombre	MRC* et communauté métropolitaine	N° projet de règlement	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	
En analyse = 11	1	Arthabaska	nd	17-01-04		Echéance légale : 17-03-05	
	1	Argenteuil	68-16-17	17-01-26		Echéance légale : 17-03-27	
	1	Beauharnois-Salaberry	285	17-02-24		Echéance légale : 17-04-25	
	1	Bécancour	nd	17-02-06		Echéance légale : 17-04-07	
	1	Charlevoix-Est	281-01-17	17-02-23		Echéance légale : 17-04-24	
	2	La Haute-Yamaska	2017-XXX	17-01-30		Echéance légale : 17-03-31	
			2017-XXX	17-01-30		Echéance légale : 17-03-31	
	1	Le Haut-Saint-François	439-17	17-02-03		Echéance légale : 17-04-04	
	1	Le Haut-Saint-Laurent	292-2017	17-02-01		Echéance légale : 17-04-02	
	1	Les Moulins	97-33R-11	17-02-22		Echéance légale : 17-04-23	
	1	Mirabel	PS-2164	17-02-23		Echéance légale : 17-04-24	

Un projet de règlement ne peut entrer en vigueur. Un avis peut être donné par le ministre eu égard à sa conformité sur demande de la MRC. Par conséquent, l'étape ultérieure s'avère être le règlement.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 31	Pour 2016-2017, fournir la liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le Ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.
---------------	--

Règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement							
	Nombre	MRC* et communauté métropolitaine	N° de règlement	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	
Signifiés	139						
Conformes = 105	1	Acton	2016-04	16-06-16	16-08-11	S. O.	
	1	Antoine-Labelle	452	16-07-15	16-09-06		
	1	Arthabaska	357	17-01-04	17-02-15		
	1	Avignon	2016-006	16-12-16	17-02-08		
	3	Beauharnois-Salaberry	275	16-08-31	16-10-26		
			278	16-09-30	16-11-22		
			279	16-12-05	17-01-26		
	1	Bécancour	370	16-10-07	16-11-22		
	2	Bonaventure	2016-03	16-11-28	17-01-17		
			2016-09	16-12-20	17-02-08		
	3	Coaticook	6-23.36	16-06-20	16-08-16		
			6-23.37				
			6-23.38	16-08-31	16-10-06		
	1	Drummond	MRC-803	16-09-22	16-11-11		
	1	La Côte-de-Gaspé	16-193	16-07-22	16-09-16		
	1	La Haute-Yamaska	2016-288	16-09-26	16-11-08		
	2	La Matanie	198-11-2016	16-05-05	16-06-16		
			198-12-2016	16-11-02	16-11-30		
	2	La Matapédia	2016-10	16-09-23	16-10-19		
			2016-07	16-10-21	16-12-06		
	2	La Nouvelle-Beauce	357-05-2016	16-08-24	16-09-21		
			362-08-2016	16-11-24	16-12-06		
	3	La Rivière-du-Nord	287-15	16-05-24	16-06-27		
			288-16	16-06-27	16-07-20		
			294-16	16-12-05	17-01-17		
	3	La Vallée-de-la-Gatineau	2015-278	16-04-01	16-05-27		
			2015-279	16-05-26	16-06-29		
			2015-281-1	16-09-13	16-11-09		
	5	La Vallée-du-Richelieu	32-11-13.1	16-04-01	16-05-27		
			32-16-24	16-08-30	16-10-06		
			32-16-26	16-12-07	17-01-27		
			32-16-25				
			32-16-27		17-02-03		
	1	Lac-Saint-Jean-Est	259-2016	16-07-18	16-09-15		
	2	L'Assomption	146-06	16-05-27	16-07-20		
			146-07	16-12-01	17-01-19		
	1	Le Fjord-du-Saguenay	16-356	17-01-27	17-02-21		

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 31	Pour 2016-2017, fournir la liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le Ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.
---------------	--

Règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement							
	Nombre	MRC* et communauté métropolitaine	N° de règlement	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	
Conformes (suite)	3	Le Granit	2016-06	16-06-02	16-07-08	S. O.	
			2016-09	16-07-20	16-08-18		
			2016-16	16-12-13	17-01-27		
	1	Le Haut-Richelieu	520	16-04-18	16-06-14		
	1	Le Haut-Saint-Laurent	287-2016	16-12-06	17-01-27		
	1	Le Rocher-Percé	296-2016	16-08-11	16-10-03		
	3	Le Val-Saint-François	2016-01	16-09-06	16-10-26		
			2014-03	16-11-10	16-12-15		
			2016-05	17-01-09	17-01-27		
	1	L'Érable	348	16-12-05	17-01-27		
	3	Les Appalaches	163	16-09-20	16-10-17		
			166	16-09-21			
			167	16-09-26			
	2	Les Chenaux	2016-97	17-01-25	17-02-08		
			2017-100				
	2	Les Collines-de-l'Outaouais	221-15	16-06-10	16-08-08		
			232-16	16-09-02	16-10-17		
	2	Les Jardins-de-Napierville	URB-205-1-2016	16-09-26	16-11-22		
			URB-205-2-2016	16-10-20	16-12-15		
	1	Les Laurentides	317-2016	16-06-29	16-08-18		
	1	Les Moulins	97-33R-6	16-08-25	16-10-06		
	2	Les Pays-d'en-Haut	320-2016	16-09-26	16-11-11		
			323-2016	16-10-21	16-11-14		
	1	Les Sources	229-2016	16-12-07	17-01-27		
	2	Lévis	RV-2015-15-04	16-05-02	16-06-29		
			RV-2016-16-15	16-10-24	16-12-09		
	1	L'Islet	01-2016	16-05-06	16-06-16		
	4	Lotbinière	268-2016	16-08-17	16-10-03		
			267-2016				
			271-2016				
			270-2016				
	1	Manicouagan	2015-05	16-05-03	16-06-02		
	2	Maria-Chapdelaine	16-385	16-05-17	16-06-29		
			16-392	16-09-26	16-10-17		
	1	Marguerite-D'Youville	162-28	16-07-18	16-09-13		
	2	Maskinongé	245-16	16-07-25	16-09-16		
			246-16	16-08-17	16-10-03		
	2	Memphrémagog	13-16-1	16-06-29	16-08-18		
			13-16-2	16-12-01	17-01-26		

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 31	Pour 2016-2017, fournir la liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le Ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.
---------------	--

Règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement							
	Nombre	MRC* et communauté métropolitaine	N° de règlement	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	
Conformes = (suite)	1	Memphrémagog	18-16	16-12-08	17-01-27	S. O.	
	1	Mirabel	S-203	16-07-05	16-08-19		
	1	Montréal	RCG 14-029-1	16-11-08	16-12-19		
	3	Nicolet-Yamaska	2016-02	16-06-07	16-07-20		
			2016-07	16-08-31	16-10-17		
			2016-08	16-09-02	16-10-21		
	1	Papineau	nd	16-11-07	16-12-15		
	1	Pontiac	227-2016	16-08-24	16-10-17		
	5	Agglomération de Québec	R.A.V.Q. 1045	16-06-23	16-07-20		
			R.A.V.Q. 1063	16-09-02	16-10-20		
			R.A.V.Q. 1073	16-10-20	16-12-08		
			R.A.V.Q. 1069	16-11-14	16-12-21		
			R.A.V.Q. 1077	16-12-09	17-01-27		
	1	Rivière-du-Loup	216-16	16-12-01	16-12-21		
	3	Robert-Cliche	184-16	16-04-25	16-06-02		
			183-16		16-06-27		
			186-16	16-05-24	16-07-20		
	6	Roussillon	176	16-04-19	16-06-03		
			178	16-05-17	16-06-29		
			179	16-06-15	16-08-08		
			180	16-09-19			
			182	16-09-20	16-11-09		
			184	16-12-06	17-01-27		
	1	Saguenay	VS-RU-2016-122	16-10-17	16-11-25		
	1	Sept-Rivières	03-2016	16-06-28	16-08-18		
	1	Témiscouata	02-10-21	16-04-11	16-06-02		
	2	Thérèse-De Blainville	16-03	16-07-11	16-09-06		
			16-04	16-09-26	16-11-14		
	1	Vaudreuil-Soulanges	167-20	16-12-13	17-02-08		
Non conformes = 10	1	La Haute-Yamaska	2016-287	16-07-19	16-09-13	Non conformes aux orientations gouvernementales	
	1	La Vallée-de-la-Gatineau	2015-281	16-04-01	16-05-27		
	1	La Vallée-du-Richelieu	32-15-22	16-12-07	17-02-03		
	1	Le Granit	2016-12	16-09-28	16-11-22		
	1	Le Haut-Saint-Laurent	286-2016	16-12-06	17-02-01		
	1	Les Maskoutains	16-443	16-05-18	16-07-14		
	1	L'Islet	03-2016	16-05-16	16-06-30		
	1	Rimouski-Neigette	9-16	16-09-26	16-11-11		
	1	Rouyn-Noranda	2016-893	16-09-01	16-10-27		
	1	Sherbrooke	1000-3	16-08-24	16-10-19		

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 31	Pour 2016-2017, fournir la liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le Ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.
---------------	--

Règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement							
	Nombre	MRC* et communauté métropolitaine	N° de règlement	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	
En analyse = 24	2	Bécancour	372 373	17-02-06		Échéance légale : 17-04-07	
	2	Bonaventure	2016-07 2016-08	17-02-20		Échéance légale : 17-04-21	
	1	Drummond	MRC-800	17-01-27		Échéance légale : 17-03-28	
	1	La Jacques-Cartier	18-2016	17-02-23		Échéance légale : 17-04-24	
	1	Laval	M.R.C.L.-4.22	17-02-10		Échéance légale : 17-04-11	
	1	Le Haut-Richelieu	528	17-02-15		Échéance légale : 17-04-16	
	1	Le Haut-Saint-François	438-16	17-02-22		Échéance légale : 17-04-23	
	1	Les Jardins-de-Napierville	URB-205-3-2016	17-01-18		Échéance légale : 17-03-19	
	1	Les Moulins	97-33R-9	17-01-23		Échéance légale : 17-03-24	
	1	Les Pays-d'en-Haut	323-2016 Corrigé	17-01-11		Échéance légale : 17-03-12	
	1	L'Île-d'Orléans	2016-02	17-02-16		Échéance légale : 17-04-17	
	1	Manicouagan	2016-08	17-01-30		Échéance légale : 17-03-31	
	1	Memphrémagog	19-16	17-02-20		Échéance légale : 17-04-21	
	1	Minganie	164-17-01-18	17-01-30		Échéance légale : 17-03-31	
	1	Agglomération de Montréal	RCG 14-029-2	17-01-05		Échéance légale : 17-03-01	
	1	Agglomération de Québec	R.A.V.Q. 1092	17-02-10		Échéance légale : 17-04-11	
	1	Robert-Cliche	191-16	17-02-24		Échéance légale : 17-04-25	
	2	Roussillon	186 185	17-02-06		Échéance légale : 17-04-07	
	1	Thérèse-De Blainville	16-06	17-01-27		Échéance légale : 17-03-28	
	2	Trois-Rivières	2017, chapitre 18 2017, chapitre 17	17-02-10		Échéance légale : 17-04-11	

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 31	Pour 2016-2017, fournir la liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le Ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.
---------------	--

Règlement de remplacement de règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement								
	Nombre	MRC* et communauté métropolitaine	N° de règlement	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus		
Signifiés	10							
Conformes = 8	1	Bécancour	364	16-04-04	16-05-31	S. O.		
	1	Le Granit	2016-10	16-06-02	16-07-08			
	2	Les Maskoutains	16-449	16-10-17	16-12-15			
			16-459	17-01-04	17-02-21			
	1	L'Islet	03-2016	16-08-10	16-09-28			
	1	Rimouski-Neigette	17-16	16-12-16	17-01-27			
			1000-4	16-07-08	16-08-18			
	2	Sherbrooke	1000-3-1	16-12-08	17-01-27			
Non conforme = 1	1	Le Haut-Richelieu	523	16-07-18	16-09-15	Non conformes aux orientations gouvernementales		
En analyse = 1	1	Rouyn-Noranda	2016-915	17-01-10	Échéance légale : 17-03-01			

État de situation au 28 février 2017

* Le terme MRC désigne ici les 87 MRC et les 14 villes ou agglomérations exerçant certaines compétences de MRC.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

1

Demande n° 32

Pour 2016-2017, fournir la liste des règlements de contrôle intérimaire envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le Ministère. Indiquer le nombre de règlements approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de règlements qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.

Règlement de contrôle intérimaire (RCI)								
	Nombre	MRC* et communauté métropolitaine	N° RCI	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	Remplacement règlement	Date avis gouv.
Signifiés	23							
Conformes = 14	1	Joliette	421-2016	16-11-10	16-12-15	S. O.		
	3	Les Appalaches	164	16-05-24	16-06-30			
			168	16-09-22	16-11-11			
			172	16-12-01	17-01-20			
	1	Les Basques	233	16-07-04	16-08-18			
	2	Lévis	RV-2016-15-89	16-06-27	16-08-18			
			RV-2016-15-98	16-08-09	16-10-03			
	1	Manicouagan	2016-09	16-08-23	16-10-03			
	1	Pontiac	231-2016	16-10-26	16-12-08			
	2	Agglomération de Québec	R.A.V.Q.954	16-05-19	16-07-14			
			R.A.V.Q. 955	16-09-02	16-10-26			
	1	Rimouski-Neigette	18-16	16-12-16	17-01-27			
Non conformes = 6	1	La Rivière-du-Nord	295-16	16-12-21	17-02-15	Non conformes aux orientations gouvernementales		
	2	Les Basques	237	16-11-28	17-01-26			
			238	16-11-28	17-01-26			
	1	Pontiac	223-2016	16-05-26	16-07-20			
	1	Témiscouata	01-15	16-07-15	16-09-09			
	1	Vaudreuil-Soulanges	230	16-08-11	16-10-03			
En analyse = 3	1	La Haute-Yamaska	2017-295	17-02-10			Echéance légale : 17-04-11	
	1	Pontiac	236-2016	17-01-04			Echéance légale : 17-03-01	
	1	Robert-Cliche	193-17	17-02-24			Echéance légale : 17-04-25	

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 32	Pour 2016-2017, fournir la liste des règlements de contrôle intérimaire envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le Ministère. Indiquer le nombre de règlements approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de règlements qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.					
Non conformes = 3	1	Communauté métropolitaine de Québec	2016-77	16-07-15	16-09-09	Non conformes aux orientations gouvernementales
	2	Deux-Montagnes	RCI-2005-01-32	16-07-20	16-09-15	
			RCI-2005-01-30	16-09-08	16-11-02	

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

4

Demande n° 32

Pour 2016-2017, fournir la liste des règlements de contrôle intérimaire envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le Ministère. Indiquer le nombre de règlements approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de règlements qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.

Modification de règlement de contrôle intérimaire									
	Nombre	MRC* et communauté métropolitaine	N° RCI	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	Remplacement règlement	Date signification	Date avis gouv.
En analyse = 7	1	Bécancour	375	17-02-22			Echéance légale : 17-04-23		
	1	Joliette	421.1-2016	17-02-21			Echéance légale : 17-04-22		
	1	Kamouraska	195	17-02-21					
	1	Les Sources	234-2017	17-02-08			Echéance légale : 17-04-09		
	2	Maria-Chapdelaine	16-407	17-01-13			Echéance légale : 17-03-14		
			16-406	17-01-13					
	1	Agglomération de Québec	R.A.V.Q. 1091	17-01-20			Echéance légale : 17-03-21		

Étude des crédits 2017-2018

5

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 32

Pour 2016-2017, fournir la liste des règlements de contrôle intérimaire envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le Ministère. Indiquer le nombre de règlements approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de règlements qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.

Règlement de contrôle intérimaire de remplacement									
	Nombre	MRC* et communauté métropolitaine	N° RCI	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	Remplacement règlement	Date signification	Date avis gouv.
Signifiés	5								
Conformes = 5	1	Coaticook	7-004 (2016)	16-06-20	16-08-16	S. O.			
	1	Communauté métropolitaine de Québec	2016-78	16-09-16	16-10-06				
	1	Deux-Montagnes	RCI-2005-01-29R	16-07-25	16-09-16				
	1	Deux-Montagnes	RCI-2005-01-32R	16-12-06	17-01-27				
	1	Vaudreuil-Soulanges	230-1	16-12-19	17-02-09				

État de situation au 28 février 2017

* Le terme MRC désigne ici les 87 MRC et les 14 villes ou agglomérations exerçant certaines compétences de MRC.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 33

Pour 2016-2017, fournir la liste des règlements et des autres actes municipaux, y compris les schémas d'aménagement et les règlements de contrôle intérimaire, soumis au ministère pour approbation. Indiquer le nombre d'actes approuvés, le nombre d'actes non approuvés et le délai entre la réception d'un acte et son approbation ou le refus de son approbation.

En vertu des lois en vigueur, les organismes municipaux doivent transmettre certains documents pour l'approbation de leurs actes financiers par le ministre.

Voici le détail **des actes financiers, c'est-à-dire règlements d'emprunt, engagements de crédit et cautionnements**, traités au Service de l'information financière et du financement du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017 :

Pendant la période, 1 858 actes financiers ont été approuvés, soit :

- 1 790 règlements d'emprunt;
- 30 engagements de crédit;
- 38 cautionnements.

Pendant la période, 8 actes financiers ont été refusés, soit :

- 7 règlements d'emprunt;
- Aucun engagement de crédit;
- 1 cautionnement.

Le délai moyen du traitement financier et juridique des actes financiers pendant cette période est de 29,8 jours.

LOI SUR LA FISCALITÉ MUNICIPALE - Approbation des proportions médianes des rôles d'évaluation foncière

En vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, l'évaluateur municipal doit établir annuellement à quelle proportion médiane de la valeur foncière réelle des unités d'évaluation correspondent les valeurs inscrites au rôle. À la réception de la proportion médiane mesurée par l'évaluateur, le Ministère procède à une validation du résultat et ensuite à son approbation lorsqu'il détermine qu'il a été établi conformément à la réglementation en vigueur.

Les 1 141 proportions médianes du rôle d'évaluation foncière ont été approuvées entre septembre et décembre 2016. On compte au moins 45 cas où le résultat établi par l'évaluateur était différent de celui vérifié par le Ministère. Dans une telle situation, le Ministère joint l'évaluateur concerné pour discuter des raisons justifiant l'écart et pour convenir des actions à mettre en œuvre pour rectifier la situation.

Le délai moyen de traitement pour l'approbation d'une proportion médiane du rôle d'évaluation foncière est de 3,6 jours.

Pour les schémas d'aménagement et les règlements de contrôle intérimaire, voir les réponses aux questions 30, 31 et 32.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 34

Liste complète des programmes, fonds et sommes du gouvernement fédéral dédiés aux municipalités (par exemple : mesures d'urgence, programmes d'infrastructures, bibliothèques, patrimoine, habitation, équipements sportifs, etc.) pour 2016-2017.

Programmes d'aide financière dédiés aux municipalités (participation du gouvernement fédéral)	
Programme	Aide financière fédérale 2016-2017
Fonds Chantiers Canada-Québec – Volets Collectivités et Grandes Villes (FCCQ – VCGV) ¹	62 913 008 \$
Fonds Chantiers Canada-Québec – Volet Grands Projets (FCCQ – GP) ¹	30 826 454 \$
Fonds Chantiers Canada-Québec – Volet Recherche et Planification Programme de recherche appliquée dans le domaine des infrastructures municipales (FCCQ – PRADIM) ¹	425 000 \$
Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec – Volet Fonds des petites collectivités (NFCCQ – FPC) ¹	4 339 625 \$
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU) ¹	21 908 732 \$
Taxe fédérale d'accise sur l'essence 2014-2018 (TECQ III) ²	541 500 000 \$
TOTAL	661 912 819 \$

¹ Il s'agit des dépenses prévues par le MAMOT correspondant à la part fédérale des travaux réalisés par les municipalités en date du 28 février 2017.

² Il s'agit des dépenses effectuées par la SOFIL correspondant à la part fédérale des travaux réalisés par les municipalités en date du 28 février 2017.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 35

Pour le Programme de renouvellement des conduites PRECO : la liste des demandes reçues pour 2016-2017 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées pour 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018.

Le Programme de renouvellement des conduites (PRECO) est terminé depuis le 31 janvier 2012.

Les sommes versées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018 sont :

Total des sommes versées en 2016-2017 au 24 février 2017	Prévision pour 2017-2018
Provincial : 24 170 405 \$	Provincial : 36 688 541 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 36

Pour le Fonds Chantiers Canada-Québec : pour chacun des volets et sous-volets, la liste des demandes reçues pour 2016-2017 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées en 2016-2017 pour chacun des volets et sous-volets.

Depuis août 2015, tous les sous-volets du Fonds Chantiers Canada-Québec sont fermés. Il n'est plus possible d'y soumettre une demande. Ainsi, aucune demande n'a été reçue en 2016-2017.

Les sommes versées en 2016-2017 pour chacun des volets et sous-volets sont :

Volets	Sous-volets	Total des sommes versées pour 2016-2017¹ Au 28 février 2017 (Provincial et Fédéral)	
Collectivités	1.1 Infrastructures d'eau potable ou d'eaux usées	Provincial :	7 695 100 \$ Fédéral : 80 667 \$
	1.2 Infrastructures de support au développement local ou régional	Provincial :	3 552 838 \$ Fédéral : 0 \$
	1.3 Infrastructures de support au développement local ou régional (« Top up »)	Provincial :	11 138 259 \$ Fédéral : 0 \$
Grandes Villes	2.1 Infrastructures d'eau potable ou d'eaux usées	Provincial :	1 614 846 \$ Fédéral : 112 993 \$
	2.2 Infrastructures de support au développement local ou régional	Provincial :	2 697 076 \$ Fédéral : 0 \$
Grands Projets	1.1 Infrastructures d'eau potable ou d'eaux usées	Provincial :	7 162 030 \$ Fédéral : 0 \$
	1.2 Infrastructures de support au développement local ou régional	Provincial :	3 918 550 \$ Fédéral : 0 \$
Recherche et Planification	1.1 Recherche appliquée dans le domaine des infrastructures municipales	Provincial :	109 360 \$ Fédéral : 109 360 \$
Total		Provincial :	37 888 059 \$ Fédéral : 303 020 \$

¹ Ces sommes se composent du capital et des intérêts.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 37

Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités : pour chacun des volets et sous-volets, la liste des demandes reçues pour 2016-2017 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité selon la région ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées en 2016-2017 pour chacun des volets et sous-volets. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2017-2018.

La liste des demandes reçues pour 2016-2017 incluant, pour chacune des demandes, la décision du Ministère, le montant accordé à la municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus est présentée à l'Annexe 1. Il est à noter que cette liste inclut également des demandes d'aide financière reçues au MAMOT avant le 1^{er} avril 2016 dans le cadre d'autres programmes que le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM), mais transférées au PIQM en 2016-2017.

Total des sommes versées en 2016-2017 et prévues en 2017-2018 pour chacun des volets et sous-volets (au 28 février 2017)

Volets	Sous-volets	Sommes	
		Versées 2016-2017	Prévues 2017-2018
1. Aqueduc et égouts	1.1 Infrastructures d'aqueduc et d'égouts (municipalités de 2 000 habitants et plus)	12 019 212 \$	9 326 497 \$
	1.2 Infrastructures d'aqueduc et d'égouts (municipalités de moins de 2 000 habitants)	8 957 987 \$	6 609 895 \$
	1.3 Infrastructures pour le développement économique en région	1 723 729 \$	713 236 \$
	1.4 Infrastructures d'aqueduc et d'égouts (pour toutes les municipalités)	34 639 830 \$	46 588 770 \$
	1.5 Infrastructures d'aqueduc et d'égouts- renouvellement de conduites	7 785 802 \$	19 045 657 \$
2. Projets à incidences économiques, urbaines ou régionales	2.1 Projets à incidences régionales ou urbaines	25 285 413 \$	32 960 785 \$
	2.2 Infrastructures municipales à la suite des regroupements	417 357 \$	241 818 \$
	2.3 Rivière Saint-Charles	20 545 \$	0 \$
	2.4 Acquisition d'immeubles à vocation collective pour les organismes communautaires	138 446 \$	0 \$
	2.5 Municipalité amie des aînés (MADA)	8 771 \$	4 500 000 \$
	2.6 Amphithéâtre de la Ville de Québec	7 465 845 \$	10 793 011 \$
3. Implantation et maintien d'expertises techniques		2 899 \$	1 637 769 \$
4. Plan Nord	4.1 Infrastructures municipales	98 835 \$	1 923 801 \$
	4.2 Accompagnement financier additionnel	0 \$	1 329 280 \$
5. Réfection et construction des infrastructures municipales	5.1 Projets d'infrastructures à vocations municipale et communautaire	561 346 \$	2 814 780 \$
TOTAL		99 126 017 \$	138 485 299 \$

Étude des crédits 2017-2018

ANNEXE 1

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 37	Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités : pour chacun des volets et sous-volets, la liste des demandes reçues pour 2016-2017 et pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées en 2016-2017 pour chacun des volets et sous-volets. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2017-2018.
---------------	---

DEMANDES REÇUES EN 2016-2017 - DU 1er AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017 (Sous-volets 1.5, 2.5, 4.1, 4.2 et 5.1)

Volet	Demandeur	Projet	Date demande reçue	Décision	Montant accordé	Motif de refus
PIQM-2008-1.5	Montmagny	Renouvellement de conduites	2016-04-08	Promesse	322 200 \$	
PIQM-2008-1.5	Baie-Saint-Paul	Renouvellement de conduites	2016-06-07	Refus		Annulation du projet
PIQM-2008-1.5	Pont-Rouge	Renouvellement de conduites	2016-06-10	En traitement		
PIQM-2008-1.5	Vaudreuil-Dorion	Renouvellement de conduites	2016-07-06	En traitement		
PIQM-2008-1.5	Sherbrooke	Réfection d'aqueduc dans le secteur Huntingville de Sherbrooke	2016-07-07	Promesse	1 006 705 \$	
PIQM-2008-1.5	Danville	Renouvellement de conduites	2016-08-05	En traitement		
PIQM-2008-1.5	Boucherville	Renouvellement de conduites	2016-10-15	En traitement		
PIQM-2008-1.5	Sherbrooke	Renouvellement de conduites	2016-11-28	En traitement		
PIQM-2008-1.5	Saint-François-du-Lac	Renouvellement de conduites	2016-12-07	Refus		Annulation du projet
PIQM-2008-1.5	Boischatel	Renouvellement de conduites	2016-12-16	Promesse	1 206 920 \$	
PIQM-2008-1.5	Québec	Renouvellement de conduites	2017-02-10	En traitement		
PIQM-2008-1.5	La Malbaie	Renouvellement de conduites	2017-02-23	En traitement		
PIQM-2008-2.5	Vallée-Jonction	Transformation de la gare en centre communautaire pour les aînés	2016-04-13	En traitement		
PIQM-2008-2.5	Saint-Léon-le-Grand	Parc municipal	2016-05-07	Refus		Projet non admissible
PIQM-2008-2.5	Bedford	Ajout de luminaires - chemin de Mystic	2016-07-26	En traitement		
PIQM-2008-2.5	Crabtree	Aménagement d'une rampe d'accès au bureau municipal	2016-07-28	En traitement		
PIQM-2008-2.5	Sainte-Madeleine-Riv.-Madeleine	Réno imm mun 142, Principale pour y installer une salle d'exercice et table billard	2016-08-25	En traitement		
PIQM-2008-2.5	Notre-Dame-des-Prairies	Aménagement d'un espace intergénérationnel au parc Raymond-Villeneuve	2016-09-24	En traitement		
PIQM-2008-4.1	Sept-Îles	Prolongation des services municipaux dans le parc industriel Ferco	2016-06-28	En traitement		
PIQM-2008-4.1	Baie-Comeau	Prolongement de l'avenue du Labrador	2016-10-25	Promesse	571 066 \$	
PIQM-2008-4.2	Baie-Comeau	Prolongement de l'avenue du Labrador	2016-10-25	Promesse	56 239 \$	
PIQM-2008-5.1	Montcalm	Rénovation de l'hôtel de ville / garage municipal	2016-04-20	Refus		Projet non admissible
PIQM-2008-5.1	Sainte-Sophie	AGRANDISSEMENT GARAGE MUNICIPAL	2016-04-29	Refus		Projet non admissible
PIQM-2008-5.1	Lac-Drolet	Réfection de la toiture de la caserne, du garage municipal et de l'abri à sel.	2016-05-12	Refus		Projet non sélectionné
PIQM-2008-5.1	Carleton-sur-Mer	Travaux de réfection de l'hôtel de ville	2016-05-14	Refus		Projet non admissible
PIQM-2008-5.1	Barraute	Bâtiment multi-usages pour les services municipaux	2016-05-20	Refus		Projet non sélectionné
PIQM-2008-5.1	Lochaber-Partie-Ouest	Construction d'un garage municipal	2016-05-27	En traitement		

Étude des crédits 2017-2018

ANNEXE 1

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 37	Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités : pour chacun des volets et sous-volets, la liste des demandes reçues pour 2016-2017 et pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées en 2016-2017 pour chacun des volets et sous-volets. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2017-2018.
---------------	---

DEMANDES REÇUES EN 2016-2017 - DU 1er AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017 (Sous-volets 1.5, 2.5, 4.1, 4.2 et 5.1)

Volet	Demandeur	Projet	Date demande reçue	Décision	Montant accordé	Motif de refus
PIQM-2008-5.1	Saint-Rémi-de-Tingwick	Réfection de l'entrepôt d'abrasifs	2016-06-29	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Princeville	Construction d'une caserne de pompiers	2016-07-05	En traitement		
PIQM-2008-5.1	R.I. Roxton	Toiture de la salle communautaire et changement de pompe submersive pour puit	2016-07-05	Refus		Projet non sélectionné
PIQM-2008-5.1	Mille-Isles	Réfection et mise aux normes de l'hôtel de ville et la salle communautaire	2016-07-06	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Waterloo	Relocalisation urgente d'une caserne de pompiers	2016-07-07	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Saint-Didace	Le Saint-Didace Multi Espace communautaire	2016-07-09	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Rivière-du-Loup	Parc maritime de la Pointe de Rivière-du-Loup	2016-07-12	Refus		Projet non admissible
PIQM-2008-5.1	Pont-Rouge	Relocalisation d'organismes communautaires et de l'administration	2016-07-13	Refus		Projet non sélectionné
PIQM-2008-5.1	Bonaventure	Vétusté et réaménagement de l'hôtel-de-Ville	2016-07-15	Refus		Projet non sélectionné
PIQM-2008-5.1	Windsor	Mise à niveau et agrandissement de la partie caserne du garage municipal	2016-07-23	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Témiscouata-sur-le-Lac	Centre communautaire, sportif et d'événements	2016-07-30	Refus		Projet non admissible
PIQM-2008-5.1	Scott	Construction d'une nouvelle caserne de pompiers	2016-07-30	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Morin-Heights	Rehabilitation du Chalet Bellevue	2016-08-03	Refus		Projet non admissible
PIQM-2008-5.1	Chénéville	Centre communautaire St-Félix-de-Valois	2016-08-04	Refus		Projet non sélectionné
PIQM-2008-5.1	Port-Daniel--Gascons	Réfection du centre communautaire du Vieux couvent de Gascons	2016-08-05	Refus		Projet non sélectionné
PIQM-2008-5.1	Saint-Isidore-de-Clifton	Construction d'un garage municipal et conversion en caserne incendie	2016-08-06	Refus		Projet non admissible
PIQM-2008-5.1	Saint-Félix-de-Kingsey	Mise à niveau du Carrefour St-Félix	2016-08-11	Refus		Projet non sélectionné
PIQM-2008-5.1	Val-des-Monts	Construction d'un nouveau garage municipal dans le secteur Nord de la Municipalité	2016-08-19	Refus		Projet non admissible
PIQM-2008-5.1	Ascot Corner	Aménagement d'un nouveau garage municipal	2016-08-20	Refus		Projet non sélectionné
PIQM-2008-5.1	Saint-Pascal	Conversion d'une infrastructure existante en hôtel de ville	2016-08-25	Refus		Projet non sélectionné
PIQM-2008-5.1	Saint-Anaclet-de-Lessard	Réfection de la patinoire et skate parc	2016-09-09	Refus		Abandon par le requérant
PIQM-2008-5.1	Chertsey	Construction de la nouvelle caserne de pompier	2016-09-23	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Pincourt	Construction d'un bâtiment municipal et agrandissement de la caserne existante	2016-09-27	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Sainte-Victoire-de-Sorel	Construction d'une caserne satellite	2016-09-30	Refus		Projet non admissible
PIQM-2008-5.1	Rémigny	Isolation et réparation de la toiture de l'édifice municipal	2016-10-04	En traitement		

Étude des crédits 2017-2018

ANNEXE 1

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 37	Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités : pour chacun des volets et sous-volets, la liste des demandes reçues pour 2016-2017 et pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées en 2016-2017 pour chacun des volets et sous-volets. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2017-2018.
---------------	---

DEMANDES REÇUES EN 2016-2017 - DU 1er AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017 (Sous-volets 1.5, 2.5, 4.1, 4.2 et 5.1)

Volet	Demandeur	Projet	Date demande reçue	Décision	Montant accordé	Motif de refus
PIQM-2008-5.1	Saint-Ignace-de-Stanbridge	Construction d'un garage municipal	2016-10-07	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Saint-Faustin--Lac-Carré	Construction d'un nouveau garage, agrandissement et réaménagement de l'hôtel de ville	2016-10-08	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Saint-Simon	Construction d'un centre communautaire multifonctionnel	2016-10-13	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Les Basques	Construction et acquisition d'un bâtiment à des fins industrielles	2016-10-19	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Les Basques	Construction d'un bâtiment industriel dans la municipalité de Notre-Dame-des-Neiges	2016-10-19	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Duparquet	Amélioration énergétique du centre communautaire	2016-10-20	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Bury	Agrandissement de la caserne d'incendie de Bury	2016-10-22	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Saint-Félicien	Réfection foyer culturel (secteur St-Méthode)	2016-10-29	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Farnham	Amélioration du Centre communautaire de Farnham (anciennement nommé Centre d'Art).	2016-11-01	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Sainte-Clotilde-de-Beauce	Remplacement et amélioration majeurs de toiture et des accès-centre multifonctionnel	2016-11-15	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Armagh	Agrandissement du garage municipal d'Armagh	2016-11-17	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	Construction d'une caserne Satellite	2016-11-17	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Lac-Sainte-Marie	Projet de relocalisation de la bibliothèque municipale	2016-11-18	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Les Îles-de-la-Madeleine	Construction Centre de services - Services techniques et réseaux publics	2016-11-22	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Grenville-sur-la-Rouge	Construction d'une caserne	2016-11-24	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Charlevoix-Est	Intégration du service de développement économique de la MRC de Charlevoix-Est (MDC)	2016-12-21	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Saint-Modeste	Transformation de l'église en salle communautaire	2016-12-21	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Matane	Mises aux normes de l'hôtel de ville de la Ville de Matane	2016-12-22	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Matane	Mises aux normes de la caserne incendie de la Ville de Matane	2016-12-22	En traitement		
PIQM-2008-5.1	L'Ascension-de-Patapédia	Construction d'une nouveau garage municipal	2017-01-17	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Varenes	Agrandissement et mise aux normes de la caserne de pompiers	2017-01-20	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Saint-Damase	Agrandissement de la caserne du service des incendies	2017-01-23	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Sainte-Béatrix	Rénovation et agrandissement de la caserne	2017-01-23	En traitement		

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

ANNEXE 1

Demande n° 37	Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités : pour chacun des volets et sous-volets, la liste des demandes reçues pour 2016-2017 et pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées en 2016-2017 pour chacun des volets et sous-volets. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2017-2018.
---------------	---

DEMANDES REÇUES EN 2016-2017 - DU 1er AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017 (Sous-volets 1.5, 2.5, 4.1, 4.2 et 5.1)

Volet	Demandeur	Projet	Date demande reçue	Décision	Montant accordé	Motif de refus
PIQM-2008-5.1	Sainte-Brigitte-de-Laval	Réaménagement de l'accueil des services de l'urbanisme et des loisirs	2017-01-23	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Port-Daniel--Gascons	Réfection du centre communautaire du Vieux couvent de Gascons	2017-02-10	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Cap-Santé	RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT ESPACES MUNICIPAUX	2017-02-16	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Béthanie	Réfection et mise aux normes de l'hôtel de ville et centre communautaire	2017-02-21	En traitement		
PIQM-2008-5.1	Lac-Mégantic	Caserne 30	2017-02-23	En traitement		

TOTAL **80 demandes reçues**

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 38

Pour le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale: pour chacun des volets et sous-volets, indiquer les sommes versées pour 2016-2017 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 décembre 2016.

Le programme Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (FIMR) est terminé depuis le 31 décembre 2014.

Les sommes versées pour 2016-2017, pour chacun des volets et des sous-volets, sont :

Volets	Total des sommes versées MAMOT 2016-2017¹	Total des sommes versées SOFIL 2016-2017
1. Infrastructures pour l'eau potable et les eaux usées	Provincial : 993 972 \$ Fédéral : 0 \$	Provincial : 12 261 886 \$ Fédéral : 0 \$
2. Développement des connaissances relatives aux infrastructures municipales	Provincial : 0 \$ Fédéral : 0 \$	Provincial : 0 \$ Fédéral : 0 \$
3. Infrastructures de soutien au développement local ou régional	Provincial : 7 782 \$ Fédéral : 0 \$	Provincial : 8 496 533 \$ Fédéral : 0 \$
Total	Provincial : 1 001 754 \$ Fédéral : 0 \$	Provincial : 20 758 419 \$ Fédéral : 0 \$

Voir Annexe pour le détail par municipalité.

Tous les travaux ont été complétés au 31 décembre 2016.

¹ La part provinciale est versée sur dix ans lorsque l'aide financière est de plus de 100 000 \$. Les intérêts sont inclus aux versements présentés. De plus, ces remboursements de service de dette sont effectués par la SOFIL pour les projets ou pour les portions d'un projet complétés au 31 mars 2012 et par le MAMOT pour les projets ou pour les portions d'un projet complétés à partir du 1^{er} avril 2012. Ce changement a été apporté afin de réduire l'impact budgétaire à la SOFIL à la suite de l'entrée en vigueur au 1^{er} avril 2012, de la nouvelle norme comptable sur les paiements de transfert qui aurait obligé la SOFIL à inscrire la dépense en fonction de la réalisation des travaux au lieu que l'inscription soit effectuée comme au MAMOT en fonction du remboursement du service de dette à effectuer. La part fédérale a été complètement versée.

Demande n° 38 : Pour le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale: pour chacun des volets et sous-volets, indiquer les sommes versées pour 2016-2017 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 décembre 2016.

Sommes versées part provinciale 2016-2017 - du 1^{er} avril 2016 au 24 février 2017

Volet	Demandeur	Titre du projet	Date de chèque	Montant versé	Contributeur SOFIL / MAMOT
1.0	Amos	Réfection de la 4 ^{ème} Avenue Amos	2016-12-09	99 003 \$	SOFIL
1.0	Ange-Gardien	Réservoir d'eau potable et conduite d'amenée et de distribution d'eau (RÉVISION du formulaire no. 610528, daté du 31 mai 2006).	2016-08-24	95 252 \$	SOFIL
1.0	Auclair	Assainissement des eaux usées	2016-04-01	5 841 \$	SOFIL
1.0	Auclair	Assainissement des eaux usées	2016-04-15	24 196 \$	SOFIL
1.0	Auclair	Assainissement des eaux usées	2016-11-25	64 942 \$	SOFIL
1.0	Batiscan	Remplacement de la conduite d'aqueduc et drainage, rue Principale	2016-05-12	34 170 \$	SOFIL
1.0	Beauharnois	Mise aux normes usine de production d'eau potable ville de Beauharnois - secteur Melocheville	2016-05-22	13 864 \$	SOFIL
1.0	Beauharnois	Mise aux normes usine de production d'eau potable ville de Beauharnois - secteur Melocheville	2016-05-22	11 273 \$	MAMOT
1.0	Beaumont	Secteur Charles Couillard et école de la Marelle - Distribution de l'eau potable et collecte des eaux usées	2017-02-16	42 965 \$	SOFIL
1.0	Bedford	Réfection des réseaux d'aqueduc et d'égout de la rue Elisabeth	2016-09-16	60 907 \$	SOFIL
1.0	Boisbriand	Mise à niveau de la station d'épuration des eaux usées	2016-08-18	690 789 \$	SOFIL
1.0	Boischatel	Réfection de l'avenue Royale entre la limite ouest de la municipalité (soit le pont de la rivière Montmorency) et la côte de l'Église.	2016-08-05	125 868 \$	SOFIL
1.0	Brownsburg-Chatham	Travaux d'augmentation de la capacité et de mise aux normes de l'usine de filtration	2016-08-11	44 348 \$	SOFIL
1.0	Brownsburg-Chatham	Mise aux normes de l'alimentation en eau potable du secteur St-Philippe	2016-10-19	17 169 \$	SOFIL
1.0	Bryson	Assainissement des eaux usées.	2017-01-26	124 369 \$	SOFIL
1.0	Cap-Santé	Prolongement du réseau d'égout domestique - Secteur Est	2016-05-16	62 651 \$	SOFIL
1.0	Cap-Santé	Prolongement du réseau d'égout domestique - Secteur Est	2016-12-11	12 167 \$	SOFIL
1.0	Carignan	Mise aux normes et modifications de l'usine de filtration	2016-09-16	67 674 \$	SOFIL
1.0	Chapais	Projet d'infrastructures d'alimentation en eau potable	2017-02-24	111 465 \$	SOFIL
1.0	Chelsea	Assainissement des eaux usées du secteur Farm Point	2016-10-21	5 014 \$	MAMOT
1.0	Chelsea	Assainissement des eaux usées du secteur Farm Point	2016-10-21	5 753 \$	MAMOT
1.0	Chelsea	Assainissement des eaux usées du secteur Farm Point	2016-12-27	102 701 \$	MAMOT
1.0	Cowansville	Usine de filtration Système de dosage permanent de charbon activé et améliorations au système de contrôles	2016-04-01	13 347 \$	SOFIL
1.0	Daveluyville	Mise aux normes de l'usine de filtration de l'eau potable	2016-06-16	205 \$	SOFIL
1.0	Daveluyville	Mise aux normes de l'usine de filtration de l'eau potable	2017-02-10	11 449 \$	SOFIL
1.0	Deux-Montagnes	Mise aux normes de l'usine de filtration de Deux-Montagnes	2016-09-04	64 878 \$	SOFIL
1.0	Donnacoona	Usine d'eau potable de Donnacoona	2017-01-30	139 142 \$	SOFIL
1.0	East Farnham	Projet d'implantation d'infrastructures de collecte des eaux usées pour le secteur Village et le secteur Jones	2016-07-18	104 273 \$	SOFIL
1.0	East Hereford	Construction d'un nouveau puits	2016-10-12	10 986 \$	SOFIL
1.0	Franklin	Distribution d'eau potable et assainissement des eaux usées dans le secteur St-Antoine-Abbé	2016-12-13	57 611 \$	SOFIL
1.0	Frontenac	Réhabilitation du puits 4-A et construction d'un réservoir avec poste de surpression	2016-08-16	27 602 \$	SOFIL
1.0	Gaspé	Réaménagement de la rue de la Reine	2016-05-19	60 181 \$	SOFIL
1.0	Gaspé	Réaménagement de la rue de la Reine	2016-08-22	26 087 \$	SOFIL
1.0	Gaspé	Mise aux normes de l'eau potable du secteur Anse-au-Griffon	2016-10-24	35 256 \$	SOFIL

Demande n° 38 : Pour le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale: pour chacun des volets et sous-volets, indiquer les sommes versées pour 2016-2017 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 décembre 2016.

Sommes versées part provinciale 2016-2017 - du 1^{er} avril 2016 au 24 février 2017

Volet	Demandeur	Titre du projet	Date de chèque	Montant versé	Contributeur SOFIL / MAMOT
1.0	Gaspé	Mise aux normes de l'eau potable du secteur Anse-au-Griffon	2016-10-24	8 814 \$	SOFIL
1.0	Grand-Saint-Esprit	Alimentation en eau potable - Mise aux normes	2016-04-15	30 471 \$	SOFIL
1.0	Grosses-Roches	Mise aux normes eau potable	2016-06-18	472 \$	MAMOT
1.0	Grosses-Roches	Mise aux normes eau potable	2016-06-18	6 339 \$	SOFIL
1.0	Grosses-Roches	Mise aux normes eau potable	2016-09-28	48 750 \$	SOFIL
1.0	Hinchinbrooke	Collecte, interception et traitement des eaux usées - Secteur Athelstan	2016-12-15	66 826 \$	SOFIL
1.0	Hudson	Assainissement des eaux usées et d'alimentation en eau potable	2016-06-12	865 206 \$	SOFIL
1.0	Joliette	Réfection des réseaux au centre-ville de Joliette, rues Notre-Dame, Manseau, Place Bourget (de Notre-Dame à St-Louis) et St-Paul	2016-09-01	152 343 \$	SOFIL
1.0	Joliette	Réfection des réseaux au centre-ville de Joliette, rues Notre-Dame, Manseau, Place Bourget (de Notre-Dame à St-Louis) et St-Paul	2016-12-15	40 297 \$	SOFIL
1.0	Kiamika	Traitement des eaux usées	2017-02-22	50 981 \$	SOFIL
1.0	Kiamika	Traitement des eaux usées	2017-02-22	12 438 \$	SOFIL
1.0	La Tuque	USINE DE TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE LA TUQUE	2016-09-30	333 \$	MAMOT
1.0	La Tuque	USINE DE TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE LA TUQUE	2016-09-30	5 249 \$	SOFIL
1.0	La Tuque	USINE DE TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE LA TUQUE	2016-10-04	232 895 \$	SOFIL
1.0	Lac-aux-Sables	Construction d'un système de traitement d'eaux usées	2016-07-03	147 846 \$	MAMOT
1.0	Lac-Etchemin	Remplacement de la canalisation du ruisseau Mailhot (égout pluvial)	2016-08-12	2 148 \$	SOFIL
1.0	Lac-Etchemin	Remplacement de la canalisation du ruisseau Mailhot (égout pluvial)	2016-08-12	44 241 \$	SOFIL
1.0	Lac-Sainte-Marie	Mise aux normes de la station de traitement des eaux usées existante	2016-07-13	25 991 \$	SOFIL
1.0	Lac-Saint-Paul	Réalisation des travaux relatifs au captage et au traitement de l'eau	2016-04-18	4 315 \$	SOFIL
1.0	Lac-Saint-Paul	Réalisation des travaux relatifs au captage et au traitement de l'eau	2016-04-18	17 262 \$	SOFIL
1.0	Léry	Assainissement des eaux usées et mise en place d'un réseau d'aqueduc dans le secteur des Parcs et du chemin Saint-Louis	2016-07-25	109 909 \$	SOFIL
1.0	Léry	Assainissement des eaux usées et mise en place d'un réseau d'aqueduc dans le secteur des Parcs et du chemin Saint-Louis	2016-07-25	52 641 \$	MAMOT
1.0	Léry	Assainissement des eaux usées et mise en place d'un réseau d'aqueduc dans le secteur des Parcs et du chemin Saint-Louis	2016-07-25	114 573 \$	SOFIL
1.0	Les Coteaux	Mise aux normes des ouvrages d'approvisionnement en eau potable	2016-06-29	2 189 \$	SOFIL
1.0	Les Coteaux	Mise aux normes des ouvrages d'approvisionnement en eau potable	2016-06-29	16 213 \$	MAMOT
1.0	Les Coteaux	Mise aux normes des ouvrages d'approvisionnement en eau potable	2016-06-29	73 607 \$	SOFIL
1.0	L'Île-Perrot	Usine de filtration de l'Île-Perrot mise en conformité	2016-09-28	34 695 \$	SOFIL
1.0	Magog	Usine de traitement d'eau potable	2016-09-08	57 643 \$	MAMOT
1.0	Magog	Usine de traitement d'eau potable	2016-09-08	501 \$	SOFIL
1.0	Magog	Usine de traitement d'eau potable	2016-09-08	232 574 \$	SOFIL
1.0	McMasterville	Réfection de l'aqueduc du boulevard Constable et de la station de pompage Mon Loisir	2016-07-31	58 548 \$	SOFIL
1.0	McMasterville	Réfection de l'aqueduc du boulevard Constable et de la station de pompage Mon Loisir	2016-07-31	116 854 \$	SOFIL
1.0	Montebello	Réhabilitation du collecteur St-Dominique et égout pluvial sur les rues Laval, Roupe et St-François-Xavier	2016-06-29	28 633 \$	SOFIL
1.0	Mont-Tremblant	Mise à niveau de l'usine de traitement d'eau potable de Mont-Tremblant - Secteur Village	2016-12-07	215 876 \$	MAMOT
1.0	Mont-Tremblant	Mise à niveau de l'usine de traitement d'eau potable de Mont-Tremblant - Secteur Village	2016-12-07	45 193 \$	SOFIL

Demande n° 38 : Pour le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale: pour chacun des volets et sous-volets, indiquer les sommes versées pour 2016-2017 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 décembre 2016.

Sommes versées part provinciale 2016-2017 - du 1^{er} avril 2016 au 24 février 2017

Volet	Demandeur	Titre du projet	Date de chèque	Montant versé	Contributeur SOFIL / MAMOT
1.0	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	Projet de mise aux normes des ouvrages d'alimentation en eau potable, de distribution, de collecte et de réfection d'ouvrages d'assainissement des eaux	2016-06-11	2 050 \$	SOFIL
1.0	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	Projet de mise aux normes des ouvrages d'alimentation en eau potable, de distribution, de collecte et de réfection d'ouvrages d'assainissement des eaux	2016-11-18	150 427 \$	SOFIL
1.0	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	Projet de mise aux normes des ouvrages d'alimentation en eau potable, de distribution, de collecte et de réfection d'ouvrages d'assainissement des eaux	2017-02-08	78 250 \$	SOFIL
1.0	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	Projet de mise aux normes des ouvrages d'alimentation en eau potable, de distribution, de collecte et de réfection d'ouvrages d'assainissement des eaux	2017-02-08	25 357 \$	SOFIL
1.0	Notre-Dame-des-Pins	Réfection d'aqueduc et d'égout - Route 173	2016-10-14	23 292 \$	SOFIL
1.0	Notre-Dame-de-Stanbridge	Collecte et assainissement des eaux usées	2016-12-14	6 771 \$	SOFIL
1.0	Notre-Dame-de-Stanbridge	Collecte et assainissement des eaux usées	2016-12-14	162 891 \$	SOFIL
1.0	Piopolis	Infrastructures d'eau potable et d'eaux usées	2017-02-22	5 940 \$	MAMOT
1.0	Piopolis	Infrastructures d'eau potable et d'eaux usées	2017-02-22	7 657 \$	SOFIL
1.0	Piopolis	Infrastructures d'eau potable et d'eaux usées	2017-02-22	118 430 \$	SOFIL
1.0	Pohénégamook	Prolongement du réseau d'égout domestique sous la rue Saint-Laurent	2016-04-20	20 025 \$	SOFIL
1.0	Pohénégamook	Prolongement du réseau d'égout domestique sous la rue Saint-Laurent	2016-04-20	7 632 \$	SOFIL
1.0	Pohénégamook	Prolongement du réseau d'égout domestique sous la rue Saint-Laurent	2016-10-06	21 688 \$	SOFIL
1.0	Portneuf-sur-Mer	Assainissement des eaux usées - Municipalité de Portneuf-sur-Mer	2016-04-20	113 383 \$	SOFIL
1.0	Portneuf-sur-Mer	Assainissement des eaux usées - Municipalité de Portneuf-sur-Mer	2016-07-15	28 563 \$	SOFIL
1.0	Portneuf-sur-Mer	Assainissement des eaux usées - Municipalité de Portneuf-sur-Mer	2016-07-20	49 743 \$	SOFIL
1.0	Portneuf-sur-Mer	Assainissement des eaux usées - Municipalité de Portneuf-sur-Mer	2016-09-22	90 559 \$	SOFIL
1.0	Portneuf-sur-Mer	Assainissement des eaux usées - Municipalité de Portneuf-sur-Mer	2016-12-21	40 047 \$	SOFIL
1.0	Portneuf-sur-Mer	Assainissement des eaux usées - Municipalité de Portneuf-sur-Mer	2017-01-19	105 233 \$	SOFIL
1.0	Potton	Mise aux normes des installations de captage et distribution d'eau potable - Secteur Owl's Head	2016-06-20	31 793 \$	SOFIL
1.0	Rigaud	Mise en conformité de l'usine de filtration	2017-01-26	43 870 \$	SOFIL
1.0	Rivière-au-Tonnerre	MISE AU NORMES Alimentation et distribution de l'eau potable (secteur Sheldrake)	2016-06-23	176 688 \$	SOFIL
1.0	Rivière-au-Tonnerre	MISE AU NORMES Alimentation et distribution de l'eau potable (secteur Sheldrake)	2016-06-23	15 812 \$	SOFIL
1.0	Saint-Boniface	Assainissement des eaux usées - Secteurs village et Désaulniers	2016-05-22	62 805 \$	SOFIL
1.0	Saint-Bruno	Projet commun d'alimentation en eau Municipalités de Saint-Bruno, Hébertville-Station et Larouche (en lien avec PIQM 555054)	2016-07-28	166 019 \$	MAMOT
1.0	Saint-Bruno	Projet commun d'alimentation en eau Municipalités de Saint-Bruno, Hébertville-Station et Larouche (en lien avec PIQM 555054)	2016-08-22	323 951 \$	SOFIL
1.0	Saint-Bruno	Projet commun d'alimentation en eau Municipalités de Saint-Bruno, Hébertville-Station et Larouche (en lien avec PIQM 555054)	2016-08-22	184 734 \$	MAMOT
1.0	Saint-Bruno-de-Kamouraska	Assainissement des eaux	2016-11-09	31 599 \$	SOFIL
1.0	Saint-Bruno-de-Kamouraska	Assainissement des eaux	2017-01-26	127 098 \$	SOFIL
1.0	Saint-Côme--Linière	Réfection de l'intersection des routes 173 et 275	2017-02-24	49 021 \$	SOFIL
1.0	Saint-Damien	Assainissement des eaux usées du secteur Village	2016-09-23	101 448 \$	SOFIL
1.0	Sainte-Angèle-de-Prémont	Assainissement des eaux usées	2016-05-30	32 344 \$	SOFIL
1.0	Sainte-Angèle-de-Prémont	Assainissement des eaux usées	2016-05-30	217 \$	MAMOT

Demande n° 38 : Pour le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale: pour chacun des volets et sous-volets, indiquer les sommes versées pour 2016-2017 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 décembre 2016.

Sommes versées part provinciale 2016-2017 - du 1^{er} avril 2016 au 24 février 2017

Volet	Demandeur	Titre du projet	Date de chèque	Montant versé	Contributeur SOFIL / MAMOT
1.0	Sainte-Angèle-de-Prémont	Assainissement des eaux usées	2016-08-21	10 096 \$	SOFIL
1.0	Sainte-Angèle-de-Prémont	Assainissement des eaux usées	2016-08-21	43 128 \$	SOFIL
1.0	Sainte-Angèle-de-Prémont	Assainissement des eaux usées	2017-02-16	155 745 \$	SOFIL
1.0	Sainte-Clotilde	Assainissement des eaux usées	2017-01-19	50 471 \$	SOFIL
1.0	Sainte-Clotilde	Assainissement des eaux usées	2017-01-27	224 870 \$	SOFIL
1.0	Saint-Édouard-de-Lotbinière	Mise en place d'un réseau de collecte et d'un traitement des eaux usées	2016-11-19	130 645 \$	SOFIL
1.0	Saint-Édouard-de-Lotbinière	Mise en place d'un réseau de collecte et d'un traitement des eaux usées	2016-11-19	25 835 \$	SOFIL
1.0	Saint-Édouard-de-Lotbinière	Mise en place d'un réseau de collecte et d'un traitement des eaux usées	2016-11-27	100 265 \$	SOFIL
1.0	Saint-Édouard-de-Lotbinière	Mise en place d'un réseau de collecte et d'un traitement des eaux usées	2017-01-19	14 \$	SOFIL
1.0	Saint-Édouard-de-Lotbinière	Mise en place d'un réseau de collecte et d'un traitement des eaux usées	2017-01-19	13 643 \$	SOFIL
1.0	Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	Collecte, interception et traitement des eaux usées et remplacement d'une conduite d'aqueduc	2016-09-20	23 616 \$	SOFIL
1.0	Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	Collecte, interception et traitement des eaux usées et remplacement d'une conduite d'aqueduc	2016-11-23	78 955 \$	SOFIL
1.0	Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	Collecte, interception et traitement des eaux usées et remplacement d'une conduite d'aqueduc	2017-01-12	465 \$	SOFIL
1.0	Sainte-Hélène-de-Bagot	Alimentation en eau potable	2016-04-10	13 940 \$	SOFIL
1.0	Sainte-Hélène-de-Bagot	Alimentation en eau potable	2016-04-10	45 751 \$	SOFIL
1.0	Sainte-Hélène-de-Bagot	Alimentation en eau potable	2016-05-19	30 976 \$	SOFIL
1.0	Sainte-Julienne	Construction de conduites d'eau potable au domaine du Lac Lemenn et au domaine du Lac Dufour	2017-02-16	46 849 \$	SOFIL
1.0	Sainte-Justine	Traitement de l'eau potable	2016-10-08	37 001 \$	SOFIL
1.0	Sainte-Marie	Usine de production d'eau potable sur la rivière Chaudière (en lien avec 600050)	2016-04-27	127 924 \$	SOFIL
1.0	Sainte-Marie	Usine de production d'eau potable sur la rivière Chaudière (en lien avec 600050)	2016-04-28	187 101 \$	SOFIL
1.0	Sainte-Marie	Traitement de l'eau potable - Définition du projet (en lien avec 610153)	2016-04-28	20 492 \$	SOFIL
1.0	Sainte-Marie	Usine de production d'eau potable sur la rivière Chaudière (en lien avec 600050)	2016-06-23	179 688 \$	SOFIL
1.0	Sainte-Marie	Usine de production d'eau potable sur la rivière Chaudière (en lien avec 600050)	2016-09-16	20 186 \$	SOFIL
1.0	Sainte-Marie	Usine de production d'eau potable sur la rivière Chaudière (en lien avec 600050)	2016-12-02	244 273 \$	SOFIL
1.0	Saint-Eusèbe	Égout domestique et assainissement des eaux usées	2016-05-08	11 828 \$	SOFIL
1.0	Saint-Eusèbe	Égout domestique et assainissement des eaux usées	2016-11-23	79 381 \$	SOFIL
1.0	Saint-Eusèbe	Égout domestique et assainissement des eaux usées	2017-02-23	93 580 \$	SOFIL
1.0	Saint-Félix-de-Valois	Mise aux normes des équipements d'eau potable	2016-07-23	29 942 \$	SOFIL
1.0	Saint-Gabriel	Réfection des infrastructures sur les rues Michaud, Alfred et Du Parc	2016-05-14	23 367 \$	SOFIL
1.0	Saint-Gabriel	Réfection des infrastructures sur les rues Michaud, Alfred et Du Parc	2016-12-03	45 392 \$	SOFIL
1.0	Saint-Gabriel	Réfection des infrastructures sur les rues Michaud, Alfred et Du Parc	2016-12-03	16 631 \$	SOFIL
1.0	Saint-Gabriel	Réfection des infrastructures sur les rues Michaud, Alfred et Du Parc	2017-01-05	15 532 \$	SOFIL
1.0	Saint-Georges	Travaux de réfection du boulevard Lacroix/entrée sud (entre la 127 ^e Rue et la 135 ^e Rue et entre la 159 ^e Rue et la 193 ^e Rue)	2017-01-06	52 369 \$	SOFIL
1.0	Saint-Georges	Réfection de la 24 ^e rue et des infrastructures d'aqueduc et d'égouts de la 6 ^e avenue à la 8 ^e avenue.	2017-01-06	26 558 \$	SOFIL
1.0	Saint-Georges	Remplacement du poste de surpression du réservoir de la 22 ^e avenue.	2017-01-06	27 754 \$	SOFIL
1.0	Saint-Gervais	Traitement de l'eau potable (en lien avec 611111)	2016-06-13	48 938 \$	SOFIL
1.0	Saint-Jean-de-Dieu	Réfection d'aqueduc, d'égout domestique, d'interception et de traitement des eaux usées.	2016-04-20	115 839 \$	SOFIL
1.0	Saint-Jean-de-Dieu	Réfection d'aqueduc, d'égout domestique, d'interception et de traitement des eaux usées.	2016-04-24	11 474 \$	SOFIL
1.0	Saint-Jean-de-Dieu	Réfection d'aqueduc, d'égout domestique, d'interception et de traitement des eaux usées.	2016-10-13	75 249 \$	SOFIL

Demande n° 38 : Pour le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale: pour chacun des volets et sous-volets, indiquer les sommes versées pour 2016-2017 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 décembre 2016.

Sommes versées part provinciale 2016-2017 - du 1^{er} avril 2016 au 24 février 2017

Volet	Demandeur	Titre du projet	Date de chèque	Montant versé	Contributeur SOFIL / MAMOT
1.0	Saint-Jean-de-Dieu	Réfection d'aqueduc, d'égout domestique, d'interception et de traitement des eaux usées.	2017-02-16	32 465 \$	SOFIL
1.0	Saint-Jean-sur-Richelieu	Mise en place des infrastructures, phase 3 - secteur St-Athanase	2016-06-23	196 525 \$	SOFIL
1.0	Saint-Jérôme	Ajout d'un système de désinfection par irradiation UV et agrandissement de la réserve d'eau potable	2016-10-16	186 643 \$	SOFIL
1.0	Saint-Jérôme	Ajout d'un système de désinfection par irradiation UV et agrandissement de la réserve d'eau potable	2016-12-09	184 328 \$	SOFIL
1.0	Saint-Joseph-de-Lepage	Infrastructures d'aqueduc et d'égout domestique (en lien avec PIQM 556481)	2016-04-09	43 510 \$	SOFIL
1.0	Saint-Joseph-de-Lepage	Infrastructures d'aqueduc et d'égout domestique (en lien avec PIQM 556481)	2016-08-20	575 \$	SOFIL
1.0	Saint-Joseph-de-Lepage	Infrastructures d'aqueduc et d'égout domestique (en lien avec PIQM 556481)	2016-10-30	118 \$	MAMOT
1.0	Saint-Joseph-de-Lepage	Infrastructures d'aqueduc et d'égout domestique (en lien avec PIQM 556481)	2016-10-30	18 088 \$	SOFIL
1.0	Saint-Joseph-de-Sorel	Rue Montcalm entre la rue de l'Ilménite et la rue de l'Eglise Travaux de réfection des services municipaux, de fondation, de pavage et de trottoirs	2016-12-16	54 395 \$	SOFIL
1.0	Saint-Joseph-du-Lac	Construction d'infrastructures d'aqueduc et d'égout	2016-08-23	74 074 \$	SOFIL
1.0	Saint-Joseph-du-Lac	Construction d'infrastructures d'aqueduc et d'égout	2016-10-30	135 104 \$	SOFIL
1.0	Saint-Léon-de-Standon	Mise aux normes de l'alimentation en eau potable	2016-07-15	15 291 \$	SOFIL
1.0	Saint-Léon-de-Standon	Mise aux normes de l'alimentation en eau potable	2016-08-10	8 374 \$	SOFIL
1.0	Saint-Liboire	Mise aux normes de la station d'eau potable	2016-04-12	9 155 \$	SOFIL
1.0	Saint-Liboire	Mise aux normes de la station d'eau potable	2016-04-12	36 620 \$	SOFIL
1.0	Saint-Louis	Assainissement des eaux	2016-06-20	142 396 \$	SOFIL
1.0	Saint-Moïse	Alimentation en eau potable	2016-07-15	2 418 \$	SOFIL
1.0	Saint-Moïse	Alimentation en eau potable	2016-07-15	18 030 \$	SOFIL
1.0	Saint-Pascal	Réfection de l'aqueduc et de l'égout sous les rues Patry, Taché, Varin et Blondeau	2016-10-13	104 548 \$	SOFIL
1.0	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	Mise en place d'un réseau d'égouts sanitaire avec traitement des eaux usées.	2016-09-09	242 768 \$	SOFIL
1.0	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	Mise en place d'un réseau d'égouts sanitaire avec traitement des eaux usées.	2017-01-26	31 689 \$	SOFIL
1.0	Saint-Philippe-de-Néri	L'amélioration du système de traitement des eaux usées.	2016-12-09	10 598 \$	SOFIL
1.0	Saint-Philippe-de-Néri	L'amélioration du système de traitement des eaux usées.	2016-12-09	63 701 \$	SOFIL
1.0	Saint-Polycarpe	Mise aux normes des ouvrages d'approvisionnement et de distribution d'eau potable	2016-11-24	40 448 \$	SOFIL
1.0	Saint-Roch-de-l'Achigan	Réfection des infrastructures sur la rue Principale entre les rues de l'Île Majeau et Masson	2016-04-15	13 690 \$	SOFIL
1.0	Saint-Roch-de-l'Achigan	Réfection des infrastructures sur la rue Principale entre les rues de l'Île Majeau et Masson	2016-09-11	22 385 \$	SOFIL
1.0	Saint-Urbain-Premier	Réseau d'égout et traitement des eaux usées	2016-09-22	183 503 \$	SOFIL
1.0	Saint-Valentin	Infrastructures d'assainissement des eaux usées	2016-06-27	99 785 \$	SOFIL
1.0	Saint-Zénon	Mise aux normes de l'eau potable	2017-02-12	11 340 \$	SOFIL
1.0	Saint-Zotique	Mise aux normes de la station de production d'eau potable	2016-07-13	17 400 \$	SOFIL
1.0	Saint-Zotique	Mise aux normes de la station de production d'eau potable	2016-11-19	25 626 \$	SOFIL
1.0	Salaberry-de-Valleyfield	Infrastructures Pointe Meloche et secteur Grande-Île est	2017-01-31	337 415 \$	SOFIL
1.0	Salaberry-de-Valleyfield	Infrastructures Pointe Meloche et secteur Grande-Île est	2017-01-31	68 538 \$	SOFIL
1.0	Shawville	Travaux de modifications à la station de traitement des eaux usées	2016-11-18	91 710 \$	SOFIL
1.0	Stanbridge East	Infrastructures de collecte et d'assainissement des eaux usées municipales	2017-02-02	15 758 \$	SOFIL
1.0	Stanbridge East	Infrastructures de collecte et d'assainissement des eaux usées municipales	2017-02-02	63 033 \$	SOFIL
1.0	Stratford	Mise aux normes des infrastructures municipales / Amélioration de l'approvisionnement et du traitement de l'eau potable	2016-04-11	29 779 \$	SOFIL

Demande n° 38 : Pour le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale: pour chacun des volets et sous-volets, indiquer les sommes versées pour 2016-2017 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 décembre 2016.

Sommes versées part provinciale 2016-2017 - du 1^{er} avril 2016 au 24 février 2017

Volet	Demandeur	Titre du projet	Date de chèque	Montant versé	Contributeur SOFIL / MAMOT
1.0	Stratford	Mise aux normes des infrastructures municipales / Amélioration de l'approvisionnement et du traitement de l'eau potable	2016-04-11	3 545 \$	SOFIL
1.0	Stukely-Sud	Construction d'un nouveau puits	2016-07-02	8 852 \$	MAMOT
1.0	Sutton	Secteur Montagne - Ajout d'une deuxième barrière de désinfection aux ultraviolets	2016-06-10	12 327 \$	MAMOT
1.0	Valcourt	Travaux de réhabilitation des infrastructures incluant l'enfouissement des réseaux câblés de la rue St-Joseph	2016-12-22	15 745 \$	SOFIL
1.0	Valcourt	Travaux de réhabilitation des infrastructures incluant l'enfouissement des réseaux câblés de la rue St-Joseph	2016-12-23	24 729 \$	SOFIL
1.0	Val-Joli	Distribution d'eau potable et collecte des eaux usées, route 143	2016-07-20	27 413 \$	SOFIL
1.0	Vaudreuil-Dorion	Mise aux normes de l'usine de filtration	2016-07-19	43 719 \$	SOFIL
1.0	Venise-en-Québec	Pointe Jameson Phase 1 / Infrastructures d'égout sanitaire et d'aqueduc	2016-12-02	300 341 \$	SOFIL
3.0	Action jeunesse St-Pie X de Longueuil inc.	La Relève: centre de formation des arts de la scène et du multimédia	2016-12-19	52 230 \$	SOFIL
3.0	Alma	Revitalisation du centre-ville d'Alma (RÉVISION 1)	2016-11-30	75 827 \$	SOFIL
3.0	Alma	Revitalisation du centre-ville d'Alma (RÉVISION 1)	2016-12-01	25 278 \$	SOFIL
3.0	Alma	Revitalisation du centre-ville d'Alma (RÉVISION 1)	2016-12-01	133 021 \$	SOFIL
3.0	Alma	Revitalisation du centre-ville d'Alma (RÉVISION 1)	2017-01-23	56 701 \$	SOFIL
3.0	Centre d'interprétation de l'eau de Laval	Aménagement d'un centre d'interprétation de l'eau à Laval	2016-05-24	3 752 \$	SOFIL
3.0	Centre d'interprétation de l'eau de Laval	Aménagement d'un centre d'interprétation de l'eau à Laval	2016-08-26	17 141 \$	SOFIL
3.0	Centre plein air Mont Kanasuta	Construction du chalet d'accueil et amélioration du système d'enneigement (révision)	2016-06-08	70 645 \$	SOFIL
3.0	Centre plein air Mont Kanasuta	Construction du chalet d'accueil et amélioration du système d'enneigement (révision)	2016-10-30	17 961 \$	SOFIL
3.0	Chandler	Implantation d'un parc industriel	2016-04-28	308 \$	SOFIL
3.0	Chandler	Implantation d'un parc industriel	2017-02-09	64 578 \$	SOFIL
3.0	Chelsea	Construction du Centre Meredith, complexe récréatif et culturel	2016-10-21	53 728 \$	SOFIL
3.0	Chelsea	Construction du Centre Meredith, complexe récréatif et culturel	2016-12-27	37 182 \$	SOFIL
3.0	Chelsea	Construction du Centre Meredith, complexe récréatif et culturel	2016-12-27	228 225 \$	SOFIL
3.0	Comité sportif Neubois	Construction d'un centre récréatif	2016-09-28	54 229 \$	SOFIL
3.0	Coteau-du-Lac	Mise en valeur du noyau villageois: restauration du Pavillon Wilson et réaménagement du parc Wilson.	2016-08-18	22 131 \$	SOFIL
3.0	Coteau-du-Lac	Mise en valeur du noyau villageois: restauration du Pavillon Wilson et réaménagement du parc Wilson.	2016-12-23	74 590 \$	SOFIL
3.0	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	Construction d'une patinoire couverte à Chevery	2016-05-19	9 040 \$	SOFIL
3.0	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	Construction d'une patinoire couverte à Chevery	2016-05-19	36 158 \$	SOFIL
3.0	Dolbeau-Mistassini	Agrandissement et mise aux normes du bâtiment des Coeurs Vaillants, âge d'or.	2017-02-05	26 864 \$	SOFIL
3.0	Gatineau	Complexe sportif et communautaire	2016-12-02	1 215 736 \$	SOFIL
3.0	Héritage New Carlisle	Restauration et réaménagement de la Maison Kempffer	2016-11-20	23 861 \$	SOFIL
3.0	La Nouvelle-Beauce	Pavage de la Véloroute de la Chaudière-Secteur de La Nouvelle-Beauce	2016-06-26	25 788 \$	SOFIL
3.0	La Pocatière	Construction d'un aréna/salle communautaire	2016-04-29	16 733 \$	SOFIL
3.0	La Pocatière	Construction d'un aréna/salle communautaire	2016-05-20	124 133 \$	SOFIL
3.0	La Pocatière	Construction d'un aréna/salle communautaire	2016-09-15	38 910 \$	SOFIL
3.0	La Pocatière	Construction d'un aréna/salle communautaire	2016-09-15	65 250 \$	SOFIL
3.0	La Pocatière	Construction d'un aréna/salle communautaire	2016-12-09	138 817 \$	SOFIL
3.0	La Tuque	Réfection du centre social municipal	2016-09-29	31 379 \$	SOFIL

Demande n° 38 : Pour le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale: pour chacun des volets et sous-volets, indiquer les sommes versées pour 2016-2017 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 décembre 2016.

Sommes versées part provinciale 2016-2017 - du 1^{er} avril 2016 au 24 février 2017

Volet	Demandeur	Titre du projet	Date de chèque	Montant versé	Contributeur SOFIL / MAMOT
3.0	Lac-Brome	Centre Lac-Brome	2016-04-03	122 639 \$	SOFIL
3.0	L'Ange-Gardien	Réfection du chemin River (révision)	2017-01-19	23 384 \$	SOFIL
3.0	L'Anse-Saint-Jean	Installations d'infrastructures d'aqueduc et d'égout pour desservir un développement résidentiel près du Mont-Édouard	2016-08-24	13 902 \$	SOFIL
3.0	L'Anse-Saint-Jean	Installations d'infrastructures d'aqueduc et d'égout pour desservir un développement résidentiel près du Mont-Édouard	2016-08-24	55 607 \$	SOFIL
3.0	Le Domaine Forget de Charlevoix inc.	Reconstruction du pavillon de services	2016-09-21	33 550 \$	SOFIL
3.0	Le Domaine Forget de Charlevoix inc.	Reconstruction du pavillon de services	2016-12-13	99 259 \$	SOFIL
3.0	L'Épiphanie	Réfection du centre communautaire Guy-Melancon	2016-11-14	16 308 \$	SOFIL
3.0	Les Amis des Jardins de Métis inc.	Traitement des eaux usées	2016-08-06	32 402 \$	SOFIL
3.0	Lévis	Centre de congrès et d'expositions de Lévis	2016-09-24	212 888 \$	SOFIL
3.0	Lévis	Centre de congrès et d'expositions de Lévis	2016-12-08	48 299 \$	SOFIL
3.0	Lévis	Centre de congrès et d'expositions de Lévis	2016-12-09	49 407 \$	SOFIL
3.0	Lévis	Centre de congrès et d'expositions de Lévis	2016-12-28	188 476 \$	SOFIL
3.0	Maison de famille des Maskoutains	Relocalisation (nouvelle construction) de la Maison de la Famille des Maskoutains	2017-01-25	37 584 \$	SOFIL
3.0	Messines	Projet d'agrandissement et de rénovation du Centre multiculturel	2016-10-14	20 857 \$	SOFIL
3.0	Napierville	Construction d'un nouveau centre communautaire	2016-12-05	65 201 \$	SOFIL
3.0	New Richmond	Mise en place d'un parc industriel	2016-11-15	49 518 \$	SOFIL
3.0	New Richmond	Mise en place d'un parc industriel	2016-11-27	93 011 \$	SOFIL
3.0	New Richmond	Mise en place d'un parc industriel	2016-12-13	8 417 \$	SOFIL
3.0	New Richmond	Mise en place d'un parc industriel	2017-01-21	25 463 \$	SOFIL
3.0	Parc Marie-Victorin	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU PARC MARIE-VICTORIN	2016-05-14	31 795 \$	SOFIL
3.0	Parc Marie-Victorin	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU PARC MARIE-VICTORIN	2016-05-31	41 870 \$	SOFIL
3.0	Parc Marie-Victorin	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU PARC MARIE-VICTORIN	2016-08-23	27 209 \$	SOFIL
3.0	Parc Marie-Victorin	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU PARC MARIE-VICTORIN	2016-09-03	36 690 \$	SOFIL
3.0	Parc Marie-Victorin	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU PARC MARIE-VICTORIN	2016-09-18	7 682 \$	SOFIL
3.0	Parc Marie-Victorin	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU PARC MARIE-VICTORIN	2016-10-25	4 638 \$	SOFIL
3.0	Parc Marie-Victorin	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU PARC MARIE-VICTORIN	2016-11-15	6 280 \$	SOFIL
3.0	Parc Marie-Victorin	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU PARC MARIE-VICTORIN	2017-02-05	66 516 \$	SOFIL
3.0	Patro de Lévis	Relocalisation du Patro de Lévis au Monastère de la Visitation	2016-04-05	162 810 \$	SOFIL
3.0	Port-Cartier	Aménagement récréo-touristique de la promenade de la Rivière-aux-Rochers	2017-02-07	23 403 \$	SOFIL
3.0	Port-Cartier	Aménagement récréo-touristique de la promenade de la Rivière-aux-Rochers	2017-02-07	7 782 \$	MAMOT
3.0	Port-Cartier	Aménagement récréo-touristique de la promenade de la Rivière-aux-Rochers	2017-02-07	124 743 \$	SOFIL
3.0	Québec	Construction d'un complexe intérieur de soccer au parc Chauveau	2016-05-28	95 062 \$	SOFIL
3.0	Québec	Construction d'un complexe intérieur de soccer au parc Chauveau	2016-05-28	91 091 \$	SOFIL
3.0	Québec	Construction d'un complexe intérieur de soccer au parc Chauveau	2016-09-23	360 092 \$	SOFIL
3.0	Québec	Construction d'un complexe intérieur de soccer au parc Chauveau	2016-11-23	52 930 \$	SOFIL
3.0	Québec	Construction d'un complexe intérieur de soccer au parc Chauveau	2016-12-16	121 409 \$	SOFIL
3.0	Richmond	Réfection et prolongement de la 10 ^e avenue (RÉVISION 1)	2017-01-29	47 968 \$	SOFIL
3.0	Rimouski	La rénovation et l'agrandissement du Colisée de Rimouski	2016-09-04	26 064 \$	SOFIL

Demande n° 38 : Pour le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale: pour chacun des volets et sous-volets, indiquer les sommes versées pour 2016-2017 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 décembre 2016.

Sommes versées part provinciale 2016-2017 - du 1^{er} avril 2016 au 24 février 2017

Volet	Demandeur	Titre du projet	Date de chèque	Montant versé	Contributeur SOFIL / MAMOT
3.0	Rimouski	La rénovation et l'agrandissement du Colisée de Rimouski	2016-11-07	277 074 \$	SOFIL
3.0	Saguenay	Centre multiservices "Maison pour tous de Saint-Jean-Eudes"	2016-11-18	99 093 \$	SOFIL
3.0	Saguenay	Mise en valeur du parc William Price	2016-11-19	74 647 \$	SOFIL
3.0	Saguenay	Centre multiservices "Maison pour tous de Saint-Jean-Eudes"	2016-11-19	18 680 \$	SOFIL
3.0	Saint-Ambroise	Réhabilitation et mise aux normes des systèmes de réfrigération mécanique de l'aréna Marcel-Claveau (Révision 1)	2016-07-13	12 221 \$	SOFIL
3.0	Saint-Ambroise	Réhabilitation et mise aux normes des systèmes de réfrigération mécanique de l'aréna Marcel-Claveau (Révision 1)	2016-09-11	11 847 \$	SOFIL
3.0	Saint-Ambroise	Réhabilitation et mise aux normes des systèmes de réfrigération mécanique de l'aréna Marcel-Claveau (Révision 1)	2016-11-24	54 218 \$	SOFIL
3.0	Saint-Anselme	Projet d'augmentation de la capacité de production de l'usine de traitement d'eau potable	2016-11-25	140 644 \$	SOFIL
3.0	Saint-Anselme	Projet d'augmentation de la capacité de production de l'usine de traitement d'eau potable	2016-12-17	45 339 \$	SOFIL
3.0	Saint-Anselme	Projet d'augmentation de la capacité de production de l'usine de traitement d'eau potable	2017-01-25	94 115 \$	SOFIL
3.0	Saint-David-de-Falardeau	Réfection du Centre Sportif Réjean Tremblay (RÉVISION 1)	2017-02-02	49 635 \$	SOFIL
3.0	Saint-David-de-Falardeau	Réfection du Centre Sportif Réjean Tremblay (RÉVISION 1)	2017-02-02	90 075 \$	SOFIL
3.0	Saint-Luc-de-Bellechasse	Rénovations et améliorations du Centre communautaire Saint-Luc	2016-11-18	18 329 \$	SOFIL
3.0	Saint-Raymond	Construction d'un centre communautaire multifonctionnel	2017-02-23	70 259 \$	SOFIL
3.0	Saint-Urbain	Projet d'aménagement de la phase II du parc industriel régional de Saint-Urbain	2016-11-18	17 420 \$	SOFIL
3.0	Scott	Prolongement des réseaux d'aqueduc et d'égout de la Municipalité de Scott vers la Cache à Maxime	2016-04-17	54 950 \$	SOFIL
3.0	Scott	Prolongement des réseaux d'aqueduc et d'égout de la Municipalité de Scott vers la Cache à Maxime	2016-04-17	1 056 \$	SOFIL
3.0	Shawinigan	Construction d'un amphithéâtre	2016-12-17	577 191 \$	SOFIL
3.0	Sherbrooke	Cité des rivières (phase III) : Marché de la gare	2016-06-06	16 884 \$	SOFIL
3.0	Sherbrooke	Cité des rivières (phase III) : Marché de la gare	2016-06-06	254 413 \$	SOFIL
3.0	Sherbrooke	Aménagement de la gorge de la rivière Magog	2016-08-05	106 703 \$	SOFIL
3.0	Sherbrooke	Cité des rivières (phase III) : Marché de la gare	2016-11-19	9 319 \$	SOFIL
3.0	Société sportive et sociale de Saint-Sylvestre	Centre communautaire multifonctionnel de Saint-Sylvestre	2016-09-07	76 987 \$	SOFIL
3.0	Société sportive et sociale de Saint-Sylvestre	Centre communautaire multifonctionnel de Saint-Sylvestre	2017-02-24	19 153 \$	SOFIL
3.0	Stoneham-et-Tewkesbury	Construction d'un pavillon communautaire et sportif et de rénovation de l'actuelle "Maison des jeunes"	2016-07-25	48 305 \$	SOFIL
3.0	Trois-Rivières	Trois-Rivières sur Saint-Laurent	2016-04-12	105 973 \$	SOFIL
3.0	Trois-Rivières	Trois-Rivières sur Saint-Laurent	2016-04-15	85 628 \$	SOFIL
3.0	Trois-Rivières	Trois-Rivières sur Saint-Laurent	2016-04-25	201 618 \$	SOFIL
3.0	Trois-Rivières	Trois-Rivières sur Saint-Laurent	2016-10-04	67 564 \$	SOFIL
3.0	Trois-Rivières	Trois-Rivières sur Saint-Laurent	2016-10-05	11 644 \$	SOFIL
3.0	Trois-Rivières	Trois-Rivières sur Saint-Laurent	2016-10-05	156 986 \$	SOFIL
3.0	Trois-Rivières	Trois-Rivières sur Saint-Laurent	2016-10-11	172 654 \$	SOFIL
3.0	Université Concordia	Construction d'un sentier piétonnier souterrain reliant la station de métro Guy-Concordia aux Pavillons Hall et McConnell de l'Université Concordia	2016-06-28	191 289 \$	SOFIL

Sous-total Volet 1.0

13 255 858 \$

Sous-total Volet 3.0

8 504 315 \$

Demande n° 38 : Pour le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale: pour chacun des volets et sous-volets, indiquer les sommes versées pour 2016-2017 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 décembre 2016.

Sommes versées part provinciale 2016-2017 - du 1^{er} avril 2016 au 24 février 2017

Volet	Demandeur	Titre du projet	Date de chèque	Montant versé	Contributeur SOFIL / MAMOT
GRAND TOTAL				21 760 173 \$	

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 39

Pour le programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000 : indiquer les sommes versées pour 2016-2017 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 décembre 2016.

Le programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec (TICQ) 2000 est terminé depuis le 31 mars 2011.

Les sommes versées pour 2016-2017 (du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017), incluant les montants par municipalité et l'objet de la subvention, sont présentés à l'annexe 1.

Au 31 décembre 2016, tous les projets sont complétés.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Annexe

Demande n° 39 : Pour le programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000 : indiquer les sommes versées pour 2016-2017 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 décembre 2016.

Sommes versées part provinciale 2016-2017 - du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017				
Volet	Demandeur	Titre du projet	Date de chèque	Montant versé
1.1	Abercorn	Assainissement des eaux usées	2016-11-07	50 207,00
1.1	Abercorn	Assainissement des eaux usées	2016-07-17	8 852,00
1.1	Amqui	Réhabilitation de diverses infrastructures municipales	2016-05-25	28 084,00
1.1	Béarn	Réfection d'aqueduc et d'égout unitaire et construction d'un égout pluvial	2017-01-30	16 393,00
1.1	Beauceville	Extension des réseaux d'aqueduc et d'égout domestique pour desservir le Domaine des Érables	2016-05-23	84 959,00
1.1	Chambly	Remplacement des infrastructures - Avenue Bourgogne	2016-11-28	30 201,00
1.1	Fassett	Collecte, interception et traitement des eaux usées	2016-10-06	69 637,00
1.1	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	Réfection des branchements de service et amélioration du drainage pluvial - localité de Radisson	2016-05-11	64 992,00
1.1	Gaspé	Prolongement des services d'aqueduc et d'égout domestique - Secteur Montée-Morris (Rivière-au-Renard)	2016-08-28	27 167,00
1.1	Gatineau	Construction d'un bassin de rétention des eaux usées au parc de la Guadeloupe	2016-09-18	8 674,00
1.1	Gatineau	Remplacement et réhabilitation de conduites d'aqueduc et d'égout sous diverses rues	2016-04-04	30 105,00
1.1	Gracefield	Travaux d'interception et de traitement des eaux usées	2016-11-04	16 361,00
1.1	Howick	Interception et traitement des eaux usées	2017-01-20	78 089,00
1.1	Howick	Interception et traitement des eaux usées	2017-01-20	10 574,00
1.1	La Guadeloupe	Réfection de conduites d'aqueduc et d'égout sous la 14e Avenue	2016-06-20	22 751,00
1.1	La Malbaie	Réfection de conduites: Secteurs La Malbaie et Rivière-Malbaie (en lien avec le dossier 401167)	2016-12-11	167 796,00
1.1	La Malbaie	Réfection de conduites: Secteurs La Malbaie et Rivière-Malbaie (en lien avec le dossier 401167)	2016-07-03	27 060,00
1.1	L'Assomption	Remplacement d'aqueduc et d'égout unitaire sous le boulevard l'Ange-Gardien entre les rues Dorval et Barrette	2016-05-23	32 360,00
1.1	L'Assomption	Construction de réseaux d'égout sanitaire, de conduites de refoulement et de postes de pompage pour desservir	2016-05-23	124 232,00
1.1	Laval	Remplacement et mise en place de conduites d'aqueduc et d'égout domestique - Ave. Godin, Boul. des Milles-	2016-07-12	70 551,00
1.1	Laval	Remplacement et mise en place de conduites d'aqueduc et d'égout domestique - Ave. Godin, Boul. des Milles-	2016-07-12	80 017,00
1.1	Laval	Remplacement et mise en place de conduites d'aqueduc et d'égout domestique - Ave. Godin, Boul. des Milles-	2016-06-11	11 044,00
1.1	Laval	Remplacement et mise en place de conduites d'aqueduc et d'égout domestique - Ave. Godin, Boul. des Milles-	2016-11-04	23 506,00
1.1	Laval	Remplacement de conduites d'égout et d'aqueduc - Boulevard Archambault (entre les rues du Ruisseau et Sic	2016-10-11	18 262,00
1.1	Laval	Remplacement d'une conduite d'aqueduc sous le boulevard Dagenais Ouest, entre la 1re Avenue et le boulevard	2016-07-12	27 716,00
1.1	L'Île-Perrot	Réfection de l'aqueduc du Grand Boulevard	2016-07-04	16 816,00
1.1	Mascouche	Remplacement de conduites d'aqueduc de diverses rues	2016-11-07	108 093,00
1.1	Montréal	Réhabilitation de conduites d'aqueduc sous diverses rues dans Montréal-Nord	2016-06-16	36 146,00
1.1	Montréal	Réfection structurale du réseau d'égouts (Lot 4)	2016-06-01	312 236,00
1.1	Montréal	Saint-Léonard / Réhabilitation du réseau d'aqueduc; Dumesnil, Choquette, D'Aunis, D'Avila, D'Artagnan, Canne	2016-06-16	51 685,00
1.1	Nicolet	Réfection majeure du barrage de Nicolet	2016-12-18	82 871,00
1.1	Petite-Rivière-Saint-François	Secteur Maillard: Conduites de distribution d'eau potable et de collecte des eaux usées (en lien avec le dossier	2016-05-30	17 689,00
1.1	Petite-Rivière-Saint-François	Secteur Maillard: Conduites de distribution d'eau potable et de collecte des eaux usées (en lien avec le dossier	2016-05-30	12 301,00
1.1	Petit-Saguenay	Interception et traitement des eaux usées	2017-02-27	80 251,00
1.1	Petit-Saguenay	Interception et traitement des eaux usées	2017-02-24	22 980,00
1.1	Price	Collecte, interception et traitement des eaux usées et distribution d'eau potable	2016-11-21	81 142,00
1.1	Price	Collecte, interception et traitement des eaux usées et distribution d'eau potable	2016-12-04	60 453,00
1.1	Price	Collecte, interception et traitement des eaux usées et distribution d'eau potable	2016-12-10	9 050,00
1.1	Québec	Réfection des infrastructures d'aqueduc et d'égout unitaire sous la rue Saint-Michel	2016-10-13	15 740,00
1.1	Québec	Réfection des infrastructures d'aqueduc et d'égout unitaire sous la rue Saint-Michel	2016-05-22	6 478,00
1.1	Québec	Travaux de réfection des infrastructures d'aqueduc et d'égout domestique sous la rue des Roses	2016-10-01	10 909,00

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Annexe

Demande n° 39 : Pour le programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000 : indiquer les sommes versées pour 2016-2017 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 décembre 2016.

Sommes versées part provinciale 2016-2017 - du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Volet	Demandeur	Titre du projet	Date de chèque	Montant versé
1.1	Repentigny	Remplacement des réseaux d'aqueduc et d'égout des rues Camille, Denis, Maurice et Rivest	2016-06-01	126 103,00
1.1	Repentigny	Remplacement des réseaux d'aqueduc et d'égout de la rue Maurice, entre les rues Camille et Alain	2016-06-01	56 236,00
1.1	Repentigny	Remplacement des réseaux d'aqueduc et d'égout de la rue Lanoue, entre les rues de la Concorde et Plateau E	2016-10-03	33 308,00
1.1	Rimouski	Contrôle des débordements et réfection d'infrastructures	2016-11-07	265 486,00
1.1	Rivière-Rouge	Réfection des infrastructures d'aqueduc et d'égout domestique du secteur centre de la rue Principale	2016-04-07	2 970,00
1.1	Rouyn-Noranda	Réfection d'aqueduc, d'égouts domestique et pluvial des rues Murdoch et Camirand, de l'avenue Carter et de la	2016-09-01	39 437,00
1.1	Roxton Pond	Mise en place d'un réseau d'aqueduc	2016-08-23	218 060,00
1.1	Roxton Pond	Mise en place d'un réseau d'aqueduc	2016-12-27	91 626,00
1.1	Roxton Pond	Mise en place d'un réseau d'aqueduc	2016-12-27	4 248,00
1.1	Saint-Alban	Construction d'un système de collecte et de traitement des eaux usées	2016-06-05	121 922,00
1.1	Saint-Alban	Construction d'un système de collecte et de traitement des eaux usées	2016-06-05	33 136,00
1.1	Saint-Amable	Extension du réseau de collecte des eaux usées (phase II) - Projet révisé	2016-11-14	19 832,00
1.1	Saint-Benoît-Labre	Remplacement de conduites d'aqueduc et mise en place de conduites d'égouts domestique et pluvial (en lien a	2016-10-25	11 242,00
1.1	Sainte-Émélie-de-l'Énergie	Remplacement du traitement des eaux usées existant	2017-01-16	39 802,00
1.1	Sainte-Rose-de-Watford	Construction d'infrastructures de collecte, d'interception et de traitement des eaux usées	2017-01-17	4 625,00
1.1	Sainte-Rose-de-Watford	Construction d'infrastructures de collecte, d'interception et de traitement des eaux usées	2016-12-10	1 126,00
1.1	Saint-Eugène-de-Guigues	Travaux de collecte, d'interception et de traitement des eaux usées	2016-05-22	47 096,00
1.1	Saint-Honoré	Remplacement d'aqueduc et d'égout sanitaire sous les rues Saint-Marc et de l'Alizée	2017-02-26	16 252,00
1.1	Saint-Isidore	Station d'épuration des eaux usées, travaux de réhabilitation	2016-08-12	48 022,00
1.1	Saint-Jérôme	Remplacement d'aqueduc et d'égout sanitaire sur la rue Parent entre les rues Saint-Georges et de la Gare	2016-10-17	14 107,00
1.1	Saint-Jérôme	Remplacement d'aqueduc et d'égout sanitaire sur la rue Saint-Georges entre les rues Sainte-Lucie et Saint-Ale	2016-10-17	24 263,00
1.1	Saint-Jude	Construction d'un réseau d'égout domestique et d'une station d'épuration des eaux usées	2016-06-26	37 026,00
1.1	Saint-Léon-le-Grand	Mise en place d'un réseau d'égout domestique avec traitement des eaux usées	2016-07-04	73 925,00
1.1	Saint-Léon-le-Grand	Mise en place d'un réseau d'égout domestique avec traitement des eaux usées	2016-11-06	11 279,00
1.1	Saint-Mathieu	Construction d'un système d'eau potable et d'eaux usées	2016-05-29	329 396,00
1.1	Saint-Mathieu	Construction d'un système d'eau potable et d'eaux usées	2016-05-25	29 663,00
1.1	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	Projet de collecte et de traitement des eaux usées	2016-06-13	150 524,00
1.1	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	Projet de collecte et de traitement des eaux usées	2016-05-22	57 292,00
1.1	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	Projet de collecte et de traitement des eaux usées	2016-08-31	667,00
1.1	Saint-Rémi	Réfection d'infrastructures d'aqueduc de deux rues	2016-05-30	25 088,00
1.1	Saint-Simon	Mise en place d'un réseau d'aqueduc à l'intérieur du périmètre d'urbanisation.	2016-07-11	3 038,00
1.1	Saint-Simon	Mise en place d'un réseau d'aqueduc à l'intérieur du périmètre d'urbanisation.	2016-07-11	2 146,00
1.1	Saint-Simon	Mise en place d'un réseau d'aqueduc à l'intérieur du périmètre d'urbanisation.	2016-08-20	3 029,00
1.1	Saint-Stanislas-de-Kostka	Assainissement des eaux usées municipales	2016-10-24	122 611,00
1.1	Saint-Stanislas-de-Kostka	Assainissement des eaux usées municipales	2016-04-24	246 398,00
1.1	Saint-Stanislas-de-Kostka	Assainissement des eaux usées municipales	2016-07-31	139 960,00
1.1	Saint-Stanislas-de-Kostka	Assainissement des eaux usées municipales	2016-11-27	51 802,00
1.1	Saint-Stanislas-de-Kostka	Assainissement des eaux usées municipales	2016-08-25	114 426,00
1.1	Saint-Télesphore	Collecte et traitement des eaux usées, Dalhousie Station	2016-10-10	58 080,00
1.1	Sherbrooke	Réfection et construction d'infrastructures d'aqueduc et d'égout	2016-08-01	50 282,00
1.1	Sherbrooke	Réfection et construction d'infrastructures d'aqueduc et d'égout	2016-08-01	48 011,00

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Annexe

Demande n° 39 : Pour le programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000 : indiquer les sommes versées pour 2016-2017 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 décembre 2016.

Sommes versées part provinciale 2016-2017 - du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Volet	Demandeur	Titre du projet	Date de chèque	Montant versé
1.1	Sherbrooke	Réfection et construction d'infrastructures d'aqueduc et d'égout	2017-01-27	27 882,00
1.1	Sherbrooke	Réfection et construction d'infrastructures d'aqueduc et d'égout	2016-07-21	8 545,00
1.1	Taschereau	Collecte, interception et traitement des eaux usées et distribution d'eau potable	2017-01-28	13 326,00
1.1	Terrebonne	Remplacement d'aqueduc sous diverses rues	2016-12-19	72 049,00
1.1	Trois-Rivières	Prolongement du réseau d'aqueduc - Secteur Lac des Pins - Secteur Pointe-du-Lac	2016-05-10	13 277,00
1.1	Val-David	Réfection des infrastructures d'aqueduc et d'égout domestique du Domaine de l'Ermitage	2017-01-29	36 821,00
1.1	Val-David	Réfection des infrastructures d'aqueduc et d'égout domestique du Domaine de l'Ermitage	2016-12-16	8 676,00
1.1	Victoriaville	Réfection de l'aqueduc et de l'égout unitaire sous la rue De Bigarré, entre les rues Perreault et De Coursol	2016-04-11	9 600,00
1.1	Windsor	Déplacement local de l'aqueduc et remplacement de regards d'égout	2016-11-28	467,00
1.2	Alma	Alimentation en eau potable des quartiers Delisle et Saint-Coeur-de-Marie à partir de l'usine de traitement de la	2016-06-27	106 706,00
1.2	Campbell's Bay	Mise en conformité des infrastructures d'eau potable	2016-06-15	57 337,00
1.2	Cap-Santé	Construction d'une usine de traitement d'eau potable et modification du réservoir d'eau potable (en lien avec le	2017-02-06	9 384,00
1.2	Chandler	Amélioration du système de traitement de l'eau potable	2016-12-18	24 459,00
1.2	Chandler	Amélioration du système de traitement de l'eau potable	2016-12-18	375,00
1.2	Châteauguay	Mise aux normes, réhabilitation du puits Marchand (fonçage de nouvelles crépines) et de sa fosse de recharge	2016-10-23	12 598,00
1.2	Châteauguay	Mise aux normes, réhabilitation du puits Marchand (fonçage de nouvelles crépines) et de sa fosse de recharge	2016-11-12	144 772,00
1.2	Fassett	Construction de deux nouveaux puits	2016-09-26	19 788,00
1.2	Frampton	Alimentation en eau potable - Raccordement d'un nouveau puits artésien	2017-01-29	23 510,00
1.2	Frampton	Alimentation en eau potable - Raccordement d'un nouveau puits artésien	2016-04-12	5 679,00
1.2	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	Amélioration de la qualité de l'eau potable - Radisson	2016-05-11	115 663,00
1.2	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	Amélioration de la qualité de l'eau potable - Radisson	2016-05-28	48 741,00
1.2	Huberdeau	Approvisionnement en eau potable - mise aux normes	2016-09-17	59 032,00
1.2	La Guadeloupe	Mise aux normes des installations de captage et de traitement d'eau potable	2016-12-18	50 565,00
1.2	La Malbaie	Alimentation en eau potable : Secteurs La Malbaie-Pointe-au-Pic, Rivière-Malbaie et Cap-à-l'Aigle (en lien avec	2016-12-11	80 337,00
1.2	La Malbaie	Alimentation en eau potable : Secteurs La Malbaie-Pointe-au-Pic, Rivière-Malbaie et Cap-à-l'Aigle (en lien avec	2016-07-03	63 571,00
1.2	La Malbaie	Alimentation en eau potable : Secteurs La Malbaie-Pointe-au-Pic, Rivière-Malbaie et Cap-à-l'Aigle (en lien avec	2016-07-03	23 423,00
1.2	Labelle	Mise aux normes des installations d'alimentation et de traitement de l'eau potable.	2017-02-26	17 540,00
1.2	Labelle	Mise aux normes des installations d'alimentation et de traitement de l'eau potable.	2016-05-27	23 754,00
1.2	Lac-aux-Sables	Mise aux normes de la source d'eau potable	2016-11-14	5 003,00
1.2	Lac-aux-Sables	Mise aux normes de la source d'eau potable	2016-07-09	75 679,00
1.2	Lac-des-Écorces	Amélioration de la qualité de l'eau potable et du suivi	2016-09-30	32 189,00
1.2	Lac-des-Écorces	Amélioration de la qualité de l'eau potable et du suivi	2016-09-30	4 779,00
1.2	Lac-des-Écorces	Amélioration de la qualité de l'eau potable et du suivi	2016-09-30	7 507,00
1.2	Lac-Drolet	Recherche d'eau et alimentation en eau potable	2016-10-24	24 555,00
1.2	L'Assomption	Construction d'une conduite d'amenée d'eau, de l'Assomption (Montée Cormier) à l'ancien village de Saint-Gér.	2016-05-23	23 626,00
1.2	Longue-Pointe-de-Mingan	Amélioration des infrastructures municipales - Alimentation en eau	2016-04-11	38 775,00
1.2	Longue-Pointe-de-Mingan	Amélioration des infrastructures municipales - Alimentation en eau	2016-12-27	22 092,00
1.2	Mandeville	Amélioration de la qualité de l'eau potable	2016-07-19	38 466,00
1.2	Montebello	Travaux d'amélioration du système d'approvisionnement et de traitement de l'eau potable existant	2017-02-24	70 273,00
1.2	Montebello	Travaux d'amélioration du système d'approvisionnement et de traitement de l'eau potable existant	2017-02-24	2 653,00
1.2	Mont-Laurier	Mise aux normes Approvisionnement, traitement et emmagasinage d'eau potable	2016-12-15	110 105,00

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Annexe

Demande n° 39 : Pour le programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000 : indiquer les sommes versées pour 2016-2017 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 décembre 2016.

Sommes versées part provinciale 2016-2017 - du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Volet	Demandeur	Titre du projet	Date de chèque	Montant versé
1.2	Mont-Laurier	Mise aux normes Approvisionnement, traitement et emmagasinage d'eau potable	2016-12-11	191 848,00
1.2	Mont-Laurier	Mise aux normes Approvisionnement, traitement et emmagasinage d'eau potable	2016-12-23	57 970,00
1.2	Mont-Laurier	Mise aux normes Approvisionnement, traitement et emmagasinage d'eau potable	2016-12-08	7 116,00
1.2	Mont-Laurier	Mise aux normes Approvisionnement, traitement et emmagasinage d'eau potable	2016-12-08	12 443,00
1.2	Mont-Laurier	Mise aux normes Approvisionnement, traitement et emmagasinage d'eau potable	2016-12-08	853,00
1.2	Morin-Heights	Mise en place d'équipements pour le traitement de l'eau potable, réseau Lac-Vert	2016-05-16	43 015,00
1.2	Morin-Heights	Mise en place d'équipements pour le traitement de l'eau potable, réseau Lac-Vert	2016-08-20	13 776,00
1.2	Natashquan	Captage et traitement d'eau potable	2016-12-30	6 439,00
1.2	Paspébiac	Poste de chloration et conduite d'amenée	2016-05-20	8 586,00
1.2	Petite-Rivière-Saint-François	Ouvrages d'approvisionnement en eau potable : puits, conduite d'amenée, réservoir (en lien avec le dossier 40	2016-05-30	17 085,00
1.2	Petite-Rivière-Saint-François	Ouvrages d'approvisionnement en eau potable : puits, conduite d'amenée, réservoir (en lien avec le dossier 40	2016-05-30	2 893,00
1.2	Pointe-des-Cascades	Alimentation en eau potable et mise aux normes de l'usine de filtration	2016-08-22	36 159,00
1.2	Portneuf	Réaménagement de la prise d'eau - Secteur des sources	2016-05-20	14 210,00
1.2	Québec	Mise aux normes de l'eau potable - Arrondissement de Charlesbourg	2017-02-19	992 678,00
1.2	Québec	Mise aux normes de l'eau potable - Arrondissement de Charlesbourg	2016-09-23	54 014,00
1.2	Rawdon	Recherche, approvisionnement et traitement d'eau potable	2017-02-02	144 150,00
1.2	Roxton Pond	Infrastructures d'approvisionnement et de distribution d'eau potable	2016-08-23	70 398,00
1.2	Roxton Pond	Infrastructures d'approvisionnement et de distribution d'eau potable	2016-12-27	19 759,00
1.2	Saint-Aimé-des-Lacs	Réfection du système d'alimentation en eau potable	2016-11-28	9 598,00
1.2	Saint-Aimé-des-Lacs	Réfection du système d'alimentation en eau potable	2016-11-12	46 862,00
1.2	Saint-Benoît-Labre	Alimentation en eau potable (en lien avec le dossier numéro 400226)	2016-10-25	29 403,00
1.2	Saint-Boniface	Raccordement de l'aqueduc No 2 à l'aqueduc No 1 (village) et ajout d'un puits	2017-01-20	26 114,00
1.2	Sainte-Émélie-de-l'Énergie	Amélioration de la qualité de l'eau	2016-12-16	28 468,00
1.2	Sainte-Mélanie	Captage, alimentation et emmagasinage de l'eau potable	2016-08-21	34 417,00
1.2	Saint-Georges	Agrandissement et mise aux normes de l'usine de filtration	2016-12-27	129 643,00
1.2	Saint-Georges	Agrandissement et mise aux normes de l'usine de filtration	2016-12-27	157 491,00
1.2	Saint-Joseph-du-Lac	Approvisionnement et alimentation en eau potable	2016-11-28	80 852,00
1.2	Saint-Simon	Alimentation en eau potable - Municipalités de Saint-Simon	2016-07-11	10 092,00
1.2	Saint-Simon	Alimentation en eau potable - Municipalités de Saint-Simon	2016-07-11	10 643,00
1.2	Saint-Simon	Alimentation en eau potable - Municipalités de Saint-Simon	2016-08-20	5 205,00
1.2	Saint-Thomas-Didyme	Modernisation du système d'approvisionnement en eau potable	2017-02-13	66 203,00
1.2	Saint-Zéphirin-de-Courval	Raccordement au réseau d'aqueduc de La Visitation	2016-09-28	3 729,00
1.2	Salaberry-de-Valleyfield	Ajout d'un traitement à l'usine de filtration de Salaberry-de-Valleyfield pour éliminer de mauvais goûts et odeurs	2017-01-09	207 197,00
1.2	Val-des-Bois	Travaux d'amélioration du système d'approvisionnement et de traitement de l'eau potable existant	2016-12-18	35 864,00
1.2	Weedon	Mise aux normes des infrastructures d'approvisionnement en eau potable	2016-08-14	9 066,00
1.3	Lac-Bouchette	Traitement des eaux de surface par filtration membranaire	2016-08-23	51 847,00
1.3	Lac-Bouchette	Traitement des eaux de surface par filtration membranaire	2016-06-09	14 808,00
1.3	Minganie	Lit de séchage régional des boues de fosses septiques de la Minganie	2017-02-26	30 308,00
1.3	Montréal	Établissement des critères de conception du système de désinfection de la station d'épuration des eaux usées	2016-08-28	31 343,00
1.3	Saint-Cyprien	Expérimentation du système de traitement PeatLand de Premier Tech	2016-12-12	6 261,00
1.3	Saint-Cyprien	Expérimentation du système de traitement PeatLand de Premier Tech	2016-05-12	1 082,00

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Annexe

Demande n° 39 : Pour le programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000 : indiquer les sommes versées pour 2016-2017 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 décembre 2016.

Sommes versées part provinciale 2016-2017 - du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Volet	Demandeur	Titre du projet	Date de chèque	Montant versé
1.3	Saint-Jean-Port-Joli	Pré-ozonisation, chloramination et correction du lavage des filtres lents existants - Municipalités de Saint-Jean-	2016-07-10	47 845,00
1.3	Saint-Jean-Port-Joli	Pré-ozonisation, chloramination et correction du lavage des filtres lents existants - Municipalités de Saint-Jean-	2016-11-12	13 378,00
3.0	Beauce-Sartigan	Construction d'une voie cyclable de 18,7 km dans la MRC Beauce-Sartigan	2017-02-08	34 059,00
3.0	Bonaventure	Agrandissement et réaménagement du centre communautaire	2016-09-05	58 151,00
3.0	Bonaventure	Agrandissement et réaménagement du centre communautaire	2016-05-08	11 005,00
3.0	Bonaventure	Agrandissement et réaménagement du centre communautaire	2016-11-01	17 742,00
3.0	Bonaventure	Agrandissement et réaménagement du centre communautaire	2016-11-01	12 068,00
3.0	Brossard	Terrain de soccer synthétique - Poly-Aréna - Arrondissement de Brossard	2016-07-10	43 141,00
3.0	Cégep Lévis-Lauzon	Terrain de soccer / football	2016-09-26	15 601,00
3.0	Centre communautaire de la Petite-Italie	Rénovation et aménagement de la Casa d'Italia (transformation en centre de diffusion et de production culturel	2016-07-15	71 908,00
3.0	Centre communautaire de la Petite-Italie	Rénovation et aménagement de la Casa d'Italia (transformation en centre de diffusion et de production culturel	2016-07-04	8 804,00
3.0	Centre de congrès régional de la Gaspésie	Construction d'un centre de congrès	2016-12-20	129 727,00
3.0	Centre de congrès régional de la Gaspésie	Construction d'un centre de congrès	2016-11-26	160 887,00
3.0	Châteauguay	Construction d'un bâtiment à fonction multiple sur l'île Saint-Bernard	2016-11-28	139 439,00
3.0	Châteauguay	Construction, aménagement d'un terrain de soccer à l'école secondaire Louis-Philippe-Paré	2016-10-23	20 913,00
3.0	Châteauguay	Construction, aménagement d'un terrain de soccer à l'école secondaire Louis-Philippe-Paré	2016-10-23	5 333,00
3.0	Club football Pionniers de Rimouski	Construction d'estrades de 2200 places au complexe sportif de Rimouski	2016-09-15	26 975,00
3.0	Commission scolaire des Navigateurs	Terrain de soccer / football - École secondaire Les Etchemins	2016-09-26	15 601,00
3.0	Huntingdon	Rénovation et réaménagement de bâtiments industriels	2016-04-29	38 637,00
3.0	Huntingdon	Rénovation et réaménagement de bâtiments industriels	2016-04-29	9 766,00
3.0	Lac-Beauport	Réaménagement du Club nautique du Lac-Beauport	2016-09-12	22 964,00
3.0	Lévis	Desserte autoroutière du parc industriel de Lauzon	2016-12-20	953,00
3.0	Maria	Rénovation et aménagement de l'hôtel de ville et d'un stationnement	2016-09-26	20 065,00
3.0	Mascouche	Le Chez-Nous du Communautaire	2016-10-07	116 684,00
3.0	Mascouche	Le Chez-Nous du Communautaire	2016-10-07	29 172,00
3.0	Montréal	Centre Boscoville, construction d'un terrain de soccer éclairé	2016-05-02	24 268,00
3.0	Montréal	Aménagement d'un terrain de soccer / football en gazon synthétique à l'école secondaire Dalbé-Viau	2016-05-16	39 467,00
3.0	Québec	Parc linéaire des rivières Saint-Charles et Duberger	2016-06-27	50 532,00
3.0	Québec	Parc linéaire des rivières Saint-Charles et Duberger	2016-10-13	8 793,00
3.0	Québec	Parc linéaire des rivières Saint-Charles et Duberger	2016-12-19	11 152,00
3.0	Québec	Parc linéaire des rivières Saint-Charles et Duberger	2016-05-22	20 040,00
3.0	Québec	Parc linéaire des rivières Saint-Charles et Duberger	2016-05-06	3 281,00
3.0	Sainte-Julie	Construction d'une nouvelle bibliothèque municipale	2016-04-21	78 308,00
3.0	Sainte-Julie	Construction d'une nouvelle bibliothèque municipale	2016-11-01	39 930,00
3.0	Sherbrooke	Cité des rivières (phase 1)	2016-09-13	103 799,00
3.0	Sherbrooke	Cité des rivières (phase 1)	2016-09-13	64 344,00
3.0	Société du Vieux canal de Beauharnois	Réouverture et mise en valeur du vieux canal de Beauharnois	2016-05-01	143 715,00
3.0	Société pour la promotion d'événements culturels du Haut-Richelieu (SPEC)	Rénovation et agrandissement du Théâtre des Deux Rives	2016-06-20	115 958,00
3.0	Thetford Mines	Agrandissement et modernisation de l'aréna du Centre Mario-Gosselin	2016-12-12	36 769,00
3.0	Vallée-Jonction	Bâtiment multifonctions comprenant les bureaux municipaux, une salle communautaire, une salle de loisirs et u	2016-08-19	96 728,00

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Annexe

Demande n° 39 : Pour le programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000 : indiquer les sommes versées pour 2016-2017 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 décembre 2016.

Sommes versées part provinciale 2016-2017 - du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Volet	Demandeur	Titre du projet	Date de chèque	Montant versé
GRAND TOTAL				10 989 341,00 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 40

Pour le Fonds municipal vert : la liste des demandes reçues pour 2016-2017 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou à l'organisme municipal ou, le cas échéant, le motif du refus. Spécifier si le montant accordé est une subvention ou un prêt. Fournir le total des sommes versées en 2016-2017.

Le Fonds municipal vert (FMV) est un fonds de 550 M\$, mis sur pied par le gouvernement fédéral, qui est administré par la Fédération canadienne des municipalités (FCM). Il est destiné à encourager les initiatives municipales pour l'environnement. Il donne accès aux municipalités à des prêts à des taux inférieurs au marché et à des subventions. En vertu d'une entente conclue en 2003, le MAMOT constitue le guichet unique de réception des demandes de financement faites par les municipalités et les organismes municipaux du Québec. La FCM ne peut traiter une demande que si elle a fait l'objet d'un avis favorable du MAMOT. La décision de retenir ou non un projet est celle de la FCM.

La liste des demandes reçues au MAMOT, au cours de l'année financière 2016-2017, est jointe au tableau annexé.

Depuis le 1er avril 2016, 19 nouveaux projets ont été soumis par les municipalités ou organismes municipaux du Québec dans le cadre du FMV. Ces projets totalisent des coûts estimés à plus de 50 M\$. À l'égard de ces projets, les demandes totalisent un peu plus de 16 M\$ en subventions et 12 M\$ en prêts.

Quinze projets soumis au MAMOT ont fait l'objet d'un avis favorable et, par conséquent, ont été transmis à la FCM pour traitement. Un seul avis défavorable a été émis et trois projets sont présentement à l'étude.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 40 Annexe	Pour le Fonds municipal vert : la liste des demandes reçues pour 2016-2017 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou à l'organisme municipal ou, le cas échéant, le motif du refus. Spécifier si le montant accordé est une subvention ou un prêt. Fournir le total des sommes accordées en 2016-2017.
-------------------------	---

REQUÉRANT	PROJET	COÛT *	SUBVENTION *	PRÊT *	DATE DE RÉCEPTION AU MAMOT	AVIS FAVORABLE MAMOT	AVIS DÉFAVORABLE MAMOT	COMMENTAIRES
Demandes reçues au MAMOT en 2016-2017								
MRC du Rocher-Percé	Valorisation des eaux usées issues du traitement des matières résiduelles organiques par irrigation d'une culture de saules en courte rotation	412 500 \$	206 300 \$	- \$	19 avril 2016	5 mai 2016		
Arrondissement de Saint-Laurent de la Ville de Montréal	Réduction des émissions de gaz à effet de serre corporatives et collectives de l'arrondissement de Saint-Laurent	242 705 \$	88 300 \$	- \$	16 mai 2016	17 juin 2016		
Ville de Sorel-Tracy	Intégration du concept ÉCOMONDE DU LAC SAINT-PIERRE au quai no. 2 de la Ville de Sorel-Tracy	20 905 000 \$	1 500 000 \$	10 000 000 \$	31 mai 2016	16 juin 2016		
Ville de Longueuil	Réalisation d'études de caractérisation environnementales phases II dans le cadre du projet d'aménagement du réseau routier supérieur du pôle de la Place-Charles-LeMoine	155 777 \$	77 888 \$	- \$	9 juin 2016	7 juillet 2016		
Ville de Lévis	Revitalisation des quartiers anciens de la ville de Lévis	382 800 \$	175 000 \$	- \$	14 juillet 2016	9 août 2016		
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue	Initiative de leadership éco-énergétique de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue.	81 800 \$	40 900 \$	- \$	18 juillet 2016	4 août 2016		
Municipalité de Lac-Beauport	Raccordement du secteur Mont-Cervin (phases 2, 3 et 4) aux réseaux d'aqueduc et d'égout domestique	12 860 000 \$	10 280 000 \$	- \$	21 juillet 2016	11 août 2016		
Ville de Sainte-Catherine	Réaménagement du boulevard Hébert et de la rue Garnier à Sainte-Catherine	9 500 000 \$	2 500 000 \$	- \$	2 août 2016	19 août 2016		
Ville de Montréal	Aménagement d'un milieu vert, favorisant l'infiltration d'eau et d'un passage piétonnier dans la ruelle Viau-St-Clément.	180 000 \$	80 000 \$	- \$	3 août 2016	25 août 2016		
Ville de Beauceville	Projet pilote de la collecte intelligente dans la MRC Robert-Cliche	178 800 \$	89 400 \$	- \$	9 août 2016	19 août 2016		
Ville de Cowansville	Élaboration du plan d'action intégré en développement durable (PAI) pour le cœur villageois de la Municipalité de Cowansville	147 600 \$	73 800 \$	- \$	25 août 2016	13 septembre 2016		
MRC de La Matapédia	Caractérisation environnementale des sols et de l'eau souterraine (Phase II) en vue de la construction d'un nouveau centre administratif de la MRC	24 200 \$	12 100 \$	- \$	27 septembre 2016		17 octobre 2016	Pour être acceptable, certaines modifications doivent être apportées au projet conformément aux énoncés formulés par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports
Municipalité de Saint-Antonin	REMPLACEMENT DE DEUX (2) CAMION DIX(10) ROUES	550 000 \$	550 000 \$	- \$	7 octobre 2016	19 octobre 2016		
Municipalité de Stoke	Planification stratégique en développement durable de la municipalité de Stoke	34 800 \$	17 400 \$	- \$	22 novembre 2016	5 décembre 2016		
Ville de Sherbrooke	Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la Ville de Sherbrooke	107 700 \$	38 000 \$	- \$	7 décembre 2016	20 décembre 2016		
Municipalité de Saint-Anicet	Évaluation environnementale de Saint-Anicet	16 400 \$	8 200 \$	- \$	8 décembre 2016	4 janvier 2017		

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 40 Annexe	Pour le Fonds municipal vert : la liste des demandes reçues pour 2016-2017 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou à l'organisme municipal ou, le cas échéant, le motif du refus. Spécifier si le montant accordé est une subvention ou un prêt. Fournir le total des sommes accordées en 2016-2017.
-------------------------	---

REQUÉRANT	PROJET	COÛT *	SUBVENTION *	PRÊT *	DATE DE RÉCEPTION AU MAMOT	AVIS FAVORABLE MAMOT	AVIS DÉFAVORABLE MAMOT	COMMENTAIRES
Ville de Candiac	Quartier TOD de la gare : étude de faisabilité pour l'intégration réglementaire et technique des Pratiques de Gestion Optimale des eaux pluviales (PGO)	222 750 \$	111 375 \$	-	9 février 2017			Présentement à l'étude au MAMOT
Municipalité de Taschereau	Remplacement de l'huile no2 par des granules produites localement	19 800 \$	19 800 \$	-	9 février 2017			Présentement à l'étude au MAMOT
Ville de Kirkland	Remplacement du système de réfrigération et amélioration de l'efficacité énergétique du complexe	3 991 000 \$	390 000 \$	2 600 300 \$	17 février 2017			Présentement à l'étude au MAMOT
TOTAL		90 013 632 \$	16 258 463 \$	12 600 300 \$				

Le Fonds municipal vert (FMV) est sous la responsabilité de la Fédération canadienne des municipalités (FCM). La décision d'accepter ou de refuser un projet ainsi que le montant accordé est donc celle de la FCM. Les décisions ainsi que les sommes accordées par la FCM ne sont donc pas présentées dans la fiche du MAMOT. L'information concernant les projets du FMV autorisés par la FCM se retrouve au rapport annuel de cet organisme.

* Informations présentes dans le formulaire de demande. L'information peut évoluer suite à l'analyse du projet par la FCM.

Informations fournies au 28 février 2017

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 41

Pour le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec : fournir le détail des modalités du programme 2014-2018.

Voir les modalités du programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) 2014-2018 en annexe.

ANNEXE 1

Modalités de versement de l'aide financière de la Société de financement des infrastructures locales du Québec

Provenant du transfert d'une partie des revenus de la taxe fédérale d'accise sur l'essence
et des contributions du gouvernement du Québec pour les infrastructures municipales en
matière d'eau potable, d'eau usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures
pour les années 2014- 2018

**Société de financement
des infrastructures
locales**

Québec 

**Modalités de versement de l'aide financière de la
Société de financement des infrastructures locales du Québec**
Provenant du transfert d'une partie des revenus de la taxe fédérale d'accise sur
l'essence et des contributions du gouvernement du Québec pour les
infrastructures municipales en matière d'eau potable, d'eaux usées, de voirie
locale et d'autres types d'infrastructures pour les années 2014-2018

Le gouvernement du Québec établit les modalités de versement de l'aide financière de la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) telles que déterminées ci-après.

1. PROVENANCE DES SOMMES DISPONIBLES

L'aide gouvernementale disponible totalise 2,67 G\$ pour la durée du programme, soit 1,89 G\$ (70,8 %) provenant du gouvernement fédéral dans le cadre de l'Entente Canada-Québec relative au transfert d'une partie des revenus de la taxe fédérale d'accise sur l'essence conclue le 28 juin 2014 et 0,78 G\$ (29,2 %) provenant du gouvernement du Québec.

La partie de l'aide financière du gouvernement du Québec qui est versée au comptant sera assumée par la SOFIL, alors que la partie de l'aide financière du gouvernement du Québec qui prend la forme d'un remboursement du service de la dette sera versée par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT).

2. RÉPARTITION DES SOMMES DISPONIBLES

2.1 Les sommes disponibles sont réparties de la façon suivante :

- pour les municipalités de 6 500 habitants et plus, une somme de 289,39 \$ est allouée par personne, selon le décret de population en vigueur le 1^{er} janvier 2014;
- pour les municipalités de moins de 6 500 habitants, un montant forfaitaire de 427 500 \$ est alloué par municipalité, plus un par personne de 226,13 \$, selon le décret de population en vigueur le 1^{er} janvier 2014;
- dans l'éventualité où deux municipalités font l'objet d'un regroupement pour n'en former qu'une seule pendant la période visée, les montants alloués à chacune des municipalités au début de la période seront additionnés pour constituer le montant alloué à la nouvelle municipalité.

Les MRC d'Abitibi, d'Abitibi-Ouest, de La Haute Gaspésie, de La Matapédia, de Maria-Chapdelaine et de Matawinie, lesquelles agissent à titre de municipalité locale pour les localités situées en territoires non organisés à l'intérieur de leur juridiction, sont admissibles au présent programme. Toutefois, seuls les travaux admissibles destinés à desservir les résidents permanents peuvent être l'objet d'une aide financière.

Les municipalités peuvent associer les fonds de la TECQ 2014-2018 à d'autres sources de financement provenant d'un programme d'infrastructures pour financer la réalisation d'un projet, sous réserve que la contribution fédérale et/ou la contribution du Québec maximale fixée dans l'entente de financement encadrant ce programme continue de s'appliquer.

2.2 La contribution aux municipalités est accessible de la façon suivante :

- 19,23 % pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 mars 2015;
- 19,23 % pour la période du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016;
- 20,19 % pour la période du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017;
- 20,19 % pour la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018;
- 21,16 % pour la période du 1^{er} avril 2018 au 31 décembre 2018.

Advenant que la contribution de la municipalité à une année spécifique n'ait pas fait l'objet de travaux présentés à la hauteur du pourcentage déterminé ci-haut, la différence non octroyée à la municipalité devient accessible à l'année suivante.

Nonobstant l'obligation du Québec d'effectuer des paiements aux termes des présentes modalités, cette obligation est annulée si, au moment où le paiement est dû aux termes des présentes modalités, le Québec n'a pas octroyé un crédit suffisant lors du vote des crédits annuels par l'Assemblée nationale du Québec pour assurer le versement au bénéficiaire.

3. MODALITÉS DE VERSEMENT

3.1 Types de travaux admissibles

Les municipalités devront réaliser des travaux ou des dépenses admissibles, à partir du 1^{er} janvier 2014, à l'intérieur des priorités suivantes :

1. l'installation, la mise aux normes et la mise à niveau des équipements d'eau potable et d'assainissement des eaux;
2. les études qui visent à améliorer la connaissance des infrastructures municipales;
3. le renouvellement des conduites d'eau potable et d'égout;
4. la voirie locale (réfection ou amélioration des infrastructures de voirie locale, telles que les ouvrages d'art municipaux, rues municipales ou autres routes locales), les infrastructures liées à la gestion des matières résiduelles, les travaux d'amélioration énergétique des bâtiments, la réfection des barrages municipaux assujettis à la Loi sur la sécurité des barrages du Québec et identifiés au répertoire des barrages ainsi que la construction ou la rénovation des bâtiments municipaux et d'infrastructures municipales à vocation culturelle, communautaire, sportive ou de loisir.

Chaque municipalité pourra utiliser, pour la réalisation de travaux admissibles dans les priorités de son choix, l'équivalent de 20 % de son enveloppe allouée.

La municipalité devra respecter l'ordre de priorité des travaux pour 80 % de son enveloppe. Pour cette portion de son enveloppe, avant de réaliser des travaux de la priorité 4, la municipalité doit démontrer qu'il n'y a pas de travaux à réaliser dans les priorités 1 à 3 à court terme.

Les travaux en régie, les travaux usuels d'entretien, la location de machinerie, les achats de terrain et les frais juridiques, les dépenses liées aux salaires des employés municipaux, ne sont pas admissibles dans le cadre de la TECQ 2014-2018. Il en est de même pour la partie de la taxe de vente du Québec et de la partie de la taxe sur les produits et services pour lesquelles une municipalité ou un organisme municipal reçoit un remboursement.

Exceptionnellement, dans le cas des villages nordiques, des infrastructures, des travaux ou dépenses adaptés à la situation particulière de cette région pourront être reconnus admissibles.

3.2 Programmation de travaux

Pour obtenir l'aide financière de la SOFIL, ou du MAMOT, le cas échéant, chaque municipalité doit déposer au MAMOT une programmation de travaux constituée de la liste des travaux à réaliser.

Si cette programmation contient des travaux de renouvellement de conduites d'eau potable et d'égout, ceux-ci devront être reconnus comme prioritaires au plan d'intervention pour le renouvellement de ces conduites approuvé par le MAMOT, à l'exception des réseaux ou parties de réseaux qui sont exemptés d'un tel plan à cause de leur vétusté manifeste, lesquels sont acceptables sans plan d'intervention. Lorsque tous les travaux reconnus prioritaires au plan d'intervention sont réalisés et que tous les réseaux reconnus vétustes sont renouvelés, une municipalité pourra réaliser d'autres travaux de renouvellement de conduites à son choix.

Une municipalité peut déposer une programmation partielle des travaux prévus. En tout temps, une municipalité est tenue d'informer le MAMOT des modifications qu'elle apporte à sa programmation.

Par ailleurs, chaque municipalité doit déposer au MAMOT une programmation de travaux finale avant le 31 décembre 2018.

3.3 Seuil minimal d'immobilisations en infrastructures municipales

Les travaux faisant l'objet d'une aide financière gouvernementale dans le cadre du programme doivent constituer un investissement additionnel pour la municipalité. Ainsi, cette dernière devra réaliser un seuil minimal d'immobilisations en réfection d'infrastructures municipales d'eau potable, d'égout, de voirie, ou en construction ou réfection d'infrastructures requises au schéma de couverture de risques ou liées à la gestion des matières résiduelles. De même, les sommes investies par les municipalités dans des initiatives favorisant la réfection des infrastructures d'évacuation et de traitement des eaux usées des résidences isolées afin de les rendre conformes au Règlement sur l'évacuation et le traitement des résidences isolées (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.22) pourront être comptabilisées pour le seuil. Lorsqu'une municipalité n'a plus d'infrastructures à rénover ou à construire, comme celles mentionnées précédemment, elle pourra comptabiliser pour la réalisation du seuil la réfection de bâtiments municipaux ou d'infrastructures municipales de sport.

Ce seuil est fixé à 28 \$ par habitant pour chacune des cinq années du programme, excluant toute subvention de même que la part du coût maximal admissible assumée par la municipalité pour des travaux subventionnés dans le cadre de tout programme et les sommes transférées à la municipalité conformément aux présentes modalités. La population utilisée pour le calcul du seuil minimal d'immobilisations est celle du décret de population en vigueur au 1^{er} janvier 2014.

Une municipalité qui réalise déjà un seuil dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités ou de tout autre programme similaire géré par le MAMOT, excluant le programme TECQ 2009-2013, pour une année de réalisation du présent programme, n'est pas tenue de réaliser à nouveau un seuil pour cette année.

Une municipalité qui ne réaliserait pas la totalité du seuil exigé verra la contribution gouvernementale réduite d'un montant équivalent au montant manquant pour la réalisation du seuil.

Chacun des quatorze villages nordiques est exempté de réaliser un seuil minimal d'immobilisations en infrastructures municipales.

3.4 Examen des programmations et déclenchement des premiers versements

L'autorité chargée en vertu des dispositions de la Loi sur la Société de financement des infrastructures locales du Québec d'autoriser une aide financière à être accordée par cette dernière examinera les programmations de travaux qui lui seront soumises par les municipalités pour s'assurer que les conditions de versement exigées seront respectées.

Lorsque l'autorité chargée, en vertu des dispositions de la Loi sur la Société de financement des infrastructures locales du Québec, d'autoriser une aide financière à être accordée par cette dernière aura approuvé la programmation comportant les travaux réalisés, le MAMOT interviendra auprès de la SOFIL pour déclencher les versements qui seront effectués à date fixe une fois par année, en fonction de la réalisation des travaux.

Une fois par année, avant le 15 octobre, la municipalité est tenue de déposer une programmation de travaux révisée précisant et confirmant les travaux réalisés avant le 30 septembre de l'année en cours. Cette programmation de travaux permettra d'établir ou d'ajuster le versement à venir sur la base des travaux réalisés et confirmés par un officier municipal.

De plus, la municipalité devra indiquer ses prévisions de dépenses pour les travaux admissibles qu'elle prévoit réaliser entre le 1^{er} octobre de l'année en cours et le 31 mars de l'année suivante, et ce, afin que le MAMOT puisse obtenir l'information exigée en vertu de la norme comptable sur les paiements de transfert (SP 3410).

La contribution du gouvernement fédéral (70,8 %) est versée au comptant par la SOFIL, et ce, une fois par année au plus tard le 15 mars de chaque année à partir de 2015.

Pour les municipalités de moins de 2 500 habitants et pour les villages nordiques, la contribution du gouvernement du Québec est versée au comptant par la SOFIL une fois par année au plus tard le 15 mars de chaque année à partir de 2015.

Pour les municipalités de 2 500 habitants et plus, la contribution du gouvernement du Québec est versée par le MAMOT sur 20 ans, au plus tard le 15 mars de chaque année à partir de 2015. Le versement, comprenant le capital et les intérêts, sera calculé en fonction du taux à long terme pour le Québec (10 ans) disponible en janvier de chaque année selon les paramètres de référence fournis par le ministère des Finances du Québec et publiés par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Un calendrier de versement sur 20 ans sera établi pour chacune des années où un versement doit être effectué, selon l'évolution de l'approbation des programmations de travaux et des travaux réalisés par le bénéficiaire au 30 septembre de chaque année.

Une retenue représentant le versement disponible pour l'année 2018 pourra être appliquée jusqu'à l'approbation de la reddition de comptes finale, incluant le rapport du vérificateur externe.

3.5 Communications publiques

L'annonce publique d'un projet réalisé à l'aide du programme de la TECQ concernant des infrastructures d'eau potable, d'eaux usées ou de voirie locale et d'autres types d'infrastructures sera faite par le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada en concertation avec la municipalité.

La municipalité devra mentionner la participation du gouvernement du Québec et celle du gouvernement du Canada dans toute publicité à un tel projet.

Les coûts de confection, d'installation et de désinstallation d'affiches demandées par les gouvernements font partie des dépenses admissibles d'un projet.

4. REDDITIONS DE COMPTES

Une reddition de comptes finale est exigée à chacune des municipalités pour vérifier le respect de l'application des conditions de versement exigées. La reddition de comptes doit indiquer les travaux réalisés au cours des années financières 2014-2018 et les coûts réels de leur réalisation.

Un rapport d'un vérificateur externe validant la reddition de comptes finale sur la base des coûts réels devra être transmis au MAMOT au plus tard six mois après cette reddition de comptes. Ce rapport devra démontrer le respect de l'application des conditions de versement exigées, sans quoi la retenue pourra ne pas être recommandée pour versement, ou un remboursement des versements reçus en trop pourra être exigé, le cas échéant.

La liste des travaux réalisés pour le seuil d'immobilisations devra être présentée avec la reddition de comptes finale ou une attestation voulant que le seuil minimal d'immobilisations en réfection d'infrastructures ait été réalisé pour une ou les années couvertes par la reddition dans le cadre d'un autre programme.

Les coûts devront avoir été encourus avant la fin du programme et devront avoir été payés au moment du dépôt du rapport du vérificateur externe.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 42

Pour 2016-2017, fournir la liste des responsabilités, fonctions, compétences et pouvoirs ayant été identifiés par les ministères comme pouvant être décentralisés, et fournir le bilan des actions entreprises et à venir à ce sujet.

Aucune responsabilité, fonction ou compétence, ni aucun pouvoir n'a été identifié comme pouvant être décentralisé en 2016-2017.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 43

Nombre de rencontres de la Table Québec-municipalités en 2016-2017. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2017-2018.

Il n'y a eu aucune rencontre de la Table Québec-municipalités en 2016-2017.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 44

Nombre de rencontres de la Table Québec-Régions en 2016-2017. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2017-2018.

Aucune rencontre n'a eu lieu en 2016-2017.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 45

État de situation détaillé concernant la diversification des sources de revenus pour les municipalités. Copie des scénarios, analyses ou comptes rendus produits par le MAMOT en 2016-2017 à ce sujet. Actions à venir pour 2017-2018.

Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019 (annexe 1)

Le gouvernement a pris, dans le cadre de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019, signé le 29 septembre 2015, divers engagements financiers et fiscaux visant à diversifier les sources de revenus des municipalités. Les suites données à ces engagements par le MAMOT au cours de l'exercice 2016-2017 sont les suivantes :

- **Augmentation de l'enveloppe des compensations tenant lieu de taxes** (engagement 1.4) : la mesure de bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics a été regroupée avec les compensations de base pour la période 2016-2019 et la Loi sur la fiscalité municipale a été modifiée à cet effet par la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique (anciennement projet de loi n° 83), adoptée le 10 juin 2016. De plus, l'Accord 2016-2019 prévoit que des montants de 16 M\$ en 2018 et de 26 M\$ en 2019 seront ajoutés de manière à majorer le pourcentage de compensation applicable pour ces deux années.
- **Programme de partage des revenus des redevances sur les ressources naturelles** (engagement 1.5) : l'enveloppe annuelle du programme est passée de 10,2 M\$ à 25 M\$, un nouveau volet a été créé à l'intention des municipalités qui accueillent de nouveaux projets miniers et les règles de répartition de l'ancien programme, qui est devenu le volet 2, ont fait l'objet d'une révision (**annexe 2**).
- **Fonds de développement des territoires** (engagement 1.7) : l'enveloppe du Fonds, maintenue à 100 M\$ par année en 2016 et 2017, sera majorée à 105 M\$ en 2018 et à 115 M\$ en 2019.
- **Rehaussement de la taxe municipale pour le 9-1-1** (engagement 4.1) : le règlement encadrant la taxe municipale pour le 9-1-1 (**annexe 3**) a été modifié en mars 2016 et le tarif mensuel est passé de 0,40 \$ à 0,46 \$ par ligne le 1^{er} août 2016, ce qui devrait produire des revenus additionnels de 6,4 M\$ sur la base d'une année complète (le nouveau tarif ne s'est appliqué qu'à compter du 1^{er} août 2016 pour la première année).
- **Contributions des promoteurs** (engagement 4.2) : des modifications ont été apportées à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme par la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique, afin que soit accordé aux municipalités le pouvoir d'exiger des contributions monétaires de la part des promoteurs immobiliers pour le financement des infrastructures et des équipements municipaux requis par le développement.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 45

État de situation détaillé concernant la diversification des sources de revenus pour les municipalités. Copie des scénarios, analyses ou comptes rendus produits par le MAMOT en 2016-2017 à ce sujet. Actions à venir pour 2017-2018.

Redéfinition des relations entre Québec et les municipalités (engagement 5.1) : Le gouvernement s'est engagé à reconnaître un statut particulier aux villes de Montréal et de Québec et à réviser les lois municipales. Dans le cadre de cet engagement, il a adopté la Loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs (2016, chapitre 31) (ci-après Loi 31, anciennement le projet de loi n° 109) et déposé les projets de lois n°121 (Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec) et n° 122 (Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs. La Loi 31 et le projet de loi n°122 octroient de nouveaux pouvoirs aux municipalités qui leur permettront de diversifier leurs revenus :

- La Loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs, adoptée le 9 décembre 2016, accorde à la Ville de Québec le pouvoir d'exiger des redevances réglementaires et un pouvoir général de taxation.
- Le projet de loi n°122, présenté le 6 décembre 2016, prévoit diverses mesures de diversification des revenus pour les municipalités, dont :
 - un pouvoir d'exiger des redevances réglementaires (municipalités locales et agglomérations);
 - un pouvoir général de taxation (municipalités locales);
 - la révision des règles de fixation des taux de la taxe foncière permettant aux municipalités de déterminer jusqu'à cinq catégories d'immeubles non résidentiels (incluant les immeubles industriels), un plafond distinct et légèrement plus élevé pour les immeubles industriels, le rehaussement du plafond de taxation pour les terrains vagues desservis et le pouvoir de fixer des taux de taxes foncières variant selon des strates de valeur pour les immeubles non résidentiels;
 - le pouvoir de fixer des droits de mutation pour la tranche des transactions excédant 500 000 \$.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

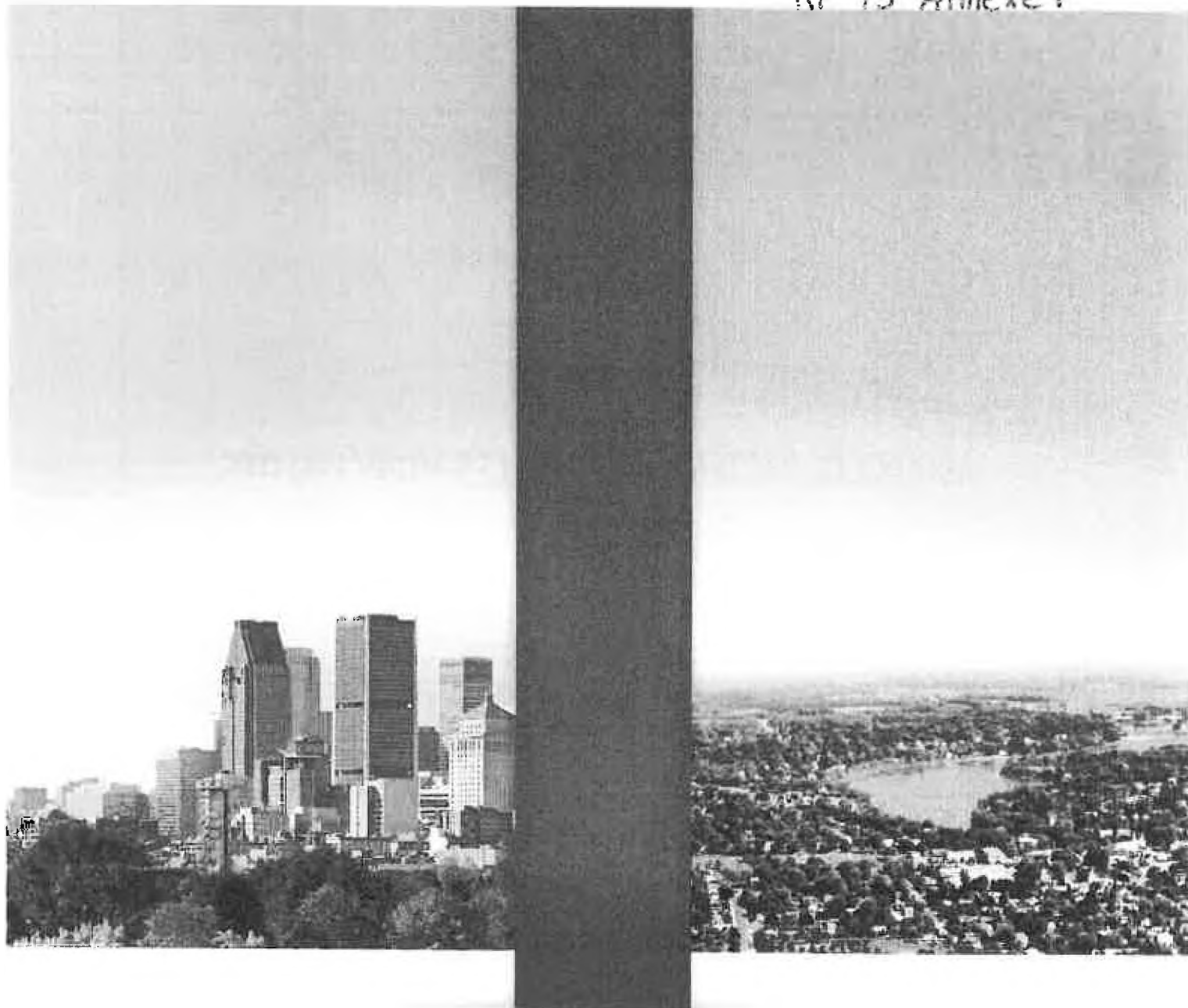
Demande n° 45

État de situation détaillé concernant la diversification des sources de revenus pour les municipalités. Copie des scénarios, analyses ou comptes rendus produits par le MAMOT en 2016-2017 à ce sujet. Actions à venir pour 2017-2018.

Autres mesures

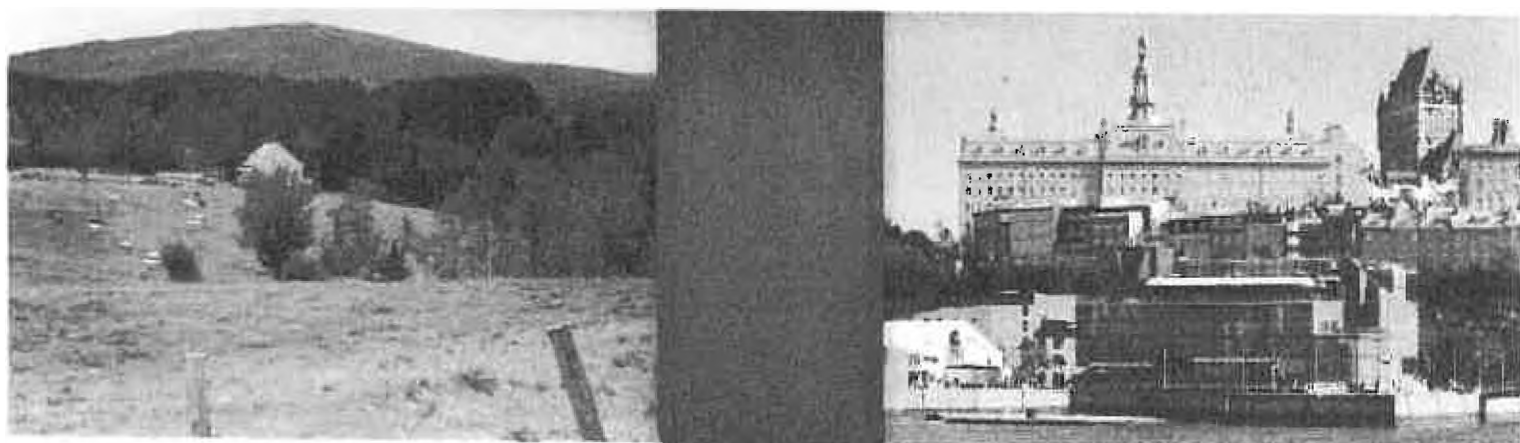
Des mesures de transfert seront mises en œuvre par la Loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs et l'entente avec la Ville de Québec. Des mesures de transfert ont aussi été annoncées lors de la présentation des projets de loi n°121 et n°122 dans le cadre d'ententes conclues respectivement avec la Ville de Montréal et l'ensemble des municipalités représentées par l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités :

- Entente sur les engagements du gouvernement et de la Ville de Québec pour la reconnaissance du statut particulier de la capitale nationale (**annexe 4**), conclue le 8 juin 2016 : afin de contribuer au développement économique de la capitale nationale et de sa région, le gouvernement s'est engagé à créer un fonds doté à terme d'une enveloppe annuelle de 25 M\$, soit 15 M\$ en 2017-2018, 17 M\$ en 2018-2019, 19 M\$ en 2019-2020, 21 M\$ en 2020-2021 et 25 M\$ à compter de 2021-2022 (engagement 1.3.1).
- Entente Réflexe Montréal (**annexe 5**), conclue le 8 décembre 2016 : en guise de soutien à la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal, le gouvernement s'est engagé à lui verser une aide annuelle qui atteindra à terme 50 M\$, soit 10 M\$ en 2017-2018, 20 M\$ en 2018-2019, 30 M\$ en 2019-2020, 40 M\$ en 2020-2021 et 50 M\$ à compter de 2021-2022 (engagement 1.3.1).
- Dans le document intitulé Redéfinition des relations avec les municipalités accompagnant la Déclaration sur la reconnaissance des municipalités à titre de gouvernements de proximité (**annexe 6**) du 6 décembre 2016, le gouvernement s'est engagé à mettre en place un Fonds d'appui au rayonnement des régions qui sera doté à terme d'une enveloppe annuelle de 100 M\$, soit 30 M\$ en 2017-2018, 45 M\$ en 2018-2019, 60 M\$ en 2019-2020, 75 M\$ en 2020-2021 et 100 M\$ à compter de 2021-2022 (mesure 15).



ACCORD DE PARTENARIAT

AVEC LES MUNICIPALITÉS



ENSEMBLE > 
on fait avancer le Québec

Québec 

ACCORD DE PARTENARIAT AVEC LES MUNICIPALITÉS POUR LA PÉRIODE 2016-2019

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC,

représenté par monsieur Philippe Couillard, premier ministre,
par monsieur Pierre Moreau, ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire,
et par monsieur Carlos Leitão, ministre des Finances,

ET

LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS,

représentée par monsieur Richard Lehoux, président,

ET

L'UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC,

représentée par madame Suzanne Roy, présidente,

ET

LA VILLE DE MONTRÉAL,

représentée par monsieur Denis Coderre, maire,

ET

LA VILLE DE QUÉBEC,

représentée par monsieur Régis Labeaume, maire

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE les municipalités sont des partenaires importants dans l'offre des services permettant le maintien de la qualité de vie des citoyens;

ATTENDU QUE les mesures du Pacte fiscal transitoire concernant les transferts financiers aux municipalités pour 2015 et une nouvelle gouvernance régionale viennent à échéance le 31 décembre 2015;

ATTENDU QUE le Pacte fiscal 2015 prévoyait que le gouvernement entreprendrait des discussions avec les partenaires municipaux en vue d'inclure dans un nouveau pacte fiscal pluriannuel les modalités d'un partage des revenus des redevances sur les ressources naturelles à compter de 2016;

ATTENDU QUE le gouvernement a entrepris de redéfinir sa relation avec les municipalités;

ATTENDU QU'IL y a lieu de conclure un nouveau pacte fiscal en prenant en considération la situation budgétaire du gouvernement et le fardeau des contribuables;

ATTENDU QUE le gouvernement souhaite renforcer le soutien qu'il accorde aux municipalités pour leur permettre d'assurer, dans une perspective d'autonomie accrue et avec efficience, des services de qualité aux citoyens et de contribuer au développement économique et social de leur milieu;

ATTENDU QUE les membres de l'Union des municipalités du Québec et de la Fédération québécoise des municipalités ont été consultés par leur association respective sur les dispositions du présent accord et y ont donné un accueil favorable ;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Engagements financiers du gouvernement

1.1 Les municipalités bénéficieront des sommes prévues à l'égard des mesures apparaissant dans le tableau qui suit, pour la période comprenant les années 2016 à 2019. Les montants présentés constituent l'ensemble de l'engagement financier du gouvernement du Québec en vertu du présent accord.

En millions de dollars	2016	2017	2018	2019	TOTAL
Remboursement à 50 % de la TVQ payée ⁽¹⁾	410,8	425,2	440,1	455,5	1 731,6
Bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics	94,0	94,0	110,0	120,0	418,0
Compensations tenant lieu de taxes pour les terres publiques	20,8	20,8	20,8	20,8	83,2
Partage des revenus des redevances sur les ressources naturelles	25,0	25,0	25,0	25,0	100,0
Subvention de péréquation	60,0	60,0	60,0	60,0	240,0
Subvention à la capitale nationale	7,8	7,8	7,8	7,8	31,2
Fonds de développement des territoires	100,0	100,0	105,0	115,0	420,0
Aide à la voirie locale (volet réfection)	50,0	50,0	50,0	50,0	200,0
TOTAL	768,4	782,0	818,7	854,1	3 224,0

(1) Les montants présentés pour cette mesure sont des estimations établies à partir d'une prévision de la croissance des dépenses taxables des municipalités de 3,5 % par année.

- 1.2 Les modalités d'allocation applicables aux mesures reconduites par le présent accord demeureront les mêmes au cours de la période 2016-2019 qu'en 2015, sous réserve des dispositions qui suivent.
- 1.3 Advenant que le taux de la TVQ soit majoré au cours de la période 2016-2019, le gouvernement s'engage à négocier avec les représentants municipaux des mesures visant à compenser l'effet financier de cette majoration pour les municipalités.
- 1.4 La mesure de bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics, dotée d'une enveloppe de 94 M\$ en 2016 et 2017, sera regroupée avec les compensations de base prévues par la Loi sur la fiscalité municipale pour la période 2016-2019. Le pourcentage de compensation prévu par cette loi pour les immeubles de l'enseignement primaire et secondaire sera ainsi de 65 % au lieu de 25 % en 2016 et en 2017. Des montants de 16 M\$ en 2018 et de 26 M\$ en 2019 seront ajoutés de manière à majorer le pourcentage de compensation applicable pour ces deux années. Ces montants seront répartis également entre les immeubles de l'enseignement primaire et secondaire et ceux de l'enseignement supérieur, de la santé, des services sociaux et des services de garde, sous réserve d'un arrondissement des pourcentages. Les pourcentages de compensation s'établiront comme suit au cours de la période 2016-2019

	2016	2017	2018	2019
Enseignement primaire et secondaire	65 %	65 %	69,5 %	71,5 %
Enseignement supérieur, santé, services sociaux et services de garde	80 %	80 %	82,5 %	84,5 %

Le Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes sera modifié afin de reconduire, selon les mêmes modalités qu'en 2015, la mesure de pondération du taux global de taxation pour les rôles d'évaluation qui entreront en vigueur au cours de la période de 2016 à 2019.

- 1.5 Depuis le Pacte fiscal 2000-2005, le gouvernement alloue une somme annuelle de 10,2 M\$ au titre du partage des retombées de l'exploitation des ressources naturelles, principalement les ressources forestières. Il souhaite permettre aux municipalités, qui sont ses partenaires dans le développement économique des régions, de bénéficier davantage des retombées de l'exploitation des ressources naturelles, incluant les ressources forestières, minières, pétrolières, gazières et les pêcheries, ainsi que de la mise en place sur leur territoire des nouveaux projets d'exploitation des ressources minières, pétrolières et gazières. Le gouvernement majorera l'enveloppe annuelle de la mesure de partage des revenus des redevances sur les ressources naturelles de 10,2 M\$ à 25,0 M\$ pour la période de 2016 à 2019. Cette enveloppe est répartie selon les modalités suivantes :

Dans le cadre d'un premier volet, dont l'enveloppe ne peut excéder 10 M\$, des sommes seront allouées pour une durée déterminée aux municipalités accueillant de nouveaux projets d'exploitation des ressources minières, pétrolières et gazières, selon les modalités qui suivent :

- Pour chaque nouveau projet dont l'entrée en production doit débiter en 2016 ou après, détermination d'un montant pouvant être alloué à la municipalité en appliquant un pourcentage prédéterminé au montant actualisé des redevances nettes anticipées;
- Étalement du montant pouvant être alloué sur une période maximale de 5 ans, dont les 3 années précédant le début de la production et les 2 années qui la suivent, seules les sommes comprises dans la période débutant le 1^{er} janvier 2016 étant toutefois versées.

Dans le cadre d'un second volet, dont l'enveloppe annuelle correspondra à la différence entre l'enveloppe totale de 25 M\$ et les montants alloués dans le cadre du premier volet, les sommes seront réparties entre les régions au prorata du PIB régional dans les domaines de l'exploitation forestière, minière, pétrolière, gazière, ainsi que des pêcheries, avec un plafond per capita de 25 \$, puis entre les MRC ou les villes MRC admissibles (excluant celles de 100 000 habitants et plus) au prorata de leur population.

1.6 L'enveloppe annuelle du programme de péréquation sera maintenue à 60 M\$ pour la période 2016-2019. Afin de recentrer davantage les montants de péréquation vers les petites municipalités dont la richesse foncière est faible, le Règlement sur le programme de péréquation sera modifié pour prévoir les modalités de répartition suivantes :

- Un montant de 5,2 M\$ sera transféré du volet 1 au volet 2 du programme;
- Le seuil de la richesse foncière uniformisée utilisé dans le calcul du volet 1 sera abaissé de 90 % à 80 %.

La mise en place de la nouvelle formule de répartition s'effectuera selon une règle de transition prévoyant que les montants de péréquation s'établiront comme suit :

- 2016 : 75 % de la formule actuelle et 25 % de la formule nouvelle
- 2017 : 50 % de la formule actuelle et 50 % de la formule nouvelle
- 2018 : 25 % de la formule actuelle et 75 % de la formule nouvelle
- 2019 : 100 % de la formule nouvelle

1.7 L'enveloppe du Fonds de développement des territoires sera maintenue à 100 M\$ par année en 2016 et 2017, mais majorée à 105 M\$ en 2018 et à 115 M\$ en 2019. La répartition s'effectuera de la manière suivante au cours de la période 2016-2019 :

- Le montant de base annuel de 100 M\$ fera l'objet d'une répartition identique à celle observée en 2015, sous réserve des montants conservés pour la mise en œuvre en 2015 des plans de fermeture des CRÉ qui seront répartis entre les MRC des régions concernées de la même façon qu'ils avaient été prélevés en 2015.
- Les montants ajoutés en 2018 et 2019 seront répartis selon les critères suivants :
 - Montant uniforme par MRC : 40 %
 - Population : 30 %
 - Indice de vitalité économique (IVE) de l'année précédente : 30 %

La répartition prévoira toutefois que la Ville de Montréal recevra 6 parts dans le cadre du critère allouant un montant uniforme par MRC et que l'Administration régionale Baie-James verra son montant de 2015 reconduit.

1.8 Depuis 1992, le gouvernement verse plus de 125 M\$ par année pour l'aide à la voirie locale dont 80 M\$ pour son entretien et le reste pour son amélioration. Reconnaisant l'opportunité de majorer cette aide pour assurer la pérennité du réseau routier local, le gouvernement a ajouté un montant de 50 M\$ pour l'aide à la réfection dans le Pacte fiscal transitoire 2015. Ce montant de 50 M\$ sera reconduit pour chacune des années de 2016 à 2019, soit 200 M\$ de plus au total pour cette période.

2. Révision du cadre des relations du travail

Dans un contexte de redéfinition des relations Québec-municipalités et d'accroissement de l'autonomie municipale en matière de relations du travail, le gouvernement examinera, en consultation avec les intervenants du milieu municipal, certains éléments du processus de négociation collective, du processus d'arbitrage de différends pour les policiers et les pompiers et du champ d'application de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction. Le gouvernement s'engage à présenter des modifications législatives à ce sujet à la session du printemps 2016.

3. Contrôle des coûts

- 3.1 Le gouvernement s'engage à rendre public le rapport intitulé *Faire confiance : pour une reddition de comptes au service du citoyen*, déposé en août 2015, et à proposer, en s'inspirant de celui-ci, une politique visant à alléger la reddition de comptes des municipalités au gouvernement et à assurer la cohérence des exigences gouvernementales aux municipalités. Ces mesures seront déposées en 2016.

Le gouvernement s'engage également à consulter les municipalités sur les initiatives gouvernementales susceptibles de se traduire par un accroissement significatif des responsabilités ou des coûts des municipalités.

- 3.2 Le gouvernement analysera, en collaboration avec les instances concernées (les corps de police, les associations municipales, le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et le ministère de la Sécurité publique, qui coordonnera ces travaux), l'ensemble des activités policières afin d'envisager la conclusion d'ententes de partage ou de services entre les corps policiers à l'égard de l'une ou l'autre des activités prévues aux niveaux de service sans compromis sur la sécurité publique. Des modifications à la Loi sur la police pourraient, le cas échéant, être proposées pour élargir, sur cette base, les possibilités d'ententes de partage ou de services entre municipalités.
- 3.3 Comme le prévoit la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles, l'élimination des matières organiques sera bannie en 2020. Dans le contexte où l'atteinte de cet objectif se fera de façon progressive, le gouvernement s'engage à modifier le cadre normatif du Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage afin de prolonger au 31 décembre 2022 la date butoir de la mise en exploitation des installations de traitement subventionnées, sous réserve d'un report équivalent, par le gouvernement fédéral, de l'échéance de reconnaissance des dépenses admissibles engagées par les demandeurs dans le cadre du Fonds pour l'infrastructure verte.

Dans le but de favoriser l'atteinte de cet objectif le plus rapidement possible et de reconnaître les efforts des municipalités qui auront pris ce virage déterminant, le gouvernement s'engage à intégrer, dès 2016, des incitatifs relatifs à la gestion des matières organiques aux critères déjà établis dans le cadre de l'établissement de la performance territoriale du Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles.

- 3.4 Le gouvernement modifiera, d'ici le 31 décembre 2015, les règles du sous-volet 1,5 du Programme d'infrastructures Québec-municipalités afin d'y rendre admissibles, pour la confection des plans et devis ainsi que pour la réalisation des travaux prévus au protocole d'entente, les salaires des employés municipaux.

4. Outils économiques et fiscaux

- 4.1 Afin d'améliorer le financement des centres d'urgence 9-1-1, le Règlement encadrant la taxe municipale pour le 9-1-1 sera modifié, à compter du 1^{er} août 2016, de manière à ajuster le montant de la taxe en fonction de l'inflation.
- 4.2 Le gouvernement proposera, au plus tard à l'automne 2016, des modifications à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme afin de clarifier le pouvoir d'imposer des contributions aux promoteurs immobiliers pour le financement d'infrastructures et d'équipements municipaux réalisés hors du site même d'un développement immobilier.
- 4.3 Le gouvernement s'engage à analyser l'opportunité de privilégier la décontamination des terrains sous sa responsabilité situés en milieu urbain et représentant un fort potentiel de développement économique tout en tenant compte des critères de santé publique et de sécurité.

De plus, pour soutenir les municipalités dans leurs investissements en matière de décontamination des sols, et dans une perspective de meilleur aménagement du territoire et de minimisation des coûts pour les parties impliquées, le gouvernement analysera, en collaboration avec les municipalités, des incitatifs économiques municipaux et gouvernementaux dont la révision, à l'intérieur des budgets existants, des programmes d'aide financière pour le réaménagement des sites urbains contaminés.

Un groupe de travail composé des représentants des ministères concernés et des municipalités sera mis en place pour traiter de ces questions à l'automne 2015.

5. Autres dispositions

5.1 Le gouvernement réitère l'engagement, formulé dans le Pacte fiscal transitoire 2015, de redéfinir, sur de nouvelles bases, sa relation avec les municipalités et de poursuivre les travaux de révision du cadre législatif municipal en s'inspirant du livre blanc de l'UMQ et de la proposition de la FQM sur la gouvernance de proximité. Cette démarche s'effectuera dans une perspective d'accroissement de l'autonomie municipale et d'élargissement de certaines compétences. Elle s'appuiera sur des principes de bonne gouvernance tels que la subsidiarité, l'imputabilité, la simplification, l'efficacité et la transparence, et portera principalement sur les éléments suivants :

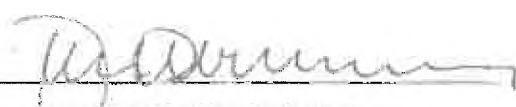
- reconnaître un statut particulier aux villes de Québec et de Montréal;
- élaborer un Code des municipalités qui aura pour objectif de doter les municipalités d'un cadre législatif nouveau axé sur la gouvernance de proximité et l'imputabilité des élus municipaux;
- réviser et simplifier les lois municipales et leur application, principalement la Loi sur les cités et villes et le Code municipal;
- dans le même esprit, ajuster la Loi sur les compétences municipales et d'autres lois comme la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et la Loi sur la fiscalité municipale.

Les modifications législatives relatives au premier de ces éléments seront déposées à la session du printemps 2016, tandis que celles portant sur les trois autres éléments le seront à la session de l'automne 2016.

5.2 Le présent accord s'appliquera du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2019


LES PARTIES ONT ACCEPTÉ LES TERMES ET SIGNÉ LE PRÉSENT ACCORD À QUÉBEC, le 29 SEPTEMBRE 2015.


 MONSIEUR PHILIPPE COURLIARD
 Le premier ministre du Québec


 MONSIEUR PIERRE MOREAU
 Le ministre des Affaires municipales
 et de l'Occupation du territoire


 MONSIEUR CARLOS LEVATO
 Le ministre des Finances


 MONSIEUR RICHARD LEHOUX
 Le président de la Fédération québécoise
 des municipalités


 MADAME SUZANNE ROY
 La présidente de l'Union
 des municipalités du Québec


 MONSIEUR DENIS CODERRE
 Le maire de la Ville de Montréal


 MONSIEUR RÉGIS LABEAUME
 Le maire de la Ville de Québec

Photographies de la page couverture

Photo 1 - Montréal © TOURISME QUÉBEC - Cecile, Berdit - Vlan Communication

Photo 2 - Châteauguay © Ville de Châteauguay

Photo 3 - Saint-Elzéar © LE MONDE EN IMAGES - Paul Grant

Photo 4 - Québec © CC - Gilbert Bochenek



N° 12 – 13 décembre 2016

Ajustement au Programme de partage des revenus de l'exploitation des ressources naturelles

L'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019 a prévu des changements importants au programme de partage des revenus des redevances sur les ressources naturelles.

L'enveloppe annuelle est passée de 10,2 M\$ à 25 M\$, un nouveau volet a été créé à l'intention des municipalités qui accueillent de nouveaux projets miniers et les règles de répartition du programme existant en 2015, qui est devenu le volet 2 du programme, ont fait l'objet d'une importante révision.

De plus, une mesure de transition a été prévue afin d'éviter que la modification des règles de répartition du volet 2 du programme se traduise par une réduction de revenus pour certaines des MRC ou des municipalités locales admissibles. Le présent Muni-Express vise à informer ces dernières des modifications apportées aux modalités de la mesure de transition décrites dans le Muni-Express n° 6 du 19 avril 2016.

Selon les modalités alors annoncées, la mesure de transition comportait deux volets. Un premier volet prévoyait que les organismes pour lesquels on observait une réduction entre les montants versés en 2015 et ceux signifiés pour 2016 recevraient un montant correspondant à 100 % de cette différence en 2016 et en 2017 et 50 % en 2018. Un second volet se traduisait par le versement de montants additionnels, lorsque la somme des réductions pour les années 2016, 2017, 2018 et 2019 n'était pas entièrement contrebalancée par les sommes provenant du premier volet de la mesure de transition et la majoration des sommes reçues du Fonds de développement des territoires (FDT).

À la suite d'échanges avec les représentants municipaux, des changements ont été apportés à ces modalités :

- La majoration des sommes versées au FDT ne sera plus prise en considération dans le calcul des montants de transition. Ceux-ci correspondront donc, pour l'ensemble de la période de 2016 à 2019, aux réductions entre les montants versés en 2015 et ceux versés en 2016 au volet 2, multipliés par quatre.
- Toutefois, le versement des montants de transition sera modulé selon les disponibilités se dégageant du volet 1 du programme. Par rapport à une répartition uniforme des montants de transition entre les années, il pourra donc y avoir des versements anticipés ou des versements différés.
- Lorsque les montants se dégageant du volet 1 auront permis de verser la totalité des montants de transition pour la période 2016-2019, l'excédent sera ajouté aux sommes à répartir dans le cadre du volet 2. Inversement, advenant que les montants se dégageant du volet 1 au cours de la période 2016-2019 se révèlent insuffisants pour financer l'ensemble des montants de transition, la différence sera pourvue par une réduction de l'enveloppe du volet 2, au cours des dernières années de la période.

Les montants versés en 2016 pour le volet 1 et le volet 2 du programme, ainsi que pour la mesure de transition, le seront au cours des prochains jours. Il faut noter que :

- Les montants versés au volet 2 pour 2016 sont sensiblement les mêmes que ceux signifiés en octobre 2015 pour la préparation des budgets de 2016, les variations provenant de corrections techniques mineures.
- Les montants de transition versés en 2016 comprennent un montant correspondant à une part proportionnelle (25 %) du montant total de transition à verser pour la période 2016-2019, ainsi qu'un montant additionnel versé par anticipation pour 2017. Cela permettra de faire face, en 2017, à une éventuelle augmentation des montants à verser au volet 1, sans avoir à réduire les montants versés au volet 2.

Les montants qu'il est prévu de verser en 2017 au volet 2 ont été signifiés le 24 octobre 2016. Ils s'appuient sur une reconduction de l'enveloppe versée en 2016, mais la répartition est modifiée en raison du rajeunissement d'un an des données utilisées :

- Utilisation de la moyenne des Produits intérieurs bruts régionaux 2012-2013-2014 plutôt que la moyenne 2011-2012-2013.
- Utilisation de la population de 2016 plutôt que celle de 2015.

Pour toute question ou précision relativement à l'ajustement au Programme de partage des revenus de l'exploitation des ressources naturelles, vous pouvez joindre la Direction générale des finances municipales au 418 691-2033 ou la Direction générale de la fiscalité et de l'évaluation foncière au 418 691-2035.

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2015

La reproduction partielle ou totale de cette publication est autorisée pour des fins non commerciales à la condition d'en mentionner la source.



© Gouvernement du Québec, 2010

Affaires municipales
et Occupation
du territoire

Québec



*muni*express

Affaires municipales et Occupation du territoire



N° 6 - 19 avril 2016

Mesure de transition du programme de partage des revenus des redevances sur les ressources naturelles

Dans le cadre de l'Accord de partenariat 2016-2019 avec les municipalités, conclu le 29 septembre 2015, les représentants du gouvernement et des municipalités ont convenu de modifications importantes au programme de partage des revenus des redevances sur les ressources naturelles. L'enveloppe annuelle de ce programme a été majorée de 10,2 M\$ à 25 M\$ et ses règles de répartition ont été modifiées substantiellement conformément à ce qui a été convenu dans l'Accord 2016-2019.

Afin de faire en sorte que la révision des règles du programme ne se traduise par aucune diminution des transferts aux MRC et villes hors MRC admissibles pour la période 2016-2019 par rapport à 2015, une mesure de transition a été mise en place. Les montants qui seront versés dans le cadre de cette mesure (consultez la section préparation du budget 2016) seront déterminés selon les règles suivantes :

- **Premier volet de transition**

- La base du calcul de la mesure de transition correspond à la réduction constatée entre le montant versé en 2015 dans le cadre de la mesure de subvention tenant lieu d'un accès aux redevances et les montants du volet 2 du programme de partage des revenus des redevances signifiés aux MRC pour 2016 en novembre 2015. Cette base de calcul demeurera inchangée pour toutes les années visées de 2016 à 2019.
- Les montants de transition seront établis en appliquant les pourcentages suivants à la base de calcul décrite au point précédent :
 - Pour 2016 : 100 %
 - Pour 2017 : 100 %
 - Pour 2018 : 50 %

- **Second volet de transition**

- Somme, pour la période 2016-2019, des réductions au volet 2 du programme, en reconduisant en 2017, 2018 et 2019 les montants signifiés pour 2016 aux MRC en novembre 2015.
- Soustraction de la somme des montants de transition accordés dans le cadre du premier volet.
- Soustraction des majorations au Fonds de développement des territoires (FDT), pour la période 2016-2019, selon la prévision de novembre 2015.

Le montant versé dans le cadre du second volet de la mesure de transition correspondra au solde de ce calcul. Selon les disponibilités budgétaires du programme, il sera versé en 2018, en 2019, ou réparti entre ces deux années.

Les montants versés dans le cadre du volet 2 du programme de partage (montant de base) et de la mesure de transition le seront dans le cadre de l'enveloppe du programme, dont le total est fixé à 25 M\$ par année de 2016 à 2019.

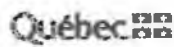
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau

Québec (Québec) G1R 4J3

Téléphone : 418 691-2015

La reproduction partielle ou totale de cette publication est autorisée pour des fins non commerciales à la condition d'en mentionner la source.



© Gouvernement du Québec, 2010

Les sommes représentant la valeur actuarielle des prestations additionnelles, incluant les intérêts afférents, sont transférées au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit de trois ans celle à laquelle est déposée l'évaluation actuarielle dont les hypothèses ont servi de base à l'établissement de la valeur de ces prestations.

Malgré le troisième alinéa, les sommes représentant la valeur actuarielle des prestations additionnelles afférentes aux bénéfices visés par les articles 184 ou 185 de la Loi et acquis par un employé alors qu'il n'était pas visé par le présent décret et qui, avant le 1^{er} janvier 2015, l'est devenu, incluant les intérêts afférents, sont transférées au plus tard le 31 décembre 2016.

3. L'annexe II de ces dispositions particulières est modifiée par le remplacement de son paragraphe 13° par le suivant :

« 13° dans le réseau de la santé et des services sociaux, les cadres des établissements publics au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) et au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5) qui sont de classes salariales 24 ou HC6 ou C, selon le cas, et de celles respectivement supérieures à celles-ci, ainsi que les présidents-directeurs généraux, les présidents-directeurs généraux adjoints et les directeurs généraux adjoints des centres intégrés de santé et de services sociaux et des établissements non fusionnés au sens de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (chapitre O-7.2); ».

64532

Gouvernement du Québec

Décret 126-2016, 24 février 2016Loi sur la fiscalité municipale
(chapitre F-2.1)**Taxe municipale pour le 9-1-1
— Modification**

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement encadrant la taxe municipale pour le 9-1-1

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 13° du premier alinéa de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1), le gouvernement peut, pour l'application de l'article 244.68 de cette loi, déterminer par règlement, eu égard à chaque service téléphonique, le montant de la taxe visée à cet article ou les règles permettant de l'établir, et déterminer, dans le cas de toute modification au règlement, la date à compter de laquelle la modification devient effective;

ATTENDU QU'en vertu du troisième alinéa de l'article 262 de cette loi, un règlement portant sur un objet visé au paragraphe 13° ne peut être adopté par le gouvernement qu'après consultation, par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, de l'Union des municipalités du Québec, de la Fédération québécoise des municipalités locales et régionales (FQM), de la Ville de Montréal ainsi que des personnes ou organismes qu'il considère représentatifs des fournisseurs de services téléphoniques et des exploitants des centres d'urgence 9-1-1;

ATTENDU QUE cette consultation a eu lieu;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Règlement encadrant la taxe municipale pour le 9-1-1 (chapitre F-2.1, r. 14);

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 244.70 de cette loi, lorsque le gouvernement apporte une modification au règlement pris en vertu du paragraphe 13° de l'article 262, il doit fixer un délai avant l'expiration duquel une municipalité locale doit adopter et transmettre au ministre un règlement décrétant les modifications nécessaires à la mise en conformité de son règlement à celui du gouvernement;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 20 mai 2016 le délai avant l'expiration duquel une municipalité locale doit adopter et transmettre au ministre un règlement décrétant les modifications nécessaires à la mise en conformité de son règlement à celui du gouvernement;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), un projet de règlement modifiant le Règlement encadrant la taxe municipale pour le 9-1-1 a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 16 décembre 2015, avec avis qu'il pourrait être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'aucun commentaire n'a été reçu;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement sans modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire :

QUE soit fixé au 20 mai 2016 le délai avant l'expiration duquel une municipalité locale doit adopter et transmettre au ministre un règlement décrétant les modifications nécessaires à la mise en conformité de son règlement à celui du gouvernement;

QUE le Règlement modifiant le Règlement encadrant la taxe municipale pour le 9-1-1, annexé au présent décret, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

Règlement modifiant le Règlement encadrant la taxe municipale pour le 9-1-1

Loi sur la fiscalité municipale
(chapitre F-2.1, a. 262, 1^{er} al., par. 13^o, et 3^{ème} al.)

1. L'article 2 du Règlement encadrant la taxe municipale pour le 9-1-1 (chapitre F-2.1, r. 14) est modifié par le remplacement de «0,40 \$ par mois» par «0,46 \$ par mois».

2. L'article 1 du présent règlement a effet à compter du 1^{er} août 2016.

3. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

64533

Gouvernement du Québec

Décret 127-2016, 24 février 2016

Loi sur l'organisation territoriale municipale
(chapitre O-9)

Regroupement de la Ville de Daveluyville et de la Municipalité de Sainte-Anne-du-Sault

CONCERNANT le regroupement de la Ville de Daveluyville et de la Municipalité de Sainte-Anne-du-Sault

ATTENDU QUE, conformément au premier alinéa de l'article 85 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (chapitre O-9), chacun des conseils municipaux de la Ville de Daveluyville et de la Municipalité de Sainte-Anne-du-Sault a adopté un règlement autorisant la présentation d'une demande commune au gouvernement afin de constituer une ville issue du regroupement des deux municipalités;

ATTENDU QUE le gouvernement peut, en vertu des articles 107 et 108 de cette loi, faire droit à cette demande, sur recommandation du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;

ATTENDU QUE cette demande commune a été transmise au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite à la demande commune de regroupement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire :

QU'il soit fait droit à la demande et que soit constituée une municipalité locale issue du regroupement de la Ville de Daveluyville et de la Municipalité de Sainte-Anne-du-Sault, conformément aux dispositions suivantes :

1. Le nom de la nouvelle ville est « Ville de Daveluyville ».

2. La description du territoire de la nouvelle ville est celle qui a été rédigée par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le 5 novembre 2015; cette description apparaît à l'annexe « A » du présent décret.

3. La nouvelle ville est régie par la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19).

4. Le territoire de la municipalité régionale de comté d'Arthabaska comprend celui de la nouvelle ville.

5. Jusqu'à ce que débute le mandat de la majorité des candidats élus lors de la première élection générale, la nouvelle ville est dirigée par un conseil provisoire formé de l'ensemble des membres du conseil des anciennes municipalités en fonction au moment de l'entrée en vigueur du présent décret.

Durant la période où le conseil provisoire dirige la nouvelle ville, aucune élection partielle n'est tenue pour combler les postes vacants de membres du conseil provisoire, à moins qu'il y ait moins d'un maire ou moins de six conseillers. Le maire qui joue le rôle de maire suppléant n'est pas considéré dans le nombre de conseillers pour les fins du présent article.

En cas d'élection partielle à un poste de conseiller, seules sont éligibles les personnes qui le seraient en vertu de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (chapitre E-2.2) si cette élection était une élection des membres du conseil de l'ancienne municipalité ayant le plus grand nombre de postes vacants au conseil provisoire. En cas d'élection partielle au poste de maire, aucun critère particulier d'éligibilité n'est établi pour la durée du conseil provisoire.

**ENTENTE SUR LES ENGAGEMENTS
DU GOUVERNEMENT ET LA VILLE DE QUÉBEC
POUR LA RECONNAISSANCE DU STATUT PARTICULIER
DE LA CAPITALE NATIONALE**

Entre

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC,
représenté par
monsieur Martin Coiteux,
ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

et

LA VILLE DE QUÉBEC,
représentée par
monsieur Régis Labeaume,
maire

PRÉAMBULE

ATTENDU QU'au printemps 2014, le premier ministre du Québec, monsieur Philippe Couillard, confiait au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (le ministre), le mandat de :

- élaborer un projet de loi redéfinissant les relations entre Québec et les municipalités et réviser les lois concernant les municipalités;
- accroître l'autonomie des municipalités et élargir certaines de leurs compétences;
- élaborer deux projets de loi visant à reconnaître formellement les responsabilités uniques assumées par la métropole et par la capitale nationale;

ATTENDU QUE, pour donner suite à ce mandat, le ministre et le maire de la Ville de Québec ont mis sur pied une table de concertation et de consultation, la Table Québec-Québec, dans le but de considérer des propositions en vue d'un projet de loi visant à reconnaître formellement le statut de capitale nationale pour la Ville de Québec et à identifier les responsabilités uniques assumées à ce titre par la Ville de Québec;

ATTENDU QUE le rôle principal de cette table fut d'agir pour :

- élaborer une vision en vue de définir le statut de capitale nationale et le degré d'autonomie nécessaire afin que la Ville de Québec puisse réaliser tout son potentiel à cet effet;
- contribuer à l'identification des moyens pour assurer le développement et le rayonnement de la capitale nationale dans un souci de toujours mieux répondre aux besoins du Québec;
- dégager des consensus sur les actions à privilégier afin d'accomplir cet objectif en s'appuyant sur les principes suivants : subsidiarité, efficience, simplification, transparence et imputabilité;

ATTENDU QUE le projet de loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs a été présenté à l'Assemblée nationale le 8 juin 2016* par le ministre et qu'il y a lieu de conclure une entente faisant état des engagements du gouvernement à l'égard de travaux à réaliser qui découleront de la reconnaissance du statut de capitale nationale de la Ville de Québec;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1 ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

1.1 ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT ACCROISSANT LES POUVOIRS GÉNÉRAUX DE LA VILLE DE QUÉBEC

1.1.1 Mesures en matière d'aménagement

Le Plan d'action gouvernemental pour alléger le fardeau administratif des municipalités, déposé le 11 mai 2016, prévoit un ensemble de mesures en matière d'aménagement que le gouvernement prévoit mettre en œuvre en réalisant des travaux visant à :

- finaliser le renouvellement des orientations gouvernementales en aménagement, en consultation avec le milieu municipal et dans une perspective de plus grande autonomie des municipalités et des MRC, de responsabilisation des élus et d'adaptation aux réalités locales (mesure 22);
- simplifier la présentation des orientations gouvernementales en aménagement en distinguant l'information de portée stratégique des informations à caractère technique (mesure 23);
- renforcer l'accompagnement offert aux MRC dans leurs démarches de planification en aménagement du territoire (mesure 24);
- modifier la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme en accordant davantage d'autonomie aux municipalités et aux MRC (mesure 25).

* La présente entente n'a pas pour effet de restreindre les privilèges parlementaires des membres de l'Assemblée nationale.

Outre ces mesures, le gouvernement s'engage à mettre sur pied, en collaboration avec la Ville, un groupe de travail ayant pour mandat d'identifier des mesures pour alléger et simplifier le processus d'approbation gouvernemental à l'égard des modifications aux schémas d'aménagement.

1.1.2 Mesures en matière de logement social

La Société d'habitation du Québec s'engage, à compter du 1^{er} avril 2017, à l'égard des programmes municipaux d'habitation de la Ville visant principalement à mettre des logements à la disposition de personnes à revenu faible ou modique, lorsque ces programmes auront été préalablement autorisés par les autorités compétentes, à modifier ses propres programmes de façon à permettre leur mise en œuvre et à conclure avec la Ville les ententes relatives à leur financement et à leur gestion.

1.1.3 Mesures en matière d'itinérance et d'intégration à la société québécoise des immigrants et des réfugiés

Le gouvernement reconnaît la contribution concrète de la Ville en matière d'itinérance et d'intégration des immigrants et des réfugiés. Que ce soit par l'action directe de ses représentants (policiers, intervenants de rue, etc.), ses programmes d'aide, ses politiques ou sa réglementation, la Ville assure une prestation de services de proximité importante et joue un rôle crucial tant pour soutenir les itinérants que pour favoriser l'intégration des immigrants et des réfugiés.

Le gouvernement s'engage à ce que le ministre examine, en collaboration avec la Ville et le ministre de la Santé et des Services sociaux et le ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, la manière dont les actions de l'ensemble des intervenants incluant les tiers, pourraient être mieux coordonnées et arrimées entre elles. Cet exercice aura également pour but d'étudier les moyens de mieux soutenir la Ville tant financièrement qu'en ce qui a trait à l'organisation et à l'efficacité des services publics et municipaux dans ces domaines.

1.1.4 Mesures en matière de culture et de patrimoine

Le gouvernement s'engage à ce que le ministre de la Culture et des Communications, dès qu'il sera légalement habilité à le faire, conclue avec la Ville une entente de délégation d'application de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement. La portée et les modalités de cette délégation seraient prévues à cette entente.

Le gouvernement s'engage également à ce que le ministre de la Culture et des Communications conclue avec la Ville une entente de développement culturel d'une durée de trois ans.

1.1.5 Analyse des impacts des projets de loi, règlements, politiques et programmes pour les municipalités dans les mémoires au Conseil des ministres

Le gouvernement a dévoilé, le 11 mai 2016, les détails de la Politique gouvernementale de consultation et de simplification administrative à l'égard des municipalités. Cette politique vise à assurer, dans un esprit d'autonomie accrue pour les municipalités, que les exigences gouvernementales liées à la reddition de comptes qui concernent les municipalités seront réduites à l'essentiel et que leur coût sera minimisé. Il s'agit d'un geste important qui permettra au gouvernement de s'assurer du développement de politiques et de programmes prenant mieux en compte la réalité du milieu municipal, dont celle de la Ville.

Le ministre, qui aura un rôle central à jouer dans l'application de cette politique, confirme son intention de s'appuyer sur celle-ci pour favoriser également l'élaboration, par l'ensemble des ministères et organismes du gouvernement, de lois, règlements, politiques et programmes prenant mieux en compte la réalité du milieu municipal.

1.2 DEMANDES ÉTUDIÉES

PAR LA TABLE SUR LES RELATIONS QUÉBEC-MUNICIPALITÉS

Plusieurs demandes formulées par la Ville s'avèrent porteuses pour l'ensemble des municipalités du Québec. De surcroît, certaines ne revêtent pas de caractère inhérent au statut de capitale. Dans ce contexte, le gouvernement proposera, dans le cadre des travaux de la Table sur les relations Québec-municipalités, des mesures visant à

- abolir la nécessité d'obtenir l'autorisation du ministre pour conclure une entente engageant le crédit des municipalités pour plus de 10 ans;
- appliquer à certaines ressources intermédiaires le même taux de taxation que celui applicable aux centres d'hébergement et de soins de longue durée;
- fixer l'indemnité d'expropriation en fonction de la valeur réelle conformément à la Loi sur la fiscalité municipale;
- permettre la prise en charge, par les municipalités, pour cession à un tiers, d'un immeuble détérioré;
- obtenir pour la cour municipale le pouvoir d'autoriser une solution de rechange aux travaux compensatoires dans le cadre du programme IMPAC (Intervention multisectorielle programmes d'accompagnement à la cour municipale);
- transférer à une municipalité et à sa cour la responsabilité de l'application pénale de la Loi sur la fiscalité municipale;
- inclure une table d'équivalence au Code de procédure pénale permettant d'établir la durée de l'emprisonnement en cas de défaut de paiement d'une amende.

1.3 ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

1.3.1 Financement de projets de développement économique, incluant le soutien des secteurs de force de la région

Le gouvernement proposera la reconnaissance légale d'un fonds d'appui à la capitale nationale et sa région ayant pour objet de contribuer au dynamisme et à la vitalité, au développement et à l'essor économique ainsi qu'au rayonnement de la capitale nationale et sa région. Ce fonds sera doté d'une enveloppe de 15 millions de dollars en 2017-2018, 17 millions de dollars en 2018-2019, 19 millions de dollars en 2019-2020, 21 millions de dollars en 2020-2021 et 25 millions de dollars en 2021-2022. Les modalités de gouvernance et de gestion applicables pour ce fonds seront déterminées d'ici le début de la prochaine année financière en collaboration avec la Ville de Québec et sa région.

1.3.2 Établissement des catégories d'immeubles aux fins de fixation de plusieurs taux de taxe foncière générale

Le gouvernement proposera, à la suite de travaux avec la Ville, des mesures visant à habilitier cette dernière à déterminer des catégories additionnelles d'immeubles non résidentiels pouvant faire l'objet de taux de taxation foncière différents et à préciser les modalités juridiques et administratives selon lesquelles ce pouvoir pourra être exercé (en particulier, le nombre de catégories pouvant être établies, leur assujettissement au plafond non résidentiel, le traitement des cas de mixité et les modalités permettant de préserver le droit des contribuables de contester leur inscription dans une catégorie).

1.3.3 Seuils pour l'adjudication des contrats de gré à gré

Comme annoncé dans le Plan d'action gouvernemental pour alléger le fardeau administratif des municipalités, des mesures seront proposées par le gouvernement, dans le contexte des travaux de la Table sur les relations Québec-municipalités, pour hausser à 100 000 \$ les seuils d'autorisation des contrats de gré à gré en matière d'approvisionnement, de services professionnels et de travaux de construction pour les municipalités, dont la Ville de Québec.

1.3.4 Pouvoirs pour forcer l'entretien des immeubles détériorés

Le gouvernement et la Ville poursuivront leurs travaux afin d'identifier des mesures visant à accroître les compétences de la Ville et à améliorer l'efficacité de ses pouvoirs, même au-delà de ce que prévoit le cadre légal municipal actuellement en vigueur dans d'autres municipalités aux prises avec des situations d'immeubles détériorés ou à l'entretien négligé au point de soulever des préoccupations relatives à la santé et à la protection de bâtiments à caractère patrimonial. Le ministre s'engage à proposer, au cours de la session parlementaire de l'automne 2016, les dispositions législatives nécessaires à ce sujet. Le gouvernement s'engage à proposer, au cours de la session parlementaire de l'automne 2016, les dispositions législatives nécessaires à cette fin.

1.3.5 Amendes imposées pour démolition illégale d'un immeuble

Le gouvernement poursuivra, au-delà de toute mesure que pourrait ou non contenir le projet de loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs, les travaux visant à conférer aux amendes un plus grand caractère dissuasif, dans le respect du cadre légal qui protège les individus contre les peines abusives.

1.3.6 Pouvoir d'aide de la Ville

Le gouvernement poursuivra, dans le but de déposer des propositions d'amendement au projet de loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs, les travaux pour déterminer comment le pouvoir d'aide de la Ville pourrait être modifié ou modulé pour lui permettre de résoudre certaines problématiques propres à son tissu urbain et nécessitant une intervention de sa part. Les problématiques dont il est question concernent l'entretien et la conversion à d'autres usages des édifices religieux dont plusieurs ont une valeur patrimoniale ou communautaire pour les résidents des quartiers où ils sont situés. Elles englobent également la question des immeubles laissés vacants, en tout ou en partie, ou sans entretien adéquat sur certaines artères commerçantes, ce qui nuit à la vitalité de ces rues et des secteurs avoisinants et compromet les efforts pour densifier le territoire urbanisé.

1.3.7 Aéroport international Jean-Lesage

Le gouvernement du Québec reconnaît le rôle stratégique que joue l'aéroport de Québec en appui à la reconnaissance du statut particulier de la capitale nationale. Pour ce faire, le gouvernement du Québec entend soutenir financièrement l'aéroport de Québec pour qu'il paie un coût de taxe foncière par passager plus raisonnable et comparable à la moyenne canadienne.

1.4 ENGAGEMENTS EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Le ministre formulera au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), d'ici le 15 octobre 2016, diverses propositions visant à permettre à la Ville d'assumer davantage de responsabilités et d'exercer certains pouvoirs en matière d'environnement.

2 ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE QUÉBEC

La Ville prend acte des engagements du gouvernement et des limites inhérentes auxquelles sont assujettis ces engagements, notamment qu'ils sont, dans plusieurs cas, conditionnés par l'obtention de certains pouvoirs qu'octroierait éventuellement l'Assemblée nationale à certains ministères ou organismes par les dispositions législatives appropriées.

La Ville reconnaît que certaines des demandes qu'elle a formulées (mesures énumérées à la section 1.2 et 1.4) s'avèrent porteuses pour l'ensemble des municipalités du Québec et, en conséquence, elle accepte que le gouvernement procède au dépôt de propositions dans le cadre des travaux de la Table sur les relations Québec-municipalités plutôt que dans ceux portant sur la reconnaissance du statut de capitale nationale de la Ville.

La Ville s'engage à fournir une assistance et une collaboration soutenues au MDDELCC dans la réalisation des travaux visant à étudier ses demandes relatives à la gestion des milieux humides, au régime d'autorisation environnementale et à l'article 124 de la Loi sur la qualité de l'environnement (demandes relatives à l'environnement).

LES PARTIES ONT ACCEPTÉ LES TERMES ET SIGNÉ LA PRÉSENTE ENTENTE À QUÉBEC, CE 8 JUIN 2016.

Martin Coiteux
Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Régis Labeaume
Maire de la Ville de Québec

LE « RÉFLEXE MONTRÉAL »

**ENTENTE-CADRE SUR LES ENGAGEMENTS DU
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET DE LA VILLE DE MONTRÉAL
POUR LA RECONNAISSANCE DU STATUT PARTICULIER
DE LA MÉTROPOLE**

ENTRE

Le GOUVERNEMENT DU QUÉBEC,

représenté par
monsieur Martin Côtéux, ministre des Affaires municipales
et de l'Occupation du territoire, ministre de la Sécurité publique
et ministre responsable de la région de Montréal

ET

La VILLE DE MONTRÉAL,

représentée par monsieur Denis Codrès, maire

PRÉAMBULE

ATTENDU QU'au printemps 2014, le premier ministre du Québec, monsieur Philippe Couillard, confiait au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le mandat de :

- élaborer un projet de loi redéfinissant les relations entre le gouvernement du Québec et les municipalités et réviser les lois concernant les municipalités;
- accroître l'autonomie des municipalités et élargir certaines de leurs compétences;
- élaborer deux projets de loi visant à reconnaître formellement les responsabilités uniques assumées par la métropole et par la capitale nationale;

ATTENDU QUE, pour donner suite à ce mandat, le maire de la Ville de Montréal et le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire ont mis sur pied une table de concertation et de consultation, la Table Québec-Montréal, dans le but de considérer des propositions en vue d'un projet de loi visant à reconnaître formellement le statut de métropole pour la Ville de Montréal et à identifier les responsabilités uniques assumées à ce titre par la Ville de Montréal;

ATTENDU QUE le rôle principal de cette table a été de servir de lieu d'échange, de convergence des visions et de concertation afin de :

- définir le statut de métropole de la Ville de Montréal et le degré d'autonomie nécessaire pour qu'elle puisse développer son plein potentiel;
- identifier, en corollaire, les pouvoirs ou compétences qui devraient être dévolus à la Ville ou exercés différemment;
- préciser les obligations de la Ville en matière d'imputabilité et de reddition de comptes;
- identifier les moyens financiers nécessaires pour exercer ces pouvoirs et compétences;
- dégager des consensus à l'égard des changements à apporter au cadre légal et réglementaire pour concrétiser ce nouveau statut;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal contribue largement au développement du Québec notamment par son rayonnement économique d'envergure mondiale dans plusieurs secteurs, tels que le jeu vidéo, les effets visuels, l'aérospatiale, les sciences de la vie ainsi que les technologies de l'information et des communications, et qu'elle est un haut lieu de savoir, d'innovation et de recherche et doit ainsi pouvoir saisir avec célérité les occasions de développement économique;

ATTENDU QUE Montréal est la deuxième métropole en Amérique du Nord pour le nombre d'étudiants universitaires *per capita* et qu'elle concentre sur son territoire un vaste réseau de centres de recherches privés et publics;

ATTENDU QUE Montréal, plus grand centre urbain du Québec, offre une gamme importante de services spécialisés et une concentration d'activités tertiaires supérieures propre à une métropole;

ATTENDU QUE Montréal, par sa situation géographique où convergent les principales voies d'exportation, qu'elles soient routières, aéroportuaires, ferroviaires ou maritimes, est la plaque tournante des exportations québécoises et du transport des marchandises, d'où la présence sur son territoire de près des deux tiers des entreprises exportatrices du Québec;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal, avec quelque 80 organisations internationales, dont certaines onusiennes, et plus de 80 consulats étrangers, est la deuxième ville consulaire et le deuxième lieu de congrès internationaux en Amérique du Nord, le principal carrefour des échanges internationaux du Québec en plus d'être devenue une destination majeure pour les événements d'envergure internationale;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal contribue, par son offre de service d'accompagnement des personnes immigrantes sur son territoire, à leur pleine participation, en français, à la vie collective de la métropole ainsi qu'à la consolidation de relations interculturelles harmonieuses;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal, métropole culturelle, est une ville UNESCO de design qui rayonne à l'échelle internationale avec des réalisations remarquées dans toutes les disciplines artistiques et contribue ainsi à la notoriété de la société québécoise dans les réseaux internationaux;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal, ville olympique, accueillit en 1976 les XXII^e Jeux olympiques qui rassemblèrent 94 nations et 6 084 athlètes;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal dispose de l'expertise et de la capacité organisationnelle nécessaires pour répondre aux besoins de sa population dans ses champs de compétence;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a pris l'engagement de reconnaître le statut de métropole de la Ville de Montréal et qu'à cette fin, il entend poursuivre le déploiement des efforts nécessaires pour qu'elle dispose des outils qui lui permettront d'assumer pleinement ce rôle;

ATTENDU QUE le projet de loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec, a été déposé à l'Assemblée nationale le 8 décembre 2016*;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

1.1. Instituer le « Réflexe Montréal »

Le « Réflexe Montréal » désigne la prise en compte par le gouvernement du Québec des spécificités de la Ville de Montréal relativement à son statut particulier de métropole. À ce titre, l'entente prévoit des mécanismes qui permettront de tenir compte du statut de métropole de la Ville de Montréal dans l'élaboration des lois, des règlements, des programmes, des politiques ou des directives qui la concernent.

Le « Réflexe Montréal » se traduira concrètement par :

- l'ajout d'un « Chapitre Montréal » dans toutes les politiques économiques et sociales identifiant clairement les impacts socio-économiques et financiers sur la métropole des mesures mises de l'avant par le gouvernement du Québec;
- la consultation de la Ville par le gouvernement en temps utile sur les lois, les règlements, les programmes, les politiques ou les directives qui la concernent ou l'affectent directement.

1.2. Ententes sectorielles découlant de la présente entente

Le gouvernement s'engage à conclure avec la Ville et à mettre en œuvre des ententes sectorielles en matière d'habitation, de lutte contre l'itinérance, d'immigration, de culture et de patrimoine ainsi qu'en matière d'infrastructures et d'équipements scolaires. Ces ententes concourront, au même titre que la présente entente-cadre, à instituer au sein du gouvernement le « Réflexe Montréal ».

* La présente entente n'a pas pour effet de restreindre les privilèges parlementaires des membres de l'Assemblée nationale.

1.2.1. Mesures en matière d'habitation

Afin de lui accorder une plus grande autonomie dans le développement et la gestion de l'habitation, la Société d'habitation du Québec transférera à la Ville de Montréal les

budgets et la responsabilité relative au développement de l'habitation sur son territoire¹. Le transfert des budgets tiendra compte, le cas échéant, des contributions du gouvernement fédéral.

La Société d'habitation du Québec s'engage de plus à modifier son cadre d'intervention, à compter du 1^{er} avril 2017, afin de permettre à la Ville de gérer les sommes prévues pour son territoire en fonction de ses critères opérationnels adaptés à sa réalité et des orientations gouvernementales, notamment sur les objectifs à atteindre, de façon à mettre en œuvre des programmes municipaux d'habitation de la Ville pour le développement de logements pour les personnes à revenu faible ou modique. Elle s'engage également à conclure avec la Ville les ententes relatives à leur financement et à leur suivi ainsi qu'à la conformité de sa gestion par une reddition de comptes *a posteriori* portant notamment sur les objectifs gouvernementaux.

1.2.2. Mesures en matière de lutte contre l'itinérance

Afin de renforcer la coordination des actions en matière de lutte contre l'itinérance sur le territoire de la métropole, le gouvernement s'engage à mettre en place une instance politique de coordination, soit le Bureau de gouvernance, composée du maire de Montréal et de la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie. Le Bureau de gouvernance s'ajoute aux instances déjà en place telles que le comité stratégique, qui a pour mandat d'identifier les grands enjeux montréalais en matière d'itinérance et les actions les plus appropriées à mettre en œuvre puis à en assurer le suivi. Le Protecteur des personnes en situation d'itinérance de la Ville de Montréal sera également mis à contribution pour lutter de manière concertée contre l'itinérance.

Par ailleurs, le mandat du Bureau de gouvernance sera notamment d'orienter, au besoin, les travaux du comité stratégique à la lumière de l'état d'avancement de la mise en œuvre des plans d'action montréalais relativement aux enjeux particuliers en matière d'itinérance. De plus, le Bureau de gouvernance entendra à mi-parcours et au cours de la dernière année du plan d'action, les organismes du milieu.

1.2.3. Mesures en matière d'immigration

De par sa capacité d'intervention de proximité à une échelle où les Québécoises et Québécois se côtoient, cohabitent et interagissent, la Ville de Montréal peut contribuer à la pleine participation des personnes immigrantes nouvellement arrivées et à la consolidation de relations interculturelles harmonieuses. Pour ce faire, dans les limites prévues par la loi et conformément aux orientations et aux politiques du gouvernement du Québec en matière d'immigration, le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) propose à la Ville de Montréal de faire partie d'un partenariat renouvelé, qui mettra sur son rôle d'acteur-clé pour l'édification de collectivités plus inclusives.

Dans le cadre de cette entente d'une durée de trois ans, renouvelable sur consentement des parties, la Ville de Montréal et le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) auront les responsabilités suivantes :

- offre d'un service de référence et de suivi pour les personnes immigrantes nouvellement arrivées qui s'installent sur son territoire;
- concertation et mobilisation pour favoriser une pleine participation, en français, sur le territoire de la métropole;
- participation active à l'exercice de détermination des besoins de main-d'œuvre sur le territoire de la métropole aux fins de la sélection des candidates et candidats à l'immigration.

¹ Cette proposition exclut les budgets du parc d'habitation à loyer modique (HLM). En effet, ce parc est sous entente avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Les objectifs établis par ce nouveau partenariat ont pour but de :

- permettre au BINAM d'accueillir les personnes nouvellement arrivées et leur communiquer les renseignements nécessaires à leur arrivée et leur installation puisque, dès leur arrivée, ces personnes lui seront référées;
- consolider l'expertise du BINAM, notamment en ce qui concerne l'optimisation du continuum de services, la concertation et la mobilisation;
- permettre à la Ville de Montréal de veiller avec davantage d'efficacité à l'intégration de l'offre de services dans le cadre des diverses ententes sectorielles;
- joindre davantage de personnes immigrantes et favoriser ainsi leur établissement durable sur le territoire de la métropole ainsi que leur pleine participation, en français, à la prospérité;
- veiller à ce que les candidates et les candidats à l'immigration qui souhaitent s'installer sur le territoire de la Ville de Montréal aient les profils qui répondent aux besoins de la métropole.

Par ailleurs, la Ville de Montréal coprésidera avec le MIDI un comité administratif permanent auquel participeront des représentants et représentantes d'autres ministères, dont le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur ainsi que le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, et des secteurs communautaires, parapublics et privés. Ce comité administratif aura pour objectif d'établir un diagnostic de l'accueil, de l'intégration et de la francisation des personnes immigrantes sur son territoire. Par ailleurs, la lecture commune des enjeux convenue entre les acteurs permettra de déterminer les améliorations à apporter à l'offre de services municipale et gouvernementale.

La Ville de Montréal s'engagera à transmettre annuellement au MIDI un rapport sur les services offerts par le BINAM dans le cadre de cette entente, en lien avec les résultats et les retombées attendues convenus conjointement.

1.2.4. Mesures en matière de culture et de patrimoine

Le gouvernement s'engage à ce que le ministre de la Culture et des Communications, dès qu'il sera légalement habilité à le faire, conclue avec la Ville une entente de délégation d'application de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics. La portée et les modalités de cette délégation seront prévues à cette entente.

Le gouvernement s'engage également à ce que le ministre de la Culture et des Communications conclue avec la Ville une entente de développement culturel d'une durée de trois ans, renouvelable sur consentement des parties.

1.2.5. Mesure en matière d'infrastructures et d'équipements scolaires

Le gouvernement s'engage à mettre sur pied un groupe de travail réunissant la Ville et le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur afin d'examiner les moyens de favoriser une utilisation partagée des infrastructures et des équipements scolaires et municipaux. Le groupe de travail aura deux ans pour identifier des pistes de solutions et définir les termes d'une entente.

1.3. Engagements en matière de développement économique

1.3.1. Soutien à la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal

Le gouvernement s'engage à verser à la Ville de Montréal une aide annuelle qui atteindra 50 millions de dollars en 2021-2022 pour soutenir sa stratégie de développement économique. Ce fonds sera doté d'une enveloppe de 10 M\$ en 2017-2018, 20 M\$ en 2018-2019, 30 M\$ en 2019-2020, 40 M\$ en 2020-2021 et 50 M\$ en 2021-2022.

Cette aide servira au soutien financier de projets économiques.

Témoignant d'un nouveau partenariat innovant, il est convenu que la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec développeront un plan économique conjoint qui établit une vision commune pour le développement économique de la métropole. En vertu de ce plan conjoint, la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec arrimeront leurs interventions économiques sur le territoire de Montréal afin qu'elles convergent vers le meilleur intérêt de l'économie de la métropole et du Québec.

Le gouvernement et la Ville de Montréal se coordonneront et se concerteront en vue de développer une planification conjointe des orientations de développement économique relativement à l'aide annuelle versée par le gouvernement ainsi que pour l'aide qui pourra être octroyée par la Ville de Montréal en vertu des nouveaux pouvoirs prévus dans le projet de loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec, sous réserve de l'adoption de celui-ci par l'Assemblée nationale.

La gestion des aides financières octroyées par la Ville, incluant le choix des projets qui se verront attribuer des subventions, sera sous l'unique responsabilité de la Ville de Montréal.

La planification conjointe sera faite entre la Ville et le ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) et se traduira par :

- la mise en place d'un comité ayant pour mandat de statuer sur cette planification économique intégrée;
- la mise en place de réunions statutaires entre la Ville et le MESI afin d'assurer la mise en œuvre de cette planification intégrée;
- l'arrimage de l'expertise développée par le gouvernement (MESI, Investissement Québec, etc.) et par la Ville dans leurs créneaux respectifs, afin d'assurer leur complémentarité.

1.3.2. Transfert à la Ville d'un montant de 83 M\$ ajusté annuellement

Afin de pérenniser une partie de l'aide inconditionnelle accordée à la Ville et de la faire évoluer en fonction du développement économique, le gouvernement du Québec remplacera certaines subventions inconditionnelles spécifiques à la Ville par un transfert annuel totalisant 83 M\$. Ce transfert remplacera la compensation pour les droits de divertissement (23 M\$), l'aide pour le rôle de métropole (25 M\$) ainsi que l'aide prévue pour Montréal 2025 (35 M\$). Ce montant sera ajusté annuellement selon un indicateur de l'évolution de l'activité économique. De plus, le gouvernement s'engage à évaluer conjointement avec la Ville de Montréal le résultat de la formule d'indexation au cours de la cinquième année suivant la signature de l'Entente en vue de procéder, le cas échéant, à un réajustement à compter de la sixième année.

1.4. Engagements en matière de transport

Le gouvernement s'engage à examiner les avantages et les incidences de modifications éventuelles à la Loi sur les services de transport par taxi, de façon à favoriser la mise en œuvre de la Politique sur l'industrie du taxi de la Ville de Montréal.

1.5. Demandes étudiées par la Table sur les relations Québec-municipalités

Plusieurs mesures s'avèrent porteuses pour l'ensemble des municipalités du Québec. C'est pourquoi le gouvernement propose, dans le cadre des travaux de la Table sur les relations Québec-municipalités (TRQM), des mesures visant à permettre aux municipalités de :

- déterminer la rémunération des membres du conseil ainsi que leurs avantages sociaux et les autres indemnités;
- ne pas être assujetties aux approbations ministérielles imposées par la loi, en regard des règlements relatifs aux limites de vitesse;
- engager des crédits sans être assujetties à l'approbation du ministre;

- établir un taux différencié qui s'appliquerait à une première tranche de valeur foncière pour les immeubles non résidentiels;
- déterminer, dans leur politique de gestion contractuelle, les modes d'adjudication de contrats applicables aux contrats d'une valeur inférieure à 100 000 \$ (gré à gré, invitation ou appels d'offres publics) et les conditions d'application de ces modes (à quels types de contrat, etc.);
- établir, en matière d'appels d'offres, des critères d'évaluation permettant de favoriser certains types d'entreprises (entreprises d'économie sociale et petites entreprises);
- publier par l'entremise d'Internet des avis publics;
- disposer de pouvoirs réglementaires généraux en matière d'urbanisme;
- imposer la contribution pour fins de parcs préalablement à la délivrance d'un permis de construction;
- exiger une contribution pour fins de parcs supérieurs à 10 %;
- supprimer l'approbation référendaire en matière d'urbanisme.

De plus, dans le cadre des travaux de la TRQM, le gouvernement s'engage à examiner la possibilité de permettre aux municipalités de régler les cinéomètres photographiques et les systèmes de contrôle de circulation aux feux rouges.

2. ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

PRENDRE ACTE des engagements du gouvernement et des limites inhérentes auxquelles sont assujettis ces engagements, notamment le fait qu'ils sont, dans plusieurs cas, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale des dispositions législatives appropriées;

FOURNIR une assistance et une collaboration soutenues au gouvernement dans la mise en œuvre du « Réflexe Montréal ».

Par ailleurs, la Ville reconnaît que certaines des demandes qu'elle a formulées sont porteuses pour l'ensemble des municipalités du Québec et qu'en conséquence, il est pertinent que le gouvernement procède au dépôt de propositions dans le cadre des travaux de la Table sur les relations Québec-municipalités plutôt que dans ceux portant sur la reconnaissance du statut de métropole de la Ville.

ONT SIGNÉ CETTE ENTENTE À QUÉBEC, le 8 décembre 2016



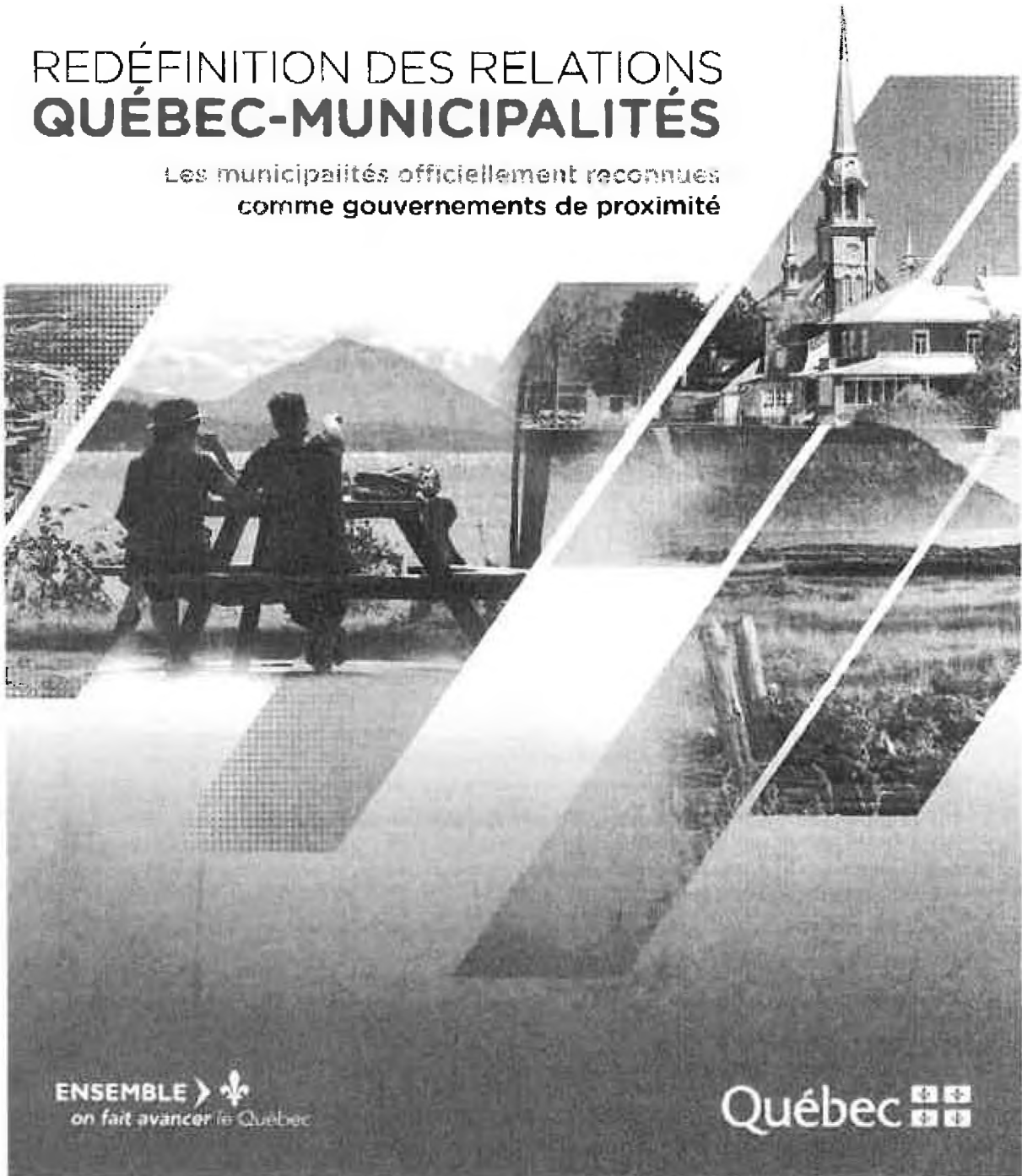
Le maire de Montréal



Le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire,
ministre de la Sécurité publique et ministre responsable de la région de Montréal

REDÉFINITION DES RELATIONS QUÉBEC-MUNICIPALITÉS

Les municipalités officiellement reconnues
comme gouvernements de proximité



ENSEMBLE > 
on fait avancer le Québec

Québec 



MOT DU MINISTRE



Le gouvernement a annoncé son intention de transformer en profondeur les relations entre Québec et le milieu municipal en reconnaissant les municipalités locales et les municipalités régionales de comté comme de véritables gouvernements de proximité. Au cours de la dernière année, nous avons posé plusieurs gestes afin de donner plus d'autonomie et plus de flexibilité aux municipalités.

À la suite de la présentation le 6 décembre 2016 à l'Assemblée nationale du projet de loi n° 122, *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs*, le gouvernement du Québec propose de reconnaître formellement le statut de gouvernements de proximité des municipalités et souhaite confirmer sa volonté de moderniser ses relations avec elles.

Selon les dispositions législatives proposées au projet de loi n° 122, l'expression «créatures du gouvernement» appartiendrait désormais au passé. Les relations entre le gouvernement du Québec et les municipalités devraient plutôt être basées sur la confiance réciproque, car c'est en travaillant ensemble en tant que partenaires que nous pourrions améliorer la livraison des services aux Québécois.

Le projet de loi vise notamment à accorder aux municipalités plus de latitude dans la gestion de leur territoire et à améliorer le régime fiscal municipal. Il a également pour but d'accorder aux élus municipaux de meilleurs outils de développement économique afin d'assurer la vitalité de tous les territoires du Québec.

Chaque région est unique et le gouvernement propose de donner aux municipalités la possibilité de choisir le meilleur modèle qui serait en accord avec son milieu. Nous souhaitons refléter la diversité et l'innovation des différentes régions.

Également, nous proposons que la reddition de comptes soit plus transparente et dirigée vers le citoyen plutôt que vers le gouvernement. Nous désirons aussi simplifier les règles en matière de finances municipales et offrir plus de flexibilité en ce qui concerne la gouvernance.

Notre rôle, en tant que gouvernement, est d'ouvrir des voies, de faciliter le chemin et de donner aux municipalités les moyens d'exercer leurs compétences tout en les appuyant dans une nouvelle dynamique. Nous souhaitons donner les outils nécessaires aux municipalités et faciliter ainsi le développement économique de chaque collectivité au Québec.

Nous souhaitons développer ensemble des milieux de vie prospères reflétant toute la diversité du Québec.

MARTIN COITEUX

Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
Ministre de la Sécurité publique
Ministre responsable de la région de Montréal

PRÉAMBULE

À l'occasion du discours inaugural du 23 avril 2014, le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, donnait au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le mandat d'élaborer un projet de loi redéfinissant les relations entre le gouvernement du Québec et les municipalités. Il lui demandait également de réviser les lois concernant les municipalités, d'accroître leur autonomie et d'élargir certaines de leurs compétences.

Pour réaliser ce mandat, les municipalités et le gouvernement du Québec ont mis sur pied une table de concertation et de consultation, la Table sur les relations Québec-municipalités, dans le but de considérer des propositions en vue de l'élaboration du projet de loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs.

À la suite des recommandations formulées par le Groupe de travail sur la simplification de la reddition de comptes des municipalités dans son rapport *Faire confiance : Pour une reddition de comptes au service des citoyens*, le gouvernement du Québec a marqué un point tournant dans ses relations avec les municipalités. En effet, en dévoilant le Plan d'action gouvernemental pour alléger le fardeau administratif des municipalités et la Politique gouvernementale de consultation et de simplification administrative à l'égard des municipalités, il a posé, au printemps 2016, un geste supplémentaire vers une plus grande autonomie municipale.

En plus d'assumer les nombreuses responsabilités qui leur sont confiées, les municipalités doivent composer avec des défis importants, notamment sur le plan des attentes grandissantes des citoyens. C'est afin de les aider à mieux relever ces défis que le gouvernement du Québec a élaboré, en collaboration avec ses partenaires du milieu municipal et les ministères et organismes, le projet de loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs. Une déclaration sera également conclue avec le milieu municipal pour donner suite à certaines initiatives réglementaires ou administratives.

Les mesures proposées, tant législatives que réglementaires, sont regroupées en six thèmes :

- Reconnaissance du statut de gouvernement de proximité
- Aménagement du territoire
- Développement économique
- Transparence et information aux citoyens
- Fiscalité et finances municipales
- Gouvernance et pouvoirs de la municipalité

QUATRE GRANDES ORIENTATIONS

Rendre la municipalité plus autonome dans son mode de fonctionnement et dans sa relation avec ses citoyens

Favoriser le développement local et régional

Favoriser la transparence et mieux informer les citoyens

Préserver la confiance des citoyens envers les élus et les institutions municipales

RECONNAISSANCE DU STATUT DE GOUVERNEMENT DE PROXIMITÉ

Dans les dernières décennies, le gouvernement du Québec a maintes fois manifesté sa volonté d'accroître la décentralisation de l'État. Les municipalités sont les partenaires naturels de ce projet étant donné leur rôle et leur légitimité démocratique. C'est dans ce contexte que le gouvernement a pris l'engagement de reconnaître les municipalités comme des gouvernements de proximité.

La reconnaissance de ce statut particulier pour les municipalités s'effectue dans la perspective d'une vision renouvelée de la relation gouvernement-municipalités. En créant un environnement propice à l'exercice d'une gouvernance démocratique et de proximité, le gouvernement souhaite affirmer sa volonté de transformer cette relation en passant d'un rôle de contrôle et de surveillance à un rôle d'accompagnement et de soutien des municipalités dans leur développement et dans leurs prises de décisions. Ainsi, une plus grande marge de manœuvre serait accordée aux municipalités lorsqu'elles doivent prendre des décisions qui affecteront la qualité de vie de leurs citoyens. Il s'agit d'un changement important de la relation entre le gouvernement et les municipalités.

MESURES PROPOSÉES

1. Reconnaissance des municipalités comme des gouvernements de proximité dans le préambule du projet de loi.
2. Table Québec-municipalités :
 - a. Modifications législatives pour établir sa composition (ministre, président de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), président de la Fédération québécoise des municipalités (FQM), maire de la Ville de Montréal et maire de la Ville de Québec), pour prévoir que le président pourra inviter des représentants d'autres organismes de manière ponctuelle et préciser que le ministre et le premier ministre peuvent présider la Table.
 - b. Prévoir qu'une rencontre par année de la Table portera sur les priorités politiques du gouvernement et les grands enjeux concernant le milieu municipal et qu'à cette occasion, la rencontre sera présidée par le premier ministre.
3. Déclaration sur la reconnaissance des municipalités comme des gouvernements de proximité.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Les citoyens ont des attentes accrues en matière de développement durable. L'aménagement de nos milieux de vie devra, à l'avenir, relever plusieurs défis liés notamment à l'exploitation des ressources (par exemple, sols, énergie), aux changements climatiques (réduction des gaz à effet de serre) et à leur adaptation (érosion des berges, inondations), à la qualité de vie, à la protection de l'environnement et à la protection de la biodiversité.

Pour ce faire, le gouvernement du Québec souhaite accroître l'autonomie des municipalités en aménagement du territoire pour aider celles-ci à relever ces défis et à bâtir les villes de demain en favorisant la réalisation de projets qui bénéficieront à toute la collectivité.

De plus, des règles innovantes permettront aux municipalités de répondre à l'évolution des nouvelles pratiques en matière de mobilité durable (l'installation de bornes de recharge électrique pour les véhicules et stationnements communs) et d'environnement (gestion des eaux de pluie).

Il souhaite également que les municipalités soient davantage impliquées dans certaines décisions qui les concernent de près et qui ont des conséquences directes sur le développement de leur territoire et de leurs milieux de vie – par exemple, de nouvelles orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire devraient leur permettre de délimiter des territoires incompatibles avec la mise en valeur des hydrocarbures.

Par ailleurs, l'importance de protéger le territoire et les activités agricoles n'est plus à démontrer. Dans la foulée de plusieurs rapports et réflexions sur le sujet, le gouvernement propose des mesures pour augmenter l'efficacité de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) et favoriser la vitalité et l'occupation dynamique du territoire rural.

MESURES PROPOSÉES

4. Permettre aux municipalités de délimiter des zones de requalification devant prioritairement faire l'objet de rénovation urbaine, de réhabilitation ou de densification dans une perspective de développement durable et dans l'intérêt collectif. Ces zones, à l'intérieur desquelles aucune modification réglementaire ne serait sujette à l'approbation référendaire, viendraient faciliter la réalisation de projets bénéficiant à toute la collectivité. Une procédure améliorée d'information et de consultation publique devrait être mise en place par les municipalités et une analyse des effets probables de la mise en œuvre du projet devrait également être réalisée.
5. Prévoir, dans le cas de la Ville de Montréal et de la Ville de Québec, l'abolition des référendums décisionnels en matière d'urbanisme afin de leur permettre notamment d'aller de l'avant avec des projets de densification et de rénovation urbaine novateurs.
6. Octroyer aux municipalités un pouvoir en matière d'urbanisme rédigé en termes généraux et qui serait complémentaire à l'encadrement actuellement prévu par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Ce nouveau pouvoir leur conférerait une marge de manœuvre accrue en matière de zonage et de lotissement.
7. Possibilité pour les municipalités d'exiger, dans certaines circonstances, la contribution pour fins de parcs préalablement à la délivrance d'un permis de construction, cela afin d'accroître leur capacité à mettre en place davantage d'espaces verts et d'espaces de récréation.

8. Permettre à une municipalité d'exiger, sous certaines conditions, une contribution pour fins de parcs supérieure à 10% afin de favoriser le maintien d'espaces verts plus importants en milieu urbain et la création d'un plus grand nombre d'espaces publics au bénéfice de la population.
9. Octroyer à neuf villes exerçant des compétences de MRC la possibilité de se doter d'un seul document de planification. Ces villes doivent actuellement adopter un schéma d'aménagement et de développement ainsi qu'un plan d'urbanisme. La simplification du processus rendrait ce dernier plus transparent pour les citoyens et faciliterait leur participation à la démarche de planification.
10. Mesures en matière de gestion du territoire agricole :
 - a. Permettre au gouvernement d'adopter un règlement autorisant l'implantation de certains usages non agricoles en zone agricole, sous certaines conditions.
 - b. Ajouter un critère dans la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (LPTAA) permettant à la CPTAQ de tenir compte, le cas échéant, d'un plan de développement de la zone agricole (PDZA) réalisé par une MRC.
 - c. Maintenir la possibilité pour la CPTAQ de rejeter les demandes d'autorisation à des fins autres qu'agricoles, sans analyse, uniquement lorsqu'elles concernent des terrains sur le territoire des communautés métropolitaines, des régions métropolitaines de recensement et des agglomérations de recensement.
 - d. Dispenser la CPTAQ d'analyser des demandes individuelles visées qui ont déjà fait l'objet d'une décision dans le cadre d'une demande à portée collective.
 - e. Permettre la construction d'une résidence sur une terre agricole dans le cas où le propriétaire de la terre est une personne physique et le propriétaire de l'entreprise est une personne morale.
11. Prévoir que les instances représentatives du milieu municipal seront consultées préalablement à l'adoption des orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire (OGAT).
12. Clarifier les orientations gouvernementales à l'occasion du renouvellement de ces orientations en matière d'aménagement du territoire.
13. Renforcer l'accompagnement offert aux MRC dans leurs démarches de planification en aménagement du territoire afin de favoriser le respect des spécificités territoriales et l'intégration des nouvelles orientations dans les documents de planification.
14. Adopter une orientation gouvernementale en aménagement du territoire applicable à la gestion des hydrocarbures afin de baliser le nouveau pouvoir qui serait confié aux MRC dans le cadre du projet de loi sur les hydrocarbures.

Il y a 1 110 municipalités locales au Québec. Le décret de population adopté pour 2016 indique que 479 municipalités comptent moins de 1 000 habitants et 450 entre 1 000 et 4 999 habitants.

La population des 10 plus grandes villes

Montréal	1 753 034	Sherbrooke	163 623
Québec	540 994	Saguenay	145 850
Laval	424 203	Lévis	144 147
Gatineau	278 589	Trois-Rivières	135 054
Longueuil	242 701	Terrebonne	112 191

Ces dix grandes villes représentent 47,6 % de la population du Québec ainsi que 55 % des emplois.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Les régions du Québec disposent de tous les facteurs du développement économique que sont l'innovation, la disponibilité de la main-d'œuvre, les ressources et le capital.

Les municipalités peuvent, de par leurs actions, notamment sur le plan du financement ciblé visant la diversification économique, créer les conditions favorables à l'émergence de nouveaux pôles de création de richesse ou d'entreprises émergentes et, à terme, contribuer au plein épanouissement économique des régions.

C'est pourquoi le rôle des MRC sur le plan du développement économique local a été grandement renforcé au cours des dernières années. Cela a notamment favorisé la concertation régionale en rapprochant les décisions des acteurs locaux. Fort de cette réussite, le gouvernement propose de poursuivre dans cette voie en augmentant les pouvoirs des MRC et des municipalités locales pour renforcer leur capacité à réaliser leur plein potentiel dans un esprit de développement durable. Ainsi, il envisage de mettre sur pied le Fonds d'appui au rayonnement des régions (FARR). Ce fonds constitue un formidable levier pour soutenir la concertation entre les MRC et favoriser le rayonnement des régions et la réalisation de leurs projets de développement.

Les propositions mises de l'avant auront une incidence positive sur les jeunes. La mise en place des mesures proposées créera, à l'échelle locale, des conditions de développement socioéconomique plus propices à la rétention des jeunes dans des municipalités aux prises avec des phénomènes de dévitalisation. Des mesures favoriseront, par le fait même, l'occupation du territoire, soit la mise en valeur des potentiels de chaque territoire, résultant de l'engagement et du dynamisme des citoyens, des élus et des acteurs socioéconomiques.

MESURES PROPOSÉES

15. Mise sur pied du Fonds d'appui au rayonnement des régions (FARR) doté à terme d'une enveloppe annuelle de 100 millions de dollars. Le fonds sera ainsi doté de 30 millions de dollars en 2017-2018, de 45 millions en 2018-2019, de 60 millions en 2019-2020, de 75 millions en 2020-2021 et de 100 millions de dollars annuellement à compter de 2021-2022.
16. Augmentation de la limite prévue au pouvoir d'aide à l'exploitant d'une entreprise privée à 250 000 \$ pour l'ensemble des municipalités et à 300 000 \$ pour les villes de Québec et de Montréal.
17. Habilitier une MRC à créer et à administrer elle-même un fonds de développement économique.
18. Prévoir que toute décision relative à l'administration des sommes provenant du Fonds de développement des territoires (FDT) et des volets 1 et 2 du Programme de partage des revenus des redevances sur les ressources naturelles sera prise, au sein du conseil de la MRC, par une double majorité particulière qui ne tiendrait pas compte du nombre de voix qui sont attribuées aux municipalités par l'acte constitutif de la MRC.

Le gouvernement soutient activement, par l'entremise du Fonds de développement des territoires, les interventions des MRC sur leur territoire en matière de développement économique. Créé en 2015, ce fonds est doté d'une enveloppe annuelle de 100 millions de dollars qui passera à 105 millions de dollars en 2018 et à 115 millions de dollars en 2019 comme prévu à l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019. Ces sommes sont versées directement aux MRC qui peuvent les allouer aux projets qu'elles jugent prioritaires pour le développement de leur territoire.

TRANSPARENCE ET INFORMATION AUX CITOYENS

La redéfinition des relations entre le gouvernement et les municipalités entraînera des changements dans la façon dont les élus et les administrations municipales rendront désormais des comptes. Dans ce contexte, le gouvernement propose de faire en sorte que les citoyens soient mieux informés en toutes circonstances des affaires municipales. L'objectif poursuivi par ces changements est de faire en sorte que les citoyens puissent apprécier plus facilement la pertinence des décisions du conseil municipal et mieux évaluer la qualité de la gestion dans son ensemble.

Enfin, certaines mesures permettraient de diminuer la reddition de comptes envers l'État, donnant ainsi suite aux engagements pris dans le cadre du Plan d'action gouvernemental pour alléger le fardeau administratif des municipalités (PAGAFAM).

MESURES PROPOSÉES

19. Pouvoir des municipalités de prévoir, par règlement, la diffusion de leurs avis publics sur Internet et par tout autre mode de publication complémentaire – une fois adopté, ce règlement ne pourrait être abrogé par la municipalité. Il pourrait être modifié pour inclure d'autres modes de diffusion mais la municipalité ne pourrait retirer le mode de diffusion électronique.
20. Obligation de faire précéder l'adoption de tout règlement de la présentation d'un projet de règlement à une séance précédente.
21. Adaptation, pour le milieu municipal, du règlement sur la diffusion de renseignements sur Internet par les municipalités et sur la protection des renseignements personnels :
 - a. pouvoir du gouvernement de prescrire certaines normes ou exigences en matière de diffusion d'informations ou d'avis sur Internet;
 - b. pouvoir du gouvernement de déterminer les données que les municipalités devraient diffuser en mode « données ouvertes » ainsi que les modalités de cette diffusion.
22. Allègement du fardeau administratif des municipalités par la réforme du rapport financier.
 - a. Segmentation du rapport financier en documents distincts selon leur usage et fixation de la date limite de production au 15 mai pour les municipalités/CMM/CMQ.
 - b. Abrogation de l'obligation de produire un rapport du maire sur la situation financière et un état comparatif des revenus et dépenses.
 - c. Obligation de publier sur le SEAO, plutôt que dans le rapport du maire, l'information sur les contrats de plus de 2 000 \$ avec un même fournisseur et dont le cumul excède 25 000 \$.
 - d. Obligation des organismes municipaux de diffuser leur budget annuel et leur rapport financier sur leur site Internet ou celui de leur MRC.
23. Obligation de déposer une politique de consultation publique (en ce qui concerne les modifications ou les révisions de tout plan et règlement d'urbanisme).

Les séances du conseil municipal sont un haut lieu de démocratie locale. Les citoyens peuvent y assister, puisqu'elles sont publiques, et poser des questions aux élus. En règle générale, les municipalités doivent au moins une séance du conseil par mois et les plus grandes villes, une fois par semaine. L'assemblée du conseil est ainsi le premier lieu de discussion avec le citoyen et de reddition de comptes envers lui.

FISCALITÉ ET FINANCES MUNICIPALES

Les mesures proposées en matière de fiscalité visent, dans une perspective de renforcement de l'autonomie des municipalités et de diversification de leurs revenus, à améliorer le régime de financement municipal. Ces mesures simplifient les règles visant les outils fiscaux déjà à leur disposition tout en les rendant plus flexibles. En plus d'améliorer le financement des services municipaux, elles permettront aux municipalités de se doter d'outils favorisant une répartition plus équitable du fardeau fiscal (en réduisant l'importance de l'impôt foncier au profit d'autres sources de revenus), d'influencer les comportements en matière d'aménagement du territoire et d'alléger leur fardeau administratif et leur gestion des finances municipales.

MESURES PROPOSÉES

24. Assouplissement et simplification des règles applicables à l'impôt foncier.
 - a. Pouvoir d'établir, pour la durée d'un rôle, jusqu'à cinq catégories d'immeubles non résidentiels, incluant celle des immeubles industriels, sous réserve de certaines balises et de modalités particulières.
 - b. Assouplissement et simplification des règles de fixation des taux de taxes et de plafonnement de la taxation des immeubles non résidentiels : (1) calcul du taux non résidentiel maximal à partir du taux de base; (2) mise en place d'un plafond distinct plus élevé pour le taux industriel; (3) rehaussement de la balise portant sur l'écart maximal entre certains taux de taxes; (4) abolition du coefficient de déplacement fiscal servant à fixer certains taux; remplacement, dans le cas du taux agricole, du coefficient de déplacement fiscal par une balise de pourcentage maximal d'écart entre les taux; rehaussement de la balise limitant le taux applicable aux terrains vagues.
25. Assouplissement de la mesure d'étalement de l'évolution des valeurs foncières et de celle de dégrèvement – majoration pour qu'elles puissent être appliquées uniquement aux immeubles résidentiels ou aux immeubles non résidentiels.

Les revenus totaux consolidés des organismes municipaux se sont élevés à 12,4 milliards de dollars en 2014. De cette somme, 10,2 milliards proviennent de l'impôt foncier (incluant les taxes d'affaires), ce qui représente près de 82,6 % des revenus consolidés des organismes municipaux.

26. Pouvoir d'imposer aux immeubles non résidentiels des taux de taxes foncières variant selon des strates de valeur en respectant certaines balises.
27. Favoriser la diversification des sources de revenus en accordant un pouvoir général de taxation encadré par un ensemble de balises et d'exclusions.
28. Octroi aux municipalités et aux agglomérations du pouvoir d'exiger des redevances réglementaires dans leurs domaines de compétence.
29. Octroi du pouvoir d'imposer des droits de mutation d'un taux plus élevé à la partie des transactions qui excède 500 000 \$. Le taux pouvant être appliqué à la valeur des transactions qui excèdent 500 000 \$ ne pourrait cependant excéder 3 %.
30. Allègement des règles encadrant la gestion financière relativement à l'utilisation des revenus ordinaires provenant des taxes générales et de la taxe d'affaires affectés au paiement des dettes, aux approbations d'emprunt dont le remboursement est assuré par une subvention du gouvernement, à la correction des données fournies dans les documents transmis au ministre et à l'obligation d'utiliser le formulaire de rapport financier prescrit par le ministre.

GOVERNANCE ET POUVOIRS DE LA MUNICIPALITÉ

Le gouvernement propose d'élargir plusieurs pouvoirs des municipalités et d'introduire divers allègements en matière d'obligation de reddition de comptes au gouvernement. Il est aussi proposé que soient abrogées certaines limitations à l'exercice de leurs compétences de manière à accroître leur autonomie. Par exemple, actuellement, les municipalités doivent faire approuver leurs engagements de crédit par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, leurs règlements sur la vitesse des véhicules sont assujettis à un pouvoir de désaveu du ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, elles ont peu de marge de manœuvre pour adapter les règles d'adjudication des contrats de moins de 100 000 \$ aux particularités de leur région et disposent de pouvoirs limités pour intervenir auprès de propriétaires d'immeubles mal entretenus. Le projet de loi vise à changer cela.

Cette volonté de franchir un grand pas pour reconnaître la gouvernance de proximité exercée par les municipalités témoigne d'une profonde confiance envers le monde municipal et ses décideurs. En mettant fin au mur à mur, les municipalités, composées d'élus responsables et imputables, pourront se doter d'un modèle de gouvernance qui leur ressemble et dans lequel elles joueront un rôle central.

Avec cette approche, le gouvernement propose également une reddition de comptes renouvelée qui soit dorénavant davantage tournée vers le citoyen plutôt que vers l'État, et ce, dans la perspective de permettre aux municipalités d'agir plus efficacement au bénéfice de leurs citoyens. Ces derniers pourront interpellier plus facilement leurs élus relativement à leurs décisions.

MESURES PROPOSÉES

31. Exemption de l'approbation référendaire des règlements d'emprunt concernant :
- a. l'exécution de certains travaux permanents (voirie, alimentation en eau potable, traitement des eaux usées), et ce, lorsque leur financement est à la charge de l'ensemble des citoyens de la municipalité;
 - b. un projet subventionné à au moins 50 % par le gouvernement, sauf avis contraire du ministre.

Pour procéder aux investissements requis en infrastructure (aqueduc, voirie, bâtiment, etc.), les municipalités doivent fréquemment emprunter des sommes sur les marchés financiers. Pour ce faire, elles doivent adopter des règlements d'emprunt. Annuellement, plus de 2 000 règlements d'emprunt sont reçus et traités par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

32. Abolition de l'autorisation préalable du ministre pour les engagements de crédit, sous réserve :
- a. d'une consultation référendaire lorsqu'il y a construction d'un immeuble ou d'une infrastructure destinée à l'exercice d'une compétence municipale;
 - b. de l'assujettissement de tous les organismes municipaux qualifiables d'« organismes contrôlés » aux règles en matière d'adjudication de contrats;
 - c. que les contrats d'emphytéose soient désormais assujettis au processus d'adjudication par soumissions publiques prévu par les lois municipales.

33. Pouvoir des municipalités de déterminer, dans leur politique de gestion contractuelle, les modes d'adjudication des contrats de moins de 100 000 \$.
34. Possibilité de choisir, sauf exception, le mode de mise en concurrence pour les contrats de 100 000 \$ ou plus et introduction de flexibilités ou obligations additionnelles :
 - a. Flexibilité : pouvoir de faire varier la formule de pondération et de choisir la soumission la plus basse ou la plus coûteuse en cas d'égalité;
 - b. Flexibilité : possibilité de prévoir, dans le cas du mode d'octroi de contrats à deux enveloppes ou dans celui de la grille de pondération, des critères de qualité prépondérants;
 - c. Limitation : obligation de recourir à un comité de sélection lorsqu'une municipalité utilise le système de pondération et d'évaluation – comme c'est le cas pour le système d'évaluation à deux enveloppes;
 - d. Limitation : pas de « plus bas prix conforme » pour les services professionnels.
35. Pouvoir élargi en matière de cautionnement.
36. Assimilation de certaines coopératives à un organisme sans but lucratif aux fins de l'application des lois municipales (contrats, subventions, cautionnement, adhésion), sous réserve que ces coopératives se qualifient à titre de coopératives de solidarité et qu'elles n'émettent pas de ristournes à leurs membres, ni d'intérêts sur les parts privilégiées, sauf si les bénéficiaires de ces ristournes ou intérêts sont l'UMQ, la FQM ou une municipalité.
37. Pouvoir du ministre d'autoriser une municipalité à verser des compensations à des soumissionnaires non retenus lorsqu'elle utilise le mode avec discussion et négociation.
38. Conférer au conseil municipal le pouvoir de fixer la rémunération de ses membres avec l'obligation de publier sur Internet et dans le rapport financier les informations relatives à la rémunération des élus.
39. Délégation de compétences à la MRC et facilitation de la déclaration de compétences par une MRC : diffusion d'information pour expliciter et mieux faire connaître les mécanismes permettant aux municipalités locales de déléguer des compétences à leur MRC; soutien aux municipalités locales et aux MRC qui souhaiteraient déléguer de telles compétences ou favoriser de telles déclarations de compétence.
40. Obligation pour le demandeur d'un permis d'alcool de détenir un certificat du greffier de la municipalité attestant que la demande est conforme à la réglementation d'urbanisme de la ville.
41. Accorder aux municipalités de nouveaux pouvoirs en matière de gestion des immeubles détériorés, notamment pour favoriser l'entretien ou exproprier un immeuble détérioré :
 - a. Habilitier les municipalités à requérir l'inscription sur le registre foncier d'avis de détérioration pour les immeubles détériorés, sauf dans le cas des unités d'évaluation inscrites au nom d'un organisme public au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (dispositions équivalentes à celles de la Charte de la Ville de Montréal, articles 50.1 à 50.5 de l'annexe C). Il s'agit, par exemple, d'immeubles d'un ministère, d'un organisme gouvernemental, d'un organisme municipal, d'un organisme scolaire ou d'un établissement du réseau de la santé et des services sociaux;
 - b. Habilitier les municipalités à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble qui fait l'objet d'un avis de détérioration au registre foncier (dispositions inspirées de l'article 144 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal). Un tel immeuble pourrait ensuite être aliéné à titre onéreux ou gratuit dans certaines circonstances.

42. Hausser à 10 000\$ le montant minimal et à 250 000\$ le montant maximal d'amendes relatives à la démolition d'immeubles.
43. Possibilité pour les municipalités de prévoir, dans leur règlement sur la démolition d'immeubles, qu'un demandeur puisse transmettre le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé après l'approbation préliminaire de sa demande par le comité de démolition.

En 2014, le total des charges consolidées des organismes municipaux s'est élevé à 17,8 milliards de dollars. Les quatre principaux postes ont été en ordre décroissant : les Transports : 4,9 milliards de dollars soit 27,5% du total; la Sécurité publique : 2,9 milliards de dollars soit 16,3% du total; l'hygiène du milieu dont l'assainissement des eaux : 2,7 milliards de dollars soit 15,2% du total; les loisirs et la culture : 2,4 milliards de dollars soit 13,5% du total.

Le partage des responsabilités quant à la fourniture de services par le gouvernement et les municipalités

SERVICES	GOVERNEMENT	MUNICIPALITÉ
Santé et services sociaux	<input checked="" type="checkbox"/>	
Solidarité sociale	<input checked="" type="checkbox"/>	
Éducation	<input checked="" type="checkbox"/>	
Habitation	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Réseau routier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Service de police	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Loisirs et culture	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Parcs et espaces verts	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Développement économique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Aménagement du territoire et urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Transport en commun	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Sécurité incendie		<input checked="" type="checkbox"/>
Eau potable et assainissement des eaux		<input checked="" type="checkbox"/>
Matières résiduelles		<input checked="" type="checkbox"/>

* Dans la région métropolitaine de Montréal, l'Agence métropolitaine de transport a notamment pour mission d'accroître les services de transport collectif.

44. Accorder au conseil d'une municipalité locale ou d'une MRC régie par le Code municipal la possibilité de conférer au maire ou au préfet, selon le cas, un pouvoir disciplinaire de suspension sans traitement, et ce, selon les modalités applicables au maire d'une ville régie par la Loi sur les cités et villes.
45. Pouvoir de désaveu du ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports
- a. Le pouvoir de désaveu ne s'appliquerait plus pour les règlements sur la vitesse et la circulation des surveillants de souffleuses et les liaisons de transport en commun hors du territoire.
 - b. Les autres règlements demeureraient soumis à ce pouvoir mais entreraient en vigueur dès leur publication.
46. Prévoir que les travaux compensatoires ou une partie de ceux-ci pourront être remplacés par des mesures alternatives (ex. : IMPAC).
47. En situation d'urgence et pour certains travaux requis dans un cours d'eau, éliminer l'obligation pour les MRC d'obtenir un certificat d'autorisation du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques avant de procéder à ceux-ci.

Les municipalités locales par strates de population

MUNICIPALITÉS LOCALES	NOMBRE	POPULATION	%
De moins de 2 000 hab.	721	604 503	7
De 2 000 à 9 999 hab.	285	1 152 604	14
De 10 000 à 24 999 hab.	59	912 266	11
De 25 000 à 99 999 hab.	35	1 579 524	19
De 100 000 hab. et plus	10	3 940 386	48
Total*	1 110	8 189 283	100

* Le total n'inclut pas les 23 villages nordiques, cris ou naskapi, qui sont également des municipalités locales, ni le Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James. Données du décret de population de 2016

Québec 

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Bureau d'expertise et de coordination (BEC)	2	Suivre les interventions sur le terrain exercées par les ministères impliqués dans la reconstruction de la Ville de Lac-Mégantic et gérer les demandes relatives au dossier Lac-Mégantic	MAMOT, MSP, MDDELCC, Agence de la santé de l'Estrie	Rencontres mensuelles en conférence téléphonique. Contribue au support que le MAMOT apporte à la Ville et à la reddition de comptes qu'il doit faire aux représentants du Conseil exécutif. Approuver les dépenses présentées par les fournisseurs.
Bureau régional de coordination gouvernementale de la CAR Côte-Nord et comité de coordination	1	Assurer la concertation et la coordination interministérielle en région en vue de promouvoir une vision intégrée et cohérente de l'action gouvernementale sur son territoire.	MDDELCC, MAMOT, MERN, MTMDet, MF, Agence de santé, MCC, MTESS, Société du Plan Nord, MIDI.	Coordination du Réseau express sur la diversification économique de Gros-Mécatina (une rencontre) : soutien-conseil et coordination interministérielle accordés à trois projets agricoles afin de diversifier l'économie de la communauté. Coordination du soutien à gestion territoriale de Sept-Îles : soutien-conseil et accompagnement auprès de Développement économique Sept-Îles et la Ville de Sept-Îles dans l'élaboration et la planification de son plan de développement de terrains industriels. Les travaux sont désormais suivis dans le cadre de la zone industrialo-portuaire de Sept-Îles. Coordination pour le développement d'un parc industriel à Fermont (deux rencontres) : soutien-conseil et accompagnement de la municipalité dans le dépôt de sa demande dans le cadre du <i>Programme relatif à une cession à titre gratuit des terres du domaine de l'État en faveur des municipalités nordiques</i> . Coordination de la relance économique de Baie-Johan-Beetz à la suite des feux de forêts de 2013 : (cinq rencontres) soutien-conseil, accompagnement et coordination interministérielle pour l'analyse du plan de relance de la firme Aecom. Le suivi du plan d'action a permis de prioriser les interventions par la Municipalité et d'étudier un projet de diversification. Coordination des travaux visant le renforcement du service incendie de Schefferville : (quatre rencontres) soutien-conseil, accompagnement et coordination interministérielle pour améliorer la structure du service incendie de la Municipalité au point de vue des ressources humaines et de l'équipement. Les travaux se sont faits en respect de la Loi sur la sécurité incendie et du schéma de couverture de risques de la MRC de Caniapiscau.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
CAR économique de la région de Montréal	3	Discussion des enjeux de développement économique de la région de Montréal.	Sous-comité de la CAR de Montréal avec des représentants de la Ville de Montréal, la CMM, MESI, MAMOT-SRM, réseau PME-Montréal	Huit rencontres par année.
CAR Sommet	1	La CAR Sommet, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, a le mandat de : <ul style="list-style-type: none"> Assurer le déploiement des 11 groupes de travail à la suite du Sommet Coordonner l'action ministérielle portant sur les groupes de travail Faire des liens avec le comité de suivi 	MAMOT, MESI, MTESS, MTOUR, SPN, MAPAQ, MERN, MFFP, MTMDET, SAA, IQ	En accord avec ses membres, le comité CAR Sommet ne s'est pas réuni en 2016-2017. Le suivi des mandats s'est réalisé dans le cadre des réunions régulières de la CAR.
Cellule pour l'élaboration d'une stratégie internationale en électrification des transports	2	Le mandat de la Cellule est d'élaborer la Stratégie internationale en électrification des transports (SIET) en fonction des priorités internationales établies par le MRIF et le MTMDET, à partir des objectifs, des axes et des mesures du PAET 2015-2020.	MRIF, MTMDET, MDDELCC, MAMOT, MF, MESI, SCT, HQ	Deux rencontres du comité ont eu lieu le 24 mai et le 15 novembre 2016. Une stratégie internationale en électrification des transports a été élaborée. Une cueillette d'informations, auprès du réseau des représentations du Québec à l'étranger, a été effectuée afin d'établir une cartographie des opportunités de prospection, de promotion et de positionnement sur chacun des territoires couverts en fonction des priorités internationales retenues pour la SIET. Cette démarche a permis de prioriser, cibler et optimiser les opérations de prospection, de promotion et de positionnement international en matière d'électrification des transports pour l'année 2016-2017 et elle sera mise à jour annuellement jusqu'au terme du PAET en 2020.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
----------------------	---

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité aviseur Mobilité Montréal	3	Assurer une meilleure coordination des interventions dans la grande région de Montréal afin d'en limiter les conséquences sur le réseau routier.	ACQ, CMM, Villes de Montréal, Longueuil, Laval, Châteauguay, MAMOT, PJCCI, CCMM, STM, AMT, RTL, STL, AQTIM, MTQ, MAMOT-SRM	Trois rencontres tenues en 2016-2017.
Comité campus industriel L'Assomption	3	Accompagner la MRC de l'Assomption dans l'élaboration de son projet de campus industriel à Saint-Sulpice.	MAMOT, MAPAQ, MESI, MTMDT, CMM, MRC de L'Assomption, Cienov	En décembre 2016, la MRC a déposé une demande de modification du périmètre métropolitain à la CMM. Cette demande est présentement en analyse. Le comité a eu deux rencontres à l'automne 2016.
Comité consultatif permanent sur l'accessibilité et la sécurité des bâtiments aux personnes handicapées	3	Consulter les organisations intéressées sur un nouveau règlement sur l'accessibilité à l'intérieur des nouveaux logements pour ajouter des normes au Code de construction. Les consulter également sur toute autre mesure visant à favoriser l'accès et la mobilité des personnes à mobilité réduite aux bâtiments et lieux tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.	RBQ, OPHQ (responsables), MAMOT, SHQ, FQM, Secrétariat aux Aînés, MSP, SQI, Ordre des architectes, Association des chefs en sécurité incendie, CORPIQ, Kérout, CPHAN, RCLAAQ et autres organisations de propriétaires, constructeurs, handicapés, retraités, etc.	Une rencontre préparatoire regroupant seulement les M/O a eu lieu le 26 août 2015. La première rencontre du comité permanent s'est tenue le 17 novembre 2015. Un projet de règlement a été présenté au comité le 9 juin 2016. Une autre rencontre s'est tenue le 23 février 2017.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité consultatif régional (CCR) pour le programme Québec ami des aînés (QADA)	2	Le Comité analyse les projets fournis par le MFA selon les normes du programme et formule ses recommandations.	Un représentant des tables régionales de concertation des aînés (TRCA), directions régionales du MAMOT, MSSS, Appuis régionaux pour les proches aidants, coordonnateurs spécialisés en matière de maltraitance envers les personnes aînées (Secrétariat aux aînés, MFA)	Deux appels de projets ont été traités à l'hiver 2016 et à l'automne 2016.
Comité consultatif sur l'implantation de la modernisation de l'évaluation foncière	3	Ce comité a pour mandat de servir de lieu d'échanges et de concertation quant aux actions à privilégier pour implanter avec succès les nouvelles dispositions réglementaires et normatives en matière d'évaluation foncière.	MAMOT, Représentants de 25 organisations concernées (évaluateurs et représentants d'autres disciplines, comme l'enseignement, le développement informatique, la gestion municipale, etc.)	Formé à l'automne 2011, ce comité a tenu dix réunions à ce jour. Les échanges ont, notamment, permis : d'identifier les éléments susceptibles d'être nuisibles à l'implantation et proposer des solutions; de résoudre les difficultés de transmission électronique des données prescrites; d'apporter des précisions au Manuel d'évaluation foncière du Québec; d'orienter l'adaptation des programmes d'enseignement de niveau collégial; de proposer un report partiel de l'échéancier réglementaire relativement aux immeubles majeurs et au système d'information géographique. Ce comité a tenu sa dernière rencontre le 4 mai 2016.
Comité consultatif sur le 9-1-1	3	Proposer des recommandations et des orientations visant l'amélioration des services de communication d'urgence offerts à la population et respectant les limites du champ de compétence du MSP.	MSP, ACUQ, Agence municipale de financement et de développement des CU 9-1-1 du Qc, CAUCA, ACSIQ, UMQ, FQM, MAMOT, MSSS, SQ, Bell Canada, Hydro-Québec	Le MSP est le responsable de ce comité et fera état des résultats atteints.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité consultatif sur les finances municipales (CCFM)	3	Comité permanent où sont abordées diverses questions et problématiques relatives à la présentation de l'information financière municipale et à différents aspects des finances municipales. Ce comité chapeaute le Groupe de travail sur la présentation de l'information financière.	OCPAQ, COMAQ, ADMQ, ADGMQ, AGFMQ, AVGMQ, UMQ, FQM, ADGMRCQ, MAMOT	Évolution des formulaires, des directives et de la documentation de support en matière de présentation de l'information financière municipale et des finances municipales en accord avec le milieu municipal. Trois rencontres ont eu lieu en 2016-2017
Comité consultatif sur les municipalités et les administrations locales de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ) de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ)	3	Conseiller l'Observatoire de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) sur la mise en œuvre et le suivi d'enquêtes statistiques sur les dépenses et les activités des administrations municipales dans le domaine de la culture et du patrimoine.	Observatoire de la culture et des communications du Québec de l'Institut de la statistique (ISQ), municipalités, UMQ, FQM, organismes les Arts et la Ville, chercheurs universitaires	Publication annuelle de l'enquête sur les dépenses de fonctionnement des municipalités en matière de culture depuis 2007. La rencontre annuelle s'est tenue à Rimouski le 31 mai 2016.
Comité d'action prioritaire du CDEM	3	Conseil, réseautage et information.	Environ 15 membres du CDEM choisis pour représenter tous les milieux qui siègent au CDEM	Le SRM y assiste à titre d'observateur. Quatre rencontres en 2016-2017 : 15 avril 2016, 9 septembre 2016, 4 novembre 2016 et 27 janvier 2017.
Comité d'audit de la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL)	3	Assurer la bonne gestion des activités de la SOFIL, en collaboration avec les partenaires impliquées (MAMOT, MTMDET).	MAMOT SOFIL MTMDET	Le comité d'audit se réunit deux ou trois fois par année aux fins de la bonne gestion des activités de la SOFIL.
Comité de concertation des partenaires – Legs autochtone	3	Le comité vise à assurer la concertation entre les différents partenaires impliqués dans le projet de legs autochtone porté par Destinations et Tourisme autochtone Québec.	SAA, MTO, MAMOT-SRM, MCC, MÉSI, Ville de Montréal, Patrimoine canadien, Affaires autochtones et du Nord Canada	Le comité de concertation s'est réuni quatre fois en 2016-2017.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité de concertation du 375 ^e anniversaire de Montréal	3	Assurer la cohérence de l'intervention des principaux partenaires relative au 375 ^e anniversaire de Montréal.	Ville de Montréal, Société des célébrations du 375 ^e anniversaire de Montréal, MAMOT-SRM	Le comité se réunit mensuellement.
Comité de coordination Montréal métropole culturelle	3	Le comité veille à la réalisation du Plan d'action 2007 -2017 de Montréal métropole culturelle, un partenariat public-privé dirigé par un comité de pilotage.	Ville de Montréal, MCC, MAMOT-SRM, Patrimoine canadien, Chambre de commerce Montréal métropolitain, Culture Montréal	Le comité a tenu 9 rencontres en 2016-2017.
Comité de développement de l'Est de Montréal et son comité d'action prioritaire (et groupes de travail)	3	Promouvoir, consolider et favoriser le développement économique et social de l'Est de Montréal par une prise en charge collective.	Regroupe des élus de l'Assemblée nationale, des représentants du milieu socio-économique, du milieu institutionnel, et des observateurs représentant des élus et des secteurs gouvernemental et municipal, dont le MAMOT-SRM	Le SRM y assiste à titre d'observateur. Quatre rencontres en 2016-2017 : 13 mai 2016, 23 septembre 2016, 18 novembre 2016 et 17 février 2017.
Comité de direction des ententes Trame verte et bleue (TVB) et sentier cyclable et pédestre Oka-Mont-Saint-Hilaire (SCP)	3	Suivi de l'aide financière accordée par le gouvernement pour mettre en place des projets contribuant à la mise en place de la Trame verte et bleue et d'un sentier cyclable et pédestre entre Oka et Mont-Saint-Hilaire sur le territoire de la CMM et sélection des projets et élaboration des programmations.	MAMOT-SRM, CMM, MDDELCC	En 2016-2017 : – Quatre rencontres pour la TVB; – Deux rencontres pour le SCP.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
----------------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité de diversification économique de la Ville de Chapais	3	Élaborer et mettre en œuvre un plan de diversification économique pour la Ville de Chapais.	SPN, MAMOT, Ville de Chapais, Corporation de développement économique de Chapais, SDBJ, MTESS, MDDELCC, MFFP, MERN, MESI, MAPAQ, H-Q, COTA, Tourisme Baie-James	Le plan de diversification sera rendu public au printemps 2017. Le comité technique en assurera par la suite le suivi.
Comité de gestion de l'entente Canada-Québec concernant le Fonds pour les petites collectivités	3	Assurer l'accomplissement des exigences de l'entente en matière de gestion, de communication, de vérification, d'évaluation et d'environnement.	MAMOT, Infrastructure Canada	Le comité de gestion se réunit deux fois par année aux fins du suivi de l'entente.
Comité de gestion de l'entente Canada-Québec sur les volets Collectivités et Grandes Villes du Fonds Chantiers Canada-Québec	3	Assurer l'accomplissement des exigences de l'entente en matière de gestion, de communication, de vérification, d'évaluation et d'environnement.	MAMOT, DEC, Infrastructure Canada	Le comité de gestion se réunit trois à quatre fois par année aux fins de suivi de l'entente.
Comité de gestion de l'entente du Fonds de la taxe sur l'essence (FTE)	3	Assurer la gestion de l'entente.	Infrastructure Canada SOFIL MAMOT MTMDET	Le comité de gestion se réunit deux fois par année aux fins du suivi de l'entente.
Comité de gestion de l'Entente PRADIM (Recherche et Planification du Fonds Chantiers Canada)	3	Assurer la gestion de l'entente.	MAMOT, Infrastructure Canada	Le comité de gestion se réunit deux fois par année aux fins du suivi de l'entente.
Comité de gestion des ententes Canada-Québec sur le volet Grands Projets du Fonds Chantiers Canada	3	Assurer l'accomplissement des exigences de l'entente en matière de gestion, de communication, de vérification, d'évaluation et d'environnement.	MAMOT, Infrastructure Canada	Le comité de gestion se réunit deux fois par année aux fins du suivi de l'entente.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité de gestion des opérations et des projets	2	<p>Comité de suivi pour les questions de gestion et de gouvernance de l'entente d'impartition des activités TI du MAMOT.</p> <p>Ce comité a deux niveaux :</p> <p>Comité de gestion : niveau opérationnel</p> <ul style="list-style-type: none"> Revue de la performance des opérations TI Gestion des enjeux opérationnels Suivi des priorités opérationnelles Arrimage entre les projets applicatifs MAMOT et les projets d'infrastructure de la VPSI Planifier et prioriser les nouveaux projets <p>Comité tactique : niveau tactique</p> <ul style="list-style-type: none"> Revoir la performance des services fournis Permettre aux gestionnaires des deux organisations de partager la même information Résoudre les escalades pour les litiges du comité des opérations et des projets 	CSPQ, MAMOT	<p>Le comité de gestion se réunit mensuellement.</p> <ul style="list-style-type: none"> Révision de l'entente de service du CSPQ et suivi des points litigieux Suivi des incidents liés aux infrastructures technologiques ou aux services bureautiques de proximité <p>Le comité tactique ne s'est pas réuni en 2016-2017.</p>
Comité de gouvernance des projets stratégiques infrastructure	2	Assurer le suivi de la performance des projets d'infrastructures publiques, particulièrement ceux comportant un niveau de risque élevé et des enjeux importants.	SCT, SQI, MAMOT, MTMDDET, MSSS, MELS, MCC, MESS	Le comité se réunit aux 6 à 8 semaines.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité de mise en œuvre de la Stratégie Pancanadienne et de l'Entente de collaboration concernant les infrastructures municipales d'eau potable et d'eaux usées	2	Évaluer les conditions de mise en œuvre de la Stratégie pancanadienne ainsi que du Règlement sur le suivi des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (ROMAEU). Le comité s'assure également de mettre en œuvre adéquatement les modalités prévues à l'entente de collaboration entre le MAMOT et le MDDELCC (rôles et responsabilités de chaque ministère).	MAMOT et MDDELCC	Le comité poursuit ses travaux pour la mise en œuvre du règlement. L'application de l'entente MAMOT-MDDELCC répond aux exigences du VGQ. Le comité assure le bon cheminement des dossiers d'eau potable et des eaux usées conjoints MAMOT-MDDELCC. 10 rencontres tenues en 2016-2017.
Comité de normalisation du Bureau de normalisation du Québec	3	Révision de de la norme BNQ-1809-900 portant sur les documents administratifs relatifs aux travaux de construction d'ouvrages de génie civil.	Comité composé de 19 représentants issus de différentes organisations dont le MTMDDET, le MAMOT, le SCT, l'Ordre des ingénieurs du Québec, des municipalités et des entrepreneurs en construction	Depuis avril 2016, huit rencontres ont été tenues. La révision de partie I de la norme est terminée. Celles des parties II et III sont en cours.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité de partage en information géographique	3	Échanger sur les projets de géomatique de la région métropolitaine.	Villes de Montréal, Longueuil et Laval, Société de transport de Montréal, Réseau de transport de Longueuil, Société de transport de Laval, Agence métropolitaine de transport, Administration portuaire de Montréal, CMM, MAMOT, MDDELCC, MTMDET, MERN, Hydro-Québec, Gaz Métropolitain, Info Excavation, Commission des services électriques de Montréal, Urgences-Santé	<p>Ce comité se réunit deux fois par année.</p> <p>Les objectifs sont de faire le bilan des projets géomatiques et en information géographique touchant la Métropole et de faire connaître l'information géographique gouvernementale. La tendance observée la plus importante concerne l'orientation d'aller graduellement en données ouvertes pour les villes de Laval, Montréal et Longueuil.</p> <p>Cueillette de besoins du réseau municipal et régional en matière d'information géographique.</p>
Comité de pilotage Adresses Québec	2	Produire la géobase routière Adresses Québec à partir des données de mission des partenaires. Formuler les recommandations sur l'évolution au comité directeur de projet.	DGE, MTMDET, MERN, MAMOT	<p>Ce comité se réunit aux deux mois.</p> <p>Diffuser la version mensuelle de la base de données aux partenaires et faire le suivi des ententes de diffusion gouvernementale et commerciale.</p> <p>Discuter et faire des recommandations au comité directeur en lien avec les évolutions et les besoins des utilisateurs de la Géobase AQ.</p>

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité de pilotage MEES-IRC	3	Le Comité de pilotage constitue un lieu d'échange, de réflexion, de planification, de suivis et d'évaluation des activités réalisées par les IRC. Il a pour mandat de suivre l'évolution des travaux effectués par les IRC et de s'assurer que ceux-ci soient en lien avec les orientations ministérielles et les pratiques reconnues comme efficaces selon les données probantes de la recherche en matière de persévérance et de réussite scolaires. Ce comité est également une instance de consultation permettant d'analyser les besoins régionaux et d'identifier des enjeux auxquels peuvent répondre les IRC.	Instances régionales de concertation (IRC), MAMOT et MEES	Il y a eu 4 rencontres : 15 avril 2016, 9 juin 2016, 29 septembre 2016 et 8 décembre 2016. Une rencontre est également prévue sous peu.
Comité de pilotage Trame verte et bleue (TVB) – Sentier cyclable et pédestre (SCP)	3	Analyse de l'admissibilité et évaluation des projets déposés par les municipalités dans le cadre du programme conjoint MAMOT-CMM.	MAMOT-SRM, CMM, MDDELCC	En 2016-2017 : – Trois rencontres pour la TVB; – Aucune rencontre pour le SCP.
Comité de programme Ouranos « Environnement bâti »	3	Contribuer à diminuer la vulnérabilité de l'environnement bâti en améliorant la compréhension des impacts, des vulnérabilités et de l'adaptation aux changements climatiques, en favorisant une approche interdisciplinaire qui permet le développement de résultats pertinents et intégrés aux réalités des acteurs de l'adaptation et en assurant un transfert efficace des résultats vers les acteurs de l'adaptation.	Ouranos, MAMOT, MDDELCC, MTMDET, SNC-Lavalin, Ingénieurs Canada, Ville de Montréal, Ville de Québec, UMQ, ADGMRCQ	Le comité s'est réuni le 28 novembre 2016 afin de discuter de la pertinence de projets de recherche potentiels soumis pour évaluation, de partager les enjeux de chacun des membres et d'assister à la présentation des projets de recherche en cours.
Comité de retraite du Régime de retraite des élus municipaux (RREM)	3	Le comité de retraite a comme mandat d'établir, conjointement avec la Caisse de dépôt et placement du Québec, une politique de placement de la caisse du RREM. Le comité de retraite peut demander des études portant sur l'administration du régime et formuler des recommandations. Il approuve les états financiers du régime et reçoit, pour examen, les rapports d'évaluation actuarielle.	MAMOT, SCT, UMQ, FQM	Ce comité est sous la responsabilité de Retraite Québec.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité de retraite du Régime de retraite des employés municipaux du Québec (RREM-Q)	3	Le Comité de retraite est responsable de l'administration du régime de retraite et de la politique de placement de la caisse de retraite.	MAMOT, FQM, ADGMRCQ, ADMQ, CSN.	Ce comité a été instauré conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite, loi administrée par la Retraite Québec. Ce comité n'est donc pas sous la responsabilité du MAMOT. Seul un membre de ce comité provient du MAMOT et il est nommé par le sous-ministre.
Comité de suivi de la mise en œuvre du plan d'action « Vieillir et vivre ensemble » (VVE) 2012-2017	2	Comité chargé d'assister le Secrétariat aux aînés (MFA) pour réaliser un bilan du plan d'action 2012-2017 de la politique « Vieillir et vivre ensemble » (VVE), le prolonger d'un an et élaborer une nouvelle politique VVE pour 2018.	MFA, MSSS, MAMOT, MEES, MTESS, MESI, MFQ, MTMDET, OPHQ, RBQ, SHQ	Première réunion tenue le 13 juillet 2016. Deux réunions prévues chaque année. Collecte d'information sur les réalisations des MO dans le cadre de VVE complétée.
Comité de suivi des projets TOD (Développements axés sur l'utilisation du transport en commun)	3	Appuyer la réalisation de projets novateurs de démonstration à l'intérieur de sept aires TOD identifiées au PMAD de la CMM.	CMM, MRC, villes, MTMDET, AMT, MAMOT	Le comité du TOD McMasterville a tenu trois rencontres en 2016 (16 août, 13 octobre et 10 novembre 2016). Le comité du TOD Châteauguay a tenu une rencontre en 2016 (10 mars 2016).
Comité de suivi du parc de la Montagne-du-Diable (Laurentides)	1	Assurer l'application des différentes dispositions prévues à l'entente générale pour l'exploitation du parc régional, l'harmonisation interministérielle nécessaire à l'application de l'entente et le suivi et l'évaluation des résultats de la mise en valeur du parc régional en fonction des objectifs poursuivis.	MAMOT, MERN, MDDELCC, MRC	Une rencontre a eu lieu le 24 novembre 2016.
Comité de suivi du parc du Kiamika (Laurentides)	1	Assurer l'application des différentes dispositions prévues à l'entente générale pour l'exploitation du parc régional, l'harmonisation interministérielle nécessaire à l'application de l'entente et le suivi et l'évaluation des résultats de la mise en valeur du parc régional en fonction des objectifs poursuivis.	MAMOT, MERN, MDDELCC, MRC	Une rencontre a eu lieu le 24 novembre 2016.
Comité de suivi du parc du Poisson Blanc (Laurentides)	1	Assurer l'application des différentes dispositions prévues à l'entente générale pour l'exploitation du parc régional, l'harmonisation interministérielle nécessaire à l'application de l'entente et le suivi et l'évaluation des résultats de la mise en valeur du parc régional en fonction des objectifs poursuivis.	MAMOT, MERN, MDDELCC, MRC	Une rencontre a eu lieu le 24 novembre 2016.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité de suivi du plan d'action de l'Alliance pour des environnements favorables aux saines habitudes de vie des Laurentides	3	Assurer le suivi des actions identifiées dans le plan d'action de l'Alliance pour des environnements favorables aux saines habitudes de vie des Laurentides	Alliance, CISSS, MAPAQ, MAMOT, MTMDET, MFQ, REGAL+, Québec en forme, PREL, RSEQ, Avenir d'enfants, CDESL	Deux rencontres ont eu lieu les 13 décembre 2016 et 8 février 2017.
Comité de suivi du portail géographique du Québec	2	Assurer le suivi du portail qui a pour objectif de donner accès à toutes les cartes, atlas et produits d'information géographique disponibles dans les MO du gouvernement du Québec.	Le MERN préside ce comité. MERN, MSSS, MEES, MAMOT, MTESS	Une rencontre a lieu une fois par année et permet d'échanger l'information en lien avec le contenu et l'évolution du portail.
Comité de suivi du projet « Stratégies collectivités viables »	3	Le comité de suivi est consultatif. Il permet à Vivre en Ville d'informer les membres de l'avancement du projet, de leur transmettre le bilan de l'évaluation des activités, de discuter des activités récentes et à venir et d'effectuer l'arrimage du projet avec les activités des membres.	MAMOT, MDDELCC, MTMDET, MSSS, MAPAQ, MERN, MEES, Québec en forme, Vivre en Ville	Deux rencontres ont eu lieu le 28 juillet 2016 et le 12 décembre 2016. Ces rencontres ont notamment permis à Vivre en Ville de présenter les résultats de l'évaluation des activités du projet réalisées entre 2011 et 2016, ainsi que le bilan des activités organisées en 2016.
Comité de suivi interministériel des parcs régionaux	3	Assurer le suivi de l'entente générale pour l'exploitation du parc régional des Trois Sœurs situé dans l'Agglomération de La Tuque.	MAMOT, MDDELCC, MTMDET, MERN et l'Agglomération de La Tuque.	Aucune rencontre n'a eu lieu dans la dernière année. La Ville est toujours en réflexion quant aux orientations précises qu'elle donnera au plan de développement du Parc régional.
Comité de suivi interministériel des parcs régionaux de la Matawinie	1	Assurer l'application des différentes dispositions prévues à l'entente générale pour l'exploitation du parc régional, l'harmonisation interministérielle nécessaire à l'application de l'entente et le suivi et l'évaluation des résultats de la mise en valeur du parc régional en fonction des objectifs poursuivis.	MAMOT, MERN, MDDELCC, MFFP, MRC	Une rencontre a eu lieu le 19 octobre 2016.
Comité de suivi pour le développement du Quartier de l'innovation	3	Assurer la cohérence des interventions des bailleurs de fonds publics pour le développement du Quartier de l'innovation ainsi que le suivi des initiatives et des investissements dans ce secteur.	MESI, Développement économique Canada, Ville de Montréal, Société du Quartier de l'innovation, MAMOT-SRM	Le comité s'est rencontré trois fois en 2016-2017. Un bilan positif des initiatives et des investissements dans le Quartier de l'innovation a été déposé à la satisfaction des membres.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité de transition – Autorité des marchés publics – Comité directeur	2	Identifier les enjeux stratégiques à considérer dans le cadre de la mise en place du nouvel organisme et orienter et approuver les recommandations des groupes de travail.	SCT, MTMDET, AMF, MAMOT,	Le comité s'est réuni à deux reprises en 2017-2018. Il a défini les mandats des groupes de travail et a commenté le projet de Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics.
Comité de travail de la Table Québec-Montréal	3	Soutenir la Table Québec-Montréal dans ses travaux.	MAMOT, Ville de Montréal	Une rencontre du comité de travail s'est tenue le 17 octobre 2016. Le projet de loi n° 121 : Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec, ayant été déposé le 8 décembre 2016, le comité de travail a cessé ses activités.
Comité de travail de la Table Québec-Québec	3	Soutenir la Table Québec-Québec dans les travaux.	MAMOT, Ville de Québec, Secrétariat à la Capitale-Nationale	Aucune rencontre du comité de travail n'a eu lieu en 2016-2017. Le projet de loi n° 109 : Loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs, ayant été sanctionné le 9 décembre 2016, le comité de travail a cessé ses activités.
Comité de travail de la Table sur les relations Québec-municipalités	3	Soutenir la Table sur les relations Québec-municipalités dans ses travaux.	MAMOT, UMQ, FQM	Le comité de travail s'est réuni le 15 avril et le 14 juin 2016. Le projet de loi n° 122 : Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs, ayant été déposé le 6 décembre 2016, le comité de travail a cessé ses activités.
Comité de travail interministériel - Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes	2	Comité ayant pour mandat de suivre les travaux pour l'élaboration de la prochaine stratégie.	MEC, MEESR, MEIE, MFA, MIDI, MJQ, MSSS, MTESS, OPHQ, SA, SAA, SAJ	Une rencontre s'est tenue le 10 juin 2015 pour présenter le bilan des actions 2011-2015 et une journée de consultation a eu lieu le 14 octobre 2015 pour l'élaboration d'une stratégie 2015-2021. Le comité s'est rencontré le 1 ^{er} juin 2016, le 19 septembre 2016 et le 8 février 2017.
Comité de travail sur les règles contractuelles – Délais de paiement dans la construction	2	Le comité évalue la possibilité de mettre en place diverses mesures pour contrer les retards de paiement dans l'industrie de la construction. Cette demande vise à donner suite à la recommandation 15 de la CEIC.	SCT, MAMOT, SQI, CSSH, MSSS, Université Laval, MTMDET, Commission scolaire des Découvreurs, CISSS de la Montérégie-Est, Université McGill	Une rencontre a eu lieu en 2016-2017, soit le 3 février 2017.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité des directeurs pour le document d'orientation sur le développement durable des milieux de vie	1	Assurer la concertation interministérielle et faire le suivi de l'état d'avancement de l'élaboration du document d'orientation.	MAMOT, MDDELCC, MTMDET, MSSS, MCC, MSP, MAPAQ	Une rencontre a eu lieu le 25 mai 2016. Elle a permis de présenter un état d'avancement des travaux de même que de convenir des prochaines étapes. Le document est en cours d'élaboration et son adoption est prévue en juin 2017.
Comité des partenaires métropolitains sur les investissements étrangers (CPMIE) sous l'égide de Montréal International	3	Table de concertation et d'échange sur les enjeux, problématiques, projets à portée économique et investissements qui touchent les différents secteurs de la CMM.	MI, HQ, Gaz Métro, Ville de Montréal, Réseau PME-Montréal, CMM, MESI, MAMOT-SRM	Quatre rencontres en 2016-2017.
Comité des sous-ministres en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle	2	Approuver les orientations gouvernementales en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle.	Secrétariat à la condition féminine (SCF), MJQ, MSSS, MSP, MTRAV, MEES, MF, Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), Secrétariat aux aînés, MICC, MAMOT, OPHQ	Des rencontres particulières ont été tenues en 2015-2016 dans le cadre de l'élaboration du nouveau plan, le 13 avril 2015. La stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles. 2016-2021 a été rendue publique en octobre 2016. Elle prévoit l'implication du comité dans le suivi et l'évaluation des résultats.
Comité directeur (SM) et comité stratégique (SMA/directeur) de mise en œuvre de la Politique gouvernementale de prévention en santé (PGPS)	3	Planifier de façon concertée la mise en œuvre des mesures et chantiers de la PGPS	MSSS, MDDELCC, MAPAQ, MEES, MSP, MTESS, MFQ, MFA, MTMDET	Ces comités sont similaires à ceux qui avaient été mis en place pour l'élaboration de la PGPS. Le comité stratégique se rencontrera sous peu.
Comité directeur Adresses Québec	2	Assurer la gestion et le développement de la géobase routière Adresses Québec. Formuler des recommandations sur les orientations et l'évolution.	DGE, MTMDET, MERN, MAMOT	Ce comité se réunit aux deux mois. L'objectif est de discuter et statuer des évolutions (orientations) de cette Géoabse en lien avec les besoins des utilisateurs.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité directeur de l'Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent 2011-2026	3	<p>Le Comité directeur de l'Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent 2011-2026 (CDE) doit assurer la mise en œuvre du Plan d'action Saint-Laurent et la mise en place de mécanismes de coordination et de rencontres. Il doit faire entériner, par les deux gouvernements, les modifications aux annexes de l'Entente ou l'ajout d'annexes. Le CDE est imputable de la gestion de l'Entente et doit également rendre compte aux citoyens des progrès accomplis à l'égard des engagements convenus dans l'Entente.</p> <p>De plus, le CDE s'est doté de deux outils de mise en œuvre, soit le Forum Saint-Laurent et les tables de concertations régionales.</p> <p>Trois comités de suivi (biodiversité, usages et qualité de l'eau).</p>	<p>Canada : Environnement Canada, Pêches et Océans Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada, Transports Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Agence de la santé publique du Canada, Agence spatiale canadienne, Agence canadienne d'évaluation environnementale</p> <p>Québec : MAPAQ, MAMOT, MDDELCC, MERN, MSP, MSSS, MFE, MTMDT</p>	<p>Le CDE a tenu deux rencontres les 3 juin et 22 novembre 2016.</p> <p>A ce jour, six tables de concertation régionales ont été mises sur pied, soit : zone du lac Saint-Pierre, zone de Québec, zone du Sud de l'estuaire moyen, zone des Îles-de-la-Madeleine, zone du Haut-Saint-Laurent et du Grand Montréal et zone de l'Estuaire fluvial.</p> <p>Il n'y a pas eu de Forum Saint-Laurent en 2016-2017.</p> <p>Le Comité a adopté la planification d'actions conjointes pour les années 2016-2021. Elles sont en cours d'approbation au sein des gouvernements québécois et canadien.</p>
Comité directeur de l'Entente sectorielle de développement de l'économie sociale en Mauricie 2016-2020	3	Le comité s'assure de l'atteinte des objectifs, de la mise en œuvre, du financement et du suivi budgétaire de l'Entente.	MESI, MAMOT, MESS, PÔLE d'ÉCONOMIE SOCIALE, 6MRC/Villes	Suite à un changement à la direction du Pôle, occasionnant des délais pour l'organisation du comité directeur, une première rencontre devrait se tenir d'ici la fin de l'année financière en cours.
Comité directeur de l'Entente sectorielle en développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire en Mauricie 2016-2017	3	Le comité s'assure de l'atteinte des objectifs, de la mise en œuvre, du financement et du suivi budgétaire de l'Entente.	MAPAQ, MAMOT, MESS, UPA, 6 MRC /Villes	Le comité a tenu trois rencontres en 2016-2017.
Comité directeur de l'Entente sectorielle en développement social en Mauricie 2016-2017	3	Le comité s'assure de l'atteinte des objectifs, de la mise en œuvre, du financement et du suivi budgétaire de l'Entente.	CIUSSS-MCQ, MAMOT, MESS, CENTRAIDE, 6MRC/Villes	Le comité a tenu trois rencontres en 2016-2017.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité directeur de l'implantation de la Stratégie maritime	3	Participer à l'élaboration, à l'implantation et au suivi de la Stratégie maritime selon les domaines d'expertise propres à chaque ministère. Favoriser la cohérence et la coordination des initiatives gouvernementales concernant la mise en valeur et le développement du potentiel maritime.	MSP, MERN, MFFP, MTMDET, MESI, MDDELCC, MAPAQ, MTO, MCE-SAM, MAMOT	Deux rencontres ont eu lieu en 2016-2017.
Comité directeur de la Stratégie québécoise de réduction de l'herbe à poux et des autres pollens allergènes (SQRPA)	3	Assurer la mise en œuvre de la SQRPA (définir les orientations et les objectifs et assurer leur respect, approuver les planifications annuelles et le cadre normatif).	MAMOT, MSSS, MAPAQ, MTMDET, MEES, SQI, INSPQ	Deux rencontres ont eu lieu en 2016-2017. Ces rencontres ont notamment permis de faire le point sur la mise en œuvre de la Stratégie, de discuter des mesures de contrôle des pollens allergènes à mettre en place dans les ministères et organismes et de valider les projets sélectionnés par le comité d'évaluation de projets dans le cadre du programme de financement.
Comité directeur MAMOT- DGE – Élections municipales 2017	3	Faciliter les échanges entre le DGE et la MAMOT pour favoriser le bon déroulement des travaux en vue des élections municipales de 2017.	DGEQ, MAMOT	Le comité s'est réuni le 20 janvier 2016, le 22 juin 2016, le 20 octobre 2016 et le 14 décembre 2016.
Comité directeur Mobilité Montréal	3	Assurer une meilleure coordination des interventions dans la grande région de Montréal afin d'en limiter les conséquences sur le réseau routier.	Hauts dirigeants de : ACQ, CMM, Villes de Montréal, Longueuil, Laval, Châteauguay, MAMOT, PJCCI, CCMM, STM, AMT, RTL, STL, AQTIM, MTQ, MAMOT-SRM	Une seule rencontre en 2016-2017.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité directeur régional en itinérance de Lanaudière (CRIL)	3	Élaborer et mettre en œuvre un plan d'action en itinérance pour la région de Lanaudière dans le cadre de la Politique nationale sur l'itinérance.	CISSSL, MRC de Joliette, TAPIL, MESS, MAMOT, TPDSL, C.S. des Affluents, CJEJ, Centre d'amitié autochtone de Lanaudière, GALOP, Bureau de probation de Joliette	Quatre rencontres en 2016-2017 : 3 mai, 22 septembre, 8 décembre 2016 et en mars 2017.
Comité directeur régional en itinérance de Montréal	3	Élaborer et mettre en œuvre un plan d'action en itinérance pour la région de Montréal	CIUSSS Centre-sud de l'île de Montréal, Ville de Montréal (diversité sociale, habitation, cour municipale), CHUM, SPVM, RAPSIM, SAA, MJQ, MESS, MAMOT-SRM, MIDI, MSP	Trois rencontres en 2016-2017. Le Comité, en collaboration avec un comité tactique, a élaboré le nouveau plan d'action intersectoriel en itinérance de la région de Montréal 2015-2020 qui a été lancé le 16 octobre 2015. Différents comités de travail ont été mis en place pour favoriser la mise en œuvre des axes du plan d'action.
Comité directeur sur la diversité biologique	2	Le comité directeur a pour mandat de coordonner la démarche gouvernementale en vue de doter le Québec de cibles spécifiques visant l'atteinte des objectifs d'Aichi.	MDDELCC, MAMOT, MERN, MFFP, MRIF, MAPAQ, SAA, MESR, MEIE	Les travaux ont été suspendus en 2016-2017. Toutefois, les activités du comité ont été relancées le 21 février 2017.
Comité directeur sur la mesure de soutien aux municipalités situées le long du Saint-Laurent confrontées à l'érosion côtière (mesure 2.6 du PACC)	2	Le comité directeur a pour mandat d'approuver les projets à réaliser dans le cadre de cette mesure.	MDDELCC, MSP, MAMOT	Deux rencontres du comité ont eu lieu le 6 mai et le 10 octobre 2016.
Comité directeur sur la prévention des sinistres	2	Le comité directeur sur la prévention des sinistres agit à titre de comité directeur. Il vise à orienter et s'assurer de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels (érosion et submersion côtières, inondation, glissement de terrain, tremblement de terre, certains aléas nordiques et feux de forêt).	MSP, MAMOT, MDDELCC, MFFP, MTMDET	Aucune rencontre n'a eu lieu depuis le 1 ^{er} avril 2016. La prochaine rencontre est prévue sous peu.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité en communication avec la Société des célébrations du 375 ^e anniversaire de Montréal	3	Comité de travail réunissant les principaux partenaires du 375 ^e , dont le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal, formé pour coordonner les interventions publiques relatives aux célébrations du 375 ^e anniversaire de Montréal	Société des célébrations du 375 ^e , Communications MAMOT-MSP, Ville de Montréal,	Des rencontres téléphoniques hebdomadaires et des rencontres statutaires aux trois semaines, permettent de réaliser les travaux suivants : partage des stratégies de la Société, du gouvernement et de la Ville notamment concernant les legs, partage de l'information dont un calendrier d'annonces possibles, coordination des annonces publiques conjointes dont des conférences de presse. Aucun budget affecté à ce comité.
Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle	2	Assurer le suivi du plan d'action en matière de violence conjugale, de même que celui du plan d'action en matière d'agression sexuelle. Assurer la concertation, la cohérence et la complémentarité de l'action gouvernementale en matière de violence conjugale et d'agression sexuelle. Proposer les orientations, les priorités et les moyens d'action en matière de violence conjugale et d'agression sexuelle.	Secrétariat à la condition féminine (SCF), MJQ, MSSS, MSP, MTRAV, MEES, MFQ, Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), Secrétariat aux aînés, MICC, MAMOT, OPHQ	Aucune rencontre en 2016-2017.
Comité interministériel de l'action communautaire (CIAC)	2	Le CIAC joue un rôle majeur de concertation des ministères et organismes gouvernementaux (M/O) soutenant des organismes communautaires pour favoriser la mise en œuvre de la Politique gouvernementale de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire.	MFQ, MTESS, MAMOT-SRM, MRIF, MEES, SAA, SCF, MIDI, Secrétariat aux aînés, MESI, Ministère de la Justice, MCC, MFQ, SAAQ, MSP, MDDELCC, MSSS, OPHQ, SAJ, SHQ, OPC	Le comité s'est réuni cinq fois en 2016-2017.
Comité interministériel de la Route-Verte	3	Sous la coordination du MTMDDET, ce comité permanent exerce un suivi du développement et de la mise en marché de la Route verte conformément à l'entente-cadre sur le développement de la Route verte.	MTMDDET, MAMOT, MEESR, MESS, MERN, MFFP, MDDELCC, MEIE, MAPAQ, Secrétariat à la jeunesse, Vélo-Québec, Tourisme Québec	Une rencontre le 30 novembre 2016.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité interministériel de lutte contre l'homophobie	2	Coordonné par le Bureau de lutte contre l'homophobie (ministère de la Justice), le comité contribue à la mise en œuvre de la Politique gouvernementale de lutte contre l'homophobie. À ce titre, il participe à l'élaboration de plans d'actions quinquennaux sur la lutte contre l'homophobie et à leur mise en œuvre à travers diverses actions.	MEES, MTESS, SACAIS, MFA, SAA, MIDI, Ministère de la justice, MSSS, MSP, MAMOT-SRM, MCC et Condition féminine, MESI, MRIF, MJQ	Le Comité s'est réuni cinq fois en 2016-2017 pour faire le bilan du premier plan d'action 2011-2016 et élaborer le plan d'action 2017-2022.
Comité interministériel des sous-ministres pour la redéfinition des relations Québec-municipalités.	1	Analyser les demandes municipales. Évaluer l'opportunité de soumettre des propositions.	MAPAQ, MCC, MDDELCC, MESI, MEES, MERN, MFFP, MFQ, MIDI, MJQ, MRIF, MSP, MESS, MTRAV, MTMDDET, SAIC	Une rencontre du comité s'est tenue le 17 octobre 2016. Le comité a cessé ses activités à la suite du dépôt des trois projets de loi visant la redéfinition des relations Québec-municipalités, soit le projet de loi n° 121 : Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec, déposé le 8 décembre 2016, le projet de loi n° 109 : Loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs, sanctionné le 9 décembre 2016, et le projet de loi n° 122 : Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs, déposé le 6 décembre 2016.
Comité interministériel du 375 ^e anniversaire de Montréal	3	Soutenir le ministre responsable de la région de Montréal dans ses travaux pour assurer la coordination de l'action gouvernementale et la concertation avec les partenaires relatives au 375 ^e anniversaire de Montréal.	MAMOT, MAMOT-SRM, MCE-SAA, SPPS, MCC, MIDI, MFQ, SCT, MTO, MTQ	Deux rencontres ont eu lieu en 2016-2017.
Comité interministériel du développement durable (CIDD)	2	Le CIDD est un lieu d'échanges, d'information et de promotion du développement durable. Il soutient le MDDELCC dans la réalisation des mandats que lui confie la Loi sur le développement durable. Le CIDD participe à la coordination du suivi de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable et à la production des états d'avancement périodiques ainsi que des rapports de mise en œuvre requis par la Loi sur le développement durable.	MDDELCC, ministères et organismes du gouvernement du Québec assujettis à la Loi sur le développement durable	Le CIDD s'est réuni le 7 avril 2016 et le 26 septembre 2016.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité interministériel pour l'emploi de la métropole (Comité Emploi Métropole)	2	Débattre des enjeux sur l'emploi dans la région métropolitaine, particulièrement de la pénurie de main d'œuvre (TIC, effets visuels, logistique et transport, etc), de l'intégration à l'emploi des immigrants et l'adéquation formation-emploi.	MTESS, MESI, MIDI, MEES, MAMOT-SRM	Quatre rencontres en 2016-2017.
Comité interministériel pour la mise en œuvre du plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation 2015-2018	2	Sous la coordination du MFA, exercer un suivi de la mise en œuvre du Plan d'action concertée pour prévenir et contrer l'intimidation 2015-2018	MFA, MAMOT, Justice, MIDI, MSP, MESS, CNESST, MCE, SAA, SAJ, SCF, OPHQ, MSSS	Deux rencontres : le 21 avril et le 8 décembre 2016
Comité interministériel suivi du Rapport Delâge sur l'incendie de l'Isle-Verte	3	Le mandat du comité interministériel est de donner suites aux recommandations du Rapport Delâge.	MSSS, MTravail, MFQ, MAMOT, MSP, Régie du bâtiment	Un plan d'action interministériel a été élaboré et les travaux du comité se sont terminés à l'automne 2015. Le comité s'est rencontré à trois reprises en 2015-2016.
Comité interministériel sur l'aménagement du territoire	2	Le comité interministériel a pour mandat d'identifier des solutions visant à éliminer les entraves créées par le chevauchement de certaines compétences relevant exclusivement du gouvernement fédéral et de celles attribuées au Québec ou du moins à en atténuer les effets néfastes pour la planification territoriale dans son ensemble.	SAIC, MAMOT, MTMDDET, MFFP, MDDELCC, MSP, MJQ, MERN, MAPAQ	Le comité a tenu sa première rencontre en janvier 2017. La rencontre a permis de convenir du mandat, des objectifs, des modalités de fonctionnement ainsi que du plan de travail du comité. La 2 ^e rencontre a eu lieu en mars 2017. Le comité a statué sur les enjeux qui doivent être traités.
Comité interministériel sur l'économie circulaire	2	L'objectif du comité est d'élaborer une stratégie gouvernementale sur l'économie circulaire. C'est aussi un lieu d'échange où les participants échangent sur l'économie circulaire et partagent leurs initiatives.	MESI, CRIQ, MFFP, Recyc-Québec, ISQ, MERN, MDDELCC, MAPAQ, MFQ, MAMOT, SPN	Une rencontre en 2016-2017, soit le 26 janvier 2017. D'autres rencontres sont à confirmer.
Comité interministériel sur l'exploitation sexuelle et les violences sexuelles	2	Le comité interministériel, coprésidé par le SCF et le MSP, a pour mandat de proposer des actions en vue de prévenir l'exploitation sexuelle, laquelle inclut l'hypersexualisation, la prostitution de même que la traite des femmes à l'intérieur et à l'extérieur du pays, et de venir en aide aux femmes qui veulent quitter le milieu de la prostitution.	SCF, MSP, MAMOT, MJQ, SAA, MESS, MSSS, MICC, MEES	Une rencontre a eu lieu le 4 mai 2016 pour l'élaboration de la stratégie sur les violences sexuelles. Cette rencontre a été suivie d'échanges de courriels présentant/commentant le projet de stratégie au fur et à mesure de la progression de son élaboration.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité interministériel sur la problématique d'érosion des berges à Percé	2	Le Secrétariat aux affaires maritimes à le mandat de coordonner l'action gouvernementale en lien avec la problématique d'érosion des berges à Percé.	SAM, MAMOT, MTO, MDDELCC, MTMDET, MSP, MCC	Ce comité s'est réuni à quelques reprises en 2016-2017. Le comité a coordonné une partie des actions ayant mené à la réalisation d'une promenade temporaire à Percé et au financement d'une promenade touristique devant être réalisé d'ici 2017. Le comité a également collaboré aux interventions du MAMOT et du MSP ben suivi de la tempête de janvier 2016.
Comité interministériel sur la recherche et l'innovation	2	Élaborer la stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation et assurer sa mise en œuvre par les ministères concernés.	MESI, MAMOT, MCC, MAPAQ, MDDELCC, MEES, MTESS, MFQ, MFA, MIDI, MSQ, MRIF, MERN, MFFP, MSSS, MTMDET, SCT, MCE, SAJ, SPN, MSP.	Deux rencontres ont eu lieu en 2016-2017, soit le 21 octobre 2016 et le 7 février 2017. La prochaine rencontre aura lieu sous peu
Comité interministériel sur la reconstruction et relance de Lac-Mégantic	2	Assurer la cohérence et la coordination de l'effort gouvernemental pour la reconstruction et la relance de Lac-Mégantic.	MAMOT, MSP, MDDELCC, MJQ, MTMDET, MESI et MSSS	Rencontres ponctuelles selon les enjeux et les besoins du dossier : • 29 août 2016
Comité interministériel sur la transition énergétique en milieu urbain	2	Le comité a pour mandat général de proposer des actions pour soutenir les municipalités dans leurs interventions et leurs pratiques, notamment en matière d'aménagement du territoire, permettant d'optimiser la consommation d'énergie des citoyens, des institutions et des entreprises qui habitent sur leur territoire, ainsi que pour réduire la consommation en énergie de leurs propres infrastructures.	MERN, MAMOT, MTMDET, MDDELCC	Une rencontre s'est tenue en 2016-2017. Elle a permis de présenter le mandat et les attentes du comité et d'échanger sur l'enjeu de la transition énergétique.
Comité interministériel sur le bruit environnemental	2	Établir des orientations gouvernementales visant à atténuer les effets nuisibles du bruit environnemental sur la santé et la qualité de vie (juridiction provinciale).	MDDELCC, MTMDET, MAMOT, DSP 16, INSPQ, MSSS	Quatre rencontres du comité se sont tenues en 2016-2017. Elles ont notamment permis aux différents ministères d'échanger sur les enjeux liés au bruit environnemental et de partager leurs connaissances en la matière.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité interministériel sur le développement économique de l'autoroute 30	2	Définir l'encadrement requis et le modèle de développement à privilégier pour simplifier l'octroi des autorisations gouvernementales requises à la réalisation de projets de nature logistique et favoriser le développement économique des abords de l'autoroute 30.	MESI, MTQ, MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, MFFP, Affaires autochtones, Stratégie maritime	Dépôt du PL85 à l'Assemblée nationale le 4 décembre 2015. Cinq rencontres ont été tenues de mars 2015 à octobre 2015. La cartographie a été mise à jour à l'automne 2016. Le MESI a réalisé une étude sur le potentiel de développement économique des secteurs visés.
Comité interministériel sur le Fly-in/Fly-out (FIFO)	2	Sous la coordination de la Société du Plan Nord (SPN), réfléchir à la mise en place d'une première mesure d'atténuation des effets négatifs observés du fly-in/ fly-out (FIFO)	SPN, MERN, MAMOT, Emploi-Qc, SCF, SAA, MTMDDET, CCQ, MJQ, MSSS,	Deux rencontres en 2016-2017 (7 février 2016 et en mars 2017)
Comité interministériel sur le plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité jeunesse	3	Favoriser la concertation des acteurs gouvernementaux concernés par le plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité jeunesse	MAMOT-SRM, SAJ, MTESS, MIDI, MCC, MSP, arrondissement de Montréal-Nord, Ville de Montréal	Deux rencontres ont eu lieu en 2016-2017 (30 septembre 2016, 25 octobre 2016). Les rencontres ont permis à l'arrondissement de présenter son projet de plan d'action et ses attentes envers le gouvernement du Québec, puis de faire un survol de l'action gouvernementale présentement déployée à Montréal-Nord.
Comité interministériel sur le plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat	2	Élaborer le plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat.	MESI, MTESS, MAMOT-SRM, MEES, MIDI, MAPAQ	Le comité a amorcé ses travaux en 2016-2017.
Comité interministériel-Mérule pleureuse	2	Analyser les problématiques engendrées par la mérule pleureuse au Québec, en documentant la situation des bâtiments contaminés par la mérule pleureuse, et émettre des recommandations au gouvernement.	SHQ, MSO, MAMOT, INSPQ, MDDELCC, MSSS, RBQ	Le comité s'est réuni à 3 reprises en 2017-2018. Il a participé aux travaux liés à la documentation de la situation de la mérule pleureuse au Québec et à une fiche de renseignement sur ce sujet destinée aux citoyens.
Comité jamésien de promotion des saines habitudes de vie	3	Mobiliser les acteurs autour du développement des saines habitudes de vie dans une perspective de changements durables. Soutenir le développement des compétences des partenaires. Améliorer les opportunités de bouger plus et de manger mieux.	CRSSS de la Baie-James, MAMOT, MFA, QEF, MAPAQ, CLSBJ, CSBJ, Groupe neurones, ARBJ, CCFBJ, CJE de la Jamésie, CECC, RJDS	La démarche regroupe environ 80 partenaires locaux et régionaux engagés dans 6 tables locales et un plan d'action régional.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité local de la zone industrialo-portuaire (ZIP) de Contrecoeur-Varennnes	3	Déterminer le périmètre géographique de la ZIP de Contrecoeur-Varennnes et élaborer un plan de développement de cette ZIP visant à mettre en valeur son potentiel et à stimuler le développement de projets industriels et logistiques.	MESI, SPIPB, MAMOT, MDDELCC, MERN, MFFP, APM, MTMDET, CMM, Cargo M, MRC de Marguerite-D'Youville, Ville de Contrecoeur et Ville de Varennnes	L'Entente de collaboration en vue de développer la ZIP de Contrecoeur-Varennnes a été signée entre les partenaires en juillet 2016. Le comité local s'est réuni à cinq reprises pour déterminer les limites géographiques de la ZIP et établir l'appel d'offres du plan de développement.
Comité local de la zone industrialo-portuaire (ZIP) de Montréal	3	Déterminer le périmètre géographique de la ZIP de Montréal et élaborer un plan de développement de cette ZIP visant à mettre en valeur son potentiel et à stimuler le développement de projets industriels et logistiques.	MESI, SPIPB, MAMOT, MDDELCC, MERN, MTMDET, Ville de Montréal, Ville de Montréal-Est, Arrondissement de RdP-PAT, MHM, Montréal-Nord, St-Léonard et Anjou, APM, Cargo M, CMM	L'Entente de collaboration en vue de développer la ZIP de Bécancour a été signée entre les partenaires en septembre 2016. Le comité local s'est réuni à 6 reprises pour déterminer les limites géographiques de la ZIP et établir l'appel d'offres du plan de développement.
Comité local de la zone industrialo-portuaire de Baie-Comeau	3	Déterminer le périmètre géographique de la ZIP et élaborer un plan de développement de cette ZIP visant à mettre en valeur son potentiel et à stimuler le développement de projets industriels et logistiques.	MESI, MAMOT, MDDELCC, MERN, MTMDET, MFFP, SPN, MRC Manicouagan, Ville de Baie-Comeau, ID Manicouagan et SOPOR	L'Entente de collaboration en vue de développer la zone industrialo-portuaire de Baie-Comeau fut signée entre les partenaires en mars 2016. Neuf rencontres du Comité local et de sous-comités ont eu lieu en 2016-2017. Le périmètre géographique de la ZIP a été officialisé en février 2017. Les travaux pour l'élaboration du plan de développement et pour favoriser l'acceptabilité sociale du plan de développement sont en cours.
Comité local de la zone industrialo-portuaire de Bécancour	3	Déterminer le périmètre géographique de la ZIP et élaborer un plan de développement de cette ZIP visant à mettre en valeur son potentiel et à stimuler le développement de projets industriels et logistiques.	MESI, SPIPB, MAMOT, MDDELCC, MERN, MTMDET, MRC et Ville de Bécancour, Grand conseil Wabanaki	L'Entente de collaboration en vue de développer la zone industrialo-portuaire de Bécancour fut signée entre les partenaires en décembre 2015. Les limites géographiques de la ZIP ont été officialisées. Les travaux se sont poursuivis en octobre 2016 avec la présentation de la planification stratégique de la SPIPB. Le plan de développement de la ZIP est en élaboration. Deux projets ont déjà été déposés au MESI. La direction régionale a participé à deux rencontres et a contribué à la cartographie des délimitations de la ZIP.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité local de la zone industrialo-portuaire de Port-Cartier	3	Déterminer le périmètre géographique de la ZIP et élaborer un plan de développement de cette ZIP visant à mettre en valeur son potentiel et à stimuler le développement de projets industriels et logistiques.	MESI, MAMOT, MDDELCC, MERN, MTMDET, MFFP, SPN, MRC Sept-Rivières, Ville de Port-Cartier, Corporation de développement économique de Port-Cartier	L'Entente de collaboration en vue de développer la zone industrialo-portuaire de Port-Cartier fut signée entre les partenaires en décembre 2015. Cinq rencontres du Comité local ont eu lieu en 2016-2017. Le périmètre géographique de la ZIP a été officialisé à l'automne 2017. Les travaux pour l'élaboration du plan de développement sont en cours.
Comité local de la zone industrialo-portuaire de Sept-Îles	3	Déterminer le périmètre géographique de la ZIP et élaborer un plan de développement de cette ZIP visant à mettre en valeur son potentiel et à stimuler le développement de projets industriels et logistiques.	MESI, MAMOT, MDDELCC, MERN, MTMDET, MFFP, SPN, MRC Sept-Rivières, Ville de Sept-Îles, Organismes locaux : Développement économique Sept-Îles, Corporation de protection de l'environnement, Chambre de commerce, Administration portuaire	L'Entente de collaboration en vue de développer la zone industrialo-portuaire de Port-Cartier fut signée entre les partenaires en juin 2016. Dix rencontres du Comité local et de sous-comités ont eu lieu en 2016-2017. Les travaux afin de convenir du périmètre géographique de la ZIP sont toujours en cours. Les travaux pour l'élaboration du plan de développement ont été amorcés depuis janvier 2017.
Comité local de la zone industrialo-portuaire de Trois-Rivières	3	Déterminer le périmètre géographique de la ZIP et élaborer un plan de développement de cette ZIP visant à mettre en valeur son potentiel et à stimuler le développement de projets industriels et logistiques.	MESI, MAMOT, MDDELCC, MERN, MTMDET, Ville de Trois-Rivières et Port de Trois-Rivières	Suite à l'annonce de la ZIP le 16 août 2016, le comité local s'est rencontré à quatre occasions. Également, 2 sous-comités ont été formés, soit le comité sur la délimitation de la ZIP et le comité sur le plan de développement. Le comité sur la délimitation s'est rencontré 2 fois ce qui a permis l'approbation de la délimitation en février 2017. Le plan de développement a été transmis au MESI pour approbation en février 2017.
Comité MADA MRC du Fjord	3	Contribuer à la mise en œuvre du plan d'action MADA de la MRC du Fjord.	CIUSSS, FADOQ, MRC, MAMOT, SADC, SQ	Quatre rencontres se sont tenues en 2016-2017.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité métropolitain de lutte contre l'agrile du frêne (région métropolitaine de Montréal)	3	Visé à mettre en commun l'expertise de la CMM et du gouvernement du Québec dans la lutte contre l'agrile du frêne.	Représentants de municipalités de la CMM, du milieu associatif, de ministères et organismes publics, du secteur de l'éducation, de la CMM et divers regroupements	Une rencontre a eu lieu en 2016-2017, le 16 février 2017.
Comité multipartite sur le développement durable de l'agriculture en Chaudière-Appalaches	3	<p>-Tenir les membres informés des nouveautés en matière de développement durable de l'agriculture</p> <p>-Donner accès (aux membres du Comité) aux orientations et positions de chaque organisation en matière de développement durable de l'agriculture.</p> <p>-Agir comme l'un des interlocuteurs régionaux du dossier agroenvironnemental et du développement durable de l'agriculture à l'intérieur de la région.</p> <p>-Agir à titre de comité aviseur dans le cas de projets régionaux nécessitant une recommandation.</p> <p>-Assurer la diffusion de l'information à l'intérieur de chaque organisation par l'intermédiaire des membres du comité.</p>	MDDELCC, MAPAQ, UPA, Clubs-conseils en environnement, MAMOT, OBV	<p>Une rencontre a eu lieu le 17 février 2017.</p> <p>Le comité est alimenté par un comité technique qui propose des sujets et des conférenciers au besoin. Le comité a tenu une rencontre le 17 octobre 2016.</p>
Comité organisateur et technique INFRA (Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU))	3	Organisation du congrès annuel.	CERIU, Universités, consultants, municipalités, organismes du milieu, MAMOT	Le congrès du CERIU se tient annuellement. Le comité se réunit 4 ou 5 fois par année.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité PDZA de la MRC de Drummond	3	Appuyer la MRC de Drummond dans l'élaboration de son PDZA.	MRC, Ville de Drummondville, UPA, MAPAQ, MAMOT, Bioalimentaire Centre-du-Québec, SDED Drummond	Le PDZA est en élaboration depuis septembre 2016. La direction régionale a participé à cinq rencontres et une consultation publique.
Comité PDZA de Ville de Saguenay	3	Contribuer à l'élaboration du plan de développement de la zone agricole de la Ville.	MAMOT, Ville Saguenay, Promotion Saguenay, UPA, Agence régionale de mise en valeur de la forêt privée, représentants d'entreprises agricoles	Deux rencontres ont eu lieu en 2016-2017.
Comité permanent de liaison environnement-municipalités formé du COPLEM d'orientation et du COPLEM technique	3	Diffuser l'information et assurer la concertation sur des problématiques environnementales, ainsi que sur les politiques et projets du MDDELCC impliquant le milieu municipal. Le COPLEM d'orientation s'intéresse surtout aux grands enjeux et orientations, tandis que le COPLEM technique met l'accent sur les aspects techniques et de mise en œuvre, de même que sur l'identification de problématiques.	MDDELCC, UMQ, FQM, MAMOT, Villes de Montréal et de Québec	Ce comité est sous la responsabilité du MDDELCC qui fera état des résultats atteints. Le MAMOT agit à titre consultatif sur ce comité. Le COPLEM d'orientation s'est réuni le 20 mai 2016, le 14 juin 2016 (spécial sur la stratégie québécoise de l'eau) et le 31 janvier 2017. Le COPLEM technique s'est réuni le 20 septembre 2016.
Comité permanent sur les infrastructures (COPI)	3	Ce comité a comme principaux objectifs d'assurer la communication entre les parties, de permettre une bonne compréhension des programmes d'aide financière et de leur cadre de gestion. Il se veut un lieu d'échanges et de partage des informations et des attentes entre le milieu municipal et la MAMOT.	MAMOT, FQM, UMQ, Villes de Montréal et Québec	Ce comité a été formé lors de la Table Québec-municipalités le 1 ^{er} mai 2009 et les rencontres ont lieu selon les besoins. Il n'y a eu aucune rencontre en 2016-2017. Toutefois, des informations à l'égard des programmes d'infrastructures ont été acheminées aux membres en cours d'année.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité provincial des Villages-Relais (CPVR)	3	Sous la coordination du MTMDT, le rôle du CPVR consiste principalement à faire des recommandations au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports dans la gestion du programme. Il s'agit de : 1. examiner les demandes de reconnaissance 2. étudier les demandes de réaccréditation 3. veiller au respect de la charte qualité et à l'offre de services 4. assurer l'évolution du <i>Programme de reconnaissance des Villages-relais</i>	MTMDT, MAMOT, MTO, FQM, UMQ, Associations touristiques régionales associées du Québec	Aucune rencontre Analyse du dossier d'accréditation de New-Richmond en cours-
Comité reconnaissance du Fjord à l'UNESCO	3	Contribution du comité au montage du dossier de reconnaissance du Fjord à l'UNESCO.	MAMOT, ATR, MRC, Parc Marin, Parc Canada, Tourisme -Charlevoix	Huit rencontres se sont tenues en 2016-2017. La candidature a été déposée à l'UNESCO. Le comité est en attentes des suites.
Comité régional des partenaires du marché du travail (CRPMT) -	3	Concertation des partenaires de la région sur les enjeux du marché du travail.	Membres représentants de la main-d'œuvre, des entreprises, des organismes communautaires, du milieu, de la formation, MAMOT, MTESS, MESI, MEES	En moyenne trois rencontres ont été tenues par région en 2016-2017.
Comité sous-ministériel de coordination des dossiers Inuits	2	Le comité sous-ministériel a été mis sur pied suivant une rencontre ministériel tenue en mars 2015 concernant les dossiers Inuits et les enjeux relationnels entre le gouvernement et les organisations Inuits. Ce comité a rapidement centré son attention sur la problématique de la jeunesse.	SAA, MJQ, MSP, MSSS, MEES, MF, MESI, MTESS, MAMOT, SHQ, Secrétariat de la jeunesse, Société du Plan Nord	Une rencontre a été tenue en septembre 2016 autour du thème de la problématique de la jeunesse. Depuis l'automne 2016, les travaux du comité sont intégrés à ceux du Plan d'action gouvernemental social des Autochtones sous la coordination du SAA.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité stratégique de l'Alliance sur les Saines habitudes de vie	3	Discuter des grandes orientations à prioriser dans le cadre des Saines habitudes de vie dans les Laurentides	MAPAQ, CISSS, MTMDET, Québec en Forme, MRC,	Cinq rencontres en 2016-2017.
Comité stratégique de suivi de l'étude de faisabilité pour la construction d'une voie de contournement ferroviaire pour la ville de Lac-Mégantic	3	Suivre et commenter les démarches entourant l'étude, en faire rapport aux autorités gouvernementales concernées et s'assurer que les intérêts du Québec sont pris en compte.	MAMOT, MTMDET, Développement Économique Canada, Ville de Lac-Mégantic	Des rencontres ont eu lieu le : <ul style="list-style-type: none"> • 5 avril 2016 • 31 mai 2016 • 27 septembre 2016
Comité stratégique de suivi de la démarche Prendre soin de notre monde (PSNM)	3	Le comité stratégique composé d'acteurs nationaux qui se rencontrent mensuellement pour partager l'état de leurs travaux respectifs rattachés à la démarche PSNM.	MSSS, Québec en forme (coordination conjointe) Avenir d'Enfants, Gestion Alter Ego, INSPQ, Université de Sherbrooke, Capsana	Jusqu'en juin 2016, le comité se réunissait deux fois par mois. Les rencontres se tiennent désormais mensuellement. Quatorze rencontres se sont tenues en 2016-2017. Une réforme de la structure et du mandat du comité a été demandée afin d'éclaircir les responsabilités des membres dont certains, incluant le Ministère, ne sont qu'observateurs et d'autres sont mandataires du MSSS ou de Québec en forme. La participation du Ministère, bien que fréquente, n'est que ponctuelle.
Comité stratégique initié par la Communauté métropolitaine de Québec sur le transport des matières dangereuses	2	Formuler des recommandations pour assurer la sécurité des personnes et des biens en ce qui concerne le transport des matières dangereuses	CMQ, MAMOT, MSP, MDDELCC, MSSS, Transport Canada, Ville de Québec, Ville de Lévis, MTMDET	Inventaire des problématiques liées au transport ferroviaire, au transport maritime, au transport routier et au transport par conduites des matières dangereuses sur le territoire de la CMQ.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité stratégique sur l'harmonisation de la mise en œuvre des exigences de la certification des résidences privées pour aînés (RPA)	3	Consulter les organisations intéressées sur le contenu d'un nouveau règlement à venir sur la certification des RPA.	MSSS (responsable), MAMOT, SHQ, RDL, UMQ, FQM, MSP, MAPAQ, RBQ, Revenu Québec, CISSS, Conseil québécois d'agrément, FADOQ, Association des chefs en sécurité incendie, Regroupement québécois des OSBL d'habitation (RQOH), Regroupement québécois des résidences pour aînés (RQPA)	Projet de règlement en prépublication à l'automne 2015. Examen des modifications proposées lors des réunions tenues les 11 novembre 2015 et 5 février 2016. Projet de règlement révisé présenté au comité le 1 ^{er} novembre 2016.
Comité stratégique sur le transport des matières dangereuses dans le territoire de la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ)	3	Le comité stratégique a pour mandat de proposer des moyens de mise en œuvre des recommandations de l'étude menée par la CMQ concernant les risques inhérents au transport de matières dangereuses sur son territoire.	MAMOT, MSSS, MTMDET, Ville de Québec, Ville de Lévis, Transports Canada, CMQ	Cinq rencontres du comité ont eu lieu entre le 13 octobre 2016 et le 23 février 2017. Le comité analyse et complète l'information pour l'ensemble des recommandations de l'étude sur le transport des matières dangereuses. Des comptes rendus sont élaborés systématiquement pour chaque rencontre, lesquels serviront à l'élaboration d'un rapport de recommandations à déposer auprès des ministères participant à la démarche.
Comité sur l'embauche de la main-d'œuvre régionale sur la Côte-Nord	3	Favoriser l'embauche des travailleurs détenteurs de certificat de compétence dans les métiers de la construction, en respect des lois, règlements et conventions collectives actuelles	SPN, MTESS, MERN, MAMOT, SCT, CCQ, Hydro-Québec, MTMDET, Ville de Sept-Îles, MRC Minganie, FTQ Construction, CSN construction, ARCGTQ, MRC Haute-Côte-Nord	Trois rencontres d'échanges ont eu lieu en 2016-2017 et avaient pour objectifs l'ajout ou la modification de projets. Une rencontre est prévue à la fin mars 2017 afin de faire le bilan des activités pour l'année 2016-2017 et faire l'état de situation des projets pilotes.
Comité sur la formation des opérateurs de stations d'épuration	2	Évaluer le niveau de formation requise pour les opérateurs de stations d'épuration (en lien avec le projet de règlement du MDDELCC).	MDDELCC, MAMOT, MESS	Un technicien du MAMOT a participé à ce comité jusqu'en décembre 2016. Le MAMOT agissait à titre consultatif sur ce comité.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité sur la gestion des risques associés aux matières dangereuses	2	Établir la position gouvernementale et mettre en place les conditions devant permettre d'assurer, au Québec, une gestion efficace et concertée des risques associés aux matières dangereuses.	Coordination MSP, CSST, MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, MEES, FEQ, MERN, MSSS, MTMDET, RBQ, MTESS-Services Québec, Sûreté du Québec. Sur demande, autres M/O de l'OSCQ.	Un portrait du cadre législatif, de la situation actuelle et des problématiques a été complété à l'automne 2016. Il devrait être adopté par l'OSCQ au cours de la prochaine année. Aucune rencontre n'a été tenue en 2016-2017.
Comité sur la prévention des sinistres – Groupe de travail « Érosion et submersion côtière »	2	Élaborer la planification annuelle et budgétaire des travaux d'appréciation et de traitement des risques d'érosion et de submersion côtière en vue d'être transmise pour approbation au comité directeur sur la prévention des sinistres.	MSP, MAMOT, MDDELCC, MERN, MFFP, MTMDET	Une rencontre a eu lieu le 16 février 2017 pour présenter le bilan financier et les activités réalisées dans l'année 2016-2017. Une planification des travaux et des activités ainsi que la situation budgétaire pour 2017-2018 ont été déposées.
Comité sur la prévention des sinistres – Groupe de travail « Glissements de terrain »	2	Élaborer la planification annuelle et budgétaire des travaux d'appréciation et de traitement des risques de glissements de terrain en vue d'être transmise pour approbation au comité directeur sur la prévention des sinistres.	MSP, MAMOT, MDDELCC, MERN, MTMDET	Une rencontre de ce comité s'est tenue le 28 septembre 2016 afin de faire le suivi des travaux, des activités et de la situation budgétaire de l'année 2016-2017. Une deuxième rencontre de ce comité s'est tenue le 24 février 2017 afin de faire le bilan des travaux et activités de l'année 2016-2017. La planification des travaux et activités pour l'année 2017-2018 a été présentée.
Comité sur la prévention des sinistres – Groupe de travail « Inondation »	2	Élaborer la planification annuelle et budgétaire des travaux d'appréciation et de traitement des risques d'inondation en vue d'être transmise pour approbation au comité directeur sur la prévention des sinistres.	MSP, MAMOT, MDDELCC, MFFP, MTMDET	Une rencontre s'est tenue le 28 février 2017 pour présenter les projets approuvés et réalisés en 2016-2017. Une planification des travaux et des activités pour 2017-2018 a été déposée.
Comité sur la problématique du transport forestier à Albertville	3	Identifier des pistes de solution concernant le problème de la détérioration des routes municipales d'Albertville.	MAMOT, MFFP, MTMDET, MRC de La Mitis, municipalité d'Albertville, bénéficiaires des GAF, Député	Aucune rencontre physique en 2016-2017. Toutefois, des échanges ont été tenus, notamment au niveau central des M/O concernés, pour identifier des pistes de solution à moyen et long terme. Les réflexions se poursuivront en 2017-2018 à cet effet.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité sur la réduction à la dépendance au pétrole	3	Réaliser certaines actions du plan régional de réduction à la dépendance au pétrole au Saguenay-Lac-Saint-Jean.	MAMOT, MERN, MRC, CREDD, CIUSSS	Le comité s'est réuni à 4 reprises en 2016-2017 par conférence téléphonique.
Comité sur le bois-d'œuvre	2	Sous la coordination du MESI, ce comité exerce un suivi de la démarche de négociation d'un nouvel accord de commerce pour le bois d'œuvre entre le Canada et les États-Unis ainsi que sur l'enquête du Département du Commerce des États-Unis au sujet des droits compensateurs et des règles de dumping pour l'industrie du bois d'œuvre	MESI, IQ, HQ, Revenu Québec, MERN, Régie de l'énergie, Finances, MFFP, MESS, MCE, MRI, MAMOT	Conférences téléphoniques bimensuelles durant la dernière année
Comité sur le financement des services d'eau et la poursuite de la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable	3	Élaboration des principes d'un financement durable des services d'eau, selon une approche souple et adaptée aux différentes réalités des municipalités. Identification de nouveaux objectifs et initiatives concernant la poursuite de la Stratégie au-delà de 2018. Rédaction d'un projet de Stratégie.	MAMOT, FQM, UMQ, Ville de Montréal, Ville de Québec, Réseau Environnement	Formation du comité au début 2017.
Comité sur les technologies de traitement de l'eau potable (CTTEP)	3	Favoriser et encadrer la reconnaissance des nouvelles technologies de traitement de l'eau potable.	MDDELCC, MAMOT	Production de fiches techniques sur les technologies. Ces fiches sont disponibles sur le site Web du MDDELCC. Réunions téléphoniques une fois par mois.
Comité sur les technologies de traitement des eaux usées (CTTEU)	3	Favoriser et encadrer la reconnaissance des nouvelles technologies de traitement des eaux usées.	MDDELCC, MAMOT, BNQ, Universités	Approbation de fiches techniques sur les technologies. Ces fiches sont disponibles sur le site Web du MDDELCC. Réunions téléphoniques une fois par mois.
Comité technique de la CAR – Aménagement du Bas-Saint-Laurent	1	Favoriser l'échange d'informations, la concertation et l'harmonisation des actions des M/O dans la région et ce, dans le cadre de la mise en œuvre de politiques, de stratégies ou autres actions gouvernementales ayant des incidences en matière d'aménagement du territoire	MAMOT, DSP, HQ, MAPAQ, MCC, MDDELCC, MERN, MFFP, MSP, MTMDDET	Une rencontre tenue en 2016-2017

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité technique de la CAR-aménagement de la Capitale-Nationale	1	Mettre de l'avant l'accompagnement plus en aménagement du territoire après des MRC	MAMOT, MDELCC, MCC, MESI, MAPAQ, CCNQ, MTMDET, MERN, MFFP, MSP, CUISSSCN	Une rencontre en 2016-2017
Comité technique de la CAR-aménagement de la Mauricie	1	Mettre de l'avant l'accompagnement + en aménagement du territoire après des MRC	MAMOT, MDELCC, MCC, MESI, MAPAQ, MTMDET, MERN, MFFP, MSP, CUISSS, HQ	Une vingtaine de rencontre de ce comité ont eu lieu en 2016-17, ressemblent parfois tous les membres, plus souvent les membres concernés par une problématique particulière vécue par une MRC. Ces rencontres ont donné lieu à la production de plusieurs modifications de SAD conformes aux OGAT et à la révision du SAD de la Ville de Trois-Rivières.
Comité technique de la CAR-aménagement Lanaudière	1	Mettre de l'avant l'accompagnement plus en aménagement du territoire après des MRC	MAMOT, MDELCC, MCC, MESI, MAPAQ, MTMDET, MERN, MFFP, MSP, CUISSSL, HQ	Quatre rencontres en 2016-2017
Comité technique du Programme de redistribution aux municipalités des redevances exigibles pour l'élimination des matières résiduelles	3	Élaborer, pour adoption par le comité de gestion, une vision à long terme de ce que doit être la redistribution sur la base de la performance et des critères qui devraient la composer. Proposer, en fonction des données disponibles, des critères applicables au calcul des subventions des municipalités.	MDELCC, FQM, Recyc-Québec, UMQ, CMM, Ville de Montréal, MAMOT	Ce comité est sous la responsabilité du MDELCC qui fera état des résultats atteints.
Comité technique et de suivi PDZA MRC Deux-Montagnes, Les Moulins, Matawinie, Thérèse-De Blainville, L'Assomption, Laval, Vaudreuil-Soulanges, Roussillon, Agglomération de Montréal, Longueuil, Marguerite-D'Youville	3	Approfondir les réflexions sur diverses thématiques agricoles et effectuer des recommandations au comité de pilotage métropolitain.	CMM, MAMOT, MAPAQ, MRC et agglomérations, UPA, Villes, Conseil développement	Des rencontres se sont tenues les 8 octobre, 29 octobre, 15 décembre, 8 février, 19 février et 8 mars (MRC de Deux-Montagnes) et les 7 mai, 14 juillet, 28 septembre, 26 octobre et 23 novembre (MRC Les Moulins), 6 avril et 18 janvier (Matawinie). Douze des treize PDZA des MRC métropolitaines sont complétées.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité technique sur l'aménagement durable des villages nordiques	3	Le comité veille au suivi des mesures projetées en vue d'assurer l'aménagement durable des villages nordiques, telles que l'amélioration de la connaissance du pergélisol dans les villages du Nunavik, afin d'orienter le développement vers les secteurs propices à la construction, l'amélioration de la connaissance des aléas nordiques et l'identification des zones soumises à des risques naturels et anthropiques dans les villages nordiques.	MAMOT, Administration régionale Kativik et, au besoin, les M/O et les villages nordiques intéressés	Des échanges téléphoniques ont été tenus entre l'ARK et le Ministère en 2016-2017 en lien avec l'aménagement durable des villages nordiques.
Comité utilisateur des services des technologies de l'information et des communications (CUSTIC)	2	Comité présentant les orientations du Centre de services partagés du Québec en matière de services bureautiques	CSPQ, CGAP, OSRCPC, MAMOT, MTMDDET, MTESS, MFA, CRT, RBQ	Rencontres trimestrielles Partage de l'information de l'évolution de l'offre de service et des enjeux pour les MO touchés, notamment : <ul style="list-style-type: none"> Nouveau modèle d'affaires du CSPQ basé sur le principe des services facturés à la consommation Repositionnement de l'offre de service Processus d'achats regroupés pour les ministères et organismes Présentation par le CSPQ des projets liés aux services d'infrastructure et bureautiques partagés, notamment : <ul style="list-style-type: none"> Révision des mécanismes de suivi des projets d'infrastructure et bureautiques
Comité zones industrielo-portuaires Capitale-Nationale	3	Collaborer à la cartographie des ZIP	MAMOT, MESI, Ville de Québec, Ville de Lévis, Port de Québec	Cinq rencontres ont eu lieu en 2016-2017

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Comité-conseil sur l'allègement du fardeau administratif des municipalités	3	Fournir périodiquement des avis sur la nature et l'évolution du fardeau administratif des municipalités et proposer des pistes pour les alléger.	MAMOT, Association des directeurs généraux des municipalités du Québec, Association des directeurs municipaux du Québec, Association des directeurs généraux des MRC du Québec, Corporation des officiers municipaux agréés du Québec	Une rencontre de démarrage a été tenue le 15 décembre 2016 et une seconde rencontre se tiendra sous peu.
Communauté des dirigeants de l'information et leur entourage - Processus de livraison de solutions d'affaires	2	Groupe interministériel de collaboration permettant aux organismes publics du gouvernement du Québec de partager leurs expériences et leurs pratiques, et d'échanger sur les différents aspects entourant le processus de livraison de solutions d'affaires (processus, normes, outils et infrastructures de développement et d'essais).	ARQ, CNESST, CSPQ, MAMOT, MAPAQ, MERN, MJQ, MTESS, MTMDDET, RAMQ, SAAQ	Rencontres trimestrielles de gestion. Rencontres mensuelles de contenu et d'architecture.
Conseil d'administration de l'Association de géomatique municipale du Québec (AGMQ)	3	L'AGMQ a pour mission de promouvoir le développement de la géomatique dans les champs d'applications municipales au Québec; L'AGMQ entretient des liens étroits avec les ministères et partenaires (entreprises privées, universités, Centre de géomatique du Québec, etc.) œuvrant en géomatique tant au niveau local, national et international.	Milieu municipal et régional, industries, milieu universitaire	En 2016-2017, 7 conseils d'administration (CA) par conférence téléphonique. 2 conseils d'administration (CA) en personne (Lévis et Longueuil) Planification et supervision des diverses activités concernant les deux colloques annuels via des conférences téléphoniques. Représentation du Ministère sur les différents dossiers en lien avec la promotion et le développement de la géomatique municipale.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Conseil d'administration de Montréal International	3	MI agit comme moteur économique du Grand Montréal pour attirer de la richesse en provenance de l'étranger, tout en accélérant la réussite de ses partenaires et de ses clients.	Les membres du CA représentent le secteur privé (entreprises, institutions, recherche et développement) et le secteur public (municipal).	Le SRM y assiste à titre d'observateur et représente le gouvernement du Québec. Le conseil d'administration de Montréal International se réunit entre 4 et 6 fois par an.
Conseil de gestion de l'approche de coopération en réseau pour l'information géographique (ACRIGéo)	2	Assumer la gestion courante de la coopération interministérielle en vue de mettre en application les décisions de la Table gouvernementale de coopération en information géographique.	MERN, MTMDET, MSP, MAMOT, MDDELCC, SCT, DGEQ, MAPAQ, MEES	Le MAMOT est responsable du partage de l'information géographique gouvernementale auprès du milieu municipal et régional dans le cadre de l'approche de coopération en réseau pour l'information géographique (ACRIGéo). Le Conseil de gestion se réunit huit fois par année pour assurer le développement de ce projet d'envergure gouvernementale. L'objectif est de partager l'information géographique ainsi que l'expertise géomatique.
Conseil régional des partenaires du marché du travail de Montréal	3	Discussion des enjeux de main-d'œuvre sur l'île de Montréal et de l'adéquation entre la formation et l'emploi	MTESS, MESI, MIDI, MEES, MAMOT-SRM, représentants de la main-d'œuvre, des entreprises, des organismes communautaires	Quatre rencontres en 2016-2017.
Consortium de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM)	2	Le Comité publie une fois par an le bulletin sur l'emploi local qui présente l'emploi des entreprises situées dans les localités de la région métropolitaine.	7 organismes de développement local, Villes de Montréal, de Longueuil et de Laval, CMM, Chambre de commerce du Montréal métropolitain, MTESS, Développement économique Canada, Montréal international, MESI, MAMOT-SRM	Deux rencontres ont lieu chaque année. Un bulletin sur l'emploi local est publié chaque année depuis 2005. Celui de 2016 est en cours d'élaboration.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Forum de concertation du Bas-Saint-Laurent	3	Assister aux rencontres de ce forum dont l'objectif est de se donner des priorités régionales de développement	CISSS, MTESS, MAMOT, MRC, Villes de centralité, représentants des secteurs forêt, bioalimentaire, enseignement, tourisme, communauté des Malécites de Viger, culture, ville innovante, agriculture	Trois rencontres ont eu lieu en 2016-2017.
Forum des dirigeants de l'information	2	Le Forum des dirigeants de l'information a été mis en place en novembre 2011. Ce forum constitue un lieu privilégié d'échange, de concertation et d'information. Son rôle premier est de réunir les acteurs clés de la gouvernance et de la gestion des (RI) au gouvernement du Québec.	112 organismes publics assujettis à la loi ainsi que de ceux des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux	<ul style="list-style-type: none"> Aucune rencontre n'a été tenue en 2016-2017.
Forum des gestionnaires en technologies de l'information (FGTI)	2	Le forum fait la promotion de l'excellence dans la gestion des technologies de l'information (TI) au gouvernement du Québec. Il favorise l'échange, la concertation et le réseautage non seulement entre les membres du Forum eux-mêmes, mais aussi entre les membres du Forum et les membres d'autres forums de concertation et avec les organismes centraux. Il contribue au soutien du développement de ses membres.		<p>Assemblée mensuelle des membres</p> <p>Les objectifs du FGTI sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> Favoriser l'échange, la concertation et le partage entre les gestionnaires des TI (Mettre en place des structures de consultation, s'assurer d'aligner la programmation sur les intérêts des membres) Promouvoir l'importance de l'utilisation des TI pour l'atteinte des objectifs gouvernementaux (Contribuer de façon active aux consultations mises en place par les organismes centraux, supporter les membres dans leur capacité à faire valoir la contribution des TI dans les saines pratiques de gouvernance) Contribuer au développement des compétences et des pratiques en gestion des TI (Favoriser et collaborer à la formation et le perfectionnement en gestion des TI de concert avec le CLDC, contribuer à faire converger l'offre de formation vers les besoins prioritaires du gouvernement)

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Grappe AluQuébec	3	Le conseil d'administration de la grappe représente la diversité du secteur, il est composé d'individus issus des différentes catégories de membres.	Les membres du CA sont issus des entreprises, du milieu institutionnel, de la recherche, du milieu universitaire et du capital de risque.	Trois rencontres / an et une assemblée générale annuelle.
Grappe CargoM	3	Le conseil d'administration de la grappe représente la diversité du secteur, il est composé d'individus issus des différentes catégories de membres.	Les membres du CA sont issus des entreprises, du milieu institutionnel, de la recherche, du milieu universitaire et du capital de risque.	Quatre rencontres / an et une assemblée générale annuelle.
Grappe Écotech Québec	3	Le conseil d'administration de la grappe représente la diversité du secteur, il est composé d'individus issus des différentes catégories de membres.	Les membres du CA sont issus des entreprises, du milieu institutionnel, de la recherche, du milieu universitaire et du capital de risque.	Quatre rencontres / an et une assemblée générale annuelle.
Grappe Mode	3	Le conseil d'administration de la grappe représente la diversité du secteur, il est composé d'individus issus des différentes catégories de membres.	Les membres du CA sont issus des entreprises, du milieu institutionnel, de la recherche, du milieu universitaire et du capital de risque.	Trois rencontres / an et une assemblée générale annuelle.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Grappe Montréal In Vivo	3	Le conseil d'administration de la grappe représente la diversité du secteur, il est composé d'individus issus des différentes catégories de membres.	Les membres du CA sont issus des entreprises, du milieu institutionnel, de la recherche, du milieu universitaire et du capital de risque.	Quatre rencontres / an et une assemblée générale annuelle.
Grappe Techno Montréal	3	Le conseil d'administration de la grappe représente la diversité du secteur, il est composé d'individus issus des différentes catégories de membres.	Les membres du CA sont issus des entreprises, du milieu institutionnel, de la recherche, du milieu universitaire et du capital de risque	Quatre rencontres / an et une assemblée générale annuelle.
Groupe de travail interministériel sur la mise en œuvre des objectifs d'Aichi	2	Faire un portrait des actions mises en place par le gouvernement du Québec répondant aux objectifs d'Aichi. Proposer des pistes de réflexion visant à combler les lacunes en vue de l'atteinte de ces objectifs internationaux. Élaborer un plan d'action, ou tout autre instrument jugé pertinent, en lien avec les orientations gouvernementales sur la diversité biologique.	MAMOT, MERN, MFFP, MRIF, MDDELCC, MAPAQ, SAA	Les rencontres ont été suspendues en 2016-2017. Toutefois, la relance des activités du comité directeur auront pour effet de relancer ce groupe de travail.
Groupe de travail interministériel sur le cadre de référence gouvernemental sur la participation publique	2	Consulter les ministères et les organismes sur les principes et critères d'un cadre de référence gouvernemental sur la participation publique; rédiger un rapport sur cette consultation; élaborer un cadre de référence gouvernemental et prévoir ses modalités de mise en œuvre.	MCE, MERN, MSSS, MAMOT, MDDELCC, SCT	Trois rencontres ont eu lieu en 2016-2017. Un cadre de référence sur la participation publique a été élaboré par le groupe de travail. Ce document a fait l'objet d'une vaste consultation par l'entremise de la plateforme « objectif numérique » mise en place pour soutenir l'élaboration de la stratégie numérique du Québec.
Groupe de travail interministériel sur un projet de legs autochtone	2	Le groupe de travail est chargé de l'analyse du projet d'affaires du projet de centre culturel et touristiques porté par Destinations et Tourisme autochtone Québec.	SAA, MTO, MAMOT-SRM, MCC, MÉSI	Le groupe de travail a tenu cinq rencontres en 2016-2017.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Groupe de travail MAMOT-MERN pour l'élaboration d'orientations gouvernementales en aménagement « Ressources minérales »	1	Élaborer des orientations gouvernementales en aménagement (volet « Ressources minérales ») en vue de mettre en œuvre certaines dispositions du PL 70 (Loi modifiant la Loi sur les mines).	MAMOT, MERN	Plusieurs échanges ont eu lieu en 2016-2017. Le document d'orientation a été adopté par le Conseil des ministres et est diffusé sur le site Web du MAMOT depuis janvier 2017. Différents documents d'accompagnement sont également disponibles.
Groupe de travail multidisciplinaire sur le projet GRICAM	2	Le groupe de travail doit proposer des recommandations pour donner suite aux recommandations 55, 56 et 58 de la CEIC. Les séances de travail portent sur les règles d'après-mandat et l'acceptation de cadeaux et autres avantages par les employés de la fonction publique. Le MAMOT y participe afin d'avancer ses travaux sur les mêmes sujets, mais pour les employés municipaux.	SCT, MAMOT, MTQ, MSS, UPAC, SQI, MESS, Commissaire au lobbyisme.	Trois rencontres ont eu lieu en 2016-2017, soit le 24 janvier 2017, le 1 ^{er} février 2017 et le 7 février 2017. Deux autres sont à prévoir en 2016-2017.
Groupe de travail pour examiner les solutions alternatives en matière d'approvisionnement en eau potable	2	Discuter des solutions alternatives, permanentes ou temporaires, pour assurer un approvisionnement adéquat en eau potable des personnes desservies par de petits réseaux de distribution dont l'eau est de qualité insuffisante et pour lesquels les solutions usuelles ne sont pas financièrement viables.	MDDELCC, MAMOT	2 rencontres tenues en 2016-2017. Environ 4 rencontres prévues par année.
Groupe de travail pour l'élaboration d'orientations gouvernementales en aménagement « Glissements de terrain dans les dépôts meubles »	1	Accompagner le MSP dans l'élaboration des orientations gouvernementales en aménagement pour le volet « Glissements de terrain dans les dépôts meubles ».	MSP, MAMOT	Plusieurs échanges ont eu lieu en 2016-2017. Le document d'orientation a été adopté par le Conseil des ministres et est diffusé sur le site Web du MAMOT depuis septembre 2016. Différents documents d'accompagnement sont également disponibles.
Groupe de travail pour l'élaboration d'orientations gouvernementales en aménagement « Territoire et activités agricoles »	1	Travailler avec le MAPAQ à l'élaboration des orientations gouvernementales en aménagement pour le volet « Territoire et activités agricoles ».	MAMOT, MAPAQ, MSSS, MDDELCC, MERN	Une rencontre du comité interministériel a eu lieu en septembre 2016. Le document est en cours d'élaboration et son adoption est prévue en juin 2017.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Groupe de travail pour l'élaboration d'orientations gouvernementales en aménagement « Gestion durable des forêts et de la faune »	1	Le groupe de travail a pour mandat d'élaborer les orientations gouvernementales en aménagement pour le volet « Gestion durable des forêts et de la faune ».	MELS, MTO, MDDELCC, MTMDET, MERN, MCC, HQ, MFFP	Le comité s'est réuni en décembre 2016. Le document est en cours d'élaboration et son adoption est prévue en juin 2017.
Groupe de travail pour l'élaboration d'orientations gouvernementales en aménagement « Réseau électrique »	1	Le groupe de travail a pour mandat d'élaborer les orientations gouvernementales en aménagement pour le volet « Réseau électrique »	MERN, HQ, MDDELCC, MSSS, MFFP, MTMDET, MAPAQ, MCC	Le comité s'est réuni à deux reprises. Le document est en cours d'élaboration et son adoption est prévue en juin 2017.
Groupe de travail pour l'élaboration d'orientations gouvernementales en aménagement « Gestion durable du territoire public »	1	Le groupe de travail a pour mandat d'élaborer les orientations gouvernementales en aménagement pour le volet « Gestion durable du territoire public ».	MERN, MDDELCC, MSSS, MTMDET, MFFP, MAPAQ, MEES, MTO, MCC, HQ	Le comité s'est réuni à deux reprises. Le document est en cours d'élaboration et son adoption est prévue en juin 2017.
Groupe de travail pour l'élaboration d'orientations gouvernementales en aménagement « Hydrocarbures »	1	Le groupe de travail a pour mandat d'élaborer les orientations gouvernementales en aménagement pour le volet « Hydrocarbures ».	HQ, MAPAQ, MDDELCC, MERN, MFFP, MSSS, MSP, MTMDET, MAMOT	Le comité s'est réuni en novembre 2016. Le diagnostic et le document d'orientation sont en cours d'élaboration.
Groupe de travail pour le renouvellement des orientations gouvernementales en aménagement « Développement durable des milieux de vie »	1	Produire de nouvelles orientations gouvernementales en aménagement sur les thématiques suivantes : mobilité durable, santé et saines habitudes de vie, gestion de l'urbanisation, réduction des émissions de gaz à effet de serre, aménagement culturel du territoire.	MAMOT, MDDELCC, MTMDET, MSSS, MCC, MSP, MAPAQ	Ce comité s'est réuni à plus d'une dizaine de reprises en 2016-2017. Le document est en cours d'élaboration et son adoption est prévue en juin 2017.
Groupe de travail sur l'écofiscalité	2	Rédaction d'un guide à l'intention des ministères et organismes pour la mise en place de mesures écofiscales.	MFQ, MDDELCC, MESI, MTQ, MERN, MAPAQ, MAMOT	Le guide étant presque complété, le comité devrait être aboli au cours de l'exercice 2017-2018.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Groupe de travail sur l'encadrement des chiens dangereux	3	Comité chargé de transmettre au gouvernement des recommandations sur l'encadrement des chiens dangereux, notamment quant à la possibilité de réglementer ou légiférer en ce sens.	MSP, MAMOT, MAPAQ, UMQ, FMQ, Ordre des médecins vétérinaires du Québec.	Rencontres tenues les 16 juin 2016, 25 juillet 2016 et 16 août 2016. Rapport final rendu public le 31 août 2016.
Groupe de travail sur la Berce du Caucase au Bas-Saint-Laurent	3	Favoriser l'éradication de la plante envahissante qu'est la Berce du Caucase (BC) sur le territoire bas-laurentien. À cette fin, identifier des stratégies et actions à mettre en œuvre, allant de l'inventaire des sites à la communication du risque, des règlements municipaux aux méthodes d'intervention, de la sensibilisation des élus aux modes de financement.	CISSS, MRC, OBV, MTMDDET, MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, parc national du Lac Témiscouata, Route verte, quatre employés municipaux	Initié par le CISSS, le groupe de travail s'est réuni à deux reprises en 2016-2017. Un plan d'action a été élaboré et sa mise en œuvre a débuté. Le MAMOT assume le leadership du sous-comité portant sur la réglementation. Ce dernier a pour rôle d'identifier les pouvoirs des municipalités pouvant contribuer à l'éradication de la BC. Le groupe de travail a également travaillé à identifier les éléments clés de ce que pourrait contenir un règlement sur les nuisances.
Groupe de travail sur la présentation de l'information financière municipale	3	Répondre aux interrogations soulevées par l'application des normes de CPA Canada. Consulter le milieu municipal dans l'amélioration et la mise aux normes des formulaires financiers pour les fins de reddition de comptes ainsi que dans l'élaboration des directives et de la documentation de support en matière de présentation de l'information financière et de gestion financière.	OCPAQ, COMAQ, ADMQ, AGFMQ, ADGMRCQ, ADGMQ, MAMOT	Préparation de documents didactiques pour fins de formation des membres par les associations. Dépôt sur le site Web du Ministère de directives et de la documentation traitant de divers sujets liés à la comptabilité municipale. Améliorations annuelles apportées au formulaire du rapport financier. Mise à jour annuelle du Manuel de la présentation de l'information financière municipale. Trois rencontres ont eu lieu en 2016-2017
Groupe de travail sur le Bureau des soumissions déposées du Québec (BSDQ)	2	Le groupe tient des consultations avec diverses associations de l'industrie de la construction, des organismes publics et des donneurs d'ouvrage public et privé afin d'en connaître davantage sur le BSDQ. L'objectif des consultations est de formuler une recommandation à l'égard du BSDQ pour donner suite à la recommandation 1.2 de la CEIC.	SCT, MAMOT, SQI	Cinq rencontres ont eu lieu en 2016-2017, soit deux le 25 janvier 2017, une le 17 février 2017 et deux le 23 février 2017. Au moins deux autres sont à prévoir au cours de l'année.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Groupe de travail sur les technologies conventionnelles de traitement des eaux usées	2	Réviser le Guide pour l'étude des technologies conventionnelles de traitement des eaux usées d'origine domestique.	MDDELCC, MAMOT	Ce comité est sous la responsabilité du MDDELCC qui fera état des résultats atteints. Le MAMOT agit à titre consultatif sur ce comité. Aucune rencontre depuis quelques années.
Groupe de Travail-Passeport Entreprises	2	L'objectif de ce groupe de travail est de : 1. Développer des balises à l'égard des exigences et des critères contractuels en construction et en services professionnels liés à la construction. 2. Fournir des documents types d'appels d'offres publics dans ces domaines.	SCT, MTMDET, MSSS, MAMOT, SQI, FCSQ, CEGQ, CHUM, MEES, CS, AFG, ACQ, AAPQ	Quatre rencontres ont eu lieu depuis novembre 2016, soit le 16 novembre 2016, le 14 décembre 2016, le 23 janvier 2017 et le 1 ^{er} mars 2017. D'autres sont à prévoir en 2017.
Groupe interministériel de soutien à la consultation des Autochtones	2	Soutenir les ministères et organismes du gouvernement dans l'application du Guide intérimaire en matière de consultation des Autochtones.	MAMOT, SAA, MERN, MTMDET, MDDELCC, MJQ	Gestion en continu des cas soumis par les ministères et organismes du gouvernement. Suivi de l'évolution de la jurisprudence. Mise à jour et élaboration d'outils d'aide à la décision. Le Groupe s'est réuni 5 fois en 2016-2017.
Organisation de sécurité civile du Québec	2	Établir une nouvelle planification stratégique en sécurité civile. Assurer l'arrimage entre l'OSCC, l'ORSC et la TRM. Partage de connaissance des risques, de prévention et de préparation en sécurité civile.	MAMOT, MAPAQ, CSPQ, CNESST, MCC, MDDELCC, MEES, MIDI, MFA, MFQ, HQ, MJQ, MERN, RQ, MSSS, MSP, SAA, SCT, MTESS-Services Qc, SHQ, SQ, MTMDET, BC, MCE, MRIF, RBQ, TQ, STQ, MTESS	Deux rencontres ont eu lieu en 2016-2017.
Organisation régionale de sécurité civile (ORSC)	2	Soutien technique aux municipalités lors de l'application de mesures d'urgence. Le MSP est responsable de la coordination de l'ensemble des ORSC présents sur le territoire. Chaque direction régionale du MAMOT siège sur ces comités.	MSP, MTESS, MTMDET, DSP, MAPAQ, SQ, ASSS, MAMOT, CSST, MFFP, MFA, HQ, MESI, MDDELCC, MTESS-Services Québec,	Lors des rencontres, il est notamment question de la prévention et de préparation des milieux municipaux et des instances gouvernementales pour faire face à un sinistre. De plus, les rencontres en 2016-2017 ont traité de sujets tels que les risques de submersion et d'inondation, les services d'urgences en milieu isolé de même que la présentation de missions révisées de plusieurs partenaires.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Organisation régionale de sécurité civile (ORSC)	2	Soutien technique aux municipalités lors de l'application de mesures d'urgence. Le MSP est responsable de la coordination de l'ensemble des ORSC présents sur le territoire. Chaque direction régionale du MAMOT siège sur ces comités.	MSP, MTESS, MTMDET, DSP, MAPAQ, SQ, ASSS, MAMOT, CSST, MFFP, MFA, H-Q, MESI, MDDELCC, Services Québec,	Lors des rencontres, il est notamment question de la prévention et de préparation des milieux municipaux et des instances gouvernementales pour faire face à un sinistre.
Partenariat financier concernant l'acquisition d'orthophotographies	2	Partager les coûts d'acquisition de données entre les différents MO et organismes municipaux et régionaux. Démocratiser l'accès à l'information géographique de base. Favoriser une couverture complète du territoire québécois et son actualisation.	MERN, MAMOT, CPTAQ, FADQ, MAPAQ, MTMDET, MDDELCC, SQ, MSP, INSPQ	Deux rencontres annuelles sont tenues avec les MO partenaires. Deux rencontres ont lieu avec le milieu municipal et régional. Planification et coordination des projets de partenariat pour l'acquisition d'orthophotographies.
PATP de la Mauricie	3	Bilan et mise à jour du PATP de la Mauricie. Le mandat de cette table est de s'assurer, d'une part, que le plan préparé par la table de concertation s'inscrit dans les orientations et les politiques gouvernementales et, d'autre part, de la cohérence générale de l'affectation du territoire public québécois. Elle joue également un rôle de soutien auprès des tables de concertation mises en place dans les régions.	MAMOT, MDELCC, MCC, MESI, MAPAQ, MTMDET, MERN, MFFP, MSP, CUISSS, HQ	Contribution à la rédaction du bilan du PATP en vigueur depuis 2012 et contribution à la mise à jour, toujours en cours. Deux rencontres ont eu lieu en 2016-2017.
Plan de développement de la zone agricole (PDZA) de la MRC de L'Islet	3	Mettre en valeur la zone agricole et à favoriser le développement durable des activités agricoles du territoire.	MRC, municipalités, MAPAQ, UPA, MAMOT	Le portrait et le diagnostic ont été complétés. La mise en œuvre du PDZA est en cours.
Plan de développement de la zone agricole (PDZA) de la MRC de Lotbinière	3	Mettre en valeur la zone agricole et à favoriser le développement durable des activités agricoles du territoire.	MRC, municipalités, MAPAQ, UPA, MAMOT	Le portrait et le diagnostic ont été complétés. La mise en œuvre du PDZA est en cours.
Plan de développement de la zone agricole (PDZA) de la MRC des Appalaches	3	Mettre en valeur la zone agricole et à favoriser le développement durable des activités agricoles du territoire.	MRC, municipalités, MAPAQ, UPA, MAMOT	Le portrait et le diagnostic ont été complétés. La mise en œuvre du PDZA est en cours.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Plan de développement de la zone agricole (PDZA) de la MRC Robert-Cliche	3	Mettre en valeur la zone agricole et à favoriser le développement durable des activités agricoles du territoire.	MRC, municipalités, MAPAQ, UPA, MAMOT	Le portrait et le diagnostic ont été complétés. La mise en œuvre du PDZA est en cours.
Plan de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	2	Sous la coordination du MTESS, les travaux de ce comité visent l'élaboration d'un plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2017-2023	MTESS, MSSS, MESR, MIDI, Finances, MESI, Justice, MERJ, SHQ, MCE, OPHQ, MAPAQ, MTEDET, MCC	Le MAMOT n'inscrira aucune mesure dans ce prochain plan d'action
Pôle d'économie sociale	3	Soutenir des travaux du Pôle et le comité œuvrant de l'Entente sectorielle en économie sociale en préparation.	MESI, MAMOT, représentants d'entreprises d'économie sociale	Trois rencontres ont eu lieu en 2016-2017
PRAM Est	3	Programme d'aide financière pour le soutien de projets porteurs et novateurs qui stimulent le développement de l'Est de Montréal.	Ville de Montréal, Emploi-Québec, MESI et 3 autres membres ad hoc	Le SRM y assiste à titre d'observateur aux séances de délibération du jury. Deux rencontres en 2016-2017 : 18 mai et 21 octobre 2016. Le programme est terminé.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Réseau des responsables en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	2	Effectuer le suivi des engagements des M/O impliqués dans le cadre du plan d'action 2011-2015 « Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait ». Encourager le partage de l'expertise respective des différents M/O impliqués, ainsi que le partage des bons coups relevant des différents réseaux de partenaires.	ARQ, SCF, MESS, MEES, MF, SHQ, MSP, MJQ, SAA, MICC, MTRAV, CSST, MAMOT, SHQ, MAPAQ, MTMDET, MDDELCC, MCE, MRN, MRIFCEFC, SCT, MCC, MESRST, MFE, MSSS, Tourisme Québec, RRQ, OPHQ, Commission de l'équité salariale, Commission de la construction du Québec, CDPDJ, Office des professions du Québec, Curateur public	Une rencontre a eu lieu le 20 janvier 2016, afin de faire le point sur la reddition de comptes du plan 2011-2015. Le 10 juin 2015 un comité de travail interministériel des sous-ministres adjoints s'est réuni concernant l'élaboration du nouveau plan. La nouvelle stratégie est toujours en élaboration et le réseau est mis à contribution sous l'appellation Comité de travail interministériel - Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes.
Services d'urgence en milieu isolé (SUMI) – Sous-comité de l'ORSC du Bas-Saint-Laurent	2	Soutien technique des municipalités lors de l'application de mesures d'urgence.	MSP, MTMDET, SQ, ASSS, MAMOT, CSST, MFFP, MESI, MDDELCC, MTESS-Services Québec,	Aucune rencontre en 2016-2017.
Sommet sur l'alimentation et démarche devant mener à l'élaboration d'une politique bioalimentaire québécoise	3	Sous la coordination du MAPAQ, élaboration d'une politique bioalimentaire pour 2018	MAPAQ, MESI, Finances, MERN, MFFP, MAMOT, MDDELCC, Tourisme Québec, MSSS, INSPQ, CPTAQ, MESS, MTMDET, MESR, MRI Agriculture Canada, Agence canadienne d'inspection des aliments	Une conférence téléphonique le 20 octobre 2016

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Sous-comité de l'Organisation de la sécurité civile du Québec sur les services d'urgence en milieu isolé	2	<p>Examiner la problématique liée à l'accessibilité des services d'urgence en milieu isolé au Québec et à la coordination des évacuations médicales.</p> <p>Proposer des solutions en ce qui a trait à la couverture incendie des infrastructures essentielles, aux opérations de recherche et sauvetage, et de désincarcération, ainsi qu'à la coordination et à la responsabilité lors d'évacuations médicales.</p> <p>Les membres du SUMI ont convenu de traiter les recommandations du Protecteur du citoyen par l'entremise de trois groupes de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un groupe de travail opérationnel; - un groupe de travail sur le financement des interventions en milieux isolés; - un groupe de travail sur les communications. 	SAAQ, MAMOT, SEPAQ, MERN, MSSS, MDDELCC, MTMDET, SQ, MSP	<p>Aucune rencontre n'a été tenue en 2016-2017.</p> <p>Le rapport final et une cartographie ont, par ailleurs, été déposés en juin 2016.</p>
Sous-comité de l'OSCQ sur le plan d'action national (PAN) de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024	2	Établir un plan d'action national découlant de la Politique nationale en sécurité civile (PNSC) et en assurer le suivi au cours des dix années à venir. Ce plan doit interpeller tous les acteurs de la société, du citoyen aux ministères et organismes (MO), en passant par les municipalités locales et régionales ainsi que les organisations et entreprises de toute nature.	MAMOT, MAPAQ, MCE, MDDELCC, MTESS, MRIF, MSSS, MSP, MTMDET, SQ, HQ, MESI, SCT	<p>Le sous-comité s'est réuni deux fois au courant de l'année 2016-2017, soit les 13 octobre 2016 et 9 novembre 2016.</p> <p>Le comité oeuvre à l'élaboration de la phase 2 du PAN.</p>
Sous-comité question sonore Éolienne de L'Érable	3	Sous-comité créé par le comité de suivi du parc éolien. Vise à mieux comprendre et tenter de résoudre les problématiques de bruit liées à l'exploitation du parc éolien les Éoliennes de L'Érable incommodant certains résidents. Le MAMOT est impliqué via un projet soutenu financièrement par le Fonds conjoncturel de développement.	Éoliennes de L'Érable, municipalités de Saint-Ferdinand et de Sainte-Sophie-d'Halifax, MDDELCC, CIUSSS, MAMOT	Une étude sur l'insonorisation des résidences (7) des citoyens exprimant des difficultés à dormir ont été expertisées par une firme spécialisée en acoustique. Les recommandations ont été présentées aux résidents concernés en juin 2016 (étude sur l'insonorisation des résidences). L'entreprise Éoliennes de L'Érable se disant dans l'impossibilité d'agir en raison du recours collectif, les travaux du comité sont suspendus depuis juin 2016.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Sous-comité technique sur les disponibilités de l'eau en cas de sinistre	2	Déterminer le partage des responsabilités entre les acteurs quant à la ressource Eau destinée à répondre aux besoins des sinistrés, ainsi que les priorités de gestion des demandes.	MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, MSP, (coordination), MSSS, MTMDET, MEES, SHQ, MESS-Services Québec, CSPQ	Le sous-comité ne s'est pas réuni au cours de l'année 2016-2017 Par ailleurs, le comité a notamment produit un guide à l'attention des municipalités portant sur les mesures potentielles de traitement du risque de pénurie ou de contamination de l'eau potable. Ce guide sera soumis pour approbation des unions municipales au cours de l'hiver 2017.
Table d'accompagnement conseil en développement durable auprès des organismes municipaux (TACOM)	3	Sous la coordination conjointe du MAMOT et du MDDELCC, ce comité a le mandat de produire et de mettre en œuvre un plan comprenant des actions concrètes d'accompagnement des organismes municipaux dans leurs démarches de développement durable.	MAMOT, MDDELCC, MAPAQ, MCC, Famille, MRN, MSP, MTMDET, RECYC-QUÉBEC, UMQ, FQM, Ville de Québec, Ville de Montréal, MSSS	Le TACOM s'est réuni le 13 juillet 2016, le 11 octobre 2016, le 7 décembre 2016 et le 14 février 2017. Un plan d'action est en voie d'adoption. Le plan d'action est commencé et les cibles 2016-2017 sont atteintes.
Table d'échanges entre le MAMOT et les services d'évaluation des neuf grandes villes du Québec	3	Le mandat de cette Table d'échanges consiste à partager des façons de faire en évaluation; permettre aux participants d'exposer leurs préoccupations quant à la pratique de l'évaluation foncière; approfondir les discussions relatives aux interventions pouvant être requises pour les résoudre; amorcer la définition de lignes directrices.	Directeurs des services d'évaluation des Villes de Montréal, Québec, Laval, Sherbrooke, Trois-Rivières, Lévis, Longueuil, Gatineau et Saguenay Deux représentants de la DGFEF	Cette Table d'échanges tient deux réunions par année depuis sa création, en 2005. Les discussions ont conduit à des changements majeurs et bénéfiques à l'ensemble des municipalités du Québec. Cela est notamment attribuable au climat de concertation et d'écoute qui s'y est graduellement implanté et qui a eu ensuite un impact positif sur les relations de ces villes avec les autres ministères.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Table de concertation agroalimentaire du Bas-Saint-Laurent	3	Collaborer à la réalisation du plan d'action bioalimentaire du Bas-Saint-Laurent à la réalisation d'agri-rencontres. Favoriser la concertation des partenaires du secteur bioalimentaire afin d'identifier, de promouvoir et de supporter le développement de la région bas-laurentienne.	MAPAQ, SADC, MESI, MAMOT, UPA, Les Saveurs du Bas-Saint-Laurent, MRC (2), Financière agricole du Québec, UQAR, Desjardins, entreprises privées et OBNL : Groupe coopératif Dynaco, Coop Purdel, Métro Richelieu, BiopTerre	Trois rencontres ont eu lieu en 2016-2017
Table de concertation du Mont-Royal	3	Jouer un rôle-conseil auprès des instances municipales à l'égard du Mont-Royal et dans son rôle de suivi du Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal, ainsi qu'à l'égard des conditions à réunir pour en assurer le succès	Les membres sont des représentants du milieu institutionnel, municipal et associatif. Les observateurs proviennent de ministères, du milieu socio-économique et de l'éducation.	Le SRM y assiste à titre d'observateur. Trois rencontres ont eu lieu en 2016-2017.
Table de concertation régionale de l'Estuaire	3	Assurer la concertation et favoriser l'harmonisation des usages du fleuve ainsi que la conservation et la mise en valeur de ses ressources.	MAMOT, MDDELCC, MERN, MAPAQ, MTMDET, CIUSSS, MSP, MFFP et autres partenaires du milieu.	Participation aux assemblées d'information (quatre régions) et au forum de fondation (représentant de la direction régionale de la Mauricie). Soutien à la compréhension des aspects législatifs du monde municipal. Une rencontre a eu lieu en 2016-2017.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Table de concertation régionale du lac Saint-Pierre (TCRLSP)	3	La TCRLSP est responsable de la préparation d'un plan de gestion intégrée régional (PGIR). Le MAMOT s'est joint à la TCRLSP à titre de participant « en soutien » en septembre 2015.	Municipalités : Saint-Ignace-de-Loyola, MasKinongé, Saint-François-du-Lac, Sainte-Anne-de-Sorel, Trois-Rivières. Environnement et terre d'Odanak, AFCLSP, RMBLSP, UQAT, FEDECP, SCIRBI, ECP, GRIL, UPA, SADC de D'Autray-Joliette, APC, AFBF, General dynamics, Rio Tinto, OTNY, CPSLC. Secteurs de soutien : COPERNIC, ZIP LSP, Fondation de la Faune, MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, MFFP, EC	TCRLSP : Une rencontre (forum annuel). Comité technique gestion du littoral et des pratiques agricoles : Cinq rencontres. Comité technique sur la qualité de l'eau : Quatre rencontres. Un plan d'action relatif à la cohabitation agriculture-faune dans le littoral a été adopté et constitue un premier volet du PGIR. Pour 2017, la priorité a été accordée au rétablissement de la qualité de l'eau et des actions seront proposées à cette fin.
Table de coordination interministérielle sur l'affectation du territoire public (PATP)	2	Comité de coordination en vue de l'intégration des différents PATP élaborés en région dans le cadre de l'élaboration d'un nouveau PATP – Québec.	MERN, MDDELCC, MFFP, MAMOT, HQ, MTO, MAPAQ, MSP, MTMDDET, MCC, MESI	Une rencontre s'est tenue en 2016-2017. Elle a notamment permis de faire le point sur le dossier suite à l'entrée en vigueur de six PATP et de mettre à jour les produits et services pouvant être influencés par les orientations d'affectation du territoire.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Table de pilotage de ClicSEUR Entreprise (CSE)	2	<p>Informar les utilisateurs des évolutions, des corrections et de la disponibilité de la solution d'authentification CSE.</p> <p>Cueillette des besoins et/ou des problématiques des partenaires utilisateurs de CSE.</p>	<p>MTESS</p> <p>MAMOT, SAAQ, MDDELCC</p>	<p>Deux rencontres ont eu lieu en 2016-2017 (mai et octobre 2016).</p> <p>Des communications régulières sont transmises par CSE pour aviser les partenaires utilisateurs des évolutions et de la disponibilité de la solution d'authentification.</p> <p>En raison de travaux majeurs actuellement dans CSE, les rencontres ont été temporairement arrêtées entre janvier 2016 et mai 2016.</p> <p>Au MAMOT, la solution d'authentification CSE est utilisée par le Portail gouvernemental des affaires municipales et régionales, les services Territoires, Espace partage et l'indice de vitalité (IVCR).</p>
Table de travail gouvernementale et municipale en sécurité civile	3	<p>Le mandat de la Table de travail est notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> établir une compréhension commune des rôles et responsabilités des différents partenaires en sécurité civile; examiner les façons de faire, notamment au niveau de la coordination entre les municipalités et les différents organismes gouvernementaux, afin d'identifier les éléments d'amélioration possible pour gagner en efficacité et en efficience. 	<p>MAMOT, MSP, FQM, MAPAQ, MDDELCC, MESS, MSSS, MTQ, UMQ</p>	<p>Une réunion a eu lieu en 2016-2017. Les associations municipales sont consultées en continu sur différents dossiers en matière de sécurité civile, notamment en ce qui a trait aux exigences gouvernementales en matière de préparation des milieux municipaux aux sinistres.</p>

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Table des conseillers en architecture d'entreprise (TCAE)	2	Cette table vise à développer et partager une vision d'ensemble de l'architecture d'entreprise gouvernementale qui permet aux organismes de tirer le meilleur parti possible des ressources informationnelles (RI) en tant que levier de transformation organisationnelle.	Tous les conseillers en architecture d'entreprise des MO	Cette année, les rencontres ont permis aux conseillers en architecture d'entreprise d'échanger sur les grands thèmes TI de l'heure : <ul style="list-style-type: none"> • Approche organisationnelle en infonuagique au MAMOT et son application lors d'un cas vécu • Données ouvertes pour un gouvernement plus transparent • Cadre de référence d'une architecture d'entreprise • Service d'authentification gouvernemental • Stratégie de communication numérique
Table des directeurs sur le renouvellement des orientations gouvernementales en aménagement du territoire	1	La Table des directeurs opérationnalise les décisions prises par la Table interministérielle des sous-ministres adjoints (TSMA) en vue du renouvellement des orientations gouvernementales : prendre les mesures nécessaires pour respecter les priorités et décisions stratégiques prises par la TSMA; convenir des modalités des travaux requérant la collaboration de plusieurs ministères; faire des recommandations à la TSMA.	MAMOT, HQ, SHQ, SQI, MAPAQ, MCC, MDDELCC, MESI, MEES, MERN, MFFP, MSSS, MSP, MTMDET, MTO	Le comité s'est réuni à deux reprises en juin et octobre 2016. Ces rencontres ont permis de faire le point sur l'avancement des travaux et de convenir des méthodes de travail pour rencontrer l'échéancier convenu.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Table des partenaires Femmes et politique municipale	1-3	Concertation entre des intervenants issus du milieu municipal et des organisations assurant la promotion des droits des femmes au Québec afin d'optimiser les initiatives visant à favoriser la participation des femmes à la politique municipale québécoise. La Table assure le suivi d'un plan de concertation dont les objectifs sont les suivants : (1) accroître la participation citoyenne des femmes à la vie municipale et favoriser l'atteinte d'une gouvernance municipale égalitaire, (2) accroître la présence des femmes comme candidates aux élections municipales, tant au poste de mairesse que de conseillère, (3) améliorer la réponse aux besoins des élués municipales notamment en favorisant leur maintien en fonction et (4) partager l'information sur les femmes et la politique municipale.	MAMOT, SCF, CSF, CRÉ de Montréal, Conseil des Montréalaises, DGEQ, FQM, Groupe Femmes, Politique et Démocratie, Réseau des élués municipales de la Montérégie Est, UMQ, Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec, Ville de Québec	La Table s'est réunie à deux reprises en 2015-2016, soit le 30 septembre 2015 et le 1 ^{er} mars 2016. Ces réunions ont permis d'échanger sur les actions envisagées afin de promouvoir la participation des femmes à la politique municipale. La Table s'est réunie le 15 juin 2016 et le 4 novembre 2016.
Table des préfets du Bas-Saint-Laurent	3	Représenter le MAMOT aux rencontres et participation aux échanges avec les préfets sur des sujets d'intérêts communs aux MRC.	MAMOT, MRC (8)	Sept rencontres ont eu lieu en 2016-2017
Table des répondants de mission (TRM) en sécurité civile	2	Développer, maintenir à jour et réviser le PNSC, les missions, les plans spécifiques ou tout autre projet de développement en lien avec le PNSC et la sécurité civile, à la demande de l'OSCQ.	MFQ, MSP, MAPAQ, MTESS-Services Québec, MDDELCC, Hydro-Québec, MERN, SQ, SHQ, MSSS, SCT, MAMOT, CSPQ, MTMDDET, MTESS	La Table s'est réunie à quatre reprises au courant de l'année 2016-2017. En plus de ces quatres rencontres statutaires, cinq présentations ont été faites dans le cadre de la révision des missions en sécurité civile.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Table gouvernementale aux affaires territoriales	1	Favoriser la concertation entre les M/O concernés et assurer la cohérence de leurs actions particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires.	MAMOT, AMT, CSPQ, Hydro-Québec, IQ, MCC, Société du Plan Nord, SHQ, STQ, SÉPAQ, SAA, SAJ, SCF, SCN, MTESS, Ministère du Tourisme, MDDELCC, MFA, Ministère de la Justice, MSSS, MSP, MAPAQ, MESI, MERN, MIDI, Ministère des Finances, MFFP, MEES et MTMDDET	1 rencontre a eu lieu le 20 septembre 2016.
Table interministérielle des sous-ministres adjoints sur le renouvellement des orientations gouvernementales en aménagement du territoire	1	La Table prend les décisions nécessaires pour assurer la réussite du renouvellement des orientations gouvernementales : établir les priorités et prendre les décisions stratégiques; valider les grandes lignes des documents d'orientation; approuver les versions finales des documents; s'assurer du respect des échéanciers.	MAMOT, HQ, SHQ, SQI, MAPAQ, MCC, MDDELCC, MESI, MEES, MERN, MFFP, MSSS, MSP, MTO, MTMDDET	La Table s'est réunie à cinq reprises en mai, juin, septembre, novembre 2016 et mars 2017. Ces rencontres ont notamment permis de suivre l'état d'avancement du renouvellement des orientations gouvernementales et de s'assurer du respect des échéanciers.
Table interministérielle en itinérance (pilotee par le MSSS)	3	Agir à titre de comité de suivi du Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020 en vue de favoriser son implantation et de faciliter la concertation des partenaires ainsi que la coordination des actions, dans une optique de continuité et de complémentarité	MSSS, SHQ, MELS, MIDI, SAA, MESS, SAJ, MJQ, MAMOT, MAMOT-SRM, SCF, CSSSPNQL, RAMQ, SA, DPCP	Trois rencontres en 2016-2017, les 2 juin et 11 octobre 2016, et le 18 janvier 2017.
Table interministérielle sur la culture	2	Développer un modus operandi en vue d'un financement cohérent du gouvernement du Québec dans le soutien aux festivals et événements pour donner suite aux recommandations de la Commission de révision permanente des programmes pour l'aide à la culture	MCC, MTO, MEES, MERN, MAMOT-SRM, MFQ, MIRF, SCT, SCN	Trois rencontres ont eu lieu en 2016-2017.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Table interministérielle sur les dépendances	2	Proposer un plan d'action pour lutter contre les dépendances (toxicomanie et jeu).	MSSS, Loto-Québec, MFA, MJQ, MSP, MEESR, MAMOT-SRM, MFQ, MCE-SAA ET SAJ, MTESS, RACQ, SAAQ	Trois rencontres ont eu lieu en 2016-2017 : 26 mai 2016, 21 juin 2016 (comité stratégique) et le 20 février (comité directeur).
Table intersectorielle régionale sur les saines habitudes de vie (TIR-SHV) au Centre-du-Québec	3	Favoriser la concertation des partenaires en matière de saines habitudes de vie et assurer la mise en œuvre du Plan d'action régionale sur les saines habitudes de vie 0-17 ans au Centre-du-Québec (PAR-SHV).	CIUSSS, MAMOT, MAPAQ, MFA, MTMDDET, Organismes régionaux (QEF, Avenir d'enfant, LSCQ, DBCQ, RCPE, RSEQ)	Une rencontre de la TIR-SHV tenue en 2016-2017. Le MAMOT participe également au Comité de suivi et à certains sous-comités de travail du PAR-SHV : 11 rencontres tenues en 2016-2017. Tenue d'une séance d'information sur le milieu municipal auprès des partenaires SHV.
Table intersectorielle régionale sur les saines habitudes de vie (TIR-SHV) de la Côte-Nord	3	Favoriser la concertation des partenaires en matière de saines habitudes de vie et assurer la mise en œuvre du Plan d'action régionale sur les saines habitudes de vie de la Côte-Nord (PAR-SHV).	CISSS, MAMOT, MAPAQ, MTESS, MFA, MTMDDET, QEF, commissions scolaires	Trois rencontres de la TIR-SHV tenues en 2016-2017.
Table intersectorielle régionale sur les saines habitudes de vie (TIR-SHV) de la Mauricie	3	Favoriser la concertation des partenaires en matière de saines habitudes de vie et assurer la mise en œuvre du Plan d'action régionale sur les saines habitudes de vie de la Mauricie (PAR-SHV).	CISSS, MAMOT, MAPAQ, MTESS, MFA, MTMDDET, QEF, commissions scolaires	Une rencontre de la TIR-SHV tenue en 2016-2017.
Table jamésienne de concertation minière	3	La Table jamésienne de concertation a pour mission de maintenir et soutenir le développement de l'industrie minière en Eeyou Istchee Baie-James et auprès des municipalités et localités du territoire, par des actions établies par la concertation des intervenants concernés. Rendre pratique, objective et équilibrée la planification du développement nordique québécois suivant une réelle optique durable.	MERN, MAMOT, MTESS, ARBJ, SDBJ, GNC, ainsi que des représentants des secteurs de l'éducation, de l'exploitation minière, de l'exploration minière, du milieu syndical minier et des fournisseurs et équipementiers	Deux rencontres ont eu lieu en 2016-2017.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Table Québec-Montréal	3	Contribuer à l'élaboration d'un projet de loi visant à reconnaître les responsables uniques de la Métropole.	MAMOT, Ville de Montréal	Aucune rencontre n'a eu lieu en 2016-2017. Le projet de loi n° 121 : Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec, ayant été déposé le 8 décembre 2016, la Table a cessé ses activités.
Table Québec-Québec	3	Contribuer à l'élaboration d'un projet de loi visant à reconnaître les responsabilités uniques de la Capitale-Nationale.	MAMOT, Ville de Québec, Secrétariat à la Capitale-Nationale	Aucune rencontre n'a eu lieu en 2016-2017. Le projet de loi n° 109 : Loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs, ayant été sanctionné le 9 décembre 2016, la Table a cessé ses activités.
Table régionale de l'éducation de la Mauricie (TREM)	3	La TREM favorise la concertation des acteurs concernés et fait rayonner l'éducation en contribuant au développement socio-économique des collectivités.	MESS, MESI, CIUSSS, MAMOT, Emploi-Qc, Établissements d'enseignements de la Mauricie	Le conseil d'administration s'est réuni à deux occasions. Plusieurs projets sont supportés ou recommandés par la TREM en lien avec la persévérance scolaire, la formation professionnelle et la formation technique, l'adéquation formation-emploi, l'entrepreneuriat éducatif et l'internationalisation.
Table régionale Emploi-Immigration des Laurentides	3	Concertation sur les enjeux liés à l'intégration des immigrants sur le marché du travail dans la région des Laurentides.	MTESS, MIDI, MAMOT représentants de la main-d'œuvre, de l'éducation des milieux institutionnel et communautaire	Deux rencontres ont eu lieu les 1 juin et 14 novembre 2016.
Table sur les relations Québec-municipalités	3	Contribuer à l'élaboration d'un projet de loi visant à redéfinir les relations entre le gouvernement et les municipalités, et réviser les lois concernant les municipalités.	MAMOT, UMQ, FQM	Aucune rencontre n'a eu lieu en 2016-2017. Le projet de loi n° 122 : Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs, ayant été déposé le 6 décembre 2016, la Table a cessé ses activités.
ZIP des deux rives	3	Favoriser l'implication de la communauté dans le but que soient planifiés, de manière concertée, des projets concrets de réhabilitation, de protection et de mise en valeur du Saint-Laurent, dans la portion de l'estuaire situé entre le pont Laviolette et la municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pérade	MAMOT, MDDELCC, MERN, MAPAQ, MTMDet, CIUSSS, MSP, MFFP et autres partenaires du milieu.	Participation à l'assemblée générale annuelle, aux activités d'information et en soutien, selon les besoins. Les services de ce comité ont été utilisés par les MRC dans différentes problématiques liées à l'aménagement du territoire.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Résultats atteints au 28 février 2017
Zones industrialo-portuaires (Bas-Saint-Laurent)	3	Trois (3) ZIP au Bas-Saint-Laurent. Collaborer à la cartographie des ZIP et participer aux travaux du comité devant mener au plan de développement de chacune des ZIP.	MESI, MERN, MDDELCC, MAMOT, MTMDET, communauté des Malécites de Viger, Municipalités, MRC, Participants externes	Dix rencontres ont eu lieu en 2016-2017.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 47

Liste des municipalités, par région, qui reçoivent une compensation financière, par catégorie de programme, en indiquant le montant reçu en 2016-2017 pour : a) un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces et des gouvernements étrangers; b) un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de la santé et des services sociaux; c) un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de l'éducation, selon le niveau d'enseignement (distinguer les montants pour les écoles primaires et secondaires, ainsi que pour les collèges et les universités); d) un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement du Québec.

- A) Paiements tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces et des gouvernements étrangers.
- B) Paiements tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de la santé et des services sociaux.
- C) Paiements à l'égard des immeubles du réseau de l'éducation, selon le niveau d'enseignement (distinguer les montants pour les écoles primaires et secondaires, ainsi que pour les collèges et les universités).
- D) Paiements tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement du Québec.

(Voir documents en annexe)

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
01023	Les Iles-de-la-Madeleine	64 656 \$	109 252 \$	19 183 \$	0 \$	383 646 \$	576 737 \$	50 631 \$	0 \$	627 368 \$
01042	Grosse-Île	0 \$	14 018 \$	0 \$	0 \$	1 935 \$	15 953 \$	0 \$	0 \$	15 953 \$
02005	Percé	38 358 \$	271 \$	0 \$	8 279 \$	0 \$	46 908 \$	98 238 \$	0 \$	145 146 \$
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	15 239 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	15 239 \$	157 \$	0 \$	15 396 \$
02015	Grande-Rivière	21 510 \$	129 468 \$	104 007 \$	0 \$	8 189 \$	263 174 \$	103 707 \$	0 \$	366 881 \$
02028	Chandler	61 095 \$	130 630 \$	0 \$	0 \$	361 403 \$	553 128 \$	5 759 \$	0 \$	558 887 \$
02047	Port-Daniel--Gascons	37 441 \$	75 \$	0 \$	0 \$	0 \$	37 516 \$	90 \$	0 \$	37 606 \$
03005	Gaspé	99 550 \$	243 825 \$	298 747 \$	0 \$	432 194 \$	1 074 316 \$	27 350 \$	0 \$	1 101 666 \$
03010	Cloridorme	13 502 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	13 502 \$	1 227 \$	0 \$	14 729 \$
03020	Grande-Vallée	14 539 \$	37 592 \$	0 \$	0 \$	18 655 \$	70 786 \$	0 \$	0 \$	70 786 \$
03025	Murdochville	12 426 \$	574 \$	0 \$	0 \$	14 016 \$	27 016 \$	0 \$	0 \$	27 016 \$
04005	Sainte-Madeleine-Riv.-Madeleine	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 311 \$	0 \$	1 311 \$
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	9 971 \$	35 560 \$	0 \$	0 \$	0 \$	45 531 \$	20 101 \$	0 \$	65 632 \$
04025	Marsoui	18 087 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	18 087 \$	0 \$	0 \$	18 087 \$
04037	Sainte-Anne-des-Monts	25 441 \$	162 273 \$	0 \$	0 \$	391 317 \$	599 031 \$	1 791 \$	0 \$	600 822 \$
04047	Cap-Chat	12 460 \$	40 169 \$	0 \$	0 \$	82 326 \$	134 955 \$	195 \$	0 \$	135 150 \$
05010	Shigawake	0 \$	82 \$	0 \$	0 \$	0 \$	82 \$	0 \$	0 \$	82 \$
05020	Hope Town	0 \$	15 \$	0 \$	0 \$	0 \$	15 \$	0 \$	0 \$	15 \$
05032	Paspébiac	137 636 \$	13 219 \$	0 \$	0 \$	46 550 \$	197 405 \$	0 \$	0 \$	197 405 \$
05040	New Carlisle	0 \$	55 305 \$	0 \$	0 \$	58 684 \$	113 989 \$	539 \$	0 \$	114 528 \$
05045	Bonaventure	20 394 \$	115 059 \$	0 \$	0 \$	19 621 \$	155 074 \$	33 755 \$	0 \$	188 829 \$
05050	Saint-Elzéar	7 158 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 141 \$	12 299 \$	0 \$	0 \$	12 299 \$
05055	Saint-Siméon	7 402 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 402 \$	239 \$	0 \$	7 641 \$
05060	Caplan	9 454 \$	15 \$	0 \$	0 \$	28 763 \$	38 232 \$	2 537 \$	0 \$	40 769 \$
05065	Saint-Alphonse	8 499 \$	35 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 534 \$	0 \$	0 \$	8 534 \$
05070	New Richmond	57 819 \$	4 \$	0 \$	0 \$	13 935 \$	71 758 \$	7 526 \$	0 \$	79 284 \$
05077	Casapédia--Saint-Jules	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
06005	Maria	24 082 \$	10 657 \$	0 \$	0 \$	332 211 \$	366 950 \$	231 \$	0 \$	367 181 \$
06013	Carleton-sur-Mer	26 518 \$	142 371 \$	56 196 \$	0 \$	6 198 \$	231 283 \$	2 021 \$	0 \$	233 304 \$
06020	Nouvelle	8 889 \$	4 862 \$	0 \$	283 \$	0 \$	14 034 \$	70 833 \$	0 \$	84 867 \$
06025	Escuminac	5 664 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 664 \$	461 \$	0 \$	6 125 \$
06030	Pointe-à-la-Croix	21 577 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 815 \$	24 392 \$	4 589 \$	0 \$	28 981 \$
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	278 \$	0 \$	278 \$
06045	Matapédia	0 \$	98 909 \$	0 \$	0 \$	66 237 \$	165 146 \$	7 051 \$	0 \$	172 197 \$
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	8 368 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 368 \$	22 \$	0 \$	8 390 \$
06055	Saint-François-d'Assise	10 314 \$	18 \$	0 \$	0 \$	0 \$	10 332 \$	0 \$	0 \$	10 332 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
07005	Sainte-Marguerite-Marie	0 \$	8 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 \$	0 \$	0 \$	8 \$
07018	Causapscal	29 128 \$	113 981 \$	0 \$	0 \$	5 533 \$	148 642 \$	324 \$	0 \$	148 966 \$
07025	Albertville	2 120 \$	2 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 122 \$	0 \$	0 \$	2 122 \$
07030	Saint-Léon-le-Grand	10 336 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	10 336 \$	0 \$	0 \$	10 336 \$
07040	Sainte-Irène	2 150 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 150 \$	0 \$	0 \$	2 150 \$
07047	Amqui	106 286 \$	168 162 \$	22 214 \$	0 \$	136 282 \$	432 944 \$	675 \$	0 \$	433 619 \$
07057	Lac-au-Saumon	13 798 \$	0 \$	0 \$	0 \$	135 062 \$	148 860 \$	79 \$	0 \$	148 939 \$
07070	Saint-Tharcisius	4 440 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 440 \$	0 \$	0 \$	4 440 \$
07075	Saint-Vianney	4 035 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 035 \$	0 \$	0 \$	4 035 \$
07080	Val-Brillant	11 749 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	11 749 \$	871 \$	0 \$	12 620 \$
07085	Sayabec	12 428 \$	35 593 \$	0 \$	0 \$	6 011 \$	54 032 \$	0 \$	0 \$	54 032 \$
07095	Saint-Moïse	4 413 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 659 \$	6 072 \$	0 \$	0 \$	6 072 \$
07100	Saint-Noël	6 858 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 858 \$	0 \$	0 \$	6 858 \$
07105	Saint-Damase	3 299 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 299 \$	0 \$	0 \$	3 299 \$
08005	Les Méchins	18 345 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	18 345 \$	0 \$	0 \$	18 345 \$
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	1 309 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 309 \$	0 \$	0 \$	1 309 \$
08015	Grosses-Roches	4 587 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 587 \$	0 \$	0 \$	4 587 \$
08023	Sainte-Félicité	9 325 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	9 325 \$	0 \$	0 \$	9 325 \$
08030	Saint-Adelme	7 531 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 531 \$	0 \$	0 \$	7 531 \$
08035	Saint-René-de-Matane	17 876 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	17 876 \$	0 \$	0 \$	17 876 \$
08040	Sainte-Paule	2 325 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 325 \$	0 \$	0 \$	2 325 \$
08053	Matane	122 121 \$	262 443 \$	356 474 \$	0 \$	389 434 \$	1 130 472 \$	110 780 \$	0 \$	1 241 252 \$
08065	Saint-Léandre	3 663 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 663 \$	0 \$	0 \$	3 663 \$
08073	Saint-Ulric	12 746 \$	15 \$	0 \$	0 \$	0 \$	12 761 \$	0 \$	0 \$	12 761 \$
08080	Baie-des-Sables	8 165 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 165 \$	0 \$	0 \$	8 165 \$
09005	La Redemption	6 538 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 538 \$	0 \$	0 \$	6 538 \$
09010	Saint-Charles-Garnier	2 899 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 899 \$	0 \$	0 \$	2 899 \$
09015	Les Hauteurs	6 634 \$	14 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 648 \$	0 \$	0 \$	6 648 \$
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	6 354 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 354 \$	0 \$	0 \$	6 354 \$
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	10 598 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	10 598 \$	149 \$	0 \$	10 747 \$
09030	Saint-Donat	8 888 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 888 \$	0 \$	0 \$	8 888 \$
09035	Sainte-Angèle-de-Mérici	5 875 \$	1 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 876 \$	0 \$	0 \$	5 876 \$
09040	Padoue	7 711 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 711 \$	0 \$	0 \$	7 711 \$
09048	Métis-sur-Mer	9 810 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	9 810 \$	109 \$	0 \$	9 919 \$
09055	Saint-Octave-de-Métis	3 683 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 683 \$	0 \$	0 \$	3 683 \$
09065	Price	17 546 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	17 546 \$	201 \$	0 \$	17 747 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	0 \$	27 824 \$	0 \$	0 \$	0 \$	27 824 \$	89 \$	0 \$	27 913 \$
09077	Mont-Joli	66 611 \$	256 210 \$	0 \$	0 \$	531 478 \$	854 299 \$	2 778 \$	0 \$	857 077 \$
09092	Sainte-Luce	16 815 \$	3 949 \$	0 \$	0 \$	5 933 \$	26 697 \$	16 434 \$	0 \$	43 131 \$
10005	Esprit-Saint	2 372 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 372 \$	0 \$	0 \$	2 372 \$
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	8 022 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 022 \$	5 592 \$	0 \$	13 614 \$
10025	Saint-Marcellin	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 127 \$	0 \$	1 127 \$
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	12 367 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 114 \$	19 481 \$	0 \$	0 \$	19 481 \$
10043	Rimouski	268 761 \$	526 252 \$	932 633 \$	631 779 \$	1 165 897 \$	3 525 322 \$	79 402 \$	0 \$	3 604 724 \$
10060	Saint-Valérien	3 586 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 586 \$	0 \$	0 \$	3 586 \$
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	1 718 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 718 \$	5 788 \$	0 \$	7 506 \$
11005	Saint-Clément	4 023 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 023 \$	0 \$	0 \$	4 023 \$
11010	Saint-Jean-de-Dieu	24 744 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	24 744 \$	0 \$	0 \$	24 744 \$
11015	Sainte-Rita	8 532 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 532 \$	0 \$	0 \$	8 532 \$
11020	Saint-Guy	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	789 \$	0 \$	789 \$
11030	Sainte-Françoise	5 105 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 105 \$	0 \$	0 \$	5 105 \$
11035	Saint-Éloi	6 442 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 442 \$	0 \$	0 \$	6 442 \$
11040	Trois-Pistoles	43 579 \$	227 628 \$	0 \$	0 \$	154 503 \$	425 710 \$	0 \$	0 \$	425 710 \$
11045	Notre-Dame-des-Neiges	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	2 191 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 191 \$	0 \$	0 \$	2 191 \$
11055	Saint-Simon	5 060 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 060 \$	0 \$	0 \$	5 060 \$
12005	Saint-Cyprien	13 525 \$	0 \$	0 \$	0 \$	34 140 \$	47 665 \$	67 \$	0 \$	47 732 \$
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	15 207 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	15 207 \$	0 \$	0 \$	15 207 \$
12015	Saint-Antonin	25 439 \$	0 \$	0 \$	0 \$	21 737 \$	47 176 \$	270 \$	0 \$	47 446 \$
12020	Saint-Modeste	8 911 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 911 \$	84 643 \$	0 \$	93 554 \$
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	3 668 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 668 \$	0 \$	0 \$	3 668 \$
12030	Saint-Épiphanie	6 478 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 478 \$	94 \$	0 \$	6 572 \$
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	3 820 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 820 \$	0 \$	0 \$	3 820 \$
12043	L'Isle-Verte	26 644 \$	15 \$	0 \$	2 200 \$	5 052 \$	33 911 \$	1 273 \$	0 \$	35 184 \$
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 785 \$	1 785 \$	891 \$	0 \$	2 676 \$
12057	Cacouna	25 155 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	25 155 \$	1 138 \$	0 \$	26 293 \$
12065	Saint-Arsène	13 460 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	13 460 \$	0 \$	0 \$	13 460 \$
12072	Rivière-du-Loup	106 920 \$	520 271 \$	423 607 \$	0 \$	570 591 \$	1 621 389 \$	4 472 \$	0 \$	1 625 861 \$
12080	Notre-Dame-du-Portage	10 059 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	10 059 \$	4 611 \$	0 \$	14 670 \$
13005	Dégelis	7 512 \$	172 453 \$	0 \$	0 \$	8 469 \$	188 434 \$	16 018 \$	0 \$	204 452 \$
13010	Saint-Jean-de-la-Lande	0 \$	6 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 \$	0 \$	0 \$	6 \$
13015	Packington	8 068 \$	250 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 318 \$	0 \$	0 \$	8 318 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	4 412 \$	9 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 421 \$	0 \$	0 \$	4 421 \$
13025	Rivière-Bleue	22 437 \$	0 \$	0 \$	0 \$	30 332 \$	52 769 \$	0 \$	0 \$	52 769 \$
13030	Saint-Eusèbe	5 156 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 156 \$	48 \$	0 \$	5 204 \$
13040	Saint-Juste-du-Lac	11 573 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	11 573 \$	0 \$	0 \$	11 573 \$
13045	Auclair	7 839 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 839 \$	0 \$	0 \$	7 839 \$
13050	Lejeune	3 603 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 603 \$	1 022 \$	0 \$	4 625 \$
13055	Biencourt	5 066 \$	10 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 076 \$	0 \$	0 \$	5 076 \$
13060	Lac-des-Aigles	9 443 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	9 443 \$	0 \$	0 \$	9 443 \$
13065	Saint-Michel-du-Squatec	0 \$	81 244 \$	0 \$	0 \$	11 302 \$	92 546 \$	1 005 \$	0 \$	93 551 \$
13073	Témiscouata-sur-le-Lac	43 467 \$	132 849 \$	0 \$	0 \$	144 716 \$	321 032 \$	5 023 \$	0 \$	326 055 \$
13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	13 290 \$	1 \$	0 \$	0 \$	23 404 \$	36 695 \$	1 175 \$	0 \$	37 870 \$
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	1 819 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 819 \$	0 \$	0 \$	1 819 \$
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	8 798 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 798 \$	84 \$	0 \$	8 882 \$
13095	Pohénégamook	36 222 \$	112 766 \$	446 \$	0 \$	39 259 \$	188 693 \$	364 \$	0 \$	189 057 \$
13100	Saint-Athanase	2 583 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 583 \$	0 \$	0 \$	2 583 \$
14005	Mont-Carmel	5 938 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 938 \$	0 \$	0 \$	5 938 \$
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	3 685 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 685 \$	0 \$	0 \$	3 685 \$
14018	Saint-Pascal	40 199 \$	198 856 \$	0 \$	0 \$	25 779 \$	264 834 \$	0 \$	0 \$	264 834 \$
14025	Sainte-Hélène-de-Kamouraska	6 870 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 870 \$	0 \$	0 \$	6 870 \$
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	2 283 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 283 \$	0 \$	0 \$	2 283 \$
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	32 662 \$	0 \$	0 \$	0 \$	38 829 \$	71 491 \$	373 \$	0 \$	71 864 \$
14040	Saint-André	6 230 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 230 \$	122 \$	0 \$	6 352 \$
14050	Kamouraska	3 050 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 050 \$	0 \$	0 \$	3 050 \$
14055	Saint-Denis-De La Bouteillerie	3 983 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 983 \$	0 \$	0 \$	3 983 \$
14060	Saint-Philippe-de-Néri	7 110 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 110 \$	6 016 \$	0 \$	13 126 \$
14065	Rivière-Ouelle	6 358 \$	0 \$	0 \$	0 \$	27 721 \$	34 079 \$	0 \$	0 \$	34 079 \$
14070	Saint-Pacôme	12 714 \$	0 \$	0 \$	0 \$	52 116 \$	64 830 \$	782 \$	0 \$	65 612 \$
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	6 588 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 588 \$	0 \$	0 \$	6 588 \$
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	4 882 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 882 \$	22 \$	0 \$	4 904 \$
14085	La Pocatière	31 144 \$	291 055 \$	358 662 \$	0 \$	182 237 \$	863 098 \$	265 593 \$	0 \$	1 128 691 \$
15005	Saint-Irénée	5 143 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 143 \$	0 \$	0 \$	5 143 \$
15013	La Malbaie	76 316 \$	231 791 \$	26 273 \$	0 \$	239 862 \$	574 242 \$	3 026 \$	0 \$	577 268 \$
15025	Notre-Dame-des-Monts	7 268 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 268 \$	0 \$	0 \$	7 268 \$
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	5 649 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 649 \$	0 \$	0 \$	5 649 \$
15035	Clermont	31 450 \$	0 \$	0 \$	0 \$	53 322 \$	84 772 \$	3 819 \$	0 \$	88 591 \$
15058	Saint-Siméon	11 288 \$	0 \$	0 \$	0 \$	27 607 \$	38 895 \$	4 196 \$	0 \$	43 091 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
16005	Petite-Rivière-Saint-François	6 813 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 813 \$	3 636 \$	0 \$	10 449 \$
16013	Baie-Saint-Paul	63 251 \$	101 238 \$	0 \$	0 \$	370 922 \$	535 411 \$	0 \$	0 \$	535 411 \$
16023	L'Isle-aux-Coudres	0 \$	16 450 \$	0 \$	0 \$	0 \$	16 450 \$	1 184 \$	0 \$	17 634 \$
16048	Les Éboulements	5 602 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 602 \$	3 794 \$	0 \$	9 396 \$
16050	Saint-Hilarion	8 204 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 204 \$	0 \$	0 \$	8 204 \$
16055	Saint-Urbain	9 746 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	9 746 \$	0 \$	0 \$	9 746 \$
17010	Saint-Pamphile	17 221 \$	104 968 \$	0 \$	0 \$	20 193 \$	142 382 \$	0 \$	0 \$	142 382 \$
17015	Saint-Adalbert	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	405 \$	0 \$	405 \$
17020	Saint-Marcel	5 121 \$	2 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 123 \$	0 \$	0 \$	5 123 \$
17025	Sainte-Félicité	2 920 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 920 \$	0 \$	0 \$	2 920 \$
17030	Sainte-Perpétue	8 338 \$	0 \$	0 \$	0 \$	40 395 \$	48 733 \$	0 \$	0 \$	48 733 \$
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	5 448 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 448 \$	0 \$	0 \$	5 448 \$
17055	Saint-Aubert	3 252 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 252 \$	0 \$	0 \$	3 252 \$
17060	Sainte-Louise	6 002 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 002 \$	0 \$	0 \$	6 002 \$
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	7 477 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 477 \$	29 \$	0 \$	7 506 \$
17070	Saint-Jean-Port-Joli	16 297 \$	0 \$	0 \$	0 \$	89 291 \$	105 588 \$	1 324 \$	0 \$	106 912 \$
17078	L'Islet	15 071 \$	49 004 \$	0 \$	0 \$	42 723 \$	106 798 \$	929 \$	0 \$	107 727 \$
18005	Saint-Just-de-Bretenières	6 999 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 999 \$	0 \$	0 \$	6 999 \$
18015	Saint-Fabien-de-Panet	7 407 \$	0 \$	0 \$	0 \$	31 879 \$	39 286 \$	0 \$	0 \$	39 286 \$
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	5 388 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 388 \$	0 \$	0 \$	5 388 \$
18030	Saint-Paul-de-Montminy	7 916 \$	36 035 \$	0 \$	0 \$	0 \$	43 951 \$	0 \$	0 \$	43 951 \$
18045	Cap-Saint-Ignace	19 369 \$	0 \$	0 \$	0 \$	42 018 \$	61 387 \$	2 136 \$	0 \$	63 523 \$
18050	Montmagny	81 608 \$	328 715 \$	0 \$	0 \$	489 456 \$	899 779 \$	4 782 \$	0 \$	904 561 \$
18055	Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	11 366 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	11 366 \$	0 \$	0 \$	11 366 \$
18060	Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	16 084 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	16 084 \$	0 \$	0 \$	16 084 \$
18065	Berthier-sur-Mer	7 577 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 577 \$	0 \$	0 \$	7 577 \$
18070	Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	701 \$	701 \$	4 449 \$	0 \$	5 150 \$
19005	Saint-Philémon	6 190 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 190 \$	0 \$	0 \$	6 190 \$
19010	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	7 278 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 278 \$	198 \$	0 \$	7 476 \$
19020	Saint-Léon-de-Standon	9 061 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	9 061 \$	0 \$	0 \$	9 061 \$
19025	Saint-Malachie	6 480 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 480 \$	0 \$	0 \$	6 480 \$
19030	Saint-Damien-de-Buckland	47 598 \$	69 249 \$	0 \$	0 \$	2 445 \$	119 292 \$	5 \$	0 \$	119 297 \$
19037	Armagh	7 049 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 049 \$	0 \$	0 \$	7 049 \$
19045	Saint-Nérée-de-Bellechasse	11 023 \$	492 \$	0 \$	0 \$	0 \$	11 515 \$	0 \$	0 \$	11 515 \$
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	8 754 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 754 \$	0 \$	0 \$	8 754 \$
19055	Sainte-Claire	18 598 \$	0 \$	0 \$	0 \$	32 154 \$	50 752 \$	0 \$	0 \$	50 752 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
19062	Saint-Anselme	27 436 \$	107 665 \$	0 \$	0 \$	28 294 \$	163 395 \$	434 \$	0 \$	163 829 \$
19068	Saint-Henri	20 248 \$	14 779 \$	0 \$	0 \$	3 012 \$	38 039 \$	409 \$	0 \$	38 448 \$
19075	Saint-Gervais	15 306 \$	11 293 \$	0 \$	0 \$	25 251 \$	51 850 \$	0 \$	0 \$	51 850 \$
19082	Saint-Raphaël	14 142 \$	8 929 \$	0 \$	0 \$	27 917 \$	50 988 \$	0 \$	0 \$	50 988 \$
19090	La Durantaye	7 853 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 853 \$	14 \$	0 \$	7 867 \$
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	19 977 \$	40 573 \$	0 \$	0 \$	3 773 \$	64 323 \$	0 \$	0 \$	64 323 \$
19105	Beaumont	10 336 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 017 \$	13 353 \$	0 \$	0 \$	13 353 \$
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	7 767 \$	22 105 \$	0 \$	0 \$	0 \$	29 872 \$	13 476 \$	0 \$	43 348 \$
19117	Saint-Vallier	7 520 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 520 \$	0 \$	0 \$	7 520 \$
20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	5 833 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 833 \$	0 \$	0 \$	5 833 \$
20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	8 179 \$	0 \$	0 \$	0 \$	26 076 \$	34 255 \$	0 \$	0 \$	34 255 \$
21005	Saint-Tite-des-Caps	5 546 \$	7 704 \$	0 \$	0 \$	0 \$	13 250 \$	0 \$	0 \$	13 250 \$
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	9 629 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	9 629 \$	0 \$	0 \$	9 629 \$
21020	Saint-Joachim	6 761 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 761 \$	0 \$	0 \$	6 761 \$
21025	Beaupré	11 177 \$	69 126 \$	0 \$	0 \$	230 208 \$	310 511 \$	2 273 \$	0 \$	312 784 \$
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	14 574 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	14 574 \$	2 108 \$	0 \$	16 682 \$
21035	Château-Richer	17 304 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	17 304 \$	0 \$	0 \$	17 304 \$
21040	L'Ange-Gardien	17 821 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 451 \$	23 272 \$	0 \$	0 \$	23 272 \$
21045	Boischatel	19 702 \$	34 158 \$	0 \$	0 \$	6 547 \$	60 407 \$	996 \$	0 \$	61 403 \$
22005	Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	96 610 \$	73 405 \$	0 \$	0 \$	6 692 \$	176 707 \$	2 467 \$	0 \$	179 174 \$
22020	Shannon	34 599 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	34 599 \$	0 \$	0 \$	34 599 \$
22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	8 877 \$	19 191 \$	0 \$	0 \$	806 \$	28 874 \$	252 \$	0 \$	29 126 \$
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	52 243 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 136 \$	55 379 \$	23 725 \$	0 \$	79 104 \$
22040	Lac-Beauport	52 464 \$	4 004 \$	0 \$	0 \$	11 704 \$	68 172 \$	0 \$	0 \$	68 172 \$
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	59 132 \$	3 108 \$	0 \$	0 \$	5 392 \$	67 632 \$	0 \$	0 \$	67 632 \$
23027	Québec	4 303 621 \$	6 489 537 \$	3 605 192 \$	12 876 072 \$	15 748 397 \$	43 022 819 \$	4 785 025 \$	0 \$	47 807 844 \$
23057	L'Ancienne-Lorette	114 588 \$	148 391 \$	0 \$	0 \$	17 908 \$	280 887 \$	0 \$	0 \$	280 887 \$
23072	Saint-Augustin-de-Desmaures	175 787 \$	298 915 \$	536 639 \$	45 619 \$	34 153 \$	1 091 113 \$	34 551 \$	0 \$	1 125 664 \$
25213	Lévis	820 631 \$	1 417 458 \$	583 836 \$	247 568 \$	1 694 355 \$	4 763 848 \$	97 533 \$	0 \$	4 861 381 \$
26005	Frampton	3 869 \$	2 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 871 \$	17 \$	0 \$	3 888 \$
26010	Saints-Anges	5 605 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 605 \$	23 \$	0 \$	5 628 \$
26015	Vallée-Jonction	9 078 \$	0 \$	0 \$	0 \$	11 782 \$	20 860 \$	5 882 \$	0 \$	26 742 \$
26022	Saint-Elzéar	13 928 \$	504 \$	0 \$	2 241 \$	8 968 \$	25 641 \$	0 \$	0 \$	25 641 \$
26030	Sainte-Marie	75 346 \$	174 463 \$	0 \$	0 \$	167 581 \$	417 390 \$	9 587 \$	0 \$	426 977 \$
26035	Sainte-Marguerite	8 927 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 927 \$	0 \$	0 \$	8 927 \$
26040	Sainte-Hénédiène	4 946 \$	0 \$	0 \$	0 \$	19 321 \$	24 267 \$	1 527 \$	0 \$	25 794 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
26048	Scott	11 188 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	11 188 \$	5 006 \$	0 \$	16 194 \$
26055	Saint-Bernard	13 909 \$	1 \$	0 \$	0 \$	6 945 \$	20 855 \$	0 \$	0 \$	20 855 \$
26063	Saint-Isidore	10 460 \$	0 \$	0 \$	0 \$	21 977 \$	32 437 \$	0 \$	0 \$	32 437 \$
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	41 304 \$	0 \$	0 \$	0 \$	15 102 \$	56 406 \$	14 109 \$	0 \$	70 515 \$
27008	Saint-Victor	20 518 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 397 \$	23 915 \$	0 \$	0 \$	23 915 \$
27028	Beauceville	61 447 \$	134 600 \$	0 \$	0 \$	230 906 \$	426 953 \$	3 476 \$	0 \$	430 429 \$
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	10 056 \$	107 \$	0 \$	0 \$	0 \$	10 163 \$	392 \$	0 \$	10 555 \$
27043	Saint-Joseph-de-Beauce	34 870 \$	118 769 \$	0 \$	0 \$	24 448 \$	178 087 \$	3 766 \$	0 \$	181 853 \$
27050	Saint-Joseph-des-Érables	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	796 \$	0 \$	796 \$
27060	Tring-Jonction	8 930 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 930 \$	5 997 \$	0 \$	14 927 \$
27065	Saint-Frédéric	7 256 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 023 \$	15 279 \$	1 108 \$	0 \$	16 387 \$
27070	Saint-Séverin	19 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	19 \$	0 \$	0 \$	19 \$
28005	Saint-Zacharie	10 465 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	10 465 \$	0 \$	0 \$	10 465 \$
28015	Sainte-Aurélie	2 698 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 698 \$	0 \$	0 \$	2 698 \$
28020	Saint-Prosper	19 585 \$	96 215 \$	0 \$	0 \$	34 776 \$	150 576 \$	0 \$	0 \$	150 576 \$
28025	Saint-Benjamin	3 356 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 356 \$	0 \$	0 \$	3 356 \$
28030	Sainte-Rose-de-Watford	3 472 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 472 \$	815 \$	0 \$	4 287 \$
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	0 \$	14 \$	0 \$	0 \$	0 \$	14 \$	0 \$	0 \$	14 \$
28040	Saint-Cyprien	5 441 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 441 \$	0 \$	0 \$	5 441 \$
28045	Sainte-Justine	5 407 \$	34 825 \$	0 \$	0 \$	0 \$	40 232 \$	0 \$	0 \$	40 232 \$
28053	Lac-Étchemin	26 108 \$	0 \$	0 \$	0 \$	196 705 \$	222 813 \$	1 255 \$	0 \$	224 068 \$
28070	Saint-Camille-de-Lellis	10 551 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	10 551 \$	0 \$	0 \$	10 551 \$
28075	Saint-Magloire	8 293 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 293 \$	0 \$	0 \$	8 293 \$
29005	Saint-Théophile	4 058 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 058 \$	2 279 \$	0 \$	6 337 \$
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	12 253 \$	7 \$	0 \$	0 \$	4 393 \$	16 653 \$	0 \$	0 \$	16 653 \$
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	0 \$	4 074 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 074 \$	0 \$	0 \$	4 074 \$
29030	La Guadeloupe	15 656 \$	0 \$	0 \$	0 \$	18 244 \$	33 900 \$	0 \$	0 \$	33 900 \$
29038	Saint-Honoré-de-Shenley	9 067 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	9 067 \$	0 \$	0 \$	9 067 \$
29045	Saint-Martin	22 801 \$	88 261 \$	0 \$	0 \$	6 039 \$	117 101 \$	0 \$	0 \$	117 101 \$
29057	Saint-Côme--Linière	14 048 \$	12 \$	0 \$	0 \$	3 611 \$	17 671 \$	0 \$	0 \$	17 671 \$
29073	Saint-Georges	293 510 \$	540 915 \$	319 633 \$	0 \$	558 622 \$	1 712 680 \$	17 991 \$	0 \$	1 730 671 \$
29100	Saint-Benoît-Labre	6 247 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 247 \$	0 \$	0 \$	6 247 \$
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	19 614 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	19 614 \$	0 \$	0 \$	19 614 \$
29120	Notre-Dame-des-Pins	6 167 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 167 \$	1 330 \$	0 \$	7 497 \$
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	5 804 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 804 \$	3 864 \$	0 \$	9 668 \$
30010	Notre-Dame-des-Bois	4 862 \$	2 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 864 \$	1 525 \$	0 \$	6 389 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
30025	Frontenac	0 \$	30 \$	0 \$	0 \$	0 \$	30 \$	0 \$	0 \$	30 \$
30030	Lac-Mégantic	60 557 \$	178 156 \$	0 \$	0 \$	262 537 \$	501 250 \$	1 994 \$	0 \$	503 244 \$
30045	Nantes	5 392 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 392 \$	0 \$	0 \$	5 392 \$
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	5 859 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 859 \$	0 \$	0 \$	5 859 \$
30055	Audet	6 634 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 634 \$	0 \$	0 \$	6 634 \$
30070	Saint-Robert-Bellarmin	5 508 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 508 \$	0 \$	0 \$	5 508 \$
30072	Saint-Ludger	5 228 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 228 \$	0 \$	0 \$	5 228 \$
30080	Lac-Drolet	4 971 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 971 \$	0 \$	0 \$	4 971 \$
30085	Saint-Sébastien	6 675 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 675 \$	0 \$	0 \$	6 675 \$
30090	Courcelles	6 174 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 174 \$	290 \$	0 \$	6 464 \$
30095	Lambton	7 474 \$	0 \$	0 \$	0 \$	17 098 \$	24 572 \$	0 \$	0 \$	24 572 \$
30100	Saint-Romain	0 \$	9 566 \$	0 \$	0 \$	2 516 \$	12 082 \$	0 \$	0 \$	12 082 \$
30105	Stornoway	4 014 \$	7 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 021 \$	0 \$	0 \$	4 021 \$
30110	Stratford	4 794 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 794 \$	730 \$	0 \$	5 524 \$
31008	Beaulac-Garthby	5 677 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 677 \$	0 \$	0 \$	5 677 \$
31015	Disraeli	20 242 \$	131 318 \$	0 \$	0 \$	61 703 \$	213 263 \$	0 \$	0 \$	213 263 \$
31025	Saint-Jacques/Wolfestown	0 \$	17 \$	0 \$	0 \$	0 \$	17 \$	0 \$	0 \$	17 \$
31045	Saint-Joseph-de-Coleraine	9 633 \$	12 \$	0 \$	0 \$	0 \$	9 645 \$	1 089 \$	0 \$	10 734 \$
31050	Sainte-Praxède	0 \$	25 \$	0 \$	0 \$	0 \$	25 \$	18 908 \$	0 \$	18 933 \$
31056	Adstock	7 873 \$	14 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 887 \$	25 059 \$	0 \$	32 946 \$
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	5 636 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 636 \$	0 \$	0 \$	5 636 \$
31084	Thetford Mines	180 932 \$	594 928 \$	442 066 \$	0 \$	680 396 \$	1 898 322 \$	16 901 \$	0 \$	1 915 223 \$
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	0 \$	20 \$	0 \$	0 \$	0 \$	20 \$	0 \$	0 \$	20 \$
31122	East Broughton	20 351 \$	0 \$	0 \$	0 \$	18 889 \$	39 240 \$	0 \$	0 \$	39 240 \$
31135	Saint-Pierre-de-Broughton	6 270 \$	49 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 319 \$	0 \$	0 \$	6 319 \$
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	5 874 \$	47 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 921 \$	0 \$	0 \$	5 921 \$
32013	Saint-Ferdinand	11 127 \$	6 \$	0 \$	0 \$	48 716 \$	59 849 \$	177 \$	0 \$	60 026 \$
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	3 815 \$	3 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 818 \$	0 \$	0 \$	3 818 \$
32033	Princeville	46 717 \$	2 390 \$	0 \$	0 \$	8 308 \$	57 415 \$	341 \$	0 \$	57 756 \$
32040	Plessisville	27 146 \$	174 650 \$	0 \$	0 \$	107 901 \$	309 697 \$	0 \$	0 \$	309 697 \$
32045	Plessisville	6 454 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 454 \$	0 \$	0 \$	6 454 \$
32050	Saint-Pierre-Baptiste	3 993 \$	10 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 003 \$	0 \$	0 \$	4 003 \$
32058	Inverness	4 869 \$	63 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 932 \$	0 \$	0 \$	4 932 \$
32065	Lyster	5 140 \$	29 \$	0 \$	0 \$	14 998 \$	20 167 \$	0 \$	0 \$	20 167 \$
32072	Laurierville	5 047 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 047 \$	0 \$	0 \$	5 047 \$
32080	Notre-Dame-de-Lourdes	3 466 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 466 \$	0 \$	0 \$	3 466 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
32085	Villeroy	1 959 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 959 \$	0 \$	0 \$	1 959 \$
33007	Saint-Sylvestre	7 521 \$	78 \$	0 \$	0 \$	10 589 \$	18 188 \$	0 \$	0 \$	18 188 \$
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	5 483 \$	4 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 487 \$	0 \$	0 \$	5 487 \$
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	10 976 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	10 976 \$	0 \$	0 \$	10 976 \$
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	4 476 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 476 \$	0 \$	0 \$	4 476 \$
33035	Saint-Gilles	14 169 \$	0 \$	0 \$	0 \$	437 \$	14 606 \$	0 \$	0 \$	14 606 \$
33040	Dosquet	3 154 \$	35 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 189 \$	0 \$	0 \$	3 189 \$
33045	Saint-Agapit	20 226 \$	89 965 \$	0 \$	0 \$	0 \$	110 191 \$	0 \$	0 \$	110 191 \$
33052	Saint-Flavien	3 656 \$	0 \$	0 \$	0 \$	12 150 \$	15 806 \$	0 \$	0 \$	15 806 \$
33060	Laurier-Station	17 954 \$	0 \$	0 \$	0 \$	45 938 \$	63 892 \$	0 \$	0 \$	63 892 \$
33065	Saint-Janvier-de-Joly	3 904 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 904 \$	0 \$	0 \$	3 904 \$
33070	Val-Alain	5 694 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 694 \$	0 \$	0 \$	5 694 \$
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	5 338 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 338 \$	0 \$	0 \$	5 338 \$
33090	Saint-Apollinaire	14 180 \$	0 \$	0 \$	0 \$	15 683 \$	29 863 \$	0 \$	0 \$	29 863 \$
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	6 328 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 328 \$	0 \$	0 \$	6 328 \$
33102	Sainte-Croix	10 248 \$	113 495 \$	0 \$	0 \$	24 893 \$	148 636 \$	0 \$	0 \$	148 636 \$
33115	Lotbinière	1 989 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 989 \$	0 \$	0 \$	1 989 \$
33123	Leclercville	3 081 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 081 \$	0 \$	0 \$	3 081 \$
34007	Neuville	23 082 \$	0 \$	0 \$	0 \$	9 193 \$	32 275 \$	0 \$	0 \$	32 275 \$
34017	Pont-Rouge	62 147 \$	0 \$	0 \$	0 \$	87 605 \$	149 752 \$	0 \$	0 \$	149 752 \$
34025	Donncona	62 337 \$	210 130 \$	0 \$	0 \$	131 849 \$	404 316 \$	0 \$	0 \$	404 316 \$
34030	Cap-Santé	17 974 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 157 \$	19 131 \$	0 \$	0 \$	19 131 \$
34038	Saint-Basile	7 649 \$	7 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 656 \$	1 064 \$	0 \$	8 720 \$
34048	Portneuf	14 345 \$	3 \$	0 \$	0 \$	600 \$	14 948 \$	0 \$	0 \$	14 948 \$
34058	Deschambault-Grondines	6 222 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 222 \$	41 465 \$	0 \$	47 687 \$
34065	Saint-Marc-des-Carières	19 497 \$	81 181 \$	0 \$	0 \$	80 506 \$	181 184 \$	0 \$	0 \$	181 184 \$
34078	Saint-Casimir	13 674 \$	15 \$	0 \$	0 \$	49 061 \$	62 750 \$	0 \$	0 \$	62 750 \$
34090	Saint-Ubalde	6 240 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 240 \$	85 \$	0 \$	6 325 \$
34097	Saint-Alban	3 132 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 132 \$	0 \$	0 \$	3 132 \$
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	3 064 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 064 \$	0 \$	0 \$	3 064 \$
34128	Saint-Raymond	40 196 \$	86 415 \$	0 \$	0 \$	117 130 \$	243 741 \$	3 573 \$	0 \$	247 314 \$
34135	Rivière-à-Pierre	6 770 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 770 \$	1 028 \$	0 \$	7 798 \$
35005	Notre-Dame-de-Montauban	11 579 \$	8 \$	0 \$	0 \$	0 \$	11 587 \$	0 \$	0 \$	11 587 \$
35010	Lac-aux-Sables	8 540 \$	4 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 544 \$	5 106 \$	0 \$	13 650 \$
35015	Saint-Adelphe	9 690 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	9 690 \$	0 \$	0 \$	9 690 \$
35020	Saint-Séverin	6 086 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 086 \$	425 \$	0 \$	6 511 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
35027	Saint-Tite	12 412 \$	142 767 \$	0 \$	0 \$	45 270 \$	200 449 \$	0 \$	0 \$	200 449 \$
35035	Hérouxville	6 379 \$	36 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 415 \$	223 \$	0 \$	6 638 \$
35040	Grandes-Piles	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	22 556 \$	0 \$	22 556 \$
35045	Saint-Roch-de-Mékinac	2 880 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 880 \$	0 \$	0 \$	2 880 \$
35050	Sainte-Thècle	19 014 \$	0 \$	0 \$	0 \$	25 411 \$	44 425 \$	0 \$	0 \$	44 425 \$
35055	Trois-Rives	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 326 \$	0 \$	1 326 \$
36033	Shawinigan	416 291 \$	703 278 \$	362 757 \$	0 \$	1 175 200 \$	2 657 526 \$	13 674 \$	0 \$	2 671 200 \$
37067	Trois-Rivières	1 078 203 \$	1 957 376 \$	1 156 590 \$	2 315 202 \$	2 717 886 \$	9 225 257 \$	83 495 \$	0 \$	9 308 752 \$
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	14 399 \$	22 \$	0 \$	0 \$	28 623 \$	43 044 \$	1 992 \$	0 \$	45 036 \$
37210	Batiscan	2 916 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 916 \$	675 \$	0 \$	3 591 \$
37215	Sainte-Genève-de-Batiscan	4 642 \$	54 073 \$	0 \$	0 \$	16 257 \$	74 972 \$	3 646 \$	0 \$	78 618 \$
37220	Champlain	4 023 \$	0 \$	827 \$	0 \$	0 \$	4 850 \$	1 025 \$	0 \$	5 875 \$
37230	Saint-Maurice	8 770 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 197 \$	12 967 \$	416 \$	0 \$	13 383 \$
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	13 809 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 137 \$	21 946 \$	1 243 \$	0 \$	23 189 \$
37240	Saint-Narcisse	16 384 \$	0 \$	0 \$	0 \$	20 997 \$	37 381 \$	0 \$	0 \$	37 381 \$
37245	Saint-Stanislas	7 911 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 911 \$	0 \$	0 \$	7 911 \$
38005	Saint-Sylvestre	4 295 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 094 \$	5 389 \$	0 \$	0 \$	5 389 \$
38010	Bécancour	53 173 \$	1 \$	0 \$	0 \$	8 039 \$	61 213 \$	6 572 \$	0 \$	67 785 \$
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	0 \$	2 410 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 410 \$	0 \$	0 \$	2 410 \$
38028	Manseau	5 329 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 329 \$	0 \$	0 \$	5 329 \$
38035	Sainte-Françoise	4 053 \$	8 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 061 \$	0 \$	0 \$	4 061 \$
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	6 524 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 980 \$	9 504 \$	0 \$	0 \$	9 504 \$
38047	Fortierville	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	42 365 \$	42 365 \$	0 \$	0 \$	42 365 \$
38055	Parisville	0 \$	1 933 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 933 \$	0 \$	0 \$	1 933 \$
38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	5 543 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 543 \$	0 \$	0 \$	5 543 \$
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	6 214 \$	62 898 \$	0 \$	0 \$	16 173 \$	85 285 \$	0 \$	0 \$	85 285 \$
38070	Deschaillons-sur-Saint-Laurent	12 906 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 456 \$	17 362 \$	0 \$	0 \$	17 362 \$
39010	Ham-Nord	4 826 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 826 \$	0 \$	0 \$	4 826 \$
39025	Tingwick	5 286 \$	15 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 301 \$	0 \$	0 \$	5 301 \$
39030	Chesterville	8 832 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 832 \$	209 \$	0 \$	9 041 \$
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	6 060 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 060 \$	0 \$	0 \$	6 060 \$
39062	Victoriaville	378 789 \$	726 730 \$	448 780 \$	0 \$	890 931 \$	2 445 230 \$	16 570 \$	0 \$	2 461 800 \$
39077	Warwick	30 825 \$	63 991 \$	0 \$	0 \$	31 766 \$	126 582 \$	633 \$	0 \$	127 215 \$
39085	Saint-Albert	3 463 \$	19 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 482 \$	0 \$	0 \$	3 482 \$
39097	Kingsey Falls	15 322 \$	21 \$	0 \$	0 \$	0 \$	15 343 \$	97 \$	0 \$	15 440 \$
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	6 179 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 179 \$	0 \$	0 \$	6 179 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
39130	Saint-Samuel	2 384 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 384 \$	0 \$	0 \$	2 384 \$
39135	Saint-Valère	4 917 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 917 \$	0 \$	0 \$	4 917 \$
39145	Saint-Rosaire	4 499 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 499 \$	0 \$	0 \$	4 499 \$
39152	Daveluyville	21 467 \$	22 359 \$	0 \$	0 \$	2 594 \$	46 420 \$	1 828 \$	0 \$	48 248 \$
39170	Saint-Louis-de-Blandford	0 \$	9 \$	0 \$	0 \$	0 \$	9 \$	0 \$	0 \$	9 \$
40010	Saint-Adrien	3 171 \$	3 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 174 \$	0 \$	0 \$	3 174 \$
40017	Wotton	6 088 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 274 \$	11 362 \$	0 \$	0 \$	11 362 \$
40025	Saint-Camille	2 493 \$	4 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 497 \$	0 \$	0 \$	2 497 \$
40032	Saint-Georges-de-Windsor	6 918 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 918 \$	0 \$	0 \$	6 918 \$
40043	Asbestos	52 271 \$	100 043 \$	0 \$	0 \$	192 551 \$	344 865 \$	0 \$	0 \$	344 865 \$
40047	Danville	29 743 \$	1 \$	0 \$	0 \$	1 368 \$	31 112 \$	0 \$	0 \$	31 112 \$
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	5 864 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 864 \$	0 \$	0 \$	5 864 \$
41027	La Patrie	7 282 \$	0 \$	0 \$	5 522 \$	3 713 \$	16 517 \$	2 023 \$	0 \$	18 540 \$
41038	Cookshire-Eaton	26 075 \$	610 \$	0 \$	4 287 \$	6 357 \$	37 329 \$	487 \$	0 \$	37 816 \$
41055	Ascot Corner	9 953 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 044 \$	12 997 \$	2 098 \$	0 \$	15 095 \$
41060	East Angus	45 478 \$	114 644 \$	0 \$	0 \$	32 679 \$	192 801 \$	21 504 \$	0 \$	214 305 \$
41065	Westbury	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 075 \$	0 \$	1 075 \$
41070	Bury	2 804 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 804 \$	0 \$	0 \$	2 804 \$
41080	Scotstown	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	139 \$	0 \$	139 \$
41098	Weedon	9 350 \$	0 \$	0 \$	0 \$	46 011 \$	55 361 \$	11 208 \$	0 \$	66 569 \$
41117	Dudswell	3 629 \$	4 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 633 \$	0 \$	0 \$	3 633 \$
42005	Stoke	13 244 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 240 \$	14 484 \$	0 \$	0 \$	14 484 \$
42020	Saint-François-Xavier-Brompton	6 437 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 437 \$	0 \$	0 \$	6 437 \$
42025	Saint-Denis-de-Brompton	17 337 \$	30 \$	0 \$	0 \$	4 353 \$	21 720 \$	2 634 \$	0 \$	24 354 \$
42032	Racine	3 038 \$	6 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 044 \$	0 \$	0 \$	3 044 \$
42040	Bonsecours	3 336 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 336 \$	0 \$	0 \$	3 336 \$
42045	Lawrenceville	1 989 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 989 \$	0 \$	0 \$	1 989 \$
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	3 836 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 836 \$	0 \$	0 \$	3 836 \$
42055	Valcourt	29 246 \$	30 494 \$	0 \$	0 \$	46 504 \$	106 244 \$	0 \$	0 \$	106 244 \$
42075	Melbourne	15 \$	15 \$	0 \$	0 \$	0 \$	30 \$	0 \$	0 \$	30 \$
42088	Windsor	35 480 \$	130 851 \$	0 \$	0 \$	66 979 \$	233 310 \$	0 \$	0 \$	233 310 \$
42098	Richmond	52 562 \$	66 009 \$	0 \$	0 \$	63 086 \$	181 657 \$	559 \$	0 \$	182 216 \$
42100	Saint-Claude	5 825 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 825 \$	0 \$	0 \$	5 825 \$
42110	Cleveland	0 \$	6 269 \$	0 \$	0 \$	44 017 \$	50 286 \$	0 \$	0 \$	50 286 \$
43027	Sherbrooke	1 045 697 \$	2 226 119 \$	1 159 183 \$	5 840 213 \$	5 052 176 \$	15 323 388 \$	45 451 \$	0 \$	15 368 839 \$
44003	Saint-Malo	4 126 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 126 \$	0 \$	0 \$	4 126 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
44005	Saint-Venant-de-Paquette	0 \$	14 \$	0 \$	0 \$	0 \$	14 \$	0 \$	0 \$	14 \$
44010	East Hereford	2 037 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 037 \$	55 \$	0 \$	2 092 \$
44015	Saint-Herménégilde	0 \$	7 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 \$	0 \$	0 \$	7 \$
44023	Dixville	5 028 \$	0 \$	0 \$	0 \$	10 297 \$	15 325 \$	0 \$	0 \$	15 325 \$
44037	Coaticook	54 125 \$	234 361 \$	0 \$	0 \$	119 179 \$	407 665 \$	83 365 \$	0 \$	491 030 \$
44045	Barnston-Ouest	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
44050	Stanstead-Est	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	211 \$	0 \$	211 \$
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	4 034 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 034 \$	708 \$	0 \$	4 742 \$
44060	Martinville	2 699 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 699 \$	0 \$	0 \$	2 699 \$
44071	Compton	11 062 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 229 \$	13 291 \$	0 \$	0 \$	13 291 \$
44080	Waterville	15 105 \$	59 344 \$	0 \$	0 \$	0 \$	74 449 \$	0 \$	0 \$	74 449 \$
45008	Stanstead	33 117 \$	98 387 \$	0 \$	0 \$	2 374 \$	133 878 \$	719 \$	0 \$	134 597 \$
45025	Stanstead	1 \$	493 \$	0 \$	0 \$	0 \$	494 \$	0 \$	0 \$	494 \$
45030	Potton	6 112 \$	3 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 115 \$	295 \$	0 \$	6 410 \$
45035	Ayer's Cliff	7 805 \$	29 080 \$	0 \$	0 \$	2 463 \$	39 348 \$	0 \$	0 \$	39 348 \$
45043	Hatley	0 \$	124 \$	0 \$	0 \$	0 \$	124 \$	0 \$	0 \$	124 \$
45050	North Hatley	11 470 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	11 470 \$	0 \$	0 \$	11 470 \$
45055	Hatley	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 135 \$	0 \$	1 135 \$
45060	Sainte-Catherine-de-Hatley	3 506 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 506 \$	131 \$	0 \$	3 637 \$
45072	Magog	106 435 \$	252 498 \$	0 \$	0 \$	408 810 \$	767 743 \$	3 137 \$	0 \$	770 880 \$
45085	Austin	0 \$	0 \$	0 \$	17 665 \$	0 \$	17 665 \$	17 \$	0 \$	17 682 \$
45093	Eastman	7 814 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 010 \$	10 824 \$	0 \$	0 \$	10 824 \$
45095	Bolton-Est	0 \$	16 \$	0 \$	1 685 \$	0 \$	1 701 \$	0 \$	0 \$	1 701 \$
45115	Orford	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	75 173 \$	0 \$	75 173 \$
46010	Frelighsburg	4 445 \$	38 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 483 \$	0 \$	0 \$	4 483 \$
46017	Saint-Armand	2 030 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 030 \$	2 121 \$	0 \$	4 151 \$
46025	Pike River	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	119 \$	0 \$	119 \$
46035	Bedford	70 499 \$	0 \$	0 \$	0 \$	81 655 \$	152 154 \$	0 \$	0 \$	152 154 \$
46045	Stanbridge East	0 \$	12 \$	0 \$	0 \$	0 \$	12 \$	0 \$	0 \$	12 \$
46050	Dunham	10 246 \$	55 \$	0 \$	0 \$	0 \$	10 301 \$	0 \$	0 \$	10 301 \$
46058	Sutton	12 372 \$	303 \$	0 \$	0 \$	31 516 \$	44 191 \$	0 \$	0 \$	44 191 \$
46065	Bolton-Ouest	0 \$	16 \$	0 \$	0 \$	0 \$	16 \$	0 \$	0 \$	16 \$
46075	Lac-Brome	26 370 \$	2 \$	0 \$	1 959 \$	5 220 \$	33 551 \$	0 \$	0 \$	33 551 \$
46078	Bromont	56 478 \$	0 \$	0 \$	388 606 \$	0 \$	445 084 \$	0 \$	0 \$	445 084 \$
46080	Cowansville	65 589 \$	360 096 \$	0 \$	0 \$	357 199 \$	782 884 \$	0 \$	0 \$	782 884 \$
46085	East Farnham	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	163 \$	0 \$	163 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
46090	Brigham	0 \$	10 \$	0 \$	0 \$	11 441 \$	11 451 \$	239 \$	0 \$	11 690 \$
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	3 303 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 303 \$	0 \$	0 \$	3 303 \$
46105	Sainte-Sabine	0 \$	5 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 \$	0 \$	0 \$	5 \$
46112	Farnham	54 889 \$	103 195 \$	0 \$	0 \$	88 534 \$	246 618 \$	830 \$	0 \$	247 448 \$
47010	Saint-Alphonse-de-Granby	16 418 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	16 418 \$	0 \$	0 \$	16 418 \$
47017	Granby	290 879 \$	509 187 \$	120 340 \$	0 \$	508 123 \$	1 428 529 \$	1 294 \$	0 \$	1 429 823 \$
47025	Waterloo	70 991 \$	66 513 \$	0 \$	0 \$	32 987 \$	170 491 \$	4 091 \$	0 \$	174 582 \$
47035	Shefford	0 \$	26 \$	0 \$	0 \$	15 524 \$	15 550 \$	18 432 \$	0 \$	33 982 \$
47040	Saint-Joachim-de-Shefford	4 880 \$	8 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 888 \$	2 751 \$	0 \$	7 639 \$
47047	Roxton Pond	22 351 \$	5 \$	0 \$	0 \$	7 245 \$	29 601 \$	151 473 \$	0 \$	181 074 \$
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	13 430 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 820 \$	16 250 \$	0 \$	0 \$	16 250 \$
48010	Roxton Falls	20 565 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	20 565 \$	0 \$	0 \$	20 565 \$
48020	Sainte-Christine	2 439 \$	31 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 470 \$	0 \$	0 \$	2 470 \$
48028	Acton Vale	34 989 \$	152 096 \$	0 \$	0 \$	80 293 \$	267 378 \$	575 \$	0 \$	267 953 \$
48038	Upton	7 842 \$	1 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 843 \$	0 \$	0 \$	7 843 \$
48045	Saint-Théodore-d'Acton	3 428 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 428 \$	0 \$	0 \$	3 428 \$
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	3 995 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 995 \$	0 \$	0 \$	3 995 \$
49005	Saint-Félix-de-Kingsey	5 530 \$	7 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 537 \$	0 \$	0 \$	5 537 \$
49015	Durham-Sud	3 266 \$	1 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 267 \$	41 \$	0 \$	3 308 \$
49020	Lefebvre	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
49025	L'Avenir	2 280 \$	22 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 302 \$	278 \$	0 \$	2 580 \$
49040	Wickham	8 195 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 195 \$	0 \$	0 \$	8 195 \$
49048	Saint-Germain-de-Grantham	26 804 \$	27 263 \$	0 \$	0 \$	4 523 \$	58 590 \$	0 \$	0 \$	58 590 \$
49058	Drummondville	425 576 \$	721 133 \$	222 946 \$	0 \$	880 055 \$	2 249 710 \$	1 629 \$	0 \$	2 251 339 \$
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	12 586 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	12 586 \$	0 \$	0 \$	12 586 \$
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	8 495 \$	0 \$	0 \$	0 \$	21 645 \$	30 140 \$	0 \$	0 \$	30 140 \$
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	2 618 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 618 \$	0 \$	0 \$	2 618 \$
49095	Saint-Majorique-de-Grantham	11 024 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	11 024 \$	0 \$	0 \$	11 024 \$
49105	Saint-Eugène	1 874 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 874 \$	0 \$	0 \$	1 874 \$
49113	Saint-Guillaume	4 189 \$	2 866 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 055 \$	0 \$	0 \$	7 055 \$
49125	Saint-Bonaventure	2 537 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 537 \$	0 \$	0 \$	2 537 \$
50005	Sainte-Eulalie	5 350 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 350 \$	0 \$	0 \$	5 350 \$
50013	Aston-Jonction	2 542 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 542 \$	371 \$	0 \$	2 913 \$
50023	Saint-Wenceslas	8 250 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 250 \$	0 \$	0 \$	8 250 \$
50030	Saint-Célestin	11 932 \$	0 \$	0 \$	0 \$	47 924 \$	59 856 \$	0 \$	0 \$	59 856 \$
50035	Saint-Célestin	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 042 \$	0 \$	4 042 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
50042	Saint-Léonard-d'Aston	14 563 \$	61 203 \$	0 \$	0 \$	0 \$	75 766 \$	201 \$	0 \$	75 967 \$
50050	Sainte-Perpétue	5 318 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 318 \$	0 \$	0 \$	5 318 \$
50057	Sainte-Monique	9 410 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	9 410 \$	0 \$	0 \$	9 410 \$
50072	Nicolet	52 201 \$	293 987 \$	0 \$	0 \$	208 208 \$	554 396 \$	986 404 \$	0 \$	1 540 800 \$
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	6 692 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 692 \$	0 \$	0 \$	6 692 \$
50100	Baie-du-Febvre	8 016 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 016 \$	0 \$	0 \$	8 016 \$
50113	Pierreville	17 368 \$	0 \$	0 \$	0 \$	37 183 \$	54 551 \$	1 091 \$	0 \$	55 642 \$
50128	Saint-François-du-Lac	12 854 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	12 854 \$	102 \$	0 \$	12 956 \$
51008	Maskinongé	5 482 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 482 \$	7 762 \$	0 \$	13 244 \$
51015	Louiseville	68 297 \$	152 958 \$	0 \$	0 \$	329 363 \$	550 618 \$	5 885 \$	0 \$	556 503 \$
51020	Yamachiche	15 054 \$	6 \$	0 \$	0 \$	0 \$	15 060 \$	423 \$	0 \$	15 483 \$
51025	Saint-Barnabé	1 894 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 894 \$	0 \$	0 \$	1 894 \$
51035	Saint-Léon-le-Grand	4 804 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 804 \$	0 \$	0 \$	4 804 \$
51040	Sainte-Ursule	6 448 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 574 \$	8 022 \$	0 \$	0 \$	8 022 \$
51045	Saint-Justin	5 284 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 284 \$	59 \$	0 \$	5 343 \$
51060	Saint-Paulin	13 273 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	13 273 \$	0 \$	0 \$	13 273 \$
51065	Saint-Alexis-des-Monts	20 986 \$	2 \$	0 \$	0 \$	0 \$	20 988 \$	0 \$	0 \$	20 988 \$
51070	Saint-Mathieu-du-Parc	11 913 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	11 913 \$	0 \$	0 \$	11 913 \$
51075	Saint-Élie-de-Caxton	4 842 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 842 \$	106 \$	0 \$	4 948 \$
51080	Charette	11 810 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	11 810 \$	0 \$	0 \$	11 810 \$
51085	Saint-Boniface	23 356 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 801 \$	32 157 \$	656 \$	0 \$	32 813 \$
51090	Saint-Étienne-des-Grès	17 860 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 506 \$	21 366 \$	115 \$	0 \$	21 481 \$
52007	Lavaltrie	113 812 \$	70 723 \$	0 \$	0 \$	22 884 \$	207 419 \$	0 \$	0 \$	207 419 \$
52017	Lanoraie	19 506 \$	0 \$	0 \$	0 \$	36 225 \$	55 731 \$	85 \$	0 \$	55 816 \$
52030	Sainte-Élisabeth	2 950 \$	0 \$	0 \$	0 \$	24 021 \$	26 971 \$	0 \$	0 \$	26 971 \$
52035	Berthierville	33 058 \$	146 025 \$	0 \$	0 \$	10 752 \$	189 835 \$	995 \$	0 \$	190 830 \$
52040	Sainte-Geneviève-de-Berthier	8 583 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 583 \$	56 507 \$	0 \$	65 090 \$
52045	Saint-Ignace-de-Loyola	2 479 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 479 \$	0 \$	0 \$	2 479 \$
52055	Saint-Barthélemy	8 500 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 500 \$	0 \$	0 \$	8 500 \$
52062	Saint-Cuthbert	7 724 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 724 \$	0 \$	0 \$	7 724 \$
52070	Saint-Norbert	2 893 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 893 \$	0 \$	0 \$	2 893 \$
52080	Saint-Gabriel	0 \$	27 778 \$	0 \$	0 \$	60 404 \$	88 182 \$	0 \$	0 \$	88 182 \$
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	0 \$	32 108 \$	0 \$	0 \$	0 \$	32 108 \$	0 \$	0 \$	32 108 \$
52090	Saint-Didace	2 673 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 673 \$	0 \$	0 \$	2 673 \$
52095	Mandeville	3 296 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 296 \$	545 \$	0 \$	3 841 \$
53005	Saint-David	6 215 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 215 \$	0 \$	0 \$	6 215 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
53010	Massueville	12 090 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	12 090 \$	0 \$	0 \$	12 090 \$
53020	Saint-Robert	5 741 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 741 \$	0 \$	0 \$	5 741 \$
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	3 812 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 812 \$	0 \$	0 \$	3 812 \$
53032	Saint-Ours	8 841 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 841 \$	117 \$	0 \$	8 958 \$
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	4 565 \$	1 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 566 \$	217 \$	0 \$	4 783 \$
53050	Saint-Joseph-de-Sorel	18 256 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 183 \$	22 439 \$	0 \$	0 \$	22 439 \$
53052	Sorel-Tracy	197 910 \$	519 722 \$	186 651 \$	0 \$	819 409 \$	1 723 692 \$	11 381 \$	0 \$	1 735 073 \$
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	13 471 \$	10 \$	0 \$	0 \$	0 \$	13 481 \$	225 \$	0 \$	13 706 \$
53072	Yamaska	7 220 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 748 \$	10 968 \$	269 \$	0 \$	11 237 \$
54008	Saint-Pie	30 323 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 286 \$	36 609 \$	237 \$	0 \$	36 846 \$
54017	Saint-Damase	13 256 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 844 \$	18 100 \$	0 \$	0 \$	18 100 \$
54025	Sainte-Madeleine	20 230 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 914 \$	29 144 \$	0 \$	0 \$	29 144 \$
54030	Sainte-Marie-Madeleine	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 996 \$	0 \$	1 996 \$
54035	La Présentation	7 124 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 549 \$	12 673 \$	0 \$	0 \$	12 673 \$
54048	Saint-Hyacinthe	251 508 \$	1 005 710 \$	532 552 \$	701 087 \$	1 219 166 \$	3 710 023 \$	1 255 259 \$	0 \$	4 965 282 \$
54060	Saint-Dominique	8 539 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 350 \$	13 889 \$	0 \$	0 \$	13 889 \$
54065	Saint-Valérien-de-Milton	9 074 \$	10 \$	0 \$	0 \$	0 \$	9 084 \$	0 \$	0 \$	9 084 \$
54072	Saint-Liboire	9 264 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 038 \$	13 302 \$	0 \$	0 \$	13 302 \$
54090	Saint-Simon	5 247 \$	4 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 251 \$	0 \$	0 \$	5 251 \$
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	5 175 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 175 \$	307 \$	0 \$	5 482 \$
54100	Saint-Hugues	4 941 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 794 \$	9 735 \$	1 003 \$	0 \$	10 738 \$
54105	Saint-Barnabé-Sud	2 732 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 732 \$	0 \$	0 \$	2 732 \$
54110	Saint-Jude	7 188 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 188 \$	0 \$	0 \$	7 188 \$
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	1 827 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 827 \$	0 \$	0 \$	1 827 \$
54120	Saint-Louis	3 608 \$	4 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 612 \$	0 \$	0 \$	3 612 \$
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	4 601 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 601 \$	0 \$	0 \$	4 601 \$
55008	Ange-Gardien	14 676 \$	0 \$	0 \$	0 \$	15 302 \$	29 978 \$	281 \$	0 \$	30 259 \$
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	8 690 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 372 \$	12 062 \$	0 \$	0 \$	12 062 \$
55023	Saint-Césaire	29 721 \$	62 242 \$	0 \$	0 \$	16 973 \$	108 936 \$	0 \$	0 \$	108 936 \$
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	7 324 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 324 \$	0 \$	0 \$	7 324 \$
55037	Rougemont	6 678 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 144 \$	8 822 \$	0 \$	0 \$	8 822 \$
55048	Marieville	96 829 \$	3 780 \$	0 \$	0 \$	104 013 \$	204 622 \$	1 713 \$	0 \$	206 335 \$
55057	Richelieu	26 645 \$	0 \$	0 \$	0 \$	35 860 \$	62 505 \$	4 106 \$	0 \$	66 611 \$
55065	Saint-Mathias-sur-Richelieu	18 650 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	18 650 \$	484 \$	0 \$	19 134 \$
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	5 458 \$	16 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 474 \$	0 \$	0 \$	5 474 \$
56015	Noyan	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	25 \$	0 \$	25 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
56023	Lacolle	12 806 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	12 806 \$	0 \$	0 \$	12 806 \$
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	5 346 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 346 \$	0 \$	0 \$	5 346 \$
56042	Henryville	5 023 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 020 \$	8 043 \$	0 \$	0 \$	8 043 \$
56050	Saint-Sébastien	1 892 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 892 \$	0 \$	0 \$	1 892 \$
56055	Saint-Alexandre	11 951 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	11 951 \$	0 \$	0 \$	11 951 \$
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	9 950 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	9 950 \$	0 \$	0 \$	9 950 \$
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	5 096 \$	5 \$	0 \$	0 \$	4 776 \$	9 877 \$	0 \$	0 \$	9 877 \$
56083	Saint-Jean-sur-Richelieu	559 252 \$	727 175 \$	339 847 \$	0 \$	694 186 \$	2 320 460 \$	16 351 \$	0 \$	2 336 811 \$
56097	Mont-Saint-Grégoire	6 943 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 943 \$	0 \$	0 \$	6 943 \$
56105	Sainte-Brigide-d'Iberville	8 851 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 851 \$	0 \$	0 \$	8 851 \$
57005	Chambly	146 365 \$	85 636 \$	0 \$	0 \$	230 564 \$	462 565 \$	145 \$	0 \$	462 710 \$
57010	Carignan	80 312 \$	0 \$	0 \$	0 \$	9 954 \$	90 266 \$	0 \$	0 \$	90 266 \$
57020	Saint-Basile-le-Grand	128 576 \$	206 \$	0 \$	0 \$	26 429 \$	155 211 \$	2 535 \$	0 \$	157 746 \$
57025	McMasterville	17 529 \$	137 487 \$	0 \$	0 \$	24 757 \$	179 773 \$	0 \$	0 \$	179 773 \$
57030	Otterburn Park	52 801 \$	0 \$	0 \$	0 \$	14 981 \$	67 782 \$	0 \$	0 \$	67 782 \$
57033	Saint-Jean-Baptiste	18 649 \$	0 \$	0 \$	71 \$	6 991 \$	25 711 \$	0 \$	0 \$	25 711 \$
57035	Mont-Saint-Hilaire	85 014 \$	146 264 \$	0 \$	59 177 \$	39 951 \$	330 406 \$	7 210 \$	0 \$	337 616 \$
57040	Beloeil	246 474 \$	144 148 \$	0 \$	0 \$	158 624 \$	549 246 \$	48 \$	0 \$	549 294 \$
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	10 356 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 889 \$	13 245 \$	0 \$	0 \$	13 245 \$
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	4 198 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 198 \$	0 \$	0 \$	4 198 \$
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	6 152 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 543 \$	9 695 \$	0 \$	0 \$	9 695 \$
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	13 390 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	13 390 \$	0 \$	0 \$	13 390 \$
58007	Brossard	289 738 \$	269 835 \$	0 \$	0 \$	133 085 \$	692 658 \$	147 979 \$	0 \$	840 637 \$
58012	Saint-Lambert	108 521 \$	513 767 \$	295 021 \$	0 \$	77 086 \$	994 395 \$	0 \$	0 \$	994 395 \$
58033	Boucherville	175 758 \$	155 450 \$	0 \$	0 \$	75 688 \$	406 896 \$	106 139 \$	0 \$	513 035 \$
58037	Saint-Bruno-de-Montarville	152 345 \$	282 362 \$	0 \$	0 \$	97 122 \$	531 829 \$	23 404 \$	0 \$	555 233 \$
58227	Longueuil	1 209 817 \$	1 952 834 \$	993 149 \$	819 611 \$	3 059 669 \$	8 035 080 \$	143 170 \$	0 \$	8 178 250 \$
59010	Sainte-Julie	227 680 \$	228 776 \$	0 \$	0 \$	54 667 \$	511 123 \$	327 \$	0 \$	511 450 \$
59015	Saint-Amable	131 316 \$	31 571 \$	0 \$	0 \$	24 713 \$	187 600 \$	0 \$	0 \$	187 600 \$
59020	Varennnes	171 161 \$	178 422 \$	0 \$	82 740 \$	102 604 \$	534 927 \$	778 \$	0 \$	535 705 \$
59025	Verchères	23 305 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 644 \$	31 949 \$	196 \$	0 \$	32 145 \$
59035	Contrecoeur	59 135 \$	175 \$	0 \$	0 \$	49 307 \$	108 617 \$	2 524 \$	0 \$	111 141 \$
60005	Charlemagne	30 697 \$	0 \$	0 \$	0 \$	9 286 \$	39 983 \$	1 772 \$	0 \$	41 755 \$
60013	Repentigny	777 098 \$	725 034 \$	35 691 \$	0 \$	637 370 \$	2 175 193 \$	1 001 \$	0 \$	2 176 194 \$
60020	Saint-Sulpice	15 673 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	15 673 \$	486 \$	0 \$	16 159 \$
60028	L'Assomption	117 605 \$	466 247 \$	233 359 \$	0 \$	175 454 \$	992 665 \$	392 \$	0 \$	993 057 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
60035	L'Épiphanie	49 139 \$	530 \$	0 \$	0 \$	11 888 \$	61 557 \$	0 \$	0 \$	61 557 \$
61005	Saint-Paul	52 500 \$	2 \$	0 \$	0 \$	8 362 \$	60 864 \$	182 \$	0 \$	61 046 \$
61013	Crabtree	16 758 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 716 \$	23 474 \$	0 \$	0 \$	23 474 \$
61025	Joliette	139 968 \$	493 925 \$	393 792 \$	0 \$	263 907 \$	1 291 592 \$	119 237 \$	0 \$	1 410 829 \$
61027	Saint-Thomas	8 066 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 419 \$	13 485 \$	239 \$	0 \$	13 724 \$
61030	Notre-Dame-des-Prairies	28 150 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 797 \$	32 947 \$	0 \$	0 \$	32 947 \$
61035	Saint-Charles-Borromée	127 500 \$	2 727 \$	0 \$	0 \$	937 571 \$	1 067 798 \$	0 \$	0 \$	1 067 798 \$
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	13 828 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	13 828 \$	0 \$	0 \$	13 828 \$
61045	Notre-Dame-de-Lourdes	7 802 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 802 \$	0 \$	0 \$	7 802 \$
61050	Sainte-Mélanie	7 553 \$	157 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 710 \$	0 \$	0 \$	7 710 \$
62007	Saint-Félix-de-Valois	25 972 \$	98 264 \$	0 \$	0 \$	5 093 \$	129 329 \$	0 \$	0 \$	129 329 \$
62015	Saint-Jean-de-Matha	15 667 \$	0 \$	0 \$	0 \$	81 118 \$	96 785 \$	0 \$	0 \$	96 785 \$
62020	Sainte-Béatrix	5 305 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 305 \$	0 \$	0 \$	5 305 \$
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	8 204 \$	4 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 208 \$	0 \$	0 \$	8 208 \$
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	3 640 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 640 \$	0 \$	0 \$	3 640 \$
62037	Rawdon	73 080 \$	93 852 \$	0 \$	0 \$	8 602 \$	175 534 \$	0 \$	0 \$	175 534 \$
62047	Chertsey	20 011 \$	61 \$	0 \$	5 141 \$	5 992 \$	31 205 \$	0 \$	0 \$	31 205 \$
62053	Entrelacs	2 638 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 638 \$	0 \$	0 \$	2 638 \$
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	2 922 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 922 \$	0 \$	0 \$	2 922 \$
62060	Saint-Donat	8 768 \$	6 237 \$	0 \$	0 \$	32 953 \$	47 958 \$	0 \$	0 \$	47 958 \$
62065	Saint-Côme	3 534 \$	51 \$	0 \$	0 \$	4 748 \$	8 333 \$	0 \$	0 \$	8 333 \$
62070	Sainte-Émérie-de-l'Énergie	4 320 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 320 \$	0 \$	0 \$	4 320 \$
62075	Saint-Damien	5 631 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 631 \$	542 \$	0 \$	6 173 \$
62080	Saint-Zénon	3 080 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 080 \$	0 \$	0 \$	3 080 \$
62085	Saint-Michel-des-Saints	7 366 \$	14 586 \$	0 \$	0 \$	20 578 \$	42 530 \$	1 098 \$	0 \$	43 628 \$
63005	Sainte-Marie-Salomé	4 067 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 067 \$	0 \$	0 \$	4 067 \$
63013	Saint-Jacques	28 530 \$	107 766 \$	0 \$	0 \$	27 768 \$	164 064 \$	58 \$	0 \$	164 122 \$
63023	Saint-Alexis	9 206 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	9 206 \$	0 \$	0 \$	9 206 \$
63030	Saint-Esprit	12 496 \$	5 669 \$	0 \$	0 \$	5 595 \$	23 760 \$	0 \$	0 \$	23 760 \$
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	24 938 \$	101 200 \$	0 \$	0 \$	6 341 \$	132 479 \$	274 \$	0 \$	132 753 \$
63040	Saint-Roch-Ouest	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	90 \$	0 \$	90 \$
63048	Saint-Lin--Laurentides	150 830 \$	37 167 \$	0 \$	0 \$	70 859 \$	258 856 \$	669 \$	0 \$	259 525 \$
63055	Saint-Calixte	41 796 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 360 \$	48 156 \$	0 \$	0 \$	48 156 \$
63060	Sainte-Julienne	69 392 \$	101 273 \$	0 \$	0 \$	14 680 \$	185 345 \$	0 \$	0 \$	185 345 \$
63065	Saint-Liguori	7 720 \$	219 \$	0 \$	0 \$	14 414 \$	22 353 \$	0 \$	0 \$	22 353 \$
64008	Terrebonne	949 128 \$	1 054 664 \$	297 039 \$	0 \$	1 754 041 \$	4 054 872 \$	0 \$	0 \$	4 054 872 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
64015	Mascouche	442 060 \$	208 470 \$	0 \$	0 \$	47 526 \$	698 056 \$	1 017 \$	0 \$	699 073 \$
65005	Laval	2 189 670 \$	3 648 553 \$	855 702 \$	865 579 \$	3 427 436 \$	10 986 940 \$	306 795 \$	0 \$	11 293 735 \$
66007	Montréal-Est	23 458 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	23 458 \$	0 \$	0 \$	23 458 \$
66023	Montréal	14 887 714 \$	19 986 440 \$	8 041 418 \$	39 726 903 \$	59 656 207 \$	142 298 682 \$	10 049 282 \$	1 514 694 \$	153 862 658 \$
66032	Westmount	331 796 \$	415 905 \$	1 312 644 \$	0 \$	416 243 \$	2 476 588 \$	80 258 \$	33 607 \$	2 590 453 \$
66047	Montréal-Ouest	73 804 \$	114 425 \$	0 \$	0 \$	6 513 \$	194 742 \$	0 \$	0 \$	194 742 \$
66058	Côte-Saint-Luc	412 999 \$	361 525 \$	0 \$	0 \$	447 106 \$	1 221 630 \$	0 \$	0 \$	1 221 630 \$
66062	Hampstead	85 050 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	85 050 \$	0 \$	0 \$	85 050 \$
66072	Mont-Royal	197 048 \$	181 362 \$	0 \$	18 444 \$	0 \$	396 854 \$	0 \$	0 \$	396 854 \$
66087	Dorval	103 455 \$	327 556 \$	0 \$	0 \$	131 809 \$	562 820 \$	89 275 \$	0 \$	652 095 \$
66097	Pointe-Claire	296 207 \$	497 838 \$	0 \$	0 \$	518 654 \$	1 312 699 \$	0 \$	0 \$	1 312 699 \$
66102	Kirkland	111 354 \$	38 211 \$	0 \$	0 \$	93 221 \$	242 786 \$	0 \$	0 \$	242 786 \$
66107	Beaconsfield	224 819 \$	242 227 \$	0 \$	0 \$	151 189 \$	618 235 \$	1 716 \$	12 199 \$	632 150 \$
66112	Baie-D'Urfé	57 125 \$	55 944 \$	0 \$	0 \$	0 \$	113 069 \$	9 919 \$	0 \$	122 988 \$
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue	41 666 \$	59 276 \$	734 633 \$	1 023 588 \$	717 366 \$	2 576 529 \$	38 448 \$	0 \$	2 614 977 \$
66127	Senneville	0 \$	40 870 \$	0 \$	79 049 \$	0 \$	119 919 \$	0 \$	0 \$	119 919 \$
66142	Dollard-Des Ormeaux	349 494 \$	312 815 \$	19 538 \$	0 \$	5 559 \$	687 406 \$	0 \$	0 \$	687 406 \$
67005	Saint-Mathieu	6 582 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 582 \$	0 \$	0 \$	6 582 \$
67010	Saint-Philippe	38 601 \$	52 \$	0 \$	0 \$	21 290 \$	59 943 \$	0 \$	0 \$	59 943 \$
67015	La Prairie	154 669 \$	349 339 \$	0 \$	0 \$	75 745 \$	579 753 \$	0 \$	0 \$	579 753 \$
67020	Candiac	198 618 \$	4 \$	0 \$	0 \$	38 027 \$	236 649 \$	417 \$	0 \$	237 066 \$
67025	Delson	85 244 \$	0 \$	0 \$	0 \$	11 581 \$	96 825 \$	4 684 \$	0 \$	101 509 \$
67030	Sainte-Catherine	98 455 \$	223 333 \$	0 \$	0 \$	14 897 \$	336 685 \$	2 609 \$	0 \$	339 294 \$
67035	Saint-Constant	131 775 \$	131 056 \$	0 \$	0 \$	29 634 \$	292 465 \$	9 405 \$	0 \$	301 870 \$
67040	Saint-Isidore	11 426 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	11 426 \$	4 117 \$	0 \$	15 543 \$
67045	Mercier	87 030 \$	18 426 \$	0 \$	0 \$	14 619 \$	120 075 \$	9 714 \$	0 \$	129 789 \$
67050	Châteauguay	523 412 \$	822 542 \$	0 \$	0 \$	1 245 859 \$	2 591 813 \$	18 386 \$	0 \$	2 610 199 \$
67055	Léry	1 156 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 156 \$	1 307 \$	0 \$	2 463 \$
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	5 383 \$	3 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 386 \$	775 \$	0 \$	6 161 \$
68010	Hemmingford	35 416 \$	2 320 \$	0 \$	0 \$	11 443 \$	49 179 \$	0 \$	0 \$	49 179 \$
68020	Sainte-Clotilde	10 583 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 359 \$	11 942 \$	0 \$	0 \$	11 942 \$
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	9 512 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 296 \$	12 808 \$	1 022 \$	0 \$	13 830 \$
68030	Napierville	16 617 \$	33 200 \$	0 \$	0 \$	8 402 \$	58 219 \$	0 \$	0 \$	58 219 \$
68035	Saint-Cyprien-de-Napierville	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	17 \$	0 \$	17 \$
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	6 884 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 884 \$	597 \$	0 \$	7 481 \$
68045	Saint-Édouard	2 992 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 217 \$	6 209 \$	0 \$	0 \$	6 209 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
68050	Saint-Michel	6 294 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 596 \$	8 890 \$	0 \$	0 \$	8 890 \$
68055	Saint-Rémi	10 950 \$	45 928 \$	0 \$	0 \$	47 395 \$	104 273 \$	1 116 \$	0 \$	105 389 \$
69005	Havelock	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	576 \$	0 \$	576 \$
69010	Franklin	4 461 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 354 \$	6 815 \$	0 \$	0 \$	6 815 \$
69017	Saint-Chrysostome	8 790 \$	7 196 \$	0 \$	0 \$	0 \$	15 986 \$	71 \$	0 \$	16 057 \$
69025	Howick	18 829 \$	328 \$	0 \$	0 \$	0 \$	19 157 \$	2 387 \$	0 \$	21 544 \$
69037	Ormstown	13 769 \$	55 505 \$	0 \$	0 \$	50 318 \$	119 592 \$	740 \$	0 \$	120 332 \$
69045	Hinčinbrooke	0 \$	360 \$	0 \$	0 \$	2 289 \$	2 649 \$	0 \$	0 \$	2 649 \$
69050	Elgin	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
69055	Huntingdon	36 991 \$	87 669 \$	0 \$	0 \$	54 578 \$	179 238 \$	0 \$	0 \$	179 238 \$
69060	Godmanchester	0 \$	64 \$	0 \$	0 \$	0 \$	64 \$	1 034 \$	0 \$	1 098 \$
69065	Sainte-Barbe	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	106 \$	0 \$	106 \$
69070	Saint-Anicet	4 491 \$	40 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 531 \$	134 \$	0 \$	4 665 \$
70005	Saint-Urbain-Premier	7 845 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 845 \$	0 \$	0 \$	7 845 \$
70012	Sainte-Martine	12 620 \$	10 863 \$	0 \$	0 \$	6 636 \$	30 119 \$	0 \$	0 \$	30 119 \$
70022	Beauharnois	72 896 \$	151 736 \$	0 \$	0 \$	91 020 \$	315 652 \$	11 384 \$	0 \$	327 036 \$
70030	Saint-Étienne-de-Beauharnois	4 051 \$	51 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 102 \$	0 \$	0 \$	4 102 \$
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	7 240 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 240 \$	0 \$	0 \$	7 240 \$
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	4 565 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 565 \$	0 \$	0 \$	4 565 \$
70052	Salaberry-de-Valleyfield	170 881 \$	389 522 \$	452 733 \$	0 \$	833 358 \$	1 846 494 \$	9 686 \$	0 \$	1 856 180 \$
71005	Rivière-Beaudette	0 \$	2 784 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 784 \$	0 \$	0 \$	2 784 \$
71015	Saint-Télesphore	3 068 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 068 \$	0 \$	0 \$	3 068 \$
71020	Saint-Polycarpe	7 179 \$	80 066 \$	0 \$	0 \$	11 728 \$	98 973 \$	0 \$	0 \$	98 973 \$
71025	Saint-Zotique	105 208 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	105 208 \$	1 174 \$	0 \$	106 382 \$
71033	Les Coteaux	17 024 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 416 \$	25 440 \$	0 \$	0 \$	25 440 \$
71040	Coteau-du-Lac	40 287 \$	578 \$	0 \$	0 \$	38 104 \$	78 969 \$	8 619 \$	0 \$	87 588 \$
71045	Saint-Clet	4 736 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 736 \$	0 \$	0 \$	4 736 \$
71050	Les Cèdres	17 243 \$	23 632 \$	0 \$	0 \$	0 \$	40 875 \$	8 060 \$	0 \$	48 935 \$
71055	Pointe-des-Cascades	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 196 \$	0 \$	3 196 \$
71060	L'Île-Perrot	95 447 \$	6 475 \$	0 \$	19 678 \$	50 848 \$	172 448 \$	42 450 \$	0 \$	214 898 \$
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	39 876 \$	0 \$	0 \$	0 \$	25 262 \$	65 138 \$	0 \$	0 \$	65 138 \$
71070	Pincourt	94 943 \$	167 922 \$	0 \$	0 \$	17 126 \$	279 991 \$	1 057 \$	0 \$	281 048 \$
71075	Terrasse-Vaudreuil	10 529 \$	0 \$	0 \$	9 475 \$	0 \$	20 004 \$	0 \$	0 \$	20 004 \$
71083	Vaudreuil-Dorion	237 600 \$	393 950 \$	0 \$	0 \$	75 000 \$	706 550 \$	21 535 \$	0 \$	728 085 \$
71100	Hudson	41 232 \$	62 119 \$	0 \$	0 \$	5 825 \$	109 176 \$	0 \$	0 \$	109 176 \$
71105	Saint-Lazare	219 152 \$	52 333 \$	0 \$	0 \$	11 047 \$	282 532 \$	0 \$	0 \$	282 532 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
71110	Sainte-Marthe	6 230 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 230 \$	0 \$	0 \$	6 230 \$
71115	Sainte-Justine-de-Newton	3 612 \$	4 501 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 113 \$	0 \$	0 \$	8 113 \$
71133	Rigaud	17 562 \$	208 553 \$	0 \$	0 \$	53 761 \$	279 876 \$	1 147 \$	0 \$	281 023 \$
71140	Pointe-Fortune	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	999 \$	0 \$	999 \$
72005	Saint-Eustache	220 566 \$	149 048 \$	0 \$	0 \$	661 681 \$	1 031 295 \$	3 899 \$	0 \$	1 035 194 \$
72010	Deux-Montagnes	141 124 \$	274 312 \$	0 \$	0 \$	25 448 \$	440 884 \$	0 \$	0 \$	440 884 \$
72015	Sainte-Marthe-sur-le-Lac	124 287 \$	106 095 \$	0 \$	0 \$	25 984 \$	256 366 \$	181 \$	0 \$	256 547 \$
72020	Pointe-Calumet	57 826 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 725 \$	63 551 \$	0 \$	0 \$	63 551 \$
72025	Saint-Joseph-du-Lac	71 236 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 700 \$	77 936 \$	0 \$	0 \$	77 936 \$
72032	Oka	19 027 \$	46 698 \$	0 \$	0 \$	2 304 \$	68 029 \$	88 250 \$	0 \$	156 279 \$
72043	Saint-Placide	9 094 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	9 094 \$	0 \$	0 \$	9 094 \$
73005	Boisbriand	211 205 \$	173 328 \$	0 \$	0 \$	62 492 \$	447 025 \$	3 636 \$	0 \$	450 661 \$
73010	Sainte-Thérèse	135 729 \$	547 998 \$	877 111 \$	0 \$	330 348 \$	1 891 186 \$	256 \$	0 \$	1 891 442 \$
73015	Blainville	341 770 \$	165 262 \$	0 \$	0 \$	47 168 \$	554 200 \$	483 \$	0 \$	554 683 \$
73020	Rosemère	169 027 \$	217 289 \$	0 \$	0 \$	68 554 \$	454 870 \$	0 \$	0 \$	454 870 \$
73025	Lorraine	93 311 \$	0 \$	0 \$	0 \$	27 162 \$	120 473 \$	0 \$	0 \$	120 473 \$
73030	Bois-des-Filion	39 182 \$	71 597 \$	0 \$	0 \$	13 651 \$	124 430 \$	0 \$	0 \$	124 430 \$
73035	Sainte-Anne-des-Plaines	92 009 \$	112 792 \$	0 \$	0 \$	23 501 \$	228 302 \$	0 \$	0 \$	228 302 \$
74005	Mirabel	181 428 \$	121 324 \$	5 342 \$	0 \$	79 120 \$	387 214 \$	17 553 \$	0 \$	404 767 \$
75005	Saint-Colomban	89 178 \$	1 057 \$	0 \$	0 \$	17 821 \$	108 056 \$	0 \$	1 376 \$	109 432 \$
75017	Saint-Jérôme	550 587 \$	1 073 508 \$	398 926 \$	166 514 \$	984 132 \$	3 173 667 \$	1 808 \$	0 \$	3 175 475 \$
75028	Sainte-Sophie	84 331 \$	223 \$	0 \$	0 \$	13 975 \$	98 529 \$	24 \$	0 \$	98 553 \$
75040	Prévost	92 525 \$	0 \$	0 \$	1 233 \$	20 846 \$	114 604 \$	2 375 \$	0 \$	116 979 \$
75045	Saint-Hippolyte	15 760 \$	14 \$	0 \$	6 800 \$	4 586 \$	27 160 \$	0 \$	0 \$	27 160 \$
76008	Saint-André-d'Argenteuil	11 462 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 271 \$	15 733 \$	0 \$	0 \$	15 733 \$
76020	Lachute	95 246 \$	375 029 \$	0 \$	0 \$	284 023 \$	754 298 \$	2 052 \$	0 \$	756 350 \$
76025	Gore	0 \$	89 \$	2 725 \$	0 \$	0 \$	2 814 \$	0 \$	0 \$	2 814 \$
76043	Brownsburg-Chatham	26 100 \$	157 \$	0 \$	0 \$	5 684 \$	31 941 \$	2 284 \$	0 \$	34 225 \$
76052	Grenville-sur-la-Rouge	0 \$	46 093 \$	0 \$	0 \$	0 \$	46 093 \$	1 854 \$	0 \$	47 947 \$
76055	Grenville	35 294 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 085 \$	42 379 \$	0 \$	0 \$	42 379 \$
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	5 034 \$	4 828 \$	0 \$	1 902 \$	0 \$	11 764 \$	456 \$	0 \$	12 220 \$
77022	Sainte-Adèle	34 030 \$	101 294 \$	0 \$	5 096 \$	156 744 \$	297 164 \$	2 178 \$	0 \$	299 342 \$
77030	Piedmont	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	37 896 \$	37 896 \$	0 \$	0 \$	37 896 \$
77043	Saint-Sauveur	24 744 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 725 \$	31 469 \$	351 \$	0 \$	31 820 \$
77050	Morin-Heights	12 339 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 268 \$	16 607 \$	2 697 \$	0 \$	19 304 \$
77065	Saint-Adolphe-d'Howard	0 \$	26 \$	0 \$	0 \$	3 358 \$	3 384 \$	0 \$	0 \$	3 384 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
78005	Val-Morin	0 \$	31 656 \$	0 \$	0 \$	0 \$	31 656 \$	0 \$	0 \$	31 656 \$
78010	Val-David	23 852 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 451 \$	32 303 \$	0 \$	0 \$	32 303 \$
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	0 \$	14 \$	0 \$	0 \$	0 \$	14 \$	0 \$	0 \$	14 \$
78032	Sainte-Agathe-des-Monts	67 164 \$	176 932 \$	0 \$	0 \$	396 887 \$	640 983 \$	693 \$	0 \$	641 676 \$
78047	Saint-Faustin--Lac-Carré	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 548 \$	4 548 \$	16 140 \$	0 \$	20 688 \$
78060	Arundel	5 614 \$	2 819 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 433 \$	0 \$	0 \$	8 433 \$
78065	Huberdeau	3 412 \$	0 \$	0 \$	0 \$	59 175 \$	62 587 \$	0 \$	0 \$	62 587 \$
78070	Amherst	5 282 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 282 \$	126 \$	0 \$	5 408 \$
78095	Lac-Supérieur	0 \$	0 \$	0 \$	1 323 \$	0 \$	1 323 \$	15 275 \$	0 \$	16 598 \$
78102	Mont-Tremblant	21 310 \$	60 284 \$	0 \$	0 \$	19 873 \$	101 467 \$	1 161 \$	0 \$	102 628 \$
78120	Labelle	8 949 \$	0 \$	0 \$	0 \$	21 085 \$	30 034 \$	0 \$	0 \$	30 034 \$
78130	La Minerve	3 978 \$	1 409 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 387 \$	0 \$	0 \$	5 387 \$
79005	Notre-Dame-du-Laus	6 344 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 344 \$	3 131 \$	0 \$	9 475 \$
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	3 392 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 392 \$	0 \$	0 \$	3 392 \$
79025	Kiamika	3 997 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 997 \$	0 \$	0 \$	3 997 \$
79030	Nominingue	5 394 \$	176 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 570 \$	0 \$	0 \$	5 570 \$
79037	Rivière-Rouge	61 236 \$	0 \$	0 \$	0 \$	427 359 \$	488 595 \$	1 698 \$	0 \$	490 293 \$
79047	La Macaza	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 637 \$	0 \$	2 637 \$
79050	L'Ascension	7 513 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 513 \$	905 \$	0 \$	8 418 \$
79065	Chute-Saint-Philippe	3 066 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 066 \$	0 \$	0 \$	3 066 \$
79078	Lac-des-Écorces	10 871 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	10 871 \$	7 895 \$	0 \$	18 766 \$
79088	Mont-Laurier	98 257 \$	351 558 \$	48 567 \$	0 \$	298 388 \$	796 770 \$	9 036 \$	0 \$	805 806 \$
79097	Ferme-Neuve	21 820 \$	26 \$	0 \$	0 \$	0 \$	21 846 \$	2 397 \$	0 \$	24 243 \$
79110	Mont-Saint-Michel	4 058 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 058 \$	0 \$	0 \$	4 058 \$
79115	Sainte-Anne-du-Lac	6 542 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 542 \$	1 922 \$	0 \$	8 464 \$
80010	Montebello	22 364 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	22 364 \$	0 \$	0 \$	22 364 \$
80027	Saint-André-Avellin	23 074 \$	31 \$	0 \$	0 \$	103 377 \$	126 482 \$	0 \$	0 \$	126 482 \$
80037	Papineauville	4 715 \$	153 267 \$	0 \$	0 \$	6 466 \$	164 448 \$	1 942 \$	0 \$	166 390 \$
80045	Plaisance	5 719 \$	1 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 720 \$	48 764 \$	0 \$	54 484 \$
80050	Thurso	13 498 \$	14 278 \$	0 \$	0 \$	6 927 \$	34 703 \$	2 173 \$	0 \$	36 876 \$
80078	Ripon	6 194 \$	0 \$	0 \$	22 291 \$	0 \$	28 485 \$	0 \$	0 \$	28 485 \$
80085	Mulgrave-et-Derry	0 \$	12 \$	0 \$	0 \$	0 \$	12 \$	0 \$	0 \$	12 \$
80103	Chénéville	10 104 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	10 104 \$	0 \$	0 \$	10 104 \$
80110	Namur	11 332 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	11 332 \$	0 \$	0 \$	11 332 \$
80135	Duhamel	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 127 \$	0 \$	1 127 \$
80140	Val-des-Bois	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 027 \$	1 027 \$	0 \$	0 \$	1 027 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
81017	Gatineau	2 313 503 \$	3 078 542 \$	1 252 227 \$	986 760 \$	3 159 238 \$	10 790 270 \$	56 748 \$	5 190 \$	10 852 208 \$
82005	L'Ange-Gardien	0 \$	35 \$	0 \$	0 \$	19 764 \$	19 799 \$	0 \$	0 \$	19 799 \$
82010	Notre-Dame-de-la-Salette	9 680 \$	2 \$	0 \$	0 \$	0 \$	9 682 \$	0 \$	0 \$	9 682 \$
82015	Val-des-Monts	58 086 \$	200 \$	0 \$	0 \$	9 381 \$	67 667 \$	1 883 \$	0 \$	69 550 \$
82020	Cantley	75 961 \$	0 \$	0 \$	0 \$	15 496 \$	91 457 \$	0 \$	0 \$	91 457 \$
82025	Chelsea	36 321 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 092 \$	44 413 \$	1 235 \$	0 \$	45 648 \$
82030	Pontiac	25 343 \$	12 \$	0 \$	0 \$	2 221 \$	27 576 \$	0 \$	0 \$	27 576 \$
82035	La Pêche	52 283 \$	32 452 \$	0 \$	0 \$	79 130 \$	163 865 \$	1 618 \$	0 \$	165 483 \$
83010	Low	0 \$	2 389 \$	0 \$	0 \$	1 473 \$	3 862 \$	0 \$	0 \$	3 862 \$
83015	Kazabazua	2 336 \$	21 \$	0 \$	0 \$	2 132 \$	4 489 \$	0 \$	0 \$	4 489 \$
83020	Lac-Sainte-Marie	2 374 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 374 \$	0 \$	0 \$	2 374 \$
83032	Gracefield	0 \$	30 362 \$	0 \$	0 \$	15 489 \$	45 851 \$	653 \$	0 \$	46 504 \$
83040	Cayamant	1 434 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 434 \$	0 \$	0 \$	1 434 \$
83045	Blue Sea	1 390 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 390 \$	0 \$	0 \$	1 390 \$
83050	Bouchette	1 948 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 948 \$	0 \$	0 \$	1 948 \$
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	2 341 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 341 \$	0 \$	0 \$	2 341 \$
83060	Messines	2 043 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 043 \$	0 \$	0 \$	2 043 \$
83065	Maniwaki	48 422 \$	229 260 \$	0 \$	0 \$	203 668 \$	481 350 \$	321 \$	0 \$	481 671 \$
83070	Déléage	0 \$	2 192 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 192 \$	0 \$	0 \$	2 192 \$
83075	Egan-Sud	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
83085	Bois-Franc	2 608 \$	1 367 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 975 \$	0 \$	0 \$	3 975 \$
83088	Montcerf-Lytton	2 092 \$	2 400 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 492 \$	0 \$	0 \$	4 492 \$
83095	Grand-Remous	2 907 \$	997 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 904 \$	0 \$	0 \$	3 904 \$
84005	Bristol	0 \$	3 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 \$	0 \$	0 \$	3 \$
84010	Shawville	23 931 \$	48 785 \$	0 \$	0 \$	252 263 \$	324 979 \$	0 \$	0 \$	324 979 \$
84015	Clarendon	0 \$	141 \$	0 \$	0 \$	0 \$	141 \$	0 \$	0 \$	141 \$
84030	Campbell's Bay	0 \$	56 572 \$	0 \$	0 \$	2 980 \$	59 552 \$	0 \$	0 \$	59 552 \$
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	3 995 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 995 \$	0 \$	0 \$	3 995 \$
84050	Alleyn-et-Cawood	0 \$	13 \$	0 \$	0 \$	0 \$	13 \$	0 \$	0 \$	13 \$
84055	Otter Lake	3 201 \$	5 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 206 \$	0 \$	0 \$	3 206 \$
84060	Fort-Coulonge	42 534 \$	12 838 \$	0 \$	0 \$	0 \$	55 372 \$	0 \$	0 \$	55 372 \$
84065	Mansfield-et-Pontefract	0 \$	46 074 \$	0 \$	0 \$	29 965 \$	76 039 \$	0 \$	0 \$	76 039 \$
84070	Waltham	0 \$	5 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 \$	0 \$	0 \$	5 \$
84082	L'Isle-aux-Allumettes	14 333 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 957 \$	16 290 \$	0 \$	0 \$	16 290 \$
84090	Chichester	0 \$	14 \$	0 \$	0 \$	0 \$	14 \$	0 \$	0 \$	14 \$
85005	Témiscaming	49 849 \$	6 005 \$	0 \$	0 \$	50 012 \$	105 866 \$	61 \$	0 \$	105 927 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
85010	Kipawa	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	19 366 \$	0 \$	19 366 \$
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	4 821 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 821 \$	0 \$	0 \$	4 821 \$
85020	Béarn	8 711 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 711 \$	0 \$	0 \$	8 711 \$
85025	Ville-Marie	21 202 \$	26 724 \$	0 \$	0 \$	113 636 \$	161 562 \$	0 \$	0 \$	161 562 \$
85030	Duhamel-Ouest	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	629 \$	629 \$	0 \$	0 \$	629 \$
85037	Lorrainville	0 \$	84 463 \$	0 \$	0 \$	2 314 \$	86 777 \$	0 \$	0 \$	86 777 \$
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	8 664 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 664 \$	22 074 \$	0 \$	30 738 \$
85050	Laverlochère	4 280 \$	39 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 319 \$	0 \$	0 \$	4 319 \$
85055	Fugèreville	4 109 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 109 \$	0 \$	0 \$	4 109 \$
85060	Latulipe-et-Gaboury	15 190 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	15 190 \$	0 \$	0 \$	15 190 \$
85065	Belleterre	3 363 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 363 \$	0 \$	0 \$	3 363 \$
85080	Angliers	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	11 375 \$	0 \$	11 375 \$
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	4 402 \$	21 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 423 \$	0 \$	0 \$	4 423 \$
85090	Notre-Dame-du-Nord	5 751 \$	49 765 \$	0 \$	54 904 \$	0 \$	110 420 \$	0 \$	0 \$	110 420 \$
85095	Guérin	2 338 \$	1 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 339 \$	0 \$	0 \$	2 339 \$
85100	Nédélec	4 882 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 882 \$	0 \$	0 \$	4 882 \$
86042	Rouyn-Noranda	240 061 \$	353 867 \$	478 363 \$	412 329 \$	686 284 \$	2 200 904 \$	22 192 \$	0 \$	2 223 096 \$
87005	Duparquet	6 325 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 325 \$	0 \$	0 \$	6 325 \$
87010	Rapide-Danseur	0 \$	0 \$	0 \$	18 693 \$	0 \$	18 693 \$	0 \$	0 \$	18 693 \$
87015	Roquemaure	2 769 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 769 \$	0 \$	0 \$	2 769 \$
87020	Gallichan	98 \$	4 \$	0 \$	0 \$	0 \$	102 \$	0 \$	0 \$	102 \$
87025	Palmarolle	10 444 \$	0 \$	0 \$	0 \$	10 335 \$	20 779 \$	0 \$	0 \$	20 779 \$
87030	Sainte-Germaine-Boulé	5 304 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 032 \$	10 336 \$	0 \$	0 \$	10 336 \$
87035	Poularies	5 120 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 120 \$	0 \$	0 \$	5 120 \$
87042	Taschereau	4 973 \$	850 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 823 \$	3 198 \$	0 \$	9 021 \$
87058	Macamic	14 399 \$	40 803 \$	0 \$	0 \$	142 523 \$	197 725 \$	1 222 \$	0 \$	198 947 \$
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	5 926 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 926 \$	0 \$	0 \$	5 926 \$
87075	Clerval	0 \$	2 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 \$	0 \$	0 \$	2 \$
87080	La Reine	0 \$	8 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 \$	0 \$	0 \$	8 \$
87085	Dupuy	6 646 \$	3 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 649 \$	0 \$	0 \$	6 649 \$
87090	La Sarre	62 576 \$	266 605 \$	0 \$	0 \$	187 105 \$	516 286 \$	0 \$	0 \$	516 286 \$
87100	Authier-Nord	2 758 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 758 \$	0 \$	0 \$	2 758 \$
87110	Clermont	1 906 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 906 \$	0 \$	0 \$	1 906 \$
87115	Normétal	26 780 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	26 780 \$	0 \$	0 \$	26 780 \$
88010	Rochebaucourt	15 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	15 \$	0 \$	0 \$	15 \$
88015	La Morandière	2 241 \$	4 022 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 263 \$	0 \$	0 \$	6 263 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
88022	Barraute	10 133 \$	37 510 \$	0 \$	0 \$	0 \$	47 643 \$	0 \$	0 \$	47 643 \$
88030	La Corne	1 986 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 986 \$	0 \$	0 \$	1 986 \$
88035	Landrienne	7 805 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 805 \$	0 \$	0 \$	7 805 \$
88040	Saint-Marc-de-Figuery	3 146 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 146 \$	0 \$	0 \$	3 146 \$
88045	La Motte	2 855 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 855 \$	0 \$	0 \$	2 855 \$
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	2 354 \$	5 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 359 \$	0 \$	0 \$	2 359 \$
88055	Amos	85 027 \$	350 959 \$	0 \$	0 \$	484 061 \$	920 047 \$	1 025 \$	0 \$	921 072 \$
88060	Saint-Félix-de-Datquier	5 911 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 911 \$	0 \$	0 \$	5 911 \$
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	2 943 \$	4 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 947 \$	0 \$	0 \$	2 947 \$
88070	Berry	4 760 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 760 \$	0 \$	0 \$	4 760 \$
88075	Trécesson	3 228 \$	110 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 338 \$	21 467 \$	0 \$	24 805 \$
88080	Launay	2 537 \$	78 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 615 \$	0 \$	0 \$	2 615 \$
88085	Sainte-Gertrude-Manneville	3 937 \$	3 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 940 \$	0 \$	0 \$	3 940 \$
88090	Preissac	2 136 \$	63 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 199 \$	0 \$	0 \$	2 199 \$
89008	Val-d'Or	200 078 \$	265 320 \$	140 634 \$	25 660 \$	367 768 \$	999 460 \$	42 515 \$	0 \$	1 041 975 \$
89010	Rivière-Héva	2 522 \$	13 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 535 \$	0 \$	0 \$	2 535 \$
89015	Malartic	125 851 \$	134 893 \$	0 \$	0 \$	338 742 \$	599 486 \$	0 \$	0 \$	599 486 \$
89040	Senneterre	50 860 \$	71 776 \$	0 \$	0 \$	73 576 \$	196 212 \$	2 000 \$	0 \$	198 212 \$
89050	Belcourt	8 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 \$	0 \$	0 \$	8 \$
90012	La Tuque	82 142 \$	284 183 \$	0 \$	0 \$	364 452 \$	730 777 \$	8 557 \$	0 \$	739 334 \$
90017	La Bostonnais	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 372 \$	0 \$	2 372 \$
91005	Lac-Bouchette	9 085 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	9 085 \$	0 \$	0 \$	9 085 \$
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	17 586 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	17 586 \$	0 \$	0 \$	17 586 \$
91015	Saint-François-de-Sales	19 470 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	19 470 \$	0 \$	0 \$	19 470 \$
91020	Chambord	15 422 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 749 \$	24 171 \$	449 \$	0 \$	24 620 \$
91025	Roberval	65 176 \$	258 465 \$	0 \$	0 \$	953 098 \$	1 276 739 \$	4 773 \$	0 \$	1 281 512 \$
91030	Sainte-Hedwidge	3 505 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 505 \$	1 507 \$	0 \$	5 012 \$
91035	Saint-Prime	26 715 \$	2 \$	0 \$	0 \$	9 032 \$	35 749 \$	99 \$	0 \$	35 848 \$
91042	Saint-Félicien	64 378 \$	189 244 \$	249 749 \$	0 \$	55 437 \$	558 808 \$	0 \$	0 \$	558 808 \$
91050	La Doré	17 391 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 278 \$	22 669 \$	0 \$	0 \$	22 669 \$
92010	Péribonka	0 \$	10 \$	0 \$	0 \$	0 \$	10 \$	0 \$	0 \$	10 \$
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	7 682 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 682 \$	0 \$	0 \$	7 682 \$
92022	Dolbeau-Mistassini	126 929 \$	462 151 \$	0 \$	0 \$	469 922 \$	1 059 002 \$	498 \$	0 \$	1 059 500 \$
92030	Albanel	0 \$	23 117 \$	0 \$	0 \$	0 \$	23 117 \$	0 \$	0 \$	23 117 \$
92040	Normandin	35 145 \$	122 708 \$	0 \$	0 \$	59 044 \$	216 897 \$	24 037 \$	0 \$	240 934 \$
92045	Saint-Thomas-Didyme	11 444 \$	315 \$	0 \$	0 \$	0 \$	11 759 \$	0 \$	0 \$	11 759 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
92050	Saint-Edmond-les-Plaines	5 699 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 699 \$	0 \$	0 \$	5 699 \$
92055	Girardville	20 584 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	20 584 \$	0 \$	0 \$	20 584 \$
92060	Notre-Dame-de-Lorette	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	7 147 \$	10 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 157 \$	0 \$	0 \$	7 157 \$
92070	Saint-Stanislas	0 \$	8 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 \$	0 \$	0 \$	8 \$
93005	Desbiens	10 843 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	10 843 \$	0 \$	0 \$	10 843 \$
93012	Métabetchouan-Lac-à-la-Croix	45 284 \$	67 820 \$	0 \$	0 \$	116 686 \$	229 790 \$	0 \$	0 \$	229 790 \$
93020	Hébertville	12 495 \$	58 811 \$	0 \$	0 \$	35 322 \$	106 628 \$	0 \$	0 \$	106 628 \$
93025	Hébertville-Station	14 189 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	14 189 \$	0 \$	0 \$	14 189 \$
93030	Saint-Bruno	32 812 \$	4 \$	0 \$	0 \$	14 522 \$	47 338 \$	0 \$	0 \$	47 338 \$
93035	Saint-Gédéon	12 530 \$	2 \$	0 \$	0 \$	0 \$	12 532 \$	0 \$	0 \$	12 532 \$
93042	Alma	181 047 \$	669 030 \$	278 670 \$	0 \$	604 318 \$	1 733 065 \$	2 140 \$	0 \$	1 735 205 \$
93045	Saint-Nazaire	26 301 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	26 301 \$	0 \$	0 \$	26 301 \$
93055	Labrecque	18 260 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	18 260 \$	0 \$	0 \$	18 260 \$
93060	Lamarche	9 083 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	9 083 \$	0 \$	0 \$	9 083 \$
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	18 664 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	18 664 \$	0 \$	0 \$	18 664 \$
93070	Saint-Henri-de-Taillon	6 319 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 319 \$	23 462 \$	0 \$	29 781 \$
93075	Sainte-Monique	11 926 \$	7 \$	0 \$	0 \$	0 \$	11 933 \$	0 \$	0 \$	11 933 \$
93080	Saint-Ludger-de-Milot	5 742 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 742 \$	2 319 \$	0 \$	8 061 \$
94068	Saguenay	931 699 \$	2 391 591 \$	1 421 647 \$	1 340 935 \$	3 166 810 \$	9 252 682 \$	19 888 \$	0 \$	9 272 570 \$
94205	Petit-Saguenay	15 804 \$	7 \$	0 \$	0 \$	0 \$	15 811 \$	3 647 \$	0 \$	19 458 \$
94210	L'Anse-Saint-Jean	0 \$	35 283 \$	0 \$	0 \$	6 739 \$	42 022 \$	1 360 \$	0 \$	43 382 \$
94215	Rivière-Éternité	10 502 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	10 502 \$	34 246 \$	0 \$	44 748 \$
94220	Ferland-et-Boilleau	8 065 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 065 \$	0 \$	0 \$	8 065 \$
94225	Saint-Félix-d'Otis	10 446 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	10 446 \$	1 530 \$	0 \$	11 976 \$
94230	Sainte-Rose-du-Nord	8 166 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 166 \$	0 \$	0 \$	8 166 \$
94235	Saint-Fulgence	17 410 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	17 410 \$	629 \$	0 \$	18 039 \$
94240	Saint-Honoré	41 055 \$	84 \$	35 653 \$	0 \$	6 069 \$	82 861 \$	110 189 \$	0 \$	193 050 \$
94245	Saint-David-de-Falardeau	4 712 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 712 \$	0 \$	0 \$	4 712 \$
94250	Bégin	8 740 \$	12 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 752 \$	605 \$	0 \$	9 357 \$
94255	Saint-Ambroise	42 596 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	42 596 \$	46 \$	0 \$	42 642 \$
94260	Saint-Charles-de-Bourget	8 294 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 294 \$	0 \$	0 \$	8 294 \$
94265	Larouche	21 408 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 430 \$	27 838 \$	0 \$	0 \$	27 838 \$
95005	Tadoussac	23 682 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	23 682 \$	39 538 \$	0 \$	63 220 \$
95010	Sacré-Coeur	18 371 \$	0 \$	0 \$	0 \$	8 238 \$	26 609 \$	15 027 \$	0 \$	41 636 \$
95018	Les Bergeronnes	8 163 \$	112 072 \$	0 \$	0 \$	63 257 \$	183 492 \$	0 \$	0 \$	183 492 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
95025	Les Escoumins	17 709 \$	0 \$	0 \$	0 \$	102 486 \$	120 195 \$	0 \$	0 \$	120 195 \$
95032	Longue-Rive	17 418 \$	62 \$	0 \$	0 \$	0 \$	17 480 \$	10 000 \$	0 \$	27 480 \$
95040	Portneuf-sur-Mer	24 382 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	24 382 \$	0 \$	0 \$	24 382 \$
95045	Forestville	28 593 \$	101 372 \$	0 \$	0 \$	101 032 \$	230 997 \$	6 084 \$	0 \$	237 081 \$
95050	Colombier	21 430 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	21 430 \$	0 \$	0 \$	21 430 \$
96005	Baie-Trinité	19 949 \$	0 \$	0 \$	0 \$	26 426 \$	46 375 \$	0 \$	0 \$	46 375 \$
96010	Godbout	7 880 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 880 \$	0 \$	0 \$	7 880 \$
96015	Franquelin	5 844 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 844 \$	0 \$	0 \$	5 844 \$
96020	Baie-Comeau	222 816 \$	466 567 \$	192 396 \$	0 \$	795 859 \$	1 677 638 \$	4 014 \$	0 \$	1 681 652 \$
96025	Pointe-Lebel	35 326 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	35 326 \$	0 \$	0 \$	35 326 \$
96030	Pointe-aux-Outardes	16 349 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	16 349 \$	45 520 \$	0 \$	61 869 \$
96035	Chute-aux-Outardes	35 500 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	35 500 \$	0 \$	0 \$	35 500 \$
96040	Ragueneau	36 555 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 940 \$	41 495 \$	0 \$	0 \$	41 495 \$
97007	Sept-Îles	327 441 \$	418 628 \$	200 195 \$	73 900 \$	399 799 \$	1 419 963 \$	28 093 \$	0 \$	1 448 056 \$
97022	Port-Cartier	78 479 \$	73 645 \$	0 \$	0 \$	144 805 \$	296 929 \$	19 \$	0 \$	296 948 \$
97035	Fermont	100 939 \$	37 570 \$	0 \$	0 \$	40 814 \$	179 323 \$	7 787 \$	0 \$	187 110 \$
97040	Schefferville	0 \$	26 610 \$	0 \$	2 019 \$	53 678 \$	82 307 \$	4 579 \$	0 \$	86 886 \$
98005	Blanc-Sablon	48 703 \$	49 888 \$	0 \$	0 \$	224 864 \$	323 455 \$	3 433 \$	0 \$	326 888 \$
98010	Bonne-Espérance	27 496 \$	45 198 \$	0 \$	0 \$	946 \$	73 640 \$	102 \$	0 \$	73 742 \$
98012	Saint-Augustin	24 462 \$	5 798 \$	0 \$	0 \$	18 152 \$	48 412 \$	20 056 \$	0 \$	68 468 \$
98014	Gros-Mécatina	8 991 \$	33 983 \$	0 \$	0 \$	19 650 \$	62 624 \$	8 226 \$	0 \$	70 850 \$
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	150 405 \$	22 427 \$	0 \$	0 \$	109 273 \$	282 105 \$	64 893 \$	0 \$	346 998 \$
98020	L'Île-d'Anticosti	10 913 \$	2 949 \$	0 \$	0 \$	0 \$	13 862 \$	64 324 \$	0 \$	78 186 \$
98025	Natashquan	0 \$	27 904 \$	0 \$	0 \$	0 \$	27 904 \$	0 \$	0 \$	27 904 \$
98030	Aguanish	6 043 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 043 \$	0 \$	0 \$	6 043 \$
98035	Baie-Johan-Beetz	2 501 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 501 \$	0 \$	0 \$	2 501 \$
98040	Havre-Saint-Pierre	18 870 \$	62 856 \$	0 \$	166 \$	119 021 \$	200 913 \$	8 705 \$	0 \$	209 618 \$
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	13 518 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 615 \$	17 133 \$	0 \$	0 \$	17 133 \$
98050	Rivière-Saint-Jean	3 728 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 645 \$	6 373 \$	0 \$	0 \$	6 373 \$
98055	Rivière-au-Tonnerre	11 486 \$	46 \$	0 \$	0 \$	10 268 \$	21 800 \$	2 847 \$	0 \$	24 647 \$
99005	Lebel-sur-Quévillon	143 818 \$	0 \$	0 \$	0 \$	42 845 \$	186 663 \$	0 \$	0 \$	186 663 \$
99015	Matagami	80 006 \$	76 259 \$	0 \$	0 \$	115 153 \$	271 418 \$	71 988 \$	0 \$	343 406 \$
99020	Chapais	33 831 \$	70 188 \$	0 \$	0 \$	42 248 \$	146 267 \$	0 \$	0 \$	146 267 \$
99025	Chibougamau	102 048 \$	308 818 \$	0 \$	0 \$	242 904 \$	653 770 \$	9 734 \$	0 \$	663 504 \$
99060	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	7 757 \$	3 075 \$	0 \$	0 \$	5 666 \$	16 498 \$	73 610 \$	0 \$	90 108 \$
AG010	Les Îles-de-la-Madeleine	49 931 \$	92 679 \$	14 814 \$	0 \$	297 427 \$	454 851 \$	68 890 \$	0 \$	523 741 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
AG780	Sainte-Agathe-des-Monts	21 992 \$	57 929 \$	0 \$	0 \$	129 436 \$	209 357 \$	160 \$	0 \$	209 517 \$
AG781	Mont-Tremblant	19 164 \$	55 210 \$	0 \$	0 \$	16 895 \$	91 269 \$	1 091 \$	0 \$	92 360 \$
NR030	La Côte-de-Gaspé	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	106 \$	106 \$	700 \$	0 \$	806 \$
NR040	La Haute-Gaspésie	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	42 276 \$	0 \$	42 276 \$
NR070	La Matapédia	0 \$	1 565 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 565 \$	808 \$	0 \$	2 373 \$
NR080	Matane	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	193 \$	0 \$	193 \$
NR150	Charlevoix-Est	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 446 \$	0 \$	2 446 \$
NR160	Charlevoix	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	11 497 \$	0 \$	11 497 \$
NR210	La Côte-de-Beaupré	0 \$	0 \$	0 \$	16 449 \$	0 \$	16 449 \$	1 284 \$	0 \$	17 733 \$
NR220	La Jacques-Cartier	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	14 780 \$	0 \$	14 780 \$
NR340	Portneuf	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	9 386 \$	0 \$	9 386 \$
NR350	Mékinac	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 118 \$	0 \$	3 118 \$
NR620	Matawinie	0 \$	31 \$	0 \$	6 877 \$	0 \$	6 908 \$	10 966 \$	0 \$	17 874 \$
NR790	Antoine-Labelle	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	35 157 \$	0 \$	35 157 \$
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 102 \$	0 \$	6 102 \$
NR840	Pontiac	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	616 \$	0 \$	616 \$
NR850	Témiscamingue	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 267 \$	0 \$	4 267 \$
NR880	Abitibi	0 \$	4 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 \$	0 \$	0 \$	4 \$
NR890	Vallée-de-l'Or	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	895 \$	895 \$	0 \$	0 \$	895 \$
NR910	Le Domaine-du-Roy	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	0 \$	0 \$	38 \$	0 \$	0 \$	38 \$	7 988 \$	0 \$	8 026 \$
NR950	La Haute-Côte-Nord	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 566 \$	0 \$	2 566 \$
NR960	Manicouagan	0 \$	0 \$	669 \$	0 \$	0 \$	669 \$	206 \$	0 \$	875 \$
99075	Kuujuaraapik							378 875 \$		378 875 \$
99080	Umiujaq							281 929 \$		281 929 \$
99085	Inukjuak							1 062 980 \$		1 062 980 \$
99090	Kangiqsualujjuaq							344 848 \$		344 848 \$
99095	Kuujuuaq							2 485 906 \$		2 485 906 \$
99100	Tasiujaq							207 932 \$		207 932 \$
99105	Aupaluk							191 456 \$		191 456 \$
99110	Kangirsuk							311 890 \$		311 890 \$
99115	Quaqtaq							236 984 \$		236 984 \$
99120	Puvirnituq							1 548 955 \$		1 548 955 \$
99125	Akulivik							352 742 \$		352 742 \$
99130	Kangiqsujuaq							395 885 \$		395 885 \$
99135	Salluit							808 356 \$		808 356 \$

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES 2016

Code org.	Nom d'organisme	Écoles primaires	Écoles secondaires	Collégial	Universitaire	Santé	Total Réseaux	Gouvernement	Gouvernements étrangers	Total Compensations
99140	Ivujivik							272 964 \$		272 964 \$
	Taxes scolaires visant les immeubles d'organismes									
	Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal						0 \$		77 105 \$	77 105 \$
	Commission scolaire de la Rivière-du-Nord						0 \$		582 \$	582 \$
	Commission scolaire Western Québec						0 \$		459 \$	459 \$
		58 060 866 \$	82 829 349 \$	31 878 726 \$	68 943 574 \$	141 973 974 \$	383 686 489 \$	30 807 916 \$	1 645 212 \$	416 139 617 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 48

Sommes engagées en 2016-2017 pour promouvoir la démocratie municipale, et prévisions des sommes pour 2017-2018. Préciser les moyens mis en avant pour encourager les candidatures des jeunes et des femmes.

Nom	Sommes engagées 2016-2017	Moyens
Table des partenaires Femmes et politique municipale	667,90 \$ (sans taxes)	<p>Cette Table vise la concertation des intervenants du milieu municipal ainsi que des organisations assurant la promotion des droits des femmes au Québec, afin de favoriser la participation des femmes à la politique municipale.</p> <p>Le Ministère et le Secrétariat à la condition féminine coprésident cette Table composée du Conseil des Montréalaises, du Conseil du statut de la femme, du Directeur général des élections du Québec, de la Fédération québécoise des municipalités, de l'Union des municipalités du Québec, du Groupe Femmes, Politique et Démocratie, du Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec, de la Ville de Montréal et du Réseau des élues municipales de la Montérégie Est.</p> <p>Les sommes engagées ont servi à payer le dîner aux participants lors des rencontres de la Table du 15 juin 2016 et du 4 novembre 2016.</p>
Élections municipales 2017	Aucune dépense au 28 février 2017.	<p>En vue des prochaines élections municipales qui auront lieu en novembre 2017, une stratégie de communication sera mise en œuvre afin de stimuler l'intérêt des citoyens à déposer leur candidature.</p> <p>Les principaux publics cibles visés par cette stratégie sont les femmes, les jeunes de 18 à 35 ans, les citoyens adultes ainsi que les membres des communautés culturelles.</p> <p>Divers moyens de communication seront déployés afin d'encourager le dépôt de candidatures de femmes et de jeunes.</p> <p>Par exemple : Campagne de relations avec les médias nationaux et régionaux, placements publicitaires sur les réseaux sociaux, conférence de presse, production de capsules vidéo, etc.</p> <p>À noter que le Secrétariat à la Condition féminine participe également à cette stratégie.</p>

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 49

Liste des rencontres tenues par les conférences administratives régionales (CAR) en 2016-2017. Indiquer les dates, lieux et résultats atteints. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2017-2018.

Conférence administrative régionale (CAR)	Rencontres tenues : nombre, dates et lieux
01 - Bas-Saint-Laurent	2016-2017 : 2 rencontres : 15 avril 2016 et 23 septembre 2016. Les rencontres ont eu lieu à Rimouski.
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	2016-2017 : 3 rencontres : 10 juin 2016, 28 octobre 2016 et 1 ^{er} février 2017. Les rencontres ont eu lieu à Saguenay.
03 - Capitale-Nationale	Relève du Secrétariat à la Capitale-Nationale
04 - Mauricie	2016-2017 : 2 rencontres : 23 septembre 2016 et 9 décembre 2016. Les rencontres ont eu lieu à Trois-Rivières.
05 - Estrie	2016-2017 : 2 rencontres : 12 octobre 2016 et 1 ^{er} février 2017. Les rencontres ont eu lieu à Sherbrooke.
06 - Montréal	2016-2017 : 2 rencontres : 14 juin 2016 et 18 octobre 2016. Les rencontres ont eu lieu à Montréal.
07 - Outaouais	2016-2017 : 5 rencontres : 4 avril 2016, 20 juin 2016, 12 septembre 2016, 25 novembre 2016 et 6 février 2017. Les rencontres ont eu lieu à Gatineau.
08 - Abitibi-Témiscamingue	2016-2017 : 4 rencontres : 13 mai 2016, 16 septembre 2016, 18 novembre 2016 et 20 janvier 2017. Les rencontres ont eu lieu à Rouyn-Noranda.
09 - Côte-Nord	2016-2017 : 3 rencontres : 25 mai 2016 (Baie-Comeau), 13 septembre 2016 (Baie-Comeau) et 9 février 2017 (Sept-Îles).
10 - Nord-du-Québec	2016-2017 : 3 rencontres : 31 mai 2016, 22 septembre 2016 et 9 février 2017. Les rencontres ont eu lieu à Chibougamau.
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2016-2017 : 4 rencontres : 28 avril 2016 (Chandler), 15 septembre 2016 (Sainte-Anne-des-Monts), 8 décembre 2016 (Carleton-sur-Mer) et 12 janvier 2017 (Chandler).

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 49

Liste des rencontres tenues par les conférences administratives régionales (CAR) en 2016-2017. Indiquer les dates, lieux et résultats atteints. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2017-2018.

Conférence administrative régionale (CAR)	Rencontres tenues : nombre, dates et lieux
12 - Chaudière-Appalaches	2016-2017 : 3 rencontres : 3 juin 2016 (Sainte-Marie), 7 octobre 2016 (Lévis) et 2 décembre 2016 (Sainte-Marie).
13 - Laval	2016-2017 : 3 rencontres : 31 mai 2016, 11 octobre 2016 et 1 ^{er} février 2017 (conférence téléphonique). Les rencontres ont eu lieu à Laval. La conférence téléphonique a été dirigée depuis Montréal.
14 - Lanaudière	2016-2017 : 3 rencontres : 25 mai 2016, 22 septembre 2016 et 16 décembre 2016. Les rencontres ont eu lieu à Joliette.
15 - Laurentides	2016-2017 : 2 rencontres : 8 juin 2016 (Saint-Jérôme) et 7 décembre 2016 (Blainville).
16 - Montérégie	2016-2017 : 4 rencontres : 18 mai 2016, 21 juin 2016, 18 octobre 2016 et 20 janvier 2017. Les rencontres ont eu lieu à Longueuil.
17 - Centre-du-Québec	2016-2017 : 3 rencontres : 9 mai 2016, 21 octobre 2016 et 27 janvier 2017. Les rencontres ont eu lieu à Bécancour.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 50

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités, ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2016-2017.

Réunions sur les travaux de redéfinition des relations Québec-municipalités

▪ **Rencontres techniques mettant en présence le personnel du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et celui de l'UMQ ou de la FQM**

1. 14 décembre 2016 à Québec - Rencontre avec la FQM sur le projet de règlement sur la diffusion d'information sur Internet par les municipalités.
 - aucun ordre du jour transmis;
 - présentation verbale des principaux éléments du projet de règlement et de ses impacts anticipés sur le milieu municipal
2. 16 décembre 2016 à Québec - Rencontre avec l'UMQ sur le projet de règlement sur la diffusion d'information sur Internet par les municipalités.
 - aucun ordre du jour transmis;
 - présentation verbale des principaux éléments du projet de règlement et de ses impacts anticipés sur le milieu municipal.
3. 30 janvier 2017 à Québec - Rencontre avec la FQM sur le projet de règlement sur la diffusion d'information sur Internet par les municipalités.
 - aucun ordre du jour transmis;
 - discussion sur les commentaires émis par la FQM relativement au projet de règlement et à ses impacts anticipés sur le milieu municipal.
4. 10 février 2017 à Québec - Présentation, par les deux associations, lors de rencontres distinctes, de leurs commentaires sur le PL-122.

Aucun procès-verbal n'a été produit à la suite de ces rencontres

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 50

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités, ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2016-2017.

▪ **Rencontres du Comité de travail sur les relations Québec-municipalités mettant en présence le personnel du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et celui de l'UMQ et de la FQM afin de soutenir la Table sur les relations Québec-municipalités dans ses travaux.**

1. 15 avril 2016 tenue par visioconférence – Rencontre avec l'UMQ et la FQM portant sur des propositions de mesures pour le PL-122

- ordre du jour disponible sur demande.

2. 14 juin 2016 tenue par visioconférence – Rencontre avec l'UMQ et la FQM portant sur des propositions de mesures pour le PL-122

- ordre du jour disponible sur demande.

Aucun procès-verbal n'a été produit à la suite de ces rencontres.

▪ **Rencontres de travail de la Table sur les relations Québec-municipalités mettant en présence le personnel du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et celui de l'UMQ et de la FQM.**

1. De nombreuses rencontres de travail avec l'UMQ et la FQM, tenues par visio-conférences et conférences téléphoniques, ont eu lieu au cours de la période 2016-2017. Elles auront permis d'identifier des principes et des objectifs communs, de dégager des consensus sur les grandes orientations et de contribuer à l'élaboration d'une vision pour redéfinir les relations entre le gouvernement et les municipalités. Ces rencontres auront de plus permis de recueillir les propositions de mesures de l'UMQ et de la FQM pour le PL-122 et, conséquemment, d'alimenter la réflexion du gouvernement à ce sujet. Le PL-122 ayant été déposé le 6 décembre 2016, la Table a cessé ses activités.

Aucun ordre du jour ni procès-verbal n'a été produit à la suite de ces rencontres.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 51

Dates, lieux, et nombre de rencontres du comité sur les régimes de pension des municipalités en 2016-2017. Indiquer la liste des membres et leur rémunération. Joindre une copie des ordres du jour, des procès-verbaux ainsi que de tout autre document produits par le comité depuis le début de son mandat.

Le comité mis en place à l'automne 2011, avec la participation du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, de la Régie des rentes du Québec (maintenant Retraite Québec) et des représentants municipaux (Union des municipalités du Québec et Fédération québécoise des municipalités) et syndicaux, pour examiner certains ajustements à l'encadrement réglementaire des régimes de retraite municipaux (en attendant les conclusions du Comité d'Amours) a terminé ses travaux en novembre 2012. Ceux-ci se sont traduits par des modifications réglementaires édictées en décembre 2013.

Modifications réglementaires édictées en décembre 2013

Les travaux du comité se sont traduits par des modifications réglementaires édictées le 4 décembre 2013 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2012, de manière à permettre aux Villes de Montréal et de Laval d'appliquer les ententes conclues avec leurs cols bleus à l'automne 2012.

Ces modifications réglementaires visent à mettre en œuvre les quatre mesures facultatives suivantes de partage des risques applicables au service futur des régimes de retraite municipaux :

- Fonds de stabilisation pouvant servir à financer les déficits ou à indexer les rentes, selon la situation financière du régime;
- Comptes séparés pour le service passé et le service futur (« mur de Chine »);
- Assouplissement, dans le cas des cotisations versées au fonds, de la règle voulant qu'au moins 50 % des rentes proviennent de contributions de l'employeur;
- Possibilité d'un décalage dans l'ajustement des cotisations, pour un régime à coûts partagés.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 52

Liste des droits d'opposition dont se sont prévalués les municipalités reconstituées en 2016-2017. Indiquer l'objet du litige, les municipalités en cause et la décision de la Commission municipale. Fournir une copie de la correspondance adressée au ministre et indiquer l'action entreprise par le ministère.

La Commission a reçu une demande provenant de la Municipalité de La Macaza opposant l'agglomération de la Ville de Rivière-Rouge concernant l'imposition des quotes-parts. La Commission a convoqué les parties pour une conférence préparatoire.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 53

Fournir la liste de tous les médiateurs, négociateurs ou arbitres nommés par le ministre en 2016-2017. Indiquer l'objet de leur mandat et les sommes qui leur ont été versées ou qui leur seront versées.

Nomination	Mandat	Sommes impliquées au 28 février 2017
Denis Côté, conseiller en affaires municipales à la Direction régionale du Bas-Saint-Laurent	Le 14 septembre 2016, le sous-ministre a nommé monsieur Denis Côté pour agir comme conciliateur afin d'aider la Municipalité de l'Isle-Verte et la MRC de Rivière-du-Loup à trouver un accord sur l'application d'ententes en matière de sécurité incendie.	Aucune
Jean Dionne, directeur régional de la Capitale-nationale	Le 7 mars 2016, le sous-ministre a nommé monsieur Jean Dionne pour agir comme conciliateur afin d'aider la Municipalité de l'Ange-Gardien et la Régie intermunicipale de l'aréna de la Côte-de-Beaupré à trouver un accord sur l'application de l'article 20 de l'Entente intermunicipale de l'aréna de la Côte-de-Beaupré.	Aucune
Luc Bélisle, conciliateur	En vertu de l'article 165.4.16 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU), monsieur Bélisle a agi à titre de conciliateur dans le cadre d'un projet de construction de maternité porcine afin de rapprocher le conseil de la Municipalité de Lorrainville et le demandeur du permis de construction, monsieur Étienne Hardy, quant aux mesures d'atténuation auxquelles la Municipalité a assujetti la délivrance du permis.	La dépense finale du contrat qui comprend les frais de déplacement a été de 1 545 \$.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 54

Évolution de la dépense d'intérêt sur la dette imputable aux municipalités, pour 2016-2017 et chacune des trois dernières années.

Veuillez vous référer à la demande de renseignements particuliers n° 39 du deuxième groupe d'opposition.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question n° 55

Liste des municipalités et des montants reçus, par région, dans le cadre des travaux exigés en vertu du Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées.

Veuillez vous référer à la demande de renseignements particuliers n° 62 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 56

Liste des projets et montant totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU).

L'Entente Canada-Québec concernant le FEPTEU a été signée par les gouvernements le 29 juin 2016 comprenant un montant de 363,8 M \$ du gouvernement fédéral.

193 projets ont fait l'objet d'une confirmation d'aide financière à l'hiver 2017, couvrant la totalité de l'enveloppe d'aide financière fédérale disponible. L'aide financière octroyée est de 597,8 M\$ permettant des investissements de 720,3 M\$ en incluant la part assumée par les municipalités. Voir les détails en annexe.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers

ANNEXE

Demande 56	Liste des projets et montant totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU).
------------	---

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Coût maximal admissible du projet	Montant de la promesse
FEPTEU	1.0	Amqui	Renouvellement de conduites d'eau	01	2 116 536 \$	1 756 725 \$
FEPTEU	2.0	Amqui	Réseaux sanitaire et aqueduc-Place Lévesque	01	330 000 \$	273 900 \$
FEPTEU	1.0	Métis-sur-Mer	Renouvellement de conduites d'eau	01	1 268 010 \$	1 052 450 \$
FEPTEU	1.0	Price	Renouvellement de conduites d'eau	01	2 052 558 \$	1 703 625 \$
FEPTEU	1.0	Rimouski	Renouvellement de conduites d'eau	01	8 095 182 \$	6 719 000 \$
FEPTEU	2.0	Rimouski	Mise à niveau des installations d'eau potable et d'eaux usées	01	1 904 818 \$	1 580 999 \$
FEPTEU	1.0	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	Renouvellement de conduites d'eau	01	584 458 \$	485 100 \$
FEPTEU	1.0	Sainte-Érène	Renouvellement de conduites d'eau	01	764 307 \$	634 375 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Épiphanie	Remplacement du réservoir d'emménagement d'eau potable	01	1 796 442 \$	1 491 048 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Gabriel-de-Rimouski	Alimentation et traitement de l'eau potable	01	3 776 256 \$	3 134 292 \$
FEPTEU	2.0	Sayabec	Mise aux normes des ouvrages d'alimentation en eau et prolongement des services route 132	01	8 536 556 \$	7 085 341 \$
FEPTEU	2.0	Témiscouata-sur-le-Lac	Mise aux normes de l'alimentation en eau potable du quartier Notre-Dame-du-Lac	01	9 292 267 \$	7 712 581 \$
12 confirmations d'aide				Total 01	40 517 390 \$	33 629 436 \$
FEPTEU	2.0	Girardville	Modernisation station production eau potable et déphosphatation eaux usées	02	1 071 041 \$	888 964 \$
FEPTEU	2.0	Larouche	Construction d'une conduite d'eau potable pour le Lac-du-Camp-Droit	02	963 148 \$	799 413 \$
FEPTEU	1.0	Saguenay	Renouvellement de conduites d'eau	02	9 999 819 \$	8 299 850 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Henri-de-Taillon	Prolongement de la conduite d'eau potable -Secteur 2 (2,627km)	02	480 220 \$	398 583 \$
4 confirmations d'aide				Total 02	12 514 228 \$	10 386 810 \$
FEPTEU	1.0	Beaupré	Renouvellement de conduites d'eau	03	4 997 801 \$	4 148 175 \$
FEPTEU	2.0	Boischatel	Mise aux normes Usine de traitement de l'eau potable	03	10 599 175 \$	8 797 316 \$
FEPTEU	1.0	Clermont	Renouvellement de conduites d'eau	03	1 189 217 \$	987 050 \$
FEPTEU	1.0	Donnacoona	Renouvellement de conduites d'eau	03	4 975 430 \$	4 129 605 \$
FEPTEU	2.0	Fossambault-sur-le-Lac	Reconstruction du poste de pompage principal	03	4 010 000 \$	3 328 300 \$
FEPTEU	2.0	La Malbaie	Assainissement des eaux usées secteur St-Fidèle	03	3 553 811 \$	2 949 664 \$
FEPTEU	2.0	Lac-Beauport	Mont-Cervin phase 2, 3 et 4	03	6 480 000 \$	5 378 400 \$
FEPTEU	2.0	Lac-Sergent	Collecte et traitement des eaux usées	03	5 479 743 \$	4 548 676 \$
FEPTEU	1.0	L'Ancienne-Lorette	Renouvellement de conduites d'eau	03	10 009 159 \$	8 307 600 \$
FEPTEU	1.0	L'Ange-Gardien	Renouvellement de conduites d'eau	03	4 059 933 \$	3 369 745 \$
FEPTEU	2.0	L'Ange-Gardien	Ajout de deux (2) nouvelles chambres de réduction de pression	03	520 599 \$	432 097 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers

ANNEXE

Demande 56	Liste des projets et montant totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU).
------------	---

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Coût maximal admissible du projet	Montant de la promesse
FEPTEU	1.0	Les Éboulements	Renouvellement de conduites d'eau	03	845 484 \$	701 749 \$
FEPTEU	2.0	Neuveville	Prolongement du réseau d'égout sanitaire - Secteur Est	03	15 355 439 \$	12 745 020 \$
FEPTEU	1.0	Pont-Rouge	Renouvellement de conduites d'eau	03	5 000 040 \$	4 150 033 \$
FEPTEU	1.0	Portneuf	Renouvellement de conduites d'eau	03	2 644 759 \$	2 195 150 \$
FEPTEU	2.0	Portneuf	Distribution en eau potable - Réservoir et conduites de raccordement	03	3 455 834 \$	2 868 342 \$
FEPTEU	2.0	Québec	Réfection UTE Ste-Foy - Remplacement du système d'ozoneur	03	2 803 854 \$	2 327 199 \$
FEPTEU	2.0	Québec	Installation d'un système de racleurs des écumes aux épaisseurs	03	806 908 \$	669 734 \$
FEPTEU	2.0	Québec	Mise à niveau du système de lavage des filtres	03	1 359 588 \$	1 128 457 \$
FEPTEU	2.0	Québec	Drainage pluvial autoroutes Laurentienne et Félix-Leclerc	03	17 772 494 \$	14 751 170 \$
FEPTEU	2.0	Québec	Réfection des chambres de vannes, boul. Quatre-Bourgeois et ajout de vannes Bouvier	03	1 640 430 \$	1 361 557 \$
FEPTEU	2.0	Québec	Réfection postes U396, U397, U392 et ajout d'un trop-plein pompé poste U303	03	1 713 659 \$	1 422 337 \$
FEPTEU	2.0	Québec	Remaniement des paliers de pression, secteur Loretteville et St-Émile	03	1 527 305 \$	1 267 663 \$
FEPTEU	2.0	Québec	Pose d'une nouvelle conduite d'adduction en Haute-ville (Salaberry, St-Jean, Turnbull)	03	7 083 507 \$	5 879 311 \$
FEPTEU	2.0	Québec	Agrandissement du réservoir Bélair	03	5 496 096 \$	4 561 760 \$
FEPTEU	2.0	Québec	Poste de pompage Gaudarville	03	2 545 947 \$	2 113 136 \$
FEPTEU	2.0	Québec	Construction du poste de pompage des Canetons et Réfection collecteur d'égout pluvial	03	7 198 993 \$	5 975 164 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Casimir	Mise aux normes du traitement de l'eau potable / Secteur du pied de la Montagne	03	1 621 578 \$	1 345 910 \$
FEPTEU	2.0	Sainte-Anne-de-Beaupré	Installations d'alimentation, de production et de distribution d'eau potable	03	11 917 523 \$	9 891 543 \$
FEPTEU	1.0	Saint-Hilarion	Renouvellement de conduites d'eau	03	3 227 409 \$	2 678 750 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Joachim	Construction d'un réservoir d'eau potable (secteur village)	03	2 365 707 \$	1 963 537 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	Prolongement du réseau d'égout - secteur Est	03	840 000 \$	697 200 \$
FEPTEU	1.0	Saint-Raymond	Renouvellement de conduites d'eau	03	2 519 757 \$	2 091 398 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Raymond	Égouts - Rues Bourgeois, de l'Aqueduc, Bureau et Notre-Dame	03	756 000 \$	627 480 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Urbain	Mise aux normes de l'approvisionnement en eau potable	03	2 777 183 \$	2 305 063 \$
FEPTEU	2.0	Shannon	Projet d'enlèvement du manganèse	03	2 492 000 \$	2 068 360 \$
FEPTEU	1.0	Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	Renouvellement de conduites d'eau	03	2 829 772 \$	2 348 710 \$
FEPTEU	2.0	Stoneham-et-Tewkesbury	Mise à niveau de la station d'épuration avec l'ajout d'un traitement tertiaire de déphosphatation par filtration granulaire	03	1 814 187 \$	1 505 775 \$
38 confirmations d'aide				Total 03	136 286 321 \$	138 018 136 \$
FEPTEU	1.0	Charette	Renouvellement de conduites d'eau	04	1 206 866 \$	1 001 700 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers

ANNEXE

Demande 56	Liste des projets et montant totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU).
------------	---

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Coût maximal admissible du projet	Montant de la promesse
FEPTEU	1.0	Louiseville	Renouvellement de conduites d'eau	04	2 644 217 \$	2 194 700 \$
FEPTEU	2.0	Louiseville	Mise en place réseau d'égout basse pression rue Royale et boulevard St-Laurent Ouest	04	978 402 \$	812 074 \$
FEPTEU	2.0	Louiseville	Prolongement Réseau d'égout gravitaire Boul Saint-Laurent Est	04	714 000 \$	592 620 \$
FEPTEU	1.0	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	Renouvellement de conduites d'eau	04	2 824 642 \$	2 344 450 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Barnabé	Rue Bellerive - Construction d'égout sanitaire et réfection égout pluvial	04	924 000 \$	766 920 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Boniface	Assainissement des eaux usées et travaux de collecte	04	6 312 369 \$	5 239 267 \$
FEPTEU	1.0	Sainte-Genève-de-Batiscan	Renouvellement de conduites d'eau	04	2 789 289 \$	2 315 111 \$
FEPTEU	2.0	Sainte-Genève-de-Batiscan	Remplacement du réservoir d'eau potable et conduite Rangdes Forges	04	3 450 000 \$	2 863 500 \$
FEPTEU	2.0	Sainte-Thècle	Prolongement du réseau d'eau potable Sainte-Thècle et Lac-aux-Sables	04	2 808 000 \$	2 330 640 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Étienne-des-Grès	Mise à jour du système de traitement des eaux usées	04	2 672 507 \$	2 218 181 \$
FEPTEU	1.0	Saint-Justin	Renouvellement de conduites d'eau	04	1 104 291 \$	916 562 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Paulin	Assainissement au Lac Bergeron	04	690 000 \$	572 700 \$
FEPTEU	2.0	Shawinigan	Assainissement des eaux, Lac-à-la-Tortue	04	42 995 000 \$	35 685 850 \$
FEPTEU	1.0	Trois-Rivières	Renouvellement de conduites d'eau	04	4 808 783 \$	3 991 290 \$
FEPTEU	2.0	Trois-Rivières	Poste de pompage Matton	04	5 191 217 \$	4 308 710 \$
FEPTEU	2.0	Yamachiche	Secteur chemin de la Rivière-du-loup - Aqueduc, égout sanitaire et poste de pompage	04	3 510 000 \$	2 913 300 \$
17 confirmations d'aide				Total 04	35 623 583 \$	71 067 575 \$
FEPTEU	1.0	Asbestos	Renouvellement de conduites d'eau	05	2 305 837 \$	1 913 845 \$
FEPTEU	1.0	Asbestos	Renouvellement de conduites d'eau	05	883 916 \$	733 650 \$
FEPTEU	2.0	Asbestos	Bassin de rétention des eaux usées	05	989 239 \$	821 069 \$
FEPTEU	1.0	Nantes	Renouvellement de conduites d'eau	05	1 699 398 \$	1 410 500 \$
FEPTEU	1.0	Saint-Robert-Bellarmin	Renouvellement de conduites d'eau	05	1 359 005 \$	1 127 975 \$
FEPTEU	2.0	Stanstead	Raccordement du puits ST-PE-3-13 au réseau d'eau potable de la Ville de Stanstead	05	2 270 500 \$	1 884 515 \$
FEPTEU	2.0	Stanstead	Mise à niveau des stations de traitement des eaux usées	05	2 812 500 \$	2 334 375 \$
FEPTEU	1.0	Weedon	Renouvellement de conduites d'eau	05	1 492 608 \$	1 238 865 \$
3 confirmations d'aide				Total 05	13 815 363 \$	11 464 794 \$
FEPTEU	1.0	Montréal	Renouvellement de conduites d'eau	06	99 974 288 \$	82 978 664 \$
FEPTEU	1.0	Montréal-Ouest	Renouvellement de conduites d'eau	06	1 738 193 \$	1 442 700 \$
2 confirmations d'aide				Total 06	101 712 481 \$	84 421 364 \$
FEPTEU	2.0	Montebello	Réservoir d'eau potable, schéma de couverture, rinçage unidirectionnel	07	790 000 \$	655 700 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers

ANNEXE

Demande 56	Liste des projets et montant totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU).
------------	---

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Coût maximal admissible du projet	Montant de la promesse
1 confirmation d'aide				Total 07	790 000 \$	655 700 \$
FEPTEU	1.0	Barraute	Renouvellement de conduites d'eau	08	461 049 \$	382 670 \$
FEPTEU	2.0	Barraute	Prolongement de l'égout sanitaire, secteurs route 397 Nord et Sud et 1ère rue ouest	08	1 449 000 \$	1 202 670 \$
FEPTEU	2.0	Rouyn-Noranda	Assainissement des eaux - Quartier Cléricky	08	3 060 000 \$	2 539 800 \$
3 confirmations d'aide				Total 08	4 970 049 \$	4 125 140 \$
FEPTEU	2.0	Chibougamau	Mise aux normes-stations de pompage d'égout P1 et P2-optimisation déversoirs d'orage	10	2 666 076 \$	2 212 844 \$
1 confirmation d'aide				Total 10	2 666 076 \$	2 212 844 \$
FEPTEU	1.0	Bonaventure	Renouvellement de conduites d'eau	11	1 180 272 \$	979 625 \$
FEPTEU	2.0	Bonaventure	Réservoir d'eau avenue Louisbourg	11	6 332 653 \$	5 256 102 \$
FEPTEU	2.0	Gaspé	Mise aux normes eau potable Gaspé-centre	11	7 655 880 \$	6 354 380 \$
FEPTEU	2.0	Les Îles-de-la-Madeleine	Prolongement du réseau d'égout chemin Miousse/Les Caps	11	924 000 \$	766 920 \$
FEPTEU	2.0	Les Îles-de-la-Madeleine	Prolongement du réseau de collecte d'eaux usées - Chemin Gaudet	11	1 990 000 \$	1 651 700 \$
FEPTEU	2.0	Les Îles-de-la-Madeleine	Bouclage du réseau de l'Île-du-Havre-Aubert	11	1 793 128 \$	1 488 296 \$
FEPTEU	2.0	Les Îles-de-la-Madeleine	Interception et traitement des eaux usées - secteur centre de Havre-aux-Maisons	11	3 570 000 \$	2 963 100 \$
7 confirmations d'aide				Total 11	23 445 933 \$	19 460 123 \$
FEPTEU	1.0	Adstock	Renouvellement de conduites d'eau	12	3 533 966 \$	2 933 192 \$
FEPTEU	2.0	Adstock	Mise aux normes réseau d'aqueduc Ostiguy (Lac Jolicoeur)	12	531 027 \$	440 752 \$
FEPTEU	2.0	Armagh	Projet d'assainissement des eaux usées	12	2 143 794 \$	1 779 349 \$
FEPTEU	1.0	Cap-Saint-Ignace	Renouvellement de conduites d'eau	12	4 984 790 \$	4 137 375 \$
FEPTEU	2.0	Cap-Saint-Ignace	Mise aux normes de l'eau potable	12	2 953 760 \$	2 451 620 \$
FEPTEU	1.0	Lac-Etchemin	Renouvellement de conduites d'eau	12	986 025 \$	818 400 \$
FEPTEU	1.0	Lévis	Renouvellement de conduites d'eau	12	7 533 519 \$	6 252 820 \$
FEPTEU	2.0	L'Islet	Prolong. infrastructures aqueduc et égout - section chemin Pionniers Est/Petit-Moulin	12	3 030 000 \$	2 514 900 \$
FEPTEU	1.0	Montmagny	Renouvellement de conduites d'eau	12	1 993 296 \$	1 654 435 \$
FEPTEU	1.0	Saint-Camille-de-Lellis	Renouvellement de conduites d'eau	12	2 007 138 \$	1 665 925 \$
FEPTEU	1.0	Saint-Damien-de-Buckland	Renouvellement de conduites d'eau	12	1 669 037 \$	1 385 300 \$
FEPTEU	1.0	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	Renouvellement de conduites d'eau	12	867 168 \$	719 750 \$
FEPTEU	1.0	Sainte-Claire	Renouvellement de conduites d'eau	12	1 685 934 \$	1 399 325 \$
FEPTEU	1.0	Sainte-Croix	Renouvellement de conduites d'eau	12	978 102 \$	811 825 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Elzéar	Prolongement des services municipaux - route 216 (rue des Érables)	12	270 000 \$	224 100 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers

ANNEXE

Demande 56	Liste des projets et montant totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU).
------------	---

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Coût maximal admissible du projet	Montant de la promesse
FEPTEU	1.0	Sainte-Marguerite	Renouvellement de conduites d'eau	12	1 497 681 \$	1 243 075 \$
FEPTEU	2.0	Sainte-Marguerite	Renforcement des étangs	12	1 447 348 \$	1 201 298 \$
FEPTEU	2.0	Sainte-Marie	Travaux d'infrastructure d'eau potable et d'eaux usées domestiques du secteur ouest	12	5 274 000 \$	4 377 421 \$
FEPTEU	2.0	Sainte-Marie	Travaux d'infrastructure d'eau potable, d'eaux usées domestiques - rue Notre-Dame S	12	2 100 000 \$	1 743 000 \$
FEPTEU	1.0	Sainte-Perpétue	Renouvellement de conduites d'eau	12	571 114 \$	474 025 \$
FEPTEU	1.0	Saint-Georges	Renouvellement de conduites d'eau	12	666 265 \$	553 000 \$
FEPTEU	1.0	Saint-Honoré-de-Shenley	Renouvellement de conduites d'eau	12	1 134 639 \$	941 750 \$
FEPTEU	1.0	Saint-Jean-Port-Joli	Renouvellement de conduites d'eau	12	1 788 892 \$	1 484 780 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Joseph-de-Beauce	Mise aux normes de l'eau potable / Saint-Joseph	12	6 853 684 \$	5 688 558 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Just-de-Bretenières	Construction d'un nouveau réservoir d'eau potable	12	2 281 409 \$	1 893 570 \$
FEPTEU	1.0	Saint-Malachie	Renouvellement de conduites d'eau	12	2 939 759 \$	2 440 000 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	Ajout d'un système de déphosphatation et d'enlèvement des sulfures	12	626 520 \$	520 012 \$
FEPTEU	1.0	Saint-Philémon	Renouvellement de conduites d'eau	12	1 110 391 \$	921 625 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Prosper	Prolongement du réseau d'aqueduc pour résidences	12	180 000 \$	149 400 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Victor	Prolongement de services égout sanitaire - Route 108	12	861 000 \$	714 630 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Victor	Mise aux normes de l'approvisionnement et le traitement de l'eau potable	12	2 010 996 \$	1 669 126 \$
FEPTEU	1.0	Tring-Jonction	Renouvellement de conduites d'eau	12	1 139 638 \$	945 900 \$
FEPTEU	1.0	Tring-Jonction	Renouvellement de conduites d'eau	12	3 860 381 \$	3 204 115 \$
FEPTEU	1.0	Vallée-Jonction	Renouvellement de conduites d'eau	12	1 692 409 \$	1 404 700 \$
34 confirmations d'aide				Total 12	73 203 652 \$	60 759 053 \$
FEPTEU	1.0	Saint-Ambroise-de-Kildare	Renouvellement de conduites d'eau	14	773 205 \$	641 760 \$
FEPTEU	1.0	Saint-Ambroise-de-Kildare	Renouvellement de conduites d'eau	14	694 940 \$	576 800 \$
FEPTEU	2.0	Sainte-Élisabeth	Réseau d'eau potable - Grand rang St-Pierre	14	9 770 372 \$	8 109 409 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Félix-de-Valois	Station d'épuration - mise aux normes	14	2 626 855 \$	2 180 290 \$
FEPTEU	1.0	Saint-Gabriel-de-Brandon	Renouvellement de conduites d'eau	14	1 848 677 \$	1 534 400 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Liguori	Assainissement au cœur du village de St-Liguori	14	9 894 000 \$	8 212 020 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Paul	Réfection des infrastructures rue Adrien et rue Claude	14	942 138 \$	781 975 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Thomas	Problématique d'eau potable sur le rang Saint-Charles	14	522 000 \$	433 260 \$
9 confirmations d'aide				Total 14	27 972 187 \$	22 489 914 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers

ANNEXE

Demande 56	Liste des projets et montant totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU).
------------	---

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Coût maximal admissible du projet	Montant de la promesse
FEPTEU	1.0	Deux-Montagnes	Renouvellement de conduites d'eau	15	5 559 064 \$	4 614 025 \$
FEPTEU	2.0	Deux-Montagnes	Traitement des eaux usées, usine de filtration d'eau potable et correctifs au réseau	15	550 000 \$	456 500 \$
FEPTEU	1.0	Saint-Adolphe-d'Howard	Renouvellement de conduites d'eau	15	1 631 531 \$	1 354 171 \$
FEPTEU	1.0	Sainte-Agathe-des-Monts	Renouvellement de conduites d'eau	15	2 106 553 \$	1 748 440 \$
FEPTEU	1.0	Sainte-Agathe-des-Monts	Renouvellement de conduites d'eau	15	675 542 \$	560 700 \$
FEPTEU	1.0	Sainte-Agathe-des-Monts	Renouvellement de conduites d'eau	15	173 946 \$	144 375 \$
FEPTEU	1.0	Sainte-Agathe-des-Monts	Renouvellement de conduites d'eau	15	589 157 \$	489 000 \$
FEPTEU	2.0	Sainte-Agathe-des-Monts	Poste de suppression Lac-des-Sables (pour la desserte en eau du secteur Belvoir)	15	535 545 \$	444 502 \$
FEPTEU	1.0	Saint-Sauveur	Renouvellement de conduites d'eau	15	6 313 084 \$	5 239 860 \$
FEPTEU	2.0	Val-Morin	Égout collecteur du village de Val-Morin vers la station d'épuration de Val-David	15	1 404 996 \$	1 166 147 \$
FEPTEU	2.0	Val-Morin	Assainissement des eaux usées au Domaine Val-Morin	15	3 006 320 \$	2 495 245 \$
FEPTEU	2.0	Val-Morin	Construction collecteur reliant le secteur Belle Neige au village, lot 2	15	4 600 328 \$	3 818 272 \$
12 confirmations d'aide				Total 15	27 146 066 \$	22 531 237 \$
FEPTEU	1.0	Acton Vale	Renouvellement de conduites d'eau	16	4 058 028 \$	3 368 165 \$
FEPTEU	1.0	Ange-Gardien	Renouvellement de conduites d'eau	16	4 999 948 \$	4 149 955 \$
FEPTEU	1.0	Cowansville	Renouvellement de conduites d'eau	16	9 993 185 \$	8 294 342 \$
FEPTEU	2.0	Granby	Réfection de la prise d'eau au réservoir du Lac-sur-la-Montagne	16	2 260 000 \$	1 875 800 \$
FEPTEU	2.0	Granby	Mise aux normes de l'ouvrage de retenu du lac Boivin	16	3 530 000 \$	2 929 900 \$
FEPTEU	1.0	Lac-Brome	Renouvellement de conduites d'eau	16	2 663 714 \$	2 210 882 \$
FEPTEU	1.0	Massueville	Renouvellement de conduites d'eau	16	624 121 \$	518 020 \$
FEPTEU	2.0	R. ass. Coteaux	Réhabilitation de la station d'épuration des eaux usées	16	1 747 096 \$	1 450 089 \$
FEPTEU	2.0	R.I. aqu. Bas-Richelieu	Remplacement du système de chlore gazeux	16	361 601 \$	300 129 \$
FEPTEU	2.0	Sainte-Angèle-de-Monnoir	Mise à niveau de la station d'épuration	16	1 968 122 \$	1 633 541 \$
FEPTEU	2.0	Sainte-Anne-de-Sorel	Collecte des eaux usées et prolongement d'aqueduc sur l'île d'Embaras	16	695 000 \$	576 850 \$
FEPTEU	1.0	Sainte-Julie	Renouvellement de conduites d'eau	16	2 924 958 \$	2 427 715 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Hyacinthe	Mise aux normes de l'usine de filtration	16	14 418 000 \$	11 966 940 \$
FEPTEU	1.0	Saint-Pie	Renouvellement de conduites d'eau	16	2 240 084 \$	1 859 270 \$
FEPTEU	1.0	Salaberry-de-Valleyfield	Renouvellement de conduites d'eau	16	3 422 439 \$	2 840 625 \$
FEPTEU	2.0	Salaberry-de-Valleyfield	Réhabilitation structurale du collecteur d'eaux usées Taillefer	16	3 320 000 \$	2 755 600 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers

ANNEXE

Demande 56	Liste des projets et montant totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU).
------------	---

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Coût maximal admissible du projet	Montant de la promesse
FEPTEU	1.0	Sorel-Tracy	Renouvellement de conduites d'eau	16	2 117 138 \$	1 757 225 \$
FEPTEU	1.0	Sorel-Tracy	Renouvellement de conduites d'eau	16	730 422 \$	606 250 \$
FEPTEU	2.0	Sorel-Tracy	Réfection du mur de palplanches derrière la Centrale de traitement de l'eau	16	2 806 000 \$	2 328 980 \$
FEPTEU	2.0	Verchères	Réfection du poste de pompage Sainte-Famille	16	481 115 \$	399 325 \$
FEPTEU	2.0	Verchères	Mise à niveau de la station d'épuration des eaux usées	16	408 000 \$	338 640 \$
21 confirmations d'aide				Total: 16	65 768 971 \$	54 588 243 \$
FEPTEU	2.0	Bécancour	Station épuration (Mares noires) secteur ouest	17	6 950 000 \$	5 768 500 \$
FEPTEU	2.0	Bécancour	Mise aux normes et maintien des actifs Centrale de traitement de l'eau	17	2 300 000 \$	1 909 000 \$
FEPTEU	2.0	Bécancour	Source Gentilly mise aux normes et maintien des actifs	17	750 000 \$	622 500 \$
FEPTEU	1.0	Chesterville	Renouvellement de conduites d'eau	17	2 052 952 \$	1 703 950 \$
FEPTEU	2.0	Chesterville	Mise aux normes réservoir eau potable et déphosphatation eaux usées	17	860 400 \$	714 132 \$
FEPTEU	1.0	Drummondville	Renouvellement de conduites d'eau	17	1 724 745 \$	1 431 540 \$
FEPTEU	2.0	Drummondville	Mise à niveau du surpresseur St-Nicéphore	17	5 857 500 \$	4 861 725 \$
FEPTEU	1.0	Fortierville	Renouvellement de conduites d'eau	17	3 461 288 \$	2 872 870 \$
FEPTEU	1.0	Ham-Nord	Renouvellement de conduites d'eau	17	321 970 \$	267 235 \$
FEPTEU	1.0	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	Renouvellement de conduites d'eau	17	1 900 458 \$	1 577 380 \$
FEPTEU	1.0	Plessisville	Renouvellement de conduites d'eau	17	4 343 902 \$	3 605 440 \$
FEPTEU	1.0	Plessisville	Renouvellement de conduites d'eau	17	659 511 \$	547 395 \$
FEPTEU	2.0	Plessisville	Remplacement des conduites d'aération à la station d'épuration	17	427 485 \$	354 813 \$
FEPTEU	1.0	Princeville	Renouvellement de conduites d'eau	17	1 442 638 \$	1 197 390 \$
FEPTEU	1.0	Saint-Célestin	Renouvellement de conduites d'eau	17	1 354 163 \$	1 123 955 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Célestin	Mise aux normes de l'eau potable	17	3 630 357 \$	3 013 196 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Cyrille-de-Wendover	Alimentation en eau potable - Raccordement à Drummondville	17	10 798 984 \$	8 963 157 \$
FEPTEU	1.0	Sainte-Eulalie	Renouvellement de conduites d'eau	17	1 174 361 \$	974 720 \$
FEPTEU	2.0	Sainte-Perpétue	Mise aux normes des installations d'eau potable	17	4 685 500 \$	3 888 965 \$
FEPTEU	1.0	Saint-Germain-de-Grantham	Renouvellement de conduites d'eau	17	3 315 903 \$	2 752 199 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Germain-de-Grantham	Mise aux normes des étangs aérés et du poste de pompage des étangs	17	5 550 000 \$	4 606 500 \$
FEPTEU	1.0	Saint-Léonard-d'Aston	Renouvellement de conduites d'eau	17	2 311 301 \$	1 918 380 \$
FEPTEU	1.0	Victoriaville	Renouvellement de conduites d'eau	17	1 550 452 \$	1 286 875 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers

ANNEXE

Demande 56	Liste des projets et montant totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU).
------------	---

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Coût maximal admissible du projet	Montant de la promesse
FEPTEU	2.0	Victoriaville	Mise à niveau des équipements de traitement des eaux usées à la STEP	17	4 882 536 \$	4 052 505 \$
FEPTEU	1.0	Warwick	Renouvellement de conduites d'eau	17	2 436 928 \$	2 022 650 \$
25 confirmations d'aide				Total 17	74 743 334 \$	62 036 972 \$
193 confirmations d'aide					720 273 304 \$	597 827 341 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 57

État de situation de la problématique de l'augmentation des taxes à la suite de la hausse importante des évaluations foncières. Copie des analyses, rapports et procès-verbaux de rencontres produits par le MAMOT à ce sujet.

Le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire n'a produit aucune analyse ou rapport et n'a participé à aucune rencontre à ce sujet en 2016-2017.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 58

Liste des consultations menées par le Ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2016-2017 : a) l'objet des consultations; b) le moyen utilisé; c) les dates de rencontres; d) les communautés et les personnes consultées; e) les résultats des consultations; f) les montants afférents.

Objet des consultations et moyen utilisé	Dates des rencontres	Communautés et les personnes consultées	Résultats des consultations	Montants afférents
<p><u>Côte-Nord</u></p> <p>Projet de schéma d'aménagement et de développement de la MRC de La Haute-Côte-Nord, dans sa version adoptée par la MRC pour les fins de la consultation des communautés autochtones en juin 2016.</p> <p>La démarche de consultation a été initiée par une lettre adressée le 30 août 2016 aux chefs de chacune des communautés autochtones suivantes : Pessamit et Essipit. Cette lettre visait à présenter brièvement l'objet de la consultation, en plus de demander aux chefs de signifier leur intérêt à l'égard d'une rencontre au sujet du projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR). Le document était joint à la lettre.</p>	<p><u>Pessamit</u></p> <p>Malgré plusieurs relances téléphoniques, la communauté n'a transmis aucun commentaire. Il n'y a pas eu de rencontre.</p> <p><u>Essipit</u></p> <p>Une rencontre s'est tenue le 11 octobre 2016. Le 28 octobre, la communauté autochtone transmettait ses commentaires par écrit.</p>	<p>Conseil des Innus de Pessamit</p> <p>Conseil de la Première Nation des Innus d'Essipit</p>	<p>Seule la Nation d'Essipit a transmis ses commentaires.</p> <p>Ses préoccupations et recommandations ont été transmises à la MRC de La Haute-Côte-Nord afin qu'elle puisse les prendre en compte dans l'élaboration du SADR.</p>	Aucun
<p><u>Révision de la Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires :</u></p> <p>Le ministre a initié une consultation des communautés autochtones par une lettre envoyée le 21 décembre 2016. Après avoir sommairement expliqué la nature du dossier, la lettre informe les chefs qu'ils peuvent lui faire part par écrit de leurs réflexions à ce sujet et qu'il pourrait être disponible pour une rencontre sur cette question à l'occasion d'une éventuelle réunion des chefs de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL).</p>	<p>Il n'y a pas eu de rencontre, l'APNQL n'ayant pas, à ce jour, invité le ministre.</p>	<p>La lettre a été transmise à l'ensemble des chefs des Premières Nations, à l'exception des Cris et des Naskapis, en raison du régime particulier de gouvernance découlant de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et des diverses ententes conclues depuis concernant le territoire. Les communautés inuites sont aussi exemptées de cette démarche pour les mêmes raisons.</p>	<p>Deux chefs ont écrit au ministre pour manifester leur intérêt à l'égard d'une rencontre.</p>	Aucun

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 59

Liste et détails des mandats d'enquête réalisés par la Commission municipale du Québec en 2016-2017. Ventilation selon les mandats confiés par le ministre ou à l'initiative de la Commission.

Aucun.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 60

Un état de situation quant aux transferts d'actifs entre des municipalités et le gouvernement du Québec concernant le remboursement du déficit actuariel des employés de municipalités.

Il n'y a pas de municipalité autre que les villes de Montréal et de Québec concernée par ce genre de transfert.

- La Ville de Montréal a emprunté en 2004 une somme de 240 000 000 \$ qu'elle a déposée dans une réserve financière créée pour le financement de certains régimes de retraite de l'ancienne Ville de Montréal. Le service de dette relié à cet emprunt d'une durée de 20 ans (de 2005 à 2025) est assumé par le gouvernement du Québec.

Le versement effectué en 2016-2017 par le gouvernement du Québec est de 22 826 954 \$.

- La Ville de Québec a emprunté en 2006 une somme de 20 000 000 \$ qu'elle a déposée dans une réserve financière créée pour le financement de certains régimes de retraite de l'ancienne Ville de Québec. Le service de dette relié à cet emprunt d'une durée de 20 ans (de 2007 à 2027) est assumé par le gouvernement du Québec.

Le versement effectué en 2016-2017 par le gouvernement du Québec est de 1 565 014 \$.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 61

État de la mise aux normes des infrastructures en eau potable au Québec en 2016-2017. Fournir les prévisions pour 2017-2018.

Les investissements dans les infrastructures d'eau sont une priorité du gouvernement du Québec. Le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) offre différents programmes d'aide financière pour soutenir les municipalités dans la réalisation de travaux visant la réfection et la mise aux normes d'infrastructures d'eau.

Le MAMOT alloue une priorité d'aide financière à tout projet d'eau qui ne respecte pas le Règlement sur la qualité de l'eau potable ou le Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées. Toutefois, c'est le MDDELCC qui est responsable de l'application de la réglementation.

De 2007-2008 à 2016-2017, les programmes du MAMOT ont permis de réaliser des investissements totaux en eau de 10,3 G\$, et ce, grâce à une aide financière gouvernementale de 7,2 G\$ (Canada + Québec).

Pour 2017-2018, des investissements totaux en eau de 1,8 G\$ sont prévus grâce à une aide financière gouvernementale de 1,4 G\$ (Canada + Québec).

Notons qu'au Québec, près de 1 000 installations municipales de production d'eau potable desservent environ 86 % de la population. À la suite des événements de Walkerton, 90 municipalités aux prises avec un problème de contamination de l'eau potable ont été identifiées par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) afin d'apporter des correctifs à leurs installations. Un comité conjoint MAMOT-MDDELCC a été mis en place pour effectuer le suivi des correctifs à apporter aux équipements de production d'eau potable par ces municipalités. Les activités de ce comité portent le nom de « Opération 90 ».

En juin 2001, en raison de la révision du Règlement sur la qualité de l'eau potable, 200 municipalités supplémentaires ont été identifiées par le MDDELCC (voir le tableau synthèse à l'annexe 1). Le suivi des correctifs à apporter par les municipalités afin de se conformer au Règlement a été fait par le même comité conjoint MAMOT-MDDELCC et porte le nom de « Opération 200 ».

En date de septembre 2016, la situation se résumait de la façon suivante pour les 290 projets ciblés par le MDDELCC (annexe 1):

- Opération 90 : travaux complétés dans 86 réseaux. Il y a 4 réseaux non réglés (incluant un réseau dont les travaux sont en cours).
- Opération 200 : travaux complétés dans 159 réseaux. Il y a 41 réseaux non réglés (incluant 4 réseaux dont les travaux sont complétés, mais en attente de l'avis de conformité et 10 autres dont les travaux sont en cours).

En ce qui concerne les réseaux non réglés, les délais s'expliquent notamment par :

- Difficultés liées à la recherche d'une solution économique (en termes d'immobilisation et d'exploitation).
- Difficultés techniques, par exemple une recherche en eau infructueuse ou des solutions techniques restreintes.

OPÉRATION 90
Résumé de l'état d'avancement – septembre 2016

	Dossiers non réglés	Promesse d'aide financière	Sans aide
Total	4	1	3
Recherche eau et technologie	2	0	2
Solutions identifiées (étapes subséquentes non complétés)	0	0	0
Plans et devis terminés (étapes subséquentes non complétés)	0	0	0
Demande d'autorisation déposée (étapes subséquentes non complétés)	1	0	1
Projets autorisés, (travaux non débutés)	0	0	0
Travaux en cours	1	1	0
Dossiers en attente de conformité	0	0	0

Nombre de dossiers réglés dans l'opération 90 : 86

OPÉRATION 200 - EAU DE SURFACE
Résumé de l'état d'avancement – septembre 2016

	Dossiers non réglés	Promesse d'aide financière	Sans aide
Total	41	20	21
Recherche eau et technologie	9	1	8
Solutions identifiées (étapes subséquentes non complétés)	13	4	9
Plans et devis terminés (étapes subséquentes non complétés)	0	0	0
Demande d'autorisation déposée (étapes subséquentes non complétés)	3	1	2
Projets autorisés, travaux non débutés	2	1	1
Travaux en cours	10	9	1
Dossiers en attente de conformité	4	4	0

Nombre de dossiers réglés dans l'opération 200 : 159

HORS 90-200*
Résumé de l'état d'avancement – septembre 2016

	Dossiers non réglés	Promesse d'aide financière	Sans aide
Total	4	1	3
Recherche eau et technologie	0	0	0
Solutions identifiées (étapes subséquentes non complétés)	4	1	3
Plans et devis terminés (étapes subséquentes non complétés)	0	0	0
Demande d'autorisation déposée (étapes subséquentes non complétés)	0	0	0
Projets autorisés, travaux non débutés	0	0	0
Travaux en cours	0	0	0
Dossiers en attente de conformité	0	0	0

Nombre de dossiers réglés dans les hors 90-200 : 8 (il y avait 12 dossiers identifiés)

* dossiers qui ne respectent pas les exigences de l'article 5 du RQEP. mais qui ne font pas partie des opérations 90-200

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demandes 62

Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas encore de système de traitement d'eau potable conforme aux normes prévues par le Règlement sur la qualité de l'eau potable. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2016-2017.

Le MAMOT met à la disposition des municipalités différents programmes d'aide financière en infrastructures d'eau pour soutenir la réalisation de projets :

- de mise aux normes visant la conformité à la réglementation (Règlement sur la qualité de l'eau potable et Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées);
- de construction, de réfection ou d'agrandissement d'infrastructures d'eau potable et d'eaux usées;
- de réhabilitation ou de remplacement de conduites de distribution d'eau potable et d'égouts prioritaires.

Au cours de l'année financière 2016-2017, les programmes suivants étaient disponibles pour la réalisation de projets d'infrastructures municipales d'eau :

- Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU);
- Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec, volet Fonds des Petites Collectivités (NFCCQ-FPC);
- Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, sous-volet Renouvellement de conduites * (PIQM 2008 – volet 1.5);
- Programme Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU);
- Programme de la Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) 2014-2018.

En 2016-2017, soit du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, 211 municipalités ont reçu une confirmation d'aide financière pour la réalisation de leurs projets d'infrastructures d'eau (voir Annexe 1). Il est à noter qu'un projet présenté peut concerner à la fois les systèmes de traitement de l'eau potable et ceux des eaux usées.

Programme	Nombre de projets	Montant de la subvention
PRIMEAU	7	15 653 650 \$
NFCCQ-FPC	7	12 466 850 \$
PIQM 2008 – volet 1.5	4	9 875 175 \$
FEPTEU	193	597 827 341 \$
TOTAL	211	635 823 016 \$

Pour ce qui est de la TECQ 2014-2018, chaque municipalité doit déposer au MAMOT une programmation de travaux pour obtenir l'aide financière. Cette programmation comprend la liste des travaux admissibles à réaliser pour chacune des années du programme. La priorité 1 de ce programme permet l'installation, la mise aux normes et à niveau des équipements d'eau potable et d'assainissement des eaux usées. La priorité 3 permet, quant à elle, le renouvellement des conduites d'eau potable et d'égouts.

Au 28 février 2017, des travaux admissibles en eau totalisant près de 1,15 G\$ ont été approuvés dans la TECQ 2014-2018, soit 595 132 372 \$ pour la priorité 1 et 550 187 447 \$ pour la priorité 3. Ces travaux couvrent les exercices financiers 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017.

*Le renouvellement de conduites d'eau concerne la collecte des eaux usées et la distribution de l'eau potable.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande 62 Annexe	Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas encore de système de traitement d'eau potable conforme aux normes prévues par le Règlement sur la qualité de l'eau potable. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2016-2017.
----------------------	--

Liste des confirmations d'aide financière 2016-2017, du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, pour PRIMEAU, NFCCQ-FPC, PIQM-2008 et FEPTEU.

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Catégorie de travaux	Date de promesse	Montant de la promesse	Sommes versées 2016-2017	Modalités de versement	Échéance
PRIMEAU	1.0	Disraeli	Mise aux normes des infrastructures municipales - Approvisionnement en eau potable	12	Eau potable	2016-05-27	183 911 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	Disraeli	Mise aux normes des infrastructures municipales - Approvisionnement en eau potable	12	Eau potable	2016-07-07	3 637 653 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	1.0	Saint-Adèle	Reconstruction du poste de surpression Des Souchets	15	Eau potable	2016-12-15	33 265 \$	0,00 \$	Comptant	
PRIMEAU	1.0	Saint-Isidore	Alimentation et distribution de l'eau, collecte des eaux usées	12	Eau potable et eaux usées	2016-04-19	234 568 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	Saint-Isidore	Alimentation et distribution de l'eau potable et collecte des eaux usées	12	Eau potable et eaux usées	2016-05-27	9 588 253 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	Saint-Mathieu-de-Beloeil	Prolongement du réseau d'égout sur diverses rues	16	Eaux usées	2016-05-27	1 946 000 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	1.0	Verchères	Réduction des débordements d'eaux usées au poste de pompage Sainte-Famille	16	Eaux usées	2016-05-27	30 000 \$	0,00 \$	Comptant	
PIQM-2008	1.5	Boischatel	Renouvellement de conduites d'eau	03	Renouvellement de conduites	2017-02-22	1 206 920 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PIQM-2008	1.5	Montmagny	Renouvellement de conduites d'eau	12	Renouvellement de conduites	2016-05-27	322 200 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PIQM-2008	1.5	Sherbrooke	Renouvellement de conduites d'eau	05	Renouvellement de conduites	2016-07-15	7 339 350 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PIQM-2008	1.5	Sherbrooke	Renouvellement de conduites d'eau	05	Renouvellement de conduites	2016-08-22	1 006 705 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
NFCCQ-FPC	1.1	Beaconsfield	Renouvellement de conduites d'eau	06	Renouvellement de conduites	2016-07-07	1 487 250 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
NFCCQ-FPC	1.1	Drummondville	Renouvellement de conduites d'eau	17	Renouvellement de conduites	2017-02-21	1 997 300 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
NFCCQ-FPC	1.1	East Broughton	Renouvellement de conduites d'eau	12	Renouvellement de conduites	2016-07-15	1 165 700 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
NFCCQ-FPC	1.1	La Guadeloupe	Renouvellement de conduites d'eau	12	Renouvellement de conduites	2016-05-27	426 000 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
NFCCQ-FPC	1.1	Montréal-Est	Renouvellement de conduites d'eau	06	Renouvellement de conduites	2016-08-22	4 702 350 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
NFCCQ-FPC	1.1	Sainte-Adèle	Renouvellement de conduites d'eau	15	Renouvellement de conduites	2016-08-22	1 838 150 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
NFCCQ-FPC	1.1	Saint-Joseph-de-Beauce	Renouvellement de conduites d'eau	12	Renouvellement de conduites	2017-02-21	850 100 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Acton Vale	Renouvellement de conduites d'eau	16	Renouvellement de conduites	2017-01-23	3 368 165 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Adstock	Renouvellement de conduites d'eau	12	Renouvellement de conduites	2017-01-23	2 933 192 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Adstock	Mise aux normes réseau d'aqueduc Ostiguy (Lac Joicoeur)	12	Eau potable	2017-01-23	440 752 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Amqui	Renouvellement de conduites d'eau	01	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 756 725 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Amqui	Réseaux sanitaire et aqueduc-Place Lévesque	01	Eau potable et eaux usées	2017-01-23	273 900 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Ange-Gardien	Renouvellement de conduites d'eau	16	Renouvellement de conduites	2017-01-23	4 149 955 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Armagh	Projet d'assainissement des eaux usées	12	Eaux usées	2017-01-23	1 779 349 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Asbestos	Renouvellement de conduites d'eau	05	Renouvellement de conduites	2017-02-22	1 913 845 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Asbestos	Renouvellement de conduites d'eau	05	Renouvellement de conduites	2017-01-23	733 650 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Asbestos	Bassin de rétention des eaux usées	05	Eaux usées	2017-01-23	821 069 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Barraute	Renouvellement de conduites d'eau	08	Renouvellement de conduites	2017-01-23	382 670 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Barraute	Prolongement de l'égout sanitaire, secteurs route 397 Nord et Sud et 1 ^{ère} rue ouest	08	Eaux usées	2017-01-23	1 202 670 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Beaupré	Renouvellement de conduites d'eau	03	Renouvellement de conduites	2017-01-23	4 148 175 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Bécancour	Station épuration (Mares noires) secteur ouest	17	Eaux usées	2017-02-22	5 768 500 \$	0,00 \$	Financé	20 ans

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande 62 Annexe	Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas encore de système de traitement d'eau potable conforme aux normes prévues par le Règlement sur la qualité de l'eau potable. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2016-2017.
----------------------	--

Liste des confirmations d'aide financière 2016-2017, du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, pour PRIMEAU, NFCCQ-FPC, PIQM-2008 et FEPTU.

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Catégorie de travaux	Date de promesse	Montant de la promesse	Sommes versées 2016-2017	Modalités de versement	Échéance
FEPTU	2.0	Bécancour	Mise aux normes et maintien des actifs Centrale de traitement de l'eau	17	Eau potable	2017-02-22	1 909 000 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Bécancour	Source Gentilly mise aux normes et maintien des actifs	17	Eau potable	2017-02-22	622 500 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Boischatel	Mise aux normes Usine de traitement de l'eau potable	03	Eau potable	2017-01-23	8 797 316 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Bonaventure	Renouvellement de conduites d'eau	11	Renouvellement de conduites	2017-02-22	979 625 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Bonaventure	Réservoir d'eau avenue Louisbourg	11	Eau potable et eaux usées	2017-02-22	5 256 102 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Cap-Saint-Ignace	Renouvellement de conduites d'eau	12	Renouvellement de conduites	2017-01-23	4 137 375 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Cap-Saint-Ignace	Mise aux normes de l'eau potable	12	Eau potable	2017-01-23	2 451 620 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Charette	Renouvellement de conduites d'eau	04	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 001 700 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Chesterville	Renouvellement de conduites d'eau	17	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 703 950 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Chesterville	Mise aux normes réservoir eau potable et déphosphatation eaux usées	17	Eau potable et eaux usées	2017-01-23	714 132 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Chibougamau	Mise aux normes-stations de pompage d'égout P1 et P2-optimisation déversoirs d'orage	10	Eaux usées	2017-01-23	2 212 844 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Clermont	Renouvellement de conduites d'eau	03	Renouvellement de conduites	2017-01-23	987 050 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Cowansville	Renouvellement de conduites d'eau	16	Renouvellement de conduites	2017-01-23	8 294 342 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Deux-Montagnes	Renouvellement de conduites d'eau	15	Renouvellement de conduites	2017-01-23	4 614 025 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Deux-Montagnes	Traitement des eaux usées, usine de filtration d'eau potable et correctifs au réseau	15	Eau potable et eaux usées	2017-01-23	456 500 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Donncona	Renouvellement de conduites d'eau	03	Renouvellement de conduites	2017-01-23	4 129 605 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Drummondville	Renouvellement de conduites d'eau	17	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 431 540 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Drummondville	Mise à niveau du surpresseur St-Nicéphore	17	Eau potable	2017-01-23	4 861 725 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Fortierville	Renouvellement de conduites d'eau	17	Renouvellement de conduites	2017-01-23	2 872 870 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Fossambault-sur-le-Lac	Reconstruction du poste de pompage principal	03	Eaux usées	2017-01-23	3 328 300 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Gaspé	Mise aux normes eau potable Gaspé-centre	11	Eau potable	2017-01-23	6 354 380 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Girardville	Modernisation station production eau potable et déphosphatation eaux usées	02	Eau potable et eaux usées	2017-01-23	888 964 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Granby	Réfection de la prise d'eau au réservoir du Lac-sur-la-Montagne	16	Eau potable	2017-01-23	1 875 800 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Granby	Mise aux normes de l'ouvrage de retenue du lac Boivin	16	Eau potable	2017-01-23	2 929 900 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Ham-Nord	Renouvellement de conduites d'eau	17	Renouvellement de conduites	2017-01-23	267 235 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	La Malbaie	Assainissement des eaux usées secteur St-Fidèle	03	Eaux usées	2017-01-23	2 949 664 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Lac-Beauport	Mont-Cervin phase 2, 3 et 4	03	Eau potable et eaux usées	2017-01-23	5 378 400 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Lac-Brome	Renouvellement de conduites d'eau	16	Renouvellement de conduites	2017-02-22	2 210 882 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Lac-Etchemin	Renouvellement de conduites d'eau	12	Renouvellement de conduites	2017-01-23	818 400 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Lac-Sergent	Collecte et traitement des eaux usées	03	Eaux usées	2017-02-22	4 548 676 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	L'Ancienne-Lorette	Renouvellement de conduites d'eau	03	Renouvellement de conduites	2017-01-23	8 307 600 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	L'Ange-Gardien	Renouvellement de conduites d'eau	03	Renouvellement de conduites	2017-01-23	3 369 745 \$	0,00 \$	Financé	20 ans

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande 62 Annexe	Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas encore de système de traitement d'eau potable conforme aux normes prévues par le Règlement sur la qualité de l'eau potable. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2016-2017.
----------------------	--

Liste des confirmations d'aide financière 2016-2017, du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, pour PRIMEAU, NFCCQ-FPC, PIQM-2008 et FEPTEU.

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Catégorie de travaux	Date de promesse	Montant de la promesse	Sommes versées 2016-2017	Modalités de versement	Échéance
FEPTEU	2.0	L'Ange-Gardien	Ajout de deux (2) nouvelles chambres de réduction de pression	03	Eau potable	2017-01-23	432 097 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Larouche	Construction d'une conduite d'eau potable pour le Lac-du-Camp-Droit	02	Eau potable	2017-01-23	799 413 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Les Éboulements	Renouvellement de conduites d'eau	03	Renouvellement de conduites	2017-01-23	701 749 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Les Îles-de-la-Madeleine	Prolongement du réseau d'égout chemin Miousse/Les Caps	11	Eaux usées	2017-02-22	766 920 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Les Îles-de-la-Madeleine	Prolongement du réseau de collecte d'eaux usées - Chemin Gaudet	11	Eaux usées	2017-02-22	1 651 700 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Les Îles-de-la-Madeleine	Bouclage du réseau de l'Île-du-Havre-Aubert	11	Eau potable et eaux usées	2017-01-23	1 488 296 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Les Îles-de-la-Madeleine	Interception et traitement des eaux usées - secteur centre de Havre-aux-Maisons	11	Eaux usées	2017-02-22	2 963 100 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Lévis	Renouvellement de conduites d'eau	12	Renouvellement de conduites	2017-01-23	6 252 820 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	L'Islet	Prolong. infrastructures aqueduc et égout - section chemin Pionniers Est/Petit-Moulin	12	Eau potable et eaux usées	2017-01-23	2 514 900 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Louiseville	Renouvellement de conduites d'eau	04	Renouvellement de conduites	2017-01-23	2 194 700 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Louiseville	Mise en place réseau d'égout basse pression rue Royale et boulevard St-Laurent Ouest	04	Eaux usées	2017-01-23	812 074 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Louiseville	Prolongement Réseau d'égout gravitaire Boul Saint-Laurent Est	04	Eaux usées	2017-01-23	592 620 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Massueville	Renouvellement de conduites d'eau	16	Renouvellement de conduites	2017-01-23	518 020 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Métis-sur-Mer	Renouvellement de conduites d'eau	01	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 052 450 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Montebello	Réservoir d'eau potable, schéma de couverture, rinçage unidirectionnel	07	Eau potable	2017-02-22	655 700 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Montmagny	Renouvellement de conduites d'eau	12	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 654 435 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Montréal	Renouvellement de conduites d'eau	06	Renouvellement de conduites	2017-02-22	82 978 664 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Montréal-Ouest	Renouvellement de conduites d'eau	06	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 442 700 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Nantes	Renouvellement de conduites d'eau	05	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 410 500 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Neuveville	Prolongement du réseau d'égout sanitaire - Secteur Est	03	Eaux usées	2017-01-23	12 745 020 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	Renouvellement de conduites d'eau	17	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 577 380 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	Renouvellement de conduites d'eau	04	Renouvellement de conduites	2017-01-23	2 344 450 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Plessisville	Renouvellement de conduites d'eau	17	Renouvellement de conduites	2017-01-23	3 605 440 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Plessisville	Renouvellement de conduites d'eau	17	Renouvellement de conduites	2017-01-23	547 395 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Plessisville	Remplacement des conduites d'aération à la station d'épuration	17	Eaux usées	2017-01-23	354 813 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Pont-Rouge	Renouvellement de conduites d'eau	03	Renouvellement de conduites	2017-01-23	4 150 033 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Portneuf	Renouvellement de conduites d'eau	03	Renouvellement de conduites	2017-01-23	2 195 150 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Portneuf	Distribution en eau potable - Réservoir et conduites de raccordement	03	Eau potable	2017-01-23	2 868 342 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Price	Renouvellement de conduites d'eau	01	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 703 625 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Princeville	Renouvellement de conduites d'eau	17	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 197 380 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Québec	Réfection UTE Ste-Foy - Remplacement du système d'ozoneur	03	Eau potable	2017-02-22	2 327 199 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Québec	Installation d'un système de racleurs des écumes aux épaisseurs	03	Eaux usées	2017-02-22	669 734 \$	0,00 \$	Financé	20 ans

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande 62 Annexe	Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas encore de système de traitement d'eau potable conforme aux normes prévues par le Règlement sur la qualité de l'eau potable. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2016-2017.
----------------------	--

Liste des confirmations d'aide financière 2016-2017, du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, pour PRIMEAU, NFCCQ-FPC, PIQM-2008 et FEPTU.

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Catégorie de travaux	Date de promesse	Montant de la promesse	Sommes versées 2016-2017	Modalités de versement	Échéance
FEPTU	2.0	Québec	Mise à niveau du système de lavage des filtres	03	Eau potable	2017-02-22	1 128 457 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Québec	Drainage pluvial autoroutes Laurentienne et Félix-Leclerc	03	Eaux usées	2017-02-22	14 751 170 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Québec	Réfection des chambres de vannes, boul. Quatre-Bourgeois et ajout de vannes Bouvier	03	Eau potable	2017-02-22	1 361 557 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Québec	Réfection postes U396, U397, U392 et ajout d'un trop-plein pompé poste U303	03	Eaux usées	2017-02-22	1 422 337 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Québec	Remaniement des piliers de pression, secteur Loretteville et St-Émile	03	Eau potable	2017-02-22	1 267 663 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Québec	Pose d'une nouvelle conduite d'adduction en Haute-ville (Salaberry, St-Jean, Turnbull)	03	Eau potable	2017-02-22	5 879 311 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Québec	Agrandissement du réservoir Bélair	03	Eau potable	2017-02-22	4 561 760 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Québec	Poste de pompage Gaudarville	03	Eaux usées	2017-02-22	2 113 136 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Québec	Construction du poste de pompage des Canetons et Réfection collecteur d'égout pluvial	03	Eaux usées	2017-02-22	5 975 164 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	R. ass Coteaux	Réhabilitation de la station d'épuration des eaux usées	16	Eaux usées	2017-02-22	1 450 089 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	R.I. aqu. Bas-Richelieu	Remplacement du système de chlore gazeux	16	Eau potable	2017-01-23	300 129 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Rimouski	Renouvellement de conduites d'eau	01	Renouvellement de conduites	2017-01-23	6 719 000 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Rimouski	Mise à niveau des installations d'eau potable et d'eaux usées	01	Eau potable et eaux usées	2017-02-22	1 580 999 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Rouyn-Noranda	Assainissement des eaux - Quartier Cléry	08	Eaux usées	2017-01-23	2 539 800 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Saguenay	Renouvellement de conduites d'eau	02	Renouvellement de conduites	2017-02-22	8 299 850 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Saint-Adolphe-d'Howard	Renouvellement de conduites d'eau	15	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 354 171 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	Renouvellement de conduites d'eau	01	Renouvellement de conduites	2017-01-23	485 100 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Saint-Ambroise-de-Kildare	Renouvellement de conduites d'eau	14	Renouvellement de conduites	2017-01-23	641 760 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Saint-Ambroise-de-Kildare	Renouvellement de conduites d'eau	14	Renouvellement de conduites	2017-01-23	576 800 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Saint-Barnabé	Rue Bellerive - Construction d'égout sanitaire et réfection égout pluvial	04	Eaux usées	2017-01-23	766 920 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Saint-Boniface	Assainissement des eaux usées et travaux de collecte	04	Eaux usées	2017-01-23	5 239 267 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Saint-Camille-de-Lellis	Renouvellement de conduites d'eau	12	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 865 925 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Saint-Casimir	Mise aux normes du traitement de l'eau potable / Secteur du pied de la Montagne	03	Eau potable	2017-01-23	1 345 910 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Saint-Célestin	Renouvellement de conduites d'eau	17	Renouvellement de conduites	2017-02-22	1 123 955 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Saint-Célestin	Mise aux normes de l'eau potable	17	Eau potable	2017-01-23	3 013 196 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	2.0	Saint-Cyrille-de-Wendover	Alimentation en eau potable - Raccordement à Drummondville	17	Eau potable et eaux usées	2017-02-22	8 963 157 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Saint-Damien-de-Buckland	Renouvellement de conduites d'eau	12	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 385 300 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	Renouvellement de conduites d'eau	12	Renouvellement de conduites	2017-01-23	719 750 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Sainte-Agathe-des-Monts	Renouvellement de conduites d'eau	15	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 748 440 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Sainte-Agathe-des-Monts	Renouvellement de conduites d'eau	15	Renouvellement de conduites	2017-01-23	560 700 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTU	1.0	Sainte-Agathe-des-Monts	Renouvellement de conduites d'eau	15	Renouvellement de conduites	2017-01-23	144 375 \$	0,00 \$	Comptant	
FEPTU	1.0	Sainte-Agathe-des-Monts	Renouvellement de conduites d'eau	15	Renouvellement de conduites	2017-01-23	489 000 \$	0,00 \$	Financé	20 ans

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande 62 Annexe	Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas encore de système de traitement d'eau potable conforme aux normes prévues par le Règlement sur la qualité de l'eau potable. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2016-2017.
----------------------	--

Liste des confirmations d'aide financière 2016-2017, du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, pour PRIMEAU, NFCCQ-FPC, PIQM-2008 et FEPTEU.

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Catégorie de travaux	Date de promesse	Montant de la promesse	Sommes versées 2016-2017	Modalités de versement	Échéance
FEPTEU	2.0	Sainte-Agathe-des-Monts	Poste de surpression Lac-des-Sables (pour la desserte en eau du secteur Belvoir)	15	Eau potable	2017-01-23	444 502 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Sainte-Angèle-de-Monnoir	Mise à niveau de la station d'épuration	16	Eaux usées	2017-01-23	1 633 541 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Sainte-Anne-de-Beaupré	Installations d'alimentation, de production et de distribution d'eau potable	03	Eau potable et eaux usées	2017-02-22	9 891 543 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Sainte-Anne-de-Sorel	Collecte des eaux usées et prolongement d'aqueduc sur l'île d'Embaras	16	Eau potable et eaux usées	2017-01-23	576 850 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Sainte-Claire	Renouvellement de conduites d'eau	12	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 399 325 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Sainte-Croix	Renouvellement de conduites d'eau	12	Renouvellement de conduites	2017-01-23	811 825 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Sainte-Élisabeth	Réseau d'eau potable - Grand rang St-Pierre	14	Eau potable	2017-02-22	8 109 409 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Sainte-Eulalie	Renouvellement de conduites d'eau	17	Renouvellement de conduites	2017-01-23	974 720 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	Renouvellement de conduites d'eau	04	Renouvellement de conduites	2017-01-23	2 315 111 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	Remplacement du réservoir d'eau potable et conduite Rangdes Forges	04	Eau potable	2017-01-23	2 863 500 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Sainte-Irène	Renouvellement de conduites d'eau	01	Renouvellement de conduites	2017-01-23	634 375 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Sainte-Julie	Renouvellement de conduites d'eau	16	Renouvellement de conduites	2017-01-23	2 427 715 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Saint-Elzéar	Prolongement des services municipaux - route 216 (rue des Érables)	12	Eau potable et eaux usées	2017-01-23	224 100 \$	0 00 \$	Comptant	
FEPTEU	1.0	Sainte-Marguerite	Renouvellement de conduites d'eau	12	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 243 075 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Sainte-Marguerite	Renforcement des étangs	12	Eaux usées	2017-01-23	1 201 298 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Sainte-Marie	Travaux d'infrastructure d'eau potable et d'eaux usées domestiques du secteur ouest	12	Eau potable et eaux usées	2017-01-23	4 377 421 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Sainte-Marie	Travaux d'infrastructure d'eau potable, d'eaux usées domestiques - rue Notre-Dame S	12	Eau potable et eaux usées	2017-01-23	1 743 000 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Sainte-Perpétue	Renouvellement de conduites d'eau	12	Renouvellement de conduites	2017-01-23	474 025 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Sainte-Perpétue	Mise aux normes des installations d'eau potable	17	Eau potable	2017-01-23	3 888 965 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Saint-Épiphane	Remplacement du réservoir d'emménagement d'eau potable	01	Eau potable	2017-01-23	1 491 048 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Sainte-Thècle	Prolongement du réseau d'eau potable Sainte-Thècle et Lac-aux-Sables	04	Eau potable	2017-01-23	2 330 640 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Saint-Étienne-des-Grès	Mise à jour du système de traitement des eaux usées	04	Eaux usées	2017-02-22	2 218 181 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Saint-Félix-de-Valois	Station d'épuration - mise aux normes	14	Eaux usées	2017-02-22	2 180 290 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Saint-Gabriel-de-Brandon	Renouvellement de conduites d'eau	14	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 534 400 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Saint-Gabriel-de-Rimouski	Alimentation et traitement de l'eau potable	01	Eau potable	2017-01-23	3 134 292 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Saint-Georges	Renouvellement de conduites d'eau	12	Renouvellement de conduites	2017-01-23	553 000 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Saint-Germain-de-Grantham	Renouvellement de conduites d'eau	17	Renouvellement de conduites	2017-02-22	2 752 199 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Saint-Germain-de-Grantham	Mise aux normes des étangs aérés et du poste de pompage des étangs	17	Eaux usées	2017-02-22	4 606 500 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Saint-Henri-de-Taillon	Prolongement de la conduite d'eau potable - Secteur 2 (2,627km)	02	Eau potable	2017-01-23	398 583 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Saint-Hilaire	Renouvellement de conduites d'eau	03	Renouvellement de conduites	2017-01-23	2 678 750 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Saint-Honoré-de-Shenley	Renouvellement de conduites d'eau	12	Renouvellement de conduites	2017-01-23	941 750 \$	0 00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Saint-Hyacinthe	Mise aux normes de l'usine de filtration	16	Eau potable	2017-01-23	11 966 940 \$	0 00 \$	Financé	20 ans

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande 62 Annexe	Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas encore de système de traitement d'eau potable conforme aux normes prévues par le Règlement sur la qualité de l'eau potable. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2016-2017.
------------------------------------	--

Liste des confirmations d'aide financière 2016-2017, du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, pour PRIMEAU, NFCCQ-FPC, PIQM-2008 et FEPTEU.

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Catégorie de travaux	Date de promesse	Montant de la promesse	Sommes versées 2016-2017	Modalités de versement	Échéance
FEPTEU	1.0	Saint-Jean-Port-Joli	Renouvellement de conduites d'eau	12	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 484 780 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Saint-Joachim	Construction d'un réservoir d'eau potable (secteur village)	03	Eau potable	2017-01-23	1 963 537 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Saint-Joseph-de-Beauce	Mise aux normes de l'eau potable / Saint-Joseph	12	Eau potable	2017-01-23	5 688 568 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Saint-Just-de-Bretenières	Construction d'un nouveau réservoir d'eau potable	12	Eau potable	2017-01-23	1 893 570 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Saint-Justin	Renouvellement de conduites d'eau	04	Renouvellement de conduites	2017-01-23	916 562 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Saint-Léonard-d'Aston	Renouvellement de conduites d'eau	17	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 918 380 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Saint-Liguori	Assainissement au cœur du village de St-Liguori	14	Eaux usées	2017-01-23	8 212 020 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Saint-Malachie	Renouvellement de conduites d'eau	12	Renouvellement de conduites	2017-01-23	2 440 000 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	Ajout d'un système de déphosphatation et d'enlèvement des sulfures	12	Eau potable et eaux usées	2017-01-23	520 012 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Saint-Paul	Réfection des infrastructures rue Adrien et rue Claude	14	Eaux usées	2017-02-22	781 975 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Saint-Paulin	Assainissement au Lac Bergeron	04	Eau potable et eaux usées	2017-01-23	572 700 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Saint-Philémon	Renouvellement de conduites d'eau	12	Renouvellement de conduites	2017-01-23	921 625 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Saint-Pie	Renouvellement de conduites d'eau	16	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 859 270 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	Prolongement du réseau d'égout - secteur Est	03	Eaux usées	2017-01-23	697 200 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Saint-Prosper	Prolongement du réseau d'aqueduc pour résidences	12	Eau potable	2017-01-23	149 400 \$	0,00 \$	Comptant	
FEPTEU	1.0	Saint-Raymond	Renouvellement de conduites d'eau	03	Renouvellement de conduites	2017-01-23	2 091 398 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Saint-Raymond	Égouts - Rues Bourgeois, de l'Aqueduc, Bureau et Notre-Dame	03	Eaux usées	2017-01-23	627 480 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Saint-Robert-Bellarmin	Renouvellement de conduites d'eau	05	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 127 975 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Saint-Sauveur	Renouvellement de conduites d'eau	15	Renouvellement de conduites	2017-01-23	5 239 860 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Saint-Thomas	Problématique d'eau potable sur le rang Saint-Charles	14	Eau potable	2017-02-22	433 260 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Saint-Urbain	Mise aux normes de l'approvisionnement en eau potable	03	Eau potable	2017-01-23	2 305 063 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Saint-Victor	Prolongement de services égout sanitaire - Route 108	12	Eaux usées	2017-01-23	714 630 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Saint-Victor	Mise aux normes de l'approvisionnement et le traitement de l'eau potable	12	Eau potable	2017-01-23	1 669 126 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Salaberry-de-Valleyfield	Renouvellement de conduites d'eau	16	Renouvellement de conduites	2017-01-23	2 840 625 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Salaberry-de-Valleyfield	Réhabilitation structurale du collecteur d'eaux usées Taillefer	16	Eaux usées	2017-01-23	2 755 600 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Sayabec	Mise aux normes des ouvrages d'alimentation en eau et prolongement des services route 132	01	Eau potable	2017-01-23	7 085 341 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Shannon	Projet d'enlèvement du manganèse	03	Eau potable	2017-01-23	2 068 380 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Shawinigan	Assainissement des eaux, Lac-à-la-Tortue	04	Eaux usées	2017-01-23	35 685 850 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Sorel-Tracy	Renouvellement de conduites d'eau	16	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 757 225 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Sorel-Tracy	Renouvellement de conduites d'eau	16	Renouvellement de conduites	2017-01-23	606 250 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Sorel-Tracy	Réfection du mur de palplanches derrière la Centrale de traitement de l'eau	16	Eau potable	2017-01-23	2 328 980 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Stanstead	Raccordement du puits ST-PE-3-13 au réseau d'eau potable de la Ville de Stanstead	05	Eau potable	2017-02-22	1 884 515 \$	0,00 \$	Financé	20 ans

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande 62 Annexe	Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas encore de système de traitement d'eau potable conforme aux normes prévues par le Règlement sur la qualité de l'eau potable. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2016-2017.
----------------------	--

Liste des confirmations d'aide financière 2016-2017, du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, pour PRIMEAU, NFCCQ-FPC, PIQM-2008 et FEPTEU.

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Catégorie de travaux	Date de promesse	Montant de la promesse	Sommes versées 2016-2017	Modalités de versement	Échéance
FEPTEU	2.0	Stanstead	Mise à niveau des stations de traitement des eaux usées	05	Eaux usées	2017-02-22	2 334 375 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	Renouvellement de conduites d'eau	03	Renouvellement de conduites	2017-01-23	2 348 710 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Stoneham-et-Tewkesbury	Mise à niveau de la station d'épuration avec l'ajout d'un traitement tertiaire de déphosphatation par filtration granulaire	03	Eaux usées	2017-01-23	1 505 775 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Témiscouata-sur-le-Lac	Mise aux normes de l'alimentation en eau potable du quartier Notre-Dame-du-Lac	01	Eau potable	2017-01-23	7 712 581 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Tring-Jonction	Renouvellement de conduites d'eau	12	Renouvellement de conduites	2017-01-23	945 900 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Tring-Jonction	Renouvellement de conduites d'eau	12	Renouvellement de conduites	2017-01-23	3 204 115 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Trois-Rivières	Renouvellement de conduites d'eau	04	Renouvellement de conduites	2017-01-23	3 991 290 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Trois-Rivières	Poste de pompage Malton	04	Eaux usées	2017-01-23	4 308 710 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Vallée-Jonction	Renouvellement de conduites d'eau	12	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 404 700 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Val-Morin	Égout collecteur du village de Val-Morin vers la station d'épuration de Val-David	15	Eaux usées	2017-01-23	1 166 147 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Val-Morin	Assainissement des eaux usées au Domaine Val-Morin	15	Eau potable et eaux usées	2017-01-23	2 495 245 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Val-Morin	Construction collecteur reliant le secteur Belle Neige au village, lot 2	15	Eaux usées	2017-02-22	3 818 272 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Verchères	Réfection du poste de pompage Sainte-Famille	16	Eaux usées	2017-01-23	399 325 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Verchères	Mise à niveau de la station d'épuration des eaux usées	16	Eaux usées	2017-01-23	338 640 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Victoriaville	Renouvellement de conduites d'eau	17	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 286 875 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Victoriaville	Mise à niveau des équipements de traitement des eaux usées à la STEP	17	Eaux usées	2017-01-23	4 052 505 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Warwick	Renouvellement de conduites d'eau	17	Renouvellement de conduites	2017-01-23	2 022 850 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	1.0	Weedon	Renouvellement de conduites d'eau	05	Renouvellement de conduites	2017-01-23	1 238 865 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
FEPTEU	2.0	Yamachiche	Secteur chemin de la Rivière-du-loup - Aqueduc, égout sanitaire et poste de pompage	04	Eau potable et eaux usées	2017-01-23	2 913 300 \$	0,00 \$	Financé	20 ans

Programme	PRIMEAU	7 confirmations d'aide	15 653 650 \$	0,00 \$
	NFCCQ-FPC	7 confirmations d'aide	12 466 850 \$	0,00 \$
	PIQM-2008	4 confirmations d'aide	9 875 175 \$	0,00 \$
	FEPTEU	193 confirmations d'aide	597 827 341 \$	0,00 \$
Grand total		211 confirmations d'aide	635 823 016 \$	0,00 \$

Note : En plus de ces projets, il faut aussi souligner qu'au 28 février 2017, des travaux admissibles en eau totalisant près de 1,15 G\$ ont été approuvés dans la TECQ 2014-2018, soit 595 132 372\$ pour la priorité 1 et 550 187 447\$ pour la priorité 3. Ces travaux couvrent les exercices financiers 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande 62 Annexe	Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas encore de système de traitement d'eau potable conforme aux normes prévues par le Règlement sur la qualité de l'eau potable. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2016-2017.
----------------------	--

Liste des confirmations d'aide financière 2016-2017, du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, pour PRIMEAU, NFCCQ-FPC, PIQM-2008 et FEPTU.

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Catégorie de travaux	Date de promesse	Montant de la promesse	Sommes versées 2016-2017	Modalités de versement	Échéance
Région	01		12 confirmations d'aide				33 629 436 \$	0,00 \$		
	02		4 confirmations d'aide				10 386 810 \$	0,00 \$		
	03		39 confirmations d'aide				139 225 056 \$	0,00 \$		
	04		17 confirmations d'aide				71 067 575 \$	0,00 \$		
	05		10 confirmations d'aide				19 810 849 \$	0,00 \$		
	06		4 confirmations d'aide				90 610 964 \$	0,00 \$		
	07		1 confirmation d'aide				655 700 \$	0,00 \$		
	08		3 confirmations d'aide				4 125 140 \$	0,00 \$		
	10		1 confirmation d'aide				2 212 844 \$	0,00 \$		
	11		7 confirmations d'aide				19 460 123 \$	0,00 \$		
	12		42 confirmations d'aide				77 167 438 \$	0,00 \$		
	14		8 confirmations d'aide				22 469 914 \$	0,00 \$		
	15		14 confirmations d'aide				24 402 652 \$	0,00 \$		
	16		23 confirmations d'aide				56 564 243 \$	0,00 \$		
	17		26 confirmations d'aide				64 034 272 \$	0,00 \$		
Grand total			211 confirmations d'aide				635 823 016 \$	0,00 \$		

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demandes 63

Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas de système de traitement de leurs eaux usées. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2016-2017.

Veillez vous référer à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 62 qui contient l'information à l'égard des programmes soutenant des projets en lien avec l'eau potable et les eaux usées.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 64

État de situation concernant le litige du droit de vote aux élections municipales des Autochtones domiciliés dans les réserves ou établissements indiens situés à l'intérieur des municipalités du Québec.

En 2016-2017, il n'y a pas eu de litige concernant le droit de vote aux élections municipales des Autochtones domiciliés dans les réserves ou établissements indiens situés à l'intérieur des municipalités du Québec.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 65

Liste de toutes les études ayant été réalisées depuis 2008 sur la décentralisation, la régionalisation ou la déconcentration des ressources. Dépôt des rapports et ventilation des coûts reliés aux études Dépôt des comptes rendus des ministères et organismes relatant leurs efforts en matière de décentralisation et de mesures favorisant l'occupation dynamique du territoire.

Aucune étude sur la décentralisation, la régionalisation ou la déconcentration des ressources n'a été réalisée en 2016-2017.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 66

Liste de toutes les études ayant été réalisées depuis 2008 pour évaluer la possibilité d'utiliser les nouvelles technologies permettant le travail à distance hors des grands centres. Dépôt des rapports et ventilation des coûts reliés aux études.

Depuis 2008, le MAMOT n'a pas demandé d'étude pour évaluer la possibilité d'utiliser les nouvelles technologies permettant le travail à distance hors des grands centres. Dans le contexte d'impartition des technologies de l'information du MAMOT, ces capacités de travail à distance sont étudiées, déployées et documentées au Centre de services partagés du Québec (CSPQ). Les résultats de ces travaux figurent dans l'offre de service du CSPQ destinée à ses clients des ministères et organismes, dont le MAMOT.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 67

Liste de toutes les études ayant été réalisées depuis 2008 traitant des avantages et des inconvénients relatifs à la modulation des programmes d'aide gouvernementaux applicables aux municipalités. Dépôt des rapports et ventilation des coûts reliés aux études.

Aucune étude n'a été réalisée en 2016-2017 à ce sujet au MAMOT.

Toutefois, certains programmes d'aide financière du MAMOT sont modulés pour tenir compte du fait que les municipalités de petite taille éprouvent souvent des difficultés à réaliser les investissements nécessaires pour la mise aux normes et la mise à niveau de leurs infrastructures de base, étant donné leur capacité financière limitée, leur faible population et la dispersion de celle-ci sur le territoire. Des bonifications à deux programmes du MAMOT ont été confirmées par le gouvernement :

- la modification au Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU), qui consiste en une bonification additionnelle de l'aide financière aux municipalités de 6 500 habitants et moins présentant une situation financière difficile. Le taux d'aide majoré accordé à ces municipalités progressera plus rapidement pour atteindre, le cas échéant, le maximum de 95 %;
- l'augmentation de l'enveloppe du Réfection et construction des infrastructures municipales (RÉCIM) de 183,8 millions de dollars et le repositionnement de ce programme afin, notamment, d'octroyer l'aide aux municipalités dont la capacité financière est la plus limitée.

L'annexe ci-jointe rassemble les principales mesures de modulations pour tenir compte de la réalité des petites municipalités dans les programmes d'infrastructures.

De plus, le Règlement sur le programme de péréquation a été modifié de telle sorte que l'enveloppe annuelle du programme de péréquation, qui est maintenue à 60 M\$ pour la période 2016-2019, est recentrée davantage vers les petites municipalités dont la richesse foncière est faible.

Rappelons enfin que la répartition de l'enveloppe du Fonds de développement des territoires entre les MRC et les organismes équivalents est modulée en fonction de la situation socioéconomique des territoires.

À noter que, selon la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires, adoptée à l'unanimité en mai 2012, chaque ministère et organisme assujettis à la Loi doivent prendre en compte les principes de celle-ci (article 9), dont le principe suivant :

- L'action gouvernementale modulée : l'action gouvernementale est modulée pour tenir compte de la diversité et de la spécificité des territoires, ainsi que la recherche de l'équité entre les territoires et les collectivités.

Ainsi, il revient à chaque ministère et organisme de moduler ses programmes et de conduire au besoin ses analyses ou études.

MODULATION DES PROGRAMMES D'AIDE EN INFRASTRUCTURES POUR TENIR COMPTE DE LA SITUATION DES PETITES MUNICIPALITÉS

Contexte

Les municipalités de petite taille éprouvent souvent des difficultés à réaliser les investissements nécessaires pour la mise aux normes et la mise à niveau de leurs infrastructures de base, étant donné leur capacité financière limitée, leur faible population et la dispersion de celle-ci sur le territoire.

Pour tenir compte de cette réalité particulière, diverses mesures normées ont été prévues par le MAMOT dans le cadre des programmes d'aide financière aux municipalités pour la construction et la réfection de leurs infrastructures.

Ajustement des taux réguliers d'aide financière en fonction de l'impact du projet subventionné sur la charge fiscale des contribuables.

- Pour les municipalités de 6 500 habitants et moins
 - Dans le Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU), le taux d'aide peut atteindre 95 % pour les projets prioritaires d'approvisionnement en eau potable (taux régulier de 50 %) et d'assainissement des eaux usées (taux régulier de 85 %). De plus, pour les municipalités de 2 000 habitants et moins, les travaux de renouvellement des conduites (taux régulier de 66 ^{2/3} %) associés à ces projets peuvent également bénéficier de cette majoration.
- Pour les municipalités de 25 000 habitants et moins
 - Le programme Réfection et construction des infrastructures municipales (RÉCIM) prévoit un taux d'aide pouvant atteindre 85 % pour les projets d'infrastructures à vocations municipales et communautaires admissibles (taux régulier de 60 %).

Un cumul de l'aide financière

- Les municipalités de 2 000 habitants et moins ayant un indice de charge fiscale par 100 \$ de richesse foncière uniformisée (RFU) élevé peuvent ajouter la contribution gouvernementale de la TECQ à l'aide financière du PRIMEAU pour les projets prioritaires d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement des eaux usées pour atteindre un taux de 100 % sous certaines conditions.

Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ)

- Chaque municipalité possède une enveloppe d'aide établie au prorata de sa population. Toutefois, le programme de la TECQ applique une certaine modulation qui permet aux municipalités de moins de 6 500 habitants d'obtenir un montant minimal (de base) ainsi qu'un montant additionnel au prorata de sa population. Avec cette modulation, les municipalités concernées disposent d'une enveloppe minimale leur permettant de réaliser certains travaux d'importance pour leur collectivité.
- Pour les municipalités de moins de 2 500 habitants, la contribution gouvernementale dans le cadre de la TECQ 2014-2018 est versée au comptant. Dans la TECQ précédente, une municipalité devait compter moins de 2 000 habitants pour obtenir ce montant au comptant.
- De plus, le programme de la TECQ 2014-2018 prévoit une souplesse qui permettra à toutes les municipalités de choisir et d'affecter une part de leur enveloppe (20 %) en fonction de leurs propres priorités à l'intérieur des projets admissibles.

Bonification dans le PRIMEAU

- La situation financière limitée de certaines petites municipalités du Québec représente un obstacle important à la concrétisation des projets de mise aux normes de l'eau potable et d'assainissement des eaux usées.
- Depuis le 21 avril 2015, le MAMOT accorde une bonification additionnelle de l'aide financière aux municipalités de 6 500 habitants et moins présentant une situation financière défavorable, c'est-à-dire où l'indice de charge fiscale par 100 \$ de richesse foncière uniformisée est élevé. Le taux d'aide accordé à ces municipalités progresse plus rapidement que celui actuellement établi pour atteindre le maximum de 95 %.

FEPTEU

- Dans le cadre du FEPTEU, le gouvernement fédéral finance jusqu'à 50 % des coûts admissibles des projets pour faire en sorte que ceux-ci avancent rapidement. La part du MAMOT est de 33 %, ce qui porte le taux d'aide de base pour ce programme à 83 %.
- Pour les plus petites municipalités, le taux d'aide pour la réalisation des projets de mise aux normes des infrastructures d'approvisionnement en eau potable et de traitement des eaux usées pourra être ajusté afin de tenir compte de leur capacité financière limitée. Le taux d'aide ajusté pourrait ainsi atteindre un maximum de 95 %.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 68

Outre la Politique nationale de la ruralité 2014-2024, liste des mesures, programmes et politiques que le gouvernement du Québec a mis en place afin d'appuyer les intervenants des milieux ruraux. Ventilation des coûts reliés aux mesures, programmes et politiques.

Programmes du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	Budget 2016-2017
Communautés rurales branchées (remboursement du service de dette)	4 028,4 k\$
Fonds conjoncturel de développement (Note 1)	3 217,0 k\$
Fonds de développement des territoires (Notes 1 et 2) (incluant le financement au Gouvernement de la nation crie de 2 339,0 k\$)	102 339,0 k\$

Note 1 : Ces programmes ne sont pas uniquement destinés à des interventions en milieu rural.

Note 2 : Pour 2016-2017, le Fonds de développement des territoires (FDT) disposait d'une enveloppe de 102 339,0 k\$, soit 100 000,0 k\$ découlant de la Loi concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 (projet de loi n° 28) et 2 339,0 k\$ à l'Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James pour le gouvernement de la nation crie. L'aide financière accordée en 2016-2017 et non versée au 31 mars 2017 sera reportée en 2017-2018, d'où un montant de dépenses prévues de 109 001,9 k\$ présenté au volume « Budget des fonds spéciaux » du Budget de dépenses 2017-2018.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 69

Outre le Fonds de développement des territoires, liste des mesures, programmes et politiques que le gouvernement du Québec a mis en place afin d'appuyer les municipalités en difficulté. Ventilation des coûts reliés aux mesures, programmes et politiques.

Aucune mesure ou programme n'a été mis en place en 2016-2017 pour appuyer spécifiquement les municipalités en difficulté. Par contre, voici la liste des programmes et mesures qui visent notamment à faciliter la concrétisation de projets sur leur territoire et pour lesquels l'aide financière accordée est, dans certain cas, modulée pour tenir compte de la situation des municipalités en difficulté.

PROGRAMMES ET MESURES :

Fonds conjoncturel de développement (FCD)

Le Fonds conjoncturel de développement (FCD) est un programme qui favorise l'occupation du territoire en permettant la réalisation de projets locaux. Il vise à soutenir des initiatives qui contribuent au développement économique, social, culturel, touristique, environnemental et technologique qui ne pourraient se réaliser sans sa contribution. Une attention particulière est portée sur les projets en provenance des territoires qui font face à des situations difficiles.

Le taux d'aide maximal accordé dans le cadre du programme ne peut excéder 50 % du coût des dépenses admissibles. Toutefois, pour les projets se réalisant sur les territoires des municipalités dévitalisées, le taux d'aide maximal est majoré à 70 % du coût des dépenses admissibles. Il n'y a pas de montant d'aide maximum par projet et l'enveloppe annuelle de 3,2 M\$ n'est pas régionalisée. Les projets sont autorisés annuellement.

Le programme a pris fin le 31 mars 2017. Les travaux pour son renouvellement sont présentement en cours.

La réponse à la demande de renseignements particuliers n° 76 présente la liste complète des projets autorisés en 2016-2017.

Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU)

Les conditions avantageuses du programme Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU), dont le taux d'aide de 83 %, permettent particulièrement aux petites municipalités de concrétiser leurs projets d'infrastructures d'eau potable, d'eaux usées et de conduites.

En effet, des 193 projets ayant bénéficié d'une aide financière totale de 597,8 M\$, 134 projets sont réalisés par des municipalités de 10 000 habitants et moins, dont :

- 54 projets sont réalisés par des municipalités de moins de 2 000 habitants, grâce à une aide gouvernementale de 100,6 M\$;
- 62 projets sont réalisés par des municipalités entre 2 000 et 6 500 habitants, grâce à une aide gouvernementale de 151,3 M\$;
- 18 projets sont réalisés par des municipalités entre 6 500 et 10 000 habitants, grâce à une aide gouvernementale de 46,4 M\$.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 69

Outre le Fonds de développement des territoires, liste des mesures, programmes et politiques que le gouvernement du Québec a mis en place afin d'appuyer les municipalités en difficulté. Ventilation des coûts reliés aux mesures, programmes et politiques.

Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU)

Pour les municipalités de moins de 6 500 habitants, le taux d'aide est ajusté en fonction de l'impact du projet sur la charge fiscale des contribuables et de la capacité financière de la municipalité, basée sur l'indice de charges nettes par 100 \$ de richesse foncière uniformisée (RFU). Ainsi, ces municipalités peuvent bénéficier d'un taux d'aide pouvant atteindre 95 % pour leurs projets prioritaires d'approvisionnement en eau potable (taux régulier de 50 %) et d'assainissement des eaux usées (taux régulier de 85 %).

Pour les municipalités de 2 000 habitants et moins, les travaux de renouvellement des conduites (taux régulier de 66 2/3 %) associés à ces projets prioritaires d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement des eaux usées peuvent également bénéficier de cette majoration du taux d'aide.

Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIOM)

Volet Réfection et construction des infrastructures municipales (RÉCIM) : Pour les municipalités de 25 000 habitants et moins, le taux d'aide est ajusté en fonction de la capacité financière d'une municipalité, basée sur l'indice RFU. Ainsi, ces municipalités peuvent bénéficier d'un taux d'aide pouvant atteindre 85 % pour leurs projets d'infrastructures à vocations municipales et communautaires admissibles.

Volet Renouvellement de conduites : Depuis le 1^{er} janvier 2016, les salaires des employés municipaux directement affectés à la réalisation de projets de renouvellement de conduites, sans faire appel à un entrepreneur général, sont admissibles à l'aide financière.

Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) 2014-2018

Le Ministère met à la disposition de chaque municipalité une enveloppe d'aide dans le cadre de ce programme au prorata de sa population. Pour les municipalités de moins de 6 500 habitants, un montant forfaitaire est jumelé à un montant « per capita » pour permettre la concrétisation d'investissements d'importance pour leur collectivité.

Pour les municipalités de moins de 2 500 habitants, la contribution gouvernementale dans le cadre de la TECQ 2014-2018 est versée au comptant. Dans la TECQ précédente, une municipalité devait compter moins de 2 000 habitants pour obtenir ce montant au comptant.

De plus, la TECQ 2014-2018 permet aux municipalités de choisir et d'affecter une part de leur enveloppe (20 %) en fonction de leurs propres priorités à l'intérieur des projets admissibles.

Finalement, les municipalités de 2 000 habitants et moins ayant un indice RFU élevé peuvent ajouter la contribution gouvernementale de la TECQ à l'aide financière du PRIMEAU pour les projets prioritaires d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement des eaux usées, pour atteindre un taux d'aide de 100 %, sous certaines conditions.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 69

Outre le Fonds de développement des territoires, liste des mesures, programmes et politiques que le gouvernement du Québec a mis en place afin d'appuyer les municipalités en difficulté. Ventilation des coûts reliés aux mesures, programmes et politiques.

Programme de partage des redevances sur les ressources naturelles

L'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019 (Accord 2016-2019) a prévu une modification du programme de partage des revenus des redevances sur les ressources naturelles et une majoration de l'enveloppe du programme qui est passée de 10,2 M\$ en 2015 à 25,0 M\$ à compter de 2016.

Les règles du programme qui existait en 2015 ont été substantiellement modifiées et sont devenues le volet 2 du programme. Ces nouvelles règles ont fait en sorte que certaines MRC où prédomine l'industrie forestière ont vu leur montant de subvention réduit. Les réductions auraient totalisé 2,75 M\$ en 2016 pour l'ensemble des MRC visées. Bien que l'Accord 2016-2019 ne prévoit pas de disposition à cet effet, une mesure de transition financée à même l'enveloppe du programme de 25,0 M\$, a été mise en place pour la période 2016-2019. Cette mesure de transition, fait en sorte qu'aucune MRC ne soit perdante par rapport à 2015.

Programme de péréquation

L'Accord 2016-2019 a prévu une révision de la formule de péréquation municipale, dès 2016. Bien que l'enveloppe du programme soit demeurée stable à 60 M\$ par année, cette révision a permis de recentrer les montants du programme vers les municipalités dont la richesse foncière est la plus faible, tout en étant assortie d'une règle permettant d'étaler l'effet du changement sur quatre ans (soit, 25 % nouvelle formule et 75 % ancienne formule en 2016, 50 % - 50 % en 2017, 75 % - 25 % en 2018 et 100 % nouvelle formule en 2019). Pour donner suite à cet engagement, le Règlement modifiant le Règlement sur le régime de péréquation a été publié le 8 juin 2016 à la Gazette officielle du Québec.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers

Demande n° 70

État de situation au 31 mars 2017, incluant les sommes injectées en 2015-2016 et en 2016-2017 sur le suivi de l'engagement de développer un outil permettant d'établir le coût de revient des services d'eau. Fournir l'échéancier pour 2017-2018.

État de situation au 31 mars 2017:

- L'outil permettant d'établir le coût de revient des services d'eau a été développé et intégré au Formulaire de l'usage de l'eau potable en 2011. Ce Formulaire est complété annuellement par les municipalités participant à la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable.
- Le développement de cet outil répond à l'engagement 46 dans le cadre de la Politique nationale de l'eau.
- Des mises à jour de l'outil ont été réalisées au printemps 2014, à l'hiver 2015 et au printemps 2016.
- Un rapport concernant le coût et les sources de revenus des services d'eau a été publié en juillet 2015.
- L'outil a été développé à l'interne. Les mises à jour et les compilations des résultats sont faites à l'interne. Les sommes injectées pour développer cet outil correspondent à des salaires et sont estimées à 30 000 \$ par année pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017.

Échéancier 2017-2018 :

- En mars 2017, le Ministère a mis en place un comité sur le financement des services d'eau et la poursuite de la Stratégie d'économie d'eau potable au-delà de 2018.
- Le Comité prévoit la production d'un rapport sur le financement des services d'eau pour la fin 2017, incluant la mise à jour de l'outil.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question n° 71

État de situation au 31 mars 2017 du processus de fermeture des conférences régionales des élus par les comités de transition : montants transférés dans chacune des MRC, ventilation des sommes selon leur provenance (FDR, ententes spécifiques, administration), nombre d'emplois dans chacune des CRÉ au moment de leur fermeture.

Les conférences régionales des élus ont été dissoutes dans le cadre de la Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 (chapitre 8 des lois de 2015), sanctionnée le 21 avril 2015.

En vertu de l'article 279 de cette loi, toute entente spécifique devait au maximum prendre fin le 31 mars 2016. L'ensemble des activités des CRÉ a été finalisé à cette date.

À ce jour, 14 CRÉ sur 18 ont complété leur processus de liquidation. Les autres CRÉ devraient avoir finalisé leur liquidation au cours du printemps 2017.

Selon les bilans de liquidation fournis par les comités de transition dont les CRÉ ont été fermées entre le 1^{er} avril 2016 et le 31 mars 2017, un montant total de 10 845 069 \$ a été transféré aux municipalités régionales de comté pour l'exercice financier 2016-2017.

Concernant le nombre d'emplois, aucune reddition de comptes sur cet objet spécifique n'a été exigée des CRÉ. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure de fournir cette information.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 72	Liste des sommes restantes pour chacune des ententes spécifiques en vigueur au moment de la fermeture des conférences régionales des élus (versement FDR prévu en 2016-2017). Préciser le nom de la CRÉ, le nom du bénéficiaire, le titre du projet, son coût total et sa structure de financement.
---------------	---

Liste des ententes spécifiques prévues en 2016-2017							
Références		Projets		Financement			
Code de région administrative	Nom de l'organisme	Nom du bénéficiaire	Titre du projet et description sommaire	Coût total du projet	Montant total alloué par le FDT	Autres sources de financement	Versement FDT prévu 2016-2017
10	Administration régionale Baie-James	Administration régionale Baie-James	Entente spécifique sur l'adaptation régionale des conditions de vie des personnes âgées dans la région du Nord-du-Québec, secteur Jamésie	853 814 \$	200 000 \$	653 814 \$	50 000 \$
10	Administration régionale Kativik	Institut Culturel Avataq	Entente spécifique pour l'amélioration des conditions de pratique des artistes et des écrivains de la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik	375 000 \$	120 000 \$	255 000 \$	40 000 \$
10	Administration régionale Kativik	Administration régionale Kativik	Entente spécifique sur l'adaptation régionale des conditions de vie des personnes âgées dans la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik	1 053 814 \$	400 000 \$	653 814 \$	100 000 \$
10	Gouvernement de la Nation Crie	Gouvernement de la nation Crie	Entente spécifique sur l'adaptation régionale des conditions de vie de personnes âgées dans les communautés Cries de la région du Nord-du-Québec	1 307 628 \$	653 814 \$	653 814 \$	165 534 \$
10	Administration régionale Kativik	Administration régionale Kativik	Entente spécifique 2016-2021 portant sur le développement agroalimentaire dans la région Nord-du-Québec, secteur Kativik (en négociation - un solde résiduel de 292 035 \$ provenant de l'entente 2015-2016 pourrait être reporté à cette entente selon la volonté des partenaires)	875 000 \$	625 000 \$	250 000 \$	125 000 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 73

Concernant le « Programme d'infrastructures en entrepreneuriat collectif » (PIEC), identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2017-2018 pour le PIEC.

Cette question relève du Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation puisque ce programme est sous sa responsabilité depuis 2014-2015.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 74

Concernant le « Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec » (TECQ), identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Inclure la liste des entreprises, municipalités ou organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2017-2018 pour le TECQ.

Dans le cadre du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ), seules les municipalités et certaines MRC sont admissibles.

TECQ III (2014-2018)

L'Annexe 1 présente la liste des sommes allouées **par région et par municipalité** ainsi qu'une prévision du nombre d'emplois créés.

Dans le cadre de la TECQ 2014-2018, l'enveloppe totale de 2,7 milliards de dollars a été octroyée en août 2014. Le plan budgétaire pour 2017-2018 se traduira par des dépenses associées aux programmations de travaux déposées par les municipalités dans le cadre du programme et approuvées par le Ministère. Les versements prévus pour 2017-2018 se chiffrent à 501,2 M\$ sous la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) et à 32,8 M\$ sous le MAMOT, pour un montant total de 534 M\$.

TECQ II (2010-2013)

L'Annexe 2 présente la liste des sommes allouées **par région et par municipalité** ainsi qu'une prévision du nombre d'emplois créés.

Dans le cadre de la TECQ 2010-2013, l'enveloppe totale de 2,1 milliards de dollars a été octroyée en juin 2010. Les versements prévus pour 2017-2018 se chiffrent à 10,0 M\$ sous SOFIL et à 27,3 M\$ sous le MAMOT, pour un montant total de 37,3 M\$.

À titre d'information, le nombre d'emplois créés est établi sur la base suivante : chaque million de dollars investi représente 8 emplois créés.

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Abitibi-Témiscamingue		
Abitibi (MRC)	476 344 \$	4
Abitibi-Ouest (MRC)	451 470 \$	4
Amos	3 718 662 \$	30
Angliers	496 470 \$	4
Authier	491 043 \$	4
Authier-Nord	488 781 \$	4
Barraute	891 745 \$	7
Béarn	606 821 \$	5
Belcourt	482 450 \$	4
Belleterre	493 530 \$	4
Berry	571 997 \$	5
Champneuf	458 254 \$	4
Chazel	495 791 \$	4
Clermont	542 374 \$	4
Clerval	514 108 \$	4
Duhamel-Ouest	622 198 \$	5
Duparquet	569 510 \$	5
Dupuy	652 725 \$	5
Fugèreville	499 409 \$	4
Gallichan	539 887 \$	4
Guérin	501 671 \$	4
Kipawa	536 947 \$	4
La Corne	592 575 \$	5
La Morandière	478 379 \$	4
La Motte	535 590 \$	4
La Reine	506 872 \$	4
La Sarre	2 221 068 \$	18
Laforce	543 957 \$	4
Landrienne	650 012 \$	5
Latulipe-et-Gaboury	496 922 \$	4
Launay	479 510 \$	4
Laverlochère	588 278 \$	5
Lorrainville	733 002 \$	6
Macamic	1 064 508 \$	9
Malartic	1 183 226 \$	9
Moffet	472 048 \$	4
Nédélec	516 821 \$	4
Normétal	620 163 \$	5
Notre-Dame-du-Nord	683 931 \$	5
Palmarolle	770 765 \$	6
Poularies	586 469 \$	5
Preissac	611 570 \$	5
Rapide-Danseur	501 671 \$	4
Rémigny	491 269 \$	4
Rivière-Héva	779 811 \$	6
Rochebaucourt	463 455 \$	4
Roquemaure	526 545 \$	4
Rouyn-Noranda	12 135 280 \$	97
Saint-Bruno-de-Guigues	688 228 \$	6
Saint-Dominique-du-Rosaire	530 615 \$	4
Saint-Édouard-de-Fabre	574 711 \$	5
Sainte-Germaine-Boulé	641 419 \$	5
Sainte-Gertrude-Manneville	603 881 \$	5
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	508 907 \$	4
Saint-Eugène-de-Guigues	532 877 \$	4
Saint-Félix-de-Dalquier	631 695 \$	5
Saint-Lambert	474 987 \$	4
Saint-Marc-de-Figuery	615 414 \$	5
Saint-Mathieu-d'Harricana	586 922 \$	5

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Senneterre	1 107 247 \$	9
Senneterre	707 901 \$	6
Taschereau	652 725 \$	5
Témiscaming	967 951 \$	8
Trécesson	696 821 \$	6
Val-d'Or	9 505 304 \$	76
Val-Saint-Gilles	467 977 \$	4
Ville-Marie	1 026 292 \$	8
Total	65 857 756 \$	527
Bas-Saint-Laurent		
Albertville	484 259 \$	4
Amqui	1 856 415 \$	15
Auclair	531 294 \$	4
Baie-des-Sables	567 701 \$	5
Biencourt	541 922 \$	4
Cacouna	880 212 \$	7
Causapscal	982 423 \$	8
Dégelis	1 107 925 \$	9
Esprit-Saint	512 073 \$	4
Grand-Métis	482 450 \$	4
Grosses-Roches	520 213 \$	4
Kamouraska	562 726 \$	5
La Matapédia (MRC)	434 510 \$	3
La Pocatière	1 392 397 \$	11
La Rédemption	545 540 \$	4
La Trinité-des-Monts	486 068 \$	4
Lac-au-Saumon	752 675 \$	6
Lac-des-Aigles	553 907 \$	4
Lejeune	493 304 \$	4
Les Hauteurs	547 575 \$	4
Les Méchins	679 409 \$	5
L'Isle-Verte	759 233 \$	6
Matane	4 208 309 \$	34
Métis-sur-Mer	564 535 \$	5
Mont-Carmel	683 479 \$	5
Mont-Joli	1 934 862 \$	15
Notre-Dame-des-Neiges	681 670 \$	5
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	438 580 \$	4
Notre-Dame-du-Portage	698 404 \$	6
Packington	566 796 \$	5
Padoue	489 912 \$	4
Pohénégamook	1 047 096 \$	8
Price	815 539 \$	7
Rimouski	13 935 575 \$	111
Rivière-Bleue	717 399 \$	6
Rivière-du-Loup	5 780 276 \$	46
Rivière-Ouelle	664 937 \$	5
Saint-Adelme	541 470 \$	4
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	917 750 \$	7
Saint-Alexandre-des-Lacs	489 912 \$	4
Saint-Anaclet-de-Lessard	1 138 453 \$	9
Saint-André	581 947 \$	5
Saint-Antonin	1 372 950 \$	11
Saint-Arsène	714 685 \$	6
Saint-Athanase	496 244 \$	4
Saint-Bruno-de-Kamouraska	548 932 \$	4
Saint-Charles-Garnier	486 972 \$	4
Saint-Clément	540 113 \$	4
Saint-Cléophas	505 063 \$	4
Saint-Cyprien	690 941 \$	6

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-Damase	522 475 \$	4
Saint-Denis-De La Bouteillerie	546 671 \$	4
Saint-Donat	633 504 \$	5
Sainte-Angèle-de-Mérici	664 032 \$	5
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	815 313 \$	7
Sainte-Félicité	691 394 \$	6
Sainte-Flavie	638 705 \$	5
Sainte-Florence	521 118 \$	4
Sainte-Françoise	517 274 \$	4
Sainte-Hélène	638 479 \$	5
Sainte-Irène	503 706 \$	4
Sainte-Jeanne-d'Arc	500 992 \$	4
Saint-Éloi	501 218 \$	4
Sainte-Luce	1 076 267 \$	9
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	506 193 \$	4
Sainte-Marguerite-Marie	471 143 \$	4
Sainte-Paule	476 344 \$	4
Saint-Épiphane	624 007 \$	5
Sainte-Rita	495 565 \$	4
Saint-Eugène-de-Ladrière	525 640 \$	4
Saint-Eusèbe	569 057 \$	5
Saint-Fabien	863 026 \$	7
Saint-François-Xavier-de-Viger	484 033 \$	4
Saint-Gabriel-de-Rimouski	693 203 \$	6
Saint-Gabriel-Lalemant	607 726 \$	5
Saint-Germain	490 816 \$	4
Saint-Guy	448 078 \$	4
Saint-Honoré-de-Témiscouata	604 334 \$	5
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	714 911 \$	6
Saint-Jean-de-Cherbourg	471 821 \$	4
Saint-Jean-de-Dieu	797 675 \$	6
Saint-Jean-de-la-Lande	498 279 \$	4
Saint-Joseph-de-Kamouraska	524 962 \$	4
Saint-Joseph-de-Lepage	545 540 \$	4
Saint-Juste-du-Lac	559 786 \$	4
Saint-Léandre	519 535 \$	4
Saint-Léon-le-Grand	654 761 \$	5
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	726 670 \$	6
Saint-Marc-du-Lac-Long	524 736 \$	4
Saint-Marcellin	503 706 \$	4
Saint-Mathieu-de-Rioux	578 103 \$	5
Saint-Médard	478 832 \$	4
Saint-Michel-du-Squatec	702 022 \$	6
Saint-Modeste	697 273 \$	6
Saint-Moïse	556 168 \$	4
Saint-Narcisse-de-Rimouski	658 831 \$	5
Saint-Noël	530 163 \$	4
Saint-Octave-de-Métis	547 349 \$	4
Saint-Onésime-d'Ixworth	557 977 \$	4
Saint-Pacôme	796 318 \$	6
Saint-Pascal	1 231 166 \$	10
Saint-Paul-de-la-Croix	510 490 \$	4
Saint-Philippe-de-Néri	630 791 \$	5
Saint-Pierre-de-Lamy	455 088 \$	4
Saint-René-de-Matane	677 148 \$	5
Saint-Simon	529 485 \$	4
Saint-Tharcisius	529 937 \$	4
Saint-Ulric	804 911 \$	6
Saint-Valérien	634 183 \$	5
Saint-Vianney	538 304 \$	4
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	511 168 \$	4

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Sayabec	844 710 \$	7
Témiscouata-sur-le-Lac	1 574 657 \$	13
Trois-Pistoles	1 211 267 \$	10
Val-Brillant	647 524 \$	5
Total	99 033 584 \$	792
Capitale-Nationale		
Baie-Sainte-Catherine	474 309 \$	4
Baie-Saint-Paul	2 135 119 \$	17
Beaupré	1 249 256 \$	10
Boischatel	1 988 399 \$	16
Cap-Santé	1 168 302 \$	9
Château-Richer	1 327 271 \$	11
Clermont	1 146 820 \$	9
Deschambault-Grondines	923 403 \$	7
Donncona	1 980 585 \$	16
Fossambault-sur-le-Lac	824 810 \$	7
La Malbaie	2 577 886 \$	21
Lac-Beauport	2 214 991 \$	18
Lac-Delage	571 997 \$	5
Lac-Saint-Joseph	481 093 \$	4
Lac-Sergent	541 017 \$	4
L'Ancienne-Lorette	4 891 270 \$	39
L'Ange-Gardien	1 279 332 \$	10
Les Éboulements	739 107 \$	6
L'Isle-aux-Coudres	712 650 \$	6
Neuville	1 375 211 \$	11
Notre-Dame-des-Anges	517 952 \$	4
Notre-Dame-des-Monts	619 484 \$	5
Petite-Rivière-Saint-François	601 846 \$	5
Pont-Rouge	2 608 561 \$	21
Portneuf	1 148 629 \$	9
Québec	153 423 871 \$	1 227
Rivière-à-Pierre	580 816 \$	5
Saint-Aimé-des-Lacs	676 469 \$	5
Saint-Alban	709 710 \$	6
Saint-Augustin-de-Desmaures	5 386 127 \$	43
Saint-Basile	1 013 177 \$	8
Saint-Casimir	770 991 \$	6
Sainte-Anne-de-Beaupré	1 087 800 \$	9
Sainte-Brigitte-de-Laval	1 920 971 \$	15
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	2 083 608 \$	17
Sainte-Christine-d'Auvergne	536 495 \$	4
Sainte-Famille	622 424 \$	5
Sainte-Pétronille	662 449 \$	5
Saint-Ferréol-les-Neiges	1 142 071 \$	9
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	546 671 \$	4
Saint-Gabriel-de-Valcartier	1 114 483 \$	9
Saint-Gilbert	493 756 \$	4
Saint-Hilarion	703 152 \$	6
Saint-Irénée	579 685 \$	5
Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	650 012 \$	5
Saint-Joachim	773 705 \$	6
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	786 821 \$	6
Saint-Léonard-de-Portneuf	674 434 \$	5
Saint-Marc-des-Carrières	1 087 121 \$	9
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	839 961 \$	7
Saint-Raymond	2 893 611 \$	23
Saint-Siméon	721 243 \$	6
Saint-Thuribe	493 982 \$	4
Saint-Tite-des-Caps	773 479 \$	6

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-Ubalde	744 534 \$	6
Saint-Urbain	759 459 \$	6
Shannon	1 691 341 \$	14
Stoneham-et-Tewkesbury	2 211 808 \$	18
Total	223 255 536 \$	1 786
Centre-du-Québec		
Aston-Jonction	522 022 \$	4
Baie-du-Febvre	659 283 \$	5
Bécancour	3 756 282 \$	30
Chesterville	630 112 \$	5
Daveluyville	645 942 \$	5
Deschailions-sur-Saint-Laurent	643 228 \$	5
Drummondville	21 434 249 \$	171
Durham-Sud	654 308 \$	5
Fortierville	590 992 \$	5
Grand-Saint-Esprit	537 625 \$	4
Ham-Nord	616 092 \$	5
Inverness	618 354 \$	5
Kingsey Falls	888 805 \$	7
La Visitation-de-Yamaska	502 349 \$	4
Laurierville	751 544 \$	6
L'Avenir	714 911 \$	6
Lefebvre	622 650 \$	5
Lemieux	496 922 \$	4
Lyster	805 589 \$	6
Maddington	527 676 \$	4
Manseau	624 007 \$	5
Nicolet	2 321 487 \$	19
Notre-Dame-de-Ham	519 761 \$	4
Notre-Dame-de-Lourdes	588 505 \$	5
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	754 710 \$	6
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	655 665 \$	5
Parisville	550 515 \$	4
Pierreville	923 629 \$	7
Plessisville	1 968 431 \$	16
Plessisville	1 044 157 \$	8
Princeville	1 759 858 \$	14
Saint-Albert	785 464 \$	6
Saint-Bonaventure	655 891 \$	5
Saint-Célestin	607 047 \$	5
Saint-Célestin	567 927 \$	5
Saint-Christophe-d'Arthabaska	1 137 774 \$	9
Saint-Cyrille-de-Wendover	1 462 045 \$	12
Sainte-Anne-du-Sault	714 233 \$	6
Sainte-Brigitte-des-Saults	601 846 \$	5
Sainte-Cécile-de-Lévrard	510 037 \$	4
Sainte-Clotilde-de-Horton	789 534 \$	6
Saint-Edmond-de-Grantham	588 505 \$	5
Sainte-Élizabeth-de-Warwick	511 846 \$	4
Sainte-Eulalie	636 896 \$	5
Sainte-Françoise	537 851 \$	4
Sainte-Hélène-de-Chester	512 977 \$	4
Saint-Elphège	493 982 \$	4
Sainte-Marie-de-Blandford	529 485 \$	4
Sainte-Monique	555 263 \$	4
Sainte-Perpétue	648 655 \$	5
Sainte-Séraphine	516 143 \$	4
Sainte-Sophie-de-Lévrard	595 967 \$	5
Sainte-Sophie-d'Halifax	582 625 \$	5
Saint-Eugène	684 384 \$	5

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-Félix-de-Kingsey	792 926 \$	6
Saint-Ferdinand	902 825 \$	7
Saint-François-du-Lac	881 569 \$	7
Saint-Germain-de-Grantham	1 515 638 \$	12
Saint-Guillaume	790 213 \$	6
Saint-Léonard-d'Aston	951 443 \$	8
Saint-Louis-de-Blandford	643 906 \$	5
Saint-Lucien	793 604 \$	6
Saint-Majorique-de-Grantham	727 122 \$	6
Saint-Norbert-d'Arthabaska	706 544 \$	6
Saint-Pie-de-Guire	529 711 \$	4
Saint-Pierre-Baptiste	543 279 \$	4
Saint-Pierre-les-Becquets	703 152 \$	6
Saint-Rémi-de-Tingwick	535 590 \$	4
Saint-Rosaire	625 590 \$	5
Saint-Samuel	607 047 \$	5
Saints-Martyrs-Canadiens	483 806 \$	4
Saint-Sylvère	624 233 \$	5
Saint-Valère	724 635 \$	6
Saint-Wenceslas	679 183 \$	5
Saint-Zéphirin-de-Courval	591 897 \$	5
Tingwick	756 293 \$	6
Victoriaville	12 977 405 \$	104
Villeroy	533 781 \$	4
Warwick	1 501 165 \$	12
Wickham	1 000 513 \$	8
Total	95 679 112 \$	765
Chaudière-Appalaches		
Adstock	1 044 609 \$	8
Armagh	758 554 \$	6
Beauceville	1 883 325 \$	15
Beaulac-Garthby	607 726 \$	5
Beaumont	1 023 126 \$	8
Berthier-sur-Mer	763 077 \$	6
Cap-Saint-Ignace	1 135 061 \$	9
Disraeli	972 247 \$	8
Disraeli	681 896 \$	5
Dosquet	635 540 \$	5
East Broughton	930 187 \$	7
Frampton	748 605 \$	6
Honfleur	606 595 \$	5
Irlande	643 906 \$	5
Kinnear's Mills	510 716 \$	4
La Durantaye	596 419 \$	5
La Guadeloupe	835 891 \$	7
Lac-Etchemin	1 345 588 \$	11
Lac-Frontière	473 631 \$	4
Lac-Poulin	458 706 \$	4
Laurier-Station	1 038 729 \$	8
Leclercville	539 208 \$	4
Lévis	41 154 152 \$	329
L'Islet	1 348 075 \$	11
Lotbinière	621 293 \$	5
Montmagny	3 335 220 \$	27
Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	608 630 \$	5
Notre-Dame-des-Pins	726 896 \$	6
Notre-Dame-du-Rosaire	515 465 \$	4
Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun	628 303 \$	5
Sacré-Coeur-de-Jésus	552 098 \$	4
Saint-Adalbert	548 706 \$	4

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-Adrien-d'Irlande	515 917 \$	4
Saint-Agapit	1 332 246 \$	11
Saint-Alfred	542 148 \$	4
Saint-Anselme	1 277 749 \$	10
Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	461 193 \$	4
Saint-Antoine-de-Tilly	802 876 \$	6
Saint-Apollinaire	1 661 718 \$	13
Saint-Aubert	749 735 \$	6
Saint-Benjamin	634 861 \$	5
Saint-Benoît-Labre	785 012 \$	6
Saint-Bernard	908 026 \$	7
Saint-Camille-de-Lellis	618 806 \$	5
Saint-Charles-de-Bellechasse	957 323 \$	8
Saint-Côme-Linière	1 176 895 \$	9
Saint-Cyprien	550 741 \$	4
Saint-Cyrille-de-Lessard	602 751 \$	5
Saint-Damase-de-L'Islet	565 213 \$	5
Saint-Damien-de-Buckland	903 730 \$	7
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	695 916 \$	6
Sainte-Apolline-de-Patton	567 927 \$	5
Sainte-Aurélie	634 861 \$	5
Sainte-Claire	1 194 081 \$	10
Sainte-Clotilde-de-Beauce	575 163 \$	5
Sainte-Croix	988 076 \$	8
Saint-Édouard-de-Lotbinière	711 972 \$	6
Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud	505 515 \$	4
Sainte-Félicité	516 369 \$	4
Sainte-Hénédine	710 615 \$	6
Sainte-Justine	844 710 \$	7
Sainte-Louise	585 339 \$	5
Sainte-Lucie-de-Beauregard	496 244 \$	4
Saint-Elzéar	931 544 \$	7
Sainte-Marguerite	683 253 \$	5
Sainte-Marie	3 909 370 \$	31
Sainte-Perpétue	825 489 \$	7
Saint-Éphrem-de-Beauce	1 017 699 \$	8
Sainte-Praxède	515 238 \$	4
Sainte-Rose-de-Watford	606 369 \$	5
Sainte-Sabine	513 429 \$	4
Saint-Évariste-de-Forsyth	545 314 \$	4
Saint-Fabien-de-Panet	652 952 \$	5
Saint-Flavien	791 343 \$	6
Saint-Fortunat	488 555 \$	4
Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	798 127 \$	6
Saint-Frédéric	676 469 \$	5
Saint-Gédéon-de-Beauce	944 433 \$	8
Saint-Georges	9 314 596 \$	75
Saint-Gervais	912 097 \$	7
Saint-Gilles	953 931 \$	8
Saint-Henri	1 642 496 \$	13
Saint-Hilaire-de-Dorset	450 113 \$	4
Saint-Honoré-de-Shenley	794 735 \$	6
Saint-Isidore	1 109 734 \$	9
Saint-Jacques-de-Leeds	588 957 \$	5
Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown	474 761 \$	4
Saint-Janvier-de-Joly	657 248 \$	5
Saint-Jean-de-Brébeuf	511 168 \$	4
Saint-Jean-Port-Joli	1 190 463 \$	10
Saint-Joseph-de-Beauce	1 531 919 \$	12
Saint-Joseph-de-Coleraine	844 936 \$	7
Saint-Joseph-des-Érables	525 640 \$	4

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-Jules	560 464 \$	4
Saint-Julien	518 178 \$	4
Saint-Just-de-Bretenières	586 017 \$	5
Saint-Lambert-de-Lauzon	1 900 135 \$	15
Saint-Lazare-de-Bellechasse	706 771 \$	6
Saint-Léon-de-Standon	689 811 \$	6
Saint-Louis-de-Gonzague	525 188 \$	4
Saint-Luc-de-Bellechasse	537 851 \$	4
Saint-Magloire	591 670 \$	5
Saint-Malachie	777 323 \$	6
Saint-Marcel	531 294 \$	4
Saint-Martin	989 659 \$	8
Saint-Michel-de-Bellechasse	852 624 \$	7
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	686 871 \$	5
Saint-Nazaire-de-Dorchester	510 716 \$	4
Saint-Nérée-de-Bellechasse	598 680 \$	5
Saint-Odilon-de-Cranbourne	758 102 \$	6
Saint-Omer	497 374 \$	4
Saint-Pamphile	1 036 468 \$	8
Saint-Patrice-de-Beaurivage	675 338 \$	5
Saint-Paul-de-Montminy	614 962 \$	5
Saint-Philémon	595 288 \$	5
Saint-Philibert	510 942 \$	4
Saint-Pierre-de-Broughton	630 339 \$	5
Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	641 419 \$	5
Saint-Prosper	1 259 432 \$	10
Saint-Raphaël	1 001 644 \$	8
Saint-René	589 861 \$	5
Saint-Roch-des-Aulnaies	651 369 \$	5
Saints-Anges	695 012 \$	6
Saint-Séverin	488 781 \$	4
Saint-Simon-les-Mines	548 480 \$	4
Saint-Sylvestre	664 032 \$	5
Saint-Théophile	595 967 \$	5
Saint-Vallier	666 972 \$	5
Saint-Victor	994 860 \$	8
Saint-Zacharie	828 202 \$	7
Scott	938 554 \$	8
Thetford Mines	7 475 522 \$	60
Tourville	571 997 \$	5
Tring-Jonction	770 087 \$	6
Val-Alain	645 715 \$	5
Vallée-Jonction	875 237 \$	7
Total	165 533 494 \$	1 324
Côte-Nord		
Aguanish	491 269 \$	4
Baie-Comeau	6 483 494 \$	52
Baie-Johan-Beetz	446 721 \$	4
Baie-Trinité	537 851 \$	4
Blanc-Sablon	678 957 \$	5
Bonne-Espérance	594 836 \$	5
Chute-aux-Outardes	805 137 \$	6
Colombier	590 314 \$	5
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	647 298 \$	5
Fermont	1 085 538 \$	9
Forestville	1 177 347 \$	9
Franquelin	499 183 \$	4
Godbout	495 339 \$	4
Gros-Mécatina	540 113 \$	4
Havre-Saint-Pierre	1 239 985 \$	10
Les Bergeronnes	588 957 \$	5

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Les Escoumins	884 735 \$	7
L'Île-d'Anticosti	481 093 \$	4
Longue-Pointe-de-Mingan	542 148 \$	4
Longue-Rive	677 826 \$	5
Natashquan	491 269 \$	4
Pointe-aux-Outardes	730 062 \$	6
Pointe-Lebel	893 554 \$	7
Port-Cartier	1 978 849 \$	16
Portneuf-sur-Mer	596 871 \$	5
Ragueneau	743 177 \$	6
Rivière-au-Tonnerre	495 791 \$	4
Rivière-Saint-Jean	481 997 \$	4
Sacré-Coeur	857 147 \$	7
Saint-Augustin	607 952 \$	5
Schefferville	479 962 \$	4
Sept-Îles	7 559 446 \$	60
Tadoussac	613 605 \$	5
Total	36 017 823 \$	288
Estrie		
Asbestos	2 054 380 \$	16
Ascot Corner	1 139 810 \$	9
Audet	598 680 \$	5
Austin	768 278 \$	6
Ayer's Cliff	681 896 \$	5
Barnston-Ouest	562 500 \$	4
Bolton-Est	640 967 \$	5
Bonsecours	566 344 \$	5
Bury	708 127 \$	6
Chartierville	496 244 \$	4
Cleveland	797 449 \$	6
Coaticook	2 681 198 \$	21
Compton	1 157 900 \$	9
Cookshire-Eaton	1 633 904 \$	13
Courcelles	645 263 \$	5
Danville	1 368 427 \$	11
Dixville	588 052 \$	5
Dudswell	827 750 \$	7
East Angus	1 298 553 \$	10
East Hereford	495 339 \$	4
Eastman	839 057 \$	7
Frontenac	804 006 \$	6
Hampden	472 500 \$	4
Ham-Sud	478 379 \$	4
Hatley	604 786 \$	5
Hatley	899 433 \$	7
Kingsbury	462 324 \$	4
La Patrie	592 575 \$	5
Lac-Drolet	667 650 \$	5
Lac-Mégantic	1 792 421 \$	14
Lambton	789 082 \$	6
Lawrenceville	575 615 \$	5
Lingwick	520 213 \$	4
Magog	7 757 099 \$	62
Maricourt	549 384 \$	4
Marston	582 173 \$	5
Martinville	537 399 \$	4
Melbourne	648 655 \$	5
Milan	487 424 \$	4
Nantes	744 760 \$	6
Newport	595 741 \$	5

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
North Hatley	581 495 \$	5
Notre-Dame-des-Bois	628 530 \$	5
Ogden	607 273 \$	5
Orford	1 309 633 \$	10
Piopolis	508 907 \$	4
Potton	842 675 \$	7
Racine	705 414 \$	6
Richmond	1 180 287 \$	9
Saint-Adrien	546 897 \$	4
Saint-Augustin-de-Woburn	583 530 \$	5
Saint-Benoît-du-Lac	438 354 \$	4
Saint-Camille	546 444 \$	4
Saint-Claude	672 851 \$	5
Saint-Denis-de-Brompton	1 261 015 \$	10
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	568 379 \$	5
Sainte-Catherine-de-Hatley	995 539 \$	8
Sainte-Cécile-de-Whitton	629 886 \$	5
Sainte-Edwidge-de-Clifton	539 434 \$	4
Saint-Étienne-de-Bolton	557 072 \$	4
Saint-François-Xavier-de-Brompton	921 368 \$	7
Saint-Georges-de-Windsor	645 715 \$	5
Saint-Herménégilde	586 469 \$	5
Saint-Isidore-de-Clifton	588 957 \$	5
Saint-Ludger	709 258 \$	6
Saint-Malo	538 756 \$	4
Saint-Robert-Bellarmin	580 364 \$	5
Saint-Romain	592 801 \$	5
Saint-Sébastien	586 469 \$	5
Saint-Venant-de-Paquette	450 565 \$	4
Scotstown	547 801 \$	4
Sherbrooke	46 142 657 \$	369
Stanstead	1 077 850 \$	9
Stanstead	653 856 \$	5
Stanstead-Est	566 570 \$	5
Stoke	1 083 277 \$	9
Stornoway	555 490 \$	4
Stratford	670 137 \$	5
Stukely-Sud	655 891 \$	5
Ulverton	517 047 \$	4
Valcourt	941 041 \$	8
Valcourt	656 344 \$	5
Val-Joli	805 137 \$	6
Val-Racine	470 239 \$	4
Waterville	895 137 \$	7
Weedon	1 035 564 \$	8
Westbury	659 736 \$	5
Windsor	1 646 793 \$	13
Wotton	757 198 \$	6
Total	121 353 838 \$	971
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine		
Bonaventure	1 060 212 \$	8
Cap-Chat	1 016 343 \$	8
Caplan	899 207 \$	7
Carleton-sur-Mer	1 346 945 \$	11
Casapédia-Saint-Jules	598 907 \$	5
Chandler	2 233 512 \$	18
Cloridorme	594 384 \$	5
Escuminac	562 952 \$	5
Gaspé	4 417 538 \$	35
Grande-Rivière	1 209 910 \$	10

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Grande-Vallée	687 323 \$	5
Grosse-Île	536 495 \$	4
Hope	569 284 \$	5
Hope Town	511 168 \$	4
La Haute-Gaspésie	473 631 \$	4
La Martre	483 128 \$	4
L'Ascension-de-Patapédia	469 108 \$	4
Les Îles-de-la-Madeleine	3 517 246 \$	28
Maria	1 002 775 \$	8
Marsoui	496 922 \$	4
Matapédia	578 555 \$	5
Mont-Saint-Pierre	471 821 \$	4
Murdochville	600 263 \$	5
New Carlisle	738 429 \$	6
New Richmond	1 297 196 \$	10
Nouvelle	821 645 \$	7
Paspébiac	1 151 794 \$	9
Percé	1 171 242 \$	9
Petite-Vallée	466 847 \$	4
Pointe-à-la-Croix	760 137 \$	6
Port-Daniel-Gascons	982 875 \$	8
Ristigouche-Partie-Sud-Est	465 490 \$	4
Rivière-à-Claude	455 766 \$	4
Saint-Alexis-de-Matapédia	550 062 \$	4
Saint-Alphonse	586 243 \$	5
Saint-André-de-Restigouche	463 229 \$	4
Sainte-Anne-des-Monts	2 018 206 \$	16
Saint-Elzéar	536 269 \$	4
Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine	499 862 \$	4
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	667 424 \$	5
Saint-François-d'Assise	583 756 \$	5
Saint-Godefroi	526 093 \$	4
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	682 801 \$	5
Saint-Siméon	700 439 \$	6
Shigawake	500 314 \$	4
Total	40 963 744 \$	328
Lanaudière		
Berthierville	1 380 638 \$	11
Charlemagne	1 777 044 \$	14
Chertsey	1 541 416 \$	12
Crabtree	1 331 342 \$	11
Entrelacs	638 932 \$	5
Joliette	5 882 141 \$	47
La Visitation-de-l'Île-Dupas	570 640 \$	5
Lanoraie	1 476 969 \$	12
L'Assomption	6 226 805 \$	50
Lavaltrie	3 984 032 \$	32
L'Épiphanie	1 680 939 \$	13
L'Épiphanie	1 179 608 \$	9
Mandeville	901 242 \$	7
Mascouche	13 185 766 \$	105
Matawinie (MRC)	446 721 \$	4
Notre-Dame-de-la-Merci	656 570 \$	5
Notre-Dame-de-Lourdes	1 062 021 \$	8
Notre-Dame-des-Prairies	2 728 948 \$	22
Rawdon	3 141 907 \$	25
Repentigny	24 445 352 \$	196
Saint-Alexis	757 876 \$	6
Saint-Alphonse-Rodriguez	1 141 166 \$	9
Saint-Ambroise-de-Kildare	1 329 533 \$	11

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-Barthélemy	870 036 \$	7
Saint-Calixte	1 812 320 \$	14
Saint-Charles-Borromée	3 890 849 \$	31
Saint-Cléophas-de-Brandon	488 555 \$	4
Saint-Côme	938 554 \$	8
Saint-Cuthbert	840 640 \$	7
Saint-Damien	874 785 \$	7
Saint-Didace	562 047 \$	4
Saint-Donat	1 367 070 \$	11
Sainte-Béatrix	863 026 \$	7
Sainte-Élisabeth	773 479 \$	6
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	798 805 \$	6
Sainte-Geneviève-de-Berthier	978 579 \$	8
Sainte-Julienne	2 846 151 \$	23
Sainte-Marcelline-de-Kildare	777 549 \$	6
Sainte-Marie-Salomé	697 273 \$	6
Sainte-Mélanie	1 105 664 \$	9
Saint-Esprit	871 393 \$	7
Saint-Félix-de-Valois	1 829 280 \$	15
Saint-Gabriel	1 074 232 \$	9
Saint-Gabriel-de-Brandon	1 038 051 \$	8
Saint-Ignace-de-Loyola	910 061 \$	7
Saint-Jacques	1 357 120 \$	11
Saint-Jean-de-Matha	1 436 944 \$	11
Saint-Liguori	882 021 \$	7
Saint-Lin-Laurentides	5 519 246 \$	44
Saint-Michel-des-Saints	981 066 \$	8
Saint-Norbert	666 519 \$	5
Saint-Paul	1 700 838 \$	14
Saint-Pierre	501 671 \$	4
Saint-Roch-de-l'Achigan	1 584 155 \$	13
Saint-Roch-Ouest	490 590 \$	4
Saint-Sulpice	1 213 754 \$	10
Saint-Thomas	1 176 669 \$	9
Saint-Zénon	713 554 \$	6
Terrebonne	31 915 376 \$	255
Total	153 815 532 \$	1 231
Laurentides		
Amherst	777 323 \$	6
Arundel	561 821 \$	4
Barkmere	440 389 \$	4
Blainville	16 121 917 \$	129
Boisbriand	7 900 058 \$	63
Bois-des-Filion	2 798 401 \$	22
Brébeuf	668 102 \$	5
Brownsburg-Chatham	2 113 415 \$	17
Chute-Saint-Philippe	633 731 \$	5
Deux-Montagnes	5 145 933 \$	41
Estérel	474 535 \$	4
Ferme-Neuve	1 059 986 \$	8
Gore	852 624 \$	7
Grenville	804 911 \$	6
Grenville-sur-la-Rouge	1 059 081 \$	8
Harrington	621 293 \$	5
Huberdeau	633 957 \$	5
Ivry-sur-le-Lac	528 806 \$	4
Kiamika	609 987 \$	5
La Conception	734 358 \$	6
La Macaza	669 459 \$	5
La Minerve	702 022 \$	6

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Labelle	1 003 001 \$	8
Lac-des-Écorces	1 057 498 \$	8
Lac-des-Seize-Îles	477 249 \$	4
Lac-du-Cerf	524 962 \$	4
Lachute	3 705 350 \$	30
Lac-Saguay	530 389 \$	4
Lac-Saint-Paul	536 947 \$	4
Lac-Supérieur	871 393 \$	7
Lac-Tremblant-Nord	440 163 \$	4
Lantier	591 218 \$	5
L'Ascension	619 711 \$	5
Lorraine	2 749 494 \$	22
Mille-Isles	817 348 \$	7
Mirabel	13 333 934 \$	107
Montcalm	583 077 \$	5
Mont-Laurier	4 042 778 \$	32
Mont-Saint-Michel	567 474 \$	5
Mont-Tremblant	2 794 929 \$	22
Morin-Heights	1 340 839 \$	11
Nominingue	892 423 \$	7
Notre-Dame-de-Pontmain	596 193 \$	5
Notre-Dame-du-Laus	789 986 \$	6
Oka	1 692 697 \$	14
Piedmont	1 107 925 \$	9
Pointe-Calumet	1 883 325 \$	15
Prévost	3 765 543 \$	30
Rivière-Rouge	1 483 301 \$	12
Rosemère	4 157 087 \$	33
Saint-Adolphe-d'Howard	1 270 060 \$	10
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	609 309 \$	5
Saint-André-d'Argenteuil	1 177 799 \$	9
Saint-Colomban	4 178 792 \$	33
Sainte-Adèle	3 661 362 \$	29
Sainte-Agathe-des-Monts	3 067 534 \$	25
Sainte-Anne-des-Lacs	1 234 106 \$	10
Sainte-Anne-des-Plaines	4 337 956 \$	35
Sainte-Anne-du-Lac	562 952 \$	5
Sainte-Lucie-des-Laurentides	722 147 \$	6
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	1 076 719 \$	9
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	4 969 405 \$	40
Sainte-Sophie	4 234 065 \$	34
Sainte-Thérèse	7 688 803 \$	62
Saint-Eustache	13 028 048 \$	104
Saint-Faustin-Lac-Carré	1 239 985 \$	10
Saint-Hippolyte	2 513 931 \$	20
Saint-Jérôme	20 725 244 \$	166
Saint-Joseph-du-Lac	1 883 350 \$	15
Saint-Placide	813 278 \$	7
Saint-Sauveur	2 989 109 \$	24
Val-David	1 469 281 \$	12
Val-des-Lacs	594 158 \$	5
Val-Morin	1 057 950 \$	8
Wentworth	545 088 \$	4
Wentworth-Nord	766 695 \$	6
Total	185 285 472 \$	1 482
Laval		
Laval	120 448 459 \$	964
Total	120 448 459 \$	964
Mauricie		
Batiscan	643 002 \$	5

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Champlain	821 418 \$	7
Charette	657 926 \$	5
Grandes-Piles	513 429 \$	4
Hérouxville	716 946 \$	6
La Bostonnais	554 811 \$	4
La Tuque	3 203 258 \$	26
Lac-aux-Sables	736 846 \$	6
Lac-Édouard	467 299 \$	4
Louiseville	2 151 615 \$	17
Maskinongé	948 730 \$	8
Notre-Dame-de-Montauban	598 680 \$	5
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	1 709 657 \$	14
Saint-Adelphe	644 133 \$	5
Saint-Alexis-des-Monts	1 121 493 \$	9
Saint-Barnabé	706 771 \$	6
Saint-Boniface	1 467 924 \$	12
Sainte-Angèle-de-Prémont	576 520 \$	5
Sainte-Anne-de-la-Pérade	908 252 \$	7
Saint-Édouard-de-Maskinongé	604 560 \$	5
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	667 876 \$	5
Saint-Élie-de-Caxton	873 428 \$	7
Sainte-Thècle	999 383 \$	8
Saint-Étienne-des-Grès	1 416 140 \$	11
Sainte-Ursule	741 368 \$	6
Saint-Justin	661 545 \$	5
Saint-Léon-le-Grand	658 379 \$	5
Saint-Luc-de-Vincennes	569 057 \$	5
Saint-Mathieu-du-Parc	754 258 \$	6
Saint-Maurice	1 104 759 \$	9
Saint-Narcisse	836 795 \$	7
Saint-Paulin	777 097 \$	6
Saint-Prosper-de-Champlain	546 897 \$	4
Saint-Roch-de-Mékinac	525 414 \$	4
Saint-Sévère	500 766 \$	4
Saint-Séverin	624 911 \$	5
Saint-Stanislas	663 127 \$	5
Saint-Tite	1 323 201 \$	11
Shawinigan	14 512 330 \$	116
Trois-Rives	536 721 \$	4
Trois-Rivières	38 781 733 \$	310
Yamachiche	1 076 719 \$	9
Total	88 905 176 \$	711
Montérégie		
Abercorn	516 821 \$	4
Acton Vale	2 243 062 \$	18
Ange-Gardien	993 277 \$	8
Beauharnois	3 575 992 \$	29
Bedford	1 038 503 \$	8
Bedford	586 696 \$	5
Beloeil	6 274 554 \$	50
Béthanie	506 193 \$	4
Bolton-Ouest	588 505 \$	5
Boucherville	11 895 087 \$	95
Brigham	972 021 \$	8
Brome	483 580 \$	4
Bromont	2 441 873 \$	20
Brossard	24 138 020 \$	193
Calixa-Lavallée	543 052 \$	4
Candiac	5 986 322 \$	48
Carignan	2 418 143 \$	19
Chambly	8 035 203 \$	64

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois
		créés
Châteauguay	13 735 607 \$	110
Contrecoeur	1 996 791 \$	16
Coteau-du-Lac	2 026 598 \$	16
Cowansville	3 759 465 \$	30
Delson	2 199 364 \$	18
Dundee	522 022 \$	4
Dunham	1 214 659 \$	10
East Farnham	555 263 \$	4
Elgin	518 630 \$	4
Farnham	2 509 590 \$	20
Franklin	815 313 \$	7
Frelighsburg	675 791 \$	5
Godmanchester	747 926 \$	6
Granby	19 108 422 \$	153
Havelock	597 776 \$	5
Hemmingford	618 354 \$	5
Hemmingford	839 961 \$	7
Henryville	751 770 \$	6
Hinchinbrooke	931 092 \$	7
Howick	574 032 \$	5
Hudson	1 615 587 \$	13
Huntingdon	981 745 \$	8
La Prairie	6 992 241 \$	56
La Présentation	1 005 262 \$	8
Lac-Brome	1 729 557 \$	14
Lacolle	1 046 644 \$	8
Léry	965 237 \$	8
Les Cèdres	1 898 977 \$	15
Les Coteaux	1 553 854 \$	12
L'Île-Cadieux	451 470 \$	4
L'Île-Perrot	3 119 624 \$	25
Longueuil	68 844 145 \$	551
Marieville	3 089 528 \$	25
Massueville	546 671 \$	4
McMasterville	1 726 843 \$	14
Mercier	3 588 147 \$	29
Mont-Saint-Grégoire	1 135 965 \$	9
Mont-Saint-Hilaire	5 445 741 \$	44
Napierville	1 253 779 \$	10
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	3 120 203 \$	25
Notre-Dame-de-Stanbridge	580 816 \$	5
Noyan	730 966 \$	6
Ormstown	1 258 075 \$	10
Otterburn Park	2 451 133 \$	20
Pike River	547 801 \$	4
Pincourt	4 280 946 \$	34
Pointe-des-Cascades	748 831 \$	6
Pointe-Fortune	551 419 \$	4
Richelieu	1 671 667 \$	13
Rigaud	2 106 759 \$	17
Rivière-Beaudette	888 805 \$	7
Rougemont	1 063 378 \$	9
Roxton	672 173 \$	5
Roxton Falls	710 615 \$	6
Roxton Pond	1 253 553 \$	10
Saint-Aimé	544 183 \$	4
Saint-Alexandre	1 015 438 \$	8
Saint-Alphonse-de-Granby	1 131 669 \$	9
Saint-Amable	3 428 403 \$	27
Saint-Anicet	1 012 046 \$	8
Saint-Antoine-sur-Richelieu	816 217 \$	7

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-Armand	714 685 \$	6
Saint-Barnabé-Sud	626 721 \$	5
Saint-Basile-le-Grand	4 938 440 \$	40
Saint-Bernard-de-Lacolle	761 494 \$	6
Saint-Bernard-de-Michaudville	547 575 \$	4
Saint-Blaise-sur-Richelieu	838 830 \$	7
Saint-Bruno-de-Montarville	7 698 932 \$	62
Saint-Césaire	1 779 531 \$	14
Saint-Charles-sur-Richelieu	806 720 \$	6
Saint-Chrysostome	1 019 508 \$	8
Saint-Clet	816 444 \$	7
Saint-Constant	7 564 076 \$	61
Saint-Cyprien-de-Napierville	865 740 \$	7
Saint-Damase	995 991 \$	8
Saint-David	617 449 \$	5
Saint-Denis-sur-Richelieu	957 323 \$	8
Saint-Dominique	995 086 \$	8
Sainte-Angèle-de-Monnoir	856 242 \$	7
Sainte-Anne-de-Sabrevois	901 242 \$	7
Sainte-Anne-de-Sorel	1 028 101 \$	8
Sainte-Barbe	754 032 \$	6
Sainte-Brigide-d'Iberville	738 881 \$	6
Sainte-Catherine	4 975 193 \$	40
Sainte-Cécile-de-Milton	907 348 \$	7
Sainte-Christine	582 851 \$	5
Sainte-Clotilde	820 966 \$	7
Saint-Édouard	736 620 \$	6
Sainte-Hélène-de-Bagot	815 765 \$	7
Sainte-Julie	8 781 250 \$	70
Sainte-Justine-de-Newton	644 133 \$	5
Sainte-Madeleine	974 056 \$	8
Sainte-Marie-Madeleine	1 108 151 \$	9
Sainte-Marthe	678 957 \$	5
Sainte-Martine	1 631 190 \$	13
Sainte-Sabine	682 801 \$	5
Saint-Étienne-de-Beauharnois	609 535 \$	5
Sainte-Victoire-de-Sorel	1 007 523 \$	8
Saint-Georges-de-Clarenceville	674 660 \$	5
Saint-Gérard-Majella	490 816 \$	4
Saint-Hugues	713 554 \$	6
Saint-Hyacinthe	15 818 926 \$	127
Saint-Ignace-de-Stanbridge	573 354 \$	5
Saint-Isidore	1 014 986 \$	8
Saint-Jacques-le-Mineur	801 519 \$	6
Saint-Jean-Baptiste	1 163 327 \$	9
Saint-Jean-sur-Richelieu	27 386 712 \$	219
Saint-Joachim-de-Shefford	714 685 \$	6
Saint-Joseph-de-Sorel	804 685 \$	6
Saint-Jude	713 554 \$	6
Saint-Lambert	6 320 278 \$	51
Saint-Lazare	5 734 842 \$	46
Saint-Liboire	1 124 659 \$	9
Saint-Louis	606 369 \$	5
Saint-Louis-de-Gonzague	762 851 \$	6
Saint-Marcel-de-Richelieu	549 384 \$	4
Saint-Marc-sur-Richelieu	911 644 \$	7
Saint-Mathias-sur-Richelieu	1 488 502 \$	12
Saint-Mathieu	890 388 \$	7
Saint-Mathieu-de-Beloeil	1 035 337 \$	8
Saint-Michel	1 099 332 \$	9
Saint-Nazaire-d'Acton	616 771 \$	5

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-Ours	823 228 \$	7
Saint-Patrice-de-Sherrington	878 629 \$	7
Saint-Paul-d'Abbotsford	1 058 855 \$	8
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	858 052 \$	7
Saint-Philippe	1 766 190 \$	14
Saint-Pie	1 703 099 \$	14
Saint-Polycarpe	925 664 \$	7
Saint-Rémi	2 279 814 \$	18
Saint-Robert	847 876 \$	7
Saint-Roch-de-Richelieu	934 936 \$	7
Saint-Sébastien	599 585 \$	5
Saint-Simon	715 363 \$	6
Saint-Stanislas-de-Kostka	777 549 \$	6
Saint-Télesphore	599 811 \$	5
Saint-Théodore-d'Acton	765 790 \$	6
Saint-Urbain-Premier	699 308 \$	6
Saint-Valentin	535 590 \$	4
Saint-Valérien-de-Milton	857 825 \$	7
Saint-Zotique	2 151 036 \$	17
Salaberry-de-Valleyfield	11 804 507 \$	94
Shefford	1 948 752 \$	16
Sorel-Tracy	10 190 001 \$	82
Stanbridge East	628 303 \$	5
Stanbridge Station	489 686 \$	4
Sutton	1 343 100 \$	11
Terrasse-Vaudreuil	867 775 \$	7
Très-Saint-Rédempteur	645 942 \$	5
Très-Saint-Sacrement	696 142 \$	6
Upton	910 740 \$	7
Varennnes	6 160 534 \$	49
Vaudreuil-Dorion	10 483 442 \$	84
Vaudreuil-sur-le-Lac	737 976 \$	6
Venise-en-Québec	798 353 \$	6
Verchères	1 745 838 \$	14
Warden	510 264 \$	4
Waterloo	1 443 728 \$	12
Yamaska	785 690 \$	6
Total	471 270 937 \$	3 770
Montréal		
Baie-D'Urfé	1 304 432 \$	10
Beaconsfield	5 656 706 \$	45
Côte-Saint-Luc	9 524 982 \$	76
Dollard-Des Ormeaux	14 502 490 \$	116
Dorval	5 454 712 \$	44
Hampstead	2 107 627 \$	17
Kirkland	6 121 756 \$	49
Montréal	491 402 162 \$	3 931
Montréal-Est	1 278 879 \$	10
Montréal-Ouest	1 595 688 \$	13
Mont-Royal	5 808 925 \$	46
Pointe-Claire	9 008 132 \$	72
Sainte-Anne-de-Bellevue	1 560 864 \$	12
Senneville	639 384 \$	5
Westmount	5 819 922 \$	47
Total	561 786 663 \$	4 494
Nord-du-Québec		
Akulivik	578 103 \$	5
Aupaluk	473 857 \$	4
Chapais	792 700 \$	6
Chibougamau	2 215 570 \$	18
Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James	888 353 \$	7

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Inukjuak	840 187 \$	7
Ivujivik	514 786 \$	4
Kangiqsualujuaq	612 700 \$	5
Kangisujuaq	594 610 \$	5
Kangirsuk	548 932 \$	4
Kuujuuaq	998 478 \$	8
Kuujuarapik	581 495 \$	5
Lebel-sur-Quévillon	944 885 \$	8
Matagami	772 348 \$	6
Puvirnituq	832 499 \$	7
Quaqtaq	517 726 \$	4
Salluit	742 047 \$	6
Tasiujaq	499 409 \$	4
Umiujaq	533 781 \$	4
Total	14 482 466 \$	116
Outaouais		
Alleyne-et-Cawood	473 857 \$	4
Aumond	596 193 \$	5
Blue Sea	579 007 \$	5
Boileau	514 560 \$	4
Bois-Franc	530 615 \$	4
Bouchette	606 595 \$	5
Bowman	581 495 \$	5
Bristol	687 097 \$	5
Bryson	568 379 \$	5
Campbell's Bay	602 525 \$	5
Cantley	3 013 129 \$	24
Cayamant	624 007 \$	5
Chelsea	2 045 119 \$	16
Chénéville	613 605 \$	5
Chichester	510 716 \$	4
Clarendon	699 534 \$	6
Déléage	851 268 \$	7
Denholm	561 821 \$	4
Duhamel	522 475 \$	4
Egan-Sud	552 550 \$	4
Fassett	532 198 \$	4
Fort-Coulonge	727 801 \$	6
Gatineau	79 268 262 \$	634
Gracefield	972 021 \$	8
Grand-Remous	697 951 \$	6
Kazabazua	621 067 \$	5
La Pêche	2 294 863 \$	18
Lac-des-Plages	547 801 \$	4
Lac-Sainte-Marie	564 761 \$	5
Lac-Simon	658 379 \$	5
L'Ange-Gardien	1 634 808 \$	13
L'Île-du-Grand-Calumet	589 183 \$	5
L'Isle-aux-Allumettes	731 871 \$	6
Litchfield	530 389 \$	4
Lochaber	525 867 \$	4
Lochaber-Partie-Ouest	583 077 \$	5
Low	638 705 \$	5
Maniwaki	1 315 739 \$	11
Mansfield-et-Pontefract	965 011 \$	8
Mayo	567 022 \$	5
Messines	798 353 \$	6
Montcerf-Lytton	592 123 \$	5
Montebello	650 464 \$	5
Montpellier	658 379 \$	5
Mulgrave-et-Derry	505 741 \$	4

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Namur	562 726 \$	5
Notre-Dame-de-Bonsecours	486 972 \$	4
Notre-Dame-de-la-Paix	592 801 \$	5
Notre-Dame-de-la-Salette	597 550 \$	5
Otter Lake	676 695 \$	5
Papineauville	919 107 \$	7
Plaisance	677 148 \$	5
Pontiac	1 753 074 \$	14
Portage-du-Fort	488 329 \$	4
Rapides-des-Joachims	464 811 \$	4
Ripon	779 132 \$	6
Saint-André-Avellin	1 294 256 \$	10
Saint-Émile-de-Suffolk	554 359 \$	4
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	550 515 \$	4
Saint-Sixte	538 304 \$	4
Shawville	810 112 \$	6
Sheenboro	455 088 \$	4
Thorne	494 208 \$	4
Thurso	1 018 604 \$	8
Val-des-Bois	640 967 \$	5
Val-des-Monts	3 190 525 \$	26
Waltham	514 334 \$	4
Total	131 965 998 \$	1 056
Saguenay - Lac-Saint-Jean		
Albanel	945 112 \$	8
Alma	9 086 267 \$	73
Bégin	630 339 \$	5
Chambord	839 057 \$	7
Desbiens	672 399 \$	5
Dolbeau-Mistassini	4 200 785 \$	34
Ferland-et-Boilleau	560 238 \$	4
Girardville	679 183 \$	5
Hébertville	1 001 870 \$	8
Hébertville-Station	715 590 \$	6
La Doré	753 127 \$	6
Labrecque	734 358 \$	6
Lac-Bouchette	691 620 \$	6
Lamarche	555 490 \$	4
L'Anse-Saint-Jean	704 509 \$	6
Larouche	728 027 \$	6
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	882 247 \$	7
Maria-Chapdelaine (MRC)	487 424 \$	4
Métabetchouan-Lac-à-la-Croix	1 393 753 \$	11
Normandin	1 155 186 \$	9
Notre-Dame-de-Lorette	470 917 \$	4
Péribonka	541 470 \$	4
Petit-Saguenay	590 992 \$	5
Rivière-Éternité	539 208 \$	4
Roberval	2 900 267 \$	23
Saguenay	42 569 269 \$	341
Saint-Ambroise	1 267 573 \$	10
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	536 495 \$	4
Saint-Augustin	517 274 \$	4
Saint-Bruno	1 040 538 \$	8
Saint-Charles-de-Bourget	593 479 \$	5
Saint-David-de-Falardeau	1 045 287 \$	8
Saint-Edmond-les-Plaines	517 047 \$	4
Sainte-Hedwidge	627 625 \$	5
Sainte-Jeanne-d'Arc	676 243 \$	5
Sainte-Monique	622 198 \$	5
Sainte-Rose-du-Nord	519 761 \$	4

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-Eugène-D'Argentenay	553 002 \$	4
Saint-Félicien	2 988 241 \$	24
Saint-Félix-d'Otis	665 163 \$	5
Saint-François-de-Sales	575 389 \$	5
Saint-Fulgence	882 700 \$	7
Saint-Gédéon	882 926 \$	7
Saint-Henri-de-Taillon	604 786 \$	5
Saint-Honoré	1 723 903 \$	14
Saint-Ludger-de-Milot	578 781 \$	5
Saint-Nazaire	897 172 \$	7
Saint-Prime	1 059 986 \$	8
Saint-Stanislas	513 429 \$	4
Saint-Thomas-Didyme	581 495 \$	5
	95 499 197 \$	764
Enveloppe totale	2 671 154 786 \$	21 369

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Abitibi-Témiscamingue		
Abitibi	375 698 \$	3
Abitibi-Ouest	362 830 \$	3
Amos	3 072 271 \$	25
Angliers	396 513 \$	3
Authier	387 430 \$	3
Authier-Nord	396 513 \$	3
Barraute	729 747 \$	6
Béarn	507 969 \$	4
Belcourt	388 754 \$	3
Belleterre	403 514 \$	3
Berry	444 199 \$	4
Champneuf	361 127 \$	3
Chazel	397 081 \$	3
Clermont	438 333 \$	4
Clerval	412 030 \$	3
Duhamel-Ouest	512 322 \$	4
Duparquet	459 526 \$	4
Dupuy	520 837 \$	4
Fugèreville	394 053 \$	3
Gallichan	420 734 \$	3
Guérin	395 567 \$	3
Kipawa	441 928 \$	4
La Corne	473 340 \$	4
La Morandière	383 834 \$	3
La Motte	415 247 \$	3
La Reine	405 407 \$	3
La Sarre	1 785 099 \$	14
Laforce	405 785 \$	3
Landrienne	527 649 \$	4
Latulipe-et-Gaboury	400 865 \$	3
Launay	380 050 \$	3
Laverlochère	474 854 \$	4
Lorrainville	593 691 \$	5
Macamic	861 262 \$	7
Malartic	1 041 219 \$	8
Moffet	374 562 \$	3
Nédélec	418 085 \$	3
Normétal	500 211 \$	4
Notre-Dame-du-Nord	555 466 \$	4
Palmarolle	618 480 \$	5
Poularies	470 313 \$	4
Preissac	477 693 \$	4
Rapide-Danseur	394 242 \$	3
Rémigny	398 594 \$	3
Rivière-Héva	571 551 \$	5
Rochebaucourt	369 642 \$	3
Roquemaure	417 707 \$	3
Rouyn-Noranda	9 753 358 \$	78
Saint-Bruno-de-Guigues	543 355 \$	4
Saint-Dominique-du-Rosaire	422 816 \$	3
Saint-Édouard-de-Fabre	468 420 \$	4
Sainte-Germaine-Boulé	514 403 \$	4
Sainte-Gertrude-Manneville	492 831 \$	4
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	405 974 \$	3
Saint-Eugène-de-Guigues	431 710 \$	3
Saint-Félix-de-Dalquier	519 323 \$	4
Saint-Lambert	379 482 \$	3
Saint-Marc-de-Figuery	476 557 \$	4
Saint-Mathieu-d'Harricana	470 880 \$	4
Senneterre	567 388 \$	5
Senneterre	915 760 \$	7
Taschereau	527 271 \$	4
Témiscaming	840 068 \$	7
Trécesson	573 443 \$	5
Val-d'Or	7 652 077 \$	61
Val-Saint-Gilles	373 616 \$	3

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Ville-Marie	841 582 \$	7
Total	53 104 138 \$	425
Bas-Saint-Laurent		
Alberville	397 459 \$	3
Amqui	1 534 731 \$	12
Auclair	437 576 \$	4
Baie-des-Sables	454 796 \$	4
Biencourt	451 200 \$	4
Cacouna	697 199 \$	6
Causapscal	806 763 \$	6
Dégelis	947 551 \$	8
Esprit-Saint	413 544 \$	3
Grand-Métis	389 322 \$	3
Grosses-Roches	419 977 \$	3
Kamouraska	466 528 \$	4
La Matapédia	345 799 \$	3
La Pocatière	1 201 308 \$	10
La Rédemption	439 657 \$	4
La Trinité-des-Monts	391 214 \$	3
Lac-au-Saumon	615 452 \$	5
Lac-des-Aigles	456 877 \$	4
Lejeune	409 002 \$	3
Les Hauteurs	444 388 \$	4
Les Méchins	561 900 \$	4
L'Isle-Verte	610 343 \$	5
Matane	3 565 129 \$	29
Métis-sur-Mer	452 146 \$	4
Mont-Carmel	567 198 \$	5
Mont-Joli	1 596 355 \$	13
Notre-Dame-des-Neiges	572 497 \$	5
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	350 530 \$	3
Notre-Dame-du-Portage	577 227 \$	5
Packington	466 717 \$	4
Padoue	390 079 \$	3
Pohénégamook	892 485 \$	7
Price	675 438 \$	5
Rimouski	11 266 724 \$	90
Rivière-Bleue	596 529 \$	5
Rivière-du-Loup	4 579 323 \$	37
Rivière-Ouelle	550 735 \$	4
Saint-Adelme	433 223 \$	3
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	694 929 \$	6
Saint-Alexandre-des-Lacs	391 782 \$	3
Saint-Anaclet-de-Lessard	837 230 \$	7
Saint-André	457 634 \$	4
Saint-Antonin	1 077 741 \$	9
Saint-Arsène	562 468 \$	4
Saint-Athanase	403 704 \$	3
Saint-Bruno-de-Kamouraska	436 819 \$	3
Saint-Charles-Garnier	394 999 \$	3
Saint-Clément	435 116 \$	3
Saint-Cléophas	408 056 \$	3
Saint-Cyprien	575 524 \$	5
Saint-Damase	423 005 \$	3
Saint-Denis-De La Bouteillerie	440 414 \$	4
Saint-Donat	505 699 \$	4
Sainte-Angèle-de-Mérici	546 383 \$	4
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	687 549 \$	6
Sainte-Félicité	568 901 \$	5
Sainte-Flavie	515 539 \$	4
Sainte-Florence	425 654 \$	3
Sainte-Françoise	421 302 \$	3
Sainte-Hélène-de-Kamouraska	513 835 \$	4
Sainte-Irène	401 622 \$	3
Sainte-Jeanne-d'Arc	394 621 \$	3
Saint-Éloi	397 459 \$	3
Sainte-Luce	903 838 \$	7

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	401 811 \$	3
Sainte-Marguerite-Marie	382 510 \$	3
Sainte-Paule	384 781 \$	3
Saint-Épiphanie	505 320 \$	4
Sainte-Rita	407 677 \$	3
Saint-Eugène-de-Ladrière	419 599 \$	3
Saint-Eusèbe	455 363 \$	4
Saint-Fabien	708 932 \$	6
Saint-François-Xavier-de-Viger	389 133 \$	3
Saint-Gabriel-de-Rimouski	576 660 \$	5
Saint-Gabriel-Lalemant	485 829 \$	4
Saint-Germain	393 485 \$	3
Saint-Guy	353 936 \$	3
Saint-Honoré-de-Témiscouata	488 479 \$	4
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	607 504 \$	5
Saint-Jean-de-Cherbourg	380 618 \$	3
Saint-Jean-de-Dieu	652 919 \$	5
Saint-Jean-de-la-Lande	397 081 \$	3
Saint-Joseph-de-Kamouraska	413 165 \$	3
Saint-Joseph-de-Lepage	440 793 \$	4
Saint-Juste-du-Lac	458 770 \$	4
Saint-Léandre	416 193 \$	3
Saint-Léon-le-Grand	542 409 \$	4
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	593 880 \$	5
Saint-Marc-du-Lac-Long	425 087 \$	3
Saint-Marcellin	402 568 \$	3
Saint-Mathieu-de-Rioux	468 420 \$	4
Saint-Médard	385 727 \$	3
Saint-Michel-du-Squatec	566 063 \$	5
Saint-Modeste	526 325 \$	4
Saint-Moïse	458 013 \$	4
Saint-Narcisse-de-Rimouski	543 166 \$	4
Saint-Noël	428 493 \$	3
Saint-Octave-de-Métis	428 114 \$	3
Saint-Onésime-d'Ixworth	445 713 \$	4
Saint-Pacôme	660 489 \$	5
Saint-Pascal	1 003 752 \$	8
Saint-Paul-de-la-Croix	412 976 \$	3
Saint-Philippe-de-Néri	503 995 \$	4
Saint-Pierre-de-Lamy	361 316 \$	3
Saint-René-de-Matane	540 328 \$	4
Saint-Simon	422 437 \$	3
Saint-Tharcisius	425 276 \$	3
Saint-Ulric	658 218 \$	5
Saint-Valérien	497 183 \$	4
Saint-Vianney	430 385 \$	3
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	420 734 \$	3
Sayabec	713 852 \$	6
Témiscouata-sur-le-Lac	1 678 622 \$	13
Trois-Pistoles	993 912 \$	8
Val-Brillant	529 542 \$	4
Total	80 834 297 \$	647
Capitale-Nationale		
Baie-Sainte-Catherine	378 158 \$	3
Baie-Saint-Paul	1 766 031 \$	14
Beaupré	922 572 \$	7
Boischatel	1 410 029 \$	11
Cap-Santé	849 529 \$	7
Château-Richer	1 019 269 \$	8
Clermont	916 138 \$	7
Deschambault-Grondines	714 987 \$	6
Donnacoona	1 423 653 \$	11
Fossambault-sur-le-Lac	639 673 \$	5
La Malbaie	2 155 345 \$	17
Lac-Beauport	1 545 139 \$	12
Lac-Delage	444 766 \$	4
Lac-Saint-Joseph	389 511 \$	3

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Lac-Sergent	419 977 \$	3
L'Ancienne-Lorette	4 008 990 \$	32
L'Ange-Gardien	935 251 \$	7
Les Éboulements	579 498 \$	5
L'Isle-aux-Coudres	579 309 \$	5
Neuveville	1 025 324 \$	8
Notre-Dame-des-Monts	485 262 \$	4
Petite-Rivière-Saint-François	475 043 \$	4
Pont-Rouge	1 900 227 \$	15
Portneuf	920 491 \$	7
Québec	120 212 244 \$	962
Rivière-à-Pierre	474 665 \$	4
Saint-Aimé-des-Lacs	544 869 \$	4
Saint-Alban	559 440 \$	4
Saint-Augustin-de-Desmaures	4 246 729 \$	34
Saint-Basile	822 470 \$	7
Saint-Casimir	634 753 \$	5
Sainte-Anne-de-Beaupré	864 479 \$	7
Sainte-Brigitte-de-Laval	1 087 392 \$	9
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	1 327 524 \$	11
Sainte-Christine-d'Auvergne	428 493 \$	3
Sainte-Famille	499 454 \$	4
Sainte-Pétronille	542 220 \$	4
Saint-Ferréol-les-Neiges	827 390 \$	7
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	448 930 \$	4
Saint-Gabriel-de-Valcartier	906 488 \$	7
Saint-Gilbert	397 837 \$	3
Saint-Hilarion	564 171 \$	5
Saint-Irénée	471 448 \$	4
Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	523 865 \$	4
Saint-Joachim	598 232 \$	5
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	637 213 \$	5
Saint-Léonard-de-Portneuf	534 651 \$	4
Saint-Marc-des-Carières	857 477 \$	7
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	682 061 \$	5
Saint-Raymond	2 256 716 \$	18
Saint-Siméon	596 340 \$	5
Saint-Thuribe	397 270 \$	3
Saint-Tite-des-Caps	608 261 \$	5
Saint-Ubalde	614 506 \$	5
Saint-Urbain	611 667 \$	5
Shannon	1 122 210 \$	9
Stoneham-et-Tewkesbury	1 496 318 \$	12
Total	173 301 955 \$	1 386
Centre-du-Québec		
Aston-Jonction	408 245 \$	3
Baie-du-Febvre	543 923 \$	4
Bécancour	2 696 233 \$	22
Chesterville	517 999 \$	4
Daveluyville	526 135 \$	4
Deschailons-sur-Saint-Laurent	525 946 \$	4
Drummondville	16 520 127 \$	132
Durham-Sud	537 111 \$	4
Fortierville	472 773 \$	4
Grand-Saint-Esprit	430 763 \$	3
Ham-Nord	508 348 \$	4
Inverness	491 696 \$	4
Kingsey Falls	737 505 \$	6
La Visitation-de-Yamaska	401 622 \$	3
Laurierville	609 018 \$	5
L'Avenir	585 554 \$	5
Lefebvre	489 992 \$	4
Lemieux	402 947 \$	3
Lyster	644 593 \$	5
Maddington	416 382 \$	3
Manseau	515 539 \$	4
Nicolet	1 880 436 \$	15

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Notre-Dame-de-Ham	419 410 \$	3
Notre-Dame-de-Lourdes	476 746 \$	4
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	510 051 \$	4
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	600 881 \$	5
Parisville	432 845 \$	3
Pierreville	779 325 \$	6
Plessisville	827 200 \$	7
Plessisville	1 616 147 \$	13
Princeville	1 410 218 \$	11
Saint-Albert	635 700 \$	5
Saint-Bonaventure	526 325 \$	4
Saint-Célestin	455 174 \$	4
Saint-Célestin	487 343 \$	4
Saint-Christophe-d'Arthabaska	861 072 \$	7
Saint-Cyrille-de-Wendover	1 136 591 \$	9
Sainte-Anne-du-Sault	586 878 \$	5
Sainte-Brigitte-des-Saults	486 586 \$	4
Sainte-Cécile-de-Lévrard	416 950 \$	3
Sainte-Clotilde-de-Horton	630 401 \$	5
Saint-Edmond-de-Grantham	459 148 \$	4
Sainte-Élizabeth-de-Warwick	407 867 \$	3
Sainte-Eulalie	506 645 \$	4
Sainte-Françoise	426 411 \$	3
Sainte-Hélène-de-Chester	405 596 \$	3
Saint-Elphège	390 079 \$	3
Sainte-Marie-de-Blandford	433 980 \$	3
Sainte-Monique	439 279 \$	4
Sainte-Perpétue	517 620 \$	4
Sainte-Séraphine	415 436 \$	3
Sainte-Sophie-de-Lévrard	486 397 \$	4
Sainte-Sophie-d'Halifax	453 282 \$	4
Saint-Eugène	551 303 \$	4
Saint-Félix-de-Kingsey	611 478 \$	5
Saint-Ferdinand	746 778 \$	6
Saint-François-du-Lac	715 176 \$	6
Saint-Germain-de-Grantham	1 120 318 \$	9
Saint-Guillaume	636 835 \$	5
Saint-Léonard-d'Aston	749 048 \$	6
Saint-Louis-de-Blandford	528 028 \$	4
Saint-Lucien	634 375 \$	5
Saint-Majorique-de-Grantham	562 468 \$	4
Saint-Norbert-d'Arthabaska	890 101 \$	7
Saint-Pie-de-Guire	426 979 \$	3
Saint-Pierre-Baptiste	417 707 \$	3
Saint-Pierre-les-Becquets	560 008 \$	4
Saint-Rémi-de-Tingwick	426 033 \$	3
Saint-Rosaire	490 749 \$	4
Saint-Samuel	463 122 \$	4
Saints-Martyrs-Canadiens	387 808 \$	3
Saint-Sylvére	493 399 \$	4
Saint-Valère	580 634 \$	5
Saint-Wenceslas	548 465 \$	4
Saint-Zéphirin-de-Courval	494 912 \$	4
Tingwick	618 858 \$	5
Victoriaville	9 988 684 \$	80
Villeroi	429 817 \$	3
Warwick	1 248 994 \$	10
Wickham	815 279 \$	7
Total	75 637 826 \$	605
Chaudière-Appalaches		
Adstock	858 045 \$	7
Armagh	646 107 \$	5
Beauceville	1 530 379 \$	12
Beaulac-Garthby	513 646 \$	4
Beaumont	745 642 \$	6
Berthier-sur-Mer	580 255 \$	5
Cap-Saint-Ignace	940 171 \$	8

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Disraeli	541 274 \$	4
Disraeli	824 551 \$	7
Dosquet	509 862 \$	4
East Broughton	784 245 \$	6
Frampton	594 069 \$	5
Honfleur	489 236 \$	4
Irlande	517 620 \$	4
Kinnear's Mills	399 919 \$	3
La Durantaye	471 637 \$	4
La Guadeloupe	667 490 \$	5
Lac-Etchemin	1 111 802 \$	9
Lac-Frontière	373 805 \$	3
Lac-Poulin	364 533 \$	3
Laurier-Station	800 708 \$	6
Leclercville	434 548 \$	3
Lévis	32 185 839 \$	257
L'Islet	1 066 009 \$	9
Lotbinière	510 240 \$	4
Montmagny	2 739 436 \$	22
Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	493 777 \$	4
Notre-Dame-des-Pins	541 274 \$	4
Notre-Dame-du-Rosaire	412 597 \$	3
Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun	490 371 \$	4
Sacré-Coeur-de-Jésus	449 308 \$	4
Saint-Adalbert	451 579 \$	4
Saint-Adrien-d'Irlande	416 760 \$	3
Saint-Agapit	907 245 \$	7
Saint-Alfred	429 817 \$	3
Saint-Anselme	956 634 \$	8
Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	366 993 \$	3
Saint-Antoine-de-Tilly	614 884 \$	5
Saint-Apollinaire	1 206 228 \$	10
Saint-Aubert	621 507 \$	5
Saint-Benjamin	501 157 \$	4
Saint-Benoît-Labre	646 675 \$	5
Saint-Bernard	711 959 \$	6
Saint-Camille-de-Lellis	507 591 \$	4
Saint-Charles-de-Bellechasse	742 236 \$	6
Saint-Côme--Linière	959 283 \$	8
Saint-Cyprien	458 391 \$	4
Saint-Cyrille-de-Lessard	485 072 \$	4
Saint-Damase-de-L'Islet	445 334 \$	4
Saint-Damien-de-Buckland	733 153 \$	6
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	571 172 \$	5
Sainte-Apolline-de-Patton	465 960 \$	4
Sainte-Aurélie	519 134 \$	4
Sainte-Claire	940 738 \$	8
Sainte-Clotilde-de-Beauce	452 903 \$	4
Sainte-Croix	798 627 \$	6
Saint-Édouard-de-Lotbinière	576 092 \$	5
Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud	404 461 \$	3
Sainte-Félicité	414 868 \$	3
Sainte-Hénédine	539 003 \$	4
Sainte-Justine	685 467 \$	5
Sainte-Louise	474 097 \$	4
Sainte-Lucie-de-Beauregard	401 433 \$	3
Saint-Elzéar	693 036 \$	6
Sainte-Marguerite	541 274 \$	4
Sainte-Marie	2 861 806 \$	23
Sainte-Perpétue	699 092 \$	6
Saint-Éphrem-de-Beauce	836 473 \$	7
Sainte-Praxède	420 167 \$	3
Sainte-Rose-de-Watford	479 585 \$	4
Sainte-Sabine	410 894 \$	3
Saint-Évariste-de-Forsyth	461 419 \$	4
Saint-Fabien-de-Panet	534 083 \$	4
Saint-Flavien	639 863 \$	5
Saint-Fortunat	394 242 \$	3

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	632 293 \$	5
Saint-Frédéric	539 949 \$	4
Saint-Gédéon-de-Beauce	781 596 \$	6
Saint-Georges	7 268 074 \$	58
Saint-Gervais	705 525 \$	6
Saint-Gilles	682 629 \$	5
Saint-Henri	1 145 485 \$	9
Saint-Hilaire-de-Dorset	357 531 \$	3
Saint-Honoré-de-Shenley	650 081 \$	5
Saint-Isidore	819 820 \$	7
Saint-Jacques-de-Leeds	468 042 \$	4
Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown	373 616 \$	3
Saint-Janvier-de-Joly	506 455 \$	4
Saint-Jean-de-Brébeuf	413 354 \$	3
Saint-Jean-Port-Joli	990 127 \$	8
Saint-Joseph-de-Beauce	1 187 873 \$	10
Saint-Joseph-de-Coleraine	720 096 \$	6
Saint-Joseph-des-Érables	421 302 \$	3
Saint-Jules	436 630 \$	3
Saint-Julien	415 247 \$	3
Saint-Just-de-Bretenières	487 722 \$	4
Saint-Lambert-de-Lauzon	1 392 430 \$	11
Saint-Lazare-de-Bellechasse	563 414 \$	5
Saint-Léon-de-Standon	569 469 \$	5
Saint-Louis-de-Gonzague	425 654 \$	3
Saint-Luc-de-Bellechasse	430 007 \$	3
Saint-Magloire	477 314 \$	4
Saint-Malachie	604 666 \$	5
Saint-Marcel	435 873 \$	3
Saint-Martin	829 471 \$	7
Saint-Michel-de-Bellechasse	654 055 \$	5
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	526 135 \$	4
Saint-Nazaire-de-Dorchester	412 219 \$	3
Saint-Nérée-de-Bellechasse	488 668 \$	4
Saint-Odilon-de-Cranbourne	618 480 \$	5
Saint-Omer	402 379 \$	3
Saint-Pamphile	848 773 \$	7
Saint-Patrice-de-Beaurivage	537 678 \$	4
Saint-Paul-de-Montminy	498 697 \$	4
Saint-Philémon	486 019 \$	4
Saint-Philibert	414 679 \$	3
Saint-Pierre-de-Broughton	505 320 \$	4
Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	532 380 \$	4
Saint-Prosper	1 022 675 \$	8
Saint-Raphaël	776 676 \$	6
Saint-René	452 336 \$	4
Saint-Roch-des-Aulnaies	519 702 \$	4
Saints-Anges	532 380 \$	4
Saint-Séverin	393 485 \$	3
Saint-Simon-les-Mines	434 170 \$	3
Saint-Sylvestre	525 378 \$	4
Saint-Théophile	482 991 \$	4
Saint-Vallier	533 705 \$	4
Saint-Victor	821 145 \$	7
Saint-Zacharie	700 227 \$	6
Scott	681 115 \$	5
Thetford Mines	6 212 365 \$	50
Tourville	478 071 \$	4
Tring-Jonction	598 800 \$	5
Val-Alain	514 214 \$	4
Vallée-Jonction	696 821 \$	6
Total	131 000 265 \$	1 048
Côte-Nord		
Aguanish	395 188 \$	3
Baie-Comeau	5 442 909 \$	44
Baie-Johan-Beetz	356 207 \$	3
Baie-Trinité	435 116 \$	3

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Blanc-Sablon	578 363 \$	5
Bonne-Espérance	494 156 \$	4
Chute-aux-Outardes	680 926 \$	5
Colombier	493 777 \$	4
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	535 408 \$	4
Fermont	847 826 \$	7
Forestville	1 001 670 \$	8
Franquelin	404 461 \$	3
Godbout	402 757 \$	3
Gros-Mécatina	448 362 \$	4
Havre-Saint-Pierre	938 278 \$	8
Les Bergeronnes	466 149 \$	4
Les Escoumins	731 639 \$	6
L'Île-d'Anticosti	394 999 \$	3
Longue-Pointe-de-Mingan	415 625 \$	3
Longue-Rive	577 795 \$	5
Natashquan	389 701 \$	3
Pointe-aux-Outardes	618 101 \$	5
Pointe-Lebel	711 959 \$	6
Port-Cartier	1 648 006 \$	13
Portneuf-sur-Mer	496 048 \$	4
Ragueneau	629 833 \$	5
Rivière-au-Tonnerre	408 056 \$	3
Rivière-Saint-Jean	385 538 \$	3
Sacré-Coeur	716 312 \$	6
Saint-Augustin	507 780 \$	4
Schefferville	375 887 \$	3
Sept-Îles	6 243 259 \$	50
Tadoussac	503 239 \$	4
Total	29 675 330 \$	237
Estrie		
Asbestos	1 649 454 \$	13
Ascot Corner	834 013 \$	7
Audet	464 825 \$	4
Austin	609 397 \$	5
Ayer's Cliff	541 841 \$	4
Barnston-Ouest	444 766 \$	4
Bolton-Est	475 989 \$	4
Bonsecours	435 873 \$	3
Bury	575 714 \$	5
Chartierville	411 651 \$	3
Cleveland	639 484 \$	5
Coaticook	2 243 441 \$	18
Compton	877 157 \$	7
Cookshire-Eaton	1 332 255 \$	11
Courcelles	515 917 \$	4
Danville	1 116 533 \$	9
Dixville	465 203 \$	4
Dudswell	670 518 \$	5
East Angus	988 235 \$	8
East Hereford	404 271 \$	3
Eastman	646 675 \$	5
Frontenac	648 567 \$	5
Hampden	379 293 \$	3
Ham-Sud	377 968 \$	3
Hatley	490 371 \$	4
Hatley	680 547 \$	5
Kingsbury	355 639 \$	3
La Patrie	486 019 \$	4
Lac-Drolet	557 358 \$	4
Lac-Mégantic	1 484 585 \$	12
Lambton	647 053 \$	5
Lawrenceville	462 933 \$	4
Lingwick	426 790 \$	3
Magog	5 879 288 \$	47
Maricourt	421 113 \$	3
Marston	470 691 \$	4

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Martinville	429 250 \$	3
Melbourne	547 708 \$	4
Milan	392 539 \$	3
Nantes	610 910 \$	5
Newport	498 886 \$	4
North Hatley	476 557 \$	4
Notre-Dame-des-Bois	526 325 \$	4
Ogden	484 883 \$	4
Orford	910 272 \$	7
Piopolis	409 570 \$	3
Potton	672 410 \$	5
Racine	579 498 \$	5
Richmond	977 260 \$	8
Saint-Adrien	430 763 \$	3
Saint-Augustin-de-Woburn	475 043 \$	4
Saint-Benoît-du-Lac	347 692 \$	3
Saint-Camille	427 168 \$	3
Saint-Claude	547 708 \$	4
Saint-Denis-de-Brompton	923 329 \$	7
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	465 393 \$	4
Sainte-Catherine-de-Hatley	790 111 \$	6
Sainte-Cécile-de-Whitton	504 942 \$	4
Sainte-Edwidge-de-Clifton	420 356 \$	3
Saint-Étienne-de-Bolton	433 223 \$	3
Saint-François-Xavier-de-Brompton	724 070 \$	6
Saint-Georges-de-Windsor	511 943 \$	4
Saint-Herménégilde	479 396 \$	4
Saint-Isidore-de-Clifton	490 182 \$	4
Saint-Ludger	568 712 \$	5
Saint-Malo	439 847 \$	4
Saint-Robert-Bellarmin	462 176 \$	4
Saint-Romain	461 419 \$	4
Saint-Sébastien	476 179 \$	4
Saint-Venant-de-Paquette	363 398 \$	3
Scotstown	450 065 \$	4
Sherbrooke	36 082 113 \$	289
Stanstead	896 459 \$	7
Stanstead	537 868 \$	4
Stanstead-Est	457 256 \$	4
Stoke	865 236 \$	7
Stornoway	444 199 \$	4
Stratford	541 274 \$	4
Stukely-Sud	520 269 \$	4
Ulverton	411 084 \$	3
Valcourt	787 084 \$	6
Valcourt	534 651 \$	4
Val-Joli	619 047 \$	5
Val-Racine	365 101 \$	3
Waterville	715 555 \$	6
Weedon	868 831 \$	7
Westbury	520 080 \$	4
Windsor	1 342 095 \$	11
Wotton	628 698 \$	5
Total	95 957 510 \$	768
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine		
Bonaventure	840 446 \$	7
Cap-Chat	853 125 \$	7
Caplan	699 849 \$	6
Carleton-sur-Mer	1 118 047 \$	9
Cascapédia--Saint-Jules	475 800 \$	4
Chandler	1 905 054 \$	15
Cloridorme	479 963 \$	4
Escuminac	463 311 \$	4
Gaspé	3 610 263 \$	29
Grande-Rivière	980 666 \$	8
Grande-Vallée	574 011 \$	5
Grosse-Île	440 225 \$	4

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Hope	473 151 \$	4
Hope Town	406 731 \$	3
La Haute-Gaspésie	383 078 \$	3
La Martre	384 402 \$	3
L'Ascension-de-Patapédia	377 211 \$	3
Les Îles-de-la-Madeleine	3 047 894 \$	24
Maria	793 896 \$	6
Marsoui	400 865 \$	3
Matapédia	468 042 \$	4
Mont-Saint-Pierre	379 861 \$	3
Murdochville	500 211 \$	4
New Carlisle	601 260 \$	5
New Richmond	1 055 979 \$	8
Nouvelle	679 979 \$	5
Paspébiac	952 660 \$	8
Percé	979 720 \$	8
Petite-Vallée	385 727 \$	3
Pointe-à-la-Croix	642 133 \$	5
Port-Daniel--Gascons	827 390 \$	7
Ristigouche-Partie-Sud-Est	369 264 \$	3
Rivière-à-Claude	370 399 \$	3
Saint-Alexis-de-Matapédia	453 660 \$	4
Saint-Alphonse	477 503 \$	4
Saint-André-de-Restigouche	374 941 \$	3
Sainte-Anne-des-Monts	1 632 800 \$	13
Saint-Elzéar	435 305 \$	3
Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine	408 624 \$	3
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	548 654 \$	4
Saint-François-d'Assise	481 477 \$	4
Saint-Godefroi	411 840 \$	3
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	560 197 \$	4
Saint-Siméon	560 386 \$	4
Shigawake	403 136 \$	3
Total	33 669 136 \$	269
Lanaudière		
Berthierville	1 092 122 \$	9
Charlemagne	1 424 789 \$	11
Chertsey	1 277 000 \$	10
Crabtree	1 006 590 \$	8
Entrelacs	516 485 \$	4
Joliette	4 625 182 \$	37
La Visitation-de-l'Île-Dupas	454 796 \$	4
Lanoraie	1 139 998 \$	9
L'Assomption	4 240 937 \$	34
Lavaltrie	3 020 379 \$	24
L'Épiphanie	951 335 \$	8
L'Épiphanie	1 227 422 \$	10
Mandeville	769 107 \$	6
Mascouche	8 629 827 \$	69
Matawinie	359 802 \$	3
Notre-Dame-de-la-Merci	538 246 \$	4
Notre-Dame-de-Lourdes	766 079 \$	6
Notre-Dame-des-Prairies	2 027 183 \$	16
Rawdon	2 474 181 \$	20
Repentigny	19 022 064 \$	152
Saint-Alexis	446 659 \$	4
Saint-Alexis	477 314 \$	4
Saint-Alphonse-Rodriguez	943 009 \$	8
Saint-Ambroise-de-Kildare	1 004 698 \$	8
Saint-Barthélemy	725 773 \$	6
Saint-Calixte	1 441 441 \$	12
Saint-Charles-Borromée	2 979 589 \$	24
Saint-Cléophas-de-Brandon	389 890 \$	3
Saint-Côme	752 076 \$	6
Saint-Cuthbert	712 527 \$	6
Saint-Damien	750 941 \$	6
Saint-Didace	472 773 \$	4

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-Donat	1 165 922 \$	9
Sainte-Béatrix	681 304 \$	5
Sainte-Élisabeth	614 884 \$	5
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	655 379 \$	5
Sainte-Geneviève-de-Berthier	775 541 \$	6
Sainte-Julienne	2 004 012 \$	16
Sainte-Marcelline-de-Kildare	612 235 \$	5
Sainte-Marie-Salomé	576 660 \$	5
Sainte-Mélanie	873 562 \$	7
Saint-Esprit	695 875 \$	6
Saint-Félix-de-Valois	1 438 981 \$	12
Saint-Gabriel	869 588 \$	7
Saint-Gabriel-de-Brandon	867 696 \$	7
Saint-Ignace-de-Loyola	711 013 \$	6
Saint-Jacques	1 045 193 \$	8
Saint-Jean-de-Matha	1 143 214 \$	9
Saint-Liguori	704 579 \$	6
Saint-Lin--Laurentides	3 620 400 \$	29
Saint-Michel-des-Saints	844 231 \$	7
Saint-Norbert	539 760 \$	4
Saint-Paul	1 113 127 \$	9
Saint-Pierre	395 567 \$	3
Saint-Roch-de-l'Achigan	1 218 717 \$	10
Saint-Roch-Ouest	392 161 \$	3
Saint-Sulpice	971 961 \$	8
Saint-Thomas	883 212 \$	7
Saint-Zénon	596 340 \$	5
Terrebonne	23 764 064 \$	190
Total	116 435 392 \$	931
Laurentides		
Amherst	603 909 \$	5
Arundel	455 742 \$	4
Barkmere	354 693 \$	3
Blainville	11 783 437 \$	94
Boisbriand	6 438 037 \$	52
Bois-des-Filion	2 143 760 \$	17
Brébeuf	524 054 \$	4
Brownsburg-Chatham	1 636 421 \$	13
Chute-Saint-Philippe	504 752 \$	4
Deux-Montagnes	4 213 180 \$	34
Estérel	385 916 \$	3
Ferme-Neuve	907 812 \$	7
Gore	635 510 \$	5
Grenville	602 774 \$	5
Grenville-sur-la-Rouge	856 153 \$	7
Harrington	486 019 \$	4
Huberdeau	522 351 \$	4
Ivry-sur-le-Lac	412 030 \$	3
Kiamika	483 180 \$	4
La Conception	583 283 \$	5
La Macaza	522 729 \$	4
La Minerve	590 474 \$	5
Labelle	767 971 \$	6
Lac-des-Écorces	887 565 \$	7
Lac-des-Seize-Îles	367 750 \$	3
Lac-du-Cerf	421 302 \$	3
Lachute	2 869 529 \$	23
Lac-Saguay	432 088 \$	3
Lac-Saint-Paul	444 010 \$	4
Lac-Supérieur	666 544 \$	5
Lac-Tremblant-Nord	342 961 \$	3
Lantier	491 696 \$	4
L'Ascension	507 780 \$	4
Lorraine	2 338 296 \$	19
Mille-Isles	615 263 \$	5
Mirabel	8 794 193 \$	70
Montcalm	459 716 \$	4

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Mont-Laurier	3 232 776 \$	26
Mont-Saint-Michel	458 391 \$	4
Mont-Tremblant	2 186 480 \$	17
Morin-Heights	1 014 349 \$	8
Nominingue	778 568 \$	6
Notre-Dame-de-Pontmain	471 826 \$	4
Notre-Dame-du-Laus	634 943 \$	5
Oka	1 232 909 \$	10
Piedmont	799 573 \$	6
Pointe-Calumet	1 652 592 \$	13
Prévost	2 525 591 \$	20
Rivière-Rouge	1 198 848 \$	10
Rosemère	3 447 586 \$	28
Saint-Adolphe-d'Howard	1 038 192 \$	8
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	489 614 \$	4
Saint-André-d'Argenteuil	932 601 \$	7
Saint-Colomban	2 648 443 \$	21
Sainte-Adèle	2 650 374 \$	21
Sainte-Agathe-des-Monts	2 338 054 \$	19
Sainte-Anne-des-Lacs	932 223 \$	7
Sainte-Anne-des-Plaines	3 237 120 \$	26
Sainte-Anne-du-Lac	452 714 \$	4
Sainte-Lucie-des-Laurentides	568 334 \$	5
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	818 685 \$	7
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	2 917 801 \$	23
Sainte-Sophie	2 645 788 \$	21
Sainte-Thérèse	6 188 953 \$	50
Saint-Eustache	10 321 036 \$	83
Saint-Faustin--Lac-Carré	919 355 \$	7
Saint-Hippolyte	1 794 029 \$	14
Saint-Jérôme	15 749 947 \$	126
Saint-Joseph-du-Lac	1 306 141 \$	10
Saint-Placide	648 756 \$	5
Saint-Sauveur	2 246 338 \$	18
Val-David	1 148 891 \$	9
Val-des-Lacs	483 748 \$	4
Val-Morin	870 345 \$	7
Wentworth	433 980 \$	3
Wentworth-Nord	597 854 \$	5
Total	140 066 628 \$	1 121
Laval		
Laval	91 072 852 \$	729
Total	91 072 852 \$	729
Mauricie		
Batiscan	520 080 \$	4
Champlain	638 538 \$	5
Charette	509 483 \$	4
Grandes-Piles	405 974 \$	3
Hérouxville	570 983 \$	5
La Bostonnais	455 742 \$	4
La Tuque	2 838 152 \$	23
Lac-aux-Sables	586 121 \$	5
Lac-Édouard	368 696 \$	3
Louiseville	1 805 131 \$	14
Maskinongé	765 133 \$	6
Notre-Dame-de-Montauban	500 968 \$	4
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	1 340 960 \$	11
Saint-Adelphe	524 054 \$	4
Saint-Alexis-des-Monts	939 792 \$	8
Saint-Barnabé	574 957 \$	5
Saint-Boniface	1 143 971 \$	9
Sainte-Angèle-de-Prémont	469 745 \$	4
Sainte-Anne-de-la-Pérade	717 636 \$	6
Saint-Édouard-de-Maskinongé	489 046 \$	4
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	529 731 \$	4
Saint-Élie-de-Caxton	658 218 \$	5
Sainte-Thècle	808 277 \$	6

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-Étienne-des-Grès	1 099 692 \$	9
Sainte-Ursule	605 801 \$	5
Saint-Justin	539 003 \$	4
Saint-Léon-le-Grand	520 269 \$	4
Saint-Luc-de-Vincennes	438 522 \$	4
Saint-Mathieu-du-Parc	596 718 \$	5
Saint-Maurice	795 220 \$	6
Saint-Narcisse	686 602 \$	5
Saint-Paulin	644 783 \$	5
Saint-Prosper-de-Champlain	437 197 \$	3
Saint-Roch-de-Mékinac	400 865 \$	3
Saint-Sévère	400 108 \$	3
Saint-Séverin	503 239 \$	4
Saint-Stanislas	532 380 \$	4
Saint-Tite	1 060 710 \$	8
Shawinigan	12 586 683 \$	101
Trois-Rives	416 004 \$	3
Trois-Rivières	30 913 872 \$	247
Yamachiche	861 072 \$	7
Total	72 200 128 \$	578
Montérégie		
Abercorn	405 974 \$	3
Acton Vale	1 801 270 \$	14
Ange-Gardien	724 259 \$	6
Beauharnois	2 908 871 \$	23
Bedford	839 311 \$	7
Bedford	479 396 \$	4
Beloeil	4 693 728 \$	38
Béthanie	400 487 \$	3
Bolton-Ouest	474 476 \$	4
Boucherville	9 582 957 \$	77
Brigham	799 573 \$	6
Brome	390 079 \$	3
Bromont	1 549 302 \$	12
Brossard	17 629 176 \$	141
Calixa-Lavallée	439 657 \$	4
Candiac	4 060 882 \$	32
Carignan	1 893 711 \$	15
Chambly	5 663 030 \$	45
Châteauguay	10 463 680 \$	84
Contrecoeur	1 440 873 \$	12
Coteau-du-Lac	1 591 769 \$	13
Cowansville	2 968 004 \$	24
Delson	1 836 508 \$	15
Dundee	419 220 \$	3
Dunham	988 046 \$	8
East Farnham	436 062 \$	3
Elgin	420 924 \$	3
Farnham	1 908 675 \$	15
Franklin	648 756 \$	5
Frelighsburg	532 758 \$	4
Godmanchester	609 586 \$	5
Granby	14 532 286 \$	116
Havelock	484 505 \$	4
Hemmingford	679 979 \$	5
Hemmingford	484 126 \$	4
Henryville	633 618 \$	5
Hinchinbrooke	789 733 \$	6
Howick	453 471 \$	4
Hudson	1 335 851 \$	11
Huntingdon	818 307 \$	7
La Prairie	5 409 360 \$	43
La Présentation	763 998 \$	6
Lac-Brome	1 400 756 \$	11
Lacolle	822 659 \$	7
Léry	788 030 \$	6
Les Cèdres	1 446 172 \$	12
Les Coteaux	1 079 065 \$	9

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
L'Île-Cadieux	364 722 \$	3
L'Île-Perrot	2 437 012 \$	19
Longueuil	55 741 851 \$	446
Marieville	1 869 816 \$	15
Massueville	433 602 \$	3
McMasterville	1 378 238 \$	11
Mercier	2 505 075 \$	20
Mont-Saint-Grégoire	890 214 \$	7
Mont-Saint-Hilaire	3 904 481 \$	31
Napierville	997 129 \$	8
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	2 477 319 \$	20
Notre-Dame-de-Stanbridge	476 936 \$	4
Noyan	596 907 \$	5
Ormstown	1 023 621 \$	8
Otterburn Park	2 063 628 \$	17
Pike River	440 603 \$	4
Pincourt	2 842 497 \$	23
Pointe-des-Cascades	551 492 \$	4
Pointe-Fortune	433 034 \$	3
Richelieu	1 335 472 \$	11
Rigaud	1 703 278 \$	14
Rivière-Beaudette	678 087 \$	5
Rougemont	834 580 \$	7
Roxton	531 245 \$	4
Roxton Falls	592 177 \$	5
Roxton Pond	1 034 029 \$	8
Saint-Aimé	435 683 \$	3
Saint-Alexandre	786 137 \$	6
Saint-Alphonse-de-Granby	911 786 \$	7
Saint-Amable	2 167 413 \$	17
Saint-Anicet	848 583 \$	7
Saint-Antoine-sur-Richelieu	644 593 \$	5
Saint-Armand	562 657 \$	5
Saint-Barnabé-Sud	500 968 \$	4
Saint-Basile-le-Grand	3 883 000 \$	31
Saint-Bernard-de-Lacolle	630 969 \$	5
Saint-Bernard-de-Michaudville	431 899 \$	3
Saint-Blaise-sur-Richelieu	715 365 \$	6
Saint-Bruno-de-Montarville	5 948 559 \$	48
Saint-Césaire	1 331 309 \$	11
Saint-Charles-sur-Richelieu	667 869 \$	5
Saint-Chrysostome	828 714 \$	7
Saint-Clet	665 787 \$	5
Saint-Constant	5 901 735 \$	47
Saint-Cyprien-de-Napierville	646 486 \$	5
Saint-Damase	820 010 \$	7
Saint-David	491 885 \$	4
Saint-Denis-sur-Richelieu	762 862 \$	6
Saint-Dominique	746 778 \$	6
Sainte-Angèle-de-Monnoir	643 458 \$	5
Sainte-Anne-de-Sabrevois	698 902 \$	6
Sainte-Anne-de-Sorel	868 642 \$	7
Sainte-Barbe	614 127 \$	5
Sainte-Brigide-d'Iberville	578 741 \$	5
Sainte-Catherine	3 935 616 \$	31
Sainte-Cécile-de-Milton	720 475 \$	6
Sainte-Christine	481 288 \$	4
Sainte-Clotilde	641 755 \$	5
Saint-Édouard	571 361 \$	5
Sainte-Hélène-de-Bagot	612 992 \$	5
Sainte-Julie	7 134 843 \$	57
Sainte-Justine-de-Newton	517 242 \$	4
Sainte-Madeleine	762 105 \$	6
Sainte-Marie-Madeleine	858 991 \$	7
Sainte-Marthe	543 355 \$	4
Sainte-Martine	1 178 222 \$	9
Sainte-Sabine	540 517 \$	4
Saint-Étienne-de-Beauharnois	485 640 \$	4

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Sainte-Victoire-de-Sorel	802 600 \$	6
Saint-Georges-de-Clarenceville	549 978 \$	4
Saint-Gérard-Majella	381 753 \$	3
Saint-Hugues	593 312 \$	5
Saint-Hyacinthe	12 652 574 \$	101
Saint-Ignace-de-Stanbridge	458 391 \$	4
Saint-Isidore	809 413 \$	6
Saint-Jacques-le-Mineur	657 272 \$	5
Saint-Jean-Baptiste	915 949 \$	7
Saint-Jean-sur-Richelieu	21 627 546 \$	173
Saint-Joachim-de-Shefford	547 140 \$	4
Saint-Joseph-de-Sorel	654 055 \$	5
Saint-Jude	560 575 \$	4
Saint-Lambert	5 212 893 \$	42
Saint-Lazare	4 298 380 \$	34
Saint-Liboire	889 646 \$	7
Saint-Louis	474 097 \$	4
Saint-Louis-de-Gonzague	613 749 \$	5
Saint-Marcel-de-Richelieu	447 794 \$	4
Saint-Marc-sur-Richelieu	697 010 \$	6
Saint-Mathias-sur-Richelieu	1 199 794 \$	10
Saint-Mathieu	696 064 \$	6
Saint-Mathieu-de-Beloeil	787 651 \$	6
Saint-Michel	848 205 \$	7
Saint-Nazaire-d'Acton	500 211 \$	4
Saint-Ours	660 678 \$	5
Saint-Patrice-de-Sherrington	704 201 \$	6
Saint-Paul-d'Abbotsford	874 129 \$	7
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	707 607 \$	6
Saint-Philippe	1 338 878 \$	11
Saint-Pie	1 303 114 \$	10
Saint-Polycarpe	658 596 \$	5
Saint-Rémi	1 541 544 \$	12
Saint-Robert	670 707 \$	5
Saint-Roch-de-Richelieu	700 605 \$	6
Saint-Sébastien	463 500 \$	4
Saint-Simon	572 875 \$	5
Saint-Stanislas-de-Kostka	653 109 \$	5
Saint-Télesphore	482 991 \$	4
Saint-Théodore-d'Acton	630 023 \$	5
Saint-Urbain-Premier	548 843 \$	4
Saint-Valentin	430 953 \$	3
Saint-Valérien-de-Milton	657 650 \$	5
Saint-Zotique	1 391 295 \$	11
Salaberry-de-Valleyfield	9 661 158 \$	77
Shefford	1 571 254 \$	13
Sorel-Tracy	8 280 579 \$	66
Stanbridge East	499 643 \$	4
Stanbridge Station	396 702 \$	3
Sutton	1 060 710 \$	8
Terrasse-Vaudreuil	708 932 \$	6
Très-Saint-Rédempteur	480 531 \$	4
Très-Saint-Sacrement	568 144 \$	5
Upton	713 095 \$	6
Varennes	5 111 039 \$	41
Vaudreuil-Dorion	6 596 369 \$	53
Vaudreuil-sur-le-Lac	598 232 \$	5
Venise-en-Québec	588 203 \$	5
Verchères	1 342 095 \$	11
Warden	409 380 \$	3
Waterloo	1 109 721 \$	9
Yamaska	643 836 \$	5
Total	365 986 253 \$	2 928
Montréal		
Baie-D'Urfé	1 084 932 \$	9
Beaconsfield	4 626 388 \$	37
Côte-Saint-Luc	7 592 703 \$	61
Dollard-Des Ormeaux	11 930 425 \$	95

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Dorval	4 401 924 \$	35
Hampstead	1 723 310 \$	14
Kirkland	4 998 324 \$	40
Montréal	395 966 768 \$	3 168
Montréal-Est	1 061 467 \$	8
Montréal-Ouest	1 321 280 \$	11
Mont-Royal	4 587 530 \$	37
Pointe-Claire	7 326 241 \$	59
Sainte-Anne-de-Bellevue	1 356 477 \$	11
Senneville	519 512 \$	4
Westmount	4 959 465 \$	40
Total	453 456 746 \$	3 628
Nord-du-Québec		
Administration régionale Kativik	6 843 621 \$	55
Chapais	651 973 \$	5
Chibougamau	1 857 507 \$	15
Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-Jame	718 582 \$	6
Lebel-sur-Quévillon	855 774 \$	7
Matagami	626 238 \$	5
Total	11 553 695 \$	92
Outaouais		
Alleyon-et-Cawood	381 753 \$	3
Aumond	490 939 \$	4
Blue Sea	457 256 \$	4
Boileau	434 737 \$	3
Bois-Franc	422 248 \$	3
Bouchette	475 800 \$	4
Bowman	462 743 \$	4
Bristol	571 929 \$	5
Bryson	454 606 \$	4
Campbell's Bay	474 476 \$	4
Cantley	2 036 113 \$	16
Cayamant	493 209 \$	4
Chelsea	1 645 110 \$	13
Chénéville	486 397 \$	4
Chichester	411 651 \$	3
Clarendon	572 875 \$	5
Déléage	703 633 \$	6
Denholm	452 146 \$	4
Duhamel	425 087 \$	3
Egan-Sud	437 954 \$	4
Fassett	428 493 \$	3
Fort-Coulonge	621 129 \$	5
Gatineau	59 649 469 \$	477
Gracefield	799 573 \$	6
Grand-Remous	568 334 \$	5
Kazabazua	504 752 \$	4
La Pêche	1 836 508 \$	15
Lac-des-Plages	413 354 \$	3
Lac-Sainte-Marie	461 419 \$	4
Lac-Simon	504 563 \$	4
L'Ange-Gardien	1 183 142 \$	9
L'Île-du-Grand-Calumet	489 046 \$	4
L'Isle-aux-Allumettes	606 937 \$	5
Litchfield	428 682 \$	3
Lochaber	435 116 \$	3
Lochaber-Partie-Ouest	436 440 \$	3
Low	512 132 \$	4
Maniwaki	1 100 070 \$	9
Mansfield-et-Pontefract	724 070 \$	6
Mayo	449 497 \$	4
Messines	642 512 \$	5
Montcerf-Lytton	475 422 \$	4
Montebello	526 703 \$	4
Montpellier	520 080 \$	4
Mulgrave-et-Derry	413 354 \$	3
Namur	430 953 \$	3

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Notre-Dame-de-Bonsecours	389 701 \$	3
Notre-Dame-de-la-Paix	477 503 \$	4
Notre-Dame-de-la-Salette	485 829 \$	4
Otter Lake	521 215 \$	4
Papineauville	747 724 \$	6
Plaisance	531 055 \$	4
Pontiac	1 355 530 \$	11
Portage-du-Fort	393 864 \$	3
Rapides-des-Joachims	371 156 \$	3
Ripon	621 507 \$	5
Saint-André-Avellin	990 317 \$	8
Saint-Émile-de-Suffolk	439 279 \$	4
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	397 837 \$	3
Saint-Sixte	425 654 \$	3
Shawville	633 050 \$	5
Sheenboro	370 967 \$	3
Thorne	415 057 \$	3
Thurso	770 431 \$	6
Val-des-Bois	500 022 \$	4
Val-des-Monts	2 383 671 \$	19
Waltham	405 974 \$	3
Total	101 079 755 \$	809
Saguenay - Lac-Saint-Jean		
Albanel	779 136 \$	6
Alma	7 273 142 \$	58
Bégin	504 563 \$	4
Chambord	663 327 \$	5
Desbiens	542 977 \$	4
Dolbeau-Mistassini	3 493 445 \$	28
Ferland-et-Boilleau	453 093 \$	4
Girardville	560 954 \$	4
Hébertville	797 491 \$	6
Hébertville-Station	574 768 \$	5
La Doré	611 667 \$	5
Labrecque	589 338 \$	5
Lac-Bouchette	584 607 \$	5
Lamarche	449 119 \$	4
L'Anse-Saint-Jean	542 788 \$	4
Larouche	568 144 \$	5
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	719 718 \$	6
Maria-Chapdelaine	374 562 \$	3
Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	1 128 454 \$	9
Normandin	942 441 \$	8
Notre-Dame-de-Lorette	372 102 \$	3
Péribonka	441 928 \$	4
Petit-Saguenay	484 883 \$	4
Rivière-Éternité	444 010 \$	4
Roberval	2 537 176 \$	20
Saguenay	34 950 376 \$	280
Saint-Ambroise	1 009 618 \$	8
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	425 465 \$	3
Saint-Augustin	412 408 \$	3
Saint-Bruno	790 679 \$	6
Saint-Charles-de-Bourget	462 743 \$	4
Saint-David-de-Falardeau	833 634 \$	7
Saint-Edmond-les-Plaines	424 140 \$	3
Sainte-Hedwidge	493 209 \$	4
Sainte-Jeanne-d'Arc	554 520 \$	4
Sainte-Monique	510 051 \$	4
Sainte-Rose-du-Nord	424 897 \$	3
Saint-Eugène-d'Argentenay	448 362 \$	4
Saint-Félicien	2 561 071 \$	20
Saint-Félix-d'Otis	527 460 \$	4
Saint-François-de-Sales	482 991 \$	4
Saint-Fulgence	723 881 \$	6
Saint-Gédéon	707 229 \$	6
Saint-Henri-de-Taillon	477 882 \$	4
Saint-Honoré	1 258 077 \$	10

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du
		nombre d'emplois créés
Saint-Ludger-de-Milot	478 828 \$	4
Saint-Nazaire	693 604 \$	6
Saint-Prime	844 988 \$	7
Saint-Stanislas	403 136 \$	3
Saint-Thomas-Didyme	476 368 \$	4
	77 809 450 \$	622
Enveloppe totale	2 102 841 356 \$	16 823

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 75

Concernant le « Programme de subvention pour les intérêts encourus dans le cadre de la mesure d'étalement par recours à l'emprunt des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées » (PSI), identifier les sommes allouées (totales ou ventilées) par région pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2017-2018 pour le PSI.

Aide aux municipalités reconstituées :

Nom du bénéficiaire	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
Ville de Brossard	551 845 \$	468 743 \$	449 971 \$	391 581 \$
Ville de Hampstead	117 317 \$	96 667 \$	86 248 \$	78 983 \$
Ville de L'Ancienne-Lorette	44 694 \$	43 244 \$	41 567 \$	39 645 \$
Total	713 856 \$	608 654 \$	572 794 \$	510 209 \$

Le budget de dépenses 2017-2018 prévoit un montant de 578 300\$.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 76	Concernant le « Fonds conjoncturel de développement », identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi de cette aide, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2017-2018 pour le même fonds.
---------------	--

Fonds conjoncturel de développement

Comté	Bénéficiaire	Projet	Date de la lettre d'annonce	Montant d'aide accordé en 2016-2017	Dépense 2016-2017	Dépense ultérieure
Bas-Saint-Laurent						
Rivière-du-Loup-Témiscouata	Corporation du Parc régional des Basques (Écosociété Les Basques)	Création et mise en marché d'une crème glacée	2016-06-10	29 453 \$	29 453 \$	- \$
Rimouski	Corporation touristique de La Route des Monts Notre-Dame	Mise en place d'une troisième route touristique au Bas-Saint-Laurent	2016-06-10	50 000 \$	50 000 \$	\$
Matane-Matapédia	Centre d'action bénévole de la Vallée de La Matapédia	Implantation d'une Accorderie	2017-01-05	15 215 \$	15 215 \$	- \$
			Sous-total	94 668 \$	94 668 \$	- \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
Dubuc	Club Perce-Neige de Bégin	Rénovation du chalet d'accueil	2016-10-25	40 000 \$	40 000 \$	- \$
Lac-Saint-Jean	Municipalité de Lamarche	Démarche collective visant à définir une stratégie de développement touristique pour la Municipalité de Lamarche	2016-07-15	10 902 \$	10 902 \$	- \$
Dubuc	Municipalité de Petit-Saguenay	Création d'une Régie intermunicipale en sécurité incendie pour le territoire du Bas-Saguenay	2017-02-08	93 716 \$	93 716 \$	- \$
			Sous-total	144 618 \$	144 618 \$	- \$
Mauricie						
Champlain	Centre de loisirs adaptés La Maison Grandi-Ose	Déplacement des bureaux administratifs	2016-08-19	12 000 \$	12 000 \$	\$
Lavolette	Club FADOQ Lac-aux-Sables	Construction d'un bâtiment de service dans le but d'offrir différentes activités aux membres	2016-08-19	23 250 \$	21 000 \$	2 250 \$
			Sous-total	35 250 \$	33 000 \$	2 250 \$
Estrie						
Orford	Ville de Magog	Mise en valeur et accessibilité de la maison Merry et de son site	2016-08-04	150 000 \$	90 000 \$	60 000 \$
Richmond	Municipalité du Canton de Saint-Camille	Rénovation et transformation de l'église du village en centre communautaire multifonctionnel	2016-11-30	60 236 \$	60 236 \$	\$
			Sous-total	210 236 \$	150 236 \$	60 000 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 76	Concernant le « Fonds conjoncturel de développement », identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi de cette aide, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2017-2018 pour le même fonds.
---------------	--

Fonds conjoncturel de développement

Comté	Bénéficiaire	Projet	Date de la lettre d'annonce	Montant d'aide accordé en 2016-2017	Dépense 2016-2017	Dépense ultérieure
Outaouais						
Gatineau	Note Verte Vallée-de-la-Gatineau	Mise sur pied d'une école de musique et d'une maison d'édition	2017-01-05	24 030 \$	24 030 \$	- \$
Sous-total				24 030 \$	24 030 \$	- \$
Abitibi-Témiscamingue						
Abitibi-Est	Secrétariat aux alliances économique Nation crie/Abitibi-Témiscamingue	Projet pilote "Objectif Nunavik" qui consiste à développer et étendre les liens stratégiques avec les organisations inuites du Nunavik	2016-05-27	15 750 \$	12 600 \$	3 150 \$
Abitibi-Est	Marché public de la Vallée-de-l'Or	Construction d'une structure permanente pour la Place du Marché - Aide supplémentaire	2016-07-13	100 000 \$	100 000 \$	- \$
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Centre multifonctionnel de l'Est témiscamien	Rénovation et agrandissement du Centre	2017-01-05	47 995 \$	43 000 \$	4 995 \$
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Municipalité d'Angliers	Approvisionnement en eau potable pour la population de la municipalité.	2017-02-15	44 876 \$	22 438 \$	22 438 \$
Sous-total				208 621 \$	178 038 \$	30 583 \$
Côte-Nord						
René-Lévesque	Association touristique régionale de Manicouagan	Renforcement, actualisation et promotion de l'ensemble muséal de la Côte-Nord par la réalisation d'une stratégie de développement et de promotion	2016-05-27	12 553 \$	12 553 \$	- \$
René-Lévesque	Cégep de Baie-Comeau	Développement et mise en place d'une entreprise-école en technologie forestière	2016-08-19	18 000 \$	15 000 \$	3 000 \$
Duplessis	Ville de Schefferville	Mise à niveau du service incendie	2016-08-19	120 000 \$	100 000 \$	20 000 \$
René-Lévesque	Municipalité de Portneuf-sur-Mer	Mise aux normes des installations sanitaires du camping municipal	2016-10-26	99 275 \$	85 000 \$	14 275 \$
Sous-total				249 828 \$	212 553 \$	37 275 \$
Nord-du-Québec						
Ungava	FaunENord	Valorisation de la filière PFNL en Jamésie - Étude appliquée des polypores de la forêt boréale au niveau de leurs propriétés pharmaceutiques	2016-07-15	134 028 \$	94 000 \$	40 028 \$
Sous-total				134 028 \$	94 000 \$	40 028 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 76	Concernant le « Fonds conjoncturel de développement », identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi de cette aide, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2017-2018 pour le même fonds.
---------------	--

Fonds conjoncturel de développement

Comté	Bénéficiaire	Projet	Date de la lettre d'annonce	Montant d'aide accordé en 2016-2017	Dépense 2016-2017	Dépense ultérieure
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine						
Îles-de-la-Madeleine	Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes	Soutenir le développement économique et environnemental de la collectivité par l'amélioration de la gestion des matières résiduelles dans les industries, commerces et institutions	2016-05-27	45 000 \$	45 000 \$	- \$
Gaspé	Corporation de développement de Saint-Maxime-du-Mont-Louis	Création d'un réseau gaspésien de 11 bornes de recharge rapide pour véhicules électriques dans 7 MRC	2016-05-27	33 500 \$	33 500 \$	- \$
Îles-de-la-Madeleine	Centre de récupération Ré-Utiles	Relocalisation et restructuration de l'organisme	2016-07-04	100 000 \$	100 000 \$	- \$
Îles-de-la-Madeleine	Regroupement loisirs des Îles	Intégration des jeunes handicapés dans les loisirs estivaux en leur offrant un service d'accompagnement individualisé	2016-08-19	10 200 \$	10 200 \$	- \$
Îles-de-la-Madeleine	Centre des loisirs de Fatima IM inc.	Aménagement de l'Anse-aux-Baleiniers	2016-10-26	40 000 \$	40 000 \$	- \$
Îles-de-la-Madeleine	Club nautique les plaisanciers du Havre	Expansion des infrastructures	2016-11-30	58 635 \$	58 635 \$	- \$
Îles-de-la-Madeleine	Comité de revitalisation du village de Cap-aux-Meules	Réaménagement du chemin Principal	2017-02-08	13 005 \$	13 005 \$	- \$
Îles-de-la-Madeleine	Conseil pour les anglophones madelinots	Restauration d'un bâtiment historique et la mise en place d'une exposition permanente	2017-02-08	25 226 \$	25 226 \$	- \$
Sous-total				325 566 \$	325 566 \$	- \$
Chaudière-Appalaches						
Beauce-Sud	Municipalité de Notre-Dame-des-Pins	Construction d'une patinoire sur dalle de béton pour utilisation quatre saisons	2016-08-19	70 000 \$	70 000 \$	- \$
Bellechasse	Frigos Pleins	Acquisition d'un bâtiment pour l'aménagement de locaux	2016-10-26	22 572 \$	22 572 \$	- \$
Beauce-Sud	Centre intégré de mécanique industrielle de la Chaudière - Commission scolaire Beauce-Étchemin	Acquisition d'un robot-soudeur pour le Centre intégré de mécanique industrielle de la Chaudière	2016-10-20	150 000 \$	120 000 \$	30 000 \$
Lotbinière-Frontenac	Municipalité d'Adstock	Implantation d'infrastructures municipales	2017-02-01	100 000 \$	100 000 \$	- \$
Lotbinière-Frontenac	Comité de développement agroalimentaire des Appalaches	Implantation d'un incubateur agroalimentaire	2017-02-15	126 200 \$	126 200 \$	- \$
Beauce-Sud	Municipalité de Saint-Honoré-de-Shenley	Aménagement d'une salle multifonctionnelle	2017-02-15	19 773 \$	19 773 \$	- \$
Sous-total				488 545 \$	458 545 \$	30 000 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 76	Concernant le « Fonds conjoncturel de développement », identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi de cette aide, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2017-2018 pour le même fonds.
---------------	--

Fonds conjoncturel de développement

Comté	Bénéficiaire	Projet	Date de la lettre d'annonce	Montant d'aide accordé en 2016-2017	Dépense 2016-2017	Dépense ultérieure
Montérégie						
Johnson	Comité des loisirs de Béthanie	Construction d'une surface multifonctionnelle couverte, phase II	2016-06-10	27 147 \$	27 147 \$	- \$
Brome-Missisquoi	D'Arts et de rêves	Aménagement d'un parc culturel, phase 1	2016-07-04	84 993 \$	84 993 \$	- \$
Châteauguay	Amis et Riverains de la Rivière Châteauguay	Caractérisation des rives et de l'habitat du poisson	2016-09-30	10 912 \$	10 912 \$	- \$
Huntingdon	Archives historiques Hemmingford	Rénovation d'un bâtiment et d'un espace communautaire, culturel et social pour la communauté	2017-02-08	40 000 \$	40 000 \$	- \$
Sous-total				163 052 \$	163 052 \$	- \$
Centre-du-Québec						
Nicolet-Béancour	Ludolettre	Relocalisation et rénovation afin d'adapter les activités de l'organisme aux besoins de la clientèle	2016-07-15	38 700 \$	38 700 \$	- \$
Drummond-Bois-Francis	Municipalité de Chesterville	Déménagement et agrandissement de la bibliothèque	2016-11-30	25 000 \$	25 000 \$	- \$
Sous-total				63 700 \$	63 700 \$	- \$
Grand total				2 142 142 \$	1 942 006 \$	200 136 \$

Informations fournies au 28 février 2017
 Les projets sont autorisés annuellement, selon les crédits disponibles.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 77

Concernant le « Programme d'aide pour les municipalités à caractère industriel », identifier les sommes allouées (totales et ventilées) par région pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2017-2018 pour le Programme d'aide pour les municipalités à caractère industriel.

Programme d'aide pour les municipalités à caractère industriel

Nom du bénéficiaire	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
Canton de Launay	5 070 \$	5 828 \$	5 781 \$	5 696 \$
Municipalité de Champneuf	6 241 \$	6 242 \$	6 333 \$	6 209 \$
Ville de Chandler	100 702 \$	101 868 \$	102 583 \$	103 203 \$
Ville de Lebel-sur-Quévillon	106 300 \$	106 616 \$	106 865 \$	107 246 \$
Ville de New Richmond	103 366 \$	104 221 \$	104 884 \$	99 288 \$
Municipalité de Litchfield	0 \$	36 078 \$	36 462 \$	36 672 \$
Total	321 679 \$	360 853 \$	362 908 \$	358 314 \$

Le budget de dépenses 2017-2018 prévoit un montant de 380 900 \$.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 78

Concernant le groupe de travail sur la simplification de la reddition de comptes des municipalités, fournir un état d'avancement, le mandat détaillé, l'échéancier, le plan de travail, l'ordre du jour des rencontres et le budget alloué.

Mandat

- Le mandat du Groupe de travail, défini de concert avec le milieu municipal, consiste à fournir l'inventaire des redditions de comptes des municipalités et des MRC au gouvernement et proposer des moyens de les alléger et de les regrouper. Le Groupe de travail doit en faire l'analyse et formuler des recommandations. Il doit faire part également de priorités de travail pour guider les travaux subséquents sur ces redditions de comptes.

État d'avancement

- Le Groupe de travail a été créé le 11 mars 2015.
- Le rapport du Groupe de travail a été remis au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire en août 2015 et rendu public en octobre 2015.
- Le Plan d'action gouvernementale pour alléger le fardeau administratif des municipalités et la Politique gouvernementale de consultation et de simplification administrative à l'égard des municipalités ont été dévoilés le 11 mai 2016 et donnent suite aux recommandations du Rapport.
 - Le plan d'action et la politique sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.mamot.gouv.qc.ca/ministere/allegements-administratifs-pour-les-municipalites/>
- Un Comité-conseil sur l'allègement du fardeau administratif des municipalités, composé des représentants de l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec, de l'Association des directeurs généraux des MRC du Québec, de l'Association des directeurs municipaux du Québec et de la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec, a été créé afin de fournir périodiquement des avis sur la nature et l'évolution du fardeau administratif des municipalités et de proposer des pistes pour l'alléger.
 - Une première rencontre du Comité-conseil s'est tenue le 15 décembre 2016
 - Une deuxième rencontre s'est tenue le 21 mars 2017

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 79

Liste des ententes spécifiques, autrefois gérées par les conférences régionales des élus, qui sont toujours actives en 2016-2017, ventilées par régions, en indiquant les sommes qui y sont dédiées et l'organisme qui est maintenant responsable de leur gestion.

Veuillez vous référer à la demande de renseignements particuliers n° 72 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question n° 80

Concernant les centres locaux de développement, indiquer les sommes qui ont été versées pour ceux-ci aux MRC par le ministère en 2016-2017. Ventiler les montants par région administrative et par CLD.

L'entrée en vigueur de la Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 (ci-après nommée la « Loi ») a supprimé l'obligation pour une municipalité régionale de comté (MRC) de confier l'exercice de ses pouvoirs en matière de développement local à un centre local de développement (CLD).

La Loi a également institué le Fonds de développement des territoires (FDT) afin d'appuyer les efforts de développement local et régional des MRC, des organismes équivalents et de l'Administration régionale Baie-James. Dans le cadre de cette nouvelle gouvernance, les MRC ont géré le FDT dans un contexte de souplesse et d'autonomie, et en fonction de priorités qu'elles ont elles-mêmes établies pour leur territoire.

En vertu de la Loi, une MRC peut, sur autorisation du ministre, confier l'exercice de sa compétence en matière de développement local et régional à un organisme à but non lucratif (OBNL), qu'il s'agisse d'un CLD ou d'un autre organisme. L'annexe A de l'Entente relative au FDT prévoit que les MRC doivent produire, au plus tard le 30 juin de chaque année, un rapport d'activités dressant le bilan des activités par priorités d'intervention et un bilan financier, la liste des contrats et des aides octroyés de même que les informations sur la délégation à un OBNL, incluant le budget confié.

Les sommes consacrées aux activités liées au développement économique local par chaque MRC seront publiées dans les rapports d'activités des MRC, lesquels seront rendus publics au plus tard le 30 juin 2017.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question n° 81

État de situation de chaque CLD au 31 mars 2017 : situation juridique, immobilisations, dette, fonds, intégré à la MRC ou non. Présenter une évolution du nombre d'emplois depuis trois ans.

La Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 (ci-après la Loi), sanctionnée le 21 avril 2015 prévoit que les MRC n'ont plus l'obligation de confier à un centre local de développement (CLD) leur compétence en matière de développement local.

À ce jour, 50 MRC ont été autorisées par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) à confier l'exercice de leur compétence à leur CLD ou à un organisme à but non lucratif existant ou créé à cette fin. Par ailleurs, 52 municipalités régionales de comté ont décidé d'exercer elles-mêmes, leur compétence.

Concernant l'évolution du nombre d'emplois, aucune reddition de comptes sur cet objet spécifique n'est exigée aux CLD par le MAMOT. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure de fournir cette information.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 82

Liste des conditions exigées par le MAMOT pour l'octroi des budgets autrefois dévolus aux CLD et maintenant accordés aux MRC.

La *Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016*, a mis en place le Fonds de développement des territoires (FDT). Ce fonds permet de soutenir les municipalités régionales de comté (MRC), les agglomérations et les municipalités locales dont le territoire n'est pas compris dans celui d'une MRC ou d'une agglomération ainsi que les organismes compétents en matière de développement du Nord-du-Québec, dans la mise en place de mesures de développement local et régional sur leur territoire.

Les budgets auparavant destinés aux CLD ont été intégrés au Fonds de développement des territoires. Il appartient à la MRC (et à l'organisme équivalent) de déterminer si elle se dote ou non d'un CLD pour agir en développement local.

S'appuyant sur des principes de souplesse et d'imputabilité, des ententes sont conclues en vertu des articles 21.6 et 21.7 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (chapitre M-22.1) et de l'article 126.3 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1). Il appartient à chacun des organismes admissibles d'identifier ses propres priorités d'intervention et de mettre en place ses politiques de soutien à son milieu.

Articles 21.6 et 21.7 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (chapitre M-22.1)

21.6. Chaque organisme compétent est, pour le territoire ou la communauté qu'il représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional du Nord-du-Québec.

Le ministre conclut avec chacun d'entre eux une entente déterminant les conditions que l'organisme s'engage à respecter ainsi que le rôle et les responsabilités de chacune des parties.

2006, c. 8, a. 21; 2015, c. 8, a. 239.

21.7. Chaque organisme compétent a principalement pour mandat d'évaluer les organismes de planification et de développement au palier local et régional, dont le financement provient en tout ou en partie du gouvernement, de favoriser la concertation des partenaires dans la région et de donner, le cas échéant, des avis au ministre sur le développement de la région.

L'organisme compétent établit un plan quinquennal de développement définissant, dans une perspective de développement durable, les objectifs généraux et particuliers de développement de la région et en tenant compte en priorité de la participation à la vie démocratique de la région des jeunes et, selon les principes de l'égalité et de la parité, des femmes.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 82

Liste des conditions exigées par le MAMOT pour l'octroi des budgets autrefois dévolus aux CLD et maintenant accordés aux MRC.

Chaque organisme compétent peut conclure, avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en oeuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales. Toute entente spécifique conclue avec une municipalité ou un mandataire de celle-ci peut déroger à la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (chapitre I-15).

Chaque organisme compétent exécute tout autre mandat que lui confie le ministre.

2006, c. 8, a. 21; 2006, c. 60, a. 100; 2010, c. 10, a. 134; 2015, c. 8, a. 240.

Article 126.3 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)

126.3. Une municipalité régionale de comté peut conclure, avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes concernant son rôle et ses responsabilités relativement à l'exercice des pouvoirs que lui confère l'article 126.2, notamment pour la mise en oeuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales.

La municipalité régionale de comté administre les sommes qui lui sont confiées dans le cadre de ces ententes et possède tous les pouvoirs nécessaires à la réalisation de celles-ci.

L'entente peut, dans la mesure qu'elle prévoit, permettre de déroger à la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (chapitre I-15). La valeur totale de l'aide ainsi octroyée à un même bénéficiaire ne peut toutefois pas excéder 150 000 \$ à tout moment à l'intérieur d'une période de 12 mois, à moins que le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation n'autorisent conjointement une limite supérieure.

2015, c. 8, a. 222

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 83

Pour tous les programmes financés dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir la ventilation suivante : a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt CO₂); b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt CO₂); c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre; d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO₂); e) les investissements totaux des projets (en millions \$); f) les aides financières totales du ministère (en millions \$); g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne); h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

Aucun programme n'est actuellement en vigueur sous la responsabilité du MAMOT pour l'exercice 2016-2017.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 84

Fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2016-2017 par le ministère et ses organismes, via le Fonds vert, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020. Ventiler par projet et indiquer pour chacun : a) le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée; b) la description du projet; c) la date de versement de l'aide financière accordée; d) le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme); e) les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial); f) la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée et/ou autres cobénéfices.

Les questions concernant le Fonds vert seront répondues par le MDDELCC.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers d'opposition officielle

Demande n° 85

La liste des demandes d'examen préalable en matière de déontologie et d'éthique au niveau municipal traitées depuis 2010. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, règles d'après-mandat, corruption, etc.), le caractère vexatoire ou non, fondé ou non des différentes demandes et les suites qui ont été données par le ministère, la Commission municipale et le Directeur des poursuites criminelles et pénales aux demandes considérées comme fondées.

La liste des demandes d'enquête concernant des manquements aux codes d'éthique et de déontologie applicables aux élus municipaux et leur examen préalable fait conformément à l'article 20 de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale (LEDMM) est contenue dans un fichier de renseignements personnels. Ce fichier ou registre dont les renseignements sont protégés et donc confidentiels en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (LAI), ne peut être communiqué.

- **Depuis la sanction de la LEDMM, le 2 décembre 2010 et jusqu'au 29 septembre 2016, date à laquelle le traitement des examens préalables a été transféré à la CMQ en vertu du projet de loi 83, le Ministère a traité 622 demandes d'enquête.** De ce nombre, 119 demandes ont été transmises à la CMQ pour enquête. Le Ministère a donc rejeté 503 demandes à l'étape de l'examen préalable, et ce, en invoquant l'un des motifs fixés par la LEDMM (demande incomplète, manifestement mal fondée, frivole ou vexatoire). Pour la période du 1^{er} avril 2016 au 29 septembre 2016, 123 demandes ont été examinées, 15 ont été transmises à la CMQ pour enquête et 108 ont fait l'objet d'un rejet. Enfin, 16 plaintes, en cours de traitement au 29 septembre 2016, ont été transmises à la CMQ dans le cadre de la mise en œuvre du projet de loi 83.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle
Deuxième partie

Question n° 1

Liste de tous les organismes qui ont reçu du financement par le biais du discrétionnaire du ministre depuis le 23 avril 2014, ainsi que le montant qu'ils ont reçu et la circonscription dans laquelle est situé chacun d'eux.

Veuillez vous référer à la demande de renseignements généraux n° 20 des oppositions.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle
Deuxième partie

Demande n° 2

Indiquer les sommes dépensées pour 2016-2017 par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Veillez vous référer à la demande de renseignements particuliers n° 1 de l'opposition officielle.

***Affaires municipales
et Occupation
du territoire***

Québec 